This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.

+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.

+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.

+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

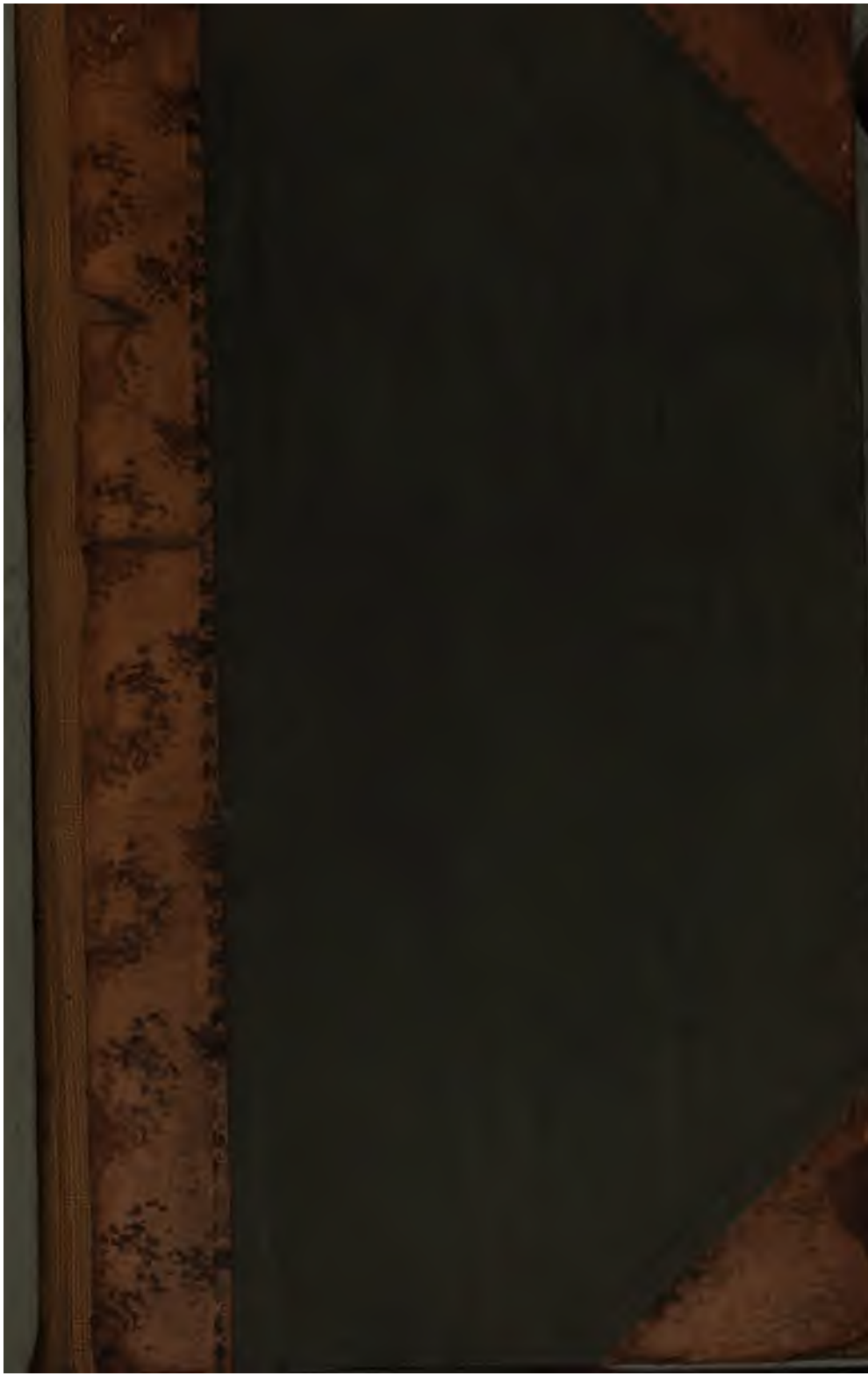
+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`



Pas L. Int. A. 69 d. 36[8]
2229 e. 117/8
= K. 7. 3

L.L.
Internat.
8b

SUPPLÉMENT
AU
RECUEIL
DES PRINCIPAUX
TRAITÉS
d'Alliance, de Paix, de Trêve, de Neutralité, de Commerce, de Limites, d'Echange etc.

CONCLUS PAR LES PUISSANCES
DE L'EUROPE
TANT ENTRE ELLES
QU'AVEC LES PUISSANCES ET ETATS
DANS D'AUTRES PARTIES DU MONDE
depuis 1761 jusqu'à présent
PRÉCÉDÉ
DE
TRAITÉS DU XVIIIEME SIÈCLE
antérieurs à cette époque et qui ne se trouvent pas dans
LE CORPS UNIVERSEL DIPLOMATIQUE
DE
Mrs. DUMONT ET ROUSSET,
ET AUTRES RECUEILS GÉNÉRAUX DE TRAITÉS
PAR
GEORGE FRÉDÉRIC DE MARTENS.

TOME VIII.
1808 — 1819 *inclusiv.*

À GOTTINGUE,
DANS LA LIBRAIRIE DE DIETERICH.
1820.

NOUVEAU RECUEIL
DE
TRAITÉS
d'Alliance, de Paix, de Trêve, de Neutralité, de commerce, de limites, d'échange etc. et de plusieurs autres actes servant à la connaissance des relations étrangères
des Puissances et états
DE L'EUROPE

TANT DANS LEUR RAPPORT MUTUEL
QUE DANS CELUI ENVERS LES PUISSANCES
ET ETATS DANS D'AUTRES PARTIES DU GLOBE

Depuis 1808 *jusqu'à présent.*

Tiré des copies publiées par autorité, des meilleures collections particulières de traités et des auteurs les plus éstimés.

PAR

GEO. FRÉD. DE MARTENS.

TOME IV.
1808 — 1819 *inclusiv.*

À GOTTINGUE,
DANS LA LIBRAIRIE DE DIETERICH.
1820.

PRÉFACE.

Le préſent IVeme volume du nouveau recueil renferme des ſupplémens aux trois volumes précédens depuis 1808 et la continuation jusqu'à l'année 1819 et inclusivement le recès général de Francfort du 20 Juillet qui ſert de complément à l'acte du congrès de Vienne et aux negotiations de Paris.

Peu après que l'impreſſion du IIIeme volume étoit terminée la bienveillance de pluſieurs perſonnes qui s'intereſſent au ſuccès de cet ouvrage m'a procuré divers traités, omis à regret dans les volumes précédens, et dont quelques uns n'ont été publiés qu'imparfaitement jusqu'ici. D'ailleurs j'ai donné dans le préſent volume pluſieurs pièces déjà antérieurement publiées mais qui avaient échappé à mes recherches.

Toute fois je ne me diſſimule pas combien de lacunes reſtent encore à couvrir pour que le préſent ouvrage puiſſe paſſer pour médiocrement complet, ſans encore parler d'articles ſéparés et

ſecrets

Pas L. Int. A. 69 d. 36[8]
2229 e. 117/8
= K. 7. 3

L.L.
Internat.
8b

ont été publiés par Mr. KLUBER dans ſes actes du congrès T. II. VIII. p. 84–120. T. VII. p. 145 etc.

Une partie ſeulement des procès verbaux de Paris de 1815 a été publiée, et ceux d'entre eux qu'une publication antérieure m'autoriſait à donner, ont été inſérés dans le 2d volume de mon nouveau recueil.

J'ai cru devoir en uſer de même par rapport aux Conférences d'Aix la Chapelle, en ne donnant que ce qu'il était dans l'intention des puiſſances de faire parvenir à la connaiſſance du public. Le reproche de l'imperfection d'un ouvrage eſt moins ſenſible que celui d'une indiscretion.

Comme dès le commencement de mon recueil j'y ai fait entrer auſſi les conventions ſur l'abolition du droit d'aubaine et de celui de détraction j'ai cru devoir inſérer dans le préſent volume ceux qui ont eu lieu depuis 1808, en tant qu'ils n'avaient pas encore été donnés dans les 3 premiers volumes; on les trouve p. 39–68. En rapprochant ces traités, leur ſimilitude m'a ſouvent mis à même d'abréger par le moyen de renvois. Je dois pourtant m'accuſer de l'omiſſion de la déclaration Pruſſienne du 25 Oct. 1817 portant que dans le rapport avec la Suiſſe l'abolition du droit de détraction déjà ſtipulée par la convention de 1812 (Suppl. T. V. p. 404) a été

étendue mutuellement à toutes les poſſeſſions ſelles de la Pruſſe et de la Suiſſe *).

J'ai

*) Cette declaration ſe trouve dans *Geſetzſamm-lung für die Preuſsiſchen Staaten* 1818. n. 1. p. 1; elle eſt de la teneur ſuivante:

Die Königl. Preuſsiſche Regierung und die Schweizeriſche Eidgenoſſenſchaft ſind mit einander übereingekommen und erklären hiermit: daſs gegenſeitig der Abſchoſs bey Erb- und Vermächtnifsfällen, und das Abfahrtsgeld in allen denjenigen Fällen, in welchen die Auswanderungen aus den Königlich Preuſsiſchen Staaten in die Schweiz, und aus der Schweiz in die Königlich Preuſsiſchen Staaten erlaubt ſind, ohne Unterſchied, ob die Erhebung dem Fiscus oder Privatberechtigten, Communen oder Patrimonial-Gerichten zuſtehe, aufhören ſoll, und daſs die dieſerhalb im Jahre 1812 zwiſchen S. M. dem Könige von Preuſsen und der Schweizeriſchen Eidgenoſſenſchaft abgeſchloſſene Uebereinkunft auf ſämmtliche jetzige reſp. Königlich Preuſsiſche und zur Schweizeriſchen Eidgenoſſenſchaft gehörige Lande Anwendung finden ſoll, daſs mithin in allen denjenigen, innerhalb der reſp. Königlich Preuſsiſchen und zu der Schweizeriſchen Eidgenoſſenſchaft gehörigen Landen, jetzt etwa anhängigen und künftig vorkommenden Erbſchafts-, Vermächtniſs- und Vermögens-Verabfolgungsfällen aus dem einen in den anderen Staat in Gemäſsheit jener Uebereinkunft verfahren werden ſoll.

Gegen-

J'ai hésité si je devais faire entrer aussi dans le présent volume les cartels et les conventions d'étappes, dont surtout la Prusse a conclu un grand nombre depuis 1815. Cependant comme plusieurs d'entre eux ont été conclûs en exécution des stipulations de l'acte du Congrès de Vienne ou des traités qui lui servent d'annexes; j'ai cru devoir donner en entier les plus importans, en supprimant plusieurs autres, ou en les citant avec renvoi. On les trouve p. 282–379.

Je n'ai point pu donner en entier le traité signé entre l'Espagne et les États-Unis d'Amerique en 1818 sur la cession des Florides, vu que la ratification de la part de l'Espagne manque encore. Celle de la part des États-Unis a eu lieu en Févr. 1819 et alors ce gouvernement en a fait insérer dans les journaux Américains la sui-

Gegenwärtige Erklärung soll, nachdem sie in gleichlautenden Exemplarien von dem Königlich Preussischen Ministerium und von Seiten der Schweizerischen Eidgenossenschaft vollzogen und ausgewechselt worden, durch öffentliche Bekanntmachung in den beiderseitigen Landen Kraft und Wirksamkeit erhalten.

Urkundlich ist diese Erklärung mit dem Königlichen Insiegel bedruckt, und von mir, dem Staatscanzler, unterzeichnet worden.

Berlin den 25. October 1817.

(L. S.) C. *Fürst* v. HARDENBERG.

suivante esquisse qu'on peut donc considerer comme officielle. (v. Journal de Francfort 1819. n. 44. 93. 122.)

ART. I. *Les Florides sont cédées en entier aux États-Unis. La cession comprend tout le territoire Espagnol à l'est du Mississipi, et les îles adjacentes qui dépendent de ces provinces.*

ART. II. *La limite occidentale commence à l'embouchure de la Sabine, s'étend vers le nord le long de la rive occidentale de la dite rivière, jusqu'au 32e degré de latitude; de là dans une ligne plein nord, jusqu'à ce qu'elle traverse le Rio Roxo, ou la rivière Rouge; puis le long du Rio Roxo, jusqu'au 100e degré de longitude ouest de Londres, et au 32e de Washington; de là dans une ligne plein nord à la rivière de l'Anathas, jusqu'à sa source latitude 42; puis sur cette parallèle de latitude jusqu'à la mer du Sud. On s'en est référé dans le traité à la dernière carte de Melish, édition du 1 Janvier 1818; vous n'aurés pas de peine à suivre la ligne.*

ART. III. *Le 24 Janvier 1818 est le jour fixé pour régler la validité des cessions faites par les autorités espagnoles. Toutes celles qui sont antérieures à ce jour sont déclarées valides par le traité, et toutes celles d'une date subséquente sont nulles.*

ART. IV.

Art. IV. Les Etats-Unis et l'Eſpagne r
noncent mutuellement à toutes reclamations pou
cauſe de pertes ſoit nationales ſoit particulière
antérieurement à la ſignature du traité.

Art. V. Les Etats-Unis ſe chargent du payı
ment des reclamations de leurs citoyens jusqu'
la concurrence de 85 millions de dollars; la vér
fication en ſera faite par des commiſſaires nom
mes par le préſident.

*Art. VI. L'ancien traité *) rélatif aux limite*
et à la navigation demeurera en force, à l'ex
ception des changemens y apportés par les diſpo
ſitions du préſent traité.

Art. VII. Pendant l'eſpace de 12 années, le
vaiſſeaux eſpagnols auront une préférence,
l'excluſion de ceux de toute autre nation, dan
les ports de Penſacola et de St. Auguſtin.

Signé par Don Onis de la part de l'Eſpagn
et par M. Monroe de la part des Etats-Unis.

La table chronologique et alphabétique joint au préſent volume facilitera les moyens de com pletter par elle les tables générales jointes a IIIeme volume afin d'épargner la peine d'une doubl recherche dans deux volumes differens.

À Francfort ce 20 Septembre 1819.

*) Sans doute celui du 27 Octobre 1795, qu'on trouv dans m. Recueil T. VI. p. 561.

ERRATA

ERRATA.

Du TOME III. du nouveau recueil.

Pag. 1	ligne 5. (d'embas)	au lieu de :	Majeſty's	liſés :	Majeſty
2	— 1.	—	hetreated	—	be treated
4	— 26	—	proſecudet	—	proſecuted
5	n. l. l. 8.	—	ſed	—	ſet
6	ligne 17	—	proſecudet	—	proſecuted
8	— 3 (d'embs)	—	in	—	is
28	art. XXI. l. 4.	—	effecteés	—	effectées
—	art. XXIII. l. 1.	après	Empereur	ajoutés	d'Autriche
19	art. 11. ligne 2.	au lieu de	patente	liſés :	patent
21	inſcript. — 5.	—	de Bade	—	du Bain.
—	texte ligne 14.	—	etablie	—	établi
26	ligne 17.	—	leur	—	leurs
28	ligne 4. (d'embas)	—	departemunt	—	departement
31	ligne dernière	—	cedées	—	cedée
74	art. 5. ligne 5.	après	Amorbach	ajoutés :	et Heubach
—	art. V. ligne 1.	au lieu de :	c'engage	liſés :	s'engage
76	art. VIII. ligne 14.	—	Korſtheim	—	Koſtheim
—	— IX. ligne 4.	—	Août	—	Avril
77	ligne 3. (d'embas)	—	autoriſés	—	autorités
81	art. XXII. ligne 14.	—	regardée	—	regardé
—	ligne 3. (d'embas)	—	Keſſois	—	Heſſois
84	ligne 6. (d'embas)	—	Neyvelt	—	Nyevelt
86	art. IX. ligne 2.	—	aven	—	avec
92	texte ligne 7.	—	rendant	—	rendent
94	ligne 2. (d'embas)	—	en conſentée	—	et conſentie
214	ligne 8. (d'embas)	—	cononicas	—	canonicas

Pag.

Pag. 116	ligne 1.	au lieu de:	Majeſtus	lisés:	Majeſtas
118	ligne 5 (d'embas)	—	Parochiala	—	Parochialia
122	ligne 16.		rayés le ſecond vel		
124	art. XVI. l. 3.	au lieu de:	obrogata	—	abrogata
140	ligne dernière	—	Fizarro	—	Pizarro
145	ligne 7. (d'embas)	—	es	—	er
173	ligne 5. (d'embas)	—	ceffirenden	—	ceſſirenden
176	texte ligne 6.	—	Kriegsange-legenh.	—	Kreisangéleg heiten
187	ligne 2. (d'embas)	—	des	—	de
189	art. X. ligne 2.	—	reſervée	—	reſervés
194	ligne 9. (d'embas)	—	Leureſement	—	heureuſeme
217	ligne 3.	—	qui	—	que
227	inſcr. ligne 5.	—	privé	—	privée
236	art. V. ligne 1.	—	dispoible	—	disponible
243	ligne 3.	—	tenues	—	tenus
263	art. X. ligne 2.	—	Geiſtlicher	—	Geiſtlichen
268	art. I. ligne 5.	—	carrving	—	carrying
270	art. V. ligne 1.	—	marehant	—	merchant
272	art. VIII. ligne 10.	—	Algarine	—	Algerine
287	inſcr. ligne 6.	—	ſignée	—	ſignées
310	n. 2. ligne 7.	—	Muffting	—	Muffling
329	l. 3. (d'embas)	—	auf	—	auch
347	l. 2 (d'embas)	*rayés les mots:*	der Fortifications ausſchlieſſ		
350	ligne 9.	au lieu de;	des	lisés:	das
379	ligne 12.	—	bu	—	au
390	art. XXVI. l. 5.	—	Neuenkirchen	—	Neuenkirche
394	art. XXXIV l. 4.	—	Partonatrechte	—	Patronatrech
399	art. IV. ligne 13.	—	jodoch	—	jedoch
655	art. VI. ligne 6.	—	Lauenburgiſchen	—	Lüneburgiſc

Erreurs dans la table chronologique.

1772 6 Mai après K. 11. 309. ajoutés: b. II. 37.

1777 27 Avr. lisés: 27 Août (même faute à corriger dans la alph. ſous Hollande et Waldek).

1779 18 Juin lisés: 15 Juin (même faute à corriger dans la alphab. ſous France).

1780 9 Juil. au lieu de : b. III. 191. liſés: b. III. 189 (même faute à corriger ſous Ruſſie)

1781 15 Janv. au lieu de b. III. 245 liſés : b. III. 153 (même faute à corriger dans la tab. alphab. ſous Hollande)

— 1 Juin au lieu de b. III. 942 liſés : b. III. 542.

1782 après Janv. ajoutés

9 Mai Extrait du concordat entre le S. Siège et la Lombardie Autrichienne b. III. 588 (même omiſſion à ajouter dans la table alphab. ſous *Autriche* et ſous *Pape*)

— à la fin ajoutés :

12 Déc. Ord. de l'Emp. d'Autr. ſur la police des mers dans les Pays-Bas. b. III. 297.

1784 24 Fevr. au lieu de b. III. 725. liſés : b. III. 720.

1786 Mars au lieu de b. II. 215 liſés : b. II. 211.

1795 25 Mars — V. 144. — V. 114.

— 8 Oct. liſés : 5 Oct.

1795 17 Mai au lieu de : VI. 203 liſés : VI. 503.

1798 17 Oct. au lieu de : VII. 279. liſés : VII. 229. (même faute à corriger dans la table alphab. ſous *Autriche* et *Suiſſe*)

1800 5 Janv. l'allegation des art. 14. 15 et 16. doit être ſupprimée et placée ſous 1801. 29 Août 3 (même changement à faire dans la table alphab. ſous France et Hollande).

1802 Août au lieu de S. III. 630 liſés : S. III. 560.

1803 3 Avr. doit être placé ſous 1801.

1803 6 Avr. après Congreſſes ajoutés : H. X. p. 185.

1806 15 Jan. au lieu de S. IV. 391 liſés : S. IV. 291.

1816 31 Dec. L'allegation VI. 553. n'eſt pas celle de mon recueil mais celle des : State papers.

1807 10 Oct. L'allegation S. IV. 463 liſés : S. IV. 468.

1808 17 Sept. —— S. V. 13. liſés : S. V. 139.

1809 16 Mars liſés 1810 16 Mars et corrigés la même faute ſous France et Hollande.

1809 25 Mai au lieu de France et Weſtphalie liſés : Saxe et Weſtphalie ; corrigés la même faute dans la table chron. alphab. ſous ces puiſſances.

1810 14 Jan. au lieu de S. V. 285. liſés : S. V. 235.

— 15 Dec. — S. V. 576. — S. V. 546.

1813 6 Juil. au lieu de: S. V. 571. lisés: S. V. 573.
—— Nov. — S. V. 638. — S. V. 632.
1815 28 Mai — S. VI. 310. — S. VI. 315.
—— 8 Juin l. 3. avant la parenthèse mettés en marge S. VI. 3 et 369. La parenthèse qui suit embrasse toutes les allégations des deux pages suivantes qui auraient du être imprimées en caractères italiques et ne sont que des allégations d'autres ouvrages; elle ne se termine qu'avant l'Acte fin du congrès.
—— 10 Juin. Convention etc. *ajoutés l'allegation* (*qui manque*) S. VI. 459.

NB. La plupart de ces fautes ne se trouvent pas dans la table alphabétique. Par contre on doit corriger dans celleci ce qui suit. Sous *Amérique* après 1805 Mars on doit inscrire de 1806 le traité du 31 Dec. avec l'Angl.

I.

*Traité de commerce entre le Royaume d'Italie et celui de Bavière, signé à Milan le 2 Janvier 1808**). 1808 2. Janv.

(Copie manuscrite mais sûre).

S. M. l'Empereur des Français, Roi d'Italie, Protecteur de la confédération du Rhin, et S. M. le Roi de Bavière également animés du désir de faire jouir leurs peuples du Royaume d'Italie et du Royaume de Bavière des avantages, dont les rendent susceptibles la position des états respectifs et les rapports de bon voisinage et d'amitié, qui existent entre eux, ont résolu de régler par un traité les bases et les objets les plus essentiels de leurs relations commerciales. A cet effet ils ont nommé: savoir. — S. M. l'Emp. des Français, Roi d'Italie et Protecteur de la Confédération du Rhin, S. Exc. M. Joseph Prina, Grand-dignitaire de l'ordre de la Couronne de fer, Grand Aigle de la légion d'honneur, Son Ministre des finances d'Italie etc. — S. M. le Roi de Bavière, S. Exc. Ms. Maximilian Joseph Baron de Montgelas, Grand-Croix de l'ordre de St. Hubert, Grand Cordon de la Légion d'honneur, Grand-Croix de l'ordre de St. Jean de Jérusalem, Son Ministre d'Etat et des conférences au Département des affaires étrangères. — Lesquels, après avoir échangé leurs pleinspouvoirs respectifs, sont convenus, sauf l'approbation de leurs Souveraines des articles suivans:

ART.

*) Ce traité n'a pas été ratifié; mais il n'est pas sans intérêt d'en connoître les stipulations projettées.

1808 Tranſit par la Bavière.

ART. I. Les productions et marchandiſes, qu ſeront introduites du Royaume d'Italie dans celui d Bavière en tranſit avec deſtination pour d'autres état ou qui viendront des autres états en tranſit par l Royaume de Bavière, avec deſtination pour le Royau me d'Italie, ne ſeront aſſujetties dans le Royaume d Bavière qu'au payement de la moitié du droit de tranſi

Tranſit par l'Italie.

ART. II. Et réciproquement les productions e marchandiſes, qui ſeront introduites du Royaume d Bavière dans le Royaume d'Italie, en tranſit avec de ſtination pour d'autres états, ou qui viendront d l'étranger en tranſit par le Royaume d'Italie avec de ſtination pour la Bavière, ne ſeront aſſujetties dan le Royaume d'Italie qu'au payement de la moitié d Tarif de tranſit général, annexé au Tarif général iti lien du 22 Decbr. 1803.

Tranſit pour Veniſe.

ART. III. Les marchandiſes venant du port fran de Veniſe en tranſit par le Royaume d'Italie, ave deſtination pour la Bavière, comme auſſi les marchar diſes venant de la Bavière et dirigées à l'étranger p la voye durport franc de Veniſe, ſeront exemptée dans le Royaume d'Italie de tout payement de dro de tranſit.

Exception.

ART. IV. Ne ſeront admiſes à jouir des avanti ges des articles 2. 3. les marchandiſes étrangères v nant de la Mer adriatique, qui emprunteraient le te ritoire Italien, pour paſſer outre, ſans toucher au Po franc de Veniſe.

Bâtimens étrangers.

ART. V. Pourra auſſi le Gouvernement Italie pour favoriſer les transports, qui ſeraient faits par l bâtimens nationaux, faire des exceptions à la règ ci-deſſus, en impoſant un droit plus fort à ce q ſera importé par le Port franc de Veniſe par des B timens étrangers.

Terme de ces arrangemens.

ART. VI. Ce qui a été ci-deſſus établi pour l marchandiſes venant du Port franc de Veniſe, o qui y ſeraient adreſſées, aura lieu jusqu' à la mi en activité du dit Port, pour les marchandiſes v nant de la Douane actuelle de la dite Ville, ou qui ſeraient aſſujetties.

Bléds.

ART. VII. Dans tout le temps il ſera permis d'e porter du Royaume d'Italie pour la Bavière des bl

de toute espèce moyennant le payement de la moitié 1808
du droit actuel d'exportation, et au cas que ce droit d'exportation ou de transit des blés serait augmenté par une disposition générale, la dite augmentation ne pourra être appliquée qu'à l'excedant de la consommation de la partie du Tyrol, qui est dans l'usage de s'approvisionner de blé dans les marchés du Royaume d'Italie. La quantité nécessaire de la dite consommation sera déclarée et réglée par les deux Gouvernemens dans une mesure abondante en raison de la population.

Exportation de minéraux.

Art. VIII. Le Royaume d'Italie accordera à la Bavière préférablement à d'autres états étrangers l'exportation du fer, Zinc ou Colamine, Cuivre, si cependant c'est pour la partie des dits produits, que le Gouvernement Italien reconnaitrait compatible avec des besoins intérieurs de l'état, dans ce cas le droit d'exportation sera à la moitié de celui, etabli par le Tarif actuel; il sera même reduit pour le Zinc au tiers du droit, porté par le dit Tarif.

Bestiaux

Art. IX. La Bavière de Son côté laissera libre en tous temps l'exportation pour le Royaume d'Italie, des boeufs, brebis et moutons, Chevaux et bestiaux de toute espèce, ainsi que du bois tant de chauffage que de construction et du charbon, sans aucune restriction et moyennant le payement d'un droit unique, qui ne pourra dans tous le cas et temps excéder les mesures suivantes:

Fagots	1½	pour cent de la valeur bois
mou de chauffage	2	
bois dur	3	
bois mou de construction de toute longueur et grosseur	7	pour Cent
bois dur de C. de t. l. et gr.	9	
les bestiaux de toute espèce	1	

sont exceptés les boeufs, vaches et chevaux, qui payeront — 1½ pour Cent.

Vins.

Art. X. La quantité de vin, que la Valteline était en usage d'importer annuellement dans la Vallée de l'Inn supérieur, continuera à y être importée en payant les droits d'entrée, réglés par le tarif du Tyrol du 14. Août 1786. La dite quantité sera déterminée

1808 en prenant pour baſe le terme moyen de neuf années, écoulées depuis 1786, jusqu'au commencement du 1796.

Les vins, que les pays ci-devant Vénitiens étaient dans l'uſage d'importer dans Primiero, Puſteria, Valle de Ledro et Indicarie, en vertu des actes rappellés dans le dit Tarif du 14. Août 1786. continueront à y être importés dans la quantité déterminée par le dit acte, moyennant le payement des droits régles par le même Tarif.

Il ſera libre à l'adminiſtration des douanes Bavaroiſes de prendre des précautions convenables pour prévenir tout abus à cet égard.

Autres marchandiſes.

ART. XI. Les autres productions et marchandiſes venant des deux Royaumes, ainſi que toutes celles qui viendraient de l'étranger en tranſit pour les deux Etats, et qui ne ſont, ou ne ſeront pas prohibées par une loi générale y entreront librement moyennant le payement des droits, qui ſont et ſeront établis par les tarifs reſpectifs.

Magazinage.

ART. XII. Les productions et marchandiſes venant de l'un des deux Royaumes à l'autre, tant pour y être conſommées, que pour paſſer à l'étranger, ne payeront que la moitié des droits de garde et de magazinage, qui ſont ou pourront être établis dans les deux Etats pour les marchandiſes venant d'autres pays.

Cas du paſſage par des états tiers.

ART. XIII. Les diſpoſitions ci-deſſus auront auſſi lieu dans les cas, que les marchandiſes et productions ne ſeraient importées directement de l'un des deux Etats dans l'autre, mais qu'elles duſſent, pour y arriver, toucher à quelque point le territoire étranger, ſauf les précautions à prendre pour prévenir les ſubſtitutions fraudulenſes.

Commun directes.

ART. XIV. Les deux Gouvernemens ſe concerteront et prendront les meſures qu'ils jugeront les plus convenables, pour que les communications entre les deux Royaumes ſoyent autant que poſſible les plus directes.

Traitement comme les plus favoriſés.

ART. XV. Aucun privilége d'importation, d'exportation et tranſit, ne pourra être maintenu ni accordé dans l'un des deux états à l'avantage d'un Etat étranger, ſans le rendre commun à l'autre Royaume pour la même quantité de marchandiſes et pro-

duc

ductions, aucune exemption ou diminution des droits ne pourra de même être maintenue ni accordée dans l'un des deux Royaumes à l'avantage d'un Etat étranger au préjudice des facilités et préférences établis dans le préſent traité à l'avantage de l'un des deux Etats contractans. Ne ſeront point cenſées compriſes dans le préſent article les diſpoſitions particulières ſur le commerce régulier, qui ont, ou pourraient avoir lieu entre l'Empire Français et le Royaume d'Italie. 1806

Exception pour les ſels tabacs etc.

ART. XVI. Les diſpoſitions du préſent Traité, concernant l'exportation et le tranſit entre les deux Etats, ne ſeront pas applicables aux ſels, aux tabacs, aux poudres et ſalpêtres, ni généralement à tout autre article, qui conſtituerait une branche des droits privatifs, reſervés au Gouvernement et là deſſus on s'en tiendra réſpectivement aux réglemens généraux des deux états.

Marchand. anglaiſes.

ART. XVII. La défenſe de l'importation ou du tranſit des marchandiſes provenant directement ou indirectement des fabriques ou du commerce de l'*Angleterre*, ſera maintenu dans les deux Etats jusqu'à ce *qu'il* ſoit autrement pourvu en ſuite des diſpoſitions de S. M. l'Emp. des Français, etc. etc.

Faveur des fabriques en Bavière.

ART. XVIII. Et comme afin de ſe garantir d'avantage contre toute importation fraudulenſe des marchandiſes anglaiſes, il eſt établi par le règlement du Royaume d'Italie, que les marchandiſes d'une qualité determinée doivent être reputées Anglaiſes, quelque ſoit leur origine, à moins qu'elles en viennent de *France*, S. M. l'Empereur, pour donner à S. M. le Roi *de Bavière* un temoignage ſpéciel de l'intérêt qu'elle prend à la prospérité du commerce de ſes Etats, conſent à ce que les marchandiſes de la dite qualité, provenant des fabriques du Royaume de Bavière, ſoyent admiſſibles dans le Royaume d'Italie, comme ſi elles venaient de France, à la charge du payement des droits de Douane et de l'exécution rigoureuſe des formes et des meſures, qui ſont, et ſeront établis à l'effet de juſtifier l'origine des dites marchandiſes.

Empêchement de fraude.

ART. XIX. Les mêmes précautions ſeront priſes et obſervées à la rigueur dans les deux Etats à l'effet d'empêcher, que ſous le prétexte du tranſit de marchandiſes, venant des Etats amis ou neutres, il ne ſoit point commis d'abus ou préjudice de la défenſe des

1808 des marchandiſes Anglaiſes, ainſi que pour empêcher toute ſubſtitution des marchandiſes étrangères à celles des deux Royaumes, qui ſe trouvent ſpécialement favoriſées par les ſtipulations du préſent traité.

Droit unique. ART. XX. Pour l'importation, l'exportation et le tranſit, on ne pourra exiger en général dans les deux Etats qu'au droit unique à la frontière reſpective.

Ce droit ſera unique et uniforme pour chaque catégorie des marchandiſes et productions, et comme le droit de tranſit pour le Royaume de Bavière eſt ſur le point d'être réglé en raiſon des diſtances, il eſt convenu, que même dans la diſtance la plus forte la moitié du droit, auquel ſeront aſſujetties les productions et marchandiſes venant du Royaume d'Italie ou qui y ſeraient adreſſées, ne pourra excéder le montant du droit général de tranſit, fixé par le Tarif actuel du Royaume d'Italie reſpectivement dans chacune de ces claſſes.

La même diſpoſition aura lieu dans le Royaume d'Italie en faveur des productions et marchandiſes venant du Royaume de Bavière, ou qui y ſeraient adreſſées.

Gabelles intermédiaires. ART. XXI. Les gabelles intermédiaires entre les provinces et diſtricts intérieurs des Etats, comme auſſi tous les droits privatifs ou priviléges de recevoir, tranſporter, d'expédier et vendre les marchandiſes et productions de l'un à l'autre état, quelque ſoit la nature, l'origine et la dénomination des dites gabelles et droits, s'il en ſubſiſte encore, ſeront indiſtinctement abolis et ſupprimés à la charge du Gouvernement territorial.

Péages de terre et d'eau. ART. XXII. Pourront néanmoins les transports de marchandiſes être aſſujettis dans les deux états au payement des droits de péage de terre et d'eau, mais ces droits, ſoit qu'ils appartiennent au Gouvernement, ou aux Communes, ſeront les plus modérés poſſible et doivent être combinés entre les deux Gouvernemens de manière à garder une proportion exacte entre les deux Etats, calculée d'après les diſtances et la dépenſe néceſſaire pour l'entretien des chemins ponts et canaux. Les bureaux de perception des droits ſeront les moins nombreux que poſſible, et moi

moins que des conſidérations majeures ne s'y oppoſent, les payemens des dits droits ſeront réunis dans un payement et bureau unique de perception. 1808

ART. XXIII. Les deux Gouvernemens s'engagent à faire réparer, améliorer et entretenir en bon etat les voyes de terre et d'eau, qui ſeront jugées les plus propres à rendre les communications commerciales entre les deux états faciles, courtes et ſûres dans toutes les ſaiſons de l'an autant que poſſible. Entretien des voyes.

ART. XXIV. Les diſpoſitions du précédent article ſeront particulièrement appliquées: Spécialement.

1. à la route, qui du pays de Vicence, en paſſant par Schio, tombe ſur Roveredo, et en attendant que cette route ſoit achevée, on reparera convenablement la route attachée de Baſſano à Trente.
2. à la grande route de poſte de Verona à Trente.
3. à une nouvelle, qui, en paſſant par la Valteline, gagnera la frontière du Tyrol.
4. à la navigation de l'Adige.
5. aux chemins, qui ſe réuniſſent de part et d'autre aux voyes de terre et d'eau ci-deſſus mentionnées dans chacun des deux Etats.

Le tout eſt toujours dans la vue d'y faciliter les transports et communications tant à l'intérieur que pour l'étranger.

ART. XXV. Toutes les provinces, qui actuellement font ou feront partie du Royaume d'Italie, et du Royaume de Bavière, ſont et ſeront compriſes dans le préſent traité. Etendue du traité.

ART. XXVI. Les ſujets du Roi d'Italie jouiront dans le Royaume de Bavière et réciproquement les ſujets de Bavière jouiront dans le Royaume d'Italie relativement aux ſucceſſions, acquiſitions et contrats de tous les droits, dont jouiſſent les ſujets reſpectifs dans leur pays. Egalité avec les ſujets quant aux ſucceſſion etc.

ART. XXVII. L'interprétation, à la quelle pourrait donner lieu quelqu'un des articles du préſent traité, comme auſſi les arrangements ultérieurs, qui pourroient ſe rendre néceſſaires en conſéquence des variations de confins, ou de réglement des douanes, tant dans l'intérieur que dans l'étranger limitrophe, Interprétation.

ſeront

1808 feront réglés d'après les principes du préſent tra
qui ſont déclarés être la plus grande faveur à don
aux importations et exportations réciproques des p
ductions et marchandiſes originales des deux Et
et l'excluſion de toute concurrence des états et p
étrangers, préjudiciable au commerce de tranſit
Etats contractans.

Terme de 10 ans. ART. XXVIII. Les deux Gouvernemens exéc
ront et feront exécuter les diſpoſitions du pré
traité de bonne foi pour le terme de dix ans, à c
mencer du 1er jour de Janvier 1808. Ce terme é
le traité ſera cenſé prolongé de cinq ans à cinq
à moins qu'il n'y ait déclaration contraire de l'
de deux parties.

Ratification. ART. XXIX. Le préſent traité ſera ſoumis à l'ap
bation et ratification de S. M. l'Empereur des Franç
Roi d'Italie et Protecteur de la confédération du Rh
et de S. M. le Roi de Bavière, et aura ſon exécu
25. jours au plus tard après l'échange des ratificati
qui aura lieu à Milan.

Fait double à Milan le deuxième jour du moi
Janvier 1808.

(L. S.) J. PRINA.
(L. S.) MONTGELAS.

Articles ſéparés.

Tabacs. ART. I. Les bureaux des douanes ſur les con
Bavarois ne pourront laiſſer paſſer en tranſit de tab
tant ouvrés, qu'en feuilles, à la deſtination des C
tons helvétiques, des Griſons et du Teſin, à m
que pour y arriver, ils n'euſſent à emprunter néce
rement le territoire du Royaume d'Italie.

Abolition de privilèges. ART. II. En exécution de l'article 21. du tr
aura lieu immédiatement l'abolition du privilège P
de Roveredo et le Dazio Caſtelbarco.

Marchandiſes favoriſées. ART. III. Seront exceptés de la règle géné
établie par l'art. 11. du Traité, les ſoies et ſoie

de toute espèce, les huiles, les fruits secs et verds, les poissons salés, les savons, les sucres raffinés, les verres et verreries, lesquels articles jouiront en entrant dans la Bavière de la diminution du cinquième des droits portés par le nouveau Tarif, et du coté du Royaume de Bavière les couvertures de laine fine, les tapis, portés au Tarif italien sous la dénomination *Tapetti di spalere* et *spalera di lana, o filo et lana*, les quinquailleries ordinaires, portés au Tarif sous la cathégorie de *Assucci ordinari* et les articles de bois ouvré, payant actuellement dix livres de Milan par quintal, lesquels jouiront, en entrant dans le Royaume d'Italie, de la diminution d'$\frac{1}{5}$ des droits fixés par le Tarif italien. 1808

Art. IV. Le présent traité sera tenu secret jusqu'à ce que les deux Gouvernemens le jugent convenable, ce qui n'empêchera point, qu'il ne soit exécuté suivant sa forme et teneur. Secret.

Art. V. Les présents articles séparés seront censés faire partie du Traité principal, et auront la même force et valeur, que s'ils y étaient insérés mot-à-mot. Valeur des arts. sepp.

En foi de quoi les soussignés Ministres plénipotentiaires y ont apposé leur signature et cachet de leurs armes.

(L. S.) Prina.

(L. S.) Montgelas.

2.

1808 *Actes d'acceſſion à la confédération du Rhin de la part des Ducs de Mecklenbourg-Strelitz, de Mecklenbourg-Schwerin, et de Oldenbourg 1808* *).

1.

18 Févr. *Traité entre l'Empereur des Français et le Duc de Mecklenbourg-Strelitz portant acceſſion de celui-ci à la confédération du Rhin ſigné à Paris le 18. Février 1808.*

(Winkopp *rheiniſcher Bund.* 6r Band p. 320-322).

Sa Majeſté l'Empereur des Français, Roi de l'Italie Protecteur de la confédération du Rhin et Son Alteſſe Séréniſſime le Duc de Mecklenbourg-Strelitz voulant règler ce qui concerne l'admiſſion de Sa dite Alteſſe dans la confédération du Rhin, ont nommé pour leurs plénipotentiaires, ſavoir: S. M. l'Empereur des Français, Roi d'Italie, Protecteur de la confédération du Rhin, Mrs. Jean Baptiſte Nompère de Champagny, Miniſtre des rélations extérieures, Grand-aigle de la légion d'honneur, Commandeur de l'ordre de la couronne de fer, Grand-croix de l'ordre de la fidélité de Bade et de St. Joſeph de Würzbourg. Et S. A. S. le Duc de Mecklenbourg-Strelitz, Msr. Jean Comte de Schlitz, Son Envoyé extraordinaire et Miniſtre plénipotentiaire, Grand-Doyen du Chapitre de Colberg; leſquels, après avoir échangé leurs pleins-pouvoirs reſpectifs, ſont convenus de ce qui ſuit.

Art.

*) Tous les actes d'accoeſſion à la confédération du Rhin ſignés 1806 et 1807 ſe trouvent dans le 4eme volume des ſupplémens; pour completter ces actes j'inſère ici les trois derniers, qui ſont de l'an 1808 et qui m'ont échappés lors de la redaction du 5eme volume des ſupplémens, où ils auraient dû entrer d'après la date de leur ſignature.

1808

Acceſſion.

ART. I. S. A. S. le Duc de Mecklenbourg-Strelitz accede au traité de confédération et d'alliance conclu à Paris le douze Juillet mil huit cent ſix, et par cette acceſſion, il entre dans tous les droits et dans toutes les obligations de la confédération et de l'alliance, de la même manière que s'il eût été partie contractante au dit traité.

Siége à la diète.

ART. II. S. A. S. ſiégera dans le collège des Princes. Son rang dans ce collège ſera reglé par la diète.

Paſſage de troupes.

ART. III. Il ne pourra, ſans le conſentement préalable de la confédération du Rhin être dans aucun cas et pour quelque raiſon que ce puiſſe être, donné paſſage, par les états de S. A. S., à aucunes troupes à aucun corps ou détachement de troupes d'aucune puiſſance étrangère à la confédération.

Culte Catholique.

ART. IV. L'exercice du culte catholique ſera dans toutes les poſſeſſions de S. A. S., pleinement aſſimilés à l'exercice du culte luthérien, et les ſujets des deux religions jouiront, ſans reſtriction, des mêmes droits civils et politiques, ſans cependant déroger à la poſſeſſion et jouiſſance actuelle des biens des égliſes.

Contingent.

ART. V. Le contingent du Duché de Mecklenbourg-Strelitz, pour le cas de guerre, ſera de quatre cent hommes d'infanterie.

Ratification.

ART. VI. Le préſent traité ſera ratifié et les ratifications en ſeront échangées à Paris dans le delai de cinq ſemaines.

Fait double à Paris le dix-huit Fevrier, mil-huit-cent-huit.

(L. S.) F. B. *Nompère* CHAMPAGNY.
(L. S.) I. *Comte* DE SCHLITZ.

2.

Traité entre l'Empereur des Français et le Duc de Mecklenbourg-Schwerin portant acceſſion de celui-ci à la confédération du Rhin, ſigné à Paris le 22. *Mars* 1808.

22. Mars

(WINKOPP *rheiniſcher Bund.* 8r Band p. 158-160.)

Napoléon par la grace de Dieu et les Conſtitutions Empereur des Français, Roi d'Italie et Protecteur

1808 *teur de la confédération du Rhin: ayant vu et examiné le traité conclu, arrêté et ſigné à Paris le 12. Mai 1808. par Mr. Champagny, Notre miniſtre des rélations extérieures, grand-cordon de la légion d'honneur etc. en vertu des pleins pouvoirs, que Nous lui avons conférés à cet effet avec Mr. le Baron de Boſſet, Maréchal de la Cour, et Envoyé extraordinaire de S. A. S. le Duc de Mecklenbourg-Schwerin également muni de pleins-pouvoirs, duquel traité la teneur ſuit.*

Sa Majeſté l'Empereur des Français, Roi d'Italie, Protecteur de la confédération du Rhin et Son Altesſe Séréniſſime le Duc de Mecklenbourg-Schwerin, voulant régler ce qui concerne l'admiſſion de Sa dite Alteſſe dans la confédération du Rhin, ont nommé pour leurs plenipotentiaires ſavoir:

S. M. l'Empereur des Français, Roi d'Italie, Protecteur de la confédération du Rhin, Mr. *Jean Baptiſte Nompère de Champagny*, Miniſtre des rélations extérieures, grand-aigle de la légion d'honneur, commandeur de l'ordre de la fidélité de Bade et de St. Joſeph de Würzburg;

Et S. A. S. le Duc de Mecklenbourg-Schwerin Mr. *Georges François de Boſſet*, Son Maréchal de la Cour et ſon Envoyé extraordinaire;

Leſquels, après avoir échangé leur pleins-pouvoirs reſpectifs, ſont convenus, de ce qui ſuit.

Acceſſion. ART. I. S. A. S. le Duc de Mecklenbourg-Schwerin accède au traité de confédération et d'alliance conclu à Paris, le douze Juillet mil huit cent ſix, et par cette acceſſion, il entre dans tous les droits et dans toutes les obligations de la confédération et d'alliance de la même manière, que s'il eût été partie contractante au traité.

Siége à la diète. ART. II. S. A. S. ſiégera dans le collège des Princes; ſon rang dans le collège ſera reglé par la diète.

Paſſage de troupes. ART. III. Il ne pourra ſans le conſentement préalable de la confédération du Rhin être dans aucun cas et pour quelque raiſon que ce puiſſe être, donné paſſage par les états de S. A. S. à aucunes troupes, aucun corps, ou détachement de troupes d'aucune puiſſance étrangère à la confédération.

ART

ART. IV. L'exercice du culte catholique ſera dans toutes les poſſeſſions de S. A. S. pleinement aſſimilé à l'exercice du culte luthérien et les ſujets des deux religions jouiront ſans reſtriction des mêmes droits civils et politiques, ſans cependant déroger à la poſſeſſion et jouiſſances actuelles des biens des égliſes. 1808 Culte catholique.

ART. V. Le Contingent du Duché de Mecklenburg-Schwerin pour le cas de guerre ſera de dix-neuf-cent hommes. Contingent.

ART. VI. Le préſent traité ſera ratifié et les ratifications en ſeront échangées à Paris dans le delai de ſix ſemaines. Ratification.

Fait double à Paris le vingt-deux Mars mil huit-cent-huit.

Signé: CHAMPAGNY. DE BOSSET.

Avons approuvé et approuvons le traité ci-deſſus en tous et chacun des articles, qui y ſont contenus, declarons qu'il eſt accepté, ratifié et confirmé et promettons qu'il ſera inviolablement obſervé, en foi de quoi Nous avons donné les préſentes, ſignées de notre main, contre-ſignées et munies de notre ſceau Impérial.

à Bayonne le 24. *Avril* 1808.

NAPOLÉON

Le Miniſtre des relations extérieur CHAMPAGNY.

Par l'Empereur
Le Miniſtre-Secretair d'Etat
Huguet B. MARES.

Vu par Nous Vice-Grand-Electeur, Grand-Chambellan, faiſant les fonctions d'Archi-Chancelier d'Etat.

(*L. S. J.*)

3.

1808 14. Oct. *Traité entre l'Empereur des Français et le Duc de Holſtein-Oldenbourg portant acceſſion de celui-ci à la confédération du Rhin, ſigné à Erfurt le 14. Octobre 1808.*

(WINKOPP *der rheiniſche Bund*, T. X. p. 150.)

Sa Majeſté l'Empereur des Français, Roi d'Italie, Protecteur de la confédération du Rhin, et Son Alteſſe Séréniſſime le Duc de Holſtein Oldenbourg,

Voulant régler ce qui concerne l'admiſſion de Sa Alteſſe Séréniſſime dans la confédération du Rhin, ont nommé pour leurs plenipotentiaires, ſavoir:

Sa Majeſté l'Empereur des Français, Roi d'Italie Protecteur de la confédération du Rhin le Sieur Jean Baptiſte de la Bernardière, Chef de la Diviſion politique du Nord au Miniſtère des relations extérieures, membre de la légion d'honneur,

Et Son Alteſſe Séréniſſime le Duc de Holſtein-Oldenbourg, ſon conſeiller privé et Miniſtre Hans Detlef Br. de Hammerſtein,

Lesquels après avoir échangé leurs pleinspouvoirs ſont convenus de ce qui ſuit:

Acceſſion. ART. I. Son Alteſſe Séréniſſime le Duc de Holſtein-Oldenbourg accède en ſa qualité de Prince régnant de Lubeck et comme adminiſtrateur régnant du Duché d'Oldenbourg au Traité de confédération et d' alliance conclu à Paris le 12. Juillet 1806. et par ſon acceſſion il entre dans tous les droits et dans toutes les obligations de l'alliance, de la même manière que s'il eût été partie contractante au dit traité.

Siége à la Diète. ART. II. Son Alteſſe ſiégera dans le Collège des Princes, et ſon rang dans ce Collège ſera determiné par la Diète.

Paſſage de troupes. ART. III. Il ne pourra ſans le conſentement préalable de la confédération du Rhin être dans aucun cas et pour quelque raiſon que ce puiſſe être, donné paſſage par les états de Son Alteſſe Séréniſſime à aucune troupe, à aucun corps ou détachement de troupes d'aucune puiſſance étrangère à la dite confédération.

ART.

ART. IV. L'exercice du culte catholique ſera dans toutes les poſſeſſions de Son Alteſſe Séréniſſime pleinement aſſimilé au culte lutherien, et les ſujets des deux religions y jouiront ſans reſtrictions des mêmes droits civils et politiques, ſans cependant déroger à la poſſeſſion et jouiſſances actuelles des biens des égliſes. 1808 Culte catholique.

ART. V. Sa Majeſté Imperiale et Royale declare, que par l'art. V. du traité de Fontainebleau *) Elle n'a entendue ceder au Roi de Hollande, que les droits de ſouveraineté du Comte de Bentinck, n'ayant voulu opérer aucune atteinte à ceux qui pouvaient appartenir à Son Alteſſe Séréniſſime le Duc de Oldenbourg. Interpretat. de l'art. V. du tr. de Fontainebleau.

ART. VI. Son Alteſſe Séréniſſime, vu la poſition de Son Duché ſur la mèr et l'étendue des côtes qu'Elle a à garder, fournira pour le cas de guerre un contingent de huit cent hommes d'infanterie. Contingent.

Le préſent traité ſera ratifié, et les ratifications en ſeront échangées à Paris dans le délai d'un mois, ou plutôt ſi faire ſe peut.

Fait double à Erfurt le quatorze Octobre mil-huit-cent-huit.

(*Signé*): J. B. BERNARDIÈRE.
(L. S.)
(*Signé*): H. D. Bn. DE HAMMERSTEIN.
(L. S.)

3.

Subſtance d'un traité de ſubſides conclu entre S. M. Britannique et S. M. le Roi Ferdinand de Sicile, ſigné à Palerme le 30. Mai 1808. 30. Mai.

(*Gazette de Leyde*, 1808. N. LXV.).

L'amitié ſincère et conſtante qui ſubſiſte entre les deux Puiſſances ſera maintenue.

ART. II. Les parties contractantes s'engagent à ſe fournir mutuellement contre la France tous les ſecours poſſibles.

ART. III. Le Roi de Sicile s'oblige à ne faire prélever aucun droit ſur tous les objets d'approviſion-

ART.

*) Traité de Fontainebleau du 11. Nov. 1807. entre l'Emp. des Français et le Roi d'Hollande V. Suppl. T. IV. p. 485.

1808 nement et l'armement militaire et naval, dont auraient beſoin les troupes de S. M. Britannique, ſtationnées dans les fortereſſes de la Sicile, et tous les vaiſſeaux de guerre de S. Majeſté qui ſe trouvent dans la méditerranée.

ART. IV. La même exemption eſt étendue aux vaiſſeaux de S. M. Britannique ſtationnés à l' Ile de Malte.

ART. V. Les bâtimens anglais, pris par un ennemi quelconque de l'Angleterre, ne ſeront point admis dans les ports de la Sicile.

ART. VI. Les ports de la Sicile ſeront ouverts pendant cette guerre à toutes les escadres de S. M. Britannique, et à tous bâtimens manchands anglais.

ART. VII. S. M. Britannique s'engage en revanche, à défendre, durant la préſente guerre, les fortereſſes de Meſſine et d'Auguſte, et d'y entretenir à ſes dépends un corps de troupes de 10,000 hommes, et d'augmenter leur nombre en cas de beſoin. La diſtribution de ces troupes ſera confiée entièrement aux commandans Anglais, qui exerceront ſur elles la loi martiale, comme dans une garniſon anglaiſe; S. M. Sicilienne fournira les logemens.

ART. VIII. S. M. Britannique s'engage de payer au Roi de Sicile pendant la durée de cette guerre, et à compter du 10. Septembre 1805, jour où les troupes Anglo-Ruſſes débarquèrent à Naples, un ſubſide annuel de 300,000 livres Sterling payable à raiſon de 25000 liv. Sterling par mois. A compter de la date du préſent traité, les payemens ſeront effectués un mois d'avance. Sa Maj. Sicilienne employera ces ſubſides à l'entretien de ſa marine et de ſon armée, à la défenſe de ſes états, et à des operations contre l'ennemi commun; et il ſera rendu compte, de trois en trois mois au Gouvernement Britannique, de la manière dont S. M. Sicilienne aura employé les ſubſides qui lui auront été payés.

ART. IX. Il ſera promptement conclu un traité de commerce entre les deux parties.

Le préſent traité ſera ratifié avant quatre mois ou plus tôt s'il eſt poſſible.

Fait à Palerme le 30. Mai 1808.

Signé: W. DRUMMOND. TH. DE SOMMA.

4.

4.

Conventions entre l'Empereur des Français, et le Roi de Saxe au ſujet des troupes du Duché de Varſovie. 1808. 1809.

1808 10. Mai

1.

Convention de Bayonne concernant la Légion de la Viſtule entre la France et la Saxe; ſignée le 10. *Mai* 1808.

(Copie manuſcrite mais ſûre).

S. M. l'Empereur des Français, Roi d'Italie, Protecteur de la confédération du Rhin, etant convenu avec S. M. le Roi de Saxe, Duc de Varſovie, de prendre à ſon ſervice un corps de huit mille hommes, faiſant partie de l'armée actuelle du Duche de Varſovie, dans l'intention de diminuer les dépenſes de ce Duché, et les deux hautes parties contractantes voulant régler tout ce qui concerne l'organiſation et compoſition de ce corps et ſon admiſſion au ſervice de France, ont nommé pour leurs plénipotentiaires, ſavoir:

S. M. l'Empereur des Français, Roi d'Italie, Protecteur de la confédération du Rhin,

Mr. Jean Baptiſte Nompère de Champagny, Miniſtre des relations extérieures, Grand Aigle de la Légion d'honneur, Grand-Cordon de l'ordre de la fidélité de Bade et de celui de St. Joſeph de Würzburg, Commandeur de l'ordre de la couronne de fer

et S. M. le Roi de Saxe Duc de Varſovie

M. M. Stanislas Comte Potocki, Xavier Comte Dzialynsky et Pierre Comte Bielinski, Senateur Palatin du Duché de Varſovie, Chevalier des ordres de Pologne, officier de la Legion d'honneur,

Lesquels après s'être communiqué leurs pleins-pouvoirs, ſont convenus de ce qui ſuit:

Art. I. Le Corps de huit mille hommes tiré de l'armée actuelle du Duché de Varſovie, que S. M. l'Empereur des Français, Roi d'Italie s'engage à prendre à Son ſervice, ſera formé par trois Régimens

1808 entiers, ayant leurs conſeils d'adminiſtration et organiſés de manière que chaque compagnie ait un effectif de cent quarante hommes.

ART. II. Chaque regiment ſera compoſé de deux bataillons, chaque bataillon de neuf compagnies, dont une de grenadiers et une de voltigeurs. Il y aura de plus une compagnie d'artillerie de cent quarante hommes et une compagnie de ſapeurs de deux cent.

ART. III. Auſſitôt que ces troupes auront été organiſées, elles ſeront paſſées en revue par Mr. le Maréchal Davouſt et dirigées ſur la rive gauche de l'Oder. Après avoir paſſé ce fleuve, elles ſeront à la charge de S. M. l'Empereur des Français et ſe rendront immediatement à Magdebourg, où leur armement ſera completté.

ART. IV. Le ſusdit Corps de huit mille hommes ſera toujours conſidéré comme faiſant partie du Contingent de trente mille hommes, que S. M. le Roi de Saxe doit entretenir dans le Duché de Varſovie et fournir dans le cas d'une guerre, dans laquelle la confédération du Rhin ſerait engagée.

ART. V. S. M. I. R. prend l'engagement de ne point envoyer dans les Colonies les régimens Polonois compoſant ce Corps de huit mille hommes, qui entrent à Son ſervice.

ART. VI. Les régimens ſeront tenus conſtamment au complet, en conſéquence ils auront des depôts à Kaliſch et à Poſen, pour recevoir les recrues et les diriger ſur les corps, auquel elles devront appartenir.

Les recrues comprendront les cadres de quatre nouvelles compagnies, qui appartiendront au Corps, mais qui ſeront aux frais de S. M. le Roi de Saxe, juſqu'au moment, où elles auront paſſé l'Oder; elles ſeront envoyées ſans armes.

S. M. le Roi de Saxe s'engage à maintenir toujours au complet, juſqu'à la paix générale, le régiment des lanciers et les trois régimens compoſant la légion de la Viſtule.

ART. VII. Il ſera dreſſé contradictoirement entre des Commiſſaires de S. M. l'Empereur et Roi et de S. M. le Roi de Saxe, des états de ſituation de chacun des trois régimens et des deux compagnies d'artillerie et de ſapeurs compoſant le ſusdit Corps de huit mille hommes; dans leſquels états ſeront ſpécifiés la nature et

de la quantité des objets d'armement, d'habillement et d'équipement, qui appartiennent à chaque régiment ou compagnie. 1808

Art. VIII. A l'époque de la paix générale, ou plutôt, ſi les circonſtances le permettent, les huit mille hommes mentionnés dans les articles précédens ſeront remis à la diſpoſition de S. M. le Roi de Saxe, avec les objets d'armement et d'équipement, dont ils étaient pourvus au moment de leur entrée au ſervice de France, et dont il aura été dreſſé procès-verbal, conformément à l'article précédent.

Art. IX. La préſente Convention ſera ratifiée le plutôt poſſible, et les ratifications en ſeront échangées à Dresde dans l'espace d'un mois, ou plutôt ſi faire ſe peut.

Bayonne, le 10. Mai 1808.

(*Signé*): J. B. Nompère de Champagny.
Stanislas *Comte* Potocki.
Xavier *Comte* Dzialynski.
Pierre *Comte* Bielinski.

2.

Convention entre L. L. M. M. l'Empereur des Français etc. et Roi de Saxe ſur l'augmentation de l'armée de Varſovie, ſignée à Varſovie le 18. Mars 1809. 1809 18. Mars

(Copie manuſcrite mais ſûre).

S. M. l'Empereur des Français, Roi d'Italie, Protecteur de la confédération du Rhin, et S. M. le Roi de Saxe, Duc de Varſovie voulant déterminer par une Convention l'augmentation qu'ils ont jugé à propos de donner à l'armée du Duché de Varſovie, ſans que le Tréſor du Duché en ſoit chargé, ont nommé à cet effet pour leur Plénipotentiaires, ſavoir:

S. M. l'Emp. des Franç., Roi d'Italie, Protecteur de la confédération du Rhin, Monſieur Jean François Bourgoing, Son Envoyé extraordinaire et Miniſtre Plénipotentiaire près S. M. le Roi de Saxe, Duc de Varſovie, l'un des Commandeurs de la Légion d'honneur, et S. M. le Roi de Saxe Duc de Varſovie, Monſieur Charles Comte de Boſe, Son Miniſtre du Cabinet et Secrétaire d'Etat, dirigeant le Département des rélations extérieures, Chevalier de l'ordre de la Couronne verte,

1809 Grand-Cordon de la Légion d'honneur, Chevalier de l'ordre de St. Hubert, Commandeur de l'ordre de l'Etoile du Nord;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleinspouvoirs respectifs, sont convenus des articles suivans:

Art. I. Chacun des neuf régimens qui se trouvent présentement dans le Duché, savoir: le premier, second, troisième, cinquième, sixième, huitième, dixième, onzième et douzième, seront le plutôt possible augmentés de 45 hommes par compagnie, ce qui portera le nombre d'hommes de chaque compagnie de 95 à cent quarante, et la force de chacun de ces régimens au complet de deux mille cinq cent et soixante hommes.

Art. II. S. M. J. et R. prend dès ce moment à charge la solde, la masse, les subsistances et pain de soupe de chacun des soldats dont l'armée du Duché va être augmentée d'après l'article précédent.

Art. III. S. M. J. et R. prend aussi à sa charge les frais de première mise pour l'habillement et l'équipement de chacun des dits hommes d'après l'état qui sera présenté par le Prince Ministre de la guerre aux Inspecteurs ou toutes autres personnes commises à cet effet par S. M. J. et R.

Art. IV. Les mêmes Inspecteurs ou autres personnes commises à cet effet constateront le nombre effectif des hommes qui seront successivement ajoutés par compagnie à l'armée actuelle du Duché de Varsovie, afin de pourvoir avec connoissance de cause au payement de la première mise de la solde, des masses et des subsistances.

Art. V. S. M. J. et R. pourvoira aussitôt qu'il sera possible aux avances indispensablement nécessaires pour faire face aux frais dont il est fait mention à l'article trois, bien entendu que le Prince Ministre de la guerre du Duché sera tenu de rendre compte de l'emploi de ces avances aux personnes que S. M. J. et R. désignera à cet effet.

Art. VI. La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Paris dans le délai d'un mois au plutôt si faire se peut.

Fait et signé à Varsovie, le Dixhuitième Mars l'an mil-huit-cent neuf.

(L. S.) Jean Francois Bourgoing.
(L. S.) Charles *Comte* Bose.

5.

Convention entre l'Autriche et Bade concernant l'admiſſion des ſujets aux fondations reciproques ſignée à Vienne le 17 *Sept.* 1808.

1808 17 Sept

Da ſowohl in den Kaiſerlich Königlich öſterreichiſchen, als in den Groſsherzoglich badenſchen Staaten Stiftungen beſtehen, welche für die Abkömmlinge gewiſſer benannten Familien, oder Orte und Diſtricte, durch die Errichtungs-Urkunden beſtimmt ſind, Seine Kaiſerlich Königl. Majeſtät aber ſowohl, als Seine Königliche Hoheit der Groſsherzog zu Baden des Willens ſind, bey den eingetretenen Staats-Veränderungen die Rechte der Privaten möglichſt unverändert zu erhalten, ſo iſt von den Unterzeichneten, Namens Ihrer Allerhöchſten Höfe, einverſtändlich folgende Verabredung getroffen worden:

Die Groſsherzoglich badenſchen Unterthanen ſollen zu der Benutzung der oben bezeichneten Stiftungen der Kaiſerlich öſterreichiſchen Staaten, und die Kaiſerlich öſterreichiſchen Unterthanen zu der Benutzung der gleichfalls oben erwähnten Stiftungen der Groſsherzoglich badenſchen Staaten, ohne Unterſchied, ob die Collatur oder Präſentation dem allerhöchſten Landesherrn, oder Corporationen, oder Privaten des einen oder des andern von beyden Staaten zuſtehen, wechſelſeitig zugelaſſen werden, in ſofern ſie durch die rechtmäſsigen Stiftungstitel hierzu berufen, und die in den Stiftungsbriefen vorgeſchriebenen Bedingungen zu erfüllen im Stande ſind.

Zur Urkunde deſſen haben die beyderſeitigen Bevollmächtigten die vorliegende doppelt gefertigte Uebereinkunft unterzeichnet, mit ihrem angebornen Inſiegel verſehen, und gegen einander ausgewechſelt.

So geſchehen Wien am 17. Sept. 1808.

(L. S.) Joseph *Freyherr* von Hormayr.

(L. S.) Carl *Freyherr* von Rosenfels.

6.

6.

1809 21. Avr. ## *Convention, between His Britannick Majes and His Royal Highness the Prince Regent of Portugal. Signed at London the 21. April 1809.*

His Royal Highness the Prince Regent of Portu having represented to His Majesty the King of t United Kingdom of Great Britain and Ireland t Necessity felt by the Brazilian Government of p curing by Way of Loan the Means of purchasing, Europe, Naval, Stores and other essential Articles, well as of fulfilling certain Engagements entered in in England in His Royal Name: and His Maje the King of the United Kingdom of Great Britain a Ireland wishing to facilitate to His Ally the Negoc tion of this Loan in England, His said Majesty t King of the United Kingdom of Great Britain and I land and His Royal Highness the Prince Regent of P tugal, have named and chosen for Their Plenipot tiaries namely: His Majesty the King of the Uni Kingdom of Great Britain and Ireland George Canni Esqr. Member of His Privy Council and His Princi Secretary of State for the Departement of foreign fairs, and His Royal Highness the Prince Regent Portugal the Chevalier de Souza Couttinho, Mem of His Council and His Envoy Extraordinary and I Minister Plenipotentiary to His Britannick Majes who having communicated to each other their ref ctive Full Powers, and having found them in go and due Form have agreed upon the following Artic

Emprunt de 600.000 Livres.

ART. I. His Britannick Majesty consents to p pose to His Parliament to sanction a Loan of Six H dred Thousand Pounds Sterling, which His Ro Highness, wishes to raise in England.

Interêts et amortissement

ART. II. His Royal Highness the Prince Reg of Portugal undertakes to pay in London the Inte of this Loan at the prise at which it shall have b raised; and He likewise undertakes to provide

6.

Convention entre S. M. Britannique et S. A. R. le Prince Regent de Portugal, signée à Londres le 21. Avril 1809.

1809
21. Avr.

(Traduction privée).

Son Alteſſe Royale le Prince Regent de Portugal ayant repreſenté à Sa Majeſté le Roi du Royaume uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande la neceſſité qu'éprouve le Gouvernement du Brésil de ſe procurer par la voyé d'emprunt les moyens neceſſaires pour faire emplette en Europe de munitions navales et autres articles eſſentiels comme auſſi pour remplir certains engagemens contractés en Angleterre en ſon nom Royal, et S. M. le Roi du Royaume uni de la Grande-Brétagne et d'Irlande deſirant faciliter à ſon allié la negociation de cet emprunt en Angleterre, Sa dite Majeſté le Roi du Royaume uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et Son Alteſſe Royale le Prince Regent de Portugal ont choiſi et nommé pour leurs Plénipotentiaires, ſavoir Sa Majeſté le Roi du Royaume uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande George Canning membre de Son Conſeil Privé et ſon principal ſecrétaire d'Etat pour le departement des affaires étrangères, et Son Alteſſe Royale le Prince Regent du Portugal le Chevalier de Souza Couttinho, membre de Son conſeil et Son Envoyé extraordinaire et Miniſtre Plénipotentiaire près S. M. Britannique; lesquels après s'être communiqué reciproquement leurs Plainpouvoirs reſpectifs et les avoir trouvés en bonne et dûe forme, ſont convenus des articles ſuivans:

Art. I. S. M. Britannique conſent à propoſer à ſon Parlement de ſanctionner un emprunt de ſix cent mille livres Sterlings que S. A. Royale deſire de contracter en Angleterre.

Art. II. S. A. Royale le Prince Regent du Portugal s'engage à payer à Londres les interêts de cet emprunt au taux auquel il aura été contracté; et s'engage pareillement à pourvoir au rembourſement ſucceſſif

1809 the gradual Liquidation of the Principal by the Eſtablishment of a Sinking Fund at the Rate of five Pounds per Centum of the above mentioned Principal of Six hundred thouſand Pounds Sterling. He alſo engages, that the Payment relative to the Intereſt, as well as to the Sinking Fund ſhall be made every Six Months to commence from the day on which the Intereſt of the Loan is to begin; and ſhall be continued at the ſame Rate and at the ſame Periods untill the total Extinction of the Sum borrowed.

Hypotheque. ART. III. In order to provide for the Payment of the Intereſt and the Sum, deſtined for the Sinking Fund, as well as for the gradual liquidation of the Principal His Royal Highneſs the Prince Regent of Portugal mortgages to His Britannick Majeſty ſuch a Portion of the Revenues of the Islands of Madeira as ſhall be neceſſary for the Payments of the Intereſt and the Sinking Fund ſtipulated in this Convention. — and by Way of additional Security. — His Royal Highneſs pledges moreover the net Produce of the Sale of Brazil Wood, to be made annually in England by the Directors of the Adminiſtration of Royal Contracts eſtabliſhed in London and appointed by His Royal Highneſs; which Directors having received from His Royal Highneſs the Power and Authority of diſpoſing of the Effects belonging to the above mentioned Royal Contracts to the greateſt Benefit of his Royal Highneſs ſhall be directed and obliged to make at the Periods hereafter agreed upon the Payment of the Sum neceſſary for the Intereſt and Reduction of the Capital into the Hands of the Governors of the Company of the Bank of England on Account of the Lords of the Treaſury. —

His Royal Highneſs undertakes to forward to England every Year the Quantity of Twenty thouſand Quintals of Brazil Wood to be ſold by the ſaid Directors untill the Loan be entirely extinguiſhed.

ART. IV. The before mentioned Directors of the Adminiſtration of the Royal Contracts ſhall give their Perſonal Bond in the Form and Terms annexed, by Virtue of which they will covenant to make the Payments above agreed upon on the 2^{d} of April and 5th of October every Year; and not to make any Application

ceſſif du Capital par la formation d'un fond d'amor- 1809
tiſſement au taux de cinq pour cent du ſusdit capital de 600,000 *Livres Sterling. Elle s'engage de même à ce que le payement relatif aux interêts comme au fonds d'amortiſſement ſera effectué tous les ſix mois à dater du jour ou l'interêt de l'emprunt commencera à courir, et qu'il ſera continué au même taux et aux mêmes époques jusqu'à l'extinction totale de la Somme empruntée.*

Art. III. Afin de pourvoir au payement des interêts et de la ſomme deſtinée au fond d'amortiſſement comme au rembourſement ſucceſſif du capital S. A. R. le Prince Regent du Portugal hypothèque à S. M Britannique telle portion des revenus de l'île de Madère qui ſera neceſſaire pour les payemens des interêts et du fonds d'amortiſſement ſtipulés dans la préſente convention — et par voye de ſureté additionelle — S. A. Royale engage de plus le produit net de la vente de bois du Breſil à faire annuellement en Angleterre par les Directeurs de l'adminiſtration des contracts royaux établie à Londres et nommée par S. A. Royale; leſquels Directeurs, ayant reçu par ſon Alteſſe Royale le pouvoir et l'autorité de diſpoſer des effets appartenant aux ſudits Contrats royaux au plus grand avantage de S. A. Royale, ſeront inſtruits et obligés à faire aux époques ci après exprimées le payement de la ſomme neceſſaire pour les Interêts et la Reduction du Capital dans les mains des Gouverneurs de la compagnie de la banque d'Angleterre pour le compte des Lords de la tréſorerie.

Son Alteſſe Royale s'engage à faire expedier pour l'Angleterre chaque année la quantité de 20,000 *quintaux du bois du Bréſil qui ſera vendue par les dits directeurs jusqu'à ce que l'emprunt ſoit totalement éteint.*

Art. IV. Les ſusdits Directeurs de l'adminiſtration des contrats royaux donneront leurs bons perſonnels dans la forme et les termes ci annexés, en vertu deſquels ils conviendront de faire les Payemens ci-deſſus arrêtés, le 1 *Avril et* 1 *Octobre de chaque année, et de ne faire aucun emploi quelconque des fonds pro-*

1809 tion whatsoever of the Funds proceeding from their Administration, untill the Funds necessary for the Payments be deposited in the Bank of England.

Ratifications. ART. V. These Articles shall be ratified by His Britannick Majesty and His Royal Highness the Prince Regent of Portugal in the space of Six Months or sooner if possible.

In Faith of which We the undersigned Plenipotentiaries of His Britannick Majesty and of His Royal Highness the Prince Regent of Portugal in Virtue of our respective Full Powers have signed the present Articles, and have caused the Seal of our Arms to be affixed thereto.

Done at London the 21st day of April 1809.

Signed: (L. S.) GEORGE CANNING.

(L. S.) Le Chevalier DE SOUZA COUTTINHO.

First Separate Article.

Remboursement d'avances. It is understood that the pecuniary Advances, which have been made by His Britannick Majesty to His Royal Highness the Prince Regent since his departure for the Brazils shall be made good to His Britannick Majesty out of the said Loan.

This Separate Article shall have the same Force and Effect as if it were inserted among the other Articles signed on this day and shall be ratified at the same Time.

In Faith of which We the Undersigned Plenipotentiaries of His Britannick Majesty and of His Royal Highness the Prince Regent of Portugal by Virtue of our respective Full Powers have signed the present article and have caused the Seal of our Arms to be affixed thereto.

Done at London the twenty first day of April One thousand, Eight hundred and Nine.

Signed: (L. S.) GEORGE CANNING.

(L. S.) Le Chevalier DE SOUZA COUTTINHO.

provenant de leur administration jusqu'à ce que les fonds nécessaires pour les payemens auront été déposés dans la banque d'Angleterre. 1809

Art. V. Ces articles seront ratifiés par S. M. Britannique et S. A. Royale le Prince Regent de Portugal dans l'espace de 6 mois ou plutôt s'il est possible.

En foi de quoi Nous soussignés ministres Plénipotentiaires de S. M. Britannique et de S. A. Royale le Prince Regent du Portugal, en vertu de nos Pleinpouvoirs respectifs, avons signé les présents articles et y avons fait apposer le cachet de nos armes.

Fait à Londres le 21 Avril 1809.

Signé: (L. S.) GEORGE CANNING.

(L. S.) *Le Chevalier* DE SOUZA COUTTINHO.

Ier Article séparé.

Il est entendu que les avances pécuniaires que S. M. Britannique a faites à S. A. R. le Prince Regent du Portugal depuis son depart pour le Brésil seront remboursés à S. M. Britannique par le moyen du dit emprunt.

Cet article séparé aura la même force et effet que s'il etait inséré parmi les autres articles signés ce jour et sera ratifié à la même époque.

En foi de quoi Nous les soussignés Plénipotentiaires de S. M. Britannique et de S. A. R. le Prince Regent du Portugal, en vertu de nos pleinspouvoirs respectifs, avons signé le présent article et y avons fait apposer le cachet de nos armes.

Fait à Londres le 21 *Avril* 1809.

Signé: (L. S.) GEORGE CANNING.

(L. S.) *Le Chevalier* DE SOUZA COUTTINHO.

1809

Seconde Separate Article.

Cas de delai de payement.

It is agreed, that, in the Event, however unp bable, of Default of Payment on the Part of the rectors of the Royal Contracts, of the Sum neceſſ for the Intereſt and Sinking Fund at the ſtated Perio this Default ſhall be made known to the Royal Coun of Finance of the Island of Madeira by the ſaid Direct and then the above mentioned Council ſhall be bou to make over to the Perſon, who ſhall in that caſe named by the Britiſh Government the Sum required that Objet, which Sum ſhall be taken out of the Tr ſury of the ſaid Island, before any other Paym whatever can be made out of the ſaid Treaſury.

The eventual Orders to this Effect ſhall be ſ by His Royal Highneſs the Prince Regent of Por gal to the Royal Council of Finance of the Island Madeira at the ſame Time that the Ratification this Treaty will be forwarded to the Brazils.

This ſeparate Article ſhall have the ſame Fo and Effect as if it had been inſerted among the otl Articles ſigned on this day and ſhall be ratified the ſame Time.

In Faith of which the Underſigned Plenipotent ries of His Britannick Majeſty and of His Ro Highneſs the Prince Regent of Portugal, by virt of our reſpective Full Powers, have ſigned this P ſent Article, and have cauſed the Seal of our Ar to be affixed thereto.

Done at London the 21ſt day of April 1809.

(*Signed:*) GEORGE CANNING.
(*L. S.*)

Le Chevalier DE SOUZA COUTTINE
(*L. S.*)

II^d. Article ſéparé. 1809

Il eſt convenu que dans le cas, quoique peu probable du défaut de payement de la part des Directeurs des Contracts royaux, de la ſomme neceſſaire pour les interêts et le fonds d'amortiſſement aux époques determinées, ce défaut ſera porté à la connaiſſance du conſeil royal des finances de l'île de Madère par les dits Directeurs, et alors le ſusdit Conſeil ſera tenu de transmettre à la perſonne qui dans ce cas ſera nommés par le Gouvernement Britannique, la ſomme requiſe pour cet effet, la quelle ſomme ſera priſe du tréſor de la dite Ile avant qu'aucun autre Payement quelconque puiſſe être fait de la dite tréſorerie.

Les ordres éventuels à cet effet ſeront envoyés par Son Alteſſe Royale le Prince Regent du Portugal au Conſeil Royal de finance de l'île de Madère à la même époque à laquelle la ratificatiou du préſent traité ſera expediée pour le Bréſil.

Cet article ſéparé aura la même force et effet que s'il était inſéré parmi les autres articles ſignés ce jour, et ſera ratifié à la même époque.

En foi de quoi les ſouſſignés Plénipotentiaires de S. M. Britannique et de S. A. Royale le Prince Regent du Portugal, en vertu de nos Pleinspouvoirs reſpectifs, avons ſigné le préſent article, et y avons fait appoſer le cachet de nos armes.

Fait à Londres le 21 *Avril* 1809.

(*Signé :*) GEORGE CANNING.
(L. S.)

Le Chevalier DE SOUZA COUTTINHO.
(L. S.)

7.

1810 *Lettres patentes du Roi de Bavière en date d*
23. Juin 23 *Juin* 1810 *portant les cessions de la Bavièr*
dans le Tirol, en execution de l'art. 3. du trait
avec la France du 28 *Fevr.* 1810 *).

(v. *Journal de Francfort* 1810. Nr. 225.).

Nous Maximilien Joseph, etc. à tous ceux qui l
présentes liront, salut etc.

Par le 3ème article du traité conclu le 28 Fevri
dernier, par notre prèmier Ministre d'Etat, Comte d
Montgelas, et ratifié par Nous le 3 Mars à Strasbour
nous avons cédé en toute Souverainété et propriét
à S. M. l'Empereur des Français, Roi d'Italie, diff
rentes parties du Tyrol italien au choix de S. M. I. –
Lesquelles parties doivent être contigues les unes au
autres, situées à proximité du Royaume d'Italie et d
provinces illyriennes, et contenir une population d
280 à 300,000 ames;

Les commissaires nommés par S. M. I. et Nous po
déterminer ce territoire et en fixer les limites, se so
réunis à Balzano, et par un acte, dressé le 7 Jui
sont convenu de déterminer la ligne de demarcatio
ainsi qu'il suit: "Cette ligne commence aux monta
nes les plus élevées sur la frontière du pays de Sal
bourg, et suit, en passant entre deux lacs, celui d
Stall-Alpe et celui d'Antholz, les sommets des autr
montagnes jusqu'à l'Hornberg. Delà elle descend
long des hauteurs, qui séparent les eaux de la vall
d'Osteso de celles de la vallée de Kuhbach, vers le co
fluent du Graubach avec la Rienz, traverse cette r
vière entre Niederndorf et Tolbach, suit le Graubac
et les sommets des montagnes au pied desquels ce to
rent prend sa source, et ensuite une direction pre
que parallèle au cours de la Rienz jusqu'à la sour
du Hellbach; vers ce point la ligne change de directi
po

*) Ce traité n'a pas été publié en entier; il se trouve p
extrait Suppl. T. V. p. 251.

pour se joindre au-dessus de la vallée de Stalla aux frontières d'Ampezzo. 1810

La ligne suit de-là les hauteurs qui sont dans la direction des frontières d'Ampezzo par la montagne de Campo-Rosso jusqu'à Sasso de Stria; puis les sommets des hautes montagnes jusqu'à Lagotscho, et les frontières actuelles de Buchenstein par Zissaberg et Campo-Longo jusqu'à Davoiberg. Cette ligne continue le long des montagnes qui forment la frontière actuelle de la vallée de Tassa, par le Langkofel et Plattkogel jusqu'au sommet le plus élevé qui sépare les eaux du ruisseau de Sultaria de celles du Duron, suit les anciennes frontières du district de Kastelruth, franchit les sommets des Schöbuches et du Schlernberg, d'où elle passe par le Schwarzgriess et le Serfferbach, et joint l'Eisack; de-là elle remonte vers le Nord le long de la rive gauche de l'Eisach jusqu'au confluent du Rothwanderbach, et passant à la rive droite de ce ruisseau, elle le suit jusqu'à sa source. La ligne longe ensuite les frontières actuelles depuis Stein par le Ritten jusqu'au sommet du Schienberg, passe de-là au sommet du Hörnerberg, ensuite à la rive droite du Gismanerbach, et le cotoye jusqu'à son confluent avec le Danzbach. Elle suit la frontière septentrionale de Jenesie jusqu'à Orgenkofel, puis la frontière septentrionale de Molten à la source de l'Aschlerbach, dont elle cotoye la rive gauche jusqu'à l'endroit où il se décharge dans l'Adige. De-là elle descend le long du Thalweg de ce fleuve jusqu'au confluent du ruisseau, qui coule entre Grisian et Firmian, en remonte la rive gauche jusqu'à sa source, passe sur les hauteurs qui forment la frontière entre Tisens et Castelfondo, franchit le Kampenberg et le Gross-Langenberg, suit les sommets qui séparent la vallée d'Ulen du Nonsberg, du Val-di-Rum, du Val di-Bresem et du Val-di Rabbi, et enfin rejoint les frontières du Royaume d'Italie."

Le 9ème article dudit traité de Paris contient en outre les dispositions suivantes:

"Les troupes françaises occupant maintenant le Tyrol italien, on doit regarder le Royaume d'Italie com-

1810 comme étant déjà en poſſeſſion de la partie du Ty
qui lui eſt cedée."

Nous voulons en conſéquence par les préſen
rendre publics tous les articles ci-deſſus, afin qu'
ait à s'y conformer dans les parties des cercles
l'Adige et de l'Eiſack ſituées audelà de la ligne
démarcation ci-deſſus fixée, et dont nous déclar
les habitans dégagés de leurs devoirs de ſujets env
nous et liés envers leur nouveau Souverain. Perſ
dé que nous avons fait pour les habitans de ces p
et des autres arrondiſſemens qui avant les nouve
changemens de territoire formaient la province
Tyrol, tout ce que demandait le bien du pays et
était compatible avec les circonſtances où il ſe tr
voit: Nous Nous conſolons de la ceſſion de ces pa
par l'idée que leur réunion avec le royaume d'It
ſous le ſceptre du puiſſant Empereur des Français
ſera pas moins favorable à leur proſpérité; et N
Nous livrons à l'eſpérance, que les habitans éclai
ſur leurs véritables intérêts, et inacceſſibles à to
eſpece de ſéduction, ſe montreront dignes des ſo
paternels de leur nouveau Souverain par leur fidé
et leur dévouement envers Lui.

Donné dans Notre réſidence de Munich le
Juin de l'an 1810 de notre regne le 5ème.

MAXIMILIEN JOSEPH.

8.

Acte de démarcation des frontières entre S. M. le Roi de Suède, d'une part, et S. M. l'Empereur de toutes les Ruſſies et l'Empire de Ruſſie, de l'autre; conclu à Tornea le 8. Novembre 1810; ratifié à Stockholm le 5 Decembre, et à Petersbourg le 17 Decembre 1810. 1810 8/20 Nov.

(Copie privée mais ſûre).

Nous Charles, par la Grace de Dieu, Roi de Suède etc., ſavoir faiſons, qu'en conſéquence de l'article 5. du traité de paix conclu à Fredrichshamm, le 17 Septembre 1809. entre nous et S. M. l'Empereur de toutes les Ruſſies, ayant cru, pour l'affermiſſement du bon voiſinage et de la confiance, devoir procéder ſans délai au réglement des limites entre notre Royaume d'un côté et l'Empire de Ruſſie de l'autre; et ayant rencontré des ſentimens analogues de la part de S. M. I., nous avons, ainſi que S. M. I., nommé à cet effet des commiſſaires, leſquels, en vertu de nos pleinpouvoirs reſpectifs, ont été autoriſés à arrêter, conclure et ſigner un acte de démarcation entre la Suède et la Ruſſie, ſavoir, de notre part, nos amés féaux le Sieur Guſtave Baron de Boye notre aide-de-camp-général etc., et le Sieur Pierre Adolphe Ekorn, notre vice-gouverneur du gouvernement du Nord-Bothnie etc., et S. M. l'Empereur de Ruſſie, le Sieur Pierre D'Engelmann, colonel à la Suite de S. M. I. etc., et le Sieur Paul Baron de Nicolaï, conſeiller de collège du département des affaires étrangères; leſquels commiſſaires plénipotentiaires ſe ſont rendus dans la ville de Tornea, où, après avoir échangé leur pleinspouvoirs reſpectifs, ils ont conclu, ſigné et ſcellé, le 20. du mois de Novembre dernier, un acte de démarcation dont la teneur ſuit:

Au nom de la Très-Sainte et indiviſible Trinité!

1810 S. M. le Roi de Suède et S. M. l'Empereur de t
tes les Ruſſies, également animés du déſir d'aſſure
jamais l'union et la bonne intelligence entre leurs E
contre les moindres cas qui pourraient y porter attei
par le voiſinage immédiat des deux monarchies, (
jugé néceſſaire de fixer d'une manière préciſe, par
acte formel de démarcation, les nouvelles limites (
doivent ſéparer déſormais leurs Etats reſpectifs d'ap
les ſtipulations du traité conclu à Frédrichshamm le
Septembre 1809. A cet effet, leurs dites Majeſtés (
nommé leurs commiſſaires plénipotentiaires, ſav
S. M. le Roi de Suède, le Sieur Guſtave Baron de Bo
et le Sieur Pierre Adolphe Ekorn;

Et S. M. l'Empereur de Ruſſie, le Sieur Pierre I
gelmann et le Sieur Paul Baron de Nicolaï, lesq
après avoir échangé leurs pleins-pouvoirs trouvés
bonne et due forme, ayant viſité les frontières, et
ayant fait dreſſer des cartes exactes, ſont conve
des articles ſuivans.

Ligne de démarcation. ART. I. La ligne de démarcation entre le Royau
de Suède et l'Empire de Ruſſie, partant de la front
norwègienne entre les deux montagnes Kolta-Paht
Kecokima Pahta ou Paikas-Waara, du point où
petite rivière Radje-dohka prend ſa ſource dan
lac Kolta-Taur; deſcend cette riviere à travers le
Kuokima-Faur, jusqu'à ſon embouchure dans le
Slinen-Kilpis-Faur, puis coupant en deux ce prem
lac, ainſi que le ſecond Alanen-Kilpis-Jaur, et paſſ
de-là par le lac Taſta-Jaur dans le Kongama,
ſuit le chenal de ce fleuve à travers les lacs Kjeli-F
Mucka-Jaur, Pauſu-Jaur, Latina-Lahti, Naima
Jaur, Kallotti-Jaur, jusqu'au confluent de Konga
et du Latas Eno: de ce point où le Muonïa prend
nom, la ligne continue le long de ce fleuve, et ap
ſon embouchure dans le Tornea, elle ſuit ſê cha
de ce dernier jusqu'au nord de la presqu'île Svenſa
ici elle quitte le chenal, et paſſant à l'oneſt par
ruiſſeau nommé le Naran et le Golfe de la Ville, la
ſant l'île Kalfholmen à droite, elle réjoint le che
du fleuve au ſud de la ville de Tornea, le ſuiva
enſuite jusqu'à l'embouchure du fleuve dans la me
De cette manière toutes les poſſeſſions ſituées à
droite de cette ligne, appartiennent à la Suède, et to
les à la gauche à la Ruſſie.

L

maisonnable, de ce qu'ils auront contribué anciennement à l'établissement commun des églises, des maisons de prêtres, des magasins et maisons de paroisse, y compris aussi les maisons de justice. Tous ces comptes seront réglés avant l'expiration du même terme. 1810

ART. IV. Les différentes voyes de communication dont se sont servis jusqu'à présent les habitans des deux frontières, tant pour des objets de nécessité que de commerce, leur sont assurées pour l'avenir. Ainsi tout bâtiment russe aura pleine liberté de passer et repasser par le chenal conduisant du port de Reutehamm à la grande mer, comme tout bateau suédois par le bras du Torneå, qui separe la ville de ce nom du Continent russe. De même la libre navigation dans toute l'étendue du cours des trois fleuves et de lacs précités, subsistera comme par le passé. Il sera permis à tout bateau de prendre terre à la rive opposée, aussi souvent que ce sera nécessaire pour la sureté de la navigation ou le halage des bateaux. Egalement il sera loisible aux habitans de toute la rive opposée de se servir du chemin de terre menant d'Oever Tornea à la ville de Tornea, à la seule charge de contribuer, comme auparavant, à l'entretien de ce chemin, tant qu'ils profiteront de cette liberté. Communications libres.

Dans aucun des cas précités, les sujets de l'une ou de l'autre puissance ne seront molestés. Il ne sera levé aucun droit sur leurs denrées ou marchandises pour le simple passage par les eaux ou le territoire de l'autre souverain. La paisible jouissance des îles leur étant assurée par l'art. 2., il s'entend de soi-même que tout individu en emportera le plein produit dans telle saison qu'il voudra, sans jamais être sujet à aucune imposition quelconque.

ART. V. La pêche du saumon dans la riviere de Tornea, telle qu'elle a été reglée par les lettres royales du 13 Sept. 1791, est formellement garantie pour les mêmes ans y énoncés, aux possesseurs actuels qui continueront à la faire en commun et à en partager le produit comme par le passé. Le droit annuel payable à chacune des deux couronnes, sera proportionné à la part que se trouvent avoir à cette ferme leurs sujets respectifs. Pêche du saumon.

Les gouvernemens des provinces de Nord-Bothnie et d'Uleaborg empêcheront qu'aucune nouvelle estacade ne

1810 ne ſoit établie, ſinon par un commun accord ent
les intéreſſés, et qu'en général aucune atteinte ne ſo
donnée au privilège des teneurs actuels de la dite pêch
Les cent années expirées, il ſera fait un nouvel ara
gement ſur cet objet.

Pour ce qui eſt de l'exercice des autres pêch
il ne s'étendra désormais de l'un et de l'autre cô
que juſqu'aux limites qui ſéparent les deux Etats.

Deſcription topographique

ART. VI. La deſcription topographique qui ind
quera, d'après les cartes dreſſées, dans les moindr
détails la direction des limites et l'emplacement d
poteaux et autres marques de bornage, munie de
ſignature et du ſceau des commiſſaires reſpectifs, au
même force et valeur que ſi elle était inſérée mot
mot dans le préſent acte.

Extradition de criminels.

ART. VII. La tranquillité et la ſureté des paiſibl
habitans de ces frontières, étant trop expoſées par l
grande facilité aux malfaiteurs de ſe ſouſtraire à leu
juſtes punitions, en paſſant ſur le territoire de l'aut
puiſſance; il eſt convenu que tout meurtrier, briga
ou voleur qui, après avoir commis un crime da
une des paroiſſes limitrophes s'évadera ſur le territo
étranger, ſera ſaiſi et livré à ſon gouvernement au
tôt que réquiſition en aura été faite; mais en cas q
l'accuſé ſoit ſujet de l'Etat où il ſe ſera refugié ap
avoir commis le crime ſur le territoire étranger, il
jugé et puni par ſon propre gouvernement, ave
même rigueur que s'il s'était rendu coupable en
celui-ci.

Ratifications.

ART. VIII. Les ratifications du préſent acte ſer
échangées dans cette ville de Tornea dans l'espac
trente jours, ou plutôt ſi faire ſe peut.

En foi de quoi les ſusdits Commiſſaires plénipo
tiaires, en vertu de leurs pleins-pouvoirs, ont ſi
le préſent acte de démarcation et y ont appoſé le
chet de leurs armes.

Fait à Tornea, le 20 (8) Novembre 1810.

(*Signé*): GUSTAVE DE BOYE. PIERRE ENGELMA
PIERR A. EKORN. PAUL *Baron* DE NICOL

9.

Conventions pour l'abolition du droit de detraction 1808 — 1818.

1808
10. May

A.

Conventions de l'Autriche avec divers états.

I.

Additional-Artikel zu dem, am 24. Febr. 1808, zwischen dem Oesterreichischen Kaiserstaate und dem Grosherzogthume Würzburg abgeschlossenen Freyzügigkeitsvertrags, die gleichmäsige Freyzügigkeit der Pensionen betreffend.

Nachdem S. K. K. Apostol. Maj., und S. K. K. Hoheit der Erzherzog Grosherzog von Würzburg in Anbetracht des gegenseitig bestehenden engsten Bandes der Freundschaft und Verwandtschaft, dann in Ansehung der fürgewesenen Besitzesänderungen, welche auch auf das Schicksal und die Wohlfahrt vieler Einzelnen einen Bezug nahmen, Sich bewogen gefunden haben, die durch die Convention vom 24. Febr. l. J., in Ansehung der Vermögensexportation bereits festgesetzte Freyzügigkeit, auch auf den Genuss der Pensionen auszudehnen; so ist darüber von den unterzeichneten beiderseitigen Bevollmächtigten, Folgendes verabredet und festgesetzt worden:

Art. I. Den aus den Kaiserlich Oesterreichischen oder aus den Grosherzoglich Würzburgischen Cassen pensionirten Dienern und Unterthanen, ohne Unterschied ihres Standes, wird auf ihr Anbringen nach ihrer Privatconvenienz freybelassen, die von dem einem Theile beziehende Pension in den Landen des andren Theils verzehren zu dürfen.

Art.

1808 Art. II. In dem Lande, in welchem ſie ihren Wohnſitz nehmen, ſind ſie wie andere Bewohner den Geſetzen und der Gerichtsbarkeit deſſelben unterworfen. Von dem Penſionsherrn können keine weitere Jurisdictions-Anſprüche auf ſie gemacht werden, als jene, welche die Sicherſtellung oder Befriedigung rechtlicher Forderungen ſeiner Unterthanen auf die Penſion zum Zwecke haben, oder durch das im Lande des Penſionsverleihers beſitzende Vermögen begründet ſind.

Art. III. Da nach Art. I. den Penſioniſten die Wahl des Wohnorts in dem einem oder andern Staate nach ihrer Privatconvenienz freybelaſſen worden iſt, ſo iſt ihnen auch geſtattet, ihren Aufenthalt nach Willkühr zu ändern, und wieder ungehindert in den Staat des Penſionsverleihers überzuziehen. Auch in dieſem Falle ſind ſie von allem Abzuge und aller Nachſteuer frey.

Art. IV. Gegenwärtige Uebereinkunft, welche als ein Zuſatz des im Eingang erwähnten, bereits ratificirten Freyzügigkeitsvertrags vom 24. Febr. d. J. zu betrachten iſt, ſoll von dem Tage ihrer Unterzeichnung an zu wirken anfangen, und wird daher unverzüglich den betreffenden Landesbehörden zur Nachachtung mitgetheilt werden.

Zu deſſen Urkunde iſt dieſelbe von den beiderſeitigen Bevollmächtigten unterzeichnet, beſiegelt und ausgewechſelt worden. So geſchehen, Würzburg den 10. May 1808.

(L. S.) Johann Rudolph, *Graf* von Buol-Schauenstein.

(L. S.) J. M. Seuffert.

2.

Freyzügigkeits-Vertrag zwiſchen Oeſterreich und Baden, geſchloſſen zu Wien, den 17. Sept. 1808. 1808 17. Sept.

S. K. K. Apoſtol. Maj., und Se. Königl. Hoheit der Groſsherzog zu Baden, haben bereits vermöge einer am 10. December 1804 ausgefertigten Convention gewiſſe Freyzügigkeits-Grundſätze zum Wohl ihrer beiderſeitigen Unterthanen feſtgeſetzt, und ſolche auch ſeit dem Anfang des Jahrs 1807 auf die indeſſen neu erworbene Lande ausgedehnt, ohne daſs jedoch über dieſe Ausdehnung ein förmlicher Vertrag abgeſchloſſen worden.

Da nun ſowohl von Seiten des K. K. Oeſterreichiſchen als des Groſsherzoglich Badiſchen Hofes die Geneigtheit bezeigt worden, hierüber einen verbindlichen Freyzügigkeitsvertrag ausfertigen zu laſſen; ſo ſind hiezu beiderſeits ernennt und bevollmächtigt worden:

Von Seite Sr. K. K. Apoſtol. Majeſtät, Herr Joſeph Freyherr von Hormayr zu Hortenburg, Director des geheimen Staats-, Hof- und Hausarchives, und Hofſecretär im Departement der auswärtigen Angelegenheiten, und von S. K. H. dem Herrn Groſsherzog zu Baden, Herr Karl Freyherr von Roſenfels, am K. K. Hoflager akkreditirter Geſchäftsträger und Groſsherzoglich Badiſcher Oberſter. Selbe haben ſich nun über den nachſtehenden verbindlichen Freyzügigkeitsvertrag vereinigt:

§ 1. Zwiſchen ſämmtlichen Kaiſerl. Oeſterreichiſchen, und ſämmtlichen Groſsherzoglich Badiſchen Staaten, ſoll eine völlige Freyzügigkeit dergeſtalt beſtehen, daſs bey keiner Vermögens-Exportation, auf welche Art ſolche geſchehe, ein Abſchoſs oder Abfahrtgeld, oder Nachſteuer, in ſofern dieſelben bisher in die Landesfürſtlichen Caſſen gefloſſen ſind, eingehoben werden ſoll.

§ 2. Die Aufhebung dieſes Abfahrtsgeldes ſchlieſst indeſſen weder die Erhebung der Emigrationstaxe, noch der Erbſteuer aus, welche mit den, im Oeſterreichi-

1808 reichiſchen Kaiſerſtaat beſtehenden Auswanderungsgrundſätzen, und durch dieſe mit Localumſtänden und der Verfaſſung in zu genauer Verbindung ſtehet, und die ſelbſt von jedem Unterthan des Oeſterreichiſchen Kaiſerſtaats erhoben wird, der irgend eine Erbſchaft bezieht, auch ohne daſs dabey von einer Auswanderung oder Vermögens-Exportation die Frage wäre.

§ 3. Da die Freyzügigkeit ihrer Natur zufolge ſich nur auf das Vermögen beziehet, ſo bleiben dieſes Vertrags ungeachtet, die Geſetze in ihrer rechtlichen Kraft beſtehen, welche jeden Unterthan, bey Strafe der Vermögens-Confiscation auffordern, vor der Anſäſsigmachung in fremden Landen die Auswanderungs-Bewilligung ſeines Landesherrn nachzuſuchen.

§ 4. Als fernere Folge dieſes Grundſatzes wird feſtgeſetzt, daſs die Erhebung der Militär Pflichtigkeits-Redimirungs-Summe, in Fällen, wo einem Individuum die Auswanderungs-Bewilligung ertheilt wird, welches ſeiner Perſon gemäſs der Militär-Pflichtigkeit unterliegt, ohne die Jahre derſelben zurückgelegt zu haben, der Grundſätze der Freyzügigkeit ungeachtet, Statt finden können, weil dieſe Gabe nicht in Beziehung auf das Vermögen geleiſtet wird.

§ 5. Desgleichen bleibt es in Rückſicht der Emigrationstaxe, in Fällen der Auswanderung, bey den vorigen Beſtimmungen, wornach drey Procente des Vermögens erhoben werden, als eine auf die Perſon des Auswandernden Bezug habende Abgabe, und da die Erhebung der Erbſteuer aus Rechtsgrundſätzen hervorgeht, die mit der Nachſteuer keine Verbindung haben, ſo hat der gegenwärtige Vertrag auf die Erbſteuer keine Beziehung, ſondern den beiden vertragenden Theilen bleibt es unbenommen, hierüber von ſouveräner Macht wegen geſetzliche Beſtimmungen zu treffen.

§ 6. Das Vermögen, deſſen freye Ausführung vertragsmäſsig geſtattet wird, ſoll nach ſeinem ganzen, wahren Werth verabfolgt werden, dergeſtalt, daſs die Empfänger den ganzen reellen Betrag erhalten, wie er an dem Ort erhoben wird, wo das Vermögen gelegen, oder angefallen iſt, hierdurch ſoll jedoch der Geſetz-

Gesetzgebung beiderseitiger Regierungen über die Art, und Geldsorte, in welchem Vermögen überhaupt in das Ausland verbracht werden darf, keineswegs vorgegriffen seyn. 1808

§ 7. Obgleich vermöge dieses Vertrags alle Abzüge, die in die landesherrlichen Cassen fliessen, aufhören, so soll doch denjenigen Ständen und Corporationen, und andern, die zur Erhebung der Nachsteuer berechtigt sind, dadurch nichts an ihren Befugnissen benommen seyn.

§ 8. Da die gegenwärtige Convention nicht als ein neuer Vertrag, sondern als eine Erneuerung und Erweiterung des bereits unterm 20. December 1804 abgeschlossenen Freyzügigkeits-Vertrags, und der im Anfange des Jahres 1807 erfolgten Ausdehnung angesehen werden soll, so hat dieselbe auch nicht auf die vor ihrer Abfassung und Ratification eingetretenen Fälle, in sofern sie unter der frühern Uebereinkunft begriffen waren, zurückzuwirken.

§ 9. Bey der Anwendung dieses Vertrags ist nicht der Tag in Betracht zu nehmen, an welchem das in Frage stehende Vermögen durch Erbschaft, oder sonst angefallen ist, sondern derjenige, an welchem es exportirt worden ist.

§ 10. Die unmittelbare Genehmigung dieses Staatsvertrags soll sowohl bey Sr. K. K. Maj. von Oesterreich, als Sr. K. H. dem Grossherzog zu Baden, alsbald nachgesucht werden.

Zur Bestätigung dessen haben die beiderseitigen Bevollmächtigten gegenwärtigen doppelt gefertigten Staatsvertrag eigenhändig unterzeichnet, besiegelt, und gegen einander ausgewechselt.

So geschehen zu Wien, am 17. Sept. 1808.

(L. S.) Joseph, *Freyherr von Hormayr.*

(L. S.) Carl, *Freyherr von Rosenfels.*

B.

1811 4 Juin. # *Conventions de la Pruſſe *) avec divers ét*

1811 — 1817.

I.

Conventions entre la Pruſſe et la Baviere

1811 — 1817.

a.

Uebereinkunft wegen Aufhebung des Abſchoſſes z ſchen den Königl. Preuſſiſchen und Königl. Bay ſchen Staaten, vom 4. Juny 1811.

(*Geſetzſammlung für die Königl. Preuſs. Staaten.* 18 pag. 248. 249.)

Am 23ſten May 1805 iſt zwiſchen den reſpectiv Regierungen der Preuſsiſchen und Bayeriſchen Staat ei

*) La Pruſſe a ſignée dans les tems plus recents une m titude de traités pour l'abolition du droit de dét tion. Pluſieurs de ceuxci ont déjà été donnés plus ha tel que celui de

			Suppl.
1750	16 Dec.	avec le Danemarck	II.
1810	21 Nov.	— Duché de Varſovie	V.
1811	6 Août et 2 Déc.	avec la France	V.
—	30 Déc.	avec Bade	V.
1812	10 Fevr.	— Saxe Cobourg	V.
—	3 Mars	— la Suiſſe	V.
—	8 Avr.	— m. de Naſſau	V.
—	—	— Anhalt Bernb.	V.
—	5 Juin	— l'Italie	V.
—	12 —	— Anhalt Deſſau	V.

Mais comme ſurtout ceux ſignés depuis 1812, ſont pr que exactement de la même teneur je crois qu'il ſer inutile de les inſerer ici tous en entier et je me bor à en inſerer ici quelques uns en renvoyant quant a autres à ceux avec leſquels ils ont le plus de ſimi tude ou avec leſquels en partie ils conviennent (*mu tis mutandis*) de mot à mot. Les conventions ſign depuis l'abolition du droit de detraction entre les Et d'allemagne par l'acte de la confédération germaniq de 1815, n'ont principalement pour but que d'étend cette abolition, même aux provinces Pruſſiennes n compriſes dans la confédération.

eine Convention wegen gegenſeitiger Aufhebung des Abſchoſſes und Abfahrtgeldes geſchloſſen worden. Dieſe Convention erklären jetzt beide gedachte Regierungen gegenſeitig in nachſtehender Art anwendbar auf den reſpectiven gegenwärtigen Länderbeſtand beider Reiche, nämlich dahin für anwendbar, daſs 1811

Art. I. bey keinem Vermögensausgang, aus den Königl Preuſsiſchen Landen in die K. Bayeriſchen Lande, oder aus dieſen in jene, es mag ſich ſolcher Ausgang durch Auswanderung, oder Erbſchaft, oder Legat, oder Brautſchatz, oder Schenkung, oder auf andere Art ergeben, irgend ein Abſchoſs (gabella hereditaria), oder Abfahrtgeld (cenſus emigrationis), erhoben werden ſoll.

Art. II. Daſs die vorſtehend beſtimmte Freyzügigkeit, ſich ſowohl auf denjenigen Abſchoſs und auf dasjenige Abfahrtsgeld, welche in die landesherrlichen Caſſen flieſsen würden, als auf denjenigen Abſchoſs und auf dasjenige Abfahrtsgeld erſtrecken ſoll, welche in die Caſſen der Städte, Märkte, Kämmereien, Stifter, Klöſter, Gotteshäuſer, Patrimonialgerichte und Corporationen flieſsen würden.

Die Rittergutsbeſitzer in den beiderſeitigen reſpectiven Königl. Preuſsiſchen und Königl. Bayeriſchen Landen werden demnach, gleich allen Privatberechtigten in den gedachten Landen, der gegenwärtigen Vereinbarung untergeordnet, und dürfen, bey Exportationen in die gegenſeitigen vorbenannten Lande, weder Abſchoſs noch Abfahrtsgeld fordern noch nehmen.

Zur Erfüllung dieſer gegenwärtigen Feſtſetzung ſollen die obgedachten Rittergutsbeſitzer und Privatberechtigten, von den beiderſeitigen reſpectiven Regierungen angehalten werden. Wenn aber dennoch und wider alles Erwarten, Rittergutsbeſitzer oder Privatberechtigte, auf einer von beiden Seiten, hiezu nicht angehalten werden könnten, ſo verſteht es ſich von ſelbſt, daſs wider ſolche Rittergutsbeſitzer und Privatberechtigte, in Anſehung deſſen, was in ihre Gerichtsbezirke, aus dem andern Staate, eingeführt wird, die Retorſion ſtatt finden ſoll.

Art. III. Daſs die Beſtimmungen der obſtehenden Artikel I. und II. ſich auf alle am 23ſten May 1805

pendent

1811 pendent geweſene und etwa noch nicht abgemachte Fälle, imgleichen auf alle ſeit jenem Tage vorgekommenen noch unabgemachte, ſo wie überhaupt auf alle jetzt pendente, und auf alle künftige Fälle, erſtrekken ſollen.

Art. IV. Daſs die Freyzügigkeit, welche im obigen 1ſten, 2ten und 3ten Artikel beſtimmt iſt, ſich nur auf das Vermögen beziehen ſoll. Es bleiben demnach, dieſes Uebereinkommens ungeachtet, diejenigen Königl. Preuſsiſchen, und diejenigen Königl. Bayeriſchen Geſetze in ihrer Kraft beſtehen, welche die Perſon der Auswandernden, ſeine perſönliche Pflichten, ſeine Verpflichtungen zum Kriegsdienſte betreffen, und welche jeden Unterthan bey Strafe auffordern, vor der Auswanderung, um die Bewilligung derſelben, ſeinem Landesherrn, der vorgeſchriebenen Ordnung gemäſs, zu bitten.

Es wird auch für die Zukunft in dieſer Materie den Geſetze, über die Pflicht zu Kriegsdienſten, und über die perſönlichen Pflichten des Auswandernden, keiner der beiden, die gegenwärtige Erklärung abgebenden Regierungen, in Anſehung der Geſetzgebung, in den reſpectiven Staaten beſchränkt.

Gegenwärtige, im Namen Seiner Majeſtät des Königs von Preuſsen und Seiner Majeſtät des Königs von Bayern zweymal gleichlautend ausgefertigte Erklärung, ſoll nach erfolgter gegenſeitiger Auswechſelung, Kraft und Wirkſamkeit in den geſammten Königl. Preuſsiſchen und Königl. Bayeriſchen Staaten haben.

Berlin, am 4ten Juny 1811.

(L. S.) *Königl. Preuſsiſcher wirklich Geheimer Staats - und Kabinets - Miniſter, und Chef des Miniſterii der auswärtigen Angelegenheiten.*

(*gez.*) A. *Graf von der* Goltz.

b.

Erklärung vom 12ten Februar 1817, wegen Aufhebung des Abſchoſſes und Abfahrtsgeldes zwiſchen den Königl. Preuſs. und Königl. Bayerſchen Landen. 1817 12 Févr.

(*Geſetzſammlung für die Königl. Preuſs. Staaten* 1817. pag. 31. [Nro. 403.])

Die Königl. Preuſsiſche Regierung und die Königl. Bayeriſche Regierung ſind mit einander dahin übereingekommen und erklären hiermit, daſs gegenſeitig der Abſchoſs bey Erb- und Vermächtniſsfällen, und das Abfahrtsgeld in allen denjenigen Fällen, in welchen die Auswanderungen aus den Königl. Preuſsiſchen nach den Königl. Bayeriſchen Landen und aus dieſen in jene erlaubt ſind, ohne Unterſchied, ob die Erhebung dem Fiskus oder Privatberechtigten, Communen oder Patrimonialgerichten zuſtehe, aufhören ſoll, und daſs die dieſerhalb den $\frac{4}{28}$ Juny 1811 zwiſchen der Königlich Preuſsiſchen und der Königl. Bayeriſchen Regierung abgeſchloſſenen Uebereinkunft auf ſämmtliche jetzige Königl. Preuſsiſche und Königl. Bayeriſche Staaten Anwendung finden; daſs mithin in allen denjenigen innerhalb der beiden reſp. Lande jetzt anhängigen und künftig vorkommenden Erbſchafts-, Vermächtniſs- und Vermögens-Verabfolgungsfällen aus dem einen in den andern Staat in Gemäſsheit jener Uebereinkunft verfahren werden ſoll.

Gegenwärtige Erklärung ſoll, nachdem ſie in gleichlautenden Exemplarien von dem Königl. Preuſsiſchen und Königl. Bayeriſchen Miniſterio vollzogen und ausgewechſelt worden, durch öffentliche Bekanntmachung in den beiderſeitigen Staaten Kraft und Wirkſamkeit erhalten.

Berlin, den 12ten Februar 1817.

Der Staatskanzler,
C. *Fürſt v.* Hardenberg.

C.

c.

1817 3 Juin. *Verordnung wegen Zürückgabe der dieſſeits depon ten Nachſteuer-Beträge an die Intereſſenten in de Königl. Bayerſchen Landen. Vom 3. Juny 1817.*

(*Geſetzſammlung für die Königl. Preuſs. Staaten* 181 pag. 146. [Nro. 426.])

Wir Friedrich Wilhelm, von Gottes Gnaden, Kön von Preuſsen u. ſ. w.

Nachdem bereits laut der Erklärung vom 12. Feb d. J. die Anwendung des zwiſchen Preuſsen u Bayern beſtehenden Freyzügigkeitsvertrages auf d gegenwärtigen Umfang beider Staaten ausgedehnt wo den iſt; finden Wir Uns in Gemäſsheit einer weiter mit Seiner Königlich Bayerſchen Majeſtät getroffen Uebereinkunft bewogen, zu verordnen, daſs alle et bis dahin in Unſeren älteren und neueren Provinz ad depoſitum genommene Nachſteuer-Beträge d ſich darum meldenden Intereſſenten aus den alt und neuen Königl. Bayerſchen Beſitzungen ohne W teres zurückgegeben werden ſollen, wornach ſämm liche betreffende Behörden in den älteren und neu ren Beſtandtheilen Unſerer Staaten ſich ſchuldigſt a achten haben.

Urkundlich unter Unſerer eigenhändigen Unte ſchrift und beygedrucktem Königlichen Inſiegel.

Gegeben Berlin, den 3. Juny 1817.

(L. S.) FRIEDRICH WILHELM.

C. *Fürſt v.* HARDENBERG.

2.

Convention entre la Pruſſe et Mecklenbourg Schwerin 1811.

1811
16 Oct.

Convention wegen wechſelſeitiger Aufhebung des Abſchoſſes und Abfahrtsgeldes zwiſchen den Königlich Preuſsiſchen Staaten und den Herzoglich Mecklenburg-Schwerinſchen Landen, vom 16. *Oct.* 1811.

(*Geſetzſammlung für die Königl. Preuſs. Staaten* 1811. pag. 350 — 351.)

Wir Friedrich Wilhelm, von Gottes Gnaden König von Preuſsen u. ſ. w. Urkunden und bekennen hiermit für Uns und Unſere Nachfolger, daſs Wir mit Seiner Durchlaucht dem Herzoge von Mecklenburg-Schwerin wegen gegenſeitiger Aufhebung des Abſchoſſes und Abfahrtsgeldes Uns vereinbaret haben, dergeſtalt, daſs

Art. I. bey keinem Vermögens-Ausgang aus den Königl. Preuſsiſchen Landen in die Herzogl. Mecklenburg-Schwerinſchen Lande, oder aus dieſen in jene, es mag ſich ſolcher Ausgang durch Auswanderung, oder Erbſchaft, oder Legat, oder Brautſchatz, oder Schenkung, oder auf andere Art ergeben, irgend ein Abſchoſs (gabella hereditaria) oder Abfahrtsgeld (cenſus emigrationis) erhoben werden ſoll.

Art. II. Daſs die vorſtehend beſtimmte Freyzügigkeit ſich ſowohl auf denjenigen Abſchoſs und auf dasjenige Abfahrtsgeld, welche in die landesherrlichen Caſſen flieſsen würden, als auf denjenigen Abſchoſs und auf dasjenige Abfahrtsgeld erſtrecken ſoll, welche in die Caſſen der Städte, Märkte, Kämmereien, Stifter, Klöſter, Gotteshäuſer, Patrimonialgerichte und Corporationen flieſsen würden.

Die Rittergutsbeſitzer in den beiderſeitigen reſpectiven Königl. Preuſsiſchen und Herzogl. Mecklenburg-Schwerinſchen Landen werden demnach, gleich allen Gutsberechtigten in den gedachten Landen, der ge-

1811 genwärtigen Vereinbarung untergeordnet, und dürf bey Exportationen in die gegenſeitigen vorbenannt Lande weder Abſchoſs noch Abfahrtsgeld forde noch nehmen.

Zur Erfüllung dieſer gegenwärtigen Feſtſetzung l len die obgedachten Rittergutsbeſitzer und Privatbere tigten von den beiderſeitigen reſp. Regierungen an halten werden.

Art. III. Daſs die Beſtimmungen der obenſteh den Art. I. und II. ſich auf alle ſeit dem 1ſten März 18 entſtandenen Auswanderungs- oder Vererbungsfälle, u auf alle künftige Fälle erſtrecken ſollen.

Art. IV. Daſs die Freyzügigkeit, welche in obi 1ſten, 2ten und 3ten Artikeln beſtimmt worden ſich nur auf das Vermögen beziehen ſoll.

Es bleiben demnach, dieſes Uebereinkommens geachtet, diejenigen Königl. Preuſsiſchen und diej gen Herzogl. Mecklenburg-Schwerinſchen Geſetze ihrer Kraft beſtehen, welche die Perſon des Ausw dernden, ſeine perſönliche Pflichten, ſeine Verpfl tungen zum Kriegsdienſte betreffen, und welche je Unterthan bey Strafe auffordern, vor der Auswa rung um die Bewilligung derſelben ſeinen Land herrn, der vorgeſchriebenen Ordnung gemäſs, zu bit

Es wird auch für die Zukunft in dieſer Materie Geſetze über die Pflicht zu Kriegsdienſten und über perſönlichen Pflichten des Auswandernden, keine beiden, die gegenwärtige Erklärung abgebenden gierungen, in Anſehung der Geſetzgebung, in reſpectiven Staaten beſchränkt.

Urkundlich unter Unſerer eigenhändigen Un ſchrift und beygedrucktem Königl. Inſiegel.

Gegeben Berlin, den 16. October 1811.

(L. S.) (*gez.*) FRIEDRICH WILHELM.

v. Hardenberg. Golte

8.

Conventions entre la Pruſſe et Mecklenbourg-Strelitz 1811. 1817.

1811
6 Août.

a.

Uebereinkunft wegen Aufhebung des Abſchoſſes zwiſchen den Königlich Preuſsiſchen und Herzoglich Mecklenburg-Strelitziſchen Landen, vom 6ten Auguſt 1811.

(*Geſetzſammlung für die Königl. Preuſsiſchen Staaten* 1811. pag. 250. 251.)

Nachdem die Königl. Preuſsiſche Regierung mit der Herzogl. Mecklenburg-Strelitziſchen dahin übereingekommen iſt, gegenſeitig den Abſchoſs und das Abfahrtsgeld aufzuheben, ſo erklären jetzt beide gedachte Regierungen, daſs

Art. I. bey keinem Vermögensausgang aus den Königl. Preuſsiſchen Landen in die Herzogl. Mecklenburg-Strelitziſchen Lande, oder aus dieſen in jene, mag ſich ſolcher Ausgang durch Auswanderung, Erbſchaft, oder Legat, oder Brautſchatz, oder Heurath, oder auf andere Art ergeben, irgend ein Abſchoſs (gabella hereditaria), oder Abfahrtsgeld (census emigrationis) erhoben werden ſoll.

Art. II. Daſs die vorſtehend beſtimmte Freyzügigkeit ſowohl auf denjenigen Abſchoſs und auf das Abfahrtsgeld, welche in die landesherrlichen Caſſen fliefsen würden, als auf denjenigen Abſchoſs und auf dasjenige Abfahrtsgeld erſtrecken ſoll, welche den Caſſen der Städte, Märkte, Kämmereien, Stifter, Klöſter, Gotteshäuſer, Patrimonialgerichte und Fundationen fliefsen würden.

Die Rittergutsbeſitzer in den beiderſeitigen reſpectiven Königl. Preuſsiſchen und Herzogl. Mecklenburg-Strelitziſchen Landen werden demnach, gleich allen Mitberechtigten in den gedachten Landen, der gegenwär-

1811 genwärtigen Vereinbarung untergeordnet, und dü
bey Exportationen in die gegenseitigen vorbenan
Lande weder Abschoss noch Abfahrtsgeld fordern, n
nehmen.

Art. III. Dass die Bestimmungen der obstehen
Art. 1 und 2. sich auf alle jetzo pendente, und auf
künftige Fälle erstrecken sollen.

Art. IV. Dass die Freyzügigkeit, welche im
gen 1sten, 2ten und 3ten Art. bestimmt ist, sich nu
das Vermögen beziehen soll.

Es bleiben demnach, dieses Uebereinkommens
geachtet, diejenigen Königl. Preussischen und die
gen Herzogl. Mecklenburg-Strelitzischen Gesetz
ihrer Kraft bestehen, welche die Person des Aus
dernden, seine persönliche Pflichten, seine Verpf
tungen zum Kriegsdienste betreffen, und welche je
Unterthan bey Strafe auffordern, vor der Auswand
um die Bewilligung derselben seinen Landesherrn,
vorgeschriebenen Ordnung gemäss, zu bitten.

Es wird auch für die Zukunft in dieser Materi
Gesetze über die Pflicht zu Kriegsdiensten und
die persönlichen Pflichten des Auswandernden, I
der beiden, die gegenwärtige Erklärung abgeh
Regierungen, in Ansehung der Gesetzgebung, in
respectiven Staaten beschränkt.

Gegenwärtige im Namen Seiner Majestät des K
von Preussen und Seiner Durchlaucht des Herzog
Mecklenburg-Strelitz, zweymal gleichlautend a
fertigte Erklärung, soll nach erfolgter gegensei
Auswechselung, Kraft und Wirksamkeit in den
sammten Königl. Preussischen und Herzogl. Mec
burg-Strelitzischen Landen haben.

So geschehen Berlin, den 2ten August 1811.

(L. S.) Der Staatskanzl

(Ign.) v. [illegible]

b.

Erklärung wegen Ausdehnung der zwiſchen der Kö- 1817
nigl. Preuſsiſchen und Groſsherzoglich Mecklenburg- 17 Mai.
Strelitziſchen Regierung beſtehenden Freyzügigkeits-Uebereinkunft auf ſämmtliche gegenſeitige Lande. Vom 17ten May 1817.

(*Geſetzſamml. f. d. Kön. Preuſs. Staaten* 1817. p. 145.)

Da die Königl. Preuſsiſche Regierung mit der Groſsherzogl. Mecklenburg-Strelitziſchen Regierung dahin übereingekommen iſt, daſs gegenſeitig der Abſchoſs bey Erb- und Vermächtniſsfällen, und das Abfahrtsgeld in allen denjenigen Fällen, in welchen die Auswanderungen aus den Königl. Preuſsiſchen Landen in die Groſsherzoglich Mecklenburg-Strelitziſchen Lande, und aus dieſen in jene, erlaubt ſind, ohne Unterſchied, ob die Erhebung dem Fisko oder Privatberechtigten, Communen oder Patrimonialgerichten zufließe, aufhören ſoll; ſo erklären jetzt beide gedachte Regierungen, daſs die gedachte zwiſchen ihnen reſp. unterm 17ten July und 6ten Auguſt 1811 abgeſchloſſene Freyzügigkeits-Uebereinkunft auf ſämmtliche jetzige und zum deutſchen Bunde gehörige und zu demſelben nicht gehörige Königl. Preuſsiſche Staaten ausgedehnt ſeyn, und daſs in allen denjenigen, innerhalb der Königl. Preuſsiſchen Staaten, jetzt etwa anhängigen und künftig vorkommenden Erbſchafts-, Verlaſſenſchafts- und Vermögens-Exportationsfällen, wo die Verabfolgung nach den Groſsherzogl. Mecklenburg-Strelitziſchen Landen, und in allen denjenigen, in den Groſsherzogl. Mecklenburg-Strelitziſchen Landen jetzt noch anhängigen und künftig vorkommenden Fällen, wo die Verabfolgung aus dieſen Landen nach den Königl. Preuſsiſchen Staaten geſchiehet, in Gemäſsheit der gegenwärtigen Uebereinkunft verfahren werden ſoll.

Gegenwärtige, im Namen Sr. M. des Königs von Preuſsen und Sr. Kön. H. des Herrn Groſsherzogs von Mecklenburg-Strelitz, zweymal gleichlautend ausgefertigte Erklärung ſoll, nach erfolgter gegenſeitiger

Aus-

1817 Auswechſelung, Kraft und Wirkſamkeit in geſammte Königl. Preuſsiſchen und Groſsherzogl. Mecklenbur Strelitziſchen Landen haben.

So geſchehen Berlin, den 17. May 1817.

Der Staatskanzler,
C. *Fürſt v.* HARDENBERG.

4.

1816 *Convention entre la Pruſſe et Anhalt-Deſſau* 181
23 Déc.

Erklärung wegen Auslehnung der ſeit 1811 *zwiſch der Königl. Preuſs. Regierung und der Herzogl Anhalt-Deſſauiſchen Regierung beſtehenden Freyz gigkeits-Uebereinkunft, auf ſämmtliche jetzige Königl Preuſsiſche und Herzoglich Anhalt-Deſſauiſche Lande. Vom* 23. *December* 1816.

(*Geſetzſamml. f. d. K. Preuſs. Staaten* 1817. pag. 1

Die Königl. Preuſsiſche Regierung und die Herzo Anhalt-Deſſauiſche Regierung ſind mit einander dah übereingekommen, und erklären hiermit:

Daſs gegenſeitig der Abſchoſs bey Erb- und V mächtniſsfällen und das Abfahrtsgeld in allen denje gen Fällen, in welchen die Auswanderungen aus Königl. Preuſsiſchen nach den Herzogl. Anhalt-D ſauiſchen Landen, und aus dieſen in jene, erlaubt ohne Unterſchied, ob die Erhebung dem Fiskus dem Privatberechtigten, Communen oder Patrimo gerichten zuſtehe, aufhören ſoll, und daſs die di halb im Jahre 1811 *), zwiſchen der Königl. Pr ſchen und der Herzogl. Anhalt-Deſſauiſchen Regier abgeſchloſſene Uebereinkunft auf ſämmtliche jet Königl. Preuſsiſche und Herzogl. Anhalt-Deſſauiſ Lande Anwendung finden, daſs mithin in allen den nigen, innerhalb der reſp. Königl. und Herzoglich La

*) v. Suppl. T. V. pag. 408.

Lande jetzt etwa anhängigen und künftig vorkommenden Erbschafts-, Vermächtnifs- und Vermögens-Verabfolgungsfällen aus dem einen in den andern Staat, in Gemäfsheit jener Uebereinkunft verfahren werden soll. 1816

Gegenwärtige Erklärung soll, nachdem sie in gleichlautenden Exemplaren von dem Königl. Preufsischen Ministerium und von der Herzogl. Anhalt-Dessauischen Landesregierung vollzogen und ausgewechselt worden, durch öffentliche Bekanntmachung in den beiderseitigen Landen Kraft und Wirksamkeit erhalten.

Berlin, den 23. December 1816.

Der Staatskanzler,
C. *Fürst v.* HARDENBERG.

5.

Conventions entre la Pruſſe et Anhalt-Köthen 1811 — 1811. 1817.

1811 20 Nov.

a.

Verordnung in Betreff der Erbschafts- und Vermögens-Exportationen aus den Preufsischen Provinzen in das Herzogthum Köthen. Vom 20. Nov. 1811.

(*Gesetzsamml. f. d. K. Preufs. Staaten* 1811. p. 371—372.)

Wir Friedrich Wilhelm, von Gottes Gnaden König von Preufsen u. s. w. Thun kund und fügen hiermit zu wissen: Da zufolge des von Seiner Durchlaucht dem Herzoge von Anhalt-Köthen unter dem 28. May 1811 erlassenen Publikandi das Abzugsrecht gegen Unterthanen, welche aus dem Herzogthum Anhalt-Köthen in andere Staaten auswandern, hinführo nur alsdann statt finden soll, wenn in diesen Staaten von Unterthanen, die in das gedachte Herzogthum ziehen, ein Abzug begehrt wird, folglich das Abzugsrecht in dem Herzogthum Anhalt-Köthen künftig nur per modum retorsionis ausgeübt werden soll; und da nach einer ausdrücklichen Erklärung des Herzogl. Anhalt-Köthenschen

1811 ſchen Staatsraths vom 30ſten October d. J. unter dem jenem Publikando enthaltenen allgemeinen Ausdruc Abzug, ſowohl der Cenſus emigrationis als die Gabe hereditaria zu verſtehen iſt, ſo wollen und verordn Wir hiermit:

ART. I. daſs bey keinem Vermögensausgang a Unſern Staaten in die Herzogl. Anhalt-Köthenſch Lande, es mag ſich ſolcher Ausgang durch Auswan rung, oder Erbſchaft, oder Legat, oder Brautſcha oder Schenkung, oder auf andere Art ergeben, irge ein Abſchoſs (gabella hereditaria) oder Abfahrtsg (cenſus emigrationis) erhoben werden ſoll.

ART. II. Daſs die vorſtehend beſtimmte Freyzügi keit ſich ſowohl auf denjenigen Abſchoſs und auf d jenige Abfahrtsgeld welches in die landesherrlichen C ſen flieſsen würden, als auf denjenigen Abſchoſs u auf dasjenige Abfahrtsgeld erſtrecken ſoll, welche die Caſſen der Städte, Märkte, Kämmereien, Stifte Klöſter, Gotteshäuſer, Patrimonialgerichte und Corp rationen flieſsen würden. Die Rittergutsbeſitzer Unſern Landen werden demnach, gleich allen Priv berechtigten in Unſern Landen, der gegenwärtigen V ordnung untergeordnet, und dürfen bey Exportatio in die Herzogl. Anhalt-Köthenſche Lande, weder A ſchoſs noch Abfahrtsgeld fordern, noch nehmen.

ART. III. Daſs die Beſtimmungen der obſtehen Artikel 1 und 2. ſich auf alle jetzo pendente und alle künftige Fälle erſtrecken ſollen.

ART. IV. Daſs die Freyzügigkeit, welche in obi 1ſten, 2ten und 3ten Artikeln beſtimmt iſt, ſich auf das Vermögen beziehen ſoll.

Es bleiben demnach dieſer Anordnung ungeach diejenigen dieſſeitigen Geſetze in ihrer Kraft beſteh welche die Perſon des Auswandernden, ſeine perſ liche Pflichten, ſeine Verpflichtungen zum Kriegsdie betreffen, und welche jeden Unterthan bey Strafe fordern, vor der Auswanderung um die Bewilligu derſelben ſeinen Landesherrn, der vorgeſchrieben Ordnung gemäſs, zu bitten.

Wir befehlen, daſs gegenwärtige Verordnung fentlich bekannt gemacht, und daſs von Unſern hörden nach ſolcher genau verfahren werde.

Urku

Urkundlich unter Unſerer höchſteigenhändigen Unterſchrift und beygedrucktem Königlichen Inſiegel. 1811

Gegeben Berlin, den 20ſten November 1811.

(L. S.) (*gez.*) FRIEDRICH WILHELM.
v. HARDENBERG. GOLTZ.

b.

Erklärung wegen Ausdehnung der ſeit 1811 *zwiſchen der Königl. Preuſsiſchen und Herzogl. Anhalt-Köthenſchen Regierung beſtehenden Freyzügigkeits-Uebereinkunft auf ſämmtliche Königl. Preuſsiſche und Herzogl. Anhalt-Köthenſche Lande. Vom 18ſten September* 1817. 1817 28 Sept.

(*Geſetzſamml. f. d. K. Preuſs. Staaten* 1817. pag. 298.)

Demnach die Königl. Preuſsiſche Regierung mit der Herzogl. Anhalt-Köthenſchen Regierung dahin übereingekommen iſt, daſs gegenſeitig der Abſchoſs bey Erb- und Vermächtniſsfällen, und das Abfahrtsgeld in allen denjenigen Fällen, in welchen die Auswanderungen aus den Königl. Preuſsiſchen Landen nach den Anhalt-Köthenſchen Landen, und aus dieſen in jene erlaubt ſind, ohne Unterſchied, ob die Erhebung dem Fiſkus, oder Privatberechtigten, Communen oder Patrimonialgerichten zuſtehe, aufhören ſoll; ſo erklären jetzt beide genannte Regierungen: daſs die gedachte zwiſchen ihnen abgeſchloſſene Freyzügigkeits-Uebereinkunft vom 20ſten November 1811 auf ſämmtliche jetzige zum deutſchen Bunde gehörige und zu demſelben nicht gehörige Preuſsiſche Provinzen ausgedehnt ſey, und daſs in allen denjenigen innerhalb der Königl. Preuſsiſchen Staaten jetzt etwa anhängigen und künftig vorkommenden Erbſchafts-, Vermächtniſs- und Vermögens-Exportationsfällen, wo die Verabfolgung nach den Herzogl. Köthenſchen Landen, und in allen dergleichen Fällen, wo die Verabfolgung aus dieſen nach jenen geſchieht, in ſofern unter den erwähnten, jetzt etwa anhängigen Erbſchafts-, Vermächtniſs- und Vermö-

1817 Vermögens-Exportationsfällen nur ſolche verſtand werden, in welchen der Abſchofs noch nicht wirkli bezahlt worden iſt, in Gemäfsheit der gegenwärtig Uebereinkunft verfahren werden ſoll.

Die gegenwärtige, im Namen Sr. M. des Köni von Preufsen und Sr. Hochfürſtl. Durchl. zu Anha Deſſau, als Regierungs-Vormund des Herzogthu Köthen, zweymal gleichlautend ausgefertigte Erkl rung, ſoll, nach erfolgter gegenſeitiger Auswechſelun Kraft und Wirkſamkeit haben in den geſammten K nigl. Preufsiſchen und Herzogl. Köthenſchen Landen.

So geſchehen Pyrmont, den 28. Sept. 1717.

(L. S.) *Der Staatskanzler,*
C. *Fürſt v.* HARDENBERG.

6.

1815 23 Mai. ***Convention entre la Pruſſe et Anhalt-Bernbourg 1815.***

Verordnung wegen Ausdehnung der ſeit 1811 *mit de Herzogl. Anhalt-Bernburgiſchen Regierung beſtehen den Freyzügigkeits-Uebereinkunft auf ſämmtliche jetzige Preufsiſche Staaten. Vom* 23. *May.* 1815.

(*Geſetzſamml. f. d. Kön. Preufs. Staaten* 1815. pag. 83.

Wir Friedrich Wilhelm, von Gottes Gnaden, Kö nig von Preufsen u. ſ. w. Thun kund und fügen hier mit zu wiſſen: da Wir mit des Herrn Herzogs zu An halt-Bernburg Liebden dahin übereingekommen ſind dafs gegenſeitig der Abſchofs bey Erb- und Vermächt niſsfällen, und das Abfahrtsgeld in allen denjenige Fällen, in welchen die Auswanderungen aus den Kö nigl. Preufsiſchen Landen nach den Herzogl. Anhalt Bernburgiſchen Landen, und aus dieſen in jene erlaub ſind, ohne Unterſchied, ob die Erhebung dem Fiſku oder Privatberechtigten, Communen oder Patrimonial gerichten zuſtehe, ceſſiren ſoll, auch das, in der an

8te

ten April 1812 *) publicirten Verordnung, über abschofsfreye Verabfolgung der in die Herzogl. Anhalt-Bernburgische Lande zu exportirenden Gelder, ausgenommene Amt Hoym und die Patrimonialgerichte zu Hecklingen, Hohenerxleben, Rathmannsdorf und Schlewipp-Gröna in die gegenwärtige Uebereinkunft mit begriffen seyn sollen, welche Uebereinkunft dagegen auf sämmtliche jetzige Königl. Preufsische Staaten ausgedehnt seyn soll; so wollen und verordnen Wir, dafs in allen denjenigen, innerhalb Unserer Staaten, jetzt etwan vorhandenen und künftig vorkommenden Erbschafts-, Vermächtnifs- und Vermögens-Exportationsfällen, wo die Verabfolgung nach den Herzogl. Anhalt-Bernburgischen Landen geschiehet, in Gemäfsheit jener Uebereinkunft verfahren werde. 1815

Wir befehlen, dafs gegenwärtige Verordnung zu sämmtlicher Behörden und zu aller Unserer Unterthanen genauen Nachachtung öffentlich bekannt gemacht werde.

Urkundlich unter Unserer eigenhändigen Unterschrift und beygedrucktem Königl. Insiegel.

Gegeben zu Wien, den 23. May 1815.

(L. S.) FRIEDRICH WILHELM.

7.

Convention entre la Prusse et Saxe-Gotha 1814. 1814

Erklärung wegen der zwischen der Königl. Preufsischen und der Herzogl. Sachsen-Gothaischen und Altenburgischen Regierung verabredeten Freyzügigkeit. Vom 27. *Novbr.* 1814. 27 Nov.

(*Gesetzsamml. f. d. K. Preufs. Staaten* 1814. p. 141. 142.)

Nachdem die Königl. Preufsische Regierung mit dem Herzogl. Sachsen-Gothaischen und Altenburgischen Gouvernement dahin übereingekommen ist, gegenseitig den Abschofs und das Abfahrtsgeld aufzuheben; so erklären jetzt beide gedachte Regierungen, dafs:

ART.

*) v. Suppl. T. V. pag. 407.

1814 Art. I. bey keinem Vermögensausgang aus d Königl. Preuſsiſchen Landen in die Herzogl. Sachſ Gothaiſche und Altenburgiſche Lande, oder aus die in jene, es mag ſich ſolcher Ausgang durch Auswan rung oder Erbſchaft, oder Legat, oder Brautſch oder Schenkung oder auf andere Art ergeben, irge ein Abſchoſs (gabella hereditaria) oder Abfahrtg (cenſus emigrationis) erhoben werden ſoll.

Art. II. Daſs die vorſtehend beſtimmte Freyzügi keit, ſich ſowohl auf denjenigen Abſchoſs, und a dasjenige Abfahrtsgeld, welche in die landesherrliche Caſſen flieſsen würden, als auf denjenigen Abſchoſ und auf dasjenige Abfahrtsgeld erſtrecken ſoll, welch in die Caſſen der Städte, Märkte, Kämmereien, Stift Klöſter, Gotteshäuſer, Patrimonialgerichte und Corp rationen flieſsen würden. Die Rittergutsbeſitzer in d beiderſeitigen reſp. Königl. Preuſsiſchen und Herzog Sachſen-Gothaiſchen und Altenburgiſchen Landen werden demnach, gleich allen Privatberechtigten i den gedachten Landen, der gegenwärtigen Vereinb rung untergeordnet, und dürfen bey Exportationen i die gegenſeitigen vorbenannten Lande, weder Abſchoſ noch Abfahrtgeld fordern noch nehmen.

Art. III. Daſs die Beſtimmungen der oben ſtehen den Art. 1 und 2. ſich auf alle jetzo pendente und a alle künftige Fälle erſtrecken ſollen.

Art. IV. Daſs die Freyzügigkeit, welche im obi gen 1ſten, 2ten und 3ten Artikel beſtimmt iſt, ſich nu auf das Vermögen beziehen ſoll.

Es bleiben demnach, dieſes Uebereinkommens un geachtet, diejenigen Königl. Preuſsiſchen, und die nigen Herzogl. Sachſen-Gothaiſchen und Altenburg ſchen Geſetze in ihrer Kraft beſtehen, welche die Pe ſon des Auswandernden, ſeine perſönliche Pflicht ſeine Verpflichtungen zum Kriegsdienſte betreffen, u welche jeden Unterthan bey Strafe auffordern, vor d Auswanderung um die Bewilligung derſelben, ſeine Landesherrn, der vorgeſchriebenen Ordnung gemäſs zu bitten.

Es wird auch für die Zukunft in dieſer Materie d Geſetze, über die Pflicht zum Kriegsdienſte und übe die perſönlichen Pflichten des Auswandernden, kein der beiden, die gegenwärtige Erklärung abgebende

Regi

Regierungen, in Anſehung der Geſetzgebung in den reſpectiven Staaten beſchränkt. 1814

Gegenwärtige, im Namen Sr. Maj. des Königs von Preuſsen und Sr. Durchl. des Herzogs von Sachſen-Gotha zweymal gleichlautend ausgefertigte Erklärung, ſoll nach erfolgter gegenſeitiger Auswechſelung, Kraft und Wirkſamkeit in den geſammten Königl. Preuſsiſchen und Herzogl. Sachſen-Gothaiſchen und Altenburgiſchen Landen haben.

Wien, den 27ſten November 1814.

Der Staatskanzler,
C. *Fürſt v.* HARDENBERG.

8.

Convention entre la Pruſſe et Saxe-Weimar 1816. 1816

Erklärung wegen Aufhebung des Abſchoſſes und Abfahrtsgeldes zwiſchen ſämmtlichen Königl. Preuſsiſchen und Groſsherzogl. Sachſen-Weimarſchen Landen. 23 Déc.

Vom 23. December 1816.

(*Geſetzſamml. f. d. K. Preuſs. Staaten* 1817. p. 13. 14.)

(*Conviens de mot à mot avec la précédente du 27. Nov. 1814 avec Gotha.*)

9.

Convention entre la Pruſſe et Saxe-Cobourg. 6 Oct.

Erklärung wegen Ausdehnung der ſeit 1812 *zwiſchen der Königl. Preuſsiſchen und der Herzogl. Sachſen-Coburgiſchen Regierung beſtehenden Freyzügigkeits-Uebereinkunft auf ſämmtliche jetzige Königl. Preuſsiſche und Herzogl. Sachſen-Coburgiſche Lande.*

Vom 6. October 1816.

(*Geſetzſamml. f. d. K. Pr. Staaten* 1817. p. 10.)

Da die Königl. Preuſsiſche Regierung mit der Herzogl. Sachſen-Coburgiſchen Regierung dahin übereingekom-

1816 Art. IV. Daſs die Freyzügigkeit, welche im ob
gen 1ſten, 2ten und 3ten Artikel beſtimmt iſt, ſich
auf das Vermögen beziehen ſoll.

Es bleiben demnach, dieſes Uebereinkommens
geachtet, diejenigen Geſetze in beiderſeitigen Staat
in ihrer Kraft beſtehen, welche des Auswandernd
perſönliche Verpflichtungen zum Kriegsdienſte betr
fen, und wird auch für die Zukunft keine der beide
die gegenwärtige Erklärung abgebenden Regierunge
in Anſehung der Geſetzgebung über die Pflicht
Kriegsdienſten, beſchränkt.

Gegenwärtige, im Namen Sr. M. des Königs v
Preuſsen und Sr. M. des Königs von Hannover, awe
mal gleichlautend ausgefertigte Erklärung ſoll, na
erfolgter gegenſeitiger Auswechſelung, Kraft und Wir
ſamkeit in den geſammten Königl. Preuſsiſchen un
Königl. Hannöverſchen Landen haben.

Berlin, den 16ten September 1816.

Der Staatskanzler,
C. *Fürſt v.* Hardenberg.

12.

31 Oct. ***Convention entre la Pruſſe et Naſſau 1816.***

Erklärung wegen Ausdehnung der ſeit 1812 zwiſchen der Königl. Preuſsiſchen und Herzogl. Naſſauiſchen Regierung beſtehenden Freyzügigkeits-Uebereinkunft auf ſämmtliche jetzige Königl. Preuſsiſche und Herzogl. Naſſauiſche Länder. Vom 31. Oct. 1816.

(*Geſetzſamml. f. d. Kön. Pr. Staaten* 1817. pag. 11.)

Die Königl. Preuſsiſche Regierung und die Herzogl. Naſſauiſche Regierung ſind mit einander dahin übereingekommen und erklären hiermit: daſs gegenſeitig der Abſchoſs bey Erb- und Vermächtnisfällen, und das Abfahrtsgeld in allen denjenigen Fällen, in welchen die Auswanderungen aus den Königl. Preuſsiſchen nach

den

den Herzogl. Naſſauiſchen Landen, und aus dieſen in 1816
ſine erlaubt ſind, ohne Unterſchied, ob die Erhebung dem Fiskus oder Privatberechtigten, Communen oder Patrimonialgerichten zuſtehen, aufhören ſoll, und daſs die dieſerhalb im Jahre 1812 *) zwiſchen der Königl. Preuſsiſchen Regierung und der Herzogl. Naſſauiſchen Regierung abgeſchloſſenen Uebereinkunft, auf ſämmtliche jetzige Königl. Preuſsiſche und Herzogl. Naſſauiſche Lande Anwendung finden, daſs mithin in allen denjenigen, innerhalb der reſp. Königl. und Herzogl. Lande, jetzt etwa anhängigen und künftig vorkommenden erbſchafts-, Vermächtniſs-, und Vermögens-Verabfolgungsfällen aus dem einen in den andern Staat, in Gemäſsheit jener Uebereinkunft verfahren werden ſoll.

Gegenwärtige Erklärung ſoll, nachdem ſie in gleichlautenden Exemplarien, von dem reſp. Königl. Preuſsiſchen und Herzogl. Naſſauiſchen Miniſterium vollzogen und ausgewechſelt worden, durch öffentliche Bekanntmachung in den beiderſeitigen Staaten Kraft und Wirkſamkeit erhalten.

Berlin, den 31ſten October 1816.

Der Staatskanzler,
C. *Fürſt v.* HARDENBERG.

13.

Convention entre la Pruſſe et Waldeck, du 22 Déc.
22 Déc. 1816.

(*Cette convention convient de mot à mot avec celle du 27 Nov.* 1814 *avec Saxe-Gotha placée ci-deſſus ſous n.* 8.)

*) Conv. du 8 Avr. 1812. Suppl. T. V. p. 406.

14.

1817 *Conv. entre la Pruſſe et le Roi de Saxe* 1817.
17 Mai. *Erklärung wegen Aufhebung des Abſchoſſes und A fahrtsgeldes zwiſchen ſämmtlichen Königl. Preuſ ſchen und Königl. Sächſiſchen Landen. Vom* 17. M 1817. *)

(*Geſetz-ſ. f. d. K. Pr. Staaten* 1817. pag. 132.)

Nachdem die Königl. Preuſsiſche Regierung mit d Königl. Sächſiſchen Regierung dahin übereingekom men iſt, gegenſeitig den Abſchoſs und das Abfahrtsg zwiſchen ſämmtlichen beiderſeitigen Staaten, und hier auch in Abſicht der nicht zu Deutſchland gehö gen, den Stipulationen des Artikels 18. der deutſch Bundesacte nicht unterworfenen Königl. Preuſsiſch Lande aufzuheben; ſo erklären gedachte beide Re rungen Folgendes:

Art. I Bey keinem Vermögensausgang aus d beiderſeitigen Landen, es mag ſich ſolcher durch A wanderung, oder Erbſchaft, oder Legat, oder Br ſchatz, oder Schenkung, oder auf andere Art ergeb ſoll ein Abſchoſs (gabella hereditaria) oder Abfahrtsg (cenſus emigrationis) erhoben werden.

Art. II. Dieſe Freyzügigkeit erſtreckt ſich ſow auf denjenigen Abſchoſs und auf dasjenige Abfahr geld, welche in die landesherrlichen und öffentlich Caſſen fliefsen, als auch auf denjenigen Abſchoſs u dasjenige Abfahrtsgeld, welche die Patrimonial- u Municipal-Obrigkeiten, die Stifter, Klöſter, Got häuſer, und andere Corporationen zu erheben h wurden.

Art. III Die Beſtimmungen des obſtehenden A tikels 1 und 2. finden auf alle jetzt anhängige und a alle künftige Fälle volle Anwendung.

A

*) Cette convention ne differe de celle du 27 Nov. 1 avec Saxe-Gotha et d'autres de la même teneur q ce q'elle a l'art. 2. il n'eſt pas fait expreſſement menti du droit perçu par la nobleſſe ſur ſes terres.

Art. IV. Unerachtet dieſer ſtipulirten auf das Ver- 1817
mögen ſich beziehenden Freyzügigkeit verbleiben zwar die perſönlichen Verpflichtungen des Auswandernden, und insbeſondere die Verpflichtungen zum Militärdienſte, ſo weit ſie in beiderſeitigen Landen geſetzlich beſtehen, und künftig annoch beſtimmt werden möchten, bey Kräften; es ſoll dabey jedoch die in dem 5ten Artikel des Wiener Tractates vom 18ten May 1815 den beiderſeitigen Unterthanen zugeſicherte Auswanderungsfreyheit nicht beſchränkt werden.

Art. V. Von der gegenwärtigen Uebereinkunft bleiben ausgeſchloſſen, die nicht zum alleinigen Nachtheile derjenigen, welche Vermögen oder Erbſchaften aus dem Lande ausführen, ſondern überhaupt und gemein auf jedes Vermögen oder jede Erbſchaft im Lande zu milden Zwecken oder ſonſt in beiderſeitigen Staaten beſtehenden oder noch einzuführenden Abgaben und Taxen.

Art. VI. Gegenwärtige, im Namen Sr. Maj. des Königs von Preuſsen und Sr. Maj. des Königs von Frankreich zweymal gleichlautend ausgefertigte und von beyden reſp. Miniſterien unterzeichnete Erklärung ſoll, nach erfolgter gegenſeitiger Auswechſelung, Kraft und Gültigkeit in den geſammten beiderſeitigen Landen haben und öffentlich bekannt gemacht werden.

So geſchehen Berlin, den 17. May 1817.

Der Staatskanzler,
C. *Fürſt v.* Hardenberg.

15.

Declaration au ſujet de la convention entre la Pruſſe et la France 1817. 15 Sept.

Höchſte Declaration vom 15. *Sept.* 1817, *betreffend die Freyzügigkeits-Uebereinkunft zwiſchen Preuſsen und Frankreich.*

(*Geſetzſ. f. d. K. Pr. Staaten* 1817. p. 297. [Nr. 445.])

daß in Frankreich kein Abfahrtsgeld von dem Vermögen der auswandernden Unterthanen erhoben wird,

1817 und das franzöſiſche Gouvernement neuerdings er
hat, daſs es die Ausübung des Abſchoſsrechts g
Preuſsiſche Unterthanen nicht zulaſſen würde, in
es die frühere Abſchoſs-Uebereinkunft vom J
18 *) als anwendbar auf den jetzigen dieſſei
Länderbeſtand anſehe; ſo will Ich, daſs die Recip
tät genau beobachtet, und in Meinen ſämmtli
Staaten weder Abſchoſs noch Abfahrtsgeld g
Frankreich genommen werde. Ich überlaſſe I
die weitere diesfällige Verfügung.

Münſter, den 15. September 1817.

FRIEDRICH WILHELM.

An
den Staatskanzler Herrn Fürſten
von Hardenberg.

16.

3 Juin. ***Déclaration entre la Pruſſe et le Roi des Pays-***
1817.

Déclaration à cauſe de l'abolition réciproque du d
de détraction et de l'impôt d'émigration entre le G
vernement Pruſſien et celui des Pays-bas.
Du 3 Juin 1817.

(*Geſetzſ. f. d. K. Pr. Staaten.* 1817. Nr. 14

Quoique l'abolition réciproque du droit de de
tion (gabella hereditaria) et de l'impôt d'emigr
(cenſus emigrationis) exiſte depuis long-tems
la Pruſſe et la Hollande, le Gouvernement Pru
et celui des Pays-Bas ont réſolu de conclure touc
cet objet une convention formelle, avec extenſio
les Pays reſpectifs, nouvellement acquis, et déc
par les préſentes ce qui ſuit:

*) v. Décl. du 6 Août et 2 Déc. 1811. Suppl. T. V.

ART. I. Il ne doit être levé lors de l'exportation 1817
biens, argens ou effets quelconques hors des Etats
dans les Etats de S. M. le Roi des Pays-bas,
hors de ces derniers dans les Etats Prussiens, soit
cette exportation provienne d'émigration, de suc-
cession, legs, dot, donation ou d'autres titres quel-
conques, aucun droit de détraction (gabella hereditaria)
impôt d'émigration (census emigrationis) de manière
les personnes intéressées à ces translations de biens
ne seront assujetties à d'autres impositions ou taxes,
particulières, qui soit à raison de droit de succession, de
vente ou mutation de propriété quelconque seront ac-
quittées par le habitans de la Prusse ou des Pays-bas
dances, d'après les lois, règlemens et ordonnances
existans ou à émaner dans la suite.

ART. II. Cette exécution s'etend non seulement
sur les droits de détraction et l'impôt d'émigration sus-
mentionnés, à verser dans les caisses du Souverain;
mais aussi sur ceux à verser dans les caisses des villes,
comp, communes, abbayes, couvens, fondations
pieuses, jurisdictions patrimoniales et corporations.
Les propriétaires de terres seigneuriales dans les deux
Etats respectifs sont en conséquence soumis, ainsi que
tous les autres particuliers dans les dits Etats à la
présente convention, et ne peuvent exiger ni lever
aucuns droits susmentionnés sur les biens, argens, ou
effets quelconques à exporter des Etats respectifs.

ART. III. L'exécution des droits susdits, dont il
est parlé aux articles I et II. a trait aux bien, argens et
effets quelconques, mais les lois respectives émanées
dans les Etats de S. M. le Roi de Prusse, et dans ceux
de S. M. le Roi des Pays-bas, touchant la personne
de l'individu émigrant, ses devoirs personels, sa suje-
tion au service militaire, lois par les lesquelles il est
permis à tout sujet, qui souhaite d'émigrer d'en de-
mander la permission à son Souverain, suivant l'ordre
établi, seront maintenus en pleine vigueur, non ob-
stant la présente Convention.

A l'égard du service militaire et des autres devoirs
personels de l'émigrant, aucun des deux Gouverne-
ments n'est restreint par la présente Convention dans
le maintien de l'exercice de ses lois et ordonnances,
ou dans sa future législation sur ces objets.

ART.

1817 ART. IV. La préſente Déclaration, expédiée double et de même teneur, ſignée par les Mini reſpectifs, au nom de S. M. le Roi de Pruſſe et S. M. le Roi des Pays-bas ſera échangée mutuelle et il ſera enjoint aux autorités reſpectives dans deux Etats de s'y conformer et de veiller à l'ex tion de cette Convention.

Fait à Berlin, le 3 Juin 1817.

(L. S.) *Le Prince* DE HARDENBERG

10.

1811 9 Sept. *Convention entre S. A. R. le Grand-Duc Heſſe et S. A. R. le Grand-Duc de Mecklbourg-Schwerin ſur la ceſſion d'une rente ſtituée ſur l'Octroi du Rhin; ſignée à Gie le 9 Sept.* 1811.

(D'après une copie tirée des archives.)

Da Seine Herzogliche Durchlaucht zu Mecklen Schwerin den Wunſch zu erkennen gegeben haben, Ihnen durch den §. 9. des Reichs-Deputationsha ſchluſſes vom Jahr 1803 zuſtehende Octroi-Rente verkaufen, und hierzu von Höchſtdenſelben Ihr L tions-Rath und accreditirter Geſchäftsträger am G herzoglich Frankfurtiſchen Hofe Chriſtian Got Gumpelzhaimer mit Vollmacht verſehen worden Seine Königliche Hoheit der Großherzog von He ſich hierauf zum Ankaufe dieſer Rente bereit er und hierwegen Ihren Geheimen Rath und Hofkam Director Heinrich Freyherrn von Münch zu Bel hauſen zum Bevollmächtigten ernannt haben, ſo beide Bevollmächtigte nach vorhergegangener wechslung ihrer Vollmachten über nachſtehende K contracts-Puncte übereingekommen.

Ceſſion de la rente. ART. I. Seine Herzogl. Durchlaucht zu Mecklburg-Schwerin cediren Seiner Königl. Hoheit,

H

Herrn Grosherzog von Hessen auf die vollkommenste 1811
und rechtsbeständigste Weise die Ihnen durch den §. 9.
des Reichs-Deputations-Hauptschlusses vom Jahre 1803
zustehende Octroi- und späterhin in Kraft des Pariser
Staatsvertrags vom 19. Febr. 1810 wegen Errichtung
des Grosherzogthums Frankfurt Art. 6. auf die Domai-
nen von Hanau und Fuld überwiesene Rente, von jähr-
lichen 10,000 Fl. im 24 Fl. Fuse, sammt den davon seit
1803 zu fordern habenden Rückständen, welche am
15ten Decbr. d. J. als dem jedesmaligen gesetzmäsigen
Zahlungstermin dieser Rente, 80,000 Fl. ausmachen.
Seine Herzogliche Durchlaucht übertragen und geben
dadurch Seiner Königlichen Hoheit feyerlichst alle Ihre
Rechte und Ansprüche auf diese Rente und deren Rück-
stände, so wie auf die Ihnen dafür constituirte Special-
hypothek, damit Seine Königl. Hoheit dieselbe als Ihr
Eigenthum erheben, geniesen und nach Gefallen ge-
brauchen, auch sich in so weit es vonnöthen, an die
dafür constituirte Hypothek halten mögen und werden
diese förmliche Cessions-Urkunde hierwegen Seiner
Königl. Hoheit sogleich nach ausgewechselten Ratifi-
cationen zustellen lassen.

Art. II. Da Seine Königl. Hoheit der Grosherzog von Frankfurt sich unterm 12. April 1811 gegen Seine Herzogliche Durchlaucht zu Mecklenburg-Schwerin erkläret haben, eine Cession dieser Rente auf einen andern Inhaber anzuerkennen, so werden nur gedachte Seine Herzogl. Durchlaucht von dieser geschehenen Erklärung dem Frankfurter Hofe sogleich nach ausgewechselten Ratificationen die ministerielle Eröffnung machen lassen, damit in Zukunft Se. Königl Hoheit der Grosherzog von Hessen von demselben als nunmehriger Eigenthümer dieser Rente betrachtet und angesehen werde, und die hierwegen zu leistenden Zahlungen nur an Seine Königl. Hoheit geschehen. Seine Herzogl. Durchlaucht werden bey dieser Anzeige zugleich die schon von Sr. Königl. Hoheit, dem Herrn Grosherzog von Frankfurt in Gemäsheit Ihrer Erklärung vom 1sten Decbr. v. J. erhaltenen drey monatlichen Vorschüsse, d. i. $\frac{3}{24}$tel der halben Rente, oder 3750 Fl. zurückbezahlen lassen.

Notification au G. D de Francfort.

Art. III. Seine Königl. Hoheit der Grosherzog von Hessen übernehmen diese Rente und deren Rückstände,

Prix de la rente.

1811 ſtände, ſo wie die Anſprüche auf die dafür conſtitu Hypothek nunmehr, als Ihr Eigenthum und verpf ten ſich dagegen Seiner Herzogl. Durchlaucht zu M lenburg-Schwerin

a) für die Rente, die Summe von Einmalhun ſechs und ſechzig Tauſend ſechshundert ſechs ſechzig Gulden und vierzig Kreuzer im 24 Fl. Fuſs baarem Gelde auf folgende Weiſe zu bezahlen.

Dieſe Summe wird in den nächſten acht auf ei der folgenden Jahren, jedes Jahr mit $\frac{1}{8}$tel an Se. zogliche Durchlaucht zu Mecklenburg-Schwerin zahlet, und zugleich im erſten Jahre ganz, und in folgenden, ſo viel ſtets davon noch übrig iſt, mit ſ vom Hundert in gleich baarer klingender Münze zinſet. Hiernach werden in den acht Jahren alljäh 208$\frac{1}{3}$ Fl. 20 Kr. am Capital und die Zinſen jede auf folgende Weiſe und zu gleicher Zeit bezahle

a) im erſten Jahre	10000 Fl.	
b) im zweyten —	8750 —	
c) im dritten —	7500 —	
d) im vierten —	6250 —	
e) im fünften —	5000 —	
f) im ſechsten —	3750 —	
g) im ſiebenten —	2500 —	
h) im achten —	1250 —	

Anticipation. Art. IV. Es wird ſich jedoch Groſsherzoglich H ſiſcher Seits vorbehalten, obige Capital Rückzahlun auch früher, und allenfalls halbjährig, zu leiſten, alsdann immer noch ſo viel, als noch rückſtehet, der nächſten Zahlung verzinſet wird.

Hypothèque. Art. V. Zur Sicherheit für den im III. Artikel pulirten Kauffchilling werden Se. Herzogl. Durchla zu Mecklenburg-Schwerin zweyhundert vierzig St Groſsherzogl. Heſſiſcher, jede zu 1000 Fl. lauten bey Banquier Rothſchild in Frankfurt a. M. im J 1800 negocirter, mit 4$\frac{1}{2}$ vom Hundert verzinsli Obligationen, ſammt Coupons deponirt und davon jedesmaliger Rückzahlung eines ganzen Zieles Achtels der Capitals-Summe, dreyſsig Stück retra

Lieu de payement. Art. VI. Alle dieſe Zahlungen und Rückgaben Obligationen geſchehen zu Frankfurt a. M. durch an die Groſsherzogl. Acquiſitions-Caſſe, welche ein allemal auf die beſtimmten Ziele dazu angewieſen w

A

ART. VII. Der erſte Zahlungs-Termin, nach dem ſich alle übrigen richten, iſt Ein Jahr nach ausgewechſelten Ratificationen dieſes Vertrags und geſchiehet an den, oder die, welche Se. Herzogl. Durchlaucht von Mecklenburg-Schwerin dazu bevollmächtigen werden. 1811 La date.

ART. VIII. Sollten wider Verhoffen auſſerordentliche Umſtände eintreten, die es Sr. Königl. Hoheit dem Groſsherzoge durchaus unmöglich machten, einen oder den andern Zahlungs-Termin einzuhalten, und darüber nicht eine anderweite Vereinbarung zu Stande kommen, ſo ſoll Sr. Herzogl. Durchlaucht zu Mecklenburg-Schwerin, drey Monate nach ſolchen erſchienenen Zahlungs-Terminen das Recht zuſtehen, ſich an die deponirten Obligationen ſo viel dazu nach dem jedesmaligen Cours erforderlich iſt, zu halten und ſich dadurch zu rembourſiren, ohne auf irgend eine Weiſe dafür in Anſprache genommen werden zu können, ſo wie überhaupt Seine Königl. Hoheit den Herrn Herzog jederzeit für die ſtipulirte Summe ſchadlos zu halten verſprechen. Cas de retard.

ART. IX. Was nun *b*, die gleichfalls in dieſer Abtretung mitbegriffenen Rückſtände dieſer Rente ad 80000 Fl. betrifft, ſo machen Se. Königl. Hoheit der Groſsherzog von Heſſen, ſich anheiſchig für dieſelben gleich, nach erfolgten Ratifications-Auswechſelungen, die Summe von zwanzigtauſend Gulden und zwar 10000 Fl. ſogleich baar und 10000 Fl. in einer in zwey Monaten nachher zahlbaren Anweiſung auf ein Frankfurter Wechſelhaus, an Se. Herzogl. Durchlaucht zu Mecklenburg-Schwerin ausbezahlen zu laſſen. Arriérés.

ART. X. Die Ratificationen dieſes Vertrags ſollen längſtens binnen drey Monaten und wo möglich noch früher in Gieſsen oder an einem andern, von den beiderſeitigen Bevollmächtigten noch zu beſtimmenden Orte, ausgewechſelt werden. Ratifications.

ART. XI. Gleich bey erfolgter Auswechſelung der Ratificationen werden Groſsherzogl. Heſſiſcher Seits dem Herzoglichen Legations-Rath Gumpelzhaimer die Art. V. ſtipulirte 240 Stück Obligationen und die Art. IX. erwähnten 20000 Fl. übergeben, und Exécution.

ART.

1811 Item. ART. XII. Herzogl. Mecklenburgiſcher Seits Art. I. berührte Ceſſions-Urkunde ausgehändiget werd So geſchehen Gieſsen, den 9ten Sept. 1811.

HEINR. *Freyherr v.* MÜNCH *zu Bellinghauſen, Groſsherzogl. Heſſiſcher Geheimer Rath u Hof Cammer-Director der Provinz Heſſen als Groſsherzogl. Heſſiſcher Bevollmächtigter.* (L. S.)

CHRISTIAN GOTTL GUMPELZHAIMER *Herzoglich Mecklenbu Schwerinſcher Legatio Rath u. an dem Hofe Groſsherzogs v. Fra accreditirter Geſchä träger als Bevollmäch ter.* (L. S.)

II.

19 Nov. *Convention entre l'Autriche et la Saxe, l'adminiſtration excluſive des ſalines de W liczka, ſignée à Vienne le* 19 *Nov.* 1811.

(D'après l'imprimé de Vienne de l'Imprimerie d'éta

Seine Majeſtät der Kaiſer von Oeſterreich haben r Seiner Majeſtät dem Könige von Sachſen, Herzog v Warſchau, in Betreff der Alleinverwaltung der Sa nen von Wieliczka nachfolgenden Staatsvertrag geſchloſſen:

Adminiſtrat. technique. ART. I. Seine Majeſtät der Kaiſer von Oeſterrei König von Ungarn und Böhmen, übernehmen in Fol beiderſeitigen Einverſtändniſſes, die techniſch-öco miſche Alleinverwaltung des gemeinſchaftlichen Sa werks zu Wieliczka, unter nachſtehenden Bedingu gen, auf acht auf einander folgende Jahre, nämlic vom erſten Februar eintauſend achthundert und zwe bis letzten Januar eintauſend achthundert und zwanz

Minimum annuel. ART. II. Allerhöchſtgedacht Seine Kaiſerliche M jeſtät machen Sich für die Dauerzeit dieſer Alleinv waltung verbindlich, Seiner Majeſtät dem Könige v Sachſen für das Herzogthum Warſchau auf die Ihn gebührende Hälfte der Steinſalz-Erzeugung von W licz

habe ein jährliches Minimum von viermal hundert 1811
fünfzigtauſend Centner Wiener Gewicht, und zwar:
vom erſten November eintauſend achthundert und
zwölf angefangen, auf jedes der darauf folgenden Jahre,
bis erſten April zweymal hunderttauſend Centner, bis
den vier und zwanzigſten Junius einmal hundert fünf
und zwanzigtauſend Centner, und bis vier und zwan-
zigſten October einmal hundert fünf und zwanzigtau-
ſend Centner; auf die erſten drey Vierteljahre des ge-
genwärtigen Vertrags aber, das iſt: vom erſten Februar
bis Ende October eintauſend achthundert und zwölf,
die erſte Rate bis funfzehnten April mit achtzigtau-
ſend Centner, die zweyte Rate bis vier und zwanzig-
ſten Junius einmal hundert fünf und zwanzigtauſend
Centner, und die dritte Rate bis vier und zwanzig-
ſten October mit einmal hundert fünf und zwanzig-
tauſend Centner, ſo wie endlich im letzten Jahre des
Vertrags auf die Rate vom erſten November eintauſend
achthundert und neunzehn, bis letzten Januar eintau-
ſend achthundert und zwanzig mit einmalhundert
zwanzigtauſend Centner, abzugeben.

Dafern die Erzeugung in einem Jahre nicht bis
auf neunmal hundert tauſend Centner ausfallen ſollte,
ſo kann zwar der zur Ergänzung der obigen Quanti-
tät mangelnde Betrag, jedoch nur bis auf die Summe
von zwanzigtauſend Centner, mit Samborer Sudſalz,
gegen Bezahlung in dem Preis, welcher durch den
nachfolgenden Artikel XVII. feſtgeſetzt wird, ergänzt.
Auf keinen Fall aber an Wieliczker Steinſalz weniger
als viermal hundert dreyſsigtauſend Centner, nach
dem Verhältniſs der oben ſtipulirten Raten, jährlich
abgegeben werden, und wenn zur Ergänzung dieſer
Summe Seine Majeſtät der Kaiſer von Oeſterreich einen
Theil der Ihnen gebührenden Hälfte der Erzeugung
beyſchuſsweiſe zu verwenden genöthiget würden; ſo
wird Sie berechtiget, Sich für die vorgeſchoſſene Quan-
tität von der nächſtfolgenden Salz-Ausförderung (je-
doch unbeſchadet der für das Herzogthum Warſchau
ſtipulirten Raten) in Natura und nach dem Inhalte des
bey den dieſsfälligen commiſſariſchen Verhandlungen
zu Wien aufgenommenen X. Protokolls § 4. zu ent-
ſchädigen.

Das Steinſalz-Minimum ſoll zur einen Hälfte in
Fäſſern gepackt, und zur anderen theils in Balvanen,
theils

1811 theils in Formalſteinen, in Anſehung der Gattun aber das Ganze, nach dem Verhältniſs der Erzeug und einer beiderſeitigen gleichen Theilung in Szybi und Grünſalz beſtehen.

Uebrigens werden Seine Majeſtät der Kaiſer Oeſterreich die zweckdienlichen Mittel anwenden ſen, damit die Steinſalz-Erzeugung ſo hoch als m lich ausfalle.

In Hinſicht auf die Uebergabe und Abfuhr des das Herzogthum Warſchau fallenden Salzantheils, ben ſich der Königlich-Sächſiſche Salinen-Comm und der Kaiſerl. Oeſterreichiſche Niederlags-Inſpe im ununterbrochenen Einverſtändniſſe zu erhalten; dem Falle jedoch, daſs d[illegible] Herzogthum Warſchau ſtipulirte Salzquantum in den beſtimmten Term nicht abnehmen und verführen laſſen ſollte, ungeac daſſelbe auf den Werksniederlagen zur Abgabe vc thig iſt, ſoll dieſer Verzug der Kaiſerlich-Oeſterre ſchen Alleinverwaltung nicht zur Laſt fallen.

Exploitation à la fin de l'année.

ART. III. Am Schluſſe jedes Rechnungsjah welches mit erſten November anfängt, und letzten October ſich endet, im Jahre eintauſend a hundert und zwanzig aber mit Ende Januar, wer die ſämmtlichen in der Grube vorhandenen com zialmäſsigen Steinſalz-Vorräthe zu Tage gefördert, der nach der Berichtigung der dritten und letzten ferungs-Rate an das Herzogthum Warſchau, wie a der rückſtändigen Oeſterreichiſchen Forderung we des etwa geleiſteten Vorſchuſſes ſich ergebende Ue ſchuſs, zu gleichen Hälften, zwiſchen beiden ho contrahirenden Mächten, definitive getheilt.

Zu dieſer Ausförderung ſoll am vier und zwanzig October jedes Jahrs geſchritten, und die neue Er gung bis zum Jahre eintauſend achthundert und ne zehn einſchlüſſig, vom fünf und zwanzigſten Oct angefangen, für das nächſt folgende Jahr verrech werden; im letzten Jahre des gegenwärtigen Ver aber, nämlich: eintauſend achthundert und zwan ſoll die Ausförderung und der vollſtändige Abſch mit Ende Januar geſchehen.

Der von einem Abgangs Termin zum andern der ununterbrochen fortlaufenden Salzförderung

e

ergebende Ueberſchuſs wird zwar ebenfalls zur Hälfte getheilt, jedoch als eine à Conto-Abgabe für die nächſt folgende Termins-Rate angenommen. 1811

Am vier und zwanzigſten October jedes Jahrs und reſpective mit Ende Januar eintauſend achthundert und zwanzig ſollen auch die obertägigen Salzniederlagen gehörig liquidirt, und der als Lager Schwindung, oder wegen des Kehr- und Fuſsſalzes ausfallende Abgang mit einem gleichen aus der Grube zu befördernden Betrag ſogleich erſetzt, das Kehr- und Fuſsſalz aber entweder zur Benutzung an das Sudwerk abgegeben, oder wieder in die Grube verſenkt werden.

Art. IV. Seine Majeſtät der Kaiſer von Oeſterreich verpflichten Sich zur Benutzung aus den Wieliczker Gruben, im gemeinſchaftlichen Gebiethe von Wieliczka, ein Salz-Sudwerk auf gemeinſchaftliche Koſten herſtellen, und dieſen Bau dermaſsen befördern zu laſſen, daſs die Verſiedung noch im Jahre eintauſend achthundert und dreyzehn anfangen könne. Saunerie.

Ueber dieſen Bau ſoll eine beſondere Caſſe und Rechnung geführt werden, und die dieſsfällige beiderſeitige Geldeinlage vom erſten Januar eintauſend achthundert und zwölf angefangen, nach dem Uebereinkommen des XXVIII. gemeinſchaftlichen Commiſſions-Protocolls geſchehen.

Seine Majeſtät der Kaiſer von Oeſterreich überlaſſen die auf Ihren Antheil ausfallende Hälfte dieſes Salzes nebſt dem Pfannenkern an Seine Majeſtät den König von Sachſen für das Herzogthum Warſchau, gegen jedesmalige baare Bezahlung deſſelben nach dem Preiſe, welcher durch den XVII. Artikel für das genannte Samborer Sudſalz feſtgeſetzt werden wird.

Seine Majeſtät der König von Sachſen verbinden Sich dagegen, die zu dem Betrieb dieſes Salz Sudwerks nothwendigen Steinkohlen in der erforderlichen Qualität und Menge, den Jaworzner Kohlen-Kohlen gegen Bezahlung von vier pohlniſchen Gulden Warſchauer Währung, ingleichen auf den Fall, daſs das Sudſalz von Seiten des Herzogthums Warſchau in Fäſſern abgenommen werden ſollte, das ganze Fäſſer-Materiale aus dem Herzogthum Warſchau zu dem Salz-Sudwerk zu Wieliczka herbeiliefern zu laſſen.

Für

1811 Für dieſe Sud-Salzfäſſer, welche im Gewicht hundert und vierzig Wiener Pfund in ſich fa ſoll jedoch aus der gemeinſchaftlichen Caſſe n mehr als zwei Drittel desjenigen Betrags vergütet den, als auf welchen eine ganze Steinſalz-Tonne fünfhundert ſechszig Pfund Salz zu ſtehen kom und aus der gemeinſchaftlichen Caſſe wirklich gütet wird.

Praix de procréation etc. ART. V. Seine Majeſtät der König von Sac verpflichten Sich die Procreations- oder Betrie Unterhaltungs- und General-Koſten der Wielic Salinen nach den ſämmtlichen Ausgabs-Rubriken, ſie in den jetzigen Quartals-Extracten aufgeführt den, ſo wie auch die Sudſalz-Erzeugungs- und anderen Auslagen, welche nach dem gemeinſch chen Einverſtändniſſe aus der Salinen-Verlagscaſſe gewieſen werden, zur Hälfte zu tragen.

Die beiderſeitige Geldeinlage in dieſe gemeinſch liche Caſſe wird bey dem Anfange der Alleinver tung für das Jahr eintauſend achthundert und z bis Ende October, nach einem von dem Ueberg und reſpective Uebernahms-Commiſſären zu entw fenden Präliminar-Syſtem, mit einem ausfallen Betrage auf zwei Monate, und nach Verlauf des ſten Monats und ſo weiter, jedesmal mit einem monatlichen Betrage vorſchusweiſe von beiden hol Mächten, in gleichen Antheilen geleiſtet; die Betr der monatlichen Einlagen in der Folge aber, wer von einer im Anfange des Monats December je Jahrs nach Wieliczka zu delegirenden gemeinſch lichen Reviſions-Commiſſion beſtimmt.

Nach dieſer Beſtimmung ſoll die Einlage mit er des darauf folgenden Monats Januar von beiden T len berichtiget, bis dahin aber, nämlich: bis E December, die Zahlung nach der beſtehenden a Repartition geleiſtet, und wenn während dem Ja aufſerordentliche neue Auslagen von Dringlich vorkommen, zu welchen die currenten Ratenzah gen nicht hinreichen, ſo ſoll in ſolchen ſpeciellen len von Seiten der Salinen-Adminiſtration, und Königlich Sächſiſchen Commiſſären bey ihren reſp ven Behörden ohne Verzug die nöthige Einleitung troffen werden, damit die erforderlichen neuen aul ordentlichen Zuſchüſſe angewieſen werden.

Die Einlage geschieht in österreichischen Banco- 1811
zetteln und Kupfermünze, und sobald diese ausser Cours kommen, in österreichischen Einlösungsscheinen und Scheidemünze.

Auf den Fall, dass Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich für das Herzogthum Warschau auf die monatlich repartirten Verlagsbeyträge zur gemeinschaftlichen Casse Vorschüsse leisten sollten, machen Seine Majestät der König von Sachsen Sich verbindlich, für diese vorgeschossenen Beträge, sobald sie eine volle monatliche Einlage ausmachen, eine auf ihren Werth kommende Salz Quantität, den Centner zu vierzehn polnischen Gulden gerechnet, in Wieliczka zurück zu lassen, den geleisteten Vorschuss mit sechs vom Hundert zu verzinsen, und sobald diese rückständigen Gelder den Betrag einer dreimonatlichen Einlage erreichen, die auf diesen Betrag zurückgelassene Salzquantität, oder in so fern diese zur Berichtigung der österreichischen Forderung nicht hinreichend seyn sollte; auch eine angemessene grösere Quantität, von der currenten Erzeugung von Ihrem Salinen Comptoir, und dem Kaiserlich Oesterreichischen Salzverschleiss Director zu Wieliczka an die Meistbiethenden verkaufen, und mit der Kaufssumme die Forderung Seiner Majestät des Kaisers von Oesterreich berichtigen zu lassen.

Art. VI. Die Kaiserlich Oesterreichische Admini- Futaille bois.
stration wird befugt, zur Herbeischaffung des zum eigenen Bedarf nöthigen Fässer-Materials und Bauholzes aus der Salinencasse, von Zeit zu Zeit, die dem Bedürfniss angemessenen Geldvorschüsse zu leisten, darüber zu Ende des Jahres ordentliche Rechnung abzulegen, und nach vorgegangener buchhalterischer Prüfung derselben von der Administration die Verausgabung und Rechnungsrichtigkeit einzuleiten seyn wird.

Seine Majestät der König von Sachsen behalten Sich vor, dass sowohl das Fässer-Materiale, als das Bau- und Schnittholz, welches aus den Kaiserlich-Oesterreichischen Cameralforsten an die Salinen zu Wieliczka abgegeben wird, in Ansehung der Wald oder Stammtaxe nicht höher, als nach den festgesetzten allgemeinen Tarifspreisen, angerechnet werde.

Art.

1811 Dénomination de l'administration.

ART. VII. Die Administration, welcher von ner Majestät dem Kaiser von Oesterreich die Obe tung der gemeinschaftlichen Salzwerke zu Wielic anvertraut wird, führt während der Alleinverwalt den Titel: "Kaiserlich Königlich Oesterreichische ministration des Kaiserlich-Königlich-Oesterrei schen und Königlich-Sächsischen gemeinschaftlic Salzwerks zu Wieliczka," und wird von Seiner jestät dem Kaiser von Oesterreich nach demjen Dienst- und Besoldungs-Status ernannt und verpfl tet, über welchen man vermöge des XI. Commiss Protocolls bereits unterm 30. März laufenden J. gemeinschaftlich übereingekommen ist.

Gages.

ART. VIII. Die Löhne der Salinen-Arbeiter den von der Salinen-Administration nach den Zeit zu Zeit stattfindenden Verhältnissen, und mit Re sicht auf die, nach Inhalt des XV. Commissions-P tocolls von 14. Mai dieses Jahres getroffene gem schaftliche Uebereinkunft regulirt.

Emploi de militaires.

ART. IX. Bei dem Mangel hinreichender ger ner Salinen-Arbeiter, soll Seiner Majestät dem Ka von Oesterreich frey stehen, die zum schwunghafte Betrieb der Salzwerke erforderliche Mannschaft Militär zu ersetzen, und zu dem Ende während Alleinverwaltung, und so lange jener Mangel nicht setzt worden ist, einige hundert Mann unter der dingung nach Wieliczka zu ziehen, und daselbst gemeinschaftliche Kosten unterzubringen, dass der meine Mann unbewaffnet sey, und nur so viel Un und Oberofficiere beygegeben werden, als zur Er tung der Disciplin dieser Mannschaft nothwendig

Diesen Officieren soll jedoch weder auf die öff lichen Civil- noch militärischen Anstalten ein Ein gestattet seyn, sondern nur die Aufsicht auf die ih untergeordnete Mannschaft, nach militärischem brauch, jedoch dermasen zustehen, dass ein sol militärischer Bergarbeiter nach Maass seines Ver chens ohne Einmengung der Local-Militär-Garni oder Civiljurisdiction, an das Regiment zur orde chen Abtheilung geschickt werden kann.

Seine Majestät der König von Sachsen verpflic Sich zu verfügen, dass die Deserteurs von dieser Bergarbeit zu Wieliczka commandirten Militärm

sc

[illegible] jedes Mal sogleich ausgeliefert werden. Die 1811
[illegible] zu beobachtenden Modalitäten sollen durch ge-
[illegible]schaftliches Einvernehmen näher bestimmt werden.

Uebrigens vereinigen Sich die beiderseitigen höch-
[illegible] contrahirenden Theile dahin, dass weder die bey
[illegible] Wieliczker Salinen sich schon jetzt befindenden
[illegible]beiter, sowohl aus den K. K. Oesterreichischen Staa-
[illegible], als auch aus dem Herzogthume Warschau zurück-
[illegible], noch jene, die in der Folge dazu übertreten
[illegible], daran gehindert werden. Jedoch sollen aus
[illegible]seitigen Staaten keine andere Arbeiter neu ange-
[illegible] werden, als solche, die mit einem Passe
[illegible]sehen sind.

Art. X. Von Seiner Majestät dem Könige von Commissaire Saxon.
[illegible]sen wird der Kaiserlich Oesterreichischen Salinen
[illegible]ministration zu Wieliczka ein Commissär gesetzt,
[illegible] der Befugniss, allen Sitzungen, ämtlichen Deli-
[illegible]tionen, Verhandlungen und Grubenbefahrungen
[illegible]wohnen, von Allem unbeschränkte Einsicht zu
[illegible], die Quartalsrechnungs-Extracte, den Jahres-
[illegible]ungs-Hauptabschluss, welche mit den für die
[illegible]erlich-Oesterreichische Regierung ausgefertigten
[illegible] seyn müssen, zu empfangen, Auskünfte zu for-
[illegible], und ohne dass ihm jedoch eine einseitige An-
[illegible]ung zusteht, und ohne den Fortgang des Werk-
[illegible]ebes, welcher der Administration allein gebühret,
[illegible]ndern, Mängel und Gebrechen zu rügen, und
[illegible] Verbesserungen mündlich oder schriftlich bey der
[illegible]-Administration Vortrag und Vorstellung zu
[illegible].

[illegible]rigens soll die besondere Zustimmung dieses
[illegible]-Sächsischen Commissärs nur zu neuen ge-
[illegible]tig nicht existirenden Tagschachtbauen einge-
[illegible] werden.

[illegible] Commissär hat seinen Sitz in der Admini-
[illegible] nach dem Vorsteher derselben, wohnt im
[illegible], wird aber von Seite des Herzogthums War-
[illegible] besoldet.

Auch steht ihm frey, zu seinem Gebrauche und
[illegible] Kosten des Herzogthums Warschau, so viel Aus-
[illegible]beamte zu halten, als zu seinem Wirkungskreis
[illegible]derlich seyn werden; letztere sollen sich jedoch

1811 auf keine Weiſe in die Kaiſerlich-Oeſterreichiſ
ämtlichen Dispoſitionen einmengen.

Obſervations. ART. XI. Die von dem Königlich-Sächſ
Commiſſär bey der Kaiſerlich Oeſterreichiſchen A
verwaltung gemachten Erinnerungen und Vorſt
gen, ſind von der Salinen-Adminiſtration jedes
in gemeinſchaftliche Ueberlegung zu nehmen,
entweder entſprechende Remedur zu treffen,
hierüber Bericht an ihre höhere Behörde zu erſt
welche dieſe Vorſchläge, wenn ſie für nützlich
annehmbar befunden werden, zur Ausführun
gen zu laſſen, oder die dagegen obwaltenden
bekannt zu machen hat.

Sollten die letzteren Seiner Majeſtät dem
von Sachſen nicht zur Beruhigung gereichen,
len auf Verlangen Höchſtgedacht Seiner Majeſt
beiden hohen Souverainen ſachverſtändige Comm
nach Wieliczka delegirt werden, welche die ſtr
Puncte näher unterſuchen, würdigen, und ent
einen gemeinſchaftlichen Beſchluſs zur Ausfü
faſſen, oder mit gemeinſchaftlichem Berichte ih
ſchiedenen Meinungen der endlichen Entſchli
der beiden höchſten Höfe unterziehen.

Im erſteren Falle ſoll die Ausführung nach
gabe der Vollmachten durch den Kaiſerlich Oeſt
chiſchen Commiſſär an Ort und Stelle ſogleich
geordnet werden.

Controlle. ART. XII. Seine Majeſtät der König von Sa
beſtellen und verpflichten zur Controlle der Sal
rung bey jeder Schachtniederlage einen zweyten
walter, welcher zwar aus der gemeinſchaftlichen
beſoldet wird, jedoch dem Königlich Sächſiſchen
miſſär untergeordnet und verantwortlich iſt.

Uebrigens ſoll die Controlle auf die in d
Protocoll der commiſſäriſchen Verhandlungen
März ... §. 4. lit. d. ausführlich vorgeſchrieben
Statt finden.

Commiſſion de revi ſion. ART. XIII. Nach Verlauf eines jeden Rech
jahres wird im Monat December von beiden h
Souverainen eine zuſammengeſetzte gemeinſchaft
Reviſions-Commiſſion nach Wieliczka delegirt,
che in Gemäſsheit des IX. gemeinſchaftlichen C
miſſ

…ons-Protocolls vom 23. Februar 1811 ad §§. 15 1811
…16 das geſammte gemeinſchaftliche Rechnungs-
…Caſſeweſen der Salinen, nebſt den Inventarien,
…das verfloſſene Jahr zu revidiren, und nach buch-
…leriſcher Ordnung zu erledigen, den Zuſtand des
…rks, das Präliminarſyſtem der Salzerzeugung, und
…Verbeſſerungs-Vorſchläge der Salinen-Adminiſtra-
…für das künftige Jahr zu prüfen, und über alle
…genſtände ihrer Verhandlungen einen gemeinſchaft-
…en Bericht mit ihrem Gutachten an ihre höchſten
…chtgeber einzuſenden hat, worauf ſich dieſe
…gen Falls in gegenſeitiges Einvernehmen ſetzen,
…gemeinſchaftliche Entſchlieſsung faſſen werden.

Für die verfloſſene Zeit der gemeinſchaftlichen Ver-
…ung, bis zum Eintritt der Kaiſerlich Oeſterreichi-
…Alleinverwaltung, werden obige Geſchäfte durch
…Commiſſäre verrichtet, welche zur Uebergabe und
…ktive Uebernahme nach Wieliczka abgeordnet
…en.

…rt. XIV. Seine Majeſtät der König von Sachſen Inſpec-
…en Sich vor, die Wieliczker Werke, ſo oft es tion.
…gefällig ſeyn wird, und auf Ihre Koſten, auſſer-
…noch durch beſondere abgeſendete Commiſſäre
…ren, und von dem Zuſtande des Werks Einſicht
…en zu laſſen.

Dieſen Commiſſären ſoll die Salinen-Adminiſtra-
…die erforderlichen Auskünfte ertheilen.

…rt. XV. Zu der Stelle des gemeinſchaftlich auf- Gouver-
…enden Gouverneurs zu Wieliczka ſollen, für die neur.
…des gegenwärtigen Vertrags, von Seiner Maje-
…n Könige von Sachſen drey Individuen in Vor-
…gebracht, und aus dieſen von Seiner Majeſtät
…Kaiſer von Oeſterreich der Gouverneur gewählt
…en.

…iner Majeſtät dem Kaiſer von Oeſterreich ſteht
…zu, auf den Fall Ihrer Unzufriedenheit mit
…amtlichen Betragen des Gouverneurs, nach Ver-
…der erſten Hälfte des Zeitraums der Kaiſerlich
…Oeſterreichiſchen Alleinverwaltung, auf deſſen Abbe-
…rung einzuſchreiten, und für die übrige Dauerzeit
…den anderweiten Vorſchlägen Seiner Majeſtät des
…igs von Sachſen, einen andern Gouverneur zu

1811 wählen, auch ſowohl für die erſte als zweyte W in ſo fern gegen die vorgeſchlagenen drey Indivi Bedenken eintreten, noch einen zweyten Terna ſchlag zu verlangen.

Préemtion. ART. XVI. Seine Majeſtät der Kaiſer von Oe reich räumen Seiner Majeſtät dem Könige von Sac bey dem Verkaufe des entbehrlichen Bochnier und liczker Steinſalzes, gegen Bezahlung des von and Käufern angebotenen gleichen Preiſes, den Ve ein. Jedoch ſoll auf die dem Königlich-Sächſi Commiſſar zu Wieliczka diesfalls zu machend öffnung, vom Tage des Empfange, längſtens bi drey Wochen, die entſcheidende Erklärung ab ben werden.

Prix du ſel de Sambor ART. XVII. Seine Majeſtät der Kaiſer von O reich überlaſſen an Seine Majeſtät den König Sachſen, für das Herzogthum Warſchau, jährlich Summe von ſiebenzigtauſend Schatzfäſſern, oder und neunzigtauſend Centner Samborer Sudſals den moderirten Preis von zwey Gulden fünf und zig Kreuzer, in Zwanzigkreuzerſtücken, Ducaten Thalern, nach dem Conventionsfuſs, für ein Sc faſs à hundert und vierzig Wiener Pfund.

Dieſe Salzquantität ſoll jährlich in drey Term und zwar zum Frühjahrswaſſer bis Ende April, dreyſsigtauſend Schatzfäſſern, und zur Benutzun Sommer- und Herbſtfluth, als zweiten und d Termin, jedes Mal mit zwanzigtauſend Schatzfä von denen zunächſt dem Saanfluſſe liegenden Co ren, abgegeben, und von Seite des Herzogthum eigene Koſten verführet werden.

Seine Majeſtät der König von Sachſen verb Sich dagegen, den ganzen Geldbetrag dieſes S jährlich zu drey gleichen Raten in drey Termin in den Monaten Februar, Auguſt und November weder an die Kaiſerlich Oeſterreichiſche Salzverſch caſſe zu Wieliczka, oder unmittelbar an eine Ka lich-Oeſterreichiſche Caſſe zu Wien in oben gene ten Münzſorten bezahlen zu laſſen.

Die dieſesfällige Beſtellung ſoll von Seite des H zogthums im Monate November jeden Jahrs für nächſtfolgende bey der vorgenannten Verſchleiſs- rec

ien geſchehen, und das Herzogthum in dieſem 1811
auch gehalten ſeyn, das Salz abzunehmen, und
feſtgeſetzten Ratenzahlungen zu leiſten. Dafern
Ratenzahlungen in obbeſtimmten Terminen nicht
ſtet würden, bleibt Seiner Majeſtät dem Kaiſer
Oeſterreich unbenommen, dieſes Salz nicht über
Gränze ausführen zu laſſen.

rt. XVIII. Für die bey der gemeinſchaftlichen Provi-
nahme der Wieliczker Salzwerke vorgefundenen, ſions.
durch freundſchaftliche Uebereinkunft zu glei-
Theilen getheilten commerzialmäſsigen Salzvor-
verpflichten ſich Seine Majeſtät der König von
en, die Erzeugungskoſten der auf Ihren Antheil
menden Hälfte mit vierzig fünfachtel Kreuzer in
ſcheinen, per Centner, dem Kaiſerlich Oeſterrei-
ſchen Aerarium in dem beſtimmten Termine zu ver-
ſo wie auch Seiner Majeſtät dem Kaiſer von
reich zur Entſchädigung für die von Ihnen ge-
Privatanſprüche auf jene Salzvorräthe, von dem
ſen obigen III. Artikel beiden Theilen gemein-
ch zukommenden Ueberſchuſs, welcher ſich
bey der Kaiſerlich-Oeſterreichiſchen Alleinver-
der Wieliczker Salinen über das ſtipulirte Mi-
der jährlichen Salzerzeugung ergeben wird,
ſſen Erzeugungskoſten aus der gemeinſchaftli-
Caſſe beſtritten werden, vor deſſen Theilung ein
m von dreyſsigtauſend Centner unentgeldlich
laſſen.

. XIX. Seine Majeſtät der König von Sachſen Tranſit.
en ſich auf die Dauer der Kaiſerlich-Oeſterrei-
Alleinverwaltung, das durch den Podgorzer
tranſitirende Kaiſerlich-Oeſterreichiſche Salz
anderen Entrichtung, als der gewöhnlichen
nen Wegmauth zu unterziehen.

XX. In ſo fern ein oder der andere Artikel Cas de
gegenwärtigen Vertrags von Seite Seiner Majeſtät non ac-
ers von Oeſterreich unerfüllt bleiben ſollte; complis-
ſement.
je nachdem die Nichterfüllung in der erſten,
der zweiten Hälfte des Jahres eintritt, mit Aus-
des laufenden oder reſpective des nächſtfolgen-
Jahres die Alleinverwaltung, und mit dieſer
ſelbe gegründeten in dem gegenwärtigen Ver-
ſeitig übernommenen Verbindlichkeiten auf-
hören,

1811 hören, und an deren Statt die gemeinſchaftliche
waltung nach der Organiſation beginnen, die
hohe Souveraine durch zu delegirende Commi
unter Beobachtung einer vollkommenen, und i
ſehung der Wahl und Beſtellung des Adminiſtrati
Perſonals ſtattfindenden Gleichheit zu beſchli
und einzuführen für gut finden werden.

Cas fortuits d'interruption. ART. XXI. Seine Majeſtät der Kaiſer von Oe
reich ſind aber von der für ein jährlich abzugeb
Steinſalz-Minimum übernommenen Haftung ent
den, wenn die Salzerzeugung und Förderung
Verſchulden der Adminiſtration durch aufſerordent
Zufälle (caſus fortuiti majores) in's Stocken ger

Dieſe Entbindung währt jedoch nur ſo lang
die Salzförderung wirklich geſtört iſt, auf w
Zeitraum lediglich das möglichſt erzeugt werdend
zu gleichen Theilen getheilt wird.

Terme de l'accomplissement. ART. XXII. Die Uebergabe der Alleinverwa
an Seine Majeſtät den Kaiſer von Oeſterreich ſo
erſten Februar eintauſend achthundert und zwölf
finden.

Mit ihr erliſcht das zeither beſtandene Proviſo
vom ſechsten December eintauſend achthundert
neun, und mit Eintritt der Alleinverwaltung we
die bey den Salinen und den verſchiedenen Man
latur-Abtheilungen zeither angeſtellten Königl
Sächſiſchen und Herzoglich Warſchauiſchen cont
renden Beamten und Wagdiener abgerufen, in ſo
ſie nicht wieder bey der neuen Einrichtung
ſtellt werden.

Zur ordentlichen Uebergabe und reſpective U
nahme ſollen von beiden Seiten Commiſſäre er
werden, welche die in den Gruben vorfindigen
merzialmäſsigen Salzvorräthe ausfördern laſſen,
zwiſchen beide Mächte theilen. Auch ſollen
alle andere zum Werksbetrieb gehörige Vorräth
Materialien, Naturalien, Geräthſchaften, Utenſilien
ohne Ausnahme, welche als ein gemeinſchaftlic
Eigenthum anzuſehen ſind, genaue Inventarien u
gemeinſchaftlicher Ausfertigung aufgenommen, die
meinſchaftliche Verlagscaſſe gehörig liquidiret, ſo
auch alle Paſſiv- und Activrückſtände bis Ende Ja

tausend achthundert und zwölf erforscht und be- 1811
get werden.

Uebrigens sollen alle Voracten, Karten und Rech-
nungsbücher, welche Bezug auf die vormals bestan-
dene oberämtliche Leitung des Salinenwerks zu Boch-
nia und die vormaligen Verschleifsniederlagen haben,
denen, die das Wieliczker Salinenwerk betreffen,
der Aufsicht des Königlich-Sächsischen Commissärs
verbleiben, und erstere mit einem ordentlichen Ver-
zeichnisse dem Kaiserlich-Oesterreichischen Commis-
sär zu weiteren Disposition übergeben werden.

Art. XXIII. Schliefslich kommen beide hohe con- Interpretation.
trahirende Theile überein, dafs, wenn während der
Dauer der Kaiserlich-Oesterreichischen Alleinverwal-
tung bey der Ausführung eines oder des andern der
gegenwärtigen Vertrags-Artikel Zweifel oder Anstände
vorfallen, diejenigen Protocolle, welche bey den
Unterhandlungen, Abschliefsung gegenwärtigen Vertrags zu Wien
und von Ihren beiderseitigen Bevollmächtigten Statt
gefunden, commissairischen Verhandlungen aufgenom-
men worden sind, zur näheren Erläuterung und Richt-
schnur dienen, und angenommen werden sollen.

Gegeben den neunzehnten des Monats November im
Jahre eintausend achthundert und eilf.

(L. S.) Franz Anton *Ritter v.* Kranzberg.

(L. S.) Thad. Peithner *Ritter v.* Lichtenfels.

(L. S.) Joseph *Graf v.* Luba.

(L. S.) Sigm. August Wolfgang *v.* Herder.

(L. S.) Ferdinand Ferner *edler v.* Ferenberg.

1813 mettre fin aux maux de la guerre ſi affligeans pour le
cœur, et rétablir ſur un fondement ſolide une pa
ſuve et les relations d'amitié et de bon voiſinage, q
ont ſubſiſté dès les tems anciens entre les empires ru
et perſan, ont jugé à propos de nommer pour cet ac
juſte et bienfaiſant leurs plénipotentiaires, ſavoir:

S. M. l'Empereur de toutes les Ruſſies: S. Exc. N
colas Rtiſchtſchew ſon lieutenant-général, comma
dant en chef des troupes de Gruſinie et de la ligne d
Caucaſe, commandant de la flottille de la mer Caſpie
ne, chevalier des ordres de S. Alexander Newsky, d
St. Anne 1ère claſſe, des St. George 4e claſſe, et pr
priétaire d'un ſabre d'or portant cette inſcription: po
la bravoure.

S. M. le Schach de Perſe: ſon miniſtre diſtingué
très-honoré Mirza Abdoul Haſſan Chan, qui a été e
voyé extraordinaire près les cours de Turquie et d'A
gleterre, choiſi entre tous les généraux perſans, l
miniſtre le plus affidé de ſon ſouverain, conſeiller d
affaires privées de la haute cour de Perſe, descenda
d'une famille de Viſir, Chan de la 2e claſſe à la co
de Perſe, et poſſédant les marques les plus diſtingu
de faveur qui conſiſtent en un poignard et un ſab
ornés de diamans, des vêtemens et Schawls garnis d
diamans, ainſi qu'un harnois dans le même genre.

En conſéquence, nous, les plénipotentiaires d
deſſus nous nous ſommes réunis ſur le territoire Kar
bag dans le Guliſtan près la rivière de Seiwa, et apr
avoir échangé nos pleinspouvoirs, et examiné mû
rement tout ce qui avoit rapport à l'affermiſſement d
la paix et des relations d'amitié à conclure au nom d
nos deux grands monarques, nous avons réglé et co
firmé pour toujours les articles ſuivans:

Paix perpétuelle. ART. I. Les hoſtilités et la mésintelligence q
ont eu lieu juſqu'ici entre les empires ruſſe et perſa
ceſſent dès à préſent par ce traité, et il y aura à pe
pétuité paix, amitié et bonne intelligense entre S. M
l'autocrateur de toutes les Ruſſies, et S. M. le Schac
de Perſe, leurs héritiers et ſucceſſeurs, et leurs gou
vernemens reſpectifs.

Ligne de limites. ART. II. Comme il a déjà été réglé mutuellemer
par des conférences préliminaires entre les deux ha
t

les puiſſances que la paix ſera conclue ſur le pied du 1813
ſtatus quo préſent, ſavoir que chaque partie reſtera en poſſeſſion des pays, Chanats et territoires qui ſe trouvent maintenant entièrement en ſon pouvoir, la ligne ſuivante formera dès à preſent et pour l'avenir la frontière entre l'Empire Ruſſe et celui de Perſe.

Cette ligne*) commence près la forêt Odina-Baſara, traverſe en droite ligne le deſert Maganais, jusqu'à la digue d'Edibuluk près la rivière Arax, de là en montant le long de l'Arax jusqu'à l'endroit où la petite rivière Kapanaktſchaja y entre, et plus loin à la droite de la petite rivière Kapanaktſchaja jusqu'à la crête des montagnes de Migrin, et continue à s'étendre de là par les limites des Chanats Karabag et Nachitschewan ſur la crête de montagnes de Alegas, jusqu'à la forêt Batalegcs, où ſe touchent les limites des Chanats de Karabag, Nachitschewan, Erivan et d'une partie du cercle d'Eliſabethpol, (lequel appartenait autrefois au Chanat de Ganſchin); en ſuite de là par la limite qui ſépare le Chanat d'Eriwan, des terres du cercle d'Eliſabethpol comme de celui de Schamſchadit et de Kaſach jusqu'à la forêt de Eſchok-Meidan et de là ſur les crêtes des montagnes en ſuivant à droite le cours de la petite rivière et de la route de Gimſatſchiman le long de la crête de la montagne de Bambak jusqu'au coin de la limite de Schuragel; de cet angle enfin jusqu'à la hauteur du mont glacial d'Alages, et de là le long de la crête des montagnes par la frontière de Schuragel, entre Mastaras et Artik jusqu'à la petite rivière de Arpatſchaja. Au reſte, comme le territoire de Taliſchin a paſſé pendant la guerre tantôt ſous le pouvoir de l'une tantôt ſous celui de l'autre Puiſſance, les limites de ce Chanat du côté de Sinſel et Ardawil ſeront, pour plus de certitude, réglées après la ſignature et la ratification du préſent traité par des commiſſaires reciproquement nommés d'un accord commun, leſquels commiſſaires dreſſeront, ſous la direction des commandans en chef des deux parties une deſcription fidèle et détaillée des territoires et habitations, comme auſſi des rivières, montagnes, lacs et forêts.

*) Ce qui ſuit jusqu'à la fin de l'art. 2. manque dans le Journal de Francfort de 1818. mais a été ajouté dans celui de 1819.

1813 forêts qui ſe trouvent jusqu'à l'époque préſente dans la poſſeſſion effective de l'une des deux parties; et alors il ſera tiré une ligne de délimitation du Chanat de Talüſchin ſur la baſe de l'état de poſſeſſion actuel de ſorte que chaque partie reſte en poſſeſſion de ſon territoire. De la même manière, ſi dans les limites ci-deſſus tracées la ligne dépaſſeroit en quelque point la poſſeſſion actuelle de l'une ou de l'autre des deux parties, chaque partie obtiendra après examen des commiſſaires des deux hautes Puiſſances une indemnité proportionelle ſur la baſe de l'état de poſſeſſion actuelle.

Chanats cédés à la Ruſſie. ART. III. S. M. le Schach, afin de prouver à S. M. l'Empereur de Ruſſie la ſincérité de ſes intentions, reconnoit ſolennellement, tant pour lui que pour ſes ſucceſſeurs au trône de Perſe, que les Chanats (gouvernemens) ci-deſſous appartiennent en propre à l'empire ruſſe: le Chanat de Karabag et de Gaus-Chin, qui ſont maintenant réunis en une province ſur le nom d'Eliſabethpol, ainſi que les Chanats de Schekin, Schirwan, Derbent, Kubin, Bakin et Taliſchin avec les terres dépendantes qui ſe trouvent maintenant au pouvoir de la Ruſſie; en outre tout le Dagheſtan, la Grufinie avec la province de Schuragel, Imirezie, Guriel, Mingrélie et Abchaſie, de même que tous les territoires et fonds de terre qui ſont ſitués entre la frontière qui vient d'être déterminée et la ligne du Caucaſe, avec les pays et les peuplades qui confinent à cette dernière et à la mer Caſpienne.

Secours. ART. IV. S. M. l'Empereur de Ruſſie, en témoignage de ſes ſentimens pour S. M. le Schach de Perſe, et pour lui prouver ſon déſir ſincère de voir l'autocratie et l'autorité ſouveraine établies ſur une baſe ſolide dans l'empire perſan, voiſin de la Ruſſie, s'engage ſolennellement pour lui et ſes ſucceſſeurs, à prêter, en cas de beſoin, ſecours à celui des fils du Schach de Perſe, qu'il nommera héritier de l'empire Perſan, afin qu'aucun ennemi étranger ne puiſſe ſe mêler des affaires de la Perſe, et que la cour de Perſe ſoit fortifiée par l'appui de la cour de Ruſſie. Du reſte, s'il s'élevoit des différends entre les fils du Schah ſur les affaires de l'empire perſan, la Ruſſie n'y prendra point part avant que le Schach régnant ne réclame ſon intervention.

ART.

ART. V. Les vaiſſeaux marchands ruſſes auront, comme antérieurement, le droit de naviguer le long des côtes de la mer Caspienne et d'y aborder. En cas de naufrage, les perſans leurs donneront amicalement du ſecours. Les bâtimens de commerce perſans auront auſſi comme auparavant le même droit de cabotage le long des côtes de la mer Caspienne et d'aborder ſur le rivage ruſſe; et en cas de naufrage, les ruſſes leur donneront toute l'aſſiſtance neceſſaire. Quant aux vaiſſeaux de guerre, comme, avant la guerre, ainſi que durant la paix et dans tous les temps, le pavillon ruſſe a ſeul flotte ſur la mer Caspienne, il aura auſſi maintenant ſous ce rapport le même droit excluſif qu'auparavant, de manière qu'outre la puiſſance ruſſe aucune autre ne puiſſe arborer un pavillon militaire ſur la mer Caspienne. 1813 Navigation.

ART. VI. Tous les priſonniers au pouvoir des deux parties, ſoit priſonniers de guerre, ſoit habitans enlevés à leurs foyers, qu'ils ſoient chrétiens ou de toute autre religion, ſeront rendus trois mois après la conclusion et la ſignature du préſent traité, et il ſera pourvu à leur entretien et frais de voyage juſqu'a Karaklis. Priſonniers.

ART. VII. Outre les articles ci-deſſus, L. M. l'Empereur de Ruſſie et le Schach de Perſe ſont convenus que les miniſtres reſpectifs des deux cours, qui, en cas de beſoin, auront été envoyés dans les réſidences de L. M. ſeront reçus conformement à leur rang et à l'importance des miſſions dont ils ſeront chargés. Les agens ou conſuls accrédités, ſuivant l'ancien uſage, par L. M. dans les villes où elles le jugeront néceſſaire pour la protection du commerce, et qui ne pourront avoir plus de 10 perſonnes à leur ſuite, ſeront conſidérés et honorés d'une manière conforme à leur rang en qualité de fonctionnaires accrédités; il ſera donné des ordres, pour que non-ſeulement ils ne ſoient point inſultés, mais encore pour que dans le cas où les ſujets reſpectifs des deux puiſſances auroient quelques plaintes à faire, on procède, d'après leurs repréſentations, de la manière la plus impartiale, pour qu'il ſoit fait réparation entière à l'offenſé. Miniſtres.

ART. VIII. Quant à ce qui concerne les relations commerciales entre les ſujets de L. M. qui ſont munis de certificats de leur gouvernement ou des commandans Commerce.

1813 dans de frontières, qui atteſtent qu'ils ſont réellement négocians et ſujets ruſſes ou perſans, il leur ſera permis de ſe rendre librement par terre et par mer dans le états des deux puiſſances contractantes, d'y demeurer, pour faire le commerce, auſſi longtems qu'ils les jugeront à propos, et de s'en retourner également ſans éprouver de retard. Ils pourront vendre et échanger les marchandiſes importées de Ruſſie en Perſe, et réciproquement. En cas de décès d'un ſujet ruſſe venu en Perſe ou domicilié dans cet état, ſa fortune et les biens, tant meubles qu' immeubles, étant conſidérés comme des biens appartenant à des ſujets d'une puiſſance amie, les premiers ſeront délivrés ſans délai et ſans recèlement, contre quittance, ſuivant les loix, à leurs aſſociés ou à leurs parens; il ſera permis à ceux-ci de vendre les premiers à qui bon leur ſemblera, à leur gré et à leur plus grand avantage, ainſi que cela ſe pratique dans tous les états civiliſés, quelle que ſoit la puiſſance dont dépendent les intereſſés.

Droits. ART. IX. Il ne ſera pas levé plus de 5 pour Cent de droits ſur les marchandiſes introduites par des négocians ruſſes dans les villes ou les ports de Perſe, et ce droit ne ſera perçu qu'une fois. La même choſe aura lieu par réciprocité en Ruſſie à l'égard des perſans.

Ventes et achats. ART. X. A l'arrivée des marchandiſes ſur les côtes, dans les ports, ou dans les villes frontières des deux parties contractantes, il ſera accordé toute la liberté poſſible aux marchands reſpectifs pour vendre ou échanger leurs marchandiſes, ou pour en acheter d'autres, ſans qu'ils ſoient aſtreints à demander à cet effet une permiſſion aux directeurs des douanes ou aux receveurs (*Vorkäufern*), leur devoir étant de veiller à ce que le commerce ait ſon libre cours.

Publication; ratification. ART. XI. Après la ſignature de ce traité, les plénipotentiaires des deux puiſſances en donneront reſpectivement ſans délai connoiſſance par tout où il appartiendra, et expédieront un ordre pour faire ceſſer par tout ſur le champ les hoſtilités.

Le préſent traité de paix perpétuelle, en deux exemplaires ſemblables, accompagnés d'une traduction en langue perſane, ſigné par les plénipotentiaires ci-deſſus des deux puiſſances, muni de leurs cachets et mutuellement échangé, ſera confirmé par l'Empereur

de

de Ruſſie et le Schach de Perſe, et ratifié ſolennelle- 1813
ment par la ſignature de L. M. Les exemplaires ratifiés ſeront envoyés dans l'intervalle de trois mois par les deux cours à leur plénipotentiaires.

Fait dans le camp ruſſe ſur le territoire de Karabag en Guliſtan ſur la rivière Seiwa, l'an de J. C. 1813 le 12 Octobre, et ſuivant le calendrier perſan, l'an 1228, le 29 du mois Schawal.

Le plénipotentiaire et commandant général en Géorgie,
NICOLAS RTISCHTSCHEW.

Le plénipotentiaire du célèbre empire perſan,
MIRZA ABDUL HASSAN CHAN.

b.

Ukaſe de S. M. l'Empereur portant publication du précedent traité avec la Perſe, en date du 16 Juil. 1818. 1818 16 Juil.

(*Journal de Francfort.* 1808. Nr. 260.)

Alexandre prémier etc.

La paix avec la Perſe a aſſuré la tranquillité aux frontières orientales de notre Empire; elle a été conclue dans une circonſtance déciſive, dans le même tems où la nouvelle deſtinée de l'Europe a été fixée, et l'unanimité des ſentimens couronnée par la victoire.

Depuis cette memorable époque, les nations jouiſſent des bienfaits de la paix [illegible]érale; les liens de l'amitié contractée entre la Perſe et la Ruſſie ſe ſont de plus en plus reſſerrés dans l'eſpace des quatre dernières années; ils ſont maintenant entretenus des deux côtés par de ſolennelles ambaſſades et appuyés ſur une baſe inébranlable.

En annonçant à nos fidèles ſujets cet heureux événement, qui offre déjà les avantages d'une parfaite harmonie et d'une tranquillité conſtante, nous avons ordonné de publier le traité même, conclu avec la Perſe à Guliſtan le 12 Octobre 1813.

Donné à St. Pétersbourg, le 16 Juillet 1818.

ALEXANDRE.

14.

1813 *Traités entre l'Autriche (et ſes alliés)* (
2 Nov. *Grand Duc de Heſſe pour l'admiſſion de* (
ci à la grande alliance. 1813.

a.

Convention militaire entre l'Autriche et le G
de Heſſe ſignée à Dörnigheim le 2 Nov. 1

(Copie manuſcrite mais ſûre.)

Seine Königliche Hoheit der Grofsherzog von H erachten der Wohlfahrt Ihrer Unterthanen gemäfs, von der Rheiniſchen Conföderation zu trennen, der heiligen Sache der coallirten Allerhöchſten M beyzutreten. In Folge dieſes iſt zwiſchen Seiner K lenz dem Kaiſerlich-Königlich-Oeſterreichiſchen F Feldmarſchall Lieutenant und Commandirenden de einigten Oeſterreichiſch-Baieriſchen Armee-C Herrn Grafen von Fresnel, und zwiſchen dem G herzogl. Herrn Hofmarſchall und Geheimen Rath herrn Du Thil nachfolgende Militär-Conventio ſchloſſen worden, welche bei den unverzüglich den verbündeten Allerhöchſten Mächten abzuſchli den Definitiv-Tractaten zur Baſis dienen ſoll.

Art. I. Se. K[illegible]gliche Hoheit machen Sic heiſchich in der k[illegible]ſt möglichen Zeit alle dis blen Truppen in Ihren Staaten zu dem verbün Oeſterreichiſchen-Baieriſchen Armee-Corps ſt zu laſſen.

Art. II. Verbinden Sich Se. Königliche H dieſe Truppen nach Möglichkeit der in Ihro C ſtehenden Mittel zu vermehren, und die Zah Gattung der in der Folge zu ſtellenden in dem nitiv-Tractate beſtimmt anzudrücken.

Art. III. Dieſe Truppen werden ſtets einen girenden Theil der verbündeten Armee ausm und in dieſer Hinſicht, ſo wie die der übrigen höchſten Alliirten verpflegt und behandelt wer

(

Gegenwärtige Militär-Convention wurde zu die- 1813
Ende von den Eingangsgenannten Bevollmächtig-
in doppelter Fertigung mit ihrer Unterſchrift
ihren Siegeln verſehen. Geſchehen zu Dörnig-
am 2ten November 1813.

Freyherr DU THIL *Feldmarſchall und Geheimer Rath.* (L. S.)

Graf von FRESNEL *Feldmarſchall-Lieutenant.* (L. S.)

b.

ité entre S. M. l'Empereur d'Autriche (et 23 Nov.
ſmili S. M. l'Empereur de Ruſſie et i. s. S M.
Roi de Pruſſe) et S. A. S. le Grand Duc de
ſſe pour l'admiſſion de celui-ci à la grande
ance, ſigné en trois inſtrumens ſéparés,
Francfort ſur Main le 23. *Nov.* 1813.

(Copie manuſcrite mais ſûre.)

nom de la très ſainte et indiviſible Trinité.

Majeſté l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie
Bohème, animé ainſi que tous ſes Auguſtes Al-
deſir de rallier les Souverains de l'Allemagne à
e commune et de les faire participer aux bien-
l'indépendance de leur patrie, admèt pour ſa
la grande Alliance Son Alteſſe Royale le Grand
e Heſſe.

r determiner les conditions de cette admiſſion,
eſté Imperiale a nommé et donné ſes pleinspou-
Sieur François, Baron de Binder de Kriegel-
Grand-Croix de l'ordre du mérite civil de Wur-
;

Son Alteſſe Royale le Grand-Duc de Heſſe ayant
é de ſon coté et muni de ſes pleinspouvoirs le
Guillaume Charles du Bos, Baron du Thil, Ma-
de la Cour, Conſeiller privé et Chambellan de Sa
Alteſſe Royale, les Plénipotentiaires reſpectifs ſont
enus et ont arrêté les articles ſuivants:

1813 Renonciation à la confederation du Rhin.

ART. I. Son Alteſſe Royale le Grand-Duc de [illegible] rénonce pour Lui et Ses ſucceſſeurs à la confédér du Rhin et à tous les liens, devoirs et obliga qui en réſultent pour Eux.

Soutien de la cauſe commune.

ART. II. Son Alteſſe Royale s'engage au con à ſoutenir la Cauſe de l'indépendance de l'Allem par tous les moyens en ſon pouvoir.

Secours

ART. III. Les ſecours que Son Alteſſe Royale tenue de fournir à la cauſe commune, ſont ſp dans un inſtrument ſéparé, qui doit être enviſage me partie intégrante du préſent Traité.

Garantie.

ART. IV. Sa Majeſté l'Empereur d'Autrich de Hongrie et de Bohême, garantit à Son Alteſſe le Grand-Duc de Heſſe Sa Souveraineté et Ses ſions. Par contre Son Alteſſe Royale s'engage à former à cet égard et en général aux arrange qu'exigera l'ordre des choſes, qui ſera définitivem bli pour le maintien de l'indépendance de l'Alle

ART. V. Le préſent Traité d'alliance ſera ra les ratifications en ſeront échangées dans le plu délai poſſible.

En foi de quoi les Plénipotentiaires reſpectifs ſigné et y ont appoſé le Cachet de leurs armes.

Fait à Francfort ſur le Mein, le vingt-trois N bre l'an de Grâce mil-huit-cent-treize.

(L. S.) BINDER. *)

(L. S.) CHARLES GUILLAUM
Baron du Bos DU T

*) L'inſtrument avec la Ruſſie eſt ſigné de la part d Puiſſance par ſon miniſtre Jean D'ANSTETT, celui la Pruſſe par le baron de HUMBOLD.

15.

ité d'alliance entre l'Autriche et ſes alliés 1813 *s Duc et Prince de Naſſau, ſigné à Franc-* 23 Nov. *fort ſur Main le* 23 *Nov.* 1813.

a.

Inſtrument du traité avec l'Autriche.

nom de la très ſainte et indiviſible Trinité.

ajeſté l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et hême animé ainſi que tous ſes auguſtes alliés, r de rallier les Souverains de l'Allemagne à la commune, et de les faire participer aux bien- l'indépendance de leur patrie, admet pour ſa la grande alliance, leurs Alteſſes Séréniſſimes c et Prince de Naſſau.

r déterminer les conditions de cette admiſſion, ajeſté Impériale a nommé et donné Ses pleine- oirs au Sieur François Baron de Binder de Krie- in, Grand-Croix de l'ordre du mérite civil de emberg; et Leur Alteſſes Séréniſſimes les Duc et de Naſſau, ayant nommé de leur côté et muni s pleinspouvoirs, le Sieur Frédéric Adolphe Ba- Winzingerode, Colonel à la Suite et Grand- de Son Alteſſe Séréniſſime le Duc de Naſſau; Sieur Charles Frédéric Ibell, Conſeiller privé et référendaire intime d'Etat de Son Alteſſe Sé- me le Duc de Naſſau; les Plénipotentiaires re- s ſont convenues et ont arrêté les articles ſuivans:

T. I. Leurs Alteſſes Séréniſſimes les Duc et Prince au renoncent pour eux et leurs ſucceſſeurs à la ération du Rhin et à tous les liens, devoirs et ions qui en reſultent pour Eux.

ART. II. Leurs Alteſſes Séréniſſimes s'engagent au traire à ſoutenir la cauſe de l'indépendance de l'Al- gne par tous les moyens en leur pouvoir.

ART. III. Les ſecours que leurs Alteſſes Séréniſſi- ſeront tenues de fournir à la cauſe commune, ſont

1813 ſpecifiés dans un inſtrument ſéparé, qui doit êt viſagé comme partie intégrante du préſent traité.

ART. IV. Sa Majeſté l'Empereur d'Autriche de Hongrie et de Bohème garantit à Leurs Alteſſes niſſimes les Duc et Prince de Naſſau, leur Souver et leurs poſſeſſions,

Par contre Leurs Alteſſes Séréniſſimes s'eng à ſe conformer à cet égard et en général aux ar mens qu'exigera l'ordre des choſes qui ſera defi ment établi pour le maintien de l'indépendan l'Allemagne.

ART. V. Le préſent traité d'Alliance ſera et les ratifications en ſeront échangées dans le cours delai poſſible.

En foi de quoi les Plénipotentiaires reſpectif ſigné et y ont appoſé le cachet de leurs armes.

Fait à Francfort ſur le Main le vingt trois No bre, l'an de Grâce, mil-huit-cent-treize.

Signé: (L. S.) BINDER.
(L. S.) *Baron* DE WINTZINGER
(L. S.) CHARLES FRÉDÉRIC I

b.

Articles ſéparés et ſecrets.

ART. I. Leurs Alteſſes Séréniſſimes les Duc et P de Naſſau ſe préteront à toutes les ceſſions qu' é ront les arrangemens futurs en Allemagne, cal pour le maintien de la force et de l'indépend de ce pays.

Leurs Alteſſes Séréniſſimes les Duc et Prin Naſſau s'étant déclarés prêts à reſtituer dès à préſ la Maiſon de Naſſau Orange des poſſeſſions ré jusqu'ici aux Leurs, Sa Majeſté l'Empereur d'Autr Roi de Hongrie et de Bohème regarde cette Dé tion comme une des conditions du préſent Trait elle recevra ſon effet moyennant un arrangemer famille garanti par les puiſſances alliées.

ART. II. Sa Majeſté l'Empereur d'Autriche, Roi 1813
de Hongrie et de Bohème s'engage par contre, à s'employer à procurer à Leurs Alteſſes Séréniſſimes en retour de ces ceſſions, une indemnité compatible avec la maſſe des objets, qui ſeront disponibles à l'époque de la pacification, et avec le but enoncé ci-deſſus, et plus rapprochée des dimenſions actuëlles des Etats de Leurs Alteſſes Séréniſſimes.

Les préſens articles ſéparés et ſecrets auront la même force et valeur, comme s'ils étaient inſérés mot à mot dans le Traité principal de ce jour.

En foi de quoi les Plénipotentiaires reſpectifs ont ſigné ces articles ſéparés et ſecrets, et y ont appoſé le cachet de Leurs armes.

Fait à Francfort ſur le Mein, le vingt trois Novembre l'an de Grâce, mil-huit-cent-treize.

(L. S.) BINDER.
(L. S.) *Baron* DE WINTZINGERODA.
(L. S.) CHARLES FRÉDÉRIC IBELL.

C.

Pièces annexées au traité.

I.

Syſtème général de défenſe.

ART. I. Pour aſſurer l'indépendance future de l'Allemagne et pour donner plus d'unité à ſes moyens militaires, il a été convenu d'établir un ſyſtême général provisoire de défenſe pour tous les Etats de l'Allemagne.

ART. II. Dans ce ſyſtême ſe trouvent compris, les grandes Puiſſances alliées, les Etats des Princes allemands, qui ont accedé à la grande alliance pour la cauſe de l'indépendance de l'Allemagne, enfin ceux, qui dans ce moment ſont adminiſtrés pour le bien de la cauſe publique, comme le Royaume de Saxe, le Grand Duché de Francfort etc.

ART. III. Dans tous ces pays on formera ſans délai l'exemple de l'Autriche, de la Pruſſe et de la Bavière, des

1813 des corps de volontaires, des troupes de ligne et u
Landwehr, une reserve pour celles-ci et de plus, d
les pays où cela sera nécessaire, un Landsturm.

ART. IV. Ces troupes ne pourront être compos
que d'indigènes des pays respectifs.

ART. V. Le nombre des troupes de ligne, de
Landwehr et des reserves pour chaque pays sera ré
d'après le contingent que chacun d'eux a fourni à
confédération du Rhin, en doublant celui-ci de r
nière, que la première moitié formera les troupes
ligne qui seront fournies aussitôt et le plus promtem
possibles, la seconde — la Landwehr — qui sera
mé également, dans le terme le plus rapp
d'après un réglement particulier. Toutes ces tro
seront toujours maintenûes au grand complet moy
nant des reserves proportionnées et toutes prêtes.

ART. VI. Le Landsturm n'entrera point dans
calcul.

ART. VII. Les troupes de ligne et la Landw
seront tenues de combattre partout où la guerre l'exig

ART. VIII. Les troupes de la Landwehr joindr
le plutôt possible leurs corps respectifs.

ART. IX. Le Landsturm ne servira que dans l'
terieur de son pays et pour la défense de ses p
pres foyers.

ART. X. Toutes ces forces seront organisées
différens grands Corps.

ART. XI. Chacun de ces corps aura un Gén
et un Etat major particulier. Les fraix que cause
ceux-ci seront à la charge des Etats qui forme
les corps.

ART. XII. Chaque corps d'armée sera, le plus
faire se pourra, placé dans la proximité des Etats
le fourniſſent et mis sous le commandement gén
le plus rapproché d'eux.

ART. XIII. Chaque pays pourvoira à l'habillem
et à l'équippement, aussibien qu'à la solde des trou
et cela de la manière la plus prompte et la plus exa

ART. XIV. Aussitôt que les corps se seront for
leur approvisionnement se fera d'après l'arrangen

ment séparement; au reste chaque Etat sera tenu à 1813
nir les trains de transport nécessaires (*Fuhrwesen*).

ART. XV. Pour eviter dès ce moment toute mé-
lle, les troupes des Puissances alliées porteront tou-
une seule et même marque distinctive (*Feldzeichen*).

ART. XVI. Les Puissances alliées nommeront sur
amp des officiers qui désigneront les points et les
tions qui devront être fortifiés ou retranches pour
sûreté commune de l'Allemagne et il sera procédé
délai à leur établissement.

RT. XVII. Aucun pays ne pourra se refuser à ces
emens; ils seront tenus de pourvoir gratis aux
vres et à la main-d'oeuvre. Les pays voisins seront
és cependant de concourir proportionnellement à
charge.

ART. XVIII. Pour faciliter les armemens nécessaires,
Puissances alliées sont convenues d'exploiter les fa-
ques d'armes et les moulins à poudre de l'Allemag-
uignement pour cet objet et les établissemens de
, Sohlingen, Herzberg, Olberhaan etc. recevront
dres nécessaires à cet effet.

ART. XIX. Afin de favoriser également l'établisse-
t de l'Artillerie, les Puissances alliées sont conve-
s d'y assigner une partie de l'artillerie prise sur l'en-
i. Les chevaux et harnais seront fournis par les
s et pays respectifs.

Toutes les armes quelconques que les Puissances
conquerront dans les places fortes de l'Elbe,
également employées aux armemens de l'Alle-
e.

Le présent instrument cité à l'article 3. du traité du
jour, devant être envisagé comme inseré mot
au dit traité, les Plénipotentiaires respectifs l'ont
le même à Francfort sur le Mein le vingt trois
bre l'an de grace mil-huit-cent-treize.

(L. S.) *Signé:* FRANCOIS *Baron* BINDER
DE KRIEGELSTEIN.

II.

1813 *Plan zu einer unter den deutſchen Fürſten zu ſch*
ſenden Vereinigung zu Herbeiſchaffung der
Kriegskoſten.

Art. I. Die deutſchen Fürſten, welche d
Rheinbunde entſagt haben, verpflichten ſich als
dingung der von ihnen zu den groſsen verbünde
Heeren zu ſtellenden Kontingente, auch noch
ihrem Credit zu Herbeiſchaffung der Kriegskoſten
zuwirken, und dieſen Credit bis zu dem Betrage
Brutto-Einkünfte ihrer Länder von einem Jah
zudehnen.

Art. II. Der Betrag dieſes einjährigen Ein
mens wird nach den bekannten ſtatiſtiſchen Data
genommen, oder nach einem allgemeinen Verhält
zu der bekannten Seelenzahl ausgemittelt.

Art. III. Um dieſen Credit ſofort zur Beſtrei
der Kriegskoſten benutzen zu können, wird über
ganze Summe deſſelben ohne Zeitverluſt eine ge
ſchaftliche Haupt-Obligation ausgeſtellt und vor d
dazu zu ernennenden Commiſſarien der hohen
bündeten Mächte, von ſämmtlichen theilnehmen
Fürſten durch ihre Spezial-Bevollmächtigten un
ſchrieben, ſodann aber in die Hände der gedach
Commiſſarien an einem dazu zu beſtimmenden
deponirt.

Art. IV. Die in gedachter Obligation von S
der Fürſten zu übernehmende Zahlungs-Verbindl
keit iſt ſolidariſch und dahin gerichtet, die darauf
erhebenden oder erhobenen Summen in vier und zw
zig Terminen von drei Monaten zu drei Monaten
rata eines jeden Theilnehmers binnen ſechs Ja
a dato eines Jahrs vom Tage der Ausſtellung der Ob
gation an gerechnet, zurückzuzahlen, ſo daſs w
z. B. die Ausſtellung am 1ſten Decbr. d. J. erfolgt,
erſte Termin am 1ſten März 1815 und der letzte
1ſten März 182
einfällt.

Die hohen verbündeten Mächte verſehen dieſe
ligation mit ihrer gleichfalls ſolidariſchen Garan
und verpflichten ſich bei dem Frieden, einen be
d

den Artikel in dem Friedensſchluſſe einzuſchalten, 1813
wodurch wegen richtiger Zahlung der Schuld auf das beſtimmteſte vollkommene Sicherheit gegeben wird.

Art. V. Die ſämmtlichen Landes-Einkünfte der unterzeichnenden Fürſten werden zur Special-Hypothek für die Rückzahlung beſtellt, beſonders aber alle Domainen und Domanial-Einkünfte, in deren Beſitz ſich befinden.

Art. VI. Vorgedachte Haupt-Obligation wird in Partial-Obligationen zu 5000, 2000, 1000, 500, 200, 100 und 50 Fl. eingetheilt, welche au porteur ſtehen und ſechs Procent Zinſen tragen, auch zu mehrerer Gläubigung von dazu ernannten Bevollmächtigten unterzeichnet werden. Vierteljährig wird nach der Bestimmung des §. 4. der ſechste Theil des Ganzen durch das Loos beſtimmt und nebſt den Zinſen zurückgezahlt.

Art. VII. Die alliirten Mächte verbinden ſich, diejenigen Zahlungen, zu denen ſie ſich durch die Verträge verpflichten werden, mittelſt jener Obligationen zu bezahlen.

Art. VIII. Es wird von den hohen verbündeten Mächten in einer, dem Kriegsſchauplatze nicht zu nahe liegenden Stadt eine Komité gebildet, wobei die unterzeichnenen Fürſten eigene Deputirte ernennen, und welches auf die prompte Einhaltung der Termine von Seiten der unterſchriebenen Fürſten wacht.

Der bei jedem dieſer Fürſten von Seite der verbündeten Mächte anzuſtellende Agent wird ebenfalls zu diesem Zwecke beſonders beauftragt. Dieſe terminliche Rückzahlungen können nur in dem nach den Bestimmungen des §. 7. in Kurs gebrachten Obligationen, oder in baarem Gelde geſchehen. Diejenigen Obligationen, welche von den Inhabern unmittelbar oder der Komité präſentirt werden, werden in baarem Gelde ausbezahlt.

Art. IX. Gegen diejenigen von den Theilnehmern, welche ihre Verbindlichkeiten nicht erfüllen, werden auf den Antrag der Komité ſofort die nöthigen Maſsregeln ergriffen.

Art. X. Alle eingelöſten Obligationen werden durch die Komité ſofort vernichtet, und die Summe nebſt den Nummern derſelben öffentlich bekannt gemacht.

Da

1813 Da die gegenwärtige in dem dritten Artikel [illegible] Vertrages vom heutigen Tage angezogene Verhandl[illegible] eben ſo angeſehen werden ſoll, als wäre dieſelbe [illegible] erwähnten Vertrage von Wort zu Wort eingerü[illegible] ſo haben die gegenſeitigen Bevollmächtigten dieſe[illegible] auf gleiche Weiſe unterzeichnet.

So geſchehen Frankfurt a. M. den 23. Novbr. 1[illegible]

(L. S.) Franz, *Freyherr* Binder von Kriegelstein.

III.

Entretien des troupes.

In Anſehung der Concurrenz der der teutſchen [illegible] bündung beitretenden Staaten zur Naturalverpfleg[illegible] der groſsen Armeen, welche für die Herſtellung [illegible] Unabhängigkeit dieſer Verbündung fechten, ſind [illegible] gende Grundzüge, als den allgemeinen Anſichten [illegible] ſprechend, anzunehmen.

Art. I. Die drei groſsen Mächte, nämlich Oe[illegible] reich, Ruſsland und Preuſsen werden zur Verpfleg[illegible] ihrer Heere, den ſechsmonatlichen Bedarf aus ih[illegible] Staaten nachſchieben.

Art. II. Die Waſſerfrachten werden von ihn[illegible] bezahlt, wenn aber die Einladung in dem Gebiete ein[illegible] verbündeten Staates geſchiehet, ſo iſt deſſen Regier[illegible] verpflichtet, die Gefäſse gegen die in gewöhnlich[illegible] Zeiten übliche Fracht geſtellen zu laſſen.

Art. III. Wo kein Waſſertransport möglich [illegible] wird das benöthigte Fuhrweſen unentgeltlich geſte[illegible] und zu dem Ende werden Fuhrlinien von ſtehend[illegible] Wagenparks angelegt.

Art. IV. Die Fütterung für das nachzutreibe[illegible] Schlachtvieh wird gegen Quittung verabreicht, wen[illegible] aber Weideplätze angewieſen werden können, ſo g[illegible] ſchiehet ſolches unentgeltlich.

Art. V. Da dieſe Maasregeln aber erſt nach wie[illegible] deraufgehender Schifffahrt und bei fahrbaren Wege[illegible] ihre volle Ausführung erhalten können; ſo mache[illegible] die verbündeten Staaten ſich anheiſchig, den Verpfle[illegible] gungs

...bedarf der Armeen nach den jedesmaligen For- 1813
...ngen der General-Intendantur oder in dringenden
...n und bei Märſchen, nach denen die Corps-Com-
...danten, gegen Quittung zu verabreichen, und in
... zu deſignirenden Magazine einzuliefern.

Art. VI. Dieſe Lieferungen ſollen unmittelbar
... erfolgten durch die Quittungen belegten Liqui-
...onen in den anderweitig beſtimmten Obligationen
...ahlt werden.

Art. VII. Die Preiſe derſelben werden nach dem
...chnitte der in den ſechs Monaten vom 1ſten Juli
...ten Decbr. 1813 ſtatt gefundenen Marktpreiſen
...größern Städte des liefernden Staates beſtimmt.
...den kleinern Staaten werden die des Militär-Di-
...ts zu welchem ſie gehören, angenommen.

Art. VIII. Requiſitionen an Bekleidungs-Bedürf-
...e werden nur in Anſehung von Schuhen, Stiefeln
...Tuch zu Beinkleidern als der häufig eine augen-
...liche Befriedigung heiſchenden Bedürfniſſe, ſtatt
...

Art. IX. Sie können ebenfalls nur durch die Ge-
...-Intendantur, oder in auſserordentlichen Fällen
...h die Corps-Commandanten auf ihre Verantwor-
...g erlaſſen werden. Die Bezahlung dafür wird nach
... im §. 6. beſtimmten Art in Obligationen nach den
...blichen Preiſen geleiſtet.

...t. X. Dieſe Bezahlung findet für alle ſeit dem
...November c. ausgeſchriebene Naturalien- und Be-
...ungsbedürfniſſe ſtatt.

Art. XI. Die Transporte ſowohl der eigenen Lie-
...gen als der von rückwärts ankommenden Aus-
...bungen werden als Kriegslaſt unentgeltlich ge-
...

...rt. XII. Ein jeder der Bundesſtaaten übernimmt
...gene Verpflegung ſeines Contingents und ſichert
...e auf ein Jahr.

Art. XIII. Zu mehrerer Bequemlichkeit und Ver-
...eidung läſtiger Transporte wird aber die Verpflegung
...r Contingente, da wo ſie ſich befinden, auf Requi-
...on bewirkt, und für ſelbige von derjenigen groſsen
...acht, mit deren Armee ſie verbunden ſind, in Obli-
gatio-

1813 gationen-Zahlung geleiſtet, wogegen ein jeder Bund ſtaat ſo viel Naturalien als die einjährige Verpfleg ſeines Contingents beträgt, ohne Bezahlung verabrei

ART. XIV. Dieſes nach den Portionsſätzen voraus zu beſtimmende Quantum wird daher von d Liquidationen der auf Quittungen gelieferten Verpf gung abgerechnet.

ART. XV. Die im eigenen Lande geleiſtete V pflegung des Contingents und der Landwehr kom dabei zur Berechnung, nicht aber die der Reſerv

ART. XVI. Wenn der Krieg nicht ein Jahr dau oder während deſſelben die Contingente auf fü lichem Territorium unentgeltliche Verpflegung geno haben; ſo kommt von der Liquidation nur dasje Quantum in Abzug, welches der Zeit entſpricht, bin welcher die Verpflegung des Contingents hat bezo werden müſſen.

ART. XVII. Die groſsen verbündeten Mächte w den ſich über die von ihnen für die Contingente leiſteten Zahlungen und die dagegen ihnen zu G gekommene unentgeltliche Verpflegung unter ſich rechnen.

ART. XVIII. Wenn auf Märſchen oder in Kant pirungen eine Etappen-Verpflegung ſtatt findet; wird ſie nach beygehendem Tarif geleiſtet, es w Quittung darüber gegeben, und die Bezahlung dafür Tag und Kopf auf die §. 6. gedachte Weiſe gewä

ART. XIX. Die Beſtimmung des Preiſes erfo nach denen im §. 7. erwähnten Durchnitts-Sätzen.

ART. XX. Wegen der Lazarethe zur Aufnah der Kranken und Bleſſirten der Bundesheere ſow als der Gefangenen, wird ein beſonderes Reglem ergehen, welches auf den Grundſatz einer Geld-Co currenz abſeiten der verbündeten Mächte und der d Bunde beitretenden deutſchen Staaten gebaut we den ſoll.

ART. XXI. Denen von der Hauptarmee getrenn agirenden Armeen werden beſondere Verpflegungs Rayons, die ſich nach den Bewegungen der Arm richten und verändern, angewieſen werden, in welche ſie nach den obigen Beſtimmungen zu verfahren haben

ART

Art. XXII. Die Verpflegung auf den Militärſtraſsen wird nach obigen Grundſätzen bezahlt. 1813

Hauptquartier Frankfurt, den 20. Nov. 1813.

Da die gegenwärtige in dem dritten Artikel des Vertrags vom heutigen Tag angezogene Verhandlung dafür ſo angeſehen werden ſoll, als wäre dieſelbe dem erwähnten Vertrage von Wort zu Wort eingerückt; haben die gegenſeitigen Bevollmächtigten dieſelbe auf gleiche Weiſe unterzeichnet.

Frankfurt, den 23. November 1813.

(L. S.) Franz *Freyh.* Binder von Kriegelstein.

16.

Traité entre (S. M. l'Empereur d'Autriche) inſimili S. M. l'Empereur de Ruſſie, inſimili S. M. le Roi de Pruſſe et S. A. S. Duc de Saxe Cobourg Saalfeld pour l'adhéſion de celui-ci à l'alliance ſigné en trois instrumens ſéparés à Francfort ſur le Main le 24 *Novembre* 1813. 24 Nov.

(*Antwortung der von dem Herzoglichen Hauſe Sachſen Meiningen gegen Sachſen Coburg Saalfeld unterm Denkſchrift die S. Coburg Eiſenberg und Römhildiſche Succeſſ. betreffend.* fol. p. 24.)

Au nom de la très ſainte et indiviſible Trinité.

Sa Majeſté l'Empereur d'Autriche Roi de Hongrie et de Bohème (*de Ruſſie, le Roi de Pruſſe*) animé ainſi que tous ſes auguſtes alliés, du deſir de rallier les ſouve-

1813 ſouverains de l'Allemagne à la cauſe commune, et les faire participer aux bienfaits de l'indépendance leur patrie admet pour ſa part à la grande Alli ſon alteſſe ſéreniſſime le Duc de Coburg Saalfeld

Renonciation à la conféd. du Rhin

ART. I. Son Alteſſe Séréniſſime le Duc de Coburg-Saalfeld renonce pour Lui et ſes ſucce à la confédération du Rhin, et à tous les liens, voirs et obligations qui en reſultent pour Eux.

Soutien de la cauſe commune.

ART. II. Son Alteſſe Séréniſſime s'engage au traire à ſoutenir la cauſe de l'indépendance de magne par tous les moyens en ſon pouvoir.

Secours

ART. III. Les ſecours que ſon Alteſſe Séré ſera tenue de fournir à la cauſe commune, ſo cifiés dans un inſtrument ſéparé qui doit être en comme partie intégrante du préſent traité.

Garantie.

ART. IV. Sa Majeſté l'Empereur d'Autriche, Ruſſie, le Roi de Pruſſe) garantit à ſon Alteſſe Sér ſime le Duc de Saxe-Coburg-Saalfeld ſa ſouver et ſes poſſeſſions.

Par contre, ſon Alteſſe Séréniſſime s'engage conformer à cet égard, et en général, aux ar mens qu' exigera l'ordre des choſes, qui ſera dé tivement établi pour le maintien de l'indpéend de l'Allemagne.

Fait à Francfort ſur le Main le 24 Novembre de grâce 1813.

(L. S.) BINDER. *)

B. FISCHLER DE FREUBE

*) L'inſtrument ſigné avec la Ruſſie eſt ſigné de la de cette Puiſſance: JEAN D'ANSTETT, celui avec Pr CH. G[illegible]

17.

raité préliminaire d'union et de ceſſions 1813
iproques entre les branches de la maiſon 26 Nov.
Orange et de Naſſau; ſigné à Francfort ce 26 Novembre 1813. *)

dem durch die ſiegreichen Waffen der gegen reich verbündeten Mächte die Auflöſung der iſchen Conföderation herbeygeführt worden, in Gefolge aber das herzogliche Haus Naſſau der enden Allianz gegen Frankreich unter den von Kaiſerlichen und Königlichen Majeſtäten von rich, Ruſsland und Preuſsen feſtgeſetzten Bedin- beygetreten iſt; ſo iſt der Zeitpunct gekom- wo die durch überwiegende äuſsere Einwirkung ochene enge Vereinigung der beſtehenden bei- Hauptſtämme des Fürſtenhauſes Naſſau durch Bande befeſtigt werden konnte.

Da es nun immer die Abſicht Ihro Durchlauchten Herzogs und Fürſten zu Naſſau geweſen, Höchſt Orts bey eintretender Zeit und Gelegenheit zur tion Seiner Hoheit des Prinzen von Oranien in Höchſt Dero deutſche Lande und Beſitzungen le Weiſe thätig mitzuwirken, inſonderheit in fall, wo Seine Hoheit zum Wiederbeſitz der mit Grofsherzogthum Berg vereinigt geweſenen alt uiſchen Stammlande gelangen würden; ſo war bey dem Abſchluſs des Allianztractats mit den rwähnten Mächten dem herzoglichen Hauſe Naſſau rkennen gegebene Abſicht, das fürſtliche Haus ien-Naſſau in dem Beſitz Höchſt Ihro Lande irt zu ſehen, den eigenen Wünſchen und Er-

wartun-

*) Ce traité n'a pas été ſolemnellement ratifié par S. A. R. le Prince d'Orange néanmoins il a été confirmé et mis en execution par le traité poſterieurement conclu le 24 Juillet 1814 lequel a déja été donné plus haut Suppl. T. VI. p. 23.

1813 wartungen Ihro Herzoglichen und Hochfürstli
Durchlauchten zu Naſſau durchaus entſprechend

Höchſtdieſelben haben daher Höchſt Ihrem u
zeichneten dirigirenden Staatsminiſter Freyherrn
ſchall von Bieberſtein, des Groſsherzoglich-Baden
Ordens der Treue Groſskreuz, Vollmacht und G
ertheilt, mit dem zur Uebernahme des Beſitzes
den hieraus reſultirenden Regierungsanordnungen
Seiner Hoheit dem Prinzen von Oranien Naſſau
her abgeordneten Generalbevollmächtigten dem
unterzeichneten Miniſter Freyherrn von Gagern,
Heſſiſchen Löwens und des Groſsherzoglich-B
ſchen Ordens der Treue Groſskreuz, eine Ueb
kunft zu verabreden, wornach über jene Reſtitu
ſo wie über den Beſitz und die Verwaltung de
Gefolge der rheiniſchen Conföderations Acte mit
Herzogthum Naſſau vereinigten Oranien Naſſauiſ
Beſitzungen ſolche Beſtimmungen feſtgeſetzt wür
welche eben ſowohl dem Zweck der engen Wi
vereinigung des Hauſes Naſſau, wie die allgemein
waltenden, und in unterliegendem Fall inſonde
offenkundigen Abſichten der gegen Frankreich a
ten Mächte auf möglichſte Erhaltung der beſte
den Verwaltungs-Ordnung um militäriſch-politiſ
Zwecke willen entſprechend ſeyen. Hiervon
gehend, ſind beide hier oben angeführte Bevollm
tigte über nachfolgende proviſoriſche Artikel übe
gekommen.

Art. I. Die Bande, wodurch die zwey Ha
ſtämme des Hauſes Naſſau von jeher und allem
ſeit Errichtung des Naſſauiſchen Erbvereins vom J
1783 vereinigt waren, ſind als wieder angeknüpft
betrachten; doch bleibt die Reviſion der in beſag
Erbverein begründeten wechſelſeitigen Verhältn
Rechte und Verbindlichkeiten und der aus den
getretenen Zeitverhältniſſen hervorgehenden noth
digen Abänderungen und Proportionen zur beſond
Verhandlung und Uebereinkunft bey ſchicklicher
und Gelegenheit ausgeſetzt.

Art. II. Sobald Seine Hoheit der Prinz
Oranien-Naſſau in den Beſitz Höchſt Dero mit
Gr

roßherzogthum Berg vereinigt geweſenen alt Naſſaui- 1813
chen Stammlande reſtituirt ſeyn werden, ſoll an
Höchſtdieſelben das von Naſſau beſeſſene, was die
rechte des Eigenthums und der Beſitzergreifung be-
ſitzt, in den vorigen Stand zurückgeſtellt werden.

In Abſicht der ferneren Vollziehung und Adminiſ-
tion ſelbſt aber ſoll das Amt Diez in ſeinem der-
igen Beſtand ſamt dem ehemaligen Amt Dauborn,
end aus den dem Oberamt Kirberg zu Kamberg
incorporirten Ortſchaften Dauborn und En-
nebſt dem Hof Gnadenthal, ferner der geogra-
hen Lage wegen aus dem Herzoglich-Naſſaui-
dermaligen Amt Burbach, neben dem ſo genann-
Hickengrund, die vormals zwiſchen Oranien-
und Sayn-Hachenburg gemeinſchaftlichen Ort-
ften ſofort mit allen Hoheits- und Domanialrech-
Gerechtſamen, Beſitzungen und Domänen abge-
werden.

immittelſt mit dem Amte Diez vereinigte Dorf
inſtein ſamt Zubehörde verbleibt bey demſelben.
ſo das dem Amte Naſſau incorporirte Dorf Obern-
amt Zubehörde bey dieſem.

ART. III. Um keine nachtheilige Verwickelung in
eingerichteten Comptabilitätsformen zu veranlaſ-
uch um für die Oranien-Naſſauiſche Uebernahme
ten und Gefälle in vorbeſagten Aemtern und
ngen, ſo wie für die nothwendigen Anordnun-
in Betreff deren künftigen Verwaltung und Ver-
ung Zeit und Raum zu gewinnen, iſt für den
ner frühern Retroceſſion ſtipulirt worden, daſs
und jede Einnahmen bis zum Schluſſe des lau-
n Rechnungsjahrs d. h. bis zum 31. December
dem Herzoglichen Hauſe Naſſau verrechnet
n ſollen.

egen werden für das Jahr 1813 nicht allein die
beſtandene Abgabe zur Fürſtlich-Oranien-Naſ
en Caſſe, ſondern auch der volle Betrag des
oglich-Naſſauiſcher Seits bereits übernommenen
eils von Zinſen von Oranien-Naſſauiſchen Paſſiv-
talien und Penſionen bis zum Schluſs dieſes Jahres

1813 ohne einigen Abzug aus der Herzoglich Naſſauiſ Staatskaſſe geleiſtet.

Art. IV. Die vormals gemeinſchaftlichen Ac und Beſitzungen Wehrheim, Kamberg ſammt N felden, Kirberg und Naſſau ſammt der Vogtey verbleiben, ſo viel die Adminiſtration betrifft, in ſchlieſslichem Beſitz des herzoglichen Hauſes N bis zur dereinſtigen endlichen Auseinanderſe zwiſchen den beiden Hauptſtämmen des Hauſes Na

Art. V. Vom 1. Januar 1814 an, in ſo fe dahin die Reſtitution des fürſtlichen Hauſes O Naſſau in die hier oben im Art. II. aufgeführt destheile und Beſitzungen erfolgt ſeyn wird, nimmt Hochdaſſelbe alle und jede darauf ha Locallaſten und Ausgaben, desgleichen alle von zoglichen Hauſe Naſſau bey der Auseinanderſe mit dem Grosherzogthum Berg übernommene ſionen vormals Oranien-Naſſauiſcher Diener un gehörigen ohne Unterſchied.

Art. VI. Dagegen verpflichtet ſich das herzo Haus Naſſau, ſo lange ſich daſſelbe in dem ung ten Genuſs der im Art. IV. aufgeführten Object finden wird, zur fortgeſetzten Bezahlung alle jeder, von Oranien-Naſſauiſchen Paſſivcapitalien lich übernommenen Zinſen mit Ausſchluſs de Locallaſt zu betrachtenden Antheils der im vorh henden Artikel erwähnten Landestheile an den K ſchulden-Capitalien bis zum Zeitpunct der v gedachten endlichen und allgemeinen Ausgleic Die im Art. III. ebenmäſsig bereits gedachte Jahre ceſſirt vom ſelbigen Termin an.

Art. VII. Der Sitz des Herzoglich-Naſſau Oberappellationsgerichts verbleibt zu Diez in d genwärtigen Beſtand, desgleichen die daſelbſt eta Zuchthausanſtalt nach ihrer ganzen dermaligen faſſung und Einrichtung. Seiner Hoheit dem Pri von Oranien Naſſau iſt vorbehalten, dem Wirku kreis des Oberappellationsgerichts ſämtliche in Deu and Höchſtdenſelben reſtituirte Lande zu unterge weniger nicht über die Zuchthausanſtalt zur Deten

on den Kriminalgerichtshöfen Seiner Hoheit ver- 1813
ilten Verbrecher zu diſponiren. Beides nach den
ber in der Folge annoch näher zu beſtimmenden
ditäten der Vollziehung.

rt. VIII. Seiner Hoheit dem Prinzen von Oranien-
a bleibt es überlaſſen, die in Herzoglich-Naſ-
he Dienſte getretenen Oranien-Naſſauiſchen Die-
ndenden Falls zurückzurufen.

t. IX. Seine Hoheit der Prinz von Oranien-
garantiren bis zum allgemeinen Frieden und
ieſelichen Uebereinkunft über alle ſuſpendirte
die Unterhaltung der Wehrlücke bey der Ora-
er Mühle zum Behuf der ungehinderten Lahn-
rt. Höchſtdieſelben werden die Lahnſchiff-
bey ihrer dermaligen Befreyung von Zöllen und
n aller und jeder Art und Gattung bis dahin
n.

rt. X. Damit die Unterhaltung der die Aemter
nd Burbach durchziehenden chauſſirten groſsen
raſsen nicht gefährdet werde, ſo iſt für zweck-
gehalten worden, daſs die reſpective Concur-
ier beyderſeitigen Unterthanen zu dieſer ge-
ätzlichen Arbeit unter gemeinſchaftlicher In-
on und Direction nach der beſtehenden Verfaſ-
und-Einrichtung vorerſt und bis zur allgemeinen
n Ausſcheidung der wechſelſeitigen Landesver-
e fortdauern ſolle.

t. XI. Dieweilen Ihro Herzogliche und Hoch-
ihe Durchlauchten zu Naſſau ſich anheiſchig ge-
haben, für das Herzogthum Naſſau das Dop-
des vormalig rheiniſchen Bundes-Contingents
ulirten Truppen und Landwehr zur alliirten
einzuſtellen, ſo werden Seine Hoheit der Prinz
ranien-Naſſau die nach Proportion der Bevöl-
hiervon auf die nach Art. II. an Höchſtdieſelbe
etende Landestheile fallende Rate vom Zeitpunct
ſchehenen Ceſſion an übernehmen. Damit auch
nige Vereinigung der beiderſeitigen Landes- und
intereſſen in jeder auswärtigen Beziehung be-
et reſpective gefördert werde, ſo werden die pacis-
ten Naſſauiſchen Höfe gemeinſchaftlich die für

1813 die militärische Brauchbarkeit augenscheinlich gr
und wesentliche Vortheile in Gefolge mit sich füh
de Vereinigung der von Höchstihnen respective
alliirten Armee zu stellenden militärischen Corp
Freywilligen, regulirten Truppen und Landwe
zu erwirken Bedacht seyn. Alles vorbehaltlich näh
Uebereinkunft, sobald über Anzahl, Waffengat
und militärische Formation der respectiven Contin
die einschlagenden Bestimmungen regulirt seyn wer

Art. XII. Die beyderseitigen respectiven Ve
tungsbehörden und Unterthanen sollen auf die
samste Art und Weise von den bestehenden V
nissen zwischen den Nassauischen Höfen nicht
gehörig unterrichtet, sondern auch zur allenthal
Unterhaltung und Beförderung des hiernach e
teten und beabsichteten besten Einverständniss
mahnt und angewiesen werden.

Art. XIII. Die respective Ratification des g
wärtigen provisorischen Staats- und Hausvertrag
auf dem kürzesten Wege eingeholt, und die Aus
selung der darüber ausgefertigten Urkunden, wo
lich, noch vor Ablauf des gegenwärtigen Jahres g
einander erfolgen, demnächst aber zur allenthalb
nähern Uebereinkunft über die daraus resultiren
respectiven Vollziehungsanordnungen besondere C
missarien mit sacherforderlichen Vollmachten und
structionen bestellt werden.

Zu dessen Beurkundung ist der gegenwärtige
trag doppelt ausgefertigt, und jedes Exemplar von
Eingangs aufgeführten beiden Bevollmächtigten ei
händig unterschrieben und besiegelt worden.

So geschehen Frankfurt a. M. den 26. Nov. 1

(L. S.) *Freyh.* v. Gagern.
Freyh. v. Marschall

Zus

Zuſatz-Artikel. 1813

ſofern der quantitativ noch unkannte Betrag
Herzogthum Naſſau angeſonnenen und mittelſt
tigung von beſondern Obligationen demnächſt
enden Beytrags zu den allgemeinen Kriegs-
mit Rückſicht auf die an Seine Hoheit den Prin-
Oranien-Naſſau zurückfallenden Landestheile
elt werden ſollte; ſo unterliegt die ratirliche
ne beſagter Landestheile als eine ſich von
verſtehende Verbindlichkeit keinem Zweifel.
currenz-Quote wird in dieſem Falle nach
lichen Verhältniſs beſtimmt werden, wornach
ng des Ganzen iſt regulirt worden.

chen wie oben.

(L. S.) *Freyh.* v. GAGNERN.
Freyh. v. MARSCHALL.

18.

1814 *Treaty of friendſhip and alliance betwe*
8 Iuil. *Britannic Majeſty and His Catholic I*
Ferdinand VII, Signed at Madrid
day of July 1814.

(*Publiſhed by Authority London* 4to *en A*
et Eſpagnol.)

In the name of the moſt Holy Trini

His Majeſty the King of the United Kin
Great-Britain and Ireland, and His Catholic
being equally animated by a deſire to ſtreng
perpetuate the union and alliance which h
the principal means of re-eſtabliſhing the b
power in Europe, and of reſtoring peace to t
have conſtituted and appointed, that is to
Majeſty the King of the United Kingdom
Britain and Ireland, the Right Honourable S
Wellesley, one of His Majeſty's moſt honoura
Council, Knight Companion of the moſt h
order of the Bath, and His Majeſty's Ambaſſa
ordinary and Plenipotentiary to His Catholic
and His Catholic Majeſty, *Don Joſeph Migue*
bajal y Vargas, *Duke of San Carlos*,
Caſtillejo and of Puerto, Grandee of Spa
firſt claſs, Knight of the moſt illuſtrious ord
Golden Flees. Grand croſs of the Royal and
ſhed Order of Charles III. Commander of E
de hares in the order of Alcantara, Chief M
of the King, and Gentleman of His Chamb
tenant general in the Royal Army, Cou
State, and Firſt Secretary of State and of ge
pach, who, after having exchanged their
full powers, and finding them in good and
have agreed to and concluded the following

ART. I. There ſhall be in future a ſtrict
mate alliance between His Majeſty the Ki

18.

ité d'amitié et d'alliance entre Sa jeſté Britannique et Sa Majeſté Catholique Ferdinand VII. Signé à Madrid le 5 Juillet 1814.

1814
5 Juil.

(Traduction privée.)

Au nom de la tres-ſainte Trinité.

ajeſté le Roi du Royaume uni de la Grande-ne et d'Irlande, et Sa Majeſté Catholique, d'un deſir égal de reſſerrer et de perpétuer et l'alliance qui ont été les moyens principaux tablir la balance du pouvoir en Europe et pour la paix au monde, ont nommé et autoriſé, Sa Maj. le Roi du Royaume uni de la Grande-gne et d'Irlande le trés-honorable Sir Henry ley, *membre du trés-honorable conſeil privé de ajeſté, chevalier du trés-honorable ordre du Bain baſſadeur extraordinaire et Plénipotentiaire de jeſté prés Sa Majeſté Catholique, et S. M. Ca-Don* Joſeph Michel de Carbajal y Vargas, duc Carlos, comte de Caſtillejo et de Puerta, *grand gne de la première claſſe, Chevalier de l'illuſtre de la toiſon d'or, Grand-Croix de l'ordre royal gué de Charles III. Commandeur de Eſpara-Lares de l'ordre d'Alcantara, Majordome en Roi et Gentilhomme de Sa chambre, Lieutenant à l'armée Royale, Conſeiller d'Etat et pre-crétaire d'Etat et du diſpacho général; les-après avoir échangé leurs pleinpouvoirs, et les trouvés en bonne et due forme, ont arrêté et les articles ſuivans:*

T. I. Il y aura à l'avenir une alliance étroite et entre S. M. le Roi du royaume uni de la Grande-Bré-

1814 United Kingdom of Great Britain and Ireland and Catholic Majeſty, their heirs and ſucceſſors; and conſequence of this intimate union, the High Contracting Parties ſhal endeavour to forward, by poſſible means, their reſpective intereſts.

His Britannic Majeſty and His Catholic Majeſty clare, however, that in drawing cloſer the ties happily ſubſiſting between them, their object is by means to injure any other State.

ART. II. The preſent alliance ſhall in no way rogate from the treaties and alliances which the H Contracting Parties may have with other powers being underſtood that the ſaid treaties are not cont to the friendſhip and good underſtanding, which the object of the preſent Treaty to cement and perpet

ART. III. It having been agreed by the Tr ſigned at London on the 14th day of January 1 to proceed to the negociation of a treaty of Comm between Great Britain and Spain, as ſoon as it ſha be practicable ſo to do, and the two High Contract parties deſiring mutually to protect and extend commerce between their reſpective ſubjects, pro to proceed without delay to the formation of a nitive arrangement of commerce.

ART. IV. In the event of the commerce of Spaniſh American poſſeſſion being opened to For nations, His Catholic Majeſty promiſes, that Great tain ſhall be admitted to trade with thoſe poſſeſſ as the moſt favoured nation.

ART. V. The preſent treaty ſhall be ratified, the ratifications ſhall be exchanged within forty d or ſooner if poſſible.

In witneſs whereof we the underſigned Plenipo tiaries have ſigned, in virtue of our reſpective powers, the preſent Treaty of Friendſhip and Alli and have ſealed it with the ſeals of our arms.

Done in Madrid this fifth day of July one thous eight hundred and fourteen.

(L. S.) H. WELLESLEY *).

Th

*) Le document eſpagnol eſt ſigné:
MIGUEL *Duque de San Carlos.*

Brétagne et d'Irlande et S. M. Catholique, leurs he- 1814
tiers et ſucceſſeurs; et en conſequence de cette union
time, les Hautes Parties contractantes tacheront
avancer par tous les moyens poſſibles leurs interêts
mutuels.

S. M. Britannique et S. M. Catholique declarent
outefois, qu'en reſſerrant les liens qui ſubſiſtent ſi
heureuſement entre eux ils n'ont aucunement en vue de
porter préjudice à aucun autre Etat.

Art. II. La preſente alliance ne dérogera en au-
une manière aux traités et alliances que les Hautes
rties contractantes peuvent avoir contractés avec
autres Puiſſances, bien entendu que les dits traités
ne ſont pas contraires à l'amitié et à la bonne harmo-
ie que le preſent traité a en vue de cimenter et de
rpétuer.

Art. III. Etant convenu par le traité ſigné à
adres le 14 de Janvier 1809 de proceder à la nego-
ion d'un traité de commerce entre la Grande-Bré-
ne et l'Eſpagne auſſitôt qu'il ſera poſſible de l'ef-
uer, et les deux hautes parties contractantes deſi-
rent mutuellement de protèger et d'étendre le commerce
eur leurs ſujets reſpectifs, elles ſe promettent de
rocéder ſans délai à la formation d'un arrangement
finitif de commerce.

Art. IV. En cas que le commerce avec les poſ-
ions Eſpagnoles en Amèrique fut ouvert à des na-
ons étrangères, Sa Majeſté Catholique promet que
Grande-Brétagne ſera admiſe à commercer avec
poſſeſſions comme la nation la plus favoriſée.

Art. V. Le preſent traité ſera ratifié, et les rati-
fications en ſeront échangées dans l'eſpace de quarante
urs, ou plustôt s'il eſt poſſible.

En foi de quoi nous ſouſſignés Plénipotentiaires
ons ſigné en vertu de nos pleinpouvoirs le preſent
aité d'amitié et d'alliance, et y avons appoſé le ca-
et de nos armes.

Fait à Madrid le cinq du mois de Juillet mil huit
cent quatorze.

(*L. S.*) *H. Wellesley* *).

Il

*) L'inſtrument eſpagnol eſt ſigné:

Miguel *Duque de San Carlos.*

1814 *Three additional articles to the treaty of Friendſhip and alliance between His Majeſty and His Catholic Majeſty Ferdinand the Seventh, ſigned at Madrid Auguſt* 28. 1814.

ART. I. It is agreed that, pending the negociation of a new treaty of commerce, Great Britain ſhall be admitted to trade with Spain upon the ſame conditions as thoſe which exiſted previously to the year 17[illegible]. All the Treaties of commerce which at that period ſubſiſted between the two nations, being hereby ratified and confirmed.

ART. II. His Catholic Majeſty, concurring in the fulleſt manner, in the ſentiments of His Britannic Majeſty, with reſpect to the injuſtice and inhumanity of the traffic of Slaves, will take into conſideration, with the deliberation which the ſtate of his poſſeſſions in America demands, the means of acting in conformity with thoſe ſentiments. His Catholic Majeſty promiſes moreover, to prohibit His ſubjects from engaging in the ſlave trade, for the purpoſe of ſupplying any of his lands or poſſeſſions excepting thoſe appertaining to Spain, and to prevent likewiſe, by effectual meaſures and regulations, the protection of the Spaniſh flag being given to foreigners, who may engage in the ſame traffic, whether ſubjects of His Britannic Majeſty or of any other State or Power.

ART. III. His Britannic Majeſty being anxious that the troubles and diſturbances, which unfortunately prevail in the dominions of His Catholic Majeſty in America, ſhould return to their obedience to their lawful Sovereign, engages to take the moſt effectual meaſures for preventing His ſubjects from furniſhing arms, ammunitions, or any other warlike articles to the revolted in America.

The preſent additional Articles ſhall form an integral part of the treaty of friendſhip and alliance ſigned the 5th day of July, and ſhall have the ſame force as

va

Trois articles additionnels au traité d'amitié et d'alliance entre S. M. Britannique et S. M. Catholique Ferdinand VII, ſignés à Madrid le 28 Août 1814. 1814

Art. I. Il eſt convenu que durant la negociation d'un nouveau traité de commerce, la Grande-Bretagne ſera admiſe au commerce avec l'Eſpagne ſous les mêmes conditions que celles qui ont exiſté avant l'année 1796. Tous les traités de commerce qui à cette époque ſubſiſtaient entre les deux nations étant ratifiés et confirmés par le preſent acte.

Art. II. Sa Majeſté Catholique concourrant pleinement aux ſentimens de Sa Majeſté Britannique au ſujet de l'injuſtice et de l'inhumanité de la traite des Negres prendra en conſideration avec la maturité que l'objet de ſes poſſeſſions en Amerique exige, les moyens propres à agir en conformité de ces ſentimens. Sa Majeſté Catholique promet en outre de defendre à ſes ſujets de s'intereſſer au commerce d'eſclaves tendant à en fournir d'autres iles ou poſſeſſions que celles appartenant à l'Eſpagne, et de prevenir également par des meſures et reglemens efficaces que la protection du pavillon Eſpagnol ne ſoit accordée à des etrangers qui pourroient s'engager dans ce commerce; qu'ils ſoient ſujets de S. M. Britannique ou de tel autre Etat ou Puiſſance.

Art. III. Sa Majeſté Britannique deſirant vivement que les troubles et diſcordes qui ſe ſont malheureuſement élevés dans les dominations de S. M. Catholique en Amèrique viennent à ceſſer entierement et que les ſujets de ces provinces rentrent ſous l'obeiſſance envers leur ſouverain legitime, s'engage à prendre les meſures les plus efficaces pour empêcher ſes ſujets à fournir des armes, munitions ou autre article de guerre quelconque aux inſurgens en Amérique.

Les preſents articles additionnels formeront une partie intégrante du traité d'amitié et de commerce ſigné le 5 Juillet, et auront la même force et valeur comme

1814 validity, as if they were inſerted word for word, ſhall be ratified within forty days, or ſooner, if poſ

In witneſs whereof, we the underſigned Ple tentiaries, in virtue of our reſpective full powers, ve ſigned the preſent additional Articles, and ſealed them with the ſeals of our arms.

Done at Madrid this twenty eight day of Auguſt thouſand eight-hundred and fourteen.

(L. S.) H. WELLESLEY

*) L'inſtrument eſpagnol des articles ſéparés eſt
MIGUEL *Duque de San Carlos.*

comme s'ils y étaient inſerés mot pour mot, et ſeront 1814
ratifiés dans l'eſpace de quarante jours, ou plustôt
s'il eſt poſſible.

En foi de quoi nous les ſouſſignés Plénipotentiaires, en vertu de nos pleinpouvoirs reſpectifs avons ſigné les preſents articles additionnels, et les avons ſcellés du cachet de nos armes.

Fait à Madrid le vingt et huit Août mil huit cent quatorze.

(*L. S.*) *H. Wellesley* *).

*) L'inſtrument Eſpagnol de ces articles ſéparés eſt ſigné: Miguel *Duque de San Carlos.*

19.

Pacte de famille entre le Roi Ferdinand VII. 1815
d'Eſpagne et ſon pêre Charles IV en forme de 14 Janv.
déclaration ſignée par ce dernier à Rome le 14 *Janv.* 1815, *acceptée par ſon fils* *) *et dont les ratifications ont été échangées le* 4 *Mars ſuivant.*

(Schoell Vol. X. pag. 331. art. I. p. 333.)

Art. I. La ceſſion de la couronne d'Eſpagne en faveur de mon fils bien-aimé lui impoſe, ainſi qu'à ſes ſucceſſeurs, l'obligation de m'allouer une ſomme qui ſoit analogue au rang élevé où la Providence m'a placé. L'ex-

*) D'après Schoell l. c. l'acceptation du Roi d'Eſpagne a eue lieu ſous la modification que le Roi Charles ne ſe fixeroit pas dans un pays où ſe trouveroit Bonaparte ou Murat.

1815 L'expérience m'a prouvé que la ſomme qui, mon départ d'Eſpagne, m'a été envoyée pour ma famille, eſt inſuffiſante. Le malheureux é la nation et les difficultés contre leſquelles m bien-aimé a à lutter me ſont bien connus; m ſuis auſſi convaincu que rien ne feroit plus de à ſon bon coeur, que ſi ſes auguſtes parens é obligés de ſe paſſer de commodités auxquelles leu élevé et leur âge avancé peuvent prétendre, e quelles ſon propre honneur et celui de la natio intéreſſés; enfin, que le bien-être de celle-ci e de mon bien-aimé fils puiſſent s'accorder avec ſ tisfaction, je propoſe qu'ou m'accorde dorénava ze millions de réaux par an, payables d'avance e ze termes, de mois en mois. Si néanmoins m ne pouvoit pas payer actuellement les quatre m qui ſont la différence entre les huit qui m'ont été nés et les douze que je déſire, la nation les acq auſſitôt que ſa ſituation le lui permettra.

ART. II. Depuis le temps où les armes victo de l'Eſpagne commencèrent à chaſſer l'uſurpateu qu'à l'époque où mon fils m'aſſigna huit millic réaux, j'étois privé de tout ſecours. Pendant période, j'ai contracté une dette de ſix millic réaux que mon fils et ſes ſucceſſeurs doivent, pc décharge, reconnoître pour la leur, afin de me d mager des ſommes que, pendant le dit temp étoient obligés de me payer. En conſéquence fils et ſes ſucceſſeurs s'obligent à payer dans trc l'arriéré de ſix millions de réaux, afin que je m'arranger avec mes créanciers, ou bien mon chargera de cette dette et traitera lui-même ave créanciers pour le payement.

ART. III. Si mon épouſe me ſurvivoit, r peut être plus ſacré pour mon bien-aimé fils (fournir à ſa bonne mère les moyens de ſubſiſtan formes à ſon rang élevé et à la dignité du ſou de l'Eſpagne, ſon fils. L'attachement pour m aimée épouſe et les obligations de lui aſſurer n ſtence agréable, m'impoſent le devoir de fixer l naire avant que dieu m'appelle à lui. En conſéq mon fils et ſes ſucceſſeurs aſſureront à la reine épouſe, une ſomme annuelle de huit millions d payable d'avance de mois en mois.

ART. IV. Mon bien-aimé fiils, l'infant don Fran- 1815
cen de Paula, que Dieu a placé au rang qu'il occu-
, eſt, comme tel, fondé à demander les ſommes
nt ſes frères et oncles jouiſſent actuellement. En
ppoſant que ſon frère chéri ne voudra pas le pri-
r de ces prétentions, il s'engagera, pour lui et ſes
ceſſeurs, de lui faire à l'avenir parvenir la ſomme
reçoivent les infans d'Eſpagne.

ART. V. Si je voulois me transporter en Espagne,
me ſera libre de choiſir pour ſéjour la province ou
ille dont je jugerai le climat le plus convenable
ma conſtitution phyſique, à mon âge avancé et à
habitudes. Mais comme dans ce moment je ne
uve pas convenable de retourner en Eſpagne, il
ſera libre de choiſir le lieu de mon ſéjour.

ART. VI. Les titres de roi et les prérogatives roya-
dont moi et mon épouſe jouiſſons notre vie du-
étant ſacrés, et afin que les honneurs et diſtinc-
qui nous ſont dus, nous ſoient accordés l'à où
nous fixerons, notre bien-aimé fils et ſes ſuc-
eurs s'engagent à porter le ſouverain dans les
duquel nous vivrons, à ce que les droits, pri-
ges et diſtinctions dus à notre rang et à notre
ſance auguſte nous ſoient accordés.

ART. VII. Lorsque ces articles auront été exami-
et approuvés par mon fils, ils ſeront ratifiés.

Fait à Rome, le 14 Janvier 1815.

Signé: CHARLES.

20.

Acte d'acceſſion de la Cour Impériale d'Au- 4 Mai
iche au traité ſigné entre la Pruſſe et la uſſie à Vienne le 3 *Mai* 1815 *(placé plus haut Suppl. T. VI.* 236.)

(*Geſetzſammlung für die K. Preuſs. Staaten* 1815. p. 158. en fr. et all.)

Sa Majeſté Impériale et royale Apoſtolique ayant été amicalement invitée par S. M. le Roi de Pruſſe à accéder

1815 ceder au traité conclu à Vienne le 3 de Mai de l'a
grâce 1815 entre Sa dite Majeſté et Sa Majeſté I
riale de toutes les Ruſſies, dont le contenu, i
ici mot à mot eſt de la teneur ſuivante:

(*ſuit le traité avec ſes annexes.*)

Sa Majeſté Impériale et Royale Apoſtolique n'a
rien plus à coeur que de donner à Sa Majeſté l
de Pruſſe toutes les preuves d'amitié, qui ſont en
pouvoir; Elle a muni en conſéquence des Plén
voirs les plus amples le Sieur Clement Wenceſla
thaire Prince de Metternich-Winnebourg-Ochſen
ſen, chevalier de la toiſon d'or, Grand-croix de
dre Royal de St. Etienne de Hongrie, chevalier de l'o
de St. André de St. Alexandre-Newsky et de St. A
de la premiere claſſe, Grand-cordon de la légion d'
neur, chevalier de l'ordre de l'éléphant, de l'o
ſuprême de l'Annonciade, de l'aigle noire et de l'
rouge, des ſeraphins, de St. Joſeph de Toscane,
St. Hubert, de l'aigle d'or de Wurtemberg, de la
lité de Bade, de St. Jean de Jeruſalem et de pluſ
autres, chancelier de l'ordre militaire de Marie
réſſe, Curateur de l'academie des beaux arts, Ch
bellan, Conſeiller intime actuel de S. M. l'Empe
d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohème, Son M
ſtre d'état, des conférences et des affaires étrangè
et Son premier Plénipotentiaire au Congrès, pou
Son nom procéder à cette acceſſion, lequel en co
quence déclare, que Sa Majeſté Impériale et Ro
Apoſtolique accède par le préſent acte au ſusdit Tr
en s'engageant formellement et ſolemnellement en
Sa Majeſte Pruſſienne à remplir toutes les obligati
qui y ſont contenus et qui peuvent la concerner.

En foi de quoi Nous plénipotentiaire de Sa
jeſté Impériale et Royale Apoſtolique avons en ve
de nos Pleinspouvoirs ſigné le préſent acte d'acceſſi
y avons fait appoſer le cachet de nos armes et l'av
échangé contre un acte de la même teneur par le
Sa Majeſté Pruſſienne accéde au traité conclu à Vi
ne le trois de Mai de l'an de grâce mil huit c
quinze entre Sa Majeſté Impériale et Royale Apo
lique et Sa Majeſté Impériale de toutes le Ruſſies.

Fait à Vienne ce quatre de Mai de l'an de grâce 1815
huit-cent-quinze.

Signé:

(L. S.) *Le Prince* DE METTERNICH.

Cet acte d'acceſſion a été ratifié par S. M. l'Empereur d'Autriche et le préſent acte a été echangé contre un acte de ratification pareil de S. M. le Roi de Pruſſe ayant pour objet l'acte d'acceſſion pruſſienne au traité conclu ſpécialement à Vienne le 3 Mai 1815 entre la Ruſſie et l'Autriche (placé plus haut Suppl. T. VI. p. 225.)

21.

Convention ſupplémentaire à celle de Kaliſch, 28 Mai *entre la Pruſſe et la Ruſſie, pour le paſſage des troupes ruſſes à travers les états pruſſiens, ſignée à Vienne le* 28 *Mai* 1815.

(MARTENS *hiſtoire abrégée des traités.* T. XI. p. 230.)

Les circonſtances ayant néceſſité qu'une armée de l'empereur de toutes les Ruſſies traverſe de nouveaux états de S. M. le roi de Pruſſe, et cette marche devant être réglée par des ſtipulations conformes à l'état actuel des choſes, les hautes parties contractantes ont nommé, à cet effet, pour leurs plénipotentiaires reſpectifs, ſavoir: S. M. le roi de Pruſſe, les ſieurs de Boyen, ſon général major, etc., et de Jordan, conſeiller intime des ſes légations, etc., et S. M. l'empereur de toutes les Ruſſies, les ſieurs Jean d'Anſtett, conſeiller privé, et George de Cancrine, intendant-général de ſes armées, etc., qui, munis des pleins-pouvoirs néceſſaires, ſont convenus des articles ſuivans, ſupplémentaires à la convention conclue ſur un objet ſemblable, à Kaliſch, le 7 Avril 1813.

ART. I. La convention de Kaliſch reſtera en pleine vigueur, à l'exception des changemens énoncés dans cet

[illegible] ou les articles qui seroient d[illegible] [illegible] changement des circonstances.

[illegible] approvisionnement des troupes et [illegible] règlement en [illegible] commandant l'armée, ayant son en[illegible] [illegible] de Prusse [illegible] qui ont [illegible] par les autorités des provinces. D'après [illegible] toutes les provinces seront données [illegible] et rations, d'après les proportions énon[illegible] dans le tarif.

Art. III. Il sera accordé aux troupes russes [illegible] route militaire [illegible] deux à trav[illegible] états de la Prusse, et dont on conviendra sépa[illegible] On les déterminera de manière à ne pas fo[illegible] troupes à faire des détours et en ayant égard à [illegible] des chemins et aux moyens d'approvisionnem[illegible]

Art. IV. Pour épargner à la Russie l'em[illegible] d'établir ses propres hôpitaux pour le nombre peu [illegible] sidérable de malades qui, à ce que l'on présume, [illegible] roient rester dans les états de S. M. le roi de Prus[illegible] seront reçus dans les hôpitaux de la Prusse, et [illegible] comme les malades de l'armée prussienne. Il se[illegible] livré, pour chaque malade, un billet d'hôpital en la [illegible] russe, avec la traduction en allemand, françoi[illegible] polonois, renfermant le nom du régiment, de la [illegible] pagnie ou du détachement où se trouve un tel hom[illegible] son nom et prénom. Ce billet renfermera égal[illegible] la spécification de ses effets d'armemens et d'ha[illegible] ment, afin qu'en cas de mort de l'individu, elle [illegible] être constatée et les effets rendus.

Il sera libre de laisser dans chaque province des [illegible] ciers russes chargés de prendre et de donner des i[illegible] mations nécessaires à l'égard des malades et [illegible] valescens.

Pour l'entretien de chaque malade, il sera payé [illegible] jour huit gros courans de Prusse. Dans ces huit [illegible] sont compris tous les articles, comme médica[illegible] linge, etc., et il ne pourra être formé aucune pré[illegible] tion particulière à cet égard.

Art. V. Les officiers russes malades seront pou[illegible] de quartiers où ils se nourriront à leurs frais. S'ils [illegible] ferent de se faire soigner aux hôpitaux, ils y seront

e prix de leur entretien dans les hôpitaux ſera 1815
ze gros courant par jour.

moment où les ſoldats ſe trouveront en récon-
nce et n'auront plus beſoin de médicamens, ils
répartis dans des emplacemens hors des hôpitaux,
vront les portions ordinaires. Dès qu'ils ſeront
t de marcher, ils ſeront munis de feuilles de
ſur leſquelles ſera marqué le jour de leur ſortie
ital. Ils ſeront réunis aux transports pruſſiens,
ront l'entretien ſtipulé par le tarif.

e pareils individus avoient beſoin de chauſſures
tres petits effets de vêtement, ils leur ſeront
ce ſera l'objet d'un payement ſéparé.

liquidation des frais d'hôpitaux ſe fera ſur le
hôpital, où ſera marqué le jour de l'entrée de
é à l'hôpital, celui de ſa ſortie pour entrer dans
cement des convaleſcens, et la date où il aura
feuille de route. La liquidation des frais d'hô-
pour les officiers ſe fera ſur leurs quittances.

montant de l'entretien des réconvaleſcens ou des
s qui ſe ſeront abſentés de leurs corps, ſera
uis la date de la feuille de route avec le com-
ruſſe qui les recevra au dépôt, et qui, lors de
tion, en donnera quittance au commandant du
t. Cette quittance ſe donnera ſur la feuille de
i, rendue à l'officier pruſſien, ſervira de do-
à la liquidation.

le cas de rechute de la part d'un convaleſcent
voit rentrer à l'hôpital, le nouveau billet d'hô-
a donné par l'officier du transport qui en
tion ſur la feuille de route.

mode d'admiſſion par billet aux hôpitaux n'a
été obſervé, ce qui n'eſt point vraiſemblable
'il a été enjoint, par un réglement général, à
troupe d'en délivrer; ſi de même le mode de
e, détaillé ci-deſſus, n'avoit pas été employé,
avoir pu publier à temps les préſens ar-
pplémentaires, les quittances des officiers
iſſés près des hôpitaux, et, là où elles n'au-
pas pu être données, les procès-verbaux des
s locales, conſtateront le nombre des malades
rée de leur ſéjour aux hôpitaux.

1815 ART. VI. Quant aux prix à payer pour les pr
tions en denrées faites par les provinces de la mo
chie pruſſienne, on les règlera conformément à la
vention de Kaliſch, ſur les prix moyens des princi
marchés, ſans aucune addition.

Quant aux provinces qui, à l'époque du paſſage
troupes, n'auroient pas appartenu définitivement
Pruſſe, les prix moyens ſerviront de baſe depuis la
du traite, en vertu duquel leſdites provinces auro
été réunies à la Pruſſe. Les preſtations faites antér
rement dans les provinces allemandes, ſeront pa
ſur le même pied qu'aux autres pays d'Allem
d'après le ſyſtème établi à cet égard.

ART. VII. La liquidation des preſtations fa
cette marche aura lieu ſéparément et ſans per
temps, par la commiſſion de liquidation de Kö
berg. Cette règle s'appliquera de même aux ma
de corps conſidérables qui pourroient encore tra
les provinces de la Pruſſe, et qui toutefois feront
noncés d'avance. Les preſtations à faire ſur les
mins militaires ſeront liquidées de deux mois en
mois, d'après les quittances des officiers, et,
aux détachemens qui marcheront ſans officiers,
près les feuilles de routes viſées par les comman
qui ſe trouveront de diſtance en diſtance.

ART. VIII. Le payement ſe fera après la liq
tion, moitié en argent, moitié en grains trans
de Ruſſie dans les ports de Pruſſe ou ſur la fro
continentale, d'après un arrangement à l'amiable.
payemens au comptant ſe feront au plus tard
mois après la liquidation, et les denrées ſeront li
auſſitôt que faire ſe pourra. Le débarquement
aux frais de la Pruſſe.

ART. IX. Le payement qui eſt ſtipulé au co
ſe fera en bonnes lettres de change, ou en cou
Pruſſe. La Ruſſie cependant pourra payer en
eſpèces, d'après les cotes de la bourſe de Berlin.
pour éviter réciproquement les chances exagérées
cours momentané, le maximum du ducat eſt
3 écus 10 gros, et le minimum à 3 écus 4 gro
même le maximum des frédérics d'or ou des pi
à 5 écus 16 gros, et le minimum à 5 écus 8 gros.
de convention (ſpecies thaler) ſera toujours éva

…os courant de Pruſſe, avec 4 pour 100 de bénéfice 1815
…veur de la Ruſſie. Les autres monnoies d'or et 31 Mai.
…ent, qui ſeront toutefois au choix de la Ruſſie,
…nt évaluées à proportion.

ART. X. Cette convention ſupplémentaire ſera ratifiée auſſitôt que faire ſe pourra.

A Vienne le $\frac{16}{28}$ Mai 1815.

DE SCHÖLER — D'ANSTETT.
DE JONDAN. — DE CANERINE.

22.

…cle ſéparé ajouté au traité entre le Roi Pruſſe et les D. et Prince de Naſſau, à Vienne le 31 *Mai* 1815 (*S. VI. p.* 333.) *executé le* 17 *Oct.* 1816.

(…LL *hiſtoire abrégée des traités.* T. XI. p. 619.)

I.

Article ſéparé.

…ncluant le traité principal entre S. M. le roi de Ceſſion éventuelle.
…t LL. AA. les duc et prince de Naſſau, les …és plénipotentiaires ont encore arrêté la con… éventuelle ſuivante.

…ns le cas où S. M. le roi de Pruſſe, par ſuite des …emens territoriaux qui vont être arrêtés avec la …lectorale, trouvoit moyen d'acquerir le comté …r de Katzenelnbogen avec le parage de Heſſe…bourg qui y eſt enclavé, S. M. s'engage à céder …AA. les duc et prince de Naſſau ledit comté, …s propriétés de l'électeur de Heſſe qui y ſont …, et avec les droits de parage et les poſſeſſions …ſe-Rothenbourg. Par contre LL. AA. s'engagent …donner à S. M. la partie de la principauté de …n et des bailliages de Burbach et de Neunkirchen, …ur revient en vertu du traité principal, ainſi que …illiage naſſovien d'Atzbach, avec tous les droits

et

1815 et toutes les propriétés de la maiſon ducale dan
diſtrict. Toutes les diſpoſitions du traité principal
applicables à cette ceſſion éventuelle.

Cette convention particulière aura la même f
obligatoire que le traité principal, et les ratificat
en ſeront échangées dans l'eſpace de quatre ſemain

En foi de quoi les ſouſſignés plénipotentiaires
ſigné le préſent article ſépare, et l'ont fait munir
leurs ſceaux.

Fait à Vienne le 31 Mai 1815.

Signé: *Le Prince* DE HARDENBERG.
ERNEST-FRANÇOIS-LOUIS,
Marſchall de Bieberſtein.

2.

1816 *Edits de S. A. S. le Duc de Naſſau ſur l'exécu*
17 Oct. *de l'article ſéparé joint au traite du 31 Mai 1*
avec la Pruſſe, publiés en date du 17 Oct. 18

(*Verordnungsblatt des Herzogthums Naſſau*
No. 26. 1816.)

a.

Wir Wilhelm, von Gottes Gnaden, ſouver
Herzog zu Naſſau u. ſ. w. u. ſ. w.

Fügen hiermit zu wiſſen, daſs Wir in Gefolge
zwiſchen Sr. Maj. dem Könige von Preuſsen und
ſern in Gott ruhenden Regierungs-Vorfahren am 31.
v. J. abgeſchloſſenen Staatsvertrags und der de
ſtatt gefundenen weitern Verhandlungen, Commiſſ
ernannt und beſtellt haben, um in Unſerm Namen
der an Uns abgetretenen Niedergrafſchaft Catzene
bogen ſammt dem darinn befindlichen Staatseigent
und Paragial-Rechten und Beſitzungen für Uns
Unſere Nachfolger Beſitz zu nehmen.

Wir geben Euch den Staatsdienern, Vaſallen,
terthanen und Einwohnern der Niedergrafſchaft Cat
ellnbogen von dieſer Verfugung öffentliche Kennt
und erwarten von Euch, daſs Ihr Uns mit gleic
Ge

ſam und mit eben ſo treuer Ergebenheit werdet 1816
thun ſeyn, als Ihr gegen Eure bisherige Landes-
ſchaft auf rühmliche Art bewieſen habt.

Wir betrachten Eure politiſche Vereinigung mit
em Herzogthum, deſſen Einwohner Euch durch
graphiſche Verbindung, durch gleiche Sitten und
nheiten des Lebens und durch Bedürfniſſe des
ſeitigen Verkehrs nahe angehören, als ein glück-
und günſtiges Ereigniſs für die öffentliche Wohl-
ſo wieder vereinigten Landes. Ihr werdet in
Wiedervereinigung Euch aller der Vortheile zu
n haben, welche die von Unſern Regierungs-
n aufgerichtete Landesverfaſſung den Unter-
n und Einwohnern Unſers Herzogthums g währt.
Regierung über Euch wird nach gleichförmigen
altungs-Einrichtungen und nach übereinſtimmen-
Geſetzen geführt werden. Unter ihrem Schutz
die bürgerliche Freyheit der Perſon und des
es, des religiöſen Glaubens und der politiſchen
g, die Gleichheit der Abgaben und aller Staats-
vor dem Geſetz. Von den Segnungen eines
den Friedens beglücket, werdet Ihr mit Uns
n Wirkungen dieſer Verfaſſung und einer der-
angemeſſenen Verwaltung die Vergeſſenheit in
ſchweren Zeit überſtandener Leiden finden, und
früchte genieſsen, welche das in mancherley Er-
gen gereifte Zeitalter in Unſern feinen Forde-
und Bedürfniſſen begegnenden vaterländiſchen
richtungen Euch darbietet.

dieſer Geſinnung, Vertrauen und Hoffnung,
n Wir Euch alle und jeden Einzelnen Unſe-
rüglichen und theilnehmendſten landesfürſt-
Wohlwollens.

ben Biebrich, den 17. October 1816.

(L. S.) WILHELM,
Herzog zu Naſſau.

vt. ERNST FRANZ LUDWIG,
Marſchall von Bieberſtein.

b.

1816 *Wir Wilhelm, von Gottes Gnaden, ſouverä*
Herzog zu Naſſau u. ſ. w.

Fügen hiermit zu wiſſen, daſs Wir in Gefolge
an dem 31. May v. J. zu Wien abgeſchloſſenen Stu
Vertrags das Amt Atzbach, beſtehend aus den
ſchaften:

Atzbach, Dorlar, Dudenhofen, Garbenheim, E
göns, Hochelheim, Dornholzhauſen, Kleinre
bach, Groſsrechtenbach, Krofdorf, Gleiberg
zenberg, Vetzberg, Lützellinden, Hörnshein
dercleen, Obercleen, Odenhauſen, Salzböden,
kirchen, Niederwetz, Volpertshauſen, Vollnh
Weidenhauſen, Wismar, Launsbach und Naub

mit allen Rechten der Landeshoheit und Oberh
keit, wie ſolche Uns zuſtehen, an Sr. Majeſtä
König von Preuſsen abgetreten haben.

Wir entlaſſen demnach Unſern Diener und U
thanen in dieſem Amt, aller Uns geleiſteten Di
und Unterthanen Pflichten.

Wir danken Ihnen zugleich für Ihre Uns und
ſern Regierungs-Vorfahren von jeher und unter
Umſtänden bewieſene Treue, indem Wir die
nung hinzufügen, daſs nur die Ueberzeugung da
das Wohl ſämmtlicher unter Unſerer Regierung
einigten Landestheile zu befördern, Unſern in
ruhenden Regierungsvorfahren vermocht hat, zu
Opfer dieſer Abtretung einzuwilligen. Wir bege
neben zu der Gerechtigkeit und Milde des Monar
unter deſſen Zepter Unſere nun entlaſſene Diene
Unterthanen im Amt Atzbach künftig regiert w
ſollen, das zuverſichtliche Vertrauen, daſs ſie
Vortheile einer väterlichen Regierung und weiſe
neten Verwaltung gleich den älteſten Unterthane
Krone Preuſsen ſich zu erfreuen haben werden.

Indem Wir ſie mit ihren Dienſt- und Unterth
Pflichten an Se. Königl. Preuſsiſche Majeſtät vo
an verweiſen, werden wir niemals aufhören,
unter allen Umſtänden die lebhafteſte Theilnahr

künftigen Wohlergehen und Unſer vorzügliches 1816
wollen zu bewahren.

gegeben Biebrich, den 17. October 1816.

(L. S.) WILHELM,
Herzog zu Naſſau.

vt. ERNST FRANZ LUDWIG,
Marſchall von Bieberſtein.

C.

r Wilhelm, von Gottes Gnaden, ſouveräner Herzog zu Naſſau u. ſ. w.

n hiermit zu wiſſen, daſs Wir uns, in Gefolge
31. May v. J. zu Wien abgeſchloſſenen Staats-
s und des in Gemäſsheit deſſelben zwiſchen den
eitigen Commiſſarien zu Dillenburg vollzogenen
abe-Receſſes vom 28. July, zum Beſitz und zur
iſtration überwieſenen vormals Oranien-Naſſaui-
Aemter Burbach und Neunkirchen, nebſt nach-
den Ortſchaften des Fürſtenthums Siegen, na-
lich

dem Amt Siegen:
gersdorf, Wilnsdorf, Niederdilfen, Oberdilfen,
dorf, Rädchen, Obersdorf,

dem Amt Netphen:
holz mit Beienbach, Flammersbach, Feuers-
, Brauersdorf, Obernau und

dem Amt Irmgarteichen:
garteichen, Gernsdorf, Hainchen, Werlenbach,
hof, Ober- und Niederwalpersdorf, Nenkere-
, Griſſenbach, Deutz, Salchendorf, Helgers-
, Anzhauſen und Rudersdorf,

Maasgabe der deshalb vorbehaltenen und nun-
zu Stande gekommenen anderweitigen Unter-
ngen mit allen Rechten der Landeshoheit und
rrlichkeit an Seine Majeſtät den König von
en zurückgegeben haben.

dem Wir demnach gedachte Landestheile hiermit
neuen Landesherrn überweiſen und übergeben,
ſen Wir zugleich Unſere Staatsdiener, Unterthanen

1816 nen und Einwohner in denſelben aller Un geleiſt
Dienſt- und Unterthanen-Pflichten.

Zu deſſen Urkund haben Wir gegenwärtiges
laſſungs-Patent eigenhändig vollzogen und Unſer
binets-Siegel beydrucken laſſen.

Gegeben Biebrich, den 17. October 1816.

(L. S.) WILHELM,
Herzog zu Naſſau.

vt. ERNST FRANZ LUDWIG,
Marſchall von Bieberſtein.

23.

1815 *Procès verbal entre les commiſſaires Autrich*
2 Juin *et Pruſſien pour la remiſe d'un diſtrict ſu*
rive droite de la Moſelle à la Pruſſe, d
à Kreuznach le 28 Mai et ſigné le 2 J
1815.

Protocoll, welches am 28. May 1815 über
nähern Beſtimmungen wegen der Uebergabe ei
an das Königreich Preuſsen auf dem rechten M
ſel-Ufer gefallenen Landesdiſtrictes aufgenom
men wurde.

Gegenwärtige: von Seite der K. K. Oeſterr. und
Bayeriſchen Landes-Adminiſtration: die ſubdelegirt
Herrn Uebergabs-Commiſſäre: von Droſsdick, K. K
Oeſterr. Hofrath; Freyherr von Stengel, K. Bayerſch
Kreisrath; Protocollführer: der Prälidialſekretär Hei
rich Amann. Von Seite des K. Preuſsiſchen Gener
Gouvernements: der ſubdelegirte Herr Uebernahm
Commiſſär, Freyherr von Schmitz Grollenburg, K. P
Uebernahms-Commiſſär.

Bey der Verhandlung über die Art der Uebergab
des an das Königreich Preuſsen fallenden Landes D
ſtrictes, und der deshalb genau zu beſtimmenden g
genſe

seitigen Verhältnisse haben sich die beiderseitigen 1815
missäre zu folgenden Beschlüssen vereinigt:

Art. I. Nachdem von Seite der subdelegirten Ueber-
-Kommissäre bemerkt worden war, dass die Be-
ichnung der *Gränzlinie* in dem K. Preussischen Be-
nahms-Patent vom 5. April d. J. so wie es die Kan-
Conz und Hermeskeil betrifft, von den hierüber
dem Congressprotokoll enthaltenen, und zur Richt-
dienenden Bestimmungen wesentlich abweiche,
f diese letztern näher zurückgeführt werden
, und der K. Preuss. subdelegirte Herr Ueber-
-Commissär diese Abweichungen ebenfalls nicht
nehmen konnte, so wurde über die Bestimmung der
zen beyliegende Uebereinkunft geschlossen *).

Art. II. In Ansehung des *Abrechnungstermins* über
liche Einnahmen und Ausgaben, erinnerte der
Uebernahms-Commissär, dass hiezu nach den
sbeschlüssen der 6te des laufenden Monats May
t sey. Als aber hierauf von den Herrn Ueber-
Commissären bemerkt wurde, dass es wegen der
auf jeden zehnten Tag festgesetzten Kassen-Ver-
zur grossen Erleichterung der Comptabilität
n würde, den 10ten desselben Monats zum Ab-
ungstermine zu bestimmen; so wurde dieser letzte
mit beiderseitigem Einverständnisse angenommen.

Art. III. Die *wirkliche Uebergabe* des in der oben
angeführten Uebereinkunft näher bezeichneten
-Districts soll sogleich erfolgen, und der Wech-
der Landesbehörde von dem Tage an eintreten,
die diesfälligen Behanntmachungen in den einzel-
Gemeinden angeschlagen seyn werden: doch soll
Kundmachung in Kreuznach selbst nicht vor den
des nächsten Monats Juny statt haben.

Art. IV. Mit dem Landes-Districte selbst werden
alle gegenwärtig darin befindlichen *Militär-Ver-
ungs-Magazine* (als ein Eigenthum des Landes
, und zu dem Unterhalte der in der Gegend lie-
Truppen bestimmt), jedoch unter dem, von
Herrn Uebergabs-Commissären ausdrücklich bey-
fügten Vorbehalte übergeben, dass diejenigen Vor-
schüsse

*) Cette convention en date de Kreuznach le 28 Mai 1815 a déjà été donnée plus haut Suppl. T. VI. p. 315.

1815 ſchüſſe aus den Staatskaſſen, durch welche die
rige Adminiſtration den Truppen die laufende V
gung verſchaffte, ohne dieſe Magazine anzug
und zu dem Zwecke ſie für künftige Bedürfniſſ
zubewahren, derſelben als Guthaben bei der üb
menden Regierung in Rechnung zu bringen ſey
dieſe Vorſchüſſe blos auf Rechnung beabſichtigter
ordentlicher Auflagen, die bereits in Verordn
des Amtsblatts angekündigt worden waren, geleiſte
den ſeyn, und der Erſatz dafür um ſo gegründe
fordert werden könne, als dadurch, daſs ſo vie
der übergebenden Adminiſtration für verluſtig e
Güter nicht mehr weiter veräuſsert worden ſind
Domainen Vermögen zum Vortheil der übernel
den Regierung ſehr vermehrt würde.

*Ueber dieſen Vorbehalt rückſichtlich der Vorſ
auf die Truppenverpflegung, erklärte der Herr U
nahms-Commiſſär, daſs derſelbe, da nach den G
ſätzen der K. Preuſs. Verwaltung alle Koſte
Militär-Verpflegung vom Staate getragen wi
ſich nicht ermächtigt halte, in dieſer Rückſich
Verbindlichkeit zu übernehmen, ſondern höhere
ſcheidung einholen müſſe. Der Herr Uebern
Commiſſär bemerkt vielmehr:*

a) *dem abgetretenen Theile des Kreiſes Birke
ſeyen ſeine Anſprüche auf die in das Magazin da
gemachte Lieferungen nicht allein zu ſichern, ſo
auch die Rückgabe ohne Verzug zu veranſtalten
dem Reſerv-Magazine kein Staats-Eigenthum,
dern als ein heiliges Depoſitum des Landes
trachten ſeyen;*

b) *nach demſelben Grundſatze ſeyen den K
von Simmern und Koblenz die in Folge der Aus
bung vom 2ten April in das Magazin von E
gemachten Lieferungen, in ſofern ſolche noch
handen, unverzüglich zurückzugeben; ferner*

c) *den abgetretenen Theilen der bisherigen
niſtrations-Bezirks ihre Anſprüche auf die ihne
ſtehenden Zuſatz-Centimes, welche in die öffent
Caſſen gefloſſen oder überhaupt zur Verpflegun
wendet worden, zur künftigen Berechnung vo
halten, auf den Fall, daſs die höhere Entſche
über den von dem Herrn Uebernahms-Commiſſär
anerkannten Grundſatz ausſchlieſslicher Verbin*

des Landes zur Truppen-Verpflegung zu Gunſten 1815
ſelben entſchieden werden ſollte.

d) *Da die dem Kreiſe Trier und andern zuſtehen-*
Summen in den Schuldentilgungsfonds zur Zah-
ung fremder Lieferanten verwendet worden ſeyn;
ſeyn für die Ruckerſtattung dieſer Vorſchüſſe die
linigſten Mittel anzuwenden und dazu die Ver-
chtung von den Herren Uebergabs-Commiſſären
übernehmen; nicht minder ſey

dem Kreiſe Kaiſerslautern die Rückerſtattung
Summen aufzugeben, für welche ein gewiſſer Axer
Kaiſerslautern als Gläubiger jenes Kreiſes in dem
niſchen Bekleidungsmagazine verſchiedene Gegen-
de erſteigert habe.

Eine gleiche Entſcheidung gebühre

f) *den an die K. Preuſs. Regierung übergehenden*
ilen des Saar-Departements für die aus dem Re-
-Magazin zu Saarbrücken nach Kaiſerslautern
chten und dort erſteigerten beträchtlichen Quan-
Wein und Brandtewein.

g) *Der Herr Uebernahms-Commiſſär trägt dar-*
an, daſs von der übergebenden Adminiſtration
nigen Lazareth-Effecten, welche von Kreuznach,
nern, St. Goar und andern Orten des an Preuſsen
tretenen Landſtricts nach Bingen verbracht ſeyn,
Zeitverluſt zurückgegeben, und eben ſo

h) *diejenigen Mobilien, welche von der Departe-*
l-Direction von Trier nach Kreuznach verſen-
orden, und Eigenthum des Landes ſeyn, zu-
rſtattet werden.

Die Herren Uebergabs-Commiſſäre erwiedern
uf:

d a) und b) *Die gebildeten Magazine ſeyen aller-*
s als ein Landeseigenthum zu betrachten, blos
die Truppen-Verpflegung beſtimmt. Auch müſſe
lings in der Vertheilung der Magazine, ſo wie
rer Landeslaſten und der darauf gemachten Be-
die ſtrengſte Gleichförmigkeit beobachtet werden,
gen die Landes Adminiſtr. Comm. von jeher die
cht hatte, hierüber noch eine Ausgleichung im
zen Adminiſtr.-Bezirke zu veranſtalten, und dieſer
ck auch zu den vorzüglichſten Beſtimmungen der
geſtellten Kriegs-Schuldenliquidations-Commiſſion
gehörte;

1815 *gehörte; allein eben nach dieſem Grundſatze die Landes-Adminiſtr. Comm. auch ihre gegenſe Anſprüche auf die aus dem übrig bleibenden B in die Magazine des abgetretenen Landes, wie nach Trier geſchehenen Lieferungen geltend m und erſt nach einer vorgängigen allgemeinen Li tion hierüber könne beſtimmt werden, ob und w man hierin noch an den abgetretenen Bezirk dig ſey.*

Auch könne von einer Auslieferung von Mag an ſolchen Standorten wie zu Birkenfeld und E für den Augenblick ſchon keine Rede ſeyn, eben jetzt für das dringende Bedürfniſs des do ſtärker anhäufenden Militärs unentbehrlich ſin

ad c. *ſeye der Grundſatz von der Landes-. niſtrations-Comm. immer anerkannt worden, da Zuſatz-Centimen keinen reinen Bezug für die S kaſſe ausmachen können, ſondern entweder zu urſprünglichen Beſtimmung für den öffentlichen L oder wenn dieſe durch Zeitumſtände aufgehört wie z. B. jene für den Schelde-Canal, auf eine a Art blos zum Beſten des Landes, und daher jetz allem zur Militär-Verpflegung verwendet werde ſen. Es unterliegt daher keinem Anſtande, da der bevorſtehenden Liquidation nach dieſem G ſatze verfahren werde.*

ad d, e und f. *Fordern die hier angebrachte ziellen Anſprüche noch nähere Erörterungen, i che ſich die Herren Uebergabscommiſſäre aus A der bereits nach Worms gebrachten Acten, und Rückſprache mit den ebenfalls ſchon nach W abgegangenen Referenten welche dieſe Gegenſtän handelten, gegenwärtig nicht einlaſſen können, über aber bei der bevorſtehenden Liquidation di tere Verhandlung, ſo wie auch*

g) *Wegen der Lazaret-Effecten gepflogen den ſoll, welche letztern aber wegen ihrer gegen gen wirklichen Verwendung bey Spitälern um ſ niger ſchon jetzt ſogleich zurückgeſtellt werden ten, als ſie nach den neueſten Anordnungen des A Commando's zur Errichtung ruſſiſcher Spitäle braucht werden müſſen.*

ad h) *Die zum Theile ſehr koſtbare Mobiliar richtung der Präfectur zu Trier ſey zwar aller*

ein Departemental-Eigenthum zu betrachten, al- 1815
da dieselben zum Gebrauche der obersten Ver-
altungsbehörde des Departements schon ursprüng-
h bestimmt war, so hätten von dem Augenblicke an,
die Departemental-Verwaltung im Orte Trier
gehoben, und unmittelbar zur Landes-Administ.
ommission gezogen worden war, jene Mobilien sämmt-
h zum Gebrauch der Landes-Administ. Comm. hier-
r gebracht werden können. Man habe sich jedoch
nigt, nur einige wenige unbedeutende Effecten für
s dringendste Bedürfniss hierher zu ziehen, welche
nwärtig blos aus persönlicher Rücksicht dem Herrn
rnahms-Commissär, nebst einigen andern der
ministration gehörigen Meubles zur Erleichterung
s unmittelbaren Antritts seiner Geschäftsführung
rlassen werden. Allein die Landes Administra-
s Commission sehe sich eben durch die hier gemachte
forderung genöthigt, sich noch den Anspruch auf
ihr gebührenden verhältnissmäfsigen Antheil
tlicher Mobiliar-Einrichtung zu Trier vorzube-
n, in welcher Absicht sie der baldigen Mittheil-
eines genauen Inventariums sammt Abschätzung
selben entgegensehe.

Art. V. Die Herren Uebergabs-Commissäre tru-
zwar darauf an, dafs das in den zu übergebenden
irke bei den Domainen-Beamten zum Verkaufe
Verrechnung noch vorhandene Stempelpapier zur
tung von Unterschleifen noch vor der Uebergabe
ezirks zurückgezogen werden soll. Als aber der
Uebernahms-Commissär erinnerte, dafs diese
fsregel Stockung im Dienste hervorbringen dürfte,
einigte man sich dahin, dafs diese Vorräthe noch
nge bey den Domainen-Beamten zum Gebrauche
len werden sollten, bis diese mit dem Stempel-
r der übernehmenden Regierung versehen seyn
en; wogegen der Herr Uebernahms-Commissär
verbindlich macht, die schleunigste Herbeyschaf-
dieser neuen Vorräthe zu veranstalten, um, wenn
geschehen seyn wird, die Ueberreste sammt ge-
Rechnungen über alles Verkaufte der K. K. Oester.
K. Bayerischen Administration zu überliefern.

Art. VI. In Ansehung der Uebergabe von Acten
de als allgemeiner, wechselseitig geltender Grund-
satz

1815 ſatz angenommen, daſs dieſelben in der Regel
nigen Adminiſtration zufallen ſollen, in deren Be
die Behörden, zu deren Regiſtratur ſie gehören,
Sitz haben. Es verſteht ſich hierbey jedoch von
daſs der Sitz der Landes-Adminiſtrations-Comm
und der zu ihr unmittelbar gehörigen Central-Be
den ſchon jetzt in dieſer Rückſicht als auſser dem
zutretenden Landesdiſtricte gelegen zu betrachten

Von jeder der beiden Adminiſtrationen ſollen
alle diejenigen Akten, welche ganz allein den j
tigen Bezirk betreffen, ſobald als möglich ausg
den, und dahin abgeſchieden, und dahin abge
von denjenigen aber, die ſich nur zum Theil
jenſeitigen Bezirk beziehen, an die Behörden
ben Abſchriften oder Auszüge auf Koſten des
genden Theils ausgefertigt werden. Der Herr U
nahms-Commiſſär wird ſich überdies dahin ver
den, daſs von dem Herrn General Gouverneur
Commiſſär von Sack in Koblenz rückſichtlich
Adminiſtrationsbezirks gleiche Grundſätze über
Theilung der Akten beobachtet, vor allem aber
der K. K. Oeſterr. und K. Bayerſchen Landes-Ad
ſtration ſo nöthigen bisher ohne Erfolg reclam
Forſtakten des ehemaligen Departements vom
nersberg ausgeliefert werden möchten.

Art. VII. In Anſehung der *finanziellen* Ver
hältniſſe kam man über folgende Beſtimmungen üb

1. Alle direkten oder indirekten Einkünfte des
gebenen Diſtrictes, welche bis zum 10ten d. M.
ſchlieſslich verfallen ſind, ſtehen der K. K. Oe
und K. Bayerſchen Landes-Adminiſtration zu,
machen, ſofern ſie von derſelben nicht ſchon beso
wurden, ein Guthaben bey der nachfolgenden R
rung aus. Alle ſolche Einkünfte aber, die erſt
dem genannten Tage verfallen waren, gehörte
K. Preuſsiſchen Regierung, und ſind derſelben, ſo
ſie von der gedachten Adminiſtrations-Commiſſion
sogen wurden, zu verrechnen. Auf gleiche W
fallen alle bis zum 10ten d. M. einſchlieſslich ve
lenen Ausgaben für den öffentlichen Dienſt jenes
desdiſtricts der gegenwärtig übergeben — die ſp
verfallenen der übernehmenden Adminiſtration zur

Um den bey mehreren Staatsausgaben zu befor- 1815
Zweifeln, ob und in wiefern sie den übergeLandes-District angehen, zu begegnen, wurde macht:

Betreff der vorhandenen Pensionisten liegt die ahlung der Pensionen derjenigen Administration in deren Bezirke die Pensionisten zur Zeit der übergabe ihren gesetzlichen Wohnsitz haben.

Auslagen für die in den Strafhäusern zu Trier rten Gefangenen bestreitet bey den Inländern ge der beiden Administrationen, in deren Bedes Geburtsort des Gefangenen liegt, bey Ausen eben jene, in deren Bezirk das Kreisgericht ist, welches die Untersuchung führte, und Verurtheilung veranlaßte. Eben so bestreitet

Auslagen für die Pfleglinge des Armenhauses in diejenige der beiden Administrationen, in deren der Geburtsort des Pfleglings liegt. Die Auswerden von der K. Preuss. Regierung übernen, da auf gleiche Weise die K. K. Oesterr. K. Bayersche Landes-Administration jene in enthal übernommen hat.

der Gensdarmerie geht an die K. Preuss. Reng diejenige Mannschaft über, deren Brigaden ren Bezirke liegen, von der Landwehr aber fficiere jener Bataillons, deren Rekrutirungse bisher in dem nun übergebenen Landes-Digelegen waren, nämlich die Offiziere jener Bataillons deren Escadrons gegenwärtig in Goar und Oberwesel ihren Standpunkt haben.

Herr Uebernahms-Commissär bemerkte hierss dagegen die K. Preussische Regierung auch reuznach und Worms gewesenen, oder noch chen Effecten um so mehr auszuliefern wären, selben aus dem Bekleidungs-Magazine von nommen, ein Eigenthum des Saar-Departseyen.

Herren Uebergabs-Commissäre äusserten hierauf:

man die der Landwehr gehörigen Effecten, welden Bataillonen in dem Magazine zu Trier rt worden sind, denselben, so weit es die Land-

1815 *wehr in dem abgetretenen Bezirke betrifft, ohn*
stand zurückgeben werde; diese Zurückgabe sic
keineswegs auch auf andere im Magazine zu Tri
wesene Militär-Effecten erstrecken könne,
ihre Bestimmung für die regulirten Truppen d
liirten Mächte selbst hatten, und als ein beweg
Staatseigenthum ganz der vorigen Administr
zugefallen sind. Sollte aber Königl. Preuss.
diese Anforderung dennoch weiter verfolgt
wollen; so hätte die Erörterung derselben eb
bey der bevorstehenden Liquidations-Commiss
geschehen.

c) Die Beyträge zu den Besoldungen derjenige
ten, deren Amtsbezirke durch die §. 1. e
Grenzlinie durchschnitten werden, sollen, s
sie in gemeinschaftlichen Diensten bleiben,
dem Verhältnisse der Seelenzahl des Wirkun
ses dieser Beamten geleistet werden.

3. Um für die Zukunft jeden Anlass zu Colli
zu vermeiden, wird, so bald als möglich, ein
lige Absonderung der Behörden, in allen Zweig
Verwaltung, so wie auch in Rücksicht der öffen
Anstalten eingeleitet werden. Bey den zu
Zwecke nöthig werdenden Reductionen derj
Beamten, deren Amtsbezirke durch eine solch
sonderung kleiner werden, übernimmt die redu
derjenige Theil, in dessen Bezirke diese Behörd
her ihren Sitz hatten. Da jedoch die Reducti
beiden Administrationen vorzüglich die in dem
tigen Bezirke gebürtigen Individuen treffen
so wird auf dieselben von der Administration d
burtsorte die möglichste Rücksicht genommen

Diese Absonderung wird jedoch nicht eintret

a) bey dem Bisthum Trier, da eine Abänder
auf Bestimmungen des päbstlichen Hofes be
Diöcesen-Eintheilung ohne vorläufige Rück
mit Letzterem nicht thunlich wäre.

b) Bey dem Hypothekenbewahrer des Kreises
und jenem des Kreises Birkenfeld rücksichtlich
vor der Landesübergabe geschehenen Inscription

c) bey den Strafhäusern zu Trier, so lange nicht
dem der K. K. Oesterreichischen und K. Bayer

Landes-Administration verbleibenden Bezirke hin- 1815
leichende ähnliche Anstalten vorhanden sind, und
zwar um so mehr, als die letztern erst kürzlich
durch neuen Bau bedeutende Summen darauf ver-
wendet hat.

Endlich bey allen milden Stiftungen, Holzberech-
tigungen oder was immer für andere Gerechtsame
von Gemeinden und Rechten der Privaten über-
[illegible], deren Aufrechthaltung, wenn sie sich auch
[illegible] jenseitigen Bezirk erstrecken, wechselseitig
[illegible]irt wird.

*[illegible] Herr Uebernahms-Commissär trägt hierbey
[illegible] an, dass*

*[illegible]entlich die Litteralien der Kirchenschaffnerey
[illegible]senheim hierunter begriffen seyn, und wenn sie
[illegible] in den Händen von der K. Preuss. Regierung
[illegible]den Beamten befinden, baldigst ausgeliefert
[illegible]den sollen;*

*[illegible]sollen ebenfalls hierunter begriffen seyn, die
[illegible] den hiesigen Salinen in dem Banne der Ge-
[illegible]de Sitters im Canton Obermoschel befindlichen
[illegible]kohlengruben.*

[illegible] Herren Uebernahms-Commissäre erwiedern
[illegible]:

[illegible]) *unterliege es gar keinem Anstande ganz in
[illegible]heit der über die Aktenausfolgung angenomme-
[illegible]meinen Grundsätze auch Akten über die Kir-
[illegible]ffnerey zu Meisenheim in so weit sich dergleichen
[illegible] Ausfolgung geeignete vorfinden, heraus-*

[illegible]) *Da die Steinkohlengruben bey Sitters im
[illegible] Obermoschel ausser dem abgetretenen Bezirke
[illegible] so müssen sie auch als eine zu dem übrig blei-
[illegible] Administrationsbezirke gehörige Domaine be-
[illegible] werden, und wenn sie auch bisher der hiesi-
[illegible] von der Staatsverwaltung zur Benutzung
[illegible]en waren, so könne diese bisherige wirkliche
[illegible]ion der Staatsverwaltung doch keineswegs
[illegible] Gesichtspunkte einer Privatstiftung betrachtet,
[illegible]aus eine Untrennbarkeit der Steinkohlengrube
[illegible] Saline hergeleitet werden, weil hier keine
[illegible] Privaten oder das Publikum überhaupt einge-
[illegible] Verpflichtung, sondern blos eine willkührli-
[illegible]bindung bestanden habe, welche von der Staats-*

1815 *verwaltung jeden Augenblick wieder aufgelöfst*
den konnte, und nun durch die Theilung des
des auch von ſelbſt aufgelöſst ſeyn. Jedoch iſt
bereit, auch dieſen Gegenſtand noch bey der b
ſtehenden Liquidation in Verhandlung zu nehm

4. Die Abrechnung zwiſchen den beiden Adm
ſtrationen über die durch die Landesübergabe w
ſeitig entſtehenden Guthabungen ſoll durch
aus Abgeordneten beider Theile zuſammenge
Commiſſion ſo ſchleunig als möglich in Richt
gebracht werden.

Der Herr Uebernahms-Commiſſär bemerkt
dabey die Vergütung derjenigen Salzquantitä
ſonders zu berückſichtigen wäre, welche in d
ſerv-Magazine der unter der Verwaltung d
meinſchaftlichen Commiſſion bleibenden Landes
führt, und auf den Canon des Monats Juli
rechnen ausgeſetzt worden ſey.

Hierauf erwiederten die Herren Uebergabs-C
miſſäre:
daſs die Erörterungen über dieſe Anforderungen
ähnliche Art, wie die oben erwähnten Anſprüch
abgetretenen Bezirks an den Beybehaltenen, d
vorſtehenden weitern Liquidations-Commiſſion
behalten bleiben müſſen.

5. Um die Abrechnung mit dem vormalige
neral-Gouverneur des Mittelrheins Herrn Sta
Gruner über die von ihm zurückgelaſſenen Activ
Paſſiv-Rückſtände, welche in der Folge noch
ten dürfte, nicht zu erſchweren, wird die übe
mende Adminiſtration die Erhebungen über den e
lichen Betrag jener Rückſtände ganz nach der
halb unterm 16ten Auguſt v. J. erlaſſenen Vor
fortſetzen und über alle auf dieſe Rückſtän
ſchehenden Einnahmen und Ausgaben auf die
eingeführte Art eigene Vormerkung und Rech
führen, ſeiner Zeit aber dieſe Rechnungen zum
huf der endlichen Auseinanderſetzung dieſes Geſc
der gedachten Landes-Adminiſtrations-Commi
mittheilen.

In ſo fern jedoch unter dieſen ältern Rückſtän
auch ſolche vorkommen, welche nach ihrer urſpr
lic

Ausſchreibung oder mehrmaligen Widmung für die Staatscaſſe, ſondern zur Deckung von ſchulden beſtimmt ſind, daher nicht zur Abung mit dem vorigen General-Gouvernement den hohen Alliirten, ſondern zur Verrechnung Land gehören, ſo wird die Berichtigung dieſchäfte ganz der K. Preuſs. Regierung mit Vorder Anſprüche, welche nach einer von der K. herr. und K. Bayerſchen Landes-Adminiſtration aufzuſtellenden Berechnung darauf wechſelſeitig werden können, überlaſſen. 1815

Geſchloſſen Kreuznach, den 2ten Juni 1815.

Unterſchrieben:

ELN DROSSDICK
K. Hofrath.

Freyh. v. STENGEL.
Bayerſ. Kreisrath.
(L. S.) (L. S.)

Freyherr VON SCHMITZ GROLLENBURG.
(L. S.)

Fid. Prot. unterſchrieben:
HEINR. AMANN.

Für die Abſchrift:
der Canzley-Inſpector
GERLACH m. p.

24.

é conclu à Vienne le 7 Juin 1815 entre le Roi de Pruſſe d'une part, et S. M. oi de Suède et de Norwège d'autre part. 7 Juin.

(*Sammlung für die Königl. Preuſs. Staaten* 1817. Anhang pag. 39.)

om de la très ſainte et indiviſible Trinité.

ajeſté le Roi de Pruſſe ayant obtenu la ceſſion bits et titres que le traité conclu à Kiel le vier 1814 avait donnés à S. M. le Roi de Danesur la Poméranie Suédoiſe, y compris l'île de n, et Sa Majeſté étant entrée à la ſuite de cette n, en négociation avec S. M. le Roi de Suède et de Nor-

1815 Norwège, ſur le même objet et ſur la remiſe effe
de la dite province, les deux ſouverains, anim
déſir de terminer par ce moyen les différends
ſont élevés à la ſuite du traité de Kiel, ont réſo
conclure un traité pour cet effet ſous la médiatio
S. M. l'Empereur de toutes les Ruſſies, que Sa M
Impériale leur avait offerte pour contribuer au
bliſſement de la tranquillité du Nord et du repo
néral de l'Europe, et Leurs dites Majeſtés ayant ac
cette médiation, Elles ont nommé en conſéq
pour Leurs Plénipotentiaires, ſavoir:

S. M. le Roi de Pruſſe, le Prince de Harde
Son Chancelier d'Etat etc., ſon premier plén
tiaire au congrès de Vienne, et le Sieur Charl
laume Baron de Humboldt, Miniſtre d'Etat etc
ſecond plénipotentiaire au congrès de Vienne: et
le Roi de Suède et de Norwège, le comte Axel de
wenhielm, etc., Son Miniſtre plénipotentiaire au
grès de Vienne; leſquels Plénipotentiaires après
échangé leurs pleinspouvoirs en bonne et due f
ſont convenus des articles ſuivans:

Ceſſion de la Pomeranie.

ART. I. S. M. le Roi de Suède et de Norwège,
à toute perpétuité pour Lui et Ses Succeſſeurs au
de Suède, d'après l'ordre de ſucceſſion du 26 Septe
1810, à S. M. le Roi de Pruſſe et ſes ſucceſſeu
trône, le Duché de Poméranie et la Principauté d
gen, avec toutes ſes dépendances, îles, forte
villes et païs.

Artillerie à délivrer.

ART. II. S. M. le Roi de Suède et de Nor
s'engage à délivrer à S. M. le Roi de Pruſſe, av
forteresſe de Stralſund et les autres points fortifi
Poméranie et dans l'île de Rügen, l'artillerie
effets militaires qui y appartiennent, ainſi que
en avait pris l'engagement envers S. M. le Roi de
marc par l'article 14. du traité de Kiel. S. M.
doiſe et Norwégienne fera délivrer en outre à
Pruſſienne 200 pièces de canon de défenſe et
loupes canonières pour la défenſe maritime.

Dettes.

ART. III. La dette publique contractée p
Chambre Royale de Poméranie reſte à la charge de
le Roi de Pruſſe comme Souverain de la Poméranie,
Sa dite Majeſté prend ſur Elle les ſtipulations fai
cet égard pour l'acquit de cette dette; ſont excep
to

les dettes qui précédemment à la charge de la 1815
bre royale de Poméranie, auraient été transférées
dette Suédoiſe, du conſentement des Etats du
me de Suède.

ART. IV. Les donations en domaines faites par Donations en domaines.
M. le Roi de Suède et de Norwège et qui ſe mon-
à une ſomme annuelle de 43,000 Rixdalers cou-
de Poméranie ſeront rendues à S. M. le Roi de
par S. M. le Roi de Suède et de Norwège qui ſe
le bonifier les donataires.
nt aux autres domaines de la couronne en Pomé-
et dans l'île de Rügen, ils ſeront remis à S. M. le
Pruſſe dans l'état où ils ſe trouvent au moment
ſignature du préſent traité.

RT. V. S. M. le Roi de Pruſſe s'engage à payer à Somme à payer par la Pruſſe.
le Roi de Suède et de Norwège pour la ceſſion du
de Poméranie et de la Principauté de Rügen la
de trois millions cinq-cent-mille Rixdalers
de Pruſſe. Cette ſomme ſera payée aux termes
itions qui ſeront fixées plus ſpécialement entre
miſſaires de S. M. le Roi de Pruſſe et ceux de
le Roi de Suède et de Norwège, leſquels ſe réuni-
cet effet à Berlin, immédiatement après la ſigna-
du préſent traité.

R. VI. La remiſe du Duché de Poméranie et de Epoque de la remiſe.
cipauté de Rügen à S. M. le Roi de Pruſſe aura
mois après l'échange des ratifications du pré-
ité.

R. VII. S. M. le Roi de Pruſſe et S. M. le Roi Commiſſaires.
de et de Norwège nommeront, chacun de Son
des commiſſaires munis de pleinspouvoirs néceſ-
pour effectuer la remiſe du Duché de Poméranie
la Principauté de Rügen, conformément à la
du préſent traité.

R. VIII. S. M. le Roi de Pruſſe s'engage de la Droits des ſujets.
e la plus ſolemnelle à aſſurer aux habitans de la
anie Suédoiſe et de l'île de Rügen avec leurs de-
ces, leurs droits, libertés et priviléges, tels
exiſtent maintenant et ont été déterminés dans
nées 1810 et 1811.

RT. IX. S. M. le Roi de Pruſſe s'engage à main- Etabliſſements pieux.
les établiſſemens pieux, et notamment l'Academie
de

1815 de Greiffswalde, dans leur état actuel, en les la jouir de tous leurs biens-fonds, capitaux et rev actuels.

Com-merce de l'Angle-terre. ART. X. S. M. le Roi de Pruſſe s'engage à maiſ le commerce de l'Angleterre dans toutes les faveu prérogatives qui lui ont été accordées par le trait Stockholm du 3 Mars 1813, et qui lui ont été ct mées dans le traité de Kiel du 14 Janvier 1814.

Com-merce avec la Suède. ART. XI. Comme les habitans du Duché de P ranie et de la Principauté de Rügen ſe trouvent une longue réunion avec le Royaume de Suède, des rapports intimes de commerce et de beſoin proques avec les ſujets de S. M. le Roi de Suède Norwège, également importans pour le bonhe l'un et de l'autre païs, S. M. le Roi de Suède Norwège ſont convenus de laiſſer ſubſiſter le com entre les Etats de S. M. le Roi de Suède et de No d'un côté, et le Duché de Poméranie et la Princ de Rügen de l'autre, pendant le terme de vingt ans à dater de la ſignature du préſent traité, d même état où il ſe trouve en ce moment, et faire ni d'un côté ni de l'autre aucuns chang tendant à le ſoumettre à de nouveaux droits, i tions ou réglemens y contraires.

Dettes des ſu-jets. ART. XII. Toute dette publique ou partic contractée par des Poméraniens en Suède, et vice par des ſujets ſuédois en Poméranie, ſera acq aux conditions et aux termes ſtipulés.

Liberté d'emi-gration. ART. XIII. Les Suédois qui ſe trouvent ac ment en Poméranie et dans l'île de Rügen, et l bitans de la Poméranie et de l'île de Rügen qui ſe vent en Suède, auront pleine liberté de retourne leur patrie, et de diſpoſer ſelon leur bon plaiſir d propriétés, meubles et immeubles, ſans en p moindre contribution, péage ou autre droit. I jets des hautes parties contractantes auront ple berté pendant les premières ſix années à dater change des ratifications du préſent traité, de c à volonté leur domicile, et ne ſeront tenus qu'à ou à louer dans ce délai leurs propriétés à un ſ la Puiſſance qu'ils veulent quitter. Les biens d qui, après l'expiration de ce délai, n'auront pa fait à cette diſpoſition, ſeront publiquement ve

chère et par l'autorité publique, et le provenu ſera 1815
au propriétaire. Pendant ces ſix années il ſera
à chacun de faire tel uſage qu'il jugera conve-
le de ſa propriété, la jouiſſance entière lui en étant
ellement garantie. Les propriétaires et leurs
pourront auſſi librement voyager d'un Etat
l'autre pour régler leurs affaires et ſtipuler leurs
, comme ſujets de l'une et de l'autre Puiſſance.

Archives.

ar. XIV. Les archives, documens, et autres pa-
publics ou particuliers, appartenans aux domai-
plans et cartes des forteresſes, villes et païs qui
préſent traité ſont cédés à S. M. le Roi de Pruſſe,
pris les cartes et papiers qui appartiennent au
d'arpentage, ſeront remis aux Commiſſaires de
le Roi de Pruſſe par ceux de S. M. le Roi de
et de Norwège dans l'espace de ſix mois, ou, ſi
n'eſt pas poſſible, au plustard dans celui d'une
, après la remiſe des païs mêmes.

Appointemens; penſions.

r. XV. Les appointemens des fonctionnaires
dans le Duché de Poméranie et dans la Princi-
de Rügen ſont à la charge de S. M. le Roi de
, à dater du jour de la remiſe de ces provinces.
penſionnaires conſerveront ſans retard ou diminu-
les penſions qui leur ont été accordées par leur
nement actuel.

Poſtes.

r. XVI. Le cours des poſtes ſera conſervé de la
manière où il ſe trouve au moment de la ſigna-
préſent traité, ſur le pied de la plus parfaite
cité entre les deux hautes parties contractantes.

Adhéſion de la Gr. Br. et de la Pruſſe.

r. XVII. Les hautes parties contractantes invi-
S. M. l'Empereur de toutes les Ruſſies et Sa M.
du Royaume uni de la Grande-Bretagne et d'Ir-
à donner leur adhéſion aux différentes ſtipula-
contenues dans le préſent traité, ainſi qu'aux dé-
ons réciproques des plénipotentiaires de S. M. le
Suède et de Norwège et de S. M. le Roi de
arc, telles qu'elles ſe trouvent annexées au
traité.

Ratifications.

ar. XVIII. Le préſent traité ſera ratifié, et les
ications ſeront échangées à Berlin dans l'espace de
ſemaines à dater de ce jour, ou plutôt s'il eſt
ible.

En

1815 En foi de quoi les plénipotentiaires reſpectifs ſigné le préſent traité et y ont appoſé le cache leurs armes.

Fait à Vienne le 7 Juin, l'an de grâce 1815.

(L. S.) *Le Prince* DE HARDENBER(
(L. S.) *Le Baron* DE HUMBOLDT.
(L. S.) *Le Comte* CHARLES AXEL DE LÖWENHIE

Nous premier Plénipotentiaire de Sa Majeſté l'I pereur de toutes les Ruſſies au Congrès de Vie ayant ſervi de médiateur dans les arrangemens ar entre les cours de Suède et de Pruſſe, déclarons le traité ſigné aujourdhui entre S. M. le Roi de S et de Norwège et S. M. le Roi de Pruſſe, avec les déclarations ſéparées Danoiſe et Suèdoiſe, et q font partie, de même qu'avec toutes les clauſes, ditions et ſtipulations qui y ſont contenues, a été clu par la médiation de S. M. l'Empereur de toute Ruſſies. En foi de quoi Nous avons, en vertu de pleinspouvoirs généraux et en Notre qualité de pre Plénipotentiaire de Sa dite Majeſté au Congrès de Vie ſigné les préſentes et y avons fait appoſer le cache Nos armes.

Fait à Vienne le 7 Juin, l'an de grâce 1815.

(L. S.) *Le Prince* DE RASOUMOFFSK

Article ſéparé et ſecret.

Sa Majeſté le Roi de Pruſſe, déſirant de contribue tant qu'il dépend de Lui, à applanir entièreme différends qui ſe ſont élevés à la ſuite du traité co à Kiel le 14 Janvier 1814. entre S. M. le Roi de S et de Norwège, et S. M. le Roi de Danemarc, a ob de la cour de Danemarc et a fait remettre au Plén tentiaire de S. M. Suèdoiſe, une déclaration ſi par les Plénipotentiaires de S. M. Danoiſe, de la teur ſuivante:

"S. M. Danoiſe déclare de la manière la plus melle: qu'en conſéquence d'un accord fait avec S le Roi de Pruſſe, Elle renonce par rapport à la Su à toutes prétentions ou réclamations fondées ſur la exécution de l'article 7. du traité de paix du 14 Jan 1814; qu'elle dégage S. M. le Roi de Suède et de

de l'obligation de Lui payer les 600,000 Rixdalers 1815
banque de Suède, encore dûs ſur un million de
dalers de banque de Suède ſtipulé en ſa faveur, et
Elle regardera déſormais le traité de Kiel comme
nt ſa pleine et entière vigueur en toute ſa teneur
en toutes ſes conditions et clauſes non changées ou
ifiées par la préſente déclaration."

"La préſente déclaration des Plénipotentiaires de
marc faite au nom de leur auguſte Souverain, ſera
par S. M. Danoiſe, et cette ratification ſera re-
ans le terme de ſix ſemaines au Miniſtère de S. M.
de Pruſſe, pour être échangée contre la ratifica-
S. M. Suédoiſe, d'une déclaration analogue faite
d'aujourd'hui par le Plénipotentiaire de ce
ain."

En foi de quoi les Plénipotentiaires de S. M. le
Danemarc ont ſigné la préſente déclaration et y
poſé le cachet de leurs armes."

Fait à Vienne le 7 Juin 1815."

Signés:

(L. S.) *Le Comte* CHR. BERNSTORFF.

(L. S.) *Le Comte* JOACH. BERNSTORFF.

Sa Majeſté le Roi de Suède et de Norwège a fait re-
re de Son côté à la cour de Pruſſe, pour être dé-
par Elle aux Plénipotentiaires de S. M. le Roi de
marc une déclaration formelle ſignée par Son plé-
ntiaire, de la teneur ſuivante:

M. le Roi de Suède et de Norwège déclare de
ière la plus formelle qu'en conſéquence d'un ac-
fait avec S. M. le Roi de Pruſſe, Elle renonce,
pport au traité de paix ſigné entre la Suède et le
marc le 14 Janvier 1814, à toutes prétentions ou
ations fondées ſur des faits ou événemens poſté-
à la concluſion de cette paix, et notamment
auſe de la non-exécution de l'article 15. du dit
et que Sa Majeſté regardera déſormais le ſusdit
comme ayant ſa pleine et entière vigueur dans
a teneur et en toutes ſes conditions et clauſes,
changées ou modifiées par la préſente décla-
n."

Cette déclaration du Plénipotentiaire de Suède,
au nom de Son auguſte Souverain, ſera ratifiée par

S.

1815. S. M. Suédoise et Norwégienne, et cette ratifica
sera remise dans le terme de six semaines au Mini
de S. M. le Roi de Prusse, pour être échangée co
la ratification de S. M. Danoise d'une déclaration
logue faite en date d'aujourd'hui par les Plénipo
tiaires de ce Souverain."

"En foi de quoi le Plénipotentiaire de S. M. le
de Suède et de Norwège a signé la présente déclarati
et y a apposé le cachet de ses armes."

"Fait à Vienne le 7 Juin 1815."

Signé:

(L. S.) *Le Comte* CHARLES AXEL DE LÖWENHE

Le présent article séparé et secret aura la
force et valeur, que s'il était inséré textuellement
le traité. Il sera ratifié et les ratifications en se
échangées dans l'espace de six semaines.

Fait à Vienne le 7 Juin, l'an de grâce 1815.

(L. S.) *Le Prince* DE HARDENBERG

(L. S.) *Le Baron* DE HUMBOLDT.

(L. S.) *Le Comte* CHARLES AXEL. DE LÖWENHIEL

25.

13 Oct. *Extrait du procès verbal des ministres des
puissances sur les bases des arrangemens pé
niaires; à Paris le* 13 *Octobre* 1815.

(SCHÖLL Histoire abrégée des Traités de Paix. vol.
pag. 473.)

ART. I. Les arrangemens pécuniaires entre la F
et les puissances alliées se feront d'après le prin
que dans les trois premières années, à dater du 1er
cembre 1815, la France ne payera pas au-delà de
millions par an.

ART. II. Sur ces 270 millions, la somme ann
le de 140 millions sera employée au payement suc
sif de l'indemnité pécuniaire, dont, par ce moyen
tou

lité se trouvera acquittée en cinq ans; et celle de millions à l'entretien de l'armée d'occupation, avec conditions et réserves spécifiées dans les articles vans. 1815

ART. III. Quoique la France ait pris l'engagement ral de se charger de tout ce qui compose l'entre- complet de l'armée d'occupation, les puissances, la soulager autant que possible ont l'intention d'opé- si les circonstances le permettent, une réduction ssive d'année en année dans le nombre des trou- destinées à l'occupation militaire, et de rétablir, ute mesure, le niveau entre les 130 millions à ir par la France, et les frais réels de l'entretien ur armée, lesquels, d'après des calculs admis de s parts, monteront à 150 millions.

ART. IV. Si la situation intérieure de la France ne mettoit pas aux puissances de réaliser cette réduc- , la France seroit obligée de leur rembourser le entre les 130 millions à fournir par elle, et les réels de l'entretien des troupes. Ce déficit ne vera pas au-delà de 20 millions par an.

ART. V. Comme on est d'accord que la somme le à payer par la France dans les trois premières nées ne doit pas excéder 270 millions, le rembour- ment du déficit, lequel, dans les suppositions les défavorables, ne s'élèvera pas au-dessus de 100 ns, se fera dans les quatrième et cinquième an- ou, si le gouvernement François ne se croyoit état de depasser pour cet objet le payement an- de 270 millions, ledit remboursement sera remis sixième année, sauf, à régler les garanties néces- pour assurer ce remboursement.

ART. VI. Si, au bout de trois ans, la situation choses est telle, que les puissances ne se trouvent ns le cas de prolonger l'occupation militaire par tifs politiques, cette occupation sera réduite à chelle proportionnée aux sommes qui resteront à acquitter sur l'indemnité pecuniaire, et la ce pourra la faire cesser entièrement, en acquit- le restant de l'indemnité, soit en valeurs réelles, par des arrangemens qui seroient jugés par les l'équivalent du payement effectif.

ART.

1815 Art. VII. Les cours alliées remettront au
vernement François les chefs des réclamations ren
dans les articles non exécutés du traité de 1814,
gouvernement François fera ſes propositions ſu
moyens de parvenir le plus tôt poſſible à la liq
tion definitive et au rembourſement effectif des
mes réclamées.

(*On convint, dans la même conférence, qu'on
éléreront autant que poſſible l'évacuation du terri
François, qu'on nommeroit des commiſſaires ch
de régler ma marche d'après ce principe, et de
poſer un terme pour l'évocuation finale du roy
ſauf le corps d'occupation temporaire.* [S.])

26.

16 Oct. *Traité entre S. M. le Roi de Pruſſe et S. A.
le Landgrave de Heſſe Rothenbourg, ſi
à Caſſel le* 16 *Oct.* 1815.

(*Geſetzſammlung für die Königl. Preuſs. Staat*
Anhang 1818. pag. 65. 66.)

*Im Namen der hochheiligen und untheilbare
Dreyeinigkeit.*

Nachdem Seine Majeſtät der König von Preuſ
und Seine Königliche Hoheit der Kurfürſt von Heſ
um in die Folge der Verhandlungen des Wiener C
greſſes nöthig befundenen Ausgleichungen im nör
chen Deutſchlande durch eine freundſchaftliche Ue
einkunft über angemeſſene Territorial-Veränderu
zu erleichtern, durch Bevollmächtigte in beſo
Tractaten getreten ſind, und über deren endliches
ſultat unter dem heutigen Dato einen förmlichen T
ritorial-Austauſch-Vertrag in 30 Artikeln abgeſchlo
haben, und nicht allein der Beitritt zu dieſem Trac
von Seiten Sr. Durchl. des Landgrafen von Heſſ
Rothenburg, nach den mit dem Kurhauſe Heſſen
ſtehenden Hausverträgen für nothwendig, ſondern e
eigene und beſondere Uebereinkunft zwiſchen Sei
Ma

ſtät dem Könige von Preuſsen und Seiner Durchl. 1815
Herrn Landgrafen von Heſſen-Rothenburg, we-
der von Hochdemſelben abzutretenden eigenthüm-
en Rechte, Beſitzungen und Nutzungen, und des
ür zu leiſtenden Erſatzes für erforderlich gehalten
den iſt; ſo haben S. M. der König von Preuſsen
S. D. der Landgraf von Heſſen-Rothenburg Be-
ächtigte ernannt, um alles was hierauf Bezug
zu verabreden, abzuſchlieſsen und zu unterzeich-
nämlich: S. M. der König von Preuſsen, den
Präſidenten Conrad Siegmund von Hänlein, Ihren
rdentlichen Geſandten und bevollmächtigten
er an den Heſſiſchen und Naſſauiſchen Höfen,
r des Königl. Preuſsiſchen rothen Adler-Ordens
des eiſernen Kreuzes, wie auch Ritter des Kur-
l. Heſſiſchen Ordens vom goldenen Löwen;

nd Se. Durchl. der Landgraf von Heſſen-Rothen-
den Herrn Geheimen Rath Carl Wilhelm Göſſel;
e, nachdem ſie gegenſeitig ihre Vollmachten in
und gehöriger Form befunden und gegen ein-
ausgewechſelt haben, über nachſtehende Artikel
ngekommen ſind.

Art. I. S. Durchl. der Landgraf zu Heſſen-Rhein- Ceſſion de la part du Land-grave.
-Rothenburg treten dem, zwiſchen Sr. M. dem
e von Preuſsen und Sr. K. H. dem Kurfürſten
heſſen unterm heutigen Dato geſchloſſenen, hier
ſtlich beigehefteten Vertrage bey, genehmigen
ndere, was in demſelben Ihr Intereſſe und Ihre
betrifft, und verpflichten Sich zugleich, die-
Rechte, Beſitzungen und Nutzungen, welche
an der Niedergrafſchaft Katzenellenbogen, der
haft Pleſſe nebſt dem Kloſter Höckelheim und
te Neuengleichen zuſtehen, in Folge der, Art. 2.
ſchten Vertrags, enthaltenen Stipulationen an
ige von Preuſsen Maj. abzutreten.

behalten Sich jedoch ausdrücklich vor, daſs
ſem Vertrage niemals irgend eine Schmälerung
ausvertragsmäſsigen Rechte hergeleitet, und
ndere dieſelben in Rückſicht der Rothenburger
, und der mit gleicher Berechtigung an Sie über-
den Entſchädigung vollſtändig aufrecht erhalten
n ſollen.

Art.

1815 Renonciation au titre.

Art. II. Sr. Durchl. der Landgraf von Heſſen-Homburg wollen ferner dem bisher geführten Titel von Rheinfels, da dieſe Beſitzung jetzt durch die Wiener Congreſs-Akte in Königl. Preuſsiſchen Beſitz übergangen iſt, und nunmehr in den Staaten S. M. des Königs von Preuſsen liegt, hiermit ausdrücklich und feierlich entſagen.

Garanté de la part de la Pruſſe

Art. III. S. M. der König von Preuſsen, welcher überhaupt Sr. Durchl. im ungekränkten Beſitz Ihrer Hausvertragmäſsigen Rechte und Einkünfte erhalten zu ſehen wünſchen, leiſten dagegen insbeſondere Gewähr, für die durch erwähnten Vertrag Sr. Durchl. beſtimmten Entſchädigungen, und wollen noch außerdem zu Vervollſtändigung des Erſatzes und zu Bewirkung Ihrer Theilnahme an dem Intereſſe Sr. Durchl. dieſelben, binnen Jahresfriſt in den Beſitz einer Herrſchaft von zwanzig tauſend Thalern reinen Einkommens, nach wirthſchaftlichen Anſchlägen, ſetzen. Die Herrſchaft ſoll in Seiner Majeſtät Staaten liegen, und unter Ihrer Landeshoheit von Sr. Durchl. als freies Allodium erb- und eigenthümlich mit allen den Herrenrechten beſeſſen werden, welche den begünſtigten Grundbeſitzern der Provinz, worin ſie gelegen iſt, zuſtehen, oder überdies noch, innerhalb der Landesverfaſſungsmäſsigen Grenzen von Sr. M. derſelben beigelegt werden möchten. Seine Durchl. werden darüber ſowohl unter Lebendigen als von Todeswegen, über ein perſönliches Eigenthum, nach den Landesgeſetzen verfügen können. Sie wird frei von groſſirten Schulden und in wirthſchaftlicher Verfaſſung übergeben.

Garantie à obtenir par la confédération.

Art. IV. S. M. der König von Preuſsen verſprechen überdies, S. D. den Landgrafen bey denjenigen Verhandlungen zu unterſtützen, welche Sie auf dem Bundestage im verfaſſungsmäſsigen Wege anwenden möchten, um von dem Deutſchen Bunde eine ähnliche Gewähr für die Fortdauer Ihrer Hausvertragsmäſsigen Stellung zu erhalten, als diejenige war, welche die Deutſche Reichsverfaſſung für dieſelbe hielt. Auch wollen S. M. der König Sich für die Erfüllung der ſubſidiariſchen Verbindlichkeiten der Rheinſchifffahrtsoktroi, in Rückſicht der darauf angewieſenen rückſtändigen Renten S. D. kräftigſt verwenden.

A

Art. V. Dieſer Vertrag ſoll ratificirt, und die Ratification binnen vier Wochen oder eher, wenn es ſeyn kann, ausgewechſelt werden. 1815 Ratification.

Zu Urkunde deſſen, haben die beiderſeitigen Bevollmächtigten denſelben unterzeichnet und mit dem Siegel ihrer Wappen verſehen.

So geſchehen Caſſel, den ſechszehnten October des Jahres eintauſend achthundert und funfzehn.

(L. S.) Conrad Siegmund von Hänlein. (L. S.) Carl Wilhelm Gössel.

27.

Actes relatifs à la formation actuelle de la confédération Suiſſe depuis 1814 **) jusqu'en* 1816.

I.

Pacte fédéral des 19 *cantons de la Suiſſe ſigné à Zurich le* 8 *Sept.* 1814. 1814 8 Sept.

(*Manuel du droit public de la Suiſſe.* pag. 3—23. fr. et all.)

Bundes-Vertrag zwiſchen den neunzehn Cantonen der Schweiz.

Art. I. Die neunzehn ſouveränen Cantone der Schweiz, als Zürich, Bern, Luzern, Uri, Schwyz, Unter-

*) Les actes de 1813 depuis que la diète extraordinaire réunie à Zurich avait tentée de proclamer la neutralité Suiſſe le 18 Novembre 1813 ſe trouvent dans Schöll *Recueil d. pieces officielles T. II. p.* 1. *et ſuiv.*; et la convention du 29 Déc. 1813 entre les cantons formant la confédération Helvètique a déjà été donnée plus haut Supplément T. V. (ou nouveau recueil T. I.) p. 659. Le pacte fédéral du 8 Sept. 1814 a auſſi déjà été donné Supplément T. VI. (nouveau recueil T. II.) p. 69. mais dans une traduction françaiſe inſerée dans le moniteur ce qui m'engage à le faire ſuivre ici en langue originale allemande.

1814 Unterwalden, ob und nid dem Wald, Glarus, Freiburg, Solothurn, Basel, Schafhausen, Appe beider Rhoden, St. Gallen, Graubünden, Aa Thurgau, Tessin und Waadt, vereinigen sich d den gegenwärtigen Bund zur Behauptung ihrer heit, Unabhängigkeit und Sicherheit gegen alle griffe fremder Mächte, und zur Handhabung der und Ordnung im Innern. Sie gewährleisten sich genseitig ihre Verfassungen, so wie dieselben von obersten Behörden jedes Cantons, in Uebereim mung mit den Grundsätzen des Bundesvertrags, den angenommen worden seyn. Sie gewährleisten gegenseitig ihr Gebiet.

Art. II. Zu Handhabung dieser Gewährleist zu Behauptung der Neutralität der Schweiz w der waffenfähigen Mannschaft eines jeden C nach dem Verhältniss von 2 Mann auf 100 Seel völkerung, ein Contingent gebildet. Die Tr werden von den Cantonen geliefert, wie folgt: 4584 Mann; Zürich 3858 M.; Waadt 2964; St. 2630; Aargau 2410; Graubünden 2000; Tessin Luzern 1734; Thurgau 1670; Freiburg 1240; A zell 972; Solothurn 904; Basel 818; Schwyz Glarus 482; Schafhausen 466; Unterwalden 382 250; Uri 236. Zusammen 30,006 Mann.

Diese Scala ist auf ein Jahr festgesetzt, und so der Tagsatzung des Jahrs 181 durchgesehen und obigem Grundsatze berichtigt werden.

Art. III. Die Geldbeyträge, zu Bestreitun Kriegskosten und anderer Ausgaben des Bundes den von den Cantonen nach folgendem Verhältn richtet: Bern 91,695 Fr.; Zürich 77,113; Waadt St. Gallen 39,451; Aargau 52,212; Graubünden Tessin 18,039; Luzern 26,016; Thurgau 25,052; burg 18,591; Appenzell 9728; Solothurn 18,09 20,450; Schwyz 3012; Glarus 4825; Schaf 9327; Unterwalden 1907; Zug 2497; Uri 1184. sammen 490,507 Fr.

Diese Vertheilung der Geldbeyträge ist ebenfal ein Jahr gültig, und soll durch die Tagsatzung Jahr 1815 durchgesehen, und mit Rücksicht auf d schwerden einiger Cantone berichtigt werden. ähnliche Revision soll späterhin, wie für die

sc

1814

...fte-Contingente, von zwanzig zu zwanzig Jahren ...t haben.

Zu Bestreitung der Kriegskosten soll überdies eine ...meineidsgenössische Kriegs-Casse errichtet werden, ...en Gehalt bis auf den Betrag eines doppelten Geld-...tingents anwachsen soll.

Die Kriegscasse soll ausschliesslich nur zu Militär-...en bey eidsgenössischen Auszügen angewendet, und ...ch ergebenden Fällen die eine Hälfte der Ausgaben ...h Einziehung eines Geldcontingents nach der ...bestritten, und die andere Hälfte aus der Kriegs-...bezahlt werden.

...Bildung dieser Kriegscasse soll, eine Eingangs-...ur auf Waaren gelegt werden, die nicht zu den ...wendigsten Bedürfnissen gehören.

...ese Gebühren werden die Grenz-Cantone bezie-... und der Tagsatzung alljährlich darüber Rechnung ...n.

...er Tagsatzung wird überlassen, sowohl den Tarif ...Eingangsgebühr festzusetzen, als auch die Art ...chnungsführung darüber, und die Maasnahmen ...erwahrung der bezogenen Gelder zu bestimmen.

Art. IV. Im Fall äusserer oder innerer Gefahr hat ...r Canton das Recht, die Mitstände zu getreuem ...chen aufzufordern. Wenn in einem Canton Un-...n ausbrechen, so mag die Regierung andere Can-...zur Hülfe mahnen, doch soll sogleich das Vorort ...benachrichtigt werden; bey fortdauernder Ge-...wird die Tagsatzung, auf Ansuchen der Regierung ...weitern Maasregeln treffen.

...Fall einer plötzlichen Gefahr von Aussen mag ...der bedrohte Canton andere Cantone zur Hülfe ...en, doch soll sogleich das Vorort davon in Kennt-...esetzt werden; diesem liegt ob, die Tagsatzung ...sammeln, welcher alle Verfügungen zur Sicher-...er Eidsgenossenschaft zustehen.

...r oder die gemahnten Cantone haben die Pflicht ...Mahnenden Hülfe zu leisten.

...Fall äusserer Gefahr werden die Kosten von der ...genossenschaft getragen; bey innern Unruhen lie-... dieselben auf dem mahnenden Canton, es wäre ...Sache, dass die Tagsatzung, wegen besondern ...änden, eine andere Bestimmung treffen würde.

1814 Art. V. Alle Anſprüche und Streitigkeiten ſchen den Cantonen über Gegenſtände, die nicht d den Bundesvertrag gewährleiſtet ſind, werden ar eidsgenöſſiſche Recht gewieſen. Der Gang und Form dieſer Rechtshandlung ſind folgendermaſsen geſetzt:

Jeder der zwey ſtreitenden Cantone wählt aus Magiſtratsperſonen anderer Cantone zwey, oder, v die Cantone darüber einig fallen, einen Schiedsric

Wenn die Streitſache zwiſchen mehr als zwey tonen obwaltet, ſo wird die beſtimmte Zahl von j Parthey gewählt.

Dieſe Schiedsrichter vereint trachten den Ste der Minne und auf dem Pfad der Vermittelung zulegen. Kann dieſes nicht erreicht werden, ſo len die Schiedsrichter einen Obmann aus den ſtratsperſonen eines in der Sache unpartheyiſchen tons, und aus welchem nicht bereits einer der Sch richter gezogen iſt.

Sollten die Schiedsrichter über die Wahl des manns beharrlich verfallen, und einer der Ca darüber Beſchwerde führen, ſo wird der Obmann der Tagſatzung geſetzt, wobey aber die im Stre henden Cantone kein Stimmrecht haben; der Ob und die Schiedsrichter verſuchen nochmals, den durch Vermittelung auszugleichen, oder entſch im Fall allſeitiger Uebergabe, durch Compromiſsſp geſchiehet aber keines von beiden, ſo ſprechen ſie die Streitſache nach den Rechten endlich ab.

Der Spruch kann nicht weiter gezogen werden wird erforderlichen Falls durch Verfügung der ſatzung in Vollziehung geſetzt.

Zu gleicher Zeit mit der Hauptſache ſoll auch die Koſten, beſtehend in den Auslagen der Sch richter und des Obmanns, entſchieden werden.

Die nach obigen Beſtimmungen gewählten Sch richter und Obmänner werden von ihren Regier des Eides für ihren Canton, in der obwaltenden St ſache, entlaſſen.

Bey allen vorfallenden Streitigkeiten ſollen die treffenden Cantone ſich jeder gewaltſamen Maas oder ſogar Bewaffnung enthalten, den in dieſem kel feſtgeſetzten Rechtspfad genau befolgen, und Spruch in allen Theilen Statt thun.

Art. VI. Es ſollen unter den einzelnen Cantonen 1814
keine dem allgemeinen Bund oder den Rechten ande-
rer Cantone nachtheilige Verbindungen geſchloſſen
werden.

Art. VII. Die Eidsgenoſſenſchaft huldigt dem
Grundſatz, daſs ſo wie es, nach Anmerkung der neun-
zehn Cantone, keine Unterthanenbande mehr in der
Schweiz giebt, ſo könne auch der Genuſs der politi-
ſchen Rechte nie das ausſchlieſsliche Privilegium einer
Claſſe der Cantonsbürger ſeyn.

Art. VIII. Die Tagſatzung beſorgt, nach den Vor-
ſchriften des Bundesvertrags, die ihr von den ſouverä-
nen Ständen übertrageneu Angelegenheiten des Bundes.

Sie beſteht aus den Geſandten der neunzehn Can-
tone, welche nach ihren Inſtructionen ſtimmen. Jeder
Canton hat eine Stimme, welche von einem Geſand-
ten eröffnet wird. Sie verſammelt ſich in der Haupt-
ſtadt des jeweiligen Vororts, ordentlicher Weiſe alle
Jahre am erſten Montag im Heumonat; auſserordent-
licher Weiſe, wenn das Vorort dieſelbe ausſchreibt,
oder auf das Begehren von fünf Cantonen.

Der im Amt ſtehende Bürgermeiſter oder Schult-
heiſs des Vororts führt den Vorſitz.

Die Tagſatzung erklärt Krieg und ſchlieſst Frieden;
ſie allein errichtet Bündniſſe mit auswärtigen Staaten;
dazu ſind für dieſe wichtigen Verhandlungen drey Vier-
tel der Cantonsſtimmen erforderlich. In allen übri-
gen Verfügungen, die durch den gegenwärtigen Bund
der Tagſatzung übertragen ſind, entſcheidet die abſo-
lute Mehrheit.

Handelsverträge mit auswärtigen Staaten werden
von der Tagſatzung geſchloſſen.

Militärcapitulationen und Verträge über ökonomi-
ſche und Polizeygegenſtände mögen von einzelnen
Cantonen mit auswärtigen Staaten geſchloſſen werden.
Sie dürfen aber weder dem Bundes-Verein, noch be-
ſtehenden Bündniſſen, nach verfaſſungsmäſsigen Rech-
ten anderer Cantone zuwider ſeyn, und zu dieſem
Ende zur Kenntniſs der Tagſatzung gebracht werden.

Eidsgenöſſiſche Geſandte, wenn deren Abordnung
nothwendig erachtet wird, werden von der Tagſatzung
ernannt und abberufen.

Die

1814 Die Tagſatzung trifft alle erforderliche Maas
für die äuſsere und innere Sicherheit der Eidsgen
ſchaft. Sie beſtimmt die Organiſation der Contin
truppen, verfügt über derſelben Aufſtellung un
brauch, ernennt den General, den Generalſtaa
die eidsgenöſſiſchen Oberſten. Sie ordnet, im E
ſtändniſs mit den Cantonsregierungen, die A
über die Bildung und Ausrüſtung des Militär
tingents an.

Art. IX. Bey aufserordentlichen Umſtände
wenn ſie nicht fortdauernd verſammelt bleiben
hat die Tagſatzung die Befugniſs, dem Vorort
dere Vollmachten zu ertheilen. Sie kann auch
nigen Behörde des Vororts, welche mit der eids
ſchen Geſchäftsführung beauftragt iſt, zu Bef
wichtiger Bundesangelegenheiten, eidsgenöſſiſc
präſentanten beiordnen; in beiden Fällen ſin
Drittheile der Stimmen erforderlich.

Die eidsgenöſſiſchen Repräſentanten werde
den Cantonen gewählt, welche hierfür unter
folgenden ſechs Claſſen wechſeln.

Den erſten eidsgenöſſiſchen Repräſentant gel
wechſelnd die zwei Directorialorte, die nicht i
ſtehen; den zweiten Uri, Schwyz, Unterwalden
dritten Glarus, Zug, Appenzell, Schafhauſen
vierten Freiburg, Baſel, Solothurn; den fünften
bünden, St. Gallen, Aargau; den ſechsten
Thurgau, Teſſin.

Die Tagſatzung ertheilt den eidsgenöſſiſch
präſentanten die erforderlichen Inſtructionen, u
ſtimmt die Dauer ihrer Verrichtungen. In jede
hören letztere mit dem Wiederzuſammentritt de
ſatzung auf. Die eidsgenöſſiſchen Repräſentante
den aus der Bundescaſſe entſchädigt.

Art. X. Die Leitung der Bundesangelegen
wenn die Tagſatzung nicht verſammelt iſt, wird
Vorort, mit den bis zum Jahr 1798. ausgeübt
fugniſſen, übertragen.

Das Vorort, wechſelt unter den Cantonen
Bern und Luzern je zu zwei Jahren um, welch
ordnung mit dem 1ten Januar 1815 ihren Anfang
Dem Vorort iſt eine eidsgenöſſiſche Canzlei beige

dieſelbe beſteht aus einem Canzler und einem Staats- 1814
ſchreiber, die von der Tagſatzung gewählt werden.

Art. XI. Für Lebensmittel, Landeserzeugniſſe und Kaufmannswaaren iſt der freie Kauf, und für dieſe Gegenſtände, ſo wie auch für das Vieh, die ungehinderte Aus- und Durchfuhr von einem Canton zum anderen geſichert, mit Vorbehalt der erforderlichen Polizey-Verfügungen gegen Wucher und ſchädlichen Verkauf.

Dieſe Polizei-Verfügungen ſollen nur für die eigenen Cantonsbürger und die Einwohner anderer Cantone gleich beſtimmt werden.

Die dermalen beſtehenden, von der Tagſatzung genehmigten Zölle, Weg- und Brückengelder verbleiben in ihrem Beſtand. Es können aber ohne Genehmigung der Tagſatzung weder neue errichtet, noch die beſtehenden erhöht, noch ihr Bezug, wenn er auf beſtimmte Jahre beſchränkt war, verlängert werden.

Die Abzugsrechte von Canton zu Canton ſind abgeſchafft.

Art. XII. Der Fortbeſtand der Klöſter und Kapitel, und die Sicherheit ihres Eigenthums, ſo weit es von den Cantonsregierungen abhängt, ſind gewährleiſtet; ihr Vermögen iſt gleich anderm Privatgut den Steuern und Abgaben unterworfen.

Art. XIII. Die helvetiſche Nationalſchuld, deren Betrag den 4ten November 1804. auf drei Millionen, einmalhundert achtzehntauſend, dreihundert und ſechs und dreiſsig Franken feſtgeſetzt worden, bleibt anerkannt.

Art. XIV. Alle eidsgenöſſiſche Concordate und Verkommniſſe ſeit dem Jahr 1803, die den Grundſätzen des gegenwärtigen Bundes nicht entgegen ſind, verbleiben in ihrem bisherigen Beſtand; die Sammlung der in dem gleichen Zeitraum erlaſſenen Tagſatzungsbeſchlüſſe ſoll der Tagſatzung des Jahrs 1815 zur Reviſion vorgelegt werden, und dieſe wird entſcheiden, welcher von denſelben ferner verbindlich ſeyn ſoll.

Art. XV. Sowohl gegenwärtiger Bundesvertrag, als auch die Cantonal-Verfaſſungen, ſollen in das eidsgenöſſiſche Archiv niedergelegt werden.

Das

1814 Dafs obſtehender Bundesvertrag von der gro
Mehrheit der eidsgenöſſiſchen Stände den 8ten He
monat 1814 förmlich angenommen und ratificirt
den ſey, bezeugen in Zürich unter Beidruckung
bisherigen eidsgenöſſiſchen Siegels

Der Amtsbürgermeiſter des Cantons Züric
Präſident der eidsgenöſſiſchen Tagſatz

Unterzeichnet: REINHARD.

Der Canzler der Eidsgenoſſenſchaft
Unterzeichnet: Mouss

2.

1815 7 Avril. *Actes de réunion des Cantons de Neufc de Genève et du Valais à la confédér Suiſſe* 1815.

a.

Aufnahmsurkunde des Cantons Neuenbur

(*Droit public de la Suiſſe.* T. I. p. 24-26.)

Auszug aus dem Protocoll der eidsgenöſſiſchen ſatzung vom 7ten April 1815.

Wir die Geſandten der Cantone der Schweiz der eidsgenöſſiſchen Tagſatzung in Zürich auf dentlich verſammelt, thun kund und zu wiſſen hie

Dafs, nachdem die Tagſatzung der ſchweizer Eidsgenoſſenſchaft bereits unterm 12ten Herbſt 1814 beſchloſſen hat, in das Begehren des ſouve Staats Neuenburg einzuwilligen, und denſelb Canton in den Schweizerbund aufzunehmen, für angemeſſen erachtet haben, dieſe endliche nigung nicht länger aufzuſchieben, welche für Theile gleich vortheilhaft und geeignet iſt, die Jahrhunderten gegenſeitig beſtandenen freundſch chen Verhältniſſe durch eine völlige Gemeinſchaft Schickſale und Intereſſen immer mehr zu befeſti

Zu dem Ende haben Wir ernannt und mit den er- 1815
derlichen Vollmachten verſehen die Herren —, und
r ſouveraine Stand Neuenburg die Herren —, welche
ierauf denjenigen Vereinigungspunct abgeſchloſſen
aben, deſſen Inhalt hier folgt:

Art. I. Der ſouveraine Staat Neuenburg wird als
nton in die ſchweizeriſche Eidsgenoſſenſchaft auf-
ommen. Dieſe Aufnahme findet unter der aus-
ücklichen Bedingung ſtatt, daſs die Erfüllung aller
rpflichtungen, welche dem Stand Neuenburg als Glied
Eidsgenoſſenſchaft obliegen, die Theilnahme die-
ſandes an der Berathung der allgemeinen Angele-
eiten der Schweiz, die Ratification und Vollzie-
g der Beſchlüſſe der Tagſatzung, ausſchlieſslich
n Neuenburg reſidirende Regierung betreffen wer-
, ohne daſs dafür eine weitere Sanction oder Ge-
nigung erforderlich ſey.

Art. II. Der Canton Neuenburg tritt allen Be-
mungen des Bundesvertrags bey, den er gleich den
en Ständen der Schweiz zu beſchwören hat.

Art. III. Er liefert ſein Contingent zur eidsge-
ſchen Armee, in dem für alle andern Stände an-
mmenen Verhältniſs von zwei Mann auf hundert
en der ganzen Bevölkerung, nach welchem Maas-
e auf funfzigtauſend Seelen das Contingent tauſend
n betragen ſoll.

Art. IV. Sein Geldcontingent, nach dem gleichen
ältniſs wie jenes der Stände Baſel und Genf be-
et, iſt auf fünf und zwanzigtauſend Schweizer-
ken feſtgeſetzt. Durch dieſe Beſtimmung und
jene im vorhergehenden Artikel ſoll indeſs der
den dritten Artikel des Bundesvertrags vorbe-
nen Reviſion der Beyträge an Mannſchaft und
nicht vorgegriffen ſeyn.

Art. V. Der Staat Neuenburg iſt der ein und
igſte Canton der Schweiz; er nimmt ſeinen Rang
Tagſatzung unmittelbar nach der Republik Wallis.

Art. VI. Die gegenwärtige Vereinigungsurkunde,
e von den Commiſſarien der Tagſatzung unter-
net worden, ſoll allſogleich den eidsgenöſſiſchen
den und der Regierung von Neuenburg zur Rati-
ion vorgelegt werden; ſo bald dieſe erfolgt, wird
Vereinigung vollendet, und definitiv auf ewige
en beſchloſſen ſeyn.

b.

b.

1815 *Aufnahmsurkunde des Cantons Genf.*

7 Avril. (*Droit public de la Suisse.* T. I. p. 26-2

Auszug aus dem Protocoll der eidsgenössischen Satzung vom 7ten April 1815.

Wir die Gesandten der Cantone der Schweiz der eidsgenössischen Tagsatzung in Zürich auf deutlich versammelt, thun kund und zu wissen hie

Dass, nachdem die Tagsatzung der schweizeri Eidsgenossenschaft bereits unterm 12ten Herbst 1814. beschlossen hat, in das Begehren der Stadt Republik Genf einzuwilligen, und dieselbe als ton in den Schweizerbund aufzunehmen, Wir e angemessen erachtet haben, diese endliche Vereini nicht länger aufzuschieben, welche für beide T gleich vortheilhaft und geeignet ist, die seit Jahr derten gegenseitig bestandenen freundschaftlichen hältnisse durch eine völlige Gemeinschaft der Sc sale und Interessen immer mehr zu befestigen.

Zu dem Ende haben Wir ernannt und mit de forderlichen Vollmachten versehen die Herren — und die Republik Genf die Herren — —, w hierauf denjenigen Vereinigungsact abgeschlosse ben, dessen Inhalt hier folgt:

Art. I. Die Republik Genf wird als Cant die schweizerische Eidsgenossenschaft aufgenom Sie nimmt ihren Rang nach Neuenberg, und i zwei und zwanzigste Canton der Schweiz.

Art. II. Der Canton Genf tritt allen Bestim gen des Bundesvertrags bey, und wird diesen Ve gleich allen andern Ständen der Schweiz beschw helfen.

Art. III. Er stellt sein Contingent zur eidsge schen Armee in dem für alle übrige Stände ange menen Verhältnis von zwei Mann auf hundert len der ganzen Bevölkerung, nach welchem Mas auf dreissigtausend Seelen das Contingent sechshu Mann betragen soll.

ART. IV. Sein Geldcontingent, nach dem gleichen 1815
Verhältnifs der Cantone Bafel und Neuenburg berech-
net, ift auf funfzehntaufend Schweizer Franken be-
ftimmet.

ART. V. Im Fall der Canton Genf eine Gebietser-
weiterung erhalten ſollte, ſo wird ſein Mannſchafts-
und Geldbeitrag in gleichem Verhältnifs erhöht wer-
den. Durch dieſe Beſtimmung und jene der beiden
vorhergehenden Artikel ſoll indeſs der durch den drit-
ten Artikel des Bundesvertrags vorbehaltenen Reviſion
der Beiträge an Mannſchaft und Geld nicht vorge-
griffen ſeyn.

ART. VI. Die gegenwärtige Vereinigungsurkunde,
welche von den Commiſſarien der Tagſatzung unter-
zeichnet worden, ſoll allſogleich den eidsgenöſſiſchen
Gränzen und der Regierung von Genf zur Ratification
vorgelegt werden; ſobald dieſe erfolgt iſt, wird die
Vereinigung vollendet und definitiv auf ewige Zeiten
geſchloſſen ſeyn.

C.

Aufnahmsurkunde des Cantons Wallis. 17 Juin.

(*Droit public de la Suiſſe.* T. I. pag. 28. 29.)

*Auszug aus dem Protocoll der eidsgenöſſiſchen Tag-
ſatzung vom 17ten Brachmonat* 1815.

Da die Tagſatzung der ſchweizeriſchen Eidsgenoſ-
ſenſchaft bereits unterm 12ten Herbſtmonat 1814. be-
ſchloſſen hat, in das Begehren der Republik Wallis
einzuwilligen und dieſelbe als Canton in den Schwei-
zerbund aufzunehmen, und für nothwendig erachtet,
die endliche Vereinigung nicht länger aufzuſchieben,
indem ſie für beide Theile gleich vortheilhaft und geeig-
net iſt, die ſeit Jahrhunderten gegenſeitig beſtandenen
freundſchaftlichen Verhältniſſe durch eine völlige Ge-
meinſchaft der Schickſale und Intereſſen immer mehr
zu befeſtigen: ſo haben die beiderſeitigen Bevollmäch-
tigten, nämlich im Namen der Tagſatzung der ſchwei-
zeriſchen Eidsgenoſſenſchaft die Herren — —, und im
Namen

1815 Namen der Republik Wallis die Herren — jenigen Vereinigungspunkt abgeſchloſſen u zeichnet, deſſen Inhalt hier folgt:

Art. I. Die Republik Wallis wird als C die ſchweizeriſche Eidsgenoſſenſchaft aufge ſie nimmt ihren Rang nach dem Canton Wa iſt der zwanzigſte Stand der Schweiz.

Art. II. Der Canton Wallis tritt allen Be gen des Bundesvertrags bey, und wird denſelb andern Ständen der Schweiz beſchwören helf

Art. III. Er ſtellt ſein Contingent zur ei ſchen Armee, in dem für alle übrige Stände a menen Verhältniſſe von zwei Mann auf hunde der ganzen Bevölkerung, nach welchem Ma vier und ſechszigtauſend Seelen das Continge hundert und achtzig Mann betragen ſoll.

Art. IV. In Rückſicht der beſchränkten ö ſchen Lage des Walliſer Volkes und des vielfa glücks, welches im Jahr 1798 und ſeither da troffen hat, willigt die ſchweizeriſche Eids ſchaft ein, daſs ſein Geldcontingent nach einer fuſs zwiſchen der erſten und zweiten Claſſe b und auf 9600 Schweizer-Franken beſtimmt Dieſe Begünſtigung iſt indeſs auf den Zeitra zwanzig Jahren beſchränkt, und die Tagſatzu die ausdrückliche Bedingung feſt, daſs der Wallis mit gedoppeltem Eifer und Anſtrengun Bewaffnung und Ausrüſtung ſeines Mannſchaf gents hinarbeite, damit daſſelbe jederzeit vo zur eidsgenöſſiſchen Armee berufen werden k

Art. V. Durch die Ratification des gegen Acts ſoll die Vereinigung vollendet und defi ewige Zeiten abgeſchloſſen ſeyn.

3.

Acte de confédération entre les 22 Cantons Helvétiques, ſigné le 7 Août 1815. 1815. 7 Août.

Die Zeiten von Voss. B. 52. p. 3-20. *Handbuch des ſchweizeriſchen Staatsr.* B. II. p. 3. (fr. et all.)

a.

Bundesvertrag zwiſchen den zwey und zwanzig Cantonen der Schweiz.

Im Namen Gottes des Allmächtigen.

Art. I. Die zwei und zwanzig ſouveränen Cantone der Schweiz, als: Zürich, Bern, Luzern, Ury, Schwyz, Unterwalden, Glarus, Zug, Freyburg, Solothurn, Baſel, Schafhauſen, Appenzell, beider Rhoden, St. Gallen, Graubünden, Aargau, Thurgau, Teſſin, Waadt, Wallis, Neuenburg und Genf; vereinigen ſich durch den gegenwärtigen Bund, zur Behauptung ihrer Freyheit, Unabhängigkeit und Sicherheit, gegen alle Angriffe fremder Mächte und zur Handhabung der Ruhe und Ordnung im Innern. Sie gewährleiſten ſich gegenſeitig ihre Verfaſſungen; ſo wie dieſelben, von den obrigkeitlichen Behörden ihres Cantons, in Uebereinſtimmung mit den Grundſätzen des Bundesvertrags, werden angenommen worden ſeyn. Sie gewährleiſten ſich gegenſeitig ihr Gebiet. Ligue et garantie

Art. II. Zur Handhabung dieſer Gewährleiſtung und zur Behauptung der Neutralität der Schweiz, wird, von der waffenfähigen Mannſchaft eines jeden Cantons, nach den Verhältniſſen, von zwei Mann auf hundert Seelen Bevölkerung, ein Contingent gebildet. Die Truppen werden von den Cantonen geliefert, wie folgt: Zürich 3858 Mann, Bern 4584, Luzern 1734, Ury 236, Schwyz 602, Unterwalden 382, Glarus 482, Zug 250, Freyburg 1240, Solothurn 904, Baſel 818, Schafhauſen 466, Appenzell 972, St. Gallen 2610, Graubünden 2000, Aargau 2416, Thurgau 1670, Teſſin 1804, Waadt 2964, Wallis 1280, Neuenburg 1000, Genf 600; Totalſumme 32,886 Mann. Contingens.

Dieſe

1815 Namen der Republik Wallis die Herren — jenigen Vereinigungspunkt abgeſchloſſen un zeichnet, deſſen Inhalt hier folgt:

Art. I. Die Republik Wallis wird als C die ſchweizeriſche Eidsgenoſſenſchaft aufgen ſie nimmt ihren Rang nach dem Canton Wa iſt der zwanzigſte Stand der Schweiz.

Art. II. Der Canton Wallis tritt allen Bel gen des Bundesvertrags bey, und wird denſelb andern Ständen der Schweiz beſchwören helf

Art. III. Er ſtellt ſein Contingent zur eid ſchen Armee, in dem für alle übrige Stände a menen Verhältniſſe von zwei Mann auf hunde der ganzen Bevölkerung, nach welchem Maa vier und ſechszigtauſend Seelen das Continger hundert und achtzig Mann betragen ſoll.

Art. IV. In Rückſicht der beſchränkten ö ſchen Lage des Walliſer Volkes und des vielfac glücks, welches im Jahr 1798 und ſeither das troffen hat, willigt die ſchweizeriſche Eids ſchaft ein, daſs ſein Geldcontingent nach einer fuſs zwiſchen der erſten und zweiten Claſſe b und auf 9600 Schweizer-Franken beſtimmt Dieſe Begünſtigung iſt indeſs auf den Zeitra zwanzig Jahren beſchränkt, und die Tagſatzu die ausdrückliche Bedingung feſt, daſs der Wallis mit gedoppeltem Eifer und Anſtrengung Bewaffnung und Ausrüſtung ſeines Mannſchaft gents hinarbeite, damit daſſelbe jederzeit vo zur eidsgenöſſiſchen Armee berufen werden ki

Art. V. Durch die Ratification des gegen Acts ſoll die Vereinigung vollendet und defin ewige Zeiten abgeſchloſſen ſeyn.

3.

Acte de confédération entre les 22 Cantons Helvétiques, ſigné le 7 Août 1815. 1815. 7 Août.

Die Zeiten von Voss. B. 52. p. 3-20. *Handbuch des ſchweizeriſchen Staatsr.* B. II. p. 3. (fr. et all.)

a.

Bundesvertrag zwiſchen den zwey und zwanzig Cantonen der Schweiz.

Im Namen Gottes des Allmächtigen.

Art. I. Die zwei und zwanzig ſouveränen Cantone der Schweiz, als: Zürich, Bern, Luzern, Ury, Schwyz, Unterwalden, Glarus, Zug, Freyburg, Solothurn, Baſel, Schafhauſen, Appenzell, beider Rhoden, St. Gallen, Graubünden, Aargau, Thurgau, Teſſin, Waadt, Wallis, Neuenburg und Genf; vereinigen ſich durch den gegenwärtigen Bund, zur Behauptung ihrer Freyheit, Unabhängigkeit und Sicherheit, gegen alle Angriffe fremder Mächte und zur Handhabung der Ruhe und Ordnung im Innern. Sie gewährleiſten ſich gegenſeitig ihre Verfaſſungen; ſo wie dieſelben, von den competenten Behörden ihres Cantons, in Uebereinſtimmung mit den Grundſätzen des Bundesvertrags, werden angenommen worden ſeyn. Sie gewährleiſten ſich gegenſeitig ihr Gebiet. Ligue et garantie.

Art. II. Zur Handhabung dieſer Gewährleiſtung und zur Behauptung der Neutralität der Schweiz, wird, aus der waffenfähigen Mannſchaft eines jeden Cantons, nach den Verhältniſſen, von zwei Mann auf hundert Seelen Bevölkerung, ein Contingent gebildet. Die Truppen werden von den Cantonen geliefert, wie folgt: Zürich 3858 Mann, Bern 4584, Luzern 1734, Ury 236, Schwyz 602, Unterwalden 382, Glarus 482, Zug 250, Freyburg 1240, Solothurn 904, Baſel 818, Schafhauſen 466, Appenzell 972, St. Gallen 2630, Graubünden 2000, Aargau 2410, Thurgau 1670, Teſſin 1804, Waadt 2964, Wallis 1280, Neuenburg 1000, Genf 600; Totalſumme 32,886 Mann. Contingens.

Dieſe

1815 Namen der Republik Wallis die Herren — —, jenigen Vereinigungspunkt abgeſchloſſen und unterzeichnet, deſſen Inhalt hier folgt:

Art. I. Die Republik Wallis wird als Canton die ſchweizeriſche Eidsgenoſſenſchaft aufgenommen ſie nimmt ihren Rang nach dem Canton Waadt, und iſt der zwanzigſte Stand der Schweiz.

Art. II. Der Canton Wallis tritt allen Beſtimmungen des Bundesvertrags bey, und wird denſelben gleich andern Ständen der Schweiz beſchwören helfen.

Art. III. Er ſtellt ſein Contingent zur eidsgenöſſiſchen Armee, in dem für alle übrige Stände angenommenen Verhältniſſe von zwei Mann auf hundert Seelen der ganzen Bevölkerung, nach welchem Maasſtabe vier und ſechszigtauſend Seelen das Contingent von hundert und achtzig Mann betragen ſoll.

Art. IV. In Rückſicht der beſchränkten ökonomiſchen Lage des Walliſer Volkes und des vielfachen Unglücks, welches im Jahr 1798 und ſeither daſſelbe betroffen hat, willigt die ſchweizeriſche Eidsgenoſſenſchaft ein, daſs ſein Geldcontingent nach einem Mittelfuſs zwiſchen der erſten und zweiten Claſſe berechnet und auf 9600 Schweizer-Franken beſtimmt werde. Dieſe Begünſtigung iſt indeſs auf den Zeitraum von zwanzig Jahren beſchränkt, und die Tagſatzung ſetzt die ausdrückliche Bedingung feſt, daſs der Canton Wallis mit gedoppeltem Eifer und Anſtrengung auf Bewaffnung und Ausrüſtung ſeines Mannſchaftscontingents hinarbeite, damit daſſelbe jederzeit vollſtändig zur eidsgenöſſiſchen Armee berufen werden könne.

Art. V. Durch die Ratification des gegenwärtigen Acts ſoll die Vereinigung vollendet und definitiv auf ewige Zeiten abgeſchloſſen ſeyn.

3.

tte de confédération entre les 22 Cantons Helvétiques, ſigné le 7 Août 1815. 1815. 7 Août.

Die Zeiten von Voss. B. 52. p. 3-20. *Handbuch des ſchweizeriſchen Staatsr.* B. II. p. 3. (fr. et all.)

a.

Bundesvertrag zwiſchen den zwey und zwanzig Cantonen der Schweiz.

Im Namen Gottes des Allmächtigen.

Art. I. Die zwei und zwanzig ſouveränen Cantone der Schweiz, als: Zürich, Bern, Luzern, Ury, Schwyz, Unterwalden, Glarus, Zug, Freyburg, Solothurn, Baſel, Schafhauſen, Appenzell, beider Rhoden, St. Gallen, Graubünden, Aargau, Thurgau, Teſſin, Waadt, Wallis, Neuenburg und Genf; vereinigen ſich durch gegenwärtigen Bund, zur Behauptung ihrer Freyheit, Unabhängigkeit und Sicherheit, gegen alle Angriffe fremder Mächte und zur Handhabung der Ruhe und Ordnung im Innern. Sie gewährleiſten ſich gegenſeitig ihre Verfaſſungen; ſo wie dieſelben, von den oberſten Behörden ihres Cantons, in Uebereinſtimmung mit den Grundſätzen des Bundesvertrags, werden angenommen worden ſeyn. Sie gewährleiſten ſich gegenſeitig ihr Gebiet. Ligue et garantie.

Art. II. Zur Handhabung dieſer Gewährleiſtung und zur Behauptung der Neutralität der Schweiz, wird, von der waffenfähigen Mannſchaft eines jeden Cantons, nach den Verhältniſſen, von zwei Mann auf hundert Seelen der Bevölkerung, ein Contingent gebildet. Die Truppen werden von den Cantonen geliefert, wie folgt: Zürich 3858 Mann, Bern 4584, Luzern 1734, Ury 736, Schwyz 602, Unterwalden 382, Glarus 482, Zug 250, Freyburg 1240, Solothurn 904, Baſel 818, Schafhauſen 466, Appenzell 972, St. Gallen 2610, Graubünden 2000, Aargau 2410, Thurgau 1670, Teſſin 804, Waadt 2964, Wallis 1280, Neuenburg 1000, Genf 910; Totalſumme 32,886 Mann. Contingens.

Dieſe

1815 Namen der Republik Wallis die Herren — —, jenigen Vereinigungspunkt abgeſchloſſen und zeichnet, deſſen Inhalt hier folgt:

ART. I. Die Republik Wallis wird als Canton die ſchweizeriſche Eidsgenoſſenſchaft aufgenom ſie nimmt ihren Rang nach dem Canton Waadt, iſt der zwanzigſte Stand der Schweiz.

ART. II. Der Canton Wallis tritt allen Beſtim gen des Bundesvertrags bey, und wird denſelben andern Ständen der Schweiz beſchwören helfen.

ART. III. Er ſtellt ſein Contingent zur eidg ſchen Armee, in dem für alle übrige Stände an menen Verhältniſſe von zwei Mann auf hundert der ganzen Bevölkerung, nach welchem Maasſt vier und ſechszigtauſend Seelen das Contingent hundert und achtzig Mann betragen ſoll.

ART. IV. In Rückſicht der beſchränkten ök ſchen Lage des Walliſer Volkes und des vielfache glücks, welches im Jahr 1798 und ſeither dasſelb troffen hat, willigt die ſchweizeriſche Eidsgen ſchaft ein, daſs ſein Geldcontingent nach einem M fuſs zwiſchen der erſten und zweiten Claſſe berec und auf 9600 Schweizer-Franken beſtimmt we Dieſe Begünſtigung iſt indeſs auf den Zeitraum zwanzig Jahren beſchränkt, und die Tagſatzung die ausdrückliche Bedingung feſt, daſs der Ca Wallis mit gedoppeltem Eifer und Anſtrengung au Bewaffnung und Ausrüſtung ſeines Mannſchaftsco gents hinarbeite, damit dasſelbe jederzeit vollſtä zur eidsgenöſſiſchen Armee berufen werden könn

ART. V. Durch die Ratification des gegenwärti Acts ſoll die Vereinigung vollendet und definitiv ewige Zeiten abgeſchloſſen ſeyn.

3.

… de confédération entre les 22 Cantons Helvétiques, ſigné le 7 Août 1815. 1815 7 Août.

… Zeiten von Voss. B. 52. p. 3-20. *Handbuch …ſchweizeriſchen Staatsr.* B. II. p. 3. (fr. et all.)

a.

…vertrag zwiſchen den zwey und zwanzig Cantonen der Schweiz.

Im Namen Gottes des Allmächtigen.

Art. I. Die zwei und zwanzig ſouveränen Cantone …hweiz, als: Zürich, Bern, Luzern, Ury, Schwyz, …alden, Glarus, Zug, Freyburg, Solothurn, Ba…chafhauſen, Appenzell, beider Rhoden, St. Gal…nubünden, Aargau, Thurgau, Teſſin, Waadt, …, Neuenburg und Genf; vereinigen ſich durch …genwärtigen Bund, zur Behauptung ihrer Frey… Unabhängigkeit und Sicherheit, gegen alle An… fremder Mächte und zur Handhabung der Ruhe Ordnung im Innern. Sie gewährleiſten ſich ge…tig ihre Verfaſſungen; ſo wie dieſelben, von den …n Behörden ihres Cantons, in Uebereinſtimmung …n Grundſätzen des Bundesvertrags, werden an…men worden ſeyn. Sie gewährleiſten ſich gegen… ihr Gebiet. Ligue et garantie.

Art. II. Zur Handhabung dieſer Gewährleiſtung …r Behauptung der Neutralität der Schweiz, wird, …r waffenfähigen Mannſchaft eines jeden Cantons, …den Verhältniſſen, von zwei Mann auf hundert …n Bevölkerung, ein Contingent gebildet. Die …en werden von den Cantonen geliefert, wie …: Zürich 3858 Mann, Bern 4584, Luzern 1734, …136, Schwyz 602, Unterwalden 382, Glarus 482, …250, Freyburg 1240, Solothurn 904, Baſel 818, …ſhauſen 466, Appenzell 972, St. Gallen 2630, …bünden 2000, Aargau 2410, Thurgau 1670, Teſſin …, Waadt 2964, Wallis 1280, Neuenburg 1000, Genf … Totalſumme 32,886 Mann. Contingens.

Dieſe

1815 Namen der Republik Wallis die Herren — —, a jenigen Vereinigungspunkt abgeſchloſſen und u zeichnet, deſſen Inhalt hier folgt:

Art. I. Die Republik Wallis wird als Canton die ſchweizeriſche Eidsgenoſſenſchaft aufgenomm ſie nimmt ihren Rang nach dem Canton Waadt, iſt der zwanzigſte Stand der Schweiz.

Art. II. Der Canton Wallis tritt allen Beſtim gen des Bundesvertrags bey, und wird denſelben andern Ständen der Schweiz beſchwören helfen.

Art. III. Er ſtellt ſein Contingent zur eidsg ſchen Armee, in dem für alle übrige Stände an menen Verhältniſſe von zwei Mann auf hundert der ganzen Bevölkerung, nach welchem Maasſt vier und ſechszigtauſend Seelen das Contingent hundert und achtzig Mann betragen ſoll.

Art. IV. In Rückſicht der beſchränkten ökon ſchen Lage des Walliſer Volkes und des vielfachen glücks, welches im Jahr 1798 und ſeither dasſelb troffen hat, willigt die ſchweizeriſche Eidsgeno ſchaft ein, daſs ſein Geldcontingent nach einem Mi fuſs zwiſchen der erſten und zweiten Claſſe bere und auf 9600 Schweizer-Franken beſtimmt we Dieſe Begünſtigung iſt indeſs auf den Zeitraum zwanzig Jahren beſchränkt, und die Tagſatzung ſ die ausdrückliche Bedingung feſt, daſs der Ca Wallis mit gedoppeltem Eifer und Anſtrengung auf Bewaffnung und Ausrüſtung ſeines Mannſchaftsco gents hinarbeite, damit dasſelbe jederzeit vollſtä zur eidsgenöſſiſchen Armee berufen werden könn

Art. V. Durch die Ratification des gegenwärti Acts ſoll die Vereinigung vollendet und definitiv ewige Zeiten abgeſchloſſen ſeyn.

3.

e de confédération entre les 22 Cantons Helvétiques, ſigné le 7 Août 1815. 1815 7 Août.

e Zeiten von Voss. B. 52. p. 3-20. *Handbuch ſchweizeriſchen Staatsr.* B. II. p. 3. (fr. et all.)

a.

vertrag zwiſchen den zwey und zwanzig Cantonen der Schweiz.

Im Namen Gottes des Allmächtigen.

Ligue et garantie

1. Die zwei und zwanzig ſouveränen Cantone ſchweiz, als: Zürich, Bern, Luzern, Ury, Schwyz, walden, Glarus, Zug, Freyburg, Solothurn, Baſchafhauſen, Appenzell, beider Rhoden, St. Gallbündten, Aargau, Thurgau, Teſſin, Waadt, , Neuenburg und Genf; vereinigen ſich durch gegenwärtigen Bund, zur Behauptung ihrer Frey- Unabhängigkeit und Sicherheit, gegen alle An- fremder Mächte und zur Handhabung der Ruhe Ordnung im Innern. Sie gewährleiſten ſich ge- tig ihre Verfaſſungen; ſo wie dieſelben, von den en Behörden ihres Cantons, in Uebereinſtimmung en Grundſätzen des Bundesvertrags, werden an- amen worden ſeyn. Sie gewährleiſten ſich gegen- ihr Gebiet.

Contingens.

ART. II. Zur Handhabung dieſer Gewährleiſtung zur Behauptung der Neutralität der Schweiz, wird, r waffenfähigen Mannſchaft eines jeden Cantons, den Verhältniſſen, von zwei Mann auf hundert n Bevölkerung, ein Contingent gebildet. Die pen werden von den Cantonen geliefert, wie : Zürich 3858 Mann, Bern 4584, Luzern 1734, 1236, Schwyz 602, Unterwalden 382, Glarus 482, 250, Freyburg 1240, Solothurn 904, Baſel 818, ſhauſen 466, Appenzell 972, St. Gallen 2630, bünden 2000, Aargau 2410, Thurgau 1670, Teſſin , Waadt 2964, Wallis 1280, Neuenburg 1000, Genf Totalſumme 32,886 Mann.

Dieſe

1815 Dieſe, vorläufig angenommene, Scala ſoll, v
nächſt bevorſtehenden Tagſatzung durchgeſehen,
nach obigem Grundſatze, berichtiget werden.

Contingens en argent. ART. III. Die Geldbeiträge, zu Beſtreitun
Kriegskoſten und anderer Ausgaben des Bundes,
den von den Cantonen nach folgenden Verhält
entrichtet: Zürich 77,153 Franken, Bern 91,695
zern 26,016, Uri 1184, Schwyz 3012, Unterwalden
Glarus 4823, Zug 2497, Freyburg 18,591, Solo
18,097, Baſel 20,450, Schafhauſen 9327, App
9728, St. Gallen 39,451, Graubünden 12000,
52,212, Thurgau 23,052, Teſſin 18,039, Waadt
Wallis 9600, Neuenburg 25,000, Genf 15,000,
540,107 Franken.

Dieſe Vertheilung der Geldbeiträge ſoll eb
durch die nächſtbevorſtehende ordentliche Tagſa
durchgeſehen, und, mit Rückſicht auf die Beſc
den einiger Cantone berichtiget werden. Eine
liche Reviſion ſoll ſpäterhin, wie für die Mannſch
contingenter, von zwanzig zu zwanzig Jahren,
haben.

Zur Beſtreitung der Kriegskoſten ſoll überdies
gemeineidsgenoſſiſche Kriegscaſſe errichtet werden;
ren Gehalt, bis auf den Betrag eines doppelten G
contingents, anwachſen ſoll. Dieſe Kriegscaſſe
ausſchlieſslich nur zu Militärkoſten, bey eidsgenoſſiſc
Auszügen angewendet, und in ſich ergebenden F
die eine Hälfte der Ausgaben durch Einziehung
Geldcontingents, nach der Scala beſtritten, und
andere Hälfte aus der Kriegscaſſe bezahlt werden.

Zu Bildung dieſer Kriegscaſſe ſoll ein Eingang
bühr auf Waaren gelegt werden, die nicht zu
nothwendigſten Bedürfniſſen gehören. Dieſe Geb
ren werden die Grenzcantone beziehen, und der
ſatzung alljährlich darüber Rechnung ablegen.
Tagſatzung wird überlaſſen, ſowohl den Tarif die
Eingangsgebühren feſtzuſetzen, als auch die Art
Rechnungsführung darüber, und die Maasnahme
Verwahrung der bezogenen Gelder, zu beſtimmen.

Cas de dangers. ART. IV Im Fall äuſserer oder innerer Gefahr,
jeder Canton das Recht, die Mitſtände zu getreu
Aufſehen aufzufordern. Wenn in einem Canton U
ruh

hen ausbrechen, ſo mag die Regierung andere Can- 1815
ne zur Hülfe mahnen; doch ſoll ſogleich das Vorort
von benachrichtiget werden; bey fortdauernder Ge-
hr wird die Tagſatzung, auf Anſuchen der Regie-
ng, die weitern Maasregeln treffen.

Im Fall einer plötzlichen Gefahr von auſsen, mag
r der bedrohete Canton andere Cantone zur Hülfe
hnen; doch ſoll ſogleich das Vorort davon in Kennt-
geſetzt werden; dieſem liegt ob, die Tagſatzung
ſammeln, welcher alle Verfügungen zur Sicher-
der Eidsgenoſſenſchaft zuſtehen. Der, oder die
hnten Cantone, haben die Pflicht, dem Mah-
den Hülfe zu leiſten.

Im Fall äuſserer Gefahr, werden die Koſten von
r Eidsgenoſſenſchaft getragen; bey innern Unruhen
en dieſelben auf dem mahnenden Canton; es wäre
e Sache, daſs die Tagſatzung wegen beſondern
ständen eine andere Beſtimmung treffen würde.

ART. V. Alle Anſprüche und Streitigkeiten zwi- Juge-
n den Cantonen, über Gegenſtände, die nicht ment d.
ch den Bundesvertrag gewährleiſtet ſind, werden tions et
das eidsgenöſſiſche Recht gewieſen. Der Gang und disputes
Form dieſer Rechtshandlung ſind folgendermaſsen
geſetzt.

Jeder der zwei ſtreitenden Cantone, wählt aus den
giſtratsperſonen anderer Cantone zwei, oder, wenn
Cantone darüber einig fallen, einen Schiedsrichter.
n die Streitſache zwiſchen mehr als zwei Canto-
obwaltet, ſo wird die beſtimmte Zahl von jeder
hey gewählt. Dieſe Schiedsrichter vereint, trach-
den Streit in der Minne und auf dem Pfade der
mittelung beyzulegen. Kann dieſes nicht erreicht
den, ſo wählen die Schiedsrichter einen Obmann
den Magiſtratsperſonen, eines in der Sache unpar-
iſchen Cantons, und aus welchem nicht bereits
r der Schiedsrichter gezogen iſt. Sollten die Schieds-
er ſich über die Wahl des Obmanns nicht ver-
gen können, und einer der Cantone darüber Be-
werde führen; ſo wird der Obmann von der Tag-
ung geſetzt, wobey aber die im Streit ſtehenden
ntone kein Stimmrecht haben; der Obmann und
e Schiedsrichter verſuchen nochmals, den Streit
rch Vermittelung auszugleichen, oder entſcheiden,

im

1815 im Fall allſeitiger Uebergabe durch Compromiſſpru
geſchieht aber keines von beiden, ſo ſprechen ſie
die Streitſache nach den Rechten endlich ab.
Spruch kann nicht weiter gezogen werden, und
erforderlichen Falls, durch Verfügung der Tagſat
in Vollziehung geſetzt.

Zu gleicher Zeit mit der Hauptſache, ſoll
über die Koſten, beſtehend in den Auslagen der Sch
richter und des Obmanns, entſchieden werden.

Die nach obigen Beſtimmungen gewählten S
richter und Obmänner, werden von ihren Regie
gen des Eides für ihren Canton, in der obwalte
Streitſache, entlaſſen.

Bey allen vorfallenden Streitigkeiten, ſollen
treffenden Cantone ſich jeder gewaltſamen Maa
oder ſogar Bewaffnung, enthalten; den in dieſe
tikel feſtgeſetzten Rechtspfad genau befolgen,
dem Spruch in allen Theilen Statt thun.

Ligues particulières. ART. VI. Es ſollen unter den einzelnen Cant
keine dem allgemeinen Bunde, oder den Rechten
derer Cantone nachtheilige Verbindungen geſchl
werden.

Droits politiques. ART. VII. Die Eidsgenoſſenſchaft huldigt
Grundſatze: daſs, ſo wie es nach Anerkennung
zwei und zwanzig Cantone, keine Unterthanenba
mehr in der Schweiz gibt; ſo könne auch der Ge
der politiſchen Rechte, nie das ausſchlieſsliche Pr
legium einer Claſſe der Cantonsbürger ſeyn.

Diète; ſa compétence. ART. VIII. Die Tagſatzung beſorgt nach den V
ſchriften des Bundesvertrags, die ihr von den ſouv
nen Ständen übertragenen Angelegenheiten des B
des. Sie beſteht aus den Geſandten der zwei u
zwanzig Cantonen, welche nach ihren Inſtruction
ſtimmen. Jeder Canton hat eine Stimme, welche
einem Geſandten eröffnet wird. Sie verſammeln
in der Hauptſtadt des jeweiligen Vororts, ordentlich
Weiſe alle Jahr am erſten Montag im Heumonat, auſs
ordentlicher Weiſe, wenn das Vorort dieſelbe ausſchrei
oder auf das Begehren von fünf Cantonen. Der
Amte ſtehende Bürgermeiſter oder Schultheis des V
orts führt den Vorſitz.

Die Tagſatzung erklärt Krieg und ſchlieſst Fried
ſie allein errichtet Bündniſſe mit auswärtigen Staat
dc

ſind für dieſe wichtigen Handlungen drei Vier- 1815
der Cantonsſtimmen erforderlich. In allen übri-
erfügungen, die durch den gegenwärtigen Bund
agſatzung übertragen ſind, entſcheidet die abſo-
Mehrheit.

ilitärkapitulationen und Verträge über ökonomi-
und Polizeigegenſtände, mögen von einzelnen
en mit auswärtigen Staaten geſchloſſen werden.
en aber weder dem Bundesvereine, noch be-
n Bündniſſen, noch verfaſſungsmäſsigen Rech-
erer Cantone zuwider ſeyn, und zu dieſem
r Kenntniſs der Tagſatzung gebracht werden.

genoſſiſche Geſandten, wenn deren Abordnung
dig erachtet wird, werden von der Tagſatzung
und abberufen.

Tagſatzung trifft alle erforderliche Maafsregeln
äuſsere und innere Sicherheit der Eidsgenoſſen-
Sie beſtimmt die Organiſation der Contingents-
; verfügt über derſelben Aufſtellung und Ge-
, ernennt den General, den Generalſtab und die
oſſiſchen Oberſten. Sie ordnet im Einverſtänd-
t den Cantonregierungen, die Aufſicht über die
und Ausrüſtung des Militärcontingents.

. IX. Bey aufserordentlichen Umſtänden, und Repré-
ie nicht fortdauernd verſammelt bleiben kann, ſentans.
Tagſatzung die Befugniſs, dem Vorort beſon-
llmachten zu ertheilen. Sie kann auch derje-
ehörde des Vororts, welche mit der eidsgenöſſi-
Geſchäftsführung beauftragt iſt, zu Beſorgung
er Bundesangelegenheiten, eidsgenoſſiſche Re-
nten beiordnen; in beiden Fällen ſind zwei
le der Stimmen erforderlich.

eidsgenoſſiſchen Repräſentanten geben abwech-
zwei Directorialorte, die nicht im Amte ſtehen.
iten Uri, Schwyz, Unterwalden. Den dritten
Zug, Appenzell, Schafhauſen. Den vierten
g, Baſel, Solothurn, Wallis. Den fünften
den, St. Gallen, Aargau, Neuenburg. Den
Waadt, Turgau, Teſſin, Genf.

Tagſatzung ertheilt den eidsgenoſſiſchen Repräſ-
n die erforderlichen Inſtructionen, und be-
die Dauer ihrer Verrichtungen. In jedem Falle
tatere, mit dem Wiederzuſammentritt der Tag-

1815 satzung auf. Die eidsgenossischen Repräsentanten den aus der Bundescasse entschädigt.

Présidence. ART. X. Die Leitung der Bundesangelegenh wenn die Tagsatzung nicht versammelt ist, wird Vororte, mit den bis zum Jahre 1798 ausgeübte fugnissen übertragen.

Das Vorort wechselt unter den Cantonen Z Bern und Luzern, je zu zwei Jahren um, welche ordnung mit dem 1ten Januar 1815, ihren Anf nommen hat.

Dem Vorort ist eine eidsgenossische Canzley ordnet; dieselbe besteht aus einem Canzler und Staatsschreiber, die von der Tagsatzung gewählt

Liberté du commerce interieur; douanes d. d. detraction ART. XI. Für Lebensmittel, Landeser und Kaufmannswaaren, ist der freye Kauf, diese Gegenstände, so wie auch für das Vieh, gehinderte Aus- und Durchfuhr von einem zum andern gesichert; mit Vorbehalt der erforde Polizeiverfügungen gegen Wucher und schl Verkauf. Diese Polizeiverfügungen sollen für di nen Cantonsbürger und die Einwohner andere tone, gleich bestimmt werden.

Die dermalen bestehenden von der Tagsatzu nehmigten Zölle, Wege- und Brückengelder verb in ihrem Bestand. Es können aber ohne Ge gung der Tagsatzung, weder neue errichtet, no bestehenden erhöhet, noch ihr Bezug, wenn bestimmte Jahre beschränkt war, verlängert w

Die Abzugsrechte, von Canton zu Canton abgeschafft.

Couvens et chapitres. ART. XII. Der Fortbestand der Klöster und tel, und die Sicherheit ihres Eigenthums, so w von den Cantonsregierungen abhängt, sind ge leistet; ihr Vermögen ist gleich anderm Privatgu Steuern und Abgaben unterworfen.

Dette helvétique. ART. XIII. Die Helvetische Nationalschuld, Betrag den 1ten November 1804 auf drei Mill einmalhundert achtzehn tausend dreihundert sechs dreissig Franken festgesetzt worden, bleibt anerk

Concordats. ART. XIV. Alle eidsgenossische Concordate und kommisse, seit dem Jahre 1803, die den Grundsä des gegenwärtigen Bundes nicht entgegen sind,

in ihrem bisherigen Beſtande, die Sammlung 1815
em Zeitraum erlaſſenen Tagſatzungsbeſchlüſſe,
Tagſatzung des Jahres 1816 zur Reviſion vor-
erden, und dieſe wird entſcheiden, welche
ſelben ferner verbindlich ſeyn ſollen.

XV. Sowohl gegenwärtiger Bundesvertrag, Sermens
die Cantonalverfaſſung, ſollen in das eidge-
Archiv niedergelegt werden.

swei und zwanzig Cantone conſtituiren ſich
izeriſche Eidsgenoſſenſchaft, ſie erklären: daſs
nd ungezwungen in dieſen Bund treten, den-
n Glücke wie im Unglücke, als Brüder und
ſſen getreulich halten; inſondera aber, daſs ſie
n an, alle daraus entſtehende Pflichten und
ſchkeiten gegenſeitig erfüllen wollen, und da-
, für das Wohl des geſammten Vaterlandes ſo
Handlung, nach der Sitte der Väter eine hei-
ährſchaft erhalte, ſo iſt die Bundesurkunde
in durch die bevollmächtigten Geſandten eines
ndes unterzeichnet, und mit dem neuen Bun-
verſehen, ſondern noch durch einen theuern
Gott dem Allmächtigen, feierlich bekräftiget

ſchehen, unterſchrieben und beſiegelt durch
nnten Herren Geſandten und Legationsräthe
genoſſiſchen Stände in Zürich, den ſiebenten
im Jahre nach Chriſti Geburt, eintauſend
ert und funfzehn. (7. Auguſt 1815.)

Namen des Standes Zürich:
David von Wyss, *Bürgermeiſter.*
Paul Usteri, *Staatsrath.*
Hs. Jakob Pestalutz, *Staatsrath.*

Namen der Stadt und Republik Bern:
Nikol. Friedr. v. Mulinen, *Schultheiſs.*
J. R. von Stürler.
Rudolph Stettler.

Namen der Stadt und Republik Luzern:
Vinzens von Rüttimann, *Schultheiſs.*
Pfeyffer von Heidegg, *Legationsrath.*

Namen des Cantons Uri:
Dom. Epp, *Landammann und Landshauptmann.*
Carl Florian Lusser, *Landſchreiber.*

1815 Im Namen des Cantons Schwyz:

F. Y. Weber, regierend. Landam
Joachim Schmidt, Landammann.

Im Namen des Cantons Unterwalden, ob dem W
(als anerkannten eidsgenoſſiſchen Standes)

J. Ignaz Stolmann, Landammann

Im Namen des Cantons Glarus:

Nikolaus Heer, Landammann.
Karl Burger, Alt-Landammann.
Landes Stadthal

Im Namen des Cantons Zug:

Joseph Anton Hess, Alt-Amman
G. I. Sidler, Stadthalter.

Im Namen der Stadt und Republik Freybur

Augustin Gasser, Staatsrath.
Tobie de Gottrau, membre du gr
Conſeil.

Im Namen der Republik Solothurn:

Peter von Glutz-Ruchti, Schulth
v. Glutz von Blotzheim, Appellatio

Im Namen des Cantons Baſel:

J. Heinr. Wieland, F. U. D., Bürg
Joh. Jakob Minder, Staatsrath.

Im Namen des Cantons Schafhauſen:

B. Pfister, Bürgermeiſter.
J. Ulr. v. Waldkirch, des kleinen R

Im Namen des Cantons Appenzell beider Rhod

Zellweger, Landammann.
J. P. Fässler, Landshauptmann.

Im Namen des Cantons St. Gallen:

Zollikofer, Landammann.
J. P. Reutti, Regierungsrath.

Im Namen des Cantons Graubünden:

G. Gengel.

Im Namen des Cantons Aargau: 1815

Joh. Karl Fetzer, Bürgermeiſter.
Franz Ludewig Hürner, Appell. Rath.

Im Namen des Cantons Thurgau:

Johannes Morell, Landammann.
Joseph Anderwert, Landammann.

Im Namen des Cantons Teſſin:

Andrea Caglioni, Conſigliere di Stato.
G. B. Maggi, Landammanno.

Im Namen des Cantons Waadt:

Jules Murat, Conſeiller d'état.
François Clavel, Conſeiller d'état.

Im Namen der Republik und des Cantons Wallis:

Caspar Eugen Stockalper,
Alt-Landshauptmann von Wallis.
Michael Dufour, Grand-Juge.

Im Namen des Cantons Neuenburg:

De Rougemont, Procureur-Général et Préſident du Conſeil d'état.
Le Comte Louis de Pourtalls, Conſeiller d'états.
F. Aug. de Montmollin, Conſ. d'état.

Im Namen der Republik und des Cantons Genf:

Joseph Des Arts, Syndic, Député du Canton de Genève.
Jean Pierre Schmidtmeyer, Conſ. d'état et député du Canton de Genève.

b.

Den Geſandſchaften der eidsgenoſſiſchen Stände Beſchwörung des Bundes, am 7ten Aug. 1815 vorgelegte Eid.

Wir, die Geſandten der zwei und zwanzig ſouveränen Stände der Eidsgenoſſenſchaft, im Namen und Bevollmächtigte, der Bürgermeiſter, Schultheiſſen, Land-

1815 Landammänner, Häupter, Landeshauptmanne, räthe, Syndicis, kleinen und groſſen Räthe n zen Gemeinden, der hohen Stände, Zürich Lucern, Uri, Schwyz, Unterwalden, Glaru Freyburg, Solothurn, Baſel, Schafhauſen, Ap beider Rhoden, St. Gallen, Graubünden, Aargau gau, Teſſin, Waadt, Wallis, Neuenburg und (ſchwören:

"Den Bund der Eidsgenoſſen, laut Inhalt eben verleſenen Urkunde, vom 7ten Augu wahr und ſtets zu halten, und dafür Leib und Gu und Blut hinzugeben; die Wohlfarth u Nutzen des geſammten Vaterlandes und jedes e Standes, nach beſten Kräften zu fördern, un Schaden abzuwenden; im Glück und Ungli Brüder und Eidsgenoſſen mit einander zu lebe Alles zu leiſten, was Pflicht und Ehre vo Bundesgenoſſen fordert."

Worauf die Geſandtſchaften mit lauter und v barer Stimme, die Worte nachgeſprochen hab

"Was der, ſo eben vorgeleſene Eid enth wird mein hoher Stand, der mich hierher geſa ten und vollziehen, getreulich und ohne G das betheure ich bey Gott dem Allmächtigen; mir ſeine Gnade helfen möge (und alle Heilig

Daſs dieſes alſo geſchehen ſey, bezeugen d ten der eidgenöſſiſchen Canzley mit ihren Sie Unterſchriften, den 7ten Auguſt 1815.

M. Mousson, *Canzler der Eidsgenoſſ*
Oberſt Fridelin Joseph von H
Staatsſchreiber.
Heinrich Hottinger, *eidsgenoſſiſcher Sta*
mann, Canzleyſubſtitut bey der auſserord
Tagſatzung.

(Bundesſiegel.)

c.

Verbalproceſs, für die Wiederaufnahme t
walden in den Bund, vom 30. *Auguſt* 1

Nachdem Landammann, Landrath und geme leute, von Unterwalden ind dem Walde, du

*) Ce procès verbal a été annexé à l'original du P

thigen Beſchluſs vom 24ten Auguſt 1815, dem 1815
Bundesvertrag, unter den zwei und zwanzig
n der Schweiz beigetreten ſind, und die hoch-
teten Herren, Landammann Ludewig Kaiſer und
mmann Stanislaus Akkermann, zu ihren Depu-
auf die eidsgenoſſiſche Tagſatzung ernannt haben,
e auch wirklich in Zürich erſchienen ſind, um
fnahme ihres Standes in den Bund, und für
Geſandte Niedwaldens, den Zutritt in der Tag-
zu begehren; — ſo hat die eidsgenoſſiſche
ng ſolches einmüthig genehmigt, und Nied-
als Stand der Eidsgenoſſenſchaft und als Theil
tons Unterwalden wieder auf- und angenom-
mit den nämlichen Vortheilen und Verpflich-
, und unter den gleichen Verhältniſſen, welche
den Bundesvertrag für alle eidsgenoſſiſche Stände
tat ſind.

Folge deſſen, haben die obbenannten Geſandten
ntons Unterwalden ind dem Wald, gegenwärti-
iginalinſtrument des neuen Bundesvertrags ei-
dig unterzeichnet, mit ihren Familienwappen
lt, und auf die gleiche Art beſchworen, wie es
dsgenoſſiſche Geſandtſchaften, am 7ten Auguſt,
haben.

o geſchehen in Zürich, den dreiſsigſten des Mo-
Auguſt, im Jahre nach Chriſti Geburt, eintauſend
ndert und fünfzehn. (30. Auguſt 1815.).

Ludewig Kaiser, *Landammann.*
Stanislaus Akkermann, *Landammann.*

ir, der Bürgermeiſter des Cantons Zürich, Präſi-
der eidsgenoſſiſchen Tagſatzung, und Wir der
er und der Staatsſchreiber der Eidsgenoſſenſchaft,
men und Auftrag der eidsgenoſſiſchen Tagſatzung
unden, durch unſere Unterſchriften und Siegel,
Verhandlung, wodurch Unterwalden ind dem
als Stand der Eidsgenoſſenſchaft und als Theil
ntons Unterwalden, in den Bund aufgenommen iſt.
Datum ut ſupra.

Der Bürgermeiſter der Cantons Zürich, Präſident der eidsgenoſſiſchen Tagſatzung.

David von Wyss.

Der Canzler und der Staatsſchreiber der Eidsgenoſſenſchaft.

Mousson. von Hausser.

4.

1815 *Acte d'acceſſion de la Suiſſe aux actes*
19Août. *Congrès du* 29 *Mars* 1815, *ſigné le* 19 *A*
1815.

(*Die Zeiten von Voſs.* B. 52. p. 20–23.)

Schweizeriſche Beytrittsurkunde, zu den Verh
lungen des Wiener Congreſſes, vom 29 *März* 1

Nachdem die, auf dem Congreſſe vereinigten, M
der eidsgenoſſiſchen Tagſatzung durch ihre in
reſidirende Miniſter zwey Originalacten haben z
len laſſen, welche von dem Congreſſe, in der Sit
von 29. März 1815, genehmigt, und unterzeic
worden ſind; wovon der erſte, betitelt Protocoll, e
Theile des ſavoyiſchen Gebiets, die Se. Maj. der K
von Sardinien, an die Verfügung der hohen verbü
ten Mächte geſtellt hat, dem Canton Genf einverl
der zweyte, als Anhang zum erſten, einerſeits
Beſtimmung enthält, die Provinzen Chablais und
cigny und das, nordwärts von Ugine gelegene,
Königl. ſardiniſchen Maj. zugehörige Gebiet, an
von ſämmtlichen Mächten gewährleiſteten, Neu
lität der Schweiz, dergeſtalt Theil nehmen zu la
daſs jedesmal, wenn die benachtbarten Mächte
in offenbarem oder nahe bevorſtehendem Kriegszu
befinden, die Königl. ſardiniſchen Truppen ſich
gedachten Provinzen zurückziehen, und ihren
nöthigenfalls durch das Wallis nehmen können,
daſs keine andere bewaffnete Truppen, von welc
Macht es ſey, weder Durchmarſch noch Aufenthalt
ſelbſt nehmen ſollen, diejenigen Truppen allein, a
genommen, welche die ſchweizeriſche Eidsgenoſſ
ſchaft dahin zu verlegen für gut finden wird; and
ſeits den Antrag, denen aus den Staaten Sr. Kön
ſardiniſchen Maj. und aus den Freyhafen von Ge
kommenden, Waaren, für diejenigen Waaren, zu
willigen, welche als Tranſitogut, durch den zwiſc
beiden Cantonen gelegenen Theil des Chablais, p
ren würden; —

So beſchlieſst die Tagſatzung, in Folge der Zu- 1815
mmung der Regierungen der Republiken Wallis und
nf, zu den, in obbenannten Acten feſtgeſetzten,
dingungen, und Kraft erhaltener Vollmacht der eids-
noſſiſchen Stände, welche, in gedachten Verfügun-
n des Congreſſes, nur Beweiſe des Wohlwollens der
hen Mächte gegen die Schweiz erkennen, ſich da-
n zu erklären:

1. Der Act des Wiener Congreſſes, vom 29. März
, betitelt: Protocoll, wird von der ſchweizeriſchen
enoſſenſchaft, mit Dank angenommen, und das
bezeichnete Gebiet, als Beſtandtheil des Cantons
s, unter die, im erſten Artikel des Bundesver-
ausgeſprochene, eidsgenoſſiſchen Gewährleiſtung
llt.

2. In Rückſicht auf die, von ſämmtlichen Mäch-
, durch den zweyten Act, oder Anhang zum ob-
nten Protocoll, ebenfalls von 29. März zuge-
te immerwährende Neutralität, der Provinzen
ais und Faucigny, wird die Schweiz, im ein-
den Fall, und wenn die Nothwendigkeit es er-
rt, den Durchpaſs für den Rückzug der Königl.
niſchen Truppen, aus dieſen Provinzen, geſtat-
; und wenn ferner die Eidsgenoſſenſchaft (ſo wie
Congreſsact) ſie hierzu befähigt, es demzumal für
meſſem erachten ſollte, ſelber Truppen dahin zu
en, auf ſolche Art und Weiſe, und unter den
gungen, welche durch beſondere Vorkommniſſe
letzen wären; ſo verſpricht ſie ebenfalls: daſs
momemtane militäriſche Beſatzung, für die, im
en Sr. Königl. ſardiniſchen Maj. in gedachten Pro-
en eingeführte Verwaltung ganz ohne Präjudiz
ſolle.

3. Die Schweiz bewilligt die, durch den zweyten
el des nämlichen Acts vorbehaltene, Befreyung
Tranſitogebühren, für diejenigen Waaren, welche
len Staaten Sr. Maj. des Königs von Sardinien
end, auf der Simplonſtraſse, durch das Wallis
den Canton Genf gehen; mit dem ausdrücklichen
behalte jedoch: daſs, unter dieſer Benennung, die
ſen- Brücken- und Barrierengelder nicht verſtan-
werden, und daſs für die weitern, auf dieſen
genſtand Bezug habenden, Anordnungen beſondere
Con-

1815 Conventionen, zwiſchen Sr. Königl. Maj. und den treffenden Cantonen, Statt finden ſollen.

4. Gegenwärtige Beytrittsurkunde, zu den handlungen des Congreſſes, vom 29. März 1815, den, in der Schweiz reſidirenden, Miniſtern der lauchten verbündeten Höfe, zugeſtellt werden.

Urkundlich deſſen iſt Gegenwärtiges unterzeich und beſiegelt worden, zu Zürich, am 12. Auguſt 1

Namens der Tagſatzung der Eidsgenoſſenſcha

Der Bürgermeiſter des Cantons Zürich, Präſ der Tagſatzung
VON WYSS.

Der Canzler der Eidsgenoſſenſchaft.
MOUSSON.

5.

30 Nov. *Déclaration *) des Puiſſances ſignée a P le vingt Novembre 1815 et portant reconn ſance et garantie de la neutralité perpétu de la Suiſſe et de l'inviolabilité de ſon territoire.*

(Vienne, de l'Imprimerie Impériale et Royale de et d'état.)

L'acceſſion de la Suiſſe à la déclaration donn Vienne, le vingt Mars Mil huit cent quinze, pa Puiſſances ſignataires du traité de Paris, ayant dûment notifiée aux Miniſtres des Cours Impér et Royales, par l'acte de la Diète helvétique du vi ſept Mai ſuivant, rien ne s'oppoſait à ce que l'act la reconnaiſſance et de la garantie de la neutralité pétuelle de la Suiſſe dans ſes nouvelles frontières fait conformément à la déclaration ſusdite. Mais

P

*) Cette déclaration a déjà été donnée plus haut S. 740, mais ſur une copie non officielle, et ſans le cès verbal annexé à la préſente.

issances ont jugé convenable de ſuſpendre juſqu'à 1815
jour, la ſignature de cet acte, à cauſe des change-
ns que les événemens de la guerre, et les arrange-
ns qui devaient en être la ſuite, pouvaient appor-
aux limites de la Suiſſe, et des modifications qui
raient auſſi en réſulter dans les diſpoſitions relati-
au territoire aſſocié au bienfait de la neutralité du
s helvétique.

Ces changemens ſe trouvant déterminés par les ſti-
ns du traité de Paris de ce jour, les Puiſſances
ires de la déclaration de Vienne du vingt Mars
, par le préſent acte, une reconnaiſſance formelle
uthentique de la neutralité perpétuelle de la Suiſſe,
elles lui garantiſſent l'intégrité et l'inviolabilité de
territoire dans ſes nouvelles limites, telles qu'elles
t fixées, tant par l'acte du Congrès de Vienne, que
le traité de Paris de ce jour, et telles qu'elles le
nt ultérieurement, conformément à la diſpoſition
protocole du trois Novembre ci-joint en extrait,
ſtipule en faveur du corps helvétique un nouvel
oiſſement de territoire à prendre ſur la Savoie,
arrondir et déſenclaver le canton de Genève.

Les Puiſſances reconnaiſſent et garantiſſent égale-
nt la neutralité des parties de la Savoie déſignées
l'acte du Congrès de Vienne du vingt Mai Mil huit
quinze, et par le traité de Paris de ce jour, comme
nt jouir de la neutralité de la Suiſſe, de la même
ière que ſi elles appartenaient à celle-ci.

Les Puiſſances ſignataires de la déclaration du vingt
rs reconnaiſſent authentiquement, par le préſent
e, que la neutralité et l'inviolabilité de la Suiſſe, et
indépendance de toute influence étrangère ſont dans
vrais intérêts de la politique de l'Europe entière.

Elles déclarent qu'aucune induction défavorable
droits de la Suiſſe, relativement à ſa neutralité, et
l'inviolabilité de ſon territoire, ne peut ni ne doit
e tirée des évenemens qui ont amené le paſſage des
troupes alliées ſur une partie du ſol helvétique. Ce
paſſage, librement conſenti par les cantons, dans la
convention du vingt Mai, a été le réſultat néceſſaire
de l'adhéſion franche de la Suiſſe aux principes mani-
feſtés

1815 feſtés par les Puiſſances ſignataires du traité d'all du vingt cinq Mars.

Les Puiſſances ſe plaiſent à reconnaître que la duite de la Suiſſe dans cette circonſtance d'épreu montré qu'Elle ſavait faire de grands ſacrifices au général et au ſoutien d'une cauſe que toutes les ſances de l'Europe ont défendue; et qu'enfin la S était digne d'obtenir les avantages qui lui ſont aſſ ſoit par les diſpoſitions du Congrès de Vienne, par le traité de Paris de ce jour, ſoit par le pr acte auquel toutes les Puiſſances de l'Europe ſon vitées à accéder.

En foi de quoi la préſente déclaration a été et ſignée à Paris le vingt Novembre de l'an de Mil huit cent quinze.

Suivent les ſignatures dans l'ordre alphabétiqu Cours:

Autriche . . . . . { *Metternich.* / *Wessenberg.*

France . . . . . { *Richelieu.*

Grande-Bretagne { *Castlereagh.* / *Wellington.*

Portugal . . . . . { *Le Comte de Palmella.* / *B. Joaquim Lobo da Silvei*

Pruſſe . . . . . { *Le Prince de Hardenberg.* / *Le Baron de Humboldt.*

Ruſſie . . . . . { *Le Prince de Rasoumoffsk* / *Le Comte Capo d'Istria.*

Ex

rait du Protocole des Plenipotentiaires d'Au- 1815
he, de la Grande-Bretagne, de Pruſſe et de
uſſie, en date du trois Novembre Mil huit
cent quinze.

neutralité de la Suiſſe ſera étendue au territoire
trouve au Nord d'une ligne à tirer depuis Ugine,
is cette ville, au Midi du lac d'Annecy et de
ac de Bourget jusqu'au Rhône, de la même
re qu'elle a été étendue aux provinces de Chablais
Faucigny par l'article quatre vingt douze de l'acte
u Congrès de Vienne.

ur faire participer Sa Majeſté le Roi de Sardaigne
une juſte proportion aux avantages qui réſultent
rrangemens préſens avec la France, il eſt convenu
a partie de la Savoie qui était reſtée à la France
rtu du traité de Paris du trente Mai Mil huit cent
ze ſera réunie aux états de ſadite Majeſté à l'ex-
on de la commune de St. Julien qui ſera remiſe
nton de Genève.

Les cabinets des Cours réunies emploiront leurs
offices pour diſpoſer Sa Majeſté Sarde à céder au
on de Genève les communes des Chesne, Thonex
elques autres néceſſaires pour déſenclaver le ter-
Suiſſe de Juſſy contre la rétrocession de la part
nton de Genève, du territoire ſitué entre la route
on et le lac, qui avait été cédé par Sa Majeſté
dans l'acte du 29 Mars 1815.

Le Gouvernement français ayant conſenti à reculer
lignes de Douanes des frontières de la Suiſſe du
u Jura, les cabinets des Cours réunies emploi-
leurs bons offices pour engager Sa Majeſté Sarde
faire reculer également du côté de la Savoie au
au delà d'une lieue de la frontière Suiſſe et en
s des Voirons de Salève et des Monts de Sion
Wuache.

1815
14 Nov.

6.

Actes de réunion de l'ancien évêché de B aux Cantons de Berne et de Bâle 1815, 181

(*Die Zeiten von Voss.* B. 52. p. 145-160.)

a.

Vereinigungsurkunde des ehemaligen Bisth Basel mit dem Canton Bern.

In Folge der am 20ten März 1815 unterzeich Erklärung des Congreſſes zu Wien, durch welch daſelbſt zur Vervollſtändigung des Friedenstractats Paris, vom 30ten May 1814, verſammelten hohen bündeten Mächte feſtgeſetzt haben: daſs die Lä die das Bisthum Baſel, nebſt der Stadt und dem ritorium von Biel, bildeten, mit alleiniger Ausna eines, dem Canton Baſel einverleibten Bezirks eines kleinen Stükkes eingeſchloſſenen Landes, mit voller Landeshoheit dem Fürſtenthum Neuenb übergeben ward, in Zukunft einen Beſtandtheil Cantons Bern ausmachen ſollen, mit der ferneren V fügung: daſs die betreffenden Vereinigungsurkund den in genannter Erklärung beſtimmten Grundſät gemäſs, durch Commiſſionen errichtet werden ſoll die aus einer gleichen Anzahl von Abgeordneten be intereſſirten Theile gebildet ſeyen, da denn diejeni für das Bisthum Baſel, durch den Directorialcan aus den angeſehenſten Bürgern des Landes ernan werden ſollen.

Vermöge der Beytrittsacte der Tagſatzung der ſchw zeriſchen Eidsgenoſſenſchaft zu Zürich vom 27ten M 1815, auf welchem die wirkliche Uebergabe des B thums Baſel, durch das Generalgouvernement der h hen verbündeten Mächte, in die Hände der ſchweiz riſchen Eidsgenoſſenſchaft Statt fand, haben einerſe die hochwohlgebohrnen gnädigen Herren, Schulthe und kleiner Rath der Stadt und Republik Bern, da mit Vollmachten des ſouveränen Rathes verſehen, Commiſſarien für den Canton Bern ernannt, die H

Abraham Friedrich von Mutach Staatsrath und 1815
aler der Academie; David Rudolph von Fellenberg,
atsrath, Präſident des oberſten Ehegerichtes, Karl
dolph von Kirchberger von Roll, geweſener Staats-
h, Oberamtmann zu Interlacken; Emanuel Ludwig
n Ougspurger des ſouverainen Rathes, und gewe-
er Oberamtmann zu Nydau; Karl Ludwig von Hal-
, des ſouveränen Raths und Profeſſor der Staatswiſ-
ſchaften; Albrecht Friedrich von May, von Scha-
, des ſouverainen Rathes, Lehencommiſſarius.

derſeits hat der Directorialcanton Zürich zu De-
ten für das Bisthum Baſel ernannt: die Herren
Joſeph Conrad Freyherrn von Billieux, Stadt-
des Generalcommiſſariats der Eidsgenoſſenſchaft
isthum Baſel, geweſener Stabsofficier in den
en Sr. allerheiligſten Maj. von Frankreich; Peter
h Gerlach Arnoux, Meier der Stadt Pruntrut und
am Gerichte dieſer Stadt; Anton von Grandvil-
, Meier der Stadt Delsberg, ſchweizeriſcher Obriſt-
nant, Ritter des Militärordens des heiligen Lu-
; Jakob Gobat, geweſener Meier Notar zu Cre-
, Friedensrichter und Präſident des erſtinſtanzli-
Gerichts des Diſtricts Münſterthal; Johann Hein-
Belreichard, Meier und Notar zu Courtlary, ge-
ener Hauptmann in Königl. Preuſsiſchen Dienſten;
h Georg Chifeln, Präſident des Rathes der Stadt
nſtadt; Friedrich Heilmann, von Biel, Mitglied
vom groſsen und kleinen Rathe dieſer Stadt er-
ten Regierungscommiſſion.

Nachdem nun dieſelben ſich, am 3ten November
in Biel verſammelt haben, um die Vereinigungs-
nde, zwiſchen dem Cantone Bern und dem Bis-
me Baſel abzuſchlieſsen, ſo ſind ſie von gleicher
nnung belebt, die Vereinigung beider Länder, in
gemeinſames Vaterland auf feſte Grundlagen zu
en, und zur wechſelſeitigen Zufriedenheit zu be-
ſtelligen, in weitere Entwickelung der, in der
rung des Wiener Congreſſes beſtimmten Grund-
e, unter Vorbehalt der Ratification, über folgende
ikel übereingekommen:

Art. I. Die römiſch-katholiſche Religion wird gewährleiſtet, und in ihrem jetzigen Zuſtande gehandhabt, und in allen Gemeinden des Bisthums Baſel, wo

Religion catholique.

1815 wo sie gegenwärtig besteht, als öffentlicher Got
dienst frey ausgeübt werden. Der Diöcesanbischof,
die Pfarrer werden ungestört ihrer ganzen geistli
Gerichtsbarkeit, nach den allgemein angenomm
staatsrechtlichen Verhältnissen zwischen der geistli
und weltlichen Macht genieſsen; sie werden eben
ohne Hindernifs ihre Amtsverrichtungen erfüllen;
mentlich der Bischof seine bischöflichen Visitatio
und alle Katholischen ihre Religionshandlungen. D
sollen die Acten der geistlichen Gerichtsbarkeit,
Gutheifsen der Regierung, nach darüber festzuse
den Formen unterworfen seyn.

Es wird eine Officialität im katholischen Thei
Bisthums seyn; deren Attribute die nämlichen
werden, wie in den übrigen katholischen Ca
der Diöcese von Basel. Die Grundsätze und die
richtungen dieser Officialität werden in der Folge
Uebereinkunft zwischen der bischöflichen Behörde
der Regierung von Bern bestimmt werden.

Evêché ART. II. Auf den Fall, dafs durch künftige
fügungen ein Bisthum Basel beibehalten würde,
pflichtet sich der Canton Bern, im Verhältnifs
übrigen Länder, die in Zukunft unter der geistli
Verwaltung des Bischofs stehen werden, zu den
die Erhaltung dieses Prälaten, seines Kapitels und
nes Seminariums, nöthige Summen beyzutragen.

Etablif. femens religieux. ART. III. Die Anstalten für den Religionsun
rich sollen fortbestehen, unterhalten und verw
werden; auf die nämliche Weise, wie es bis d
geschehen; namentlich die Pfarrschulen und die
legien zu Pruntrut und Delsberg. Die ihnen zug
rigen, nicht verkauften Liegenschaften, und die
vorhandenen Capitalien werden ihnen zurückgeg
werden.

Fonds de fabrique. ART. IV. Die Regierung von Bern sichert
katholischen Gemeinden das Eigenthum und die
waltung ihrer noch existirenden Kirchengüter (Fonds
fabrique) zu, die sie entweder bereits besitzen oder w
der erhalten könnten. Ihr Ertrag soll zu den Ausgab
für den Gottesdienst, so wie zur Erbauung, zum U
terhalt und zur Verzierung der Tempel verwend
werden. Die Verschenkungen und Vergabungen,
Gunsten derselben wird man anerkennen und respectir

ART

ART. V. Die Kirchſpiele, von denen der Regie- 1815
von Bern ein genaues Verzeichniſs wird zuge- Paroiſſes.
werden, ſollen ihren gegenwärtigen Umfang be-
n, und ohne Zuſtimmung der biſchöflichen Be-
e, darin keine Veränderung vorgenommen werden
en. Auch ſollen zu ihrer Beſorgung eben ſo
Pfarrer angeſtellt werden, als es Kirchſpiele gibt.

ART. VI. In den Gemeinden, welche die gedachte Ecclé-
ren bilden, ſollen ſich die Lehrer und Pro- ſiaſti-
der öffentlichen Schulen zu der katholiſchen ques.
bekennen. Die Pfarrer werden durch den
ernannt, und der Regierung vorgeſtellt, wel-
in den Beſitz ihres weltlichen Beneficiums
wird. Sie ſollen auch aus den, im Canton
gerten Geiſtlichen genommen werden; es ſey
daſs keine hinreichende Anzahl von Prieſtern,
die Eigenſchaft beſitzen, vorhanden wäre.

ART. VII. Da die Regierung von Bern geſinnt iſt, Amélio-
hickſal der katholiſchen Pfarrer zu verbeſſern; ration
irt ſie: daſs von den drei erſten Monaten, nach des Cu-
ebergabe des Landes angerechnet, das von der res.
ung zu beziehende Gehalt der genannten Pfar-
f das Minimum von achthundert, und auf das
mum von zwölfhundert franzöſiſchen Franken
mt werden wird, je nach der Wichtigkeit der
yen, oder nach der Schwierigkeit ihrer Beſor-
und ohne Inbegriff der Zulage, die den
lpfarrern zukommt. Vermittelſt deſſen ſollen
rchgemeinden von den Beſchwerden befreyt
denen ſie in dieſer Rückſicht unter der franzöſi-
Verfaſſung unterworfen waren. Hingegen wer-
ihren Pfarrern ein Pfarrhaus, einen Garten
nöthige Holz zur Feuerung liefern. Die Un-
ung der Pfarrhäuſer wird noch ferner den Ge-
n obliegen, die bisher dazu verbunden waren.
ierung verpflichtet ſich aber, denjenigen, deren
als unzureichend erfunden würden, zu Hülfe
mmen. Allfällige Vergabungen und Schenkun-
m die Pfarren aufs neue auszuſteuern, werden
annt und reſpectirt werden; doch unter der Ober-
t der Regierung.

ART. VIII. Wenn aus Mangel einer hinreichenden Deux
l von Prieſtern, ein Pfarrer genöthigt wäre, caret.

1815 zwei Pfarren zu beſorgen; ſo wird er, auſser ſ
Gehalte, welches er genieſst, noch die Hälfte de
gen beziehen, das der erledigten Pfarre beygele

Penſion de l'evêque de Bâle. ART. IX. Der Canton Bern verpflichtet ſich f
lich: dem ehemaligen Fürſtbiſchofe von Baſel,
dem Zeitpuncte der Vereinigung des Bisthums,
dem Canton Bern anzunehmen, ſeinen verhältni
ſsigen Beytrag zur Summe der zwölftauſend R
gulden zu bezahlen; welche durch die Erklärun
Wiener Congreſſes, als Vermehrung der leben
lichen Penſion des genannten Fürſtbiſchof, ſo wi
Unterhalt der Domherren des ehemaligen Stif
Baſel beſtimmt worden ſind.

Reformés. ART. X. In den Bezirken des Bisthums
die ſich zur reformirten Religion bekennen, w
Geiſtlichkeit unter den gleichen Geſetzen, wie
nige des Cantons Bern ſtehen. Die Pfarrer w
nach einem Progreſsſyſtem, welches dem, f
Pfarrer des Cantons Bern eingeführten, ähnli
beſoldet werden, daſs ſowohl für den Betrag d
ſoldung, als in Rückſicht des Ranges und der
derung zur Richtſchnur dienen wird. Dieſe Ve
rung der Pfarrbeſoldungen, ſoll drei Monath na
Uebergabe des Bisthums an den Canton Bern
Anfang nehmen. Von dieſem nämlichen Zeitpu
werden die Supplementarbeſoldungen, welch
Pfarrer von ihren Gemeinden, als Gegenwert
zum Vortheile der letztern veräuſserten Kirche
beziehen, für Rechnung des Kirchenfonds in die
caſſe flieſsen; es ſey denn, daſs die genannten G
den dem Staate die gedachten veräuſserten Ki
güter reſtituirten.

Die reformirten Pfarrer des Bisthums, werd
ter dem Präſidium eines Decans, eine beſondere
bilden.

Curés reformés. ART. XI. Die Pfarrer im reformirten Th
den auf gleiche Weiſe, wie im Canton Bern,
die Regierung, auf den Vorſchlag des Kirchenrat
nach Vorſchrift der Geſetze ernannt werden.

Education d. reformés. ART. XII. Die Regierung von Bern wird auf
tel bedacht ſeyn, die Studien der jüngern Geiſtli
des Bisthums Baſel, die ſich zur reformirten Rel
bekennen, zu erleichtern, und diejenigen, die

lien in Bern machen, werden gleich den Geiſtli- 1815
des Cantons, an den durch die Regierung er-
teten, Alumnaten und andern academiſchen Bene-
n Theil haben.

ART. XIII. Die gegenwärtig exiſtirenden Wieder- Anabaptiſtes.
r und ihre Nachkommen, werden des Schutzes
Geſetze genieſſen, und ihr Cultus wird geduldet
n, unter dem Vorbehalte: daſs ſie zur Regel-
heit der bürgerlichen Ordnung innerhalb einer,
r Regierung zu beſtimmenden Zeit ihre Ehen
Geburt ihrer Kinder, in die öffentlichen Rö-
ſchreiben laſſen; daſs ihre Handgelübde, in
cht der geſetzlichen Kraft, die Stelle des Eides
en, und im Fall von Widerhandlung den näm-
Folgen unterworfen ſeyn ſoll, und endlich, daſs
r, gleich den übrigen Cantonsangehörigen, zum
e der Auszüger und der Landwehr verpflichtet
ſollen, hingegen aber ſich, nach darüber beſte-
n Landesordnungen, erſetzen laſſen können.

r. XIV. Die Aufhebung der franzöſiſchen Ge- Lois
bung in denjenigen Theilen des Bisthums, wo françaiſes abo-
ch beſteht, wird als Grundſatz angenommen; lies.
eitpunct dieſer Aufhebung wird aber durch die
ung beſtimmt werden. Die während der Dauer
Geſetzgebung nach ihren Vorſchriften geſchloſſe-
Transactionen ſollen rechtskräftig verbleiben. Es
urch die Regierung eine Commiſſion von Rechts-
en ernannt werden, um eine, auf die Rechte
ewohnheiten des Landes, und auf die Bernéri-
Geſetze als Subſidiarrechte gegründete Samm-
von Verordnungen zu veranſtalten; die dem ſou-
n Rathe zur Genehmigung vorgelegt werden ſoll.

r. XV. Der franzöſiſche Criminalcodex und Code
ge über den Criminalproceſs werden vom criminel
der Uebergabe des Landes an den Canton Bern
geſchafft. Man wird an ihrer Stelle die Crimi-
ceſsform und den Criminalcodex einführen, die
n Gerichten von Bern in Uebung ſind.

RT. XVI. Das Bisthum Baſel wird in Oberämter Diviſion
theilt werden; deren Anzahl, Umfang und Amts- de l'évê-
durch die Regierung beſtimmt werden. Jeder che en
bezirk ſoll ſeine Local- und untergeordneten Be- ges.
n haben, wie die des Cantons Bern, und nach

1815 den durch die Verordnung vom 20ten Juny 1803 geſtellten Grundſätzen.

Droit de bourgoiſie. ART. XVII. Da die Ausübung der politiſchen Re durch die Bürgerrechte bedingt iſt; ſo werden letztern hergeſtellt. Die Befugniſs, zur Aufnahm dieſelben, und die Beſtimmung der daherigen Be gungen, wird den Städten und Gemeinden zugeſic auf gleiche Weiſe, wie ſolches im Canton Ber ſteht. Doch behält ſich die Regierung vor, übe bürgerliche Exiſtenz derjenigen Fremden zu verf die unter der franzöſiſchen Verfaſſung, Eige erworben haben.

Municipalités. ART. XVIII. In Uebereinſtimmung mit der rung des ſouveränen Rathes, vom 1ſten Sept. können die Städte und Gemeinden des Bisthum ehemaligen Municipal- oder Gemeinverfaſſunge der herſtellen, und auch die in ihren Rathen er ten Stellen ergänzen oder neu beſetzen. Sie ihre ehemaligen Rechte, Freyheiten und Gewoh ten genieſsen, in ſo fern dieſelben mit den allg nen Einrichtungen des Cantons verträglich ſind. Eigenthum und die Verwaltung ihres unbeweg Vermögens, ihrer Einkünfte und Localanſtalten, ihnen zugeſichert; jedoch unter der conſervator Oberaufſicht der Regierung.

Egalité de droits avec Berne. ART. XIX. Die Einwohner des Bisthums ſollen ohne Unterſchied der Religion, der gle politiſchen Rechte theilhaftig ſeyn, deren die wohner des Cantons Bern gegenwärtig genieſsen, in Zukunft genieſsen mögen. Sie ſollen in dem geſetzten Verhältniſſe an den Stellen im ſouve Rath und andern Theil haben, ſo wie die Verf des Cantons, und namentlich die urkundliche rung des ſouveränen Rathes, vom 21ten Sept. es mit ſich bringt, welche anmit auch für die E ner des Bisthums geltend erklärt wird. Diejenig letztern, die ſowohl in dem Bernſchen als in Baſelſchen Antheile des Bisthums, Bürgerrechte ſitzen, ſollen ihre politiſchen Rechte nur an dem ihres gewöhnlichen Aufenthalts ausüben können.

Bienne. ART. XX. Die künftigen Verhältniſſe zwiſchen Stande Bern und der Stadt Biel, ſind in Folge

kels IV. §. 1. der Erklärung des Wiener Congreſſes 1815
ſetzt und beſtimmt worden, wie folgt:

1. die Stadt Biel, und die drei Dorfſchaften Bözin-
, Läubringen und Vingels, ſollen zuſammen nur
Pfarrgemeinde ausmachen.

2. Die Stadt Biel wird wieder in alle ihre Munici-
chte eingeſetzt; in ſofern ſie auf die Herſtellung
eigenen Magiſtratur, auf das Eigenthum und die
ung ihres beweglichen und unbeweglichen Ver-
, ihrer Stiftungen, Spitäler und Schulden Be-
ben. Streitigkeiten, die ſich in Betreff der
ng dieſer Municipalrechte, zwiſchen der Stadt-
ng und den Bürgern erheben könnten, ſollen,
den kleinen Rath von Bern entſchieden werden.

3. In Sachen der adminiſtrativen und correctionel-
olizei wird die Stadt Biel die Attributionen
ten Inſtanz haben, und unmittelbar unter der
n Inſtanz ſtehen.

4. Für Civilſachen ſoll in der Stadt Biel ein beſon-
erſtinſtanzliches Gericht eingeführt werden, un-
n Vorſitze desjenigen der benachbarten Ober-
nner, den die Regierung dafür beſtimmen wird.
l aus vier Beyſitzern beſtehen, die von der Re-
g bezahlt, und aus den Einwohnern der Stadt
d ihrer Kirchengemeinde gewählt werden. Der
ntmann wird aus denjenigen Beyſitzern, die zu-
Mitglieder des Staatsraths ſind, einen Stadthal-
ennen, vor welchem die Proceſſe inſtruirt wer-
llen, und dem überdieſs alle Verrichtungen
Friedensrichters in ſeinem Gerichtsbezirke, wel-
e Pfarrgemeinde iſt, zukommen. Die Verrich-
und die Competenz des Gerichts ſollen die
ben, wie die eines Amtsgerichts ſeyn; die Com-
des Friedensrichters iſt die der Oberamtmän-
Civilſachen.

5. Für das Criminalweſen, ſtehen die Einwohner
dt Biel unter dem Oberamte, dem ihr Bezirk
eben wird.

6. Die Stadt Biel wird, für ihre Kirchengemeinde,
orgericht haben, das von dem oberſten Ehege-
in Bern, abhängig iſt; und deſſen Attribute die
chen ſeyn ſollen, wie die, der erſtinſtanzlichen
erichte.

1815 7. Die Verwaltung der Waisenſachen gehört Rath der Stadt Biel; Streitigkeiten darüber vor ihr Civilgericht gebracht.

8. In Rückſicht ihrer Verhältniſſe zur Reg ſoll die Stadt Biel unmittelbar vom kleinen I Bern abhängig ſeyn; und es wird ihr das Vorr theilt, unmittelbar und ohne Dazwiſchenkunf andern Behörde, mit demſelben zu correspond

9. Die Stadtſatzung von Biel wird, als Geſe für dieſe Stadt und ihre Pfarrgemeinde, geha Als Subſidiarrecht werden die Berniſchen Geſetze

10. Die Regierung von Bern beſtätigt de Biel ihr Ohmgeldrecht, ihren Zoll, und das R Beziehung eines Hinterſäſsgeldes, in deren Be ſich befindet, und verpflichtet ſich, dieſelbe Salzhandel zu entſchädigen, welcher der Re zugehören ſoll. Indeſſen werden die dortigen ten Bürgern von Biel gegeben werden.

11. In allen, hier nicht beſtimmten, Fälle die Stadt Biel, die, im Canton Bern beſtehend ſetze und Verordnungen befolgen.

12. Weil die Eintheilung des Bisthums I Amtsbezirke, noch nicht feſtgeſetzt iſt; ſo bel die Regierung die Befugniſs vor, in Betreff d gerichts, Modificationen anzuordnen, im I Stadt Biel der Hauptort eines Amtsbezirks ſolche. Doch ſollen, durch dieſe Modificatio keinem Falle, die Bürger von Biel, in Civi von einem erſtinſtanzlichen Richter abhängig werden können, der ſich auſserhalb ihrer S findet.

Biens nationaux fiefs. ART. XXI. Der Verkauf der Nationalgüter handhabt, und die Lehengefälle und Zehnte nicht wieder hergeſtellt werden.

Preſtations des communes de Bâle. ART. XXII. Die Städte und Gemeinden, des I Baſel, ſollen dem Staate keine andern Leiſtu machen haben, als diejenigen, denen die Städte und Gemeinden, des Cantons Bern, u fen ſind; oder die ſich auf Titel und Verpflic gründen, welche, ſchon vor der franzöſiſch ſchaft, beſtanden. Alle übrigen ſollen ab werden.

ART. XXIII. Die Grundſteuer, welche, als Erſatz der 1815
nten und Domanialeinkünfte, des ehemaligen Fürſt- Contribution foncière
chofs, eingeführt ward, ſoll beybehalten werden;
ch wird man ſie erſt, nach einer vorzunehmenden
richtigung, definitiv feſtſetzen. Die Regierung be-
ſich die Befugniſs vor, dasjenige, was ſie allfällig
wenig abwerfen möchte, durch eine andere Ab-
. zu vervollſtändigen; übrigens erklärt ſie: daſs
isthum, im Ganzen, nicht ein mehreres, zu den
inen Verwaltungskoſten des Staats, beyzutragen
wird, als, nach einem billigen Verhältniſſe,
den alten Canton.

e, unter franzöſiſcher Herrſchaft eingeführten,
ecten Abgaben ſollen abgeſchafft, und, durch die
en und diejenigen indirecten Abgaben, erſetzt
en, die im Canton Bern beſtehen, oder in Zu-
eingeführt werden könnten. Die Abſchaffung
erſtern, und die Einführung der letztern, ſoll von
Zeitpuncte Statt haben, da die Berniſche Finanz-
altung, im Bisthum eingeführt ſeyn wird; und
ſoll, im Laufe des Jahres 1816, geſchehen.

RT. XXIV. Die Gebäude, Domanialwaldungen, rück- Propriétés de l'ancien gouvernement.
gen Zahlungen und anderes Eigenthum, der vorher-
den Regierungen, das noch im Bisthum Baſel vor-
n ſeyn könnte, wird, zu Handen der Regierung
Bern vorbehalten.

RT. XXV. Die Einwohner des Bisthums ſollen die Liberté d'emigrer et d'entrer au ſervice.
eit haben, in Civil- oder Militärdienſte fremder
e zu treten, mit ihrem Vermögen aus dem Can-
zu ziehen, und wieder, nach freyem Willen, in
lben zurückzukommen. Alles, nach den, im
ne Bern beſtehenden, Geſetzen und Uebungen.

Da nun die, hier oben ſtehenden, Artikel, mit
Verfügungen übereinſtimmen, die, durch den
r Receſs, als Richtſchnur, für die, zwiſchen
Regierung von Bern und dem Bisthume Baſel,
führenden Verhältniſſe feſtgeſetzt worden ſind,
die beiderſeitigen Commiſſarien ihren Auftrag er-
zu haben glauben; ſo haben ſie die gegenwärtige,
zwey Doppeln ausgefertigte, Vereinigungsurkunde
erſchrieben.

1815 Alſo geſchehen und abgeſchloſſen, in Biel, vierzehnten Wintermonat des Jahres ein tauſend hundert und funfzehn. 1815.

Signé: Abraham Frédéric de Mutach.
David Rodolphe de Fellenberg.
Charles Rodolphe de Kirchberger de Rolle.
Amédé de Jenner.
Emanuel Louis d'Ougspurger.
Charles Louis de Haller.
Albert Frédéric de May.

Ratification. Wir Schultheiſs, klein und groſse Räthe der und Republik Bern, thun kund hiermit: de uns, auf dem heutigen Tage, die vorſtehende ſchen unſern Commiſſarien, und den, von de rectorialcantone Zürich, für das Bisthum Baſel nannten Deputirten, in Biel, am 14. November unter Vorbehalt unſerer Ratification, abgeſchl Vereinigungsurkunde, des ehemaligen Bisthums mit dem Canton Bern, vorgelegt worden, und darauf hin, nach einer reifen Berathung, di unſern Geſinnungen entſprechend gefunden;

So haben wir gedachte Vereinigungsurkunde ihrem ganzen Inhalt, angenommen und gut geheiſ wie wir denn dieſelbe anmit, in beſter und kräft Form, genehmigen, ratificiren und erklären, ſolche, in allen ihren Theilen, treu gehandhabt erfüllt werden ſoll.

Zu Urkund deſſen iſt gegenwärtige Ratificatio unſerm Standesinſiegel verwahrt, und ſowohl vo ſerm, fürgeliebten Ehrenhaupte, dem Herrn A ſchultheiſſen, als von unſerm geliebten Staatsca unterzeichnet worden.

Gegeben, in unſerer groſsen Rathsverſamm den drey und zwanzigſten November des Jahr tauſend achthundert und funfzehn. 1815.

(L. S.) *Der Amtsſchultheiſs*
R. von Wattemoyl.

Der Staatscanzler
Thormann.

b.

de réunion du diſtrict de Birseck au Canton Bâle, ſigné le 7 Novembre et ratifié le 6 Déc. 1815. 1815. 7 Nov. 6 Decb.

Die Zeiten von Voss. B. 52. p. 160 — 165.)

...igungsurkunde des Bezirks Birseck, mit dem Canton Baſel.

...nach die, auf dem Congreſſe zu Wien verſam-...weſenen, hohen Mächte, durch Höchſtderſel-...klärung vom 20. März 1815, geruhet haben, zu ...nen: daſs ein, in derſelben bezeichneter Theil, ...hemaligen Bisthums Baſel einverleibt, und daſs ...reinigungsurkunde, in Gemäſsheit der, in ge-...r Erklärung ausgeſprochenen Grundſätze, durch ...eitige Commiſſarien, errichtet werden ſolle; als ...ſie von Seiten der Regierung des hohen Standes ...zu dem Ende, ernannten Herrn Deputirten, als:

...H. Herr, Staatsrath und Oberſt Stehlin; Appel-...rath Baroche; Bezirksſtatthalter Gyſendörffer; ...einſchaftlicher Verbindung, mit den, nach An-...g der Congreſsерklärung, von dem hohen Vor-...rich, aus den angeſehenſten Bürgern, der zu ...igenden Gemeinden, erwählten Commiſſarien, ...h:

...rr Jakob Hölſchy, Meier in Arlesheim; Joſeph ...yer, Alt-Friedensrichter zu Pfeffingen; Peter ..., gewesener Meier in Oberweiler; nach gepflo-...ſorgfältiger Berathung, in getreuer Anwendung ...n dem Congreſsentſcheid enthaltenen, Stipula-..., über die künftigen Verhältniſſe dieſes Landes-..., und in erforderlicher Berücksichtigung der Can-...erfaſſung, folgende Vereinigungsurkunde mit Uebereinſtimmung errichtet und abgeſchloſſen.

...ehemals Fürſt-Biſchöflichen Baſelſchen Gemein-...lesheim, Reinach, Aeſch, Pfeffingen, Ettingen, ...iler, Oberweiler, Allſchwiler und Schönen-... werden, in Kraft des dritten Artikels der Wie-

1815 Wiener Congreſserklärung, vom 20. März d. J. m
nachſtehenden Beſtimmungen, dem Canton Baſel
verleibt:

Art. I. Dieſe Gemeinden werden einen beſon
Bezirk bilden; welcher der ſechſte des Cantons
und die Benennung: Bezirk Birseck führt.
Hauptort iſt Arlesheim.

Art. II. Der Bezirk Birseck wird, nach e
ſo viel als möglich, nach der Volkszahl berechn
Eintheilung, in vier Wahlzünfte, abgetheilt; nä
Erſte Zunft: Arlesheim und Steinach.
Zweyte Zunft: Aeſch, Pfeffingen und Ettingen.
Dritte Zunft: Terweiler und Oberweiler.
Vierte Zunft: Allſchwiler und Schönenbuch.

Art. III. Jede, dieſer vier Wahlzünfte,
nach Anleitung der Cantonalverfaſſung, aus ihrer
als Repräſentanten, ein unmittelbares Mitglied, i
groſsen Rath. Für die, mittelbar von der höchſte
hörde ſelbſt zu beſetzenden, Stellen, im groſsen R
concurriren die bürgerlichen Einwohner dieſe
zirks, im Sinne und nach Vorſchrift der Canto
faſſung, mit den übrigen Bürgern der Landbezirk
wie denſelben auch der Genuſs aller bürgerlichen
politiſchen Rechte, welche die Einwohner der
Beſtandtheile des Cantons Baſel genieſsen und we
genieſsen können, zugeſichert wird.

Art. IV. Der Bezirk Birseck erhält einen b
dern Stadthalter, und einen Bezirksſchreiber.
Gemeindsverwaltungen werden auf die gleiche Art
gerichtet, wie in den übrigen Gemeinden des Can

Für den Bezirk Birseck wird ein erſtinſtanzl
Civilgericht aufgeſtellt; deſſen Mitglieder aus der
gerſchaft dieſes Bezirks, von der Regierung, z
wählen ſind; das Geſetz wird die Organiſation
ben, des nähern, beſtimmen. Von dieſem Ci
richte geht der Recurs, wie von den übrigen Gerl
des Cantons, an das Appellationsgericht.

Art. V. Die, im Jahr 1813 erneuerte Lande
ordnung, ſo wie alle übrigen beſtehenden Geſetze
Verordnungen des Cantons Baſel, ſollen auch im
zirke Birseck eingeführt, und von dem, ſeiner Zeit
beſtimmenden und bekannt zu machenden Zeitpu

in demſelben in Ausübung gebracht; auch in Zu- 1815
ſt alle, im Allgemeinen zu erlaſſenden Geſetze und
fügungen, in dieſem Landestheil, ebenfalls voll-
gen werden.

Die Bewohner dieſes Bezirks ſind auch, gleich den
igen Bürgern des Cantons, der geſetzlichen Miliz-
chtigkeit, und der beſtehenden und künftig feſtzu-
nden Militärorganiſation unterworfen.

rt. VI. Dieſen, mit dem Canton Baſel vereinig-
Gemeinden des Bezirks Birseck, wird die freye
ung der römiſch-katholiſchen Religion, ge-
leiſtet.

as Kirchen-, Schul- und Armenweſen ſteht unter
Aufſicht und Leitung der Regierung; reinkirchliche
religiöſe Gegenſtände bleiben, unter der Befugniſs
reſpectiven biſchöflichen Autorität, deren Verfü-
gen jedoch dem Viſa der Regierung unterwor-
ind.

, in dem Canton Baſel, ein, aus dem Ertrag der
en und ähnlichen Gefälle gebildeter, Fond, be-
, aus welchem die Ausgaben für das Kirchen-,
ul- und Armenweſen beſtritten werden; in dem
irk Birseck aber die Zehnten abgeſchafft ſind, und
t wieder hergeſtellt werden können; ſo ſollen alle,
das Kirchen-, Schul- und Armenweſen dieſes Be-
, erforderlichen Gelder, aus der, daſelbſt einge-
ten Grundſteuer, aus welcher zu dieſem Behuf ein
gebildet wird, enthoben werden.

Alle, in dieſem Bezirk noch vorhandenen, Güter,
che den Kirchen-, Schul- und Armenſtiftungen an-
ören, bleiben demſelben zugeſichert. Ueber die
der Verwaltung dieſer Fonds, und die dabey er-
rliche Aufſicht und Leitung der Regierung, wird,
ein beſonderes Geſetz, verfügt werden.

ür eine verhältniſsmäſsige, und ihrem Stande ange-
ene, Verbeſſerung der Beſoldung, der Kirchen-
Schullehrer, ſoll, von der Regierung, aus den
zu gewidmeten Fonds, geſorgt werden.

Art. VII. Die Gemeinden des Bezirks Birseck ſind,
Ausnahme des Zehntens und aller von Feudalrech-
herrührenden Gefällen (welche nicht hergeſtellt
wer-

1815 werden ſollen), allen, in dem Cantone Baſel beſt den oder noch zu beſtimmenden, Abgaben und L wie die übrigen Cantonsgemeinden, unterworfen ſolche aber eingeführt werden können, ſollen die, mahlen bey ihnen beſtehenden, Abgaben bezogen den. Die Bodenzinſe ſoll, den Geſetzen gemäſ richtet, oder losgekauft werden. Hingegen bleib Verkauf der Nationaldomänen, als gültig anerkan

Die, durch Einverleibung dieſer Gemeinden Folge des Wiener Congreſsentſcheides, dem C Baſel zufallenden, Laſten, ſollen ausſchlieſslich, den Gemeinden des Bezirks Birseck, getragen we hingegen ſollen dieſelben, wegen der alten h ſchen Schuld, zu keinem Beytrag angehalten w

Deſſen zur Beſtätigung iſt gegenwärtige, unte behalt der Ratification der höchſten Behörden des tons Baſel abgeſchloſſene, Vereinigungsurkunde ausgefertiget, und von den beiderſeitigen Herrn C miſſarien, nebſt dem Staatsſchreiber des Standes ſels (welcher das daherige Conferenzprotocoll ge hat), eigenhändig unterſchrieben worden.

So geſchehen in Baſel, den 7ten November

Unterzeichnet:

Höl.schy. (Stehlin, *des Raths.*
Hofmeier. (E. Baroche, *Appellationsrath.*
P. Hügin. (Gysendörffer, *Bezirksſtatthalt*
T. Braun, *Stadtſchreiber.*

Wir Bürgermeiſter, klein und groſse Räthe, Cantons Baſel, urkunden hiermit: daſs wir die, ſchen den gegenſeitigen Commiſſarien, über die einigung der, laut dem Wiener Congreſsentſch vom 10. März, d. J. dem Stand Baſel, einverlei Gemeinden, des ehemaligen Bisthums Baſels, un 7. Wintermonat des laufenden Jahres errichtete, einigungsurkunde, in allen Theilen ratificirt un nehmiget haben.

Deſſen zu Gezeugniſs haben wir gegenwärtige ficationsurkunde dem Originale beygeſetzt; mit un gröſsern Standes-Inſiegel, der Unterſchrift unſers

rmeiſters, Ihro Weisheit, Herrn Johann Heinrich 1815
nd. F. U. D. und unſere fürgeliebten Staats-
bers verwahren laſſen.

egeben, in unſerer groſsen Rathsverſammlung,
6. December 1815.

(L. S.) *Der Amtsbürgermeiſter,*
WIELAND.
Der Staatsſchreiber,
BRAUN.

C.

ation des actes de réunion de l'ancien évêché 1816
e Bâle aux Cantons de Berne et de Bâle. 18 Mai.

Die Zeiten von Voss. B. 52. p. 166 — 168.)

nossiſche Ratificationsurkunde, der Vereini-
rkunden, des ehemaligen Bisthums Baſel, mit
den Cantonen Bern und Baſel.

ir Bürgermeiſter und kleine Räthe, des eidsgenoſ-
n Standes und Vororts Zürich, thun kund und
iſſen hiermit: Nachdem, gemäſs der im vierten
l, der Erklärung des Wiener Congreſſes, vom
rz 1815, enthaltenen Beſtimmung: daſs die,
hen den Abgeordneten des Cantons Bern (Baſel)
den Deputirten, des, dieſem Stande zufallen-
Theils der Biſchöflich-Baſelſchen Lande, abzu-
ſsende Vereinigungsurkunde, von der ſchweize-
n Eidsgenoſſenſchaft, gewährleiſtet werden ſolle,
ehen (für Bern) den 14. Nov. 1815 errichtete,
on Schultheiſs, kleinen und groſsen Räthen der
und Republik Bern, am 23. des nämlichen Mo-
und Jahrs, ratificirte Uebereinkunft (für Baſel
7. Nov. 1815 errichtete, von Bürgermeiſter, klein
groſsen Räthen des Cantons Baſels am ſechsten
riſtmonat, des nämlichen Jahres, ratificirte) Ueber-
kunft, durch unſer Kreiſsſchreiben vom 7. Decbr.
5, ſämmtlichen eidsgenoſſiſchen Ständen mitgetheilt
den; und nachdem hierauf, von Seiten dieſer Stände,

Uns

1816 Uns die amtliche, im eidsgenoſſiſchen Archiv au
wahrte, ſchriftliche Anzeige, nämlich von Bür
meiſter, klein und groſsen Räthen, des Standes Zü
unterm 15. Decbr. 181 ; Schultheiſs und Rath,
Stadt und Republik Bern, unterm 15. Decbr. 18
Schultheiſs und Rath, der Stadt und Republik Lus
unterm 11. Decbr. 1815; Landammann und Land
des Cantons Unterwalden, ob dem Wald, vom 15.
1815; Landammann und Landrath des Cantons Un
walden, ind dem Wald, unterm 18. Dec. 1815; La
ammann und dreyfacher Landrath des Cantons
unterm 13. May 1816; Schultheiſs und Staatsrath
Stadt und Republik Freyburg, unterm 11. Dec. 1
Schultheiſs, klein und groſsen Räthen der Rep
Solothurn, unterm 21. Dec. 1815; Bürgermeiſter
Rath des Cantons Baſel, unterm 16. Dec. 1815;
germeiſter und Rath der Stadt und des Cantons Sc
hauſen, unterm 11. Dec. 1815; Landammann und R
des Cantons Appenzell Auſser-Rhoden, unterm
Febr. 1816; Landammann und Rath des Cantons
penzell Innern-Rhoden, unterm 9. May 1816; La
ammann und kleiner Rath des Cantons St. Gallen,
term 15. Dec. 1815; Präſident und Rath des Can
Graubünden, unterm 21. Dec. 1815; Bürgermeiſter
Rath des Cantos Aargau, unterm 27. Dec. 1815; La
ammann und Rath des Cantons Thurgau, unterm
Dec. 1815; Landammann und Staatsrath des Cant
Teſſin, unterm 10. Apr. 1816; Landamman und Sta
rath des Cantons Waadt, unter 31. Januar 1816; Lan
hauptmann und Staatsrath der Republik und des C
tons Wallis, unterm 9. Januar 1816; Gouverneur
Staatsrath des Fürſtenthums und Cantons Neuenb
unterm 12. Dec. 1815; Syndik und Räthen der Repub
und des Cantons Genf, unterm 16. Januar 1816, zu
kommen iſt: daſs ſie beſagte Vereinigungsurkunde,
allen ihren Theilen, genehmigen, und unter gem
eidsgenöſſiſche Garantie nehmen wollen: ſo erklä
Wir nunmehr, als wirklicher eidsgenöſſiſcher Vor
durch gegenwärtigen feyerlichen Act: daſs dieſem e
müthigen Willen und Entſchluſſe, der zwey und zw
zig Stände zu Folge, obige Vereinigungsurkunde, v
der ſchweizeriſchen Eidsgenoſſenſchaft ratificirt u
gewährleiſtet ſey; und daſs die darin benannten (
Bern) Landſchaften (für Baſel) Dorfſchaften, als in
griren

der Theil des Standes Bern (Basel), und der 1816
eis, unter die, im ersten Artikel des eidsgenos-
n Bundesvertrags ausgesprochene, Garantie ge-
nen werden.

essen zu fester Urkunde, das gegenwärtige Rati-
ns - und Gewährleistungsinstrument, mit dem
eizerischen Bundesinsiegel versehen, und von
n Amtsbürgermeister und dem eidsgenössischen
unterzeichnet worden ist.

ich, den 18. May 1816.

Amtsbürgerm. des Cantons und Vororts Zürich.
Unterz. REINHARD.

Der Canzler der Eidsgenossenschaft.
Unterz. MOUSSON.

7.

Compromissspruch, betreffend die Anstände 1816
chen den Ständen Uri und Tessin, in Be- 15 Août
treff der Liviner Zölle.

roit public de la Suisse. T. II. p. 214—216.)

nd und zu wissen sey hiermit:

achdem zwischen den hohen Ständen Uri und
ein Anstand sich erhoben hatte über die Frage:
y alljährlicher Berechnung des halben Zollertrags
viner Thale, welcher laut § 4. im 6sten Art. des
r Congressschlusses über die schweizerischen An-
heiten vom 20. März 1815 dem Canton Uri zu-
t, theils gewisse Strafsenunterhaltungskosten,
die Perceptions - und Bezugkosten in Abzug ge-
: werden können, und nachdem die Ehrenge-
n beider Cantone Uri und Tessin die Entschei-
dieser Streitfrage, durch Compromissspruch, be-
t, und förmlich von derjenigen Commission ver-
haben, welcher die eidsgenössische Tagsatzung
unterm

1816 unterm 18. Heumonat 1815 die Aufſicht über die V
ziehung aller Beſtimmungen des oberwähnten 6ſten
im Wiener Congreſsſchluſs, und namentlich in Be
auf den Liviner Zoll, den ſchiedsrichterlichen E
ſcheid obwaltender Schwierigkeiten, im Fall beidſe
ger Uebergabe, anvertraut und aufgetragen hat;
wurden von Endesunterzeichneten, als der anerka
competenten Behörde, die von den Ehrengeſandtſc
ten der betreffenden zwey löblichen Stände in con
dictorio ausführlich vorgetragene Gründe und Ge
gründe angehört, reiflich erwogen, und nachher
gender Compromiſsſpruch ausgefällt:

Es müſſe zu Beurtheilung des ſich erhobenen
ſtandes in Bezug auf den Liviner Zoll-Ertrag
Beyſeitſetzung aller frühern politiſchen und Zo
hältniſſe, als rechtliches Fundament einzig der
Art. in dem Wiener Congreſsſchluſs, und beſonder
§ 4. deſſelben betrachtet und angenommen wer
welcher alſo lautet:

"Der Canton Teſſin wird dem Canton Uri jäh
die Hälfte des Zoll-Ertrags im Liviner Thal bezahl

Art. I. In Folge dieſes Artikels können und ſo
bey jährlicher Berechnung des an den löblichen St
Uri zu entrichtenden halben Zoll-Ertrags im Livi
Thal keinerley Strafsenunterhaltungskoſten in Ab
gebracht werden.

Art. II. Hingegen darf ohne Abbruch der im W
nerCongreſsſchluſs enthaltenen wörtlichen Beſtimmu
der Natur der Sache und der Billigkeit gemäſs,
dieſem löbl. Canton Uri alljährlich zukommenden Z
Ertrag ein mäſsiger Abzug für die Perceptions-
Bezugkoſten ſtatt finden, welcher jedoch, damit
keinem Fall das gerechte Maas überſchritten wer
niemals mehr als funfzehn vom Hundert des Bru
Zoll-Ertrags betragen ſoll.

Art. III. Damit aber jeder weitern Miſshelligk
für alle Zukunft gründlich vorgebogen ſey, wird h
den hohen Ständen Uri und Teſſin beliebt und beſt
empfohlen, ſich über ein nach obigen Grundſätzen a
zumittelndes jährliches Fixum für die betreffende Z
Ertrags-Hälfte, oder einen diesfälligen förmlichen
kauf, ſo bald möglich einzuverſtehen.

Del

essen zu Bezeugniſs und Bekräftigung iſt gegen- 1816
ser Compromiſsſpruch in gehöriger Form unter-
het und beſiegelt worden.

ürich, den 15. Auguſt 1816.

Unterz.: DAVID VON WYSS,
Bürgermeiſter des Standes Zürich.
VINCENZ VON RÜTTIMANN,
Schultheiſs der Stadt und Republik Luzern.
B. PFISTER,
Bürgermeiſter von Schafhauſen.

8.

1816 *Acte de remiſe des communes cédées du*
20 Août *de Gex, au canton de Genève.*

(*Droit public de la Suiſſe.* T. II. p. 208 — 21

Nous le Bourgmeſtre du Canton de Zurich Pré
et les Députés des XXII. Etats confédérés réun
Diète générale à Zurich, faiſons ſavoir par le
ſentes:

Les hautes Puiſſances alliées et S. M. T. C.
par l'article premier § 3. du Traité ſigné à
vingtième Novembre de l'an mil huit cent et
cédé à la Confédération helvétique, pour être
au Canton de Genève,

"la partie du pays de Gex bornée à l'Eſt p
lac Léman, au Midi par le territoire du Cant
Genève, au Nord par celui du Canton de Vaud
l'Oueſt par le cours de la Verſoix, et par une lig
renferme les communes de Collex, Boſſy et M
en laiſſant la commune de Ferney à la France."

Et ce territoire ayant été réuni par les Comm
res Sa Majeſté trés-chrétienne à la Suiſſe, ainſi
conſte par le procès-verbal ſigné à Gex le quat
de Juillet mil huit cent et ſeize: Nous, au no
de la part de nos hauts Commettans les Gouverne
des Cantons de la Confédération Suiſſe, voula
pondre aux vues bien-veillantes des hautes Puiſ
ſignataires du ſusdit Traité, faiſons par les pré
ceſſion pleine, entière et perpétuelle du territo
deſſus déſigné à nos très chers Alliés et Confédé
la République et du Canton de Genève, ſans au
ſerve que celle de la délimitation définitive, le
en vertu du paragraphe ſixième du même artic
ſusdit Traité, doit être réglée avec la France; p
dit territoire être poſſédé par la République de G
en toute propriété et ſouveraineté, ſelon les diſpo
du pacte fédéral, qui régit les Cantons de la Con
ration Suiſſe. En conſéquence et par l'effet de l
ſente ceſſion la réunion dudit pays et de ſes ha
à la République et au Canton de Genève étant effe

8.

ergabsurkunde der der Schweiz abgetrete- Gemeinden der Landſchaft Gex an den Canton Genf vom 20ten Auguſt 1816.

1816
20 Août

(MANUEL *du droit public de la Suiſſe.* Tom. II. pag. 210-213.)

r, der Bürgermeiſter des Cantons Zürich, Prä-, und die Abgeordneten der zwey und zwanzig deten Stände, zur gemeineidsgenöſſiſchen Tagg in Zürich verſammelt, thun kund hiermit: achdem die hohen verbündeten Mächte und Seine riſtlichſte Majeſtät, durch den dritten Abſchnitt rſten Artikels des zu Paris am zwanzigſten Winnats des Jahres eintauſend achthundert unf funf, dem ſchweizeriſchen Bundesſtaat, um mit dem n Genf vereinigt zu werden, abgetreten haben: Demjenigen Theil der Landſchaft Gex, welcher von dem Genfer See, ſüdlich vom Gebiete des ns Genf, nördlich durch den Canton Waadt weſtlich durch den Lauf der Verſoix und eine , welche die Gemeinden Colley, Boſſy und Meyſchlieſst, die Gemeinde Ferney aber bei Frankläſst, begrenzt wird;"

nd nachdem dieſes Gebiet durch die Commiſſa- Seiner allerchriſtlichen Majeſtät der Schweiz ben worden, wie ſolches aus dem zu Gex am Heumonat des Jahrs achtzehnhundert und ſechsunterzeichneten Verbalprozeſſes erhellt, So erWir, im Namen und aus Auftrag Unſrer hoCommittenten, der Regierungen der Cantone der eriſchen Eidsgenoſſenſchaft, um den wohlwolAbſichten der hohen Mächte, welche den obten Vertrag unterzeichnet haben, zu entſpredaſs wir durch gegenwärtige Urkunde das obnete Landesgebiet unſern fürgeliebten Eidsundesgenoſſen der Republik und des Cantons gänzlich, völlig und auf alle Zukunft abtreten, andern Vorbehalt, auſser demjenigen der end- Ausmarkung, welche in Kraft des ſechsten Abts des nämlichen Artikels obangeführten Vermit Frankreich ſtatt finden ſoll; in der Meinung,

1816 et conſommée, le Gouvernement de la dite Républi
aura ſeul le droit d'y exercer l'autorité législative,
miniſtrative et judiciaire, d'y établir les fonctionna
publics qu'il jugera néceſſaires, de ſe faire prêter
ment de fidélité et obéiſſance, en un mot de poſſé
et gouverner ce pays, avec la même plénitude de
voirs, qui lui appartient ſur l'ancien territoire du
ton; la Confédération Suiſſe prend formellement
ſa garantie telle qu'elle eſt énoncée à l'article pr
du pacte fédéral; les communes dont la Républiq
Genève fait l'acquiſition, dans les limites ci-deſſ
diquées, et déclare qu'elle les enviſage déſormais co
partie intégrante et inaliénable du territoire Sui

Nous ordonnons à Monſieur le Conſeiller
Louis Micheli, notre commiſſaire fédéral pour l
de poſſeſſion de cette partie de l'ancien pays de
d'en faire immédiatement la remiſe à la Répub
de Genève, et de ceſſer toutes fonctions qu'il y
çoit de notre part.

En ſigne que telle eſt notre réſolution unanim
la volonté de nos hauts commettans, les préſente
été ſignées par notre Préſident le Seigneur Bourgm
en charge du Canton de Zurich, par notre Chanc
et munies du grand ſceau de la Confédération à Zu
le vingtième du mois d'Aouſt de l'an de grace
huit cent et ſeize (20. Aouſt 1816).

Le Bourgmeſtre du Canton de Zuric
Préſident de la Diète,
Signé: REINHARD.

Le Chancelier de la Confédération,
Signé: MOUSSON.

S. M. le Roi de Sardaigne d'une part, voulant 1816
ner à ſes auguſtes Alliés de nouvelles preuves de
ſentimens envers Eux, à la confédération Suiſſe
général, et au Canton de Genève en particulier,
témoignages de ſes diſpoſitions amicales.

Et d'autre part S. E. le Bourgmeſtre Préſident et
nſeil d'Etat du Canton de Zuric; Directoire fédé-
au nom de la confédération Suiſſe, empreſſés de
avec Sa dite Majeſté les liens et les rapports,
dans les intérêts des deux Etats, et de con-
les relations de bon voiſinage, qui les uniſſent,
loin de nommer des Plénipotentiaires pour régler,
les objets relatifs à la délimitation du territoire
par le protocole du 29 Mars (ſur lesquels objets
conférences avoient déjà eu lieu à Chesne) ſoit
rangemens relatifs aux nouvelles ceſſions et à
nement des douanes, comme auſſi ce qui con-
la Neutralité de certaines parties de la Savoie,
poſitions de tranſit et de commerce, et enfin
ce qui peut intéreſſer réciproquement les deux
, et pourvoir à leurs convenances mutuelles.

ces fins ils ont nommé, ſavoir:

M. le Roi de Sardaigne Meſſieurs: le chevalier
de Montiglio, Avocat-fiscal-général de S. M. au
de Savoie, et le chévalier Louis Provagna de
io, conſeiller d'Etat de S. M. et commiſſaire gé-
les confins de ſes états;

la Confédération Suiſſe et le Canton de Genève
Conſeiller d'Etat Charles Pictet de Rochemont;

esquels après avoir échangé leurs pleinspouvoirs
és au préſent traité, et les avoir trouvés en bonne
e forme, prenant pour baſe de leur travail le
pe de la convenance réciproque et des avantages
tifs d'adminiſtration des deux gouvernemens;
t que S. M. ait un chef-lieu commodément
our les communes reſtantes de la province de
ge, et qu'Elle conſerve ſur ſon propre territoire
communications faciles entre la Baſſe-Savoie et
Chablais, ſont convenus de ce qui ſuit:

ART. I. Le territoire cédé par S. M. le Roi de Sar- Limite du ter-
ne pour être réuni au canton de Genève, ſoit en ritoire
u des actes du congrès de Vienne du 29 Mars; ſoit cédé.

en

1816 en vertu des dispositions du protocole des Puiſſa
alliées du 3 Novembre ſuivant, et du Traité de ce j
eſt limité par le Rhône à partir de l'ancienne fron
près de St. George jusqu'aux confins de l'ancien
toire genevois, à l'Oueſt d'Aire la ville; de là par
ligne ſuivant ce même ancien territoire, jusqu'à l
vière de la Loire; remontant cette rivière jusq
chemin qui de la Perrie ſe rend à Soral, lequel
ainſi que le chemin en entier ſur Genève; puis par
ligne droite, tirée ſur l'angle ſaillant de la comm
de Bernex, à l'Oueſt de Norcier. De cet angle la li
ſe dirigera par la ligne la plus courte à l'angle mé
nal de la commune de Bernex ſur l'aire, laiſſant
cier et Thurene ſur Savoie. De ce point elle pa
la ligne la plus courte pour atteindre la commu
Compezière, ſuivra le confin de cette commune
dé St. Julien, jusqu'au ruiſſeau de l'Arande, qui
entre Ternier et Bardonnex; remontera ce ruiſſeau
qu'à la grande route d'Annecy à Carouge; ſuivra
route jusqu'à l'embranchement du chemin qui
directement à Colonges, à 155 toiſes de Savoie
d'arriver à la Croix de Roſon; atteindra par ce ch
le ruiſſeau jusqu'à ſon confluent avec celui qui de
du hameau de la Combe, au delà d'Evordes, en la
néanmoins toutes les maiſons du dit Evordes ſu
nève; puis du ruiſſeau de la Combe prendra la
qui ſe dirige ſous Boſſey, ſous Crevin et au-deſſ
Veyrier. De l'interſection de cette route à l'Eſt et
de Veyrier avec celle qui, de Carouge, tend à E
bières, la limite ſera marquée par la ligne la plus c
pour arriver à l'Arve, à deux toiſes au-deſſus
priſe d'eau du biez du moulin de Sierne. De l
ſuivra le Thalweg de cette rivière jusque vis-
de l'embouchure du Foron; remontera le Foron
qu'au de là de Cormière, au point qui ſera in
par la ligne la plus courte, tirée de la jonction
route de Carra avec le Chemin, qui, du No
Puplinge tend au Nord de Ville-le-grand; ſuiv
dite ligne et ce dernier chemin vers l'Eſt, en le
nant à Genève; puis la route qui remonte parallèle
au Foron jusqu'à l'endroit où elle ſe trouve en co
avec le territoire de Juſſy. De ce point la lign
prendra l'ancienne limite, jusqu'à ſa rencontre av
chemin tendant de Gy à Foncenex, et ſuivra ledit

à vers le Nord, jusqu'à la ſortie du village de Gy, 1816
ſant ledit chemin ſur Genève. La limite ſe dirigera
ite en ligne droite ſur le village de Veigy, de ma-
re à laiſſer toutes les maiſons du village ſur Savoie;
à en ligne droite au point où l'Hermance coupe
rande route du Simplon. Elle ſuivra enfin l'Her-
ce jusqu'au lac; lequel bornera le nouveau terri-
au Nord-Oueſt: bien entendu que la propriété du
qu'au milieu de ſa largeur, à partir d'Hermance
Vezenaz, eſt acquiſe au Canton de Genève, et
ſera de même des portions du cours du Rhône,
yant fait jusqu'ici frontière entre les deux Etats,
tenoient à S. M., que tous les chemins indiqués,
tous les enclos fermés de murs ou de haies,
ns aux maiſons des villages et hameaux, qui ſe
roient placés près de la nouvelle frontière, ap-
ndront à l'état dans lequel eſt ſitué le village ou
au; la ligne marquant les confins des Etats ne
être rapprochée à plus de deux toiſes des mai-
n des enclos y attenans, et fermés de murs ou
ies. Quant aux rivières et ruiſſeaux, qui, d'a-
les changemens de limites réſultans du Traité de
r, déterminent la nouvelle frontière, le milieu
r cours ſervira de limite, en exceptant le Fo-
lequel appartiendra en entier à S. M. et dont le
ne ſera aſſujetti à aucun droit.

T. II. Les Puiſſances contractantes renoncent à Renonciations réciproques.
oit de ſouveraineté, et autres qui peuvent leur
nir dans les pays réciproquement cédés; no-
nt S. M. au territoire ſitué entre la route d'Evian,
t la rivière d'Hermance; la Confédération Suiſſe
Canton de Genève, à la portion de la commune
Julien, où le chef-lieu eſt ſitué: le tout confor-
nt à la délimitation fixée par l'article précédent.

s les titres, terriers et documens, concernant
s cédés, ſeront remis de part et d'autre le plû-
faire ſe pourra.

T. III. Pour entrer dans le ſens du protocole, Douanes.
vement aux douanes, en conciliant néanmoins
t qu'il eſt poſſible, ſes diſpoſitions avec les in-
de S. M., la ligne de douane dans le voiſinage
Genève et du lac paſſera, à partir du Rhône, par
gny, Valeiry, Cheney, le Luiſet, le Chable, le
Sopey,

1816 Sopey, le Viaiſon, Etrembiéres, Annemaſſe, Vill grand, le long du cours du Foron jusqu'à Mac puis Duvaine et Colongette jusqu'au lac, et le du lac jusqu'à Reillerie, pour reprendre enſui continuer la frontière actuelle par le poſte le voiſin de St. Gingulph: bien entendu que, da ligne déterminée il ſera libre à S. M. de fair changemens et les diſpoſitions qui lui conviendr mieux pour le nombre et le placement de ce reaux. Aucun ſervice ne pourra être fait ni ſ lac, ni dans la zône, qui ſépare du territoire d nève la ligne ci-deſſus indiquée: il ſera néan loiſible, en tout tems, aux autorités adminiſt de S. M., de prendre les meſures qu'elles ju convenables contre les depôts et le ſtationnemen marchandiſes dans la dite zône, afin d'empêcher contrebande qui pourroit en réſulter. Le Gouv ment de Genève de ſon côté, voulant ſecond vues de S. M. à cet égard, prendra les précau néceſſaires pour que la contrebande ne puiſſe êt voriſée par les habitans du Canton.

Entrées. ART. IV. La ſortie de toutes les denrées du de Savoie, deſtinées à la conſommation de la v Genève et du Canton, ſera libre en tout tems, pourra être aſſujettie à aucun droit, ſauf les m générales d'adminiſtration, par leſquelles S. M. roit à propos, en cas de diſette, d'en défendr portation de ſes Etats de Savoie et de Piémon

Tranſit. ART. V. Les marchandiſes et denrées, qu venant des Etats de S. M. et du port-franc de traverſeroient la route dite du Simplon dans to étendue par le Valais et l'état de Genève, étant e tes de droit de tranſit, en vertu de l'art. 2. de du Congrès de Vienne du 29 Mars 1815, le to droits relatifs à l'entretien de la route, ſoit e Valais, ſoit dans le Chablais, ſoit dans le Can Genève, tant par la route de St. Julien, que p de Meyrin, ſous quelque dénomination qu'on ſigne, ſera fixé par une convention particulière une juſte proportion avec les dépenſes qui r des difficultés locales, et ne pourra être augme d'accord entre les Gouvernemens reſpectifs. Gouvernemens s'engagent, à n'accorder aucune

ni diminution de ces droits à d'autres Puiſſan- 1816
ſans les rendre immédiatement communes aux
ñes contractantes.

ART. VI. Les denrées et marchandiſes venant des Item.
ts de S. M. et déclarées à l'entrée du Valais devoir
er en tranſit, payeront néanmoins le droit, comme
les devoient être conſommées dans le pays; mais
ntant de ce droit ſera reſtitué à la ſortie du Va-
pourvû que l'identité des marchandiſes ſoit con-
par la vérification des plombs ou autres marques
appoſés à leur entrée, et qu'il ne ſe ſoit pas
plus de ſix ſemaines, ſauf à obtenir en cas
échement, un plus long délai, lequel ſera ac-
gratuitement. Les mêmes formalités ſeront ob-
s à l'entrée et à la ſortie du Canton de Genève.
plombs ou autres marques appoſées dans le Va-
pour conſtater l'identité des marchandiſes en tran-
ront reconnus et admis dans le Canton de Genève,
ſin les denrées et marchandiſes venant du Valais
Chablais et deſtinées pour Genève et réciproque-
ent, jouiront ſur les terres de S. M. des mêmes
ptions et ſeront aſſujetties aux mêmes formalités.
frais des marques appoſées aux marchandiſes ne
ront dépaſſer le coût réel des plombs ou autres
res y employées.

RT. VII. Le Protocole du Congrès de Vienne du Chablais et Faucigny.
ars 1815. accepté par l'Acte de la Diète de la
dération ſuiſſe, en date du 12 Août ſuivant, ayant
é comme une des conditions de la ceſſion du ter-
en faveur du Canton de Genève:

Que les provinces du Chablais et du Faucigny et
le territoire au Nord d'Ugine, appartenant à
feroient partie de la Neutralité de la Suiſſe, ga-
par toutes les Puiſſances," ainſi qu'il eſt expli-
l'article 1. dudit protocole.

directoire fédéral ayant déclaré par ſa note offi-
du 1 Novembre au Miniſtre de S. M. "que la
dération ſuiſſe a accepté les actes du Congrès de
e du 29 Mars, dans leur entier, ſelon leur teneur
nle, et ſans aucune réſerve, en ſorte que la diffé-
e des mots, qui peut ſe trouver entre l'acte ſu-
de la Diète et le protocole du Congrès, ne doit
ment être enviſagée comme une reſtriction ou

comme

1816 comme une déviation du ſens précis de ce dernie
et la même note officielle ayant ajouté: "de ces e
cations il réſulte que la Suiſſe ne fait au ſujet de l
miſſion des provinces de Chablais, de Faucigny et
territoire au Nord d'Ugine, dans ſon ſyſtême de Neu
lité, aucune diſtinction ou réſerve qui tende à affa
ou modifier les diſpoſitions enoncées dans les a
du Congrès de Vienne du 29 Mars."

Le Traité de Paris du 20 Novembre 1815 a
étendu de la même manière cette Neutralité d
Suiſſe à une autre partie du territoire de S. M. et
l'Acte du même jour portant reconnoiſſance et ga
de la Neutralité perpétuelle de la Suiſſe et de l'
labilité de ſon territoire, contenant l'article ſu
"Les Puiſſances reconnoiſſent et garantiſſent égale
la Neutralité des parties de la Savoie deſignées
l'Acte du Congrès de Vienne du 29 Mars 1815 e
le Traité de ce jour, comme devant jouir de la
tralité de la ſuiſſe de la même manière, que ſi
appartenoient à celle-ci."

Ces diverſes déclarations et ſtipulations, qu
Suiſſe reconnoit et accepte, et auxquelles S. M. ac
de la manière la plus formelle, feront règle entre
deux Etats.

Communications libres. ART. VIII. Les communications commerciales
tre les provinces de Savoie, au travers de l'Etat
Genève, ſeront libres en tous tems, ſauf les meſu
de police, auxquelles les ſujets de S. M. ſeront aſtre
comme les Genèvois eux-mêmes.

Emigration. ART. IX. Il ſera libre en tout tems aux ſujets
S. M. réunis au Canton de Genève, de vendre les
priétés par eux poſſédées dans ledit Canton et de
retirer dans tel pays qu'il leur plaira de choiſir.

Droits acquis. ART. X. Les droits acquis aux ſujets de S. M.
vertu des lois en vigueur juſqu'au moment de la r
du territoire ſeront reſpectés par la nouvelle législati
et les actes et contrats paſſés, ainſi que les jugem
rendus d'après les dites lois, ne pourront être at
qués que par les voies ouvertes, en vertu de ces mêm
lois, ſauf ce qui concerne la compétence et les f
mes de procédure établies pour les tribunaux genev

Protocole du 29 Mars 1815. ART. XI. Les diſpoſitions des protocoles de Vi
ne du 29 Mars 1815 en faveur du pays cédé par S.

P

être réuni à l'Etat de Genève, ſeront communes 1816
territoires, dont le dit Etat acquiert la propriété
ormément au protocole du 3 Novbr. ſuivant et à
limitation fixée par le Traité de ce jour.

ART. XII. Sur tous les objets auxquels il a été Religion catholique.
vu par le protocole de Vienne du 29 Mars 1815
is éventuelles de la Conſtitution de Genève ne
t pas applicables. Et attendu que le dit proto-
arrêté, art. 3. paragraphe 1. "que la réligion
e ſera maintenue et protégée de la même ma-
qu'elle l'eſt maintenant dans toutes les commu-
ées par S. M. le Roi de Sardaigne, qui ſeront
au Canton de Genève," il eſt convenu, que
et uſages en vigueur au 29 Mars 1815 relative-
à la réligion catholique dans tout le territoire
ſeront maintenues, ſauf qu'il en ſoit réglé autre-
par l'autorité du St. Siège. En exécution du
aphe 6. du dit article 3., lequel a arrêté, que le
de l'égliſe catholique de Genève ſera logé et doté
iablement, cet objet eſt réglé conformément à
ulation contenue dans l'acte privé en date de
r.

RT. XIII. Le Gouvernement de Genève, voulant Etabliſſemens de charité.
ver les ſentimens, dont il eſt animé envers les
s des communes cédées et ſon déſir de pour-
convenablement aux établiſſemens de charité et
action publique, conſent à ce que les prix non
des biens des communes vendues ſous l'admi-
on Françoiſe, et les créances obtenues à ce titre
dites communes ſoient perçus par elles et em-
à leur profit; que les établiſſemens de charité
ſtruction publique, exiſtans conſervent leurs
et les avantages dont ils étoient en poſſeſſion;
pourvoira à ce que les dits établiſſemens ne
t à aucun égard ſe trouver en ſouffrance par le
la préſente ceſſion de territoire.

T. XIV. Les propriétaires de biens-fonds, dont Propriétés coupées.
priétés ſont coupées par la préſente délimitation,
mière que leurs habitations ou bâtimens de fer-
ſe trouvent ſur le territoire d'un Etat, et leurs
de terre ſur l'autre, jouiront pour l'exploita-
de leurs biens de la même liberté, que ſi leurs
iétés étoient réunies ſur le même territoire. Ils
ne

1816 ne pourront, à raiſon des dites propriétés être aſſ
tis à de plus fortes charges, que s'ils apparten
à l'Etat où elles ſont ſituées, et le principe des
Gouvernemens ſera celui d'une protection ſpéciale
les dits propriétaires, ainſi que d'un parfait ac
dans les meſures de ſûreté et de police.

Contrib. foncières. ART. XV. Les contributions foncières des
dits de l'ancien dénombrement ne ſeront point
tées audeſſus du taxe où elles ſe trouvoient le 29
1815, tant qu'ils reſteront entre les mains des
vois; et les biens-fonds appartenant actuelle
des Genevois, ſur le revers ſeptentrional de S.
entre Veyrier et la limite occidentale de la co
de Colonges-Archamp, avec les pâturages qui
pendent, pourront être vendus en tout tems à
nevois. Les propriétaires genevois du bas de
ſoit ſur Savoie, ſoit ſur Genève, qui joniſſe
eaux dérivant de la montagne, et qui, d'après l
poſitions des conſtitutions générales, auroient b
de conceſſions du Roi, pour conſerver cette joui
ſeront traités à cet égard, comme les ſujets de
ſauf les droits des tiers.

D. de detraction. ART. XVI. Tous droits d'aubaine, de détra
et autres de même nature relatifs aux ſucceſſions,
ſe trouveroient en vigueur dans les Etats de S.
l'égard des Cantons ſuiſſes et réciproquement, ſe
abolis à dater du jour de l'échange des ratifica
du préſent Traité.

Propriétés proches des frontières. ART. XVII. Les propriétaires ſuiſſes de biens-
ſitués à une diſtance moindre de deux milles de
mont des frontières fixées par le préſent Trai
dont les titres ſont antérieurs au 3 Novbr. 1815
ſeront point inquiétés à raiſon des diſpoſitions
tenues à cet égard dans les conſtitutions généra
S. M., à la charge par eux de ſe conformer aux
conſtitutions, en cas de tranſmiſſion de ces bie
trement que par voie de ſucceſſion.

Contributions. ART. XVIII. A dater du 1 Avril prochain les
tributions des territoires reſpectivement cédés ap
tiendront à l'Etat, qui doit entrer en poſſeſſion.
compte en ſera réglé et ſoldé dans le mois qui ſui
la remiſe des territoires, déduction faite des frais d
miniſtration juſqu'à la dite remiſe.

A

ART. XIX. Les dettes, qui au terme des articles 26. et 30 du Traité de Paris du 30 Mai 1814. et Traité du 20 Novembre 1815 ſe trouvent à la rge du Gouvernement de S. M. dans le territoire é à Genève par le préſent Traité, ſeront à la charge Gouvernement genevois, à dater du 1 Avr. prochain. 1816 Dettes.

ART. XX. S. M. nommera deux Commiſſaires pour r et terminer dans le plus bref delai, avec deux miſſaires, nommés par le Canton de Genève, la ation des dettes actives et paſſives, qui concer- ſoit l'ancien département du Leman, ſoit les rts qui ont exiſté entre les deux Etats. Le Gou- ment François ſera invité à intervenir dans cette ation, pour les intérêts collectifs dudit ancien rtement. Commiſſions.

es titres, régiſtres et autres pièces des anciennes ités adminiſtratives et judiciaires, et des diffé- régies dudit département, dépoſés à Genève et concernent les habitans et les communes du ter- e de S. M. ſeront reſtitués aux deux Commiſſaires x, et quant aux pièces qui intéreſſent tout le rtement ou l'ancien arrondiſſement de la Sous- ecture de Genève, S. M. conſent qu' après qu'il ura été dreſſé inventaire, elles reſtent pendant cinq dater de ce jour, dans la dite ville ſous la garde reſponſabilité de deux depoſitaires nommées l'un M. et l'autre par le Gouvernement de Genève. xpiration de ce terme les deux Gouvernemens ont de concert à la convenance de continuer, de fier, ou de ſupprimer cet établiſſement. Les ſujets M. auront un libre accès à ces dépôts, et les ex- ions par eux demandés, ou qu'il y auroit lieu de ire par devant les tribunaux et autres autorités oi, ne pourront être delivrées et certifiées con- es, que par le dépoſitaire royal, lequel en perce- es droits pour le compte de S. M.

T. XXI. L'établiſſement des bureaux de doua- ur la nouvelle ligne entrainant des dépenſes pour oi et la délimitation fixée par l'art. 1. exigeant onſtruction ou l'amélioration de pluſieurs points la route de communication entre la Baſſe-Savoie Chabſais, une ſomme de cent mille livres de mont ſera miſe par le Canton de Genève à la dis- Frais de bureaux de douanes

po-

1816 position de S. M. Cette ſomme ſera paya Julien dans les ſix mois qui ſuivront la ſign préſent Traité.

Délimitation. ART. XXII. Deux Commiſſaires ſeront i tement nommés, l'un par S. M. le Roi de S et l'autre par la confédération ſuiſſe et le Ca Genève, pour procéder à l'exécution de la tion ci-deſſus, de manière qu'elle ſoit achev l'échange des ratifications. Les Commiſſaire ront un procès-verbal de leur opération et dront un plan topographique, par eux ſigné délimitation totale, avec l'indication des con les dites pièces faites à triple original, ſe nexées au préſent Traité.

Anciens traités. ART. XXIII. Les diſpoſitions des anciens et notamment de celui du 3 Juin 1754, au il n'eſt pas expreſſément dérogé par le préſen ſont confirmées.

Ratifications. ART. XXIV. Le préſent Traité ſera ratifié p et par la confédération ſuiſſe et le Canton de et les ratifications en ſeront échangées dans de trois mois, ou plûtôt ſi faire ſe peut; après l'échange des ratifications la remiſe d toires aura lieu réciproquement.

En foi de quoi les Plénipotentiaires ont appoſé le cachet de leurs armes.

Fait à Turin le ſeize du mois de Mars de grâce 1816.

(*Signé:*) MONTOGLIO.
PROVAGNE DE COLEG
PICTET DE ROCHEMO

29.

nce arbitrale de la commiſſion établie à 1816
e en conſequence de l'art. de l'acte du 26 Mars.
ès de Vienne pour juger les reclamations
inces et états créanciers de rentes établies
troi du Rhin par le recès de Deputation
25 Fevr. 1803; *prononcée à Vienne*
le 26 *Mars* 1816.

(Klüber *Staatsarchiv.* T. 1. p. 545.)

htsſpruch der Commiſſion; datirt Wien
den 26ten März 1816.

der K. K., auf Erſuchen der am Rheinufer Län-
itzenden teutſchen Höfe niedergeſetzten Com-
, wird dem Herrn Fürſten Carl von Löwenſtein-
im, dem Herrn Grafen Chriſtian Friedrich von
g Wernigerode, als Senior des Geſammthauſes
g, der Fürſtlich-Iſenburgiſchen Fideicommiſs-
ſtration, der in den Gräflich-Leiningiſchen An-
heiten angeordneten Groſsherzoglich-Badiſchen
gerichtlichen Debit-Commiſſion, und den Her-
afen Friedrich und Auguſt von Leiningen We-
g älterer und jüngerer Linie, die abſchriftliche
ilung der von den Königl. Preuſsiſchen, Groſs-
ich-Badiſchen und Groſsherzoglich-Heſſiſchen
en und dem Herzogl. und Fürſtl. Naſſauiſchen
ſtsträger, unterm 18. Januar, 29. Februar und
M. eingebrachten Erklärungen zur Nachricht ver-
, die Communication der neuen eingerichteten
chten der Fürſtl.-Iſenburgiſchen Fideicommiſs-
niſtration, und der in den Gräfl.-Leiningenſchen
rdneten Groſsherzogl.-Badiſchen oberhofgericht-
n Debit-Commiſſion verordnet, die Sache nun-
von Amtswegen für beſchloſſen in contumaciam
nommen, und mit Präcluſion aller derer, die etwa

1816 der in Frage ſtehenden, in dem Reichs-Depu
Hauptſchluſs vom 25. Febr. 1803, auf den Rhei
fahrt Octroi direct angewieſenen immerwäh
Renten halber, an die an beſagten Octroi Th
menden teutſchen Höfe Forderungen zu haben
nen möchten, ſolche aber nicht in Gemäſsheit
term 17. Julius v. J. ausgegangenen Ladung be
Commiſſion angemeldet haben, — allem An- u
bringen und der Sache wohl erwogenen Um
nach — zu Recht erkannt: daſs

ART. I. Die am Rheinufer Länder beſitzend
Rhein-Schiffahrt Octroi Theil nehmenden de
Höfe, nicht allein die in dem Reichs-Depu
Hauptſchluſs vom 25. Febr. 1803. §§ 17, 19
den Herren Fürſten und Grafen von Stollberg,
Fürſtin von Iſenburg Gräfin Parkſtein, den Her
fen von Leiningen Güntersblum und Heid
nachhin Billigheim und Neidenau, und dem
Grafen von Leiningen Weſterburg jüngerer Lin
den Rheinſchifffahrt Octroi direct angewieſene
1. Januar 1814 an, laufende immerwährende
im jährlichen Geſammtbetrage von 65,000 Guld
vorbehaltlich deren Ablöſung gegen ein Ca
2½ Procent, oder mittelſt einer jeden andern z
den intereſſirten Theilen beliebten Uebereinku
fortwährend verabfolgen zu laſſen; ſondern auc
ſtehende, bis zum 31. December 1813 davon
ſene, Rückſtände:

a) Die dem Geſammthauſe Stollberg, nach Ab
in den Jahren 1811 und 1813, von dem He
ſten Primas darauf bezahlten 15,000 Fl. vo
cember 1802 bis letzten December 1813, an
bührenden 317,500 Fl.;

b) Die dem Herrn Fürſten Carl Auguſt von I
im Folge des am 28. Januar 1805 mit ſein
Mutter der Frau Fürſtin von Iſenburg Grä
ſtein errichteten Familien-Vertrags, für jene
bührenden 254,916 Fl. 40 Kr.;

c) Die den Herren Grafen von Leiningen-Bi
und Neidenau für beſagte Zeit gebührenden 56

d) Und die dem Herrn Grafen Auguſt von Le
Weſterburg jüngerer Linie, nach Maasgabe
ihm producirten Berechnung, für gedachte
noch gebührenden 6,801 Fl.;

Ertrag des Rhein Schifffahrt Octroi — imma- 1816
elbe jener Rückſtände halber, gleichwie in An-
der laufenden Renten, mit der darauf geſetz-
ienden Hypothekarlaſt behaftet geblieben. —
ſſheit der in §§ 4 und 5 des 28. Artikels der die
hifffahrt betreffenden Verabredungen enthalte-
ntuellen Uebereinkunft — wofern ſie nicht nach
alida vorbehaltenen Wahl, beſagte Rückſtände,
nalogie § 30. des Reichs-Deputations Haupt-
von 1803, in 2½ procentige (mit den in den
§ und 20 dem Geſammthauſe Stollberg, der
ſtin von Iſenburg Gräfin Parkſtein, den Her-
en von Leiningen Billigheim und Neidenau,
Herrn Grafen von Leiningen Weſterburg jün-
inie, angewieſenen immerwährenden Renten,
chtende) gleichwie dieſe, auf der Rhein Schiff-
troi haftende, additionelle Renten zu verwan-
meint ſeyn ſollten — in zehn unmittelbar auf
r folgenden Jahren, mittelſt jährlicher Tilgung
ten Theils einer jeden der vorbenannten Rück-
ummen, abzuführen, weniger nicht wegen
dem Herrn Grafen Friedrich von Leiningen
rg älterer Linie begehrten 6000 Fl., falls der-
rzuthun vermag, daſs dieſe Summe bei der
n Frankreich ausdrücklich ausgenommen wor-
geheimen Räthe Feder und Stephani zu Wert-
— jedoch mit Abzug der eingeſtandenermaſen
ahren 1811 und 1815 erhobenen 1500 Fl., wo-
e Zahlungen nach der eben beſagten Ceſſion
n ſeyn ſollten, nach Maasgabe der vorgedach-
ntuellen Uebereinkunft zu befriedigen, den
nach verbunden, dem zu Folge dann Aller-
und Höchſtdieſelben, der in Gemäſsheit dieſes
uchs zu verfügenden, der vorgedachten Ueber-
gen Folge halbjährig zu leiſtenden Zahlungen
das Erforderliche zu erlaſſen von ſelbſt geneigt
rden. So viel aber

II. die eventuellen Anſprüche des Herrn Carl von Löwenſtein Wertheim, auf die im Reichs-Deputations-Hauptſchluſſes von 1803, Rhein-Schifffahrts-Octroi angewieſene immer-e Rente, und die davon aufgelaufenen Rück-in ſofern ſolche nicht von Frankreich erhoben anlangt, nachdem Entſcheidungen über

1816 vielleicht in Zukunft möglich werdende Anſpr
die geſetzlichen Grenzen richterlicher Gewalt
ſchreiten, dieſe Commiſſion ſich nicht ermächti
ten könne, das unterm 4ten Sept. v. J. bei ihr
brachte, mit der Nachſuchung einer unſtatth
Proviſionalverfügung begleitete Begehren, ihrer
ſcheidung zu unterziehen, ſondern beſagtem
Fürſten vorbehalte, die aus einem, auf erhobene
Sr. Königl. Hoheit des Herrn Kurfürſten zu H
wider das Fürſtliche Haus Löwenſtein ergeh
rechtskräftigen Erkenntniſſe erwachſen mögende
derungen zu ſeiner Zeit wider die Groſsherz
Badiſche und Herzoglich- und Fürſtlich-Naſſ
Höfe, und in ſo fern er ſich mit den Erkl
des Königl. Preuſsiſchen und Groſsherzoglich
ſchen Hofes zu beruhigen nicht gemeint ſey
auch wider letztgedachte Höfe, in foro com
rechtlicher Ordnung nach ein- und auszuführe
was endlich

ART. III. die von der Groſsherzoglich-He
Geſandtſchaft unterm 18ten Januar wiederholt
geſuchte Anerkennung der urſprünglichen Li
der im §. 9. des Reichs-Deputations-Hauptſc
vom 25ten Februar 1803, dem damaligen Herzo
Hauſe Mecklenburg-Schwerin angewieſenen, i
1811 dem Groſsherzoglich-Heſſiſchen Hofe ce
und von dieſem im Jahr 1812 in eine mit Fra
vorgeweſene Unterhandlung und Abrechnung m
genommenen immerwährenden Renten betri
Herrn Groſsherzogs zu Heſſen Königliche Hoh
den Commiſſions-Beſchluſs vom 23ten Octob
gen Jahrs verwieſen werden.

Von Rechtswegen.

Wien den 26ten März 1816.

C. FR. VON PUFENDORF,
vormaliger Kaiſerlicher Reichshofrath,
A. K. FR. BARTENSTEIN,
vormaliger Kaiſerlicher Reichshofrath,
F. C. FR. VON GÄRTNER,
vormaliger Kaiſerlicher Reichshofrath,
C. F. C. STADERMACHER,
K. K. Hofrath, m. p.
F. J. v. BREUNING,
K. K. Hofrath, m. p.

30.

...ité entre S. M. le Roi de Pruſſe et S. A. ... Prince de Schwarzbourg-Sondershauſen ... régler leurs rapports reſpectifs, ſigné le 15 Juin 1816.

1816
15 Juin.

(...ſammlung für die Preuſsiſchen Staaten. Anfang 1818. p. 71-74.)

... Königl. Majeſtät von Preuſsen, welche in Folge ...ten, 18ten und 118ten Artikels der am 9ten Ju... 1815 auf dem Congreſſe zu Wien abgeſchloſſenen ...n alle diejenigen Rechte getreten ſind, die bis ... der Krone Sachſen gegen das Fürſtliche Haus ...rzburg und deſſen Beſitzungen zugeſtanden, und ...rchl. der Fürſt zu Schwarzburg-Sondershauſen ...eits geneigt, Ihre Verhältniſſe einfacher und be... als bisher zu ordnen, haben zu dieſem Zwecke ...mächtigte ernannt, nämlich:

...M. der König von Preuſsen, den wirklichen ...nen Legationsrath, Sectionschef, Ritter mehre... ...en, Herrn Johann Ludwig von Jordan, und ...heimen Legationsrath und Ritter mehrerer Or... ...rrn Johann Gottfried Hoffmann; und S. Durchl. ...ſt zu Schwarzburg-Sondershauſen den Gehei... ...ath, Canzler und Conſiſtorial-Präſidenten Lud... ...lhelm Adolph von Weiſe, und den Vice-Kam... ...räſidenten und Kammerjunker Carl Friedrich ...n von Weiſe, welche, nach Auswechſelung ...r guter Form befundenen Vollmachten, über ...hende Artikel ſich vereinigt haben.

Renonciations de la part de Sondershauſen.

...t. I. Se. Durchl. der Fürſt zu Schwarzburg-...hauſen leiſten für immer Verzicht zu Gunſten ...es Königs von Preuſsen:

...uf alle lehnsherrliche Rechte und Einkünfte, ...Sie bisher allein oder in Gemeinſchaft in dem ...g des Preuſsiſchen Staates, ſo wie er nach Ab... ...des gegenwärtigen Tractats begrenzt ſeyn wird, ...n, erhoben, oder ſonſt behauptet haben, wie auch

1816 auch auf alle Anſprüche, welche Ihnen etwa
Salzquellen zu Artern zuſtehen möchten
vateigenthum an Waldungen, Wieſen und andern
ſtücken, welche S. Durchl. der Fürſt von Schw
Sondershauſen an verſchiedenen Orten der
ſchen Staaten beſitzen, wird jedoch nicht hie
getreten, ſondern bleibt Fürſtliches Eigenthu
Preuſsiſcher Hoheit mit Befreiung von orde
Grundſteuern, ſo weit dieſelbe bis hierher
funden hat.

2. Auf die Landeshoheit und alle von d
abhängenden Rechte und Einkünfte in den A
dungen, den Gerichten Allersberg und H
und der Ortſchaft Utterode; die Cameralgü
Forſten im Amte Bodungen, ſind in dieſer
leiſtung nicht begriffen, und werden vielme
den davon abhängenden Domanialrechten und
gen von Sr. Durchl. unter Preuſsiſcher Hohe
mit den Eigenſchaften beſeſſen werden, wel
am meiſten privilegirten Allodial-Rittergüter
Grafſchaft Hohenſtein, Preuſsiſchen Antheils
Regel zuſtehen, auch bleibt denſelben die B
von ordentlichen Grundſteuern in dem Ma
welchem ſie bisher ſtatt gefunden, ferner b
vorbehalten.

3. Auf die Ortſchaft Bruchſtädt, mit allen
Eigenthums- und andern Rechten.

4. Auf alle Rechte und Einkünfte, die
der Ortſchaft Bothenheiligen und deren Zub
ſtehen.

S. M. der König von Preuſsen werden all
und Einkünfte, worauf hierdurch zu Ihren
verzichtet wird, für Sich und Ihre Nachfo
eben den Befugniſſen und Verbindlichkeiten
womit ſich dieſelben zur Zeit im Beſitze Sr.
des Fürſten zu Schwarzburg-Sondershauſen
und es kann und ſoll namentlich hierdurch d
ten des Hauſes Stollberg nichts entzogen we

Renonciations de la part de la Pruſſe

Art. II. S. M. der König von Preuſsen v
dagegen zu Gunſten Sr. Durchl. des Fürſten zu
burg-Sondershauſen:

1. Auf alle Landeshoheits-, Oberherrlichkeits- und 1816
rechte und Einkünfte, welche Sie bisher über
Amt Ebeleben, jedoch mit Ausnahme der Ort-
t Bothenheiligen und deren Zubehör, die ſoge-
ten Receſsherrſchaften, die der Gemeinde Wieder-
gehörige Holzung, Stockei genannt, und über-
t in dem Umfange des Gebiets Sr. Durchl., ſo
s nach Abſchluſs dieſes Tractats begrenzt ſeyn
, beſeſſen, erhoben, oder ſonſt behauptet haben;
Leſsgelder und die Jagd in der Stockei ſind na-
ch hierunter begriffen.

Auf die Landeshoheits-, Lehns- und Eigen-
rechte und Einkünfte, welche Sie in den Ort-
n Groſs-Furra und Bendeleben beſitzen.

Auf das Eigenthum und die Einkünfte des in
Schwarzburgiſchen Dorfe Alkersleben belegenen,
der Erfurthſchen Domainenverwaltung gehörigen
, und der innerhalb der Sondershäuſiſchen Grenze
nen Beſitzungen und Gefälle der vormaligen
i Gellingen, wie auch auf diejenigen Gefälle
Einkünfte, welche Ihr Collecturhof zu Nordhau-
das eingezogene Domſtift und der Frauenberg
daſelbſt in denjenigen Ortſchaften erheben, wel-
nach Abſchluſs dieſes Tractats unter der Landes-
it Sr. Durchl. ſtehen werden. Auch ſoll die Steuer-
it der Fürſtlichen Domaine zu Gerterode, ſo wie
r dem Tilſiter Frieden beſtand, wieder herge-
werden.

Durchl. der Fürſt zu Schwarzburg-Sonders-
n werden alle Rechte und Einkünfte, worauf hier-
n Ihren Gunſten verzichtet wird, für Sich und
Nachfolger mit eben den Befugniſſen und Ver-
lichkeiten beſitzen, womit ſich dieſelben zur Zeit
Beſitze S. M. des Königs von Preuſsen befinden,
es kann und ſoll namentlich auch hierdurch den
ten des Hauſes Stollberg nichts entzogen werden.

ART. III. Die Uebergabe der gegenſeitig Artikel 2. abgetretenen Beſitzungen, Rechte und Ein- ſte geſchieht am 1. Julius des gegenwärtigen Jahrs. Vortheile und alle Laſten laufen von dieſem Tage , und mit Einſchluſs deſſelben für Rechnung des uen Inhabers. Alle früher fällige, aber bei dem laſſen noch rückſtändigen Gefälle, Abgaben, Dien- ſte

Execution reciproque.

1816 ſte und Leiſtungen aller Art, verbleiben dem ne Beſitzer, welcher gehalten iſt, dagegen auch alle ſtändige laufende Ausgaben zu übernehmen, ohn über beides irgend eine Nachrechnung ſtatt fi könnte. Die auf die abgetretenen Beſitzungen, Re und Einkünfte Bezug habenden Regiſtraturen Papiere aller Art, ſollen in der möglichſt kürz Zeit, ſpäteſtens bis zum 1ſten October laufenden res übergeben werden.

Dettes; corporations. ART. IV. Mit den abgetretenen Diſtricten Ortſchaften gehen blos die Localſchulden und L über. Sie treten ganz auſser Verbindung mit den vinzen, Kreiſen oder Aemtern, wovon ſie gege tig getrennt werden, und es können von beide ten keine Nachforderungen wegen vormals g ſchaftlichen Vermögens oder gemeinſchaftlicher den von den Provinzial-, Kreis- und Aemtercaſſe die abgetretenen Diſtricte und Ortſchaften oder u kehrt, erhoben werden. Seine Maj. der König Preuſſen und S. D. der Fürſt von Schwarzburg- dershauſen übernehmen jeder an Ihrem Theile die gen Stände, Behörden, Corporationen und Com nen vollſtändig und nach aller Billigkeit zu entſch gen, welche durch dieſe Beſtimmung erweislich letzt ſeyn möchten. Milden und frommen Stiftu verbleiben auf beiden Seiten die bisher bezog Gefälle und Einkünfte, und ſoll darin durch g wärtige gegenſeitige Abtretung nichts verändert we

Officiers civils; pensionnaires. ART. V. Von beiden Seiten geht blos die L dienerſchaft an den neuen Landesherrn über; vo Penſionärs im Civil blos Unteroffizianten, im M blos ſolche Perſonen, die nicht Oberoffiziers- haben und deren feſter Wohnſitz eine der übergel den Ortſchaften iſt. Sie verbleiben ungekränkt Beſitze ihrer bisherigen Rechte und Einkünfte. S dem Fürſten wird frei ſtehen, bei denjenigen Oec mie-Verwaltungen und Untergerichten, die Sie Artikel 1. Nr. 2. künftig unter Preuſsiſcher Ho beſitzen werden, auch in Ihrem Gebiet geborne naturaliſirte Perſonen anzuſtellen, wenn ſie ſon allgemeinen geſetzlichen Eigenſchaften zu Verwal Ihres Dienſtes haben. Militärs aller Grade, welc den abgetretenen Diſtricten und Ortſchaften geb

len, wenn ſie ihre Dienſte bei dem bisherigen 1816
errn nicht fortſetzen wollen, auf ihr Anſu-
zu Ende des laufenden Jahres 1816 verab-
und in ihre Heimath entlaſſen werden.

VI. Da hiernach die Verhältniſſe, in wel- Arriérés
ine Durchl. der Fürſt vormals gegen die
achſen, und in Folge derſelben letztlich ge-
Preuſſiſchen Staat ſtanden, erſt mit dem
d. J. aufhören, ſo werden Sie die etwa noch
digen Receſsgelder, und etwa von Ihnen
enen, aber receſsmäſsig Preuſſen zuſtändi-
mern und Abgaben bis zu gedachtem Ter-
noch an die Regierungs-Hauptcaſſe zu Mer-
abtragen laſſen. Das Quantum dieſer Rück-
ſoll ſofort von in Berlin zuſammentretenden
ſarien berechnet, und der gedachten Caſſe
weiſung, wie viel ſie überhaupt noch zu for-
t, zugeſtellt werden. Die Zahlung wird der-
rfolgen, daſs binnen Jahresfriſt alles berich-
n wird.

VII. S. D. der Fürſt verpflichten ſich, den- Arrangemens militaires.
Maaſsregeln für Ihre Lande beyzutreten,
wegen des gemeinſchaftlichen militäriſchen
der Gegenden zwiſchen der Saale und Werre
einſamer Uebereinkunft mit den daſelbſt an-
en Mitgliedern des deutſchen Bundes über-
eſchloſſen werden möchten. Sie werden da-
nch Antheil an derjenigen Auseinanderſetzung
, welche über die gemeinſchaftlichen Verwen-
der Norddeutſchen Fürſten, wegen der krie-
n Ereigniſſe in den Jahren 1805 und 1806
wird.

VIII. S. M. der König und S. Durchl. der Libre tranſit.
erſichern einander gegenſeitig die freye und
werte Durchfuhr der Militäreffecten, des Sal-
Getraides, aller Brennmaterialien, des Zim-
es, des Kalkes und aller Steine, wie auch der
iſſe Ihrer Berg- und Hüttenwerke. Dieſe
ihr kann jedoch nur auf offener Landſtraſse
ter Beobachtung der allgemeinen finanziellen
izeilichen Vorſchriften, zu welchen letzteren
e Erlegung bloſser Wege- und Brückengelder
erfolgen.

ART.

1816 Droit de réversion.

ART. IX. Sr. M. dem Könige von Preuſ bleibt nach Abgang aller zur Lehnsfolge nach hörigen Verfaſſung berechtigten, das Heimfa in demſelben Maaſse ausdrücklich vorbehal welchem es vor Abſchluſs des gegenwärtigen beſtanden hat.

Conſentement au traité avec Rudolſtadt.

ART. X. S. D. der Fürſt zu Schwarzburg-S hauſen verpflichtet Sich, die agnatiſche Einw für Sich und Ihre Nachfolger zu demjenigen vertrage zu ertheilen, welcher gleichzeitig z S. M. dem Könige von Preuſsen und S. D. d ſten zu Schwarzburg-Rudolſtadt zu gleichem abgeſchloſſen werden ſoll. Dieſer Staatsvertr deſshalb Ihren Bevollmächtigten gleich nach e Unterzeichnung mitgetheilt werden, und die ligung wird hierauf noch vor Auswechſeln Ratificationen erfolgen.

Ratification.

ART. XI. Gegenwärtiger Tractat wird vo dem Könige, und S. D. dem Fürſten ratificir die Ratificationen binnen vierzehn Tagen n Unterzeichnung ausgewechſelt werden.

Des zu Urkund haben die beiderſeitigen mächtigten gegenwärtigen Staatsvertrag unter und mit Ihren Wappen beſiegelt.

Berlin, den 15. Junius 1816.

(L. S.) JOHANN LUDWIG VON JORDAN. (L. S.) LUDWIG WI ADOLPH v.

(L. S.) JOHANN GOTTFRIED HOFFMANN. (L. S.) CARL FRI WILHELM v.

Separat-Artikel.

Expectatives féodales.

ART. I. S. M. der König von Preuſsen, u der Fürſt zu Schwarzburg-Sondershauſen, ſich gegenſeitig die Genehmigung derjenigen expectanzen zu, welche von Ihnen vor Unt nung des untenbenannten Tractats auf durch ben abgetretene Gegenſtände ertheilt word möchten.

Juriſdiction; droits conſtitutionnels.

ART. II. Den vormaligen Receſsherrſchaf denjenigen Diſtricten, Ortſchaften und Perſonen

In Folge dieſes Tractats, aus Königlich-Preuſsiſcher 1816
Landeshoheit unter Fürſtlich-Schwarzburgiſcher Landeshoheit übergehen, behalten beide paciscirende Theile vorläufig noch die oberſte und letzte Inſtanz in Civil- und Criminalfällen bey den Königlichen Preuſsiſchen Obergerichten auf ſo lange vor, bis ein nach Artikel 12. der deutſchen Bundesacte vom 8. Junius 1815. gebildeter oberſter Gerichtshof auch für die Fürſtlich-Schwarzburgiſchen Länder eingerichtet und in Thätigkeit getreten ſeyn wird, worauf alsdann die interimiſtiſche Verhältniſse gänzlich aufhören, und die Gerichtsbarkeit in letzter Inſtanz ohne Ausnahme an gedachten Gerichtshof übergehen wird. S. M. beſtimmen zu dieſer interimiſtiſchen Inſtanz ein geheimes Obertribunal, und werden denſelben demhalb Auftrag machen. Auch verſprechen S. D. der Fürſt ausdrücklich, den von Ihnen durch gegenwärtigen Tractat neu erworbenen Unterthanen, bey der in Ihren Staat in Gemäſsheit des 13. Artikels der Bundesacte zu errichtenden ſtändiſchen Verfaſſung, diejenigen Vorzugniſſe beyzulegen, welche weſentlich, der verſchiedenen Lage gemäſs, denjenigen gleichgeltend ſind, die ſie, wenn ſie Preuſsiſche Unterthanen geblieben wären, in Rückſicht der ſtändiſchen Verfaſſung zu halten haben würden.

Dieſe Artikel ſollen ratificirt auch ſo angeſehen werden, als ob ſie Wort für Wort, dem heute zwiſchen S. M. dem Könige von Preuſsen und S. D. dem Fürſten zu Schwarzburg-Sondershauſen, wegen einfacherer und beſtimmterer Anordnung der zwiſchen Ihnen bisher beſtandenen Verhältniſſe abgeſchloſſenen Tractate einverleibt wären.

Des zu Urkund haben die beiderſeitigen Bevollmächtigten die Separat-Artikel unterzeichnet und mit ihren Wappen beſiegelt.

Berlin, den 15. Junius 1816.

(L. S.) Johann Ludwig von Jordan.
(L. S.) Ludwig Wilhelm Adolph v. Weise.
(L. S.) Johann Gottfried Hoffmann.
(L. S.) Carl Friedrich Wilhelm v. Weise.

31.

1816 *Traité entre S. M. le Roi de Pruſſe et S. A.* 29 Juin. *le Prince de Schwarzbourg-Rudolſtadt p régler leurs rapports reſpectifs; ſigné le 19 Juin* 1816.

(*Geſetzſammlung für die K. Preuſsiſchen Staa* Anfang 1818. p. 74-77.)

S. M. der König von Preuſsen, welche in Folge 15ten, 18ten und 118ten Artikels der am 9. Jun 1815. auf dem Congreſſe zu Wien abgeſchloſſe Acte, in alle diejenigen Rechte getreten ſind, die dahin der Krone Sachſen gegen das Fürſtliche H Schwarzburg und deſſen Beſitzungen zuſtanden, u S. D. der Fürſt zu Schwarzburg-Rudolſtadt, beid ſeits geneigt Ihre Verhältniſſe einfacher und beſtimm als bisher zu ordnen, haben zu dieſem Zwecke vollmächtigte ernannt, nämlich:

Seine M. der König von Preuſsen, den wirklich geheimen Legationsrath, Sectionschef und Ri mehrerer Orden, Herrn Johann Ludwig von Jord und den geheimen Legationsrath und Ritter mehre Orden, Herrn Johann Gottfried Hoffmann; und

S. D. der Fürſt zu Schwarzburg-Rudolſtadt, d Kanzler und Conſiſtorialpräſidenten, Groſskreuz Groſsherzoglich-Badenſchen Ordens der Treue, He Freyherrn von Ketelhodt;

Welche, nach Auswechſelung ihrer in guter Fo befundenen Vollmachten, über nachſtehende Arti ſich vereinigt haben.

Renonciation I. 1. part de Schwarzburg-Rudolſt.

ART. I. S. D. der Fürſt zu Schwarzburg-Rud ſtadt, leiſten für immer Verzicht zu Gunſten Sei M. des Königs von Preuſsen:

1. Auf alle lehnherrlichen Rechte und Einkün welche Sie bisher allein oder in Gemeinſchaft in d Umfange des Preuſsiſchen Staats, ſo wie er n Abſchluſs des gegenwärtigen Tractats begrenzt ſe wird, beſeſſen, erhoben oder ſonſt behauptet hab

wie auf alle Anſprüche, welche Ihnen etwa auf die 1816
Salzquellen zu Artern zuſtehen möchten, und auf diejenigen Geld- und Naturaliengefälle, welche Ihre Kammer bisher aus den Aemtern Sachſenburg, Artern, Sangerhauſen und Roſsla bezogen hat. Das Privat-Eigenthum an Waldungen, Wieſen und anderen Grundſtücken, welches S. D. der Fürſt zu Schwarzburg-Rudolſtadt an verſchiedenen Orten der Preuſsiſchen Staaten, z. B. bey Uftrungen, Breitungen, Etzleben oder in anderen Orten beſitzen, wird jedoch damit nicht abgetreten, ſondern bleibt Fürſtliches Eigenthum unter Preuſsiſcher Hoheit, mit Befreyung von ordentlichen Grundſteuern, ſoweit dieſelbe bisher Statt gefunden hat.

2. Auf die Ortſchaften Wohlkramshauſen, mit allen Hoheits-, Eigenthums- und anderen Rechten. Die in der Wohlkramshauſer Flur gelegenen, zu dem fürſtlichen Vorwerke Strausberg gehörigen Wieſen ſind Privat-Eigenthum, auf welches die Beſtimmungen unter Nr. 1. dieſes Artikels Anwendung finden. Das in der Strausberger Flur gelegene Vorwerk Kirchberg bleibt unter Schwarzburgiſcher Hoheit.

3. S. M. der König von Preuſsen werden alle Rechte und Einkünfte, worauf hierdurch zu Ihren Gunſten verzichtet wird, für Sich und Ihre Nachfolger mit allen den Befugniſſen und Verbindlichkeiten beſitzen, womit ſich dieſelben zur Zeit im Beſitze S. D. des Fürſten zu Schwarzburg-Rudolſtadt befinden, und es ſoll und ſoll namentlich hierdurch den Rechten des Hauſes Stollberg nichts entzogen werden.

Renonciations d. l. p. de la Pruſſe.

Art. II. S. M. der König von Preuſsen verzichten dagegen zu Gunſten S. D. des Fürſten zu Schwarzburg-Rudolſtadt:

1. Auf alle Oberherrlichkeits-, Lehn- und andere Gerechtſame und Einkünfte, welche Sie bisher in den ſogenannten Receſsherrſchaften oder ſonſt in dem Umfange des Gebiets S. D., ſo wie es, nach Abſchluſs dieſes Tractats begrenzt ſeyn wird, beſeſſen, gehoben oder ſonſt behauptet haben. — Dieſer Verzicht bezieht ſich jedoch nicht auf die Aemter Heygen und Kelbra, welche vielmehr in ihren, bis zum Jahre 1806 Receſs- und Obſervanzmäſsig beſtandenen Verhältniſſen bleiben.

1816 2. Auf die Landeshoheits-, Lehns- und thumsrechte und Einkünfte, welche zu der Göllingen gehören, und deren Gegenſtand i der Rudolſtädtiſchen Grenzen liegt; desgleic die Landeshoheitlichen und anderen Rechte, der Fürſtlich-Schwarzburgiſchen Rentkamme rigen Holzungen, der Hoſtienberg und das F genannt, wie auch über die Fürſtlich-Schwa ſchen, in Günzerode wohnhaften Unterthane hörigen, im Jahre 1810. in dem Bilſingsleben Kataſter nachträglich verzeichneten Grundſtüc Nr. 3574. bis 3853, worüber das Amt Sachſen Gerichtsbarkeit theils ausgeübt, theils in A genommen hat.

3. Auf diejenigen Gefälle und Einkünfte, ihr Collecturhof zu Nordhauſen, das ein Stift Crucis ebendaſelbſt und das Kloſteramt tenborn in denjenigen Ortſchaften erheben, nach Abſchluſs dieſes Tractats unter der Land S. D. ſtehen werden; wie auch auf die in de lichen Gebiete, und zwar im Dorfe Ringleben zu der Deutſchen Ordenskommende Griffſtät Hufe Land und die mit deren Beſitz verb Einkünfte und Gefälle.

S. D. der Fürſt zu Schwarzburg-Rudolſtad alle Rechte und Einkünfte, worauf hiermit Gunſten verzichtet wird, für Sich und Ihre N mit eben den Befugniſſen und Verbindlichk ſitzen, womit Sich dieſelben zur Zeit im Beſi des Königs von Preuſsen befinden, und es k ſoll namentlich auch hierdurch den Rechten ſes Stollberg nichts entzogen werden.

Execution réciproque. Art. III. Die Uebergabe der gegenſeitig kel 1. und 2. abgetretenen Beſitzungen, Rec Einkünfte geſchieht am 1ſten Julius des gegen Jahres. Alle Vortheile und alle Laſten lau dieſem Tage an und mit Einſchluſs deſſelben f nung des neuen Inhabers. Alle früher fälli bey den Einſaſſen noch rückſtändige Gefälle ben, Dienſte und Leiſtungen aller Art ve dem neuen Beſitzer, welcher gehalten iſt, auch alle rückſtändige laufende Ausgaben nehmen, ohne daſs über beides irgend ein

hnung Statt finden könnte. Die auf die abgetre- 1816
n Beſitzungen, Rechte und Einkünfte Bezug ha-
den Regiſtraturen und Papiere aller Art, ſollen in
möglichſt kürzeſten Zeit, ſpäteſtens bis zum
October des laufenden Jahrs übergeben werden.

ART. IV. Mit den abgetretenen Diſtricten und Dettes Corporations.
chaften gehen bloſs die Localſchulden und Laſten
Sie treten ganz auſser Verbindung mit den
sen, Kreiſen oder Aemtern, wovon ſie gegen-
getrennt werden, und es können von beiden
keine Nachforderungen wegen vormals gemein-
lichen Vermögens, gemeinſchaftlicher Schulden
Provinzial-, Kreis- und Aemterkaſſen an die
retenen Diſtricte und Ortſchaften, oder umge-
erhoben werden.

M. der König von Preuſsen und S. D. der Fürſt
Schwarzburg-Rudolſtadt übernehmen Jeder an
n Theile, diejenigen Stände, Behörden, Corpo-
nen und Communen vollſtändig und nach aller
keit zu entſchädigen, welche durch dieſe Be-
nung erweislich verletzt ſeyn möchten. Milden
frommen Stiftungen verbleiben auf beiden Sei-
die bisher bezogenen Gefälle und Einkünfte,
ſoll darin durch gegenwärtige gegenſeitige Ab-
ngen nichts verändert werden.

ART. V. Die in den, nach gegenwärtigem Ver- Officiers civils.
abgetretenen Ortſchaften vorhandenen herr-
lichen Diener, verbleiben in ungekränktem Beſitze
bisherigen Rechte und Einkünfte. Auch ſoll
Eingeborner derſelben verpflichtet werden, Dienſte
dem vormaligen Landesherrn wider ſeinen Willen
r als bis zum Ende des laufenden Jahrs fortzu-
n.

ART. VI. S. D. werden die rückſtändigen Receſs- Arriérés
er bis zum 1. Julius l. J. bezahlen laſſen, da von
m Termine ab erſt die Verpflichtung zu Zahlung
lben, nach Artikel 2. Nr. 1. aufhört.

ART. VII. S. D. der Fürſt verpflichten Sich, den- Arrangemens militaires.
gen Maaſsregeln für Ihre Lande beyzutreten, welche
gen des gemeinſchaftlichen militäriſchen Intereſſe
Gegenden zwiſchen der Saale und Werra, in ge-
inſamer Uebereinkunft mit den daſelbſt angeſeſſenen
gliedern des Deutſchen Bundes überhaupt beſchloſ-

ſen

1816 ſen werden möchten. Sie werden dagegen auch theil an derjenigen Auseinanderſetzung nehmen, we über die gemeinſchaftlichen Verwendungen der N deutſchen Fürſten wegen der kriegeriſchen Ereig in den Jahren 1805 und 1806. erfolgen wird.

Libre tranſit. ART. VIII. S. M. der König und S. D. der H verſichern einander gegenſeitig die freye und u ſchwerte Durchfuhr der Militäreffecten, des Sa des Getraides, aller Brennmaterialien, des Zim holzes, des Kalks und aller Steine, wie auch Erzeugniſſe ihrer Berg- und Hüttenwerke. D Durchfuhr kann jedoch nur auf offener Landſt und unter Beobachtung der allgemeinen finanz- und polizeylichen Vorſchriften, zu welchen letzt auch die Erlegung bloſser Wege- und Brücken gehört, erfolgen.

Droit de reverſion. ART. IX. S. M. dem Könige von Preuſsen bleibt, nach Abgang aller zur Lehnsfolge, nach bisherigen Verfaſſung, Berechtigten, das Heimfalls in demſelben Maaſse ausdrücklich vorbehalten welchem es vor Abſchluſs des gegenwärtigen Tra beſtanden hat.

Conſentement au traité avec Sondershauſen. ART. X. S. D. der Fürſt zu Schwarzburg-Ru ſtadt verpflichten Sich, die agnatiſche Einwilli für Sich und Ihre Nachfolger zu demjenigen Sc vertrage zu ertheilen, welcher gleichzeitig zwiſ S. M. der König von Preuſsen, und S. D. dem Für zu Schwarzburg-Sondershauſen, zu gleichem Zwe abgeſchloſſen wird. Dieſer Staatsvertrag wird des Ihren Bevollmächtigten gleich nach erfolgter Un zeichnung mitgetheilt werden, und die Einwilli wird hierauf noch vor Auswechſelung der Ratifi tionen erfolgen.

Ratification. ART. XI. Gegenwärtiger Tractat wird von S. dem Könige und S. D. dem Fürſten ratificirt, a die Ratificationen binnen vierzehn Tagen nach d Unterzeichnung ausgewechſelt werden.

Des zu Urkund haben die beiderſeitigen Bev mächtigten gegenwärtigen Staatsvertrag unterzeich und mit ihren Wappen beſiegelt.

Geſchehen zu Berlin, den 19. Juni 1816.

(L. S.) JOH. LUDWIG v. JORDAN. (L. S.) FRIED. WILH. *Fre* v. KETELHODT.

(L. S.) JOH. GOTTFRIED HOFFMANN.

32.

ention entre les commiſſaires d'Autriche 1816
Pruſſe au ſujet de la ceſſion à la Pruſſe 1 Juill.
partie de l'ancien Departement de la Saar,
cution de l'art 51. *de l'acte du Congrès*
me et de l'art. 6. *du Protocole du* 3 *Nov.*
15, *ſignée à Worms le* 1 *Juillet* 1816.

(Copie manuſcrite ſûre.)

dem in Gemäſsheit des Art. 6. der zu Paris am
ember 1815. zwiſchen den alliirten Mächten
tlich der Territorial-Ausgleichungen getroffe-
Uebereinkunft, die vermöge des Art. 51. der
ls-Acte Sr. K. K. Majeſtät zugewieſenen Lan-
zirke im ehemaligen Saar-Departement nun
Krone Preuſsen übergehen ſollen, und wegen
Uebernahme zwiſchen den von den beiderſei-
Höfen in Beziehung auf die noch vorzuneh-
n Territorial-Ausgleichungen bevollmächtigten
ſſarien und Miniſtern dem K. K. Oeſterr. Hrn.
en Rath Freyherrn von Weſſenberg und dem
Preuſsiſchen Hrn. Staatsminiſter Freyherrn
mboldt bereits eine vorläufige Uebereinkunft
ſtſetzung einiger allgemeinen Beſtimmungen
kfurt am 28. Juni abgeſchloſſen worden iſt;
um dieſe Uebergabe und Uebernahme insbe-
in Anſehung der im ehemaligen Saar-Depar-
gelegenen Bezirke nun wirklich zu vollfüh-
deshalb die erforderlichen näheren Beſtim-
zu treffen, die hierzu ernannten Commiſſa-
nämlich von Seiten des Königl. Preuſsiſchen
der Director der Königlichen Regierung zum
ſten Abtheilung, Ritter des rothen Adler-
3ter Claſſe, Freyherr von Schmitz-Grollenburg
ebernahms-Commiſſär und von Seiten des
Oeſterr. Hofes der K. K. wirkliche Hofrath
ommandeur des Königl. Baierſchen Civil-Ver-
Ordens Wilhelm von Droſtdick als Uebergabs-

1816 Commiſſär heute am 1. Juli 1816. zuſammen
ten und nach Auswechſelung ihrer beiderſei
Vollmachten, von welchen vidimirte Abſchrifte
den Acten genommen wurden, hat der K. K. Oe
Hr. Uebergabs-Commiſſär erklärt, daſs er Kraft ſ
Vollmacht die im Art. 6. der zu Paris am 3. Nov
1815 zwiſchen den alliirten Mächten hinſichtlich
Territorial-Ausgleichungen getroffene Uebereink
Sr. K. K. Majeſtät zugewieſenen Landesbezirke
ehemaligen Saar-Departement nämlich die Ca
Saarburg, Merzig, Wadern, Tholey, Ottweiler
von Frankreich im Jahr 1814 abgetretenen Thei
Cantons Lohbach, die Reſte der Cantone Lon
ſchlieſslich die ehemals zum Wälder-Departem
hörenden Parzellen auf dem rechten Moſel
Hermeskeil und Birkenfeld, ſo wie der C
Baumholder und Grumbach, letzterer mit Aus
der Ortſchaften Eſchenau und St. Julia, ferner
Canton St. Wendel mit Ausnahme der Ortſch
Saal, Niederkirchen, Bubach, Marth, Hof und C
brücken, endlich die vorher zum Canton Cuſel
hörigen Ortſchaften Schwarzerden, Reichweiler,
felbach, Ruthweiler, Burge und Thal Lichten
mit allen Rechten und Gerechtſamen in derſe
Art und in demſelben Umfang, wie ſolche vo
K. K. O. Maj. bisher beſeſſen waren, ohne allen
behalt an den Königl. Preuſsiſch. Herrn Ueber
Commiſſär hiermit förmlich übergeben und überl
daher auch nunmehr im Namen Sr. Maj. des K
alle Staats-Diener und Unterthanen der übergeb
Länder aller gegen den bisherigen Souverän geb
Pflichten entbinde und entlaſſe.

Hierauf hat der Königl. Preuſsiſche Hr. U
nahms-Commiſſär erklärt, daſs er Kraft ſeiner
macht die ihm übergebenen Länder, ſo wie ſie
übergeben worden ſind, im Namen Sr. Majeſtät
Königs von Preuſsen übernehmen und ſelbe, ſo
deren Einwohner als nunmehr von Sr. Maj. des
nig von Preuſsen mit voller Souveränität überg
gen, erkenne.

Beide Commiſſarien haben hierauf ſogleich
über öffentliche Kundmachungen erlaſſen, und
Anſchlagung an alle Gemeinden ausgeſendet, w

Art. 6. der Pariſer Convention vom 3. Nov. 1816
nmehr gänzlich Genüge geleiſtet worden iſt.

doch mit dieſer im Allgemeinen und in der
ſenheit bereits wirklich vollzogenen Ueber-
ch mehrere zu treffende beſondern Verfügun-
einem engen Zuſammenhange ſtehen, und die
am 20. Juni in Anſehung der im ehemali-
Departement zu übergebenden Bezirke ge-
vorläufige Uebereinkunft mehrere genauere
ngen erfordert, ſo haben die beyden Com-
noch folgende Puncte näher beſprochen und
im gemeinſchaftlichen Einverſtändniſſe Be-
gefaſst.

I. Alle in den übergebenen Bezirken vom 1816. an, erwachſenen Landes-Einkünfte fal- der Krone Preuſsen zu, dagegen behält der ebergabs-Commiſſär ſeinem Allerhöchſten e Anſprüche auf die Landes-Einkünfte von ren Periode bis 30. April d. J. bevor. Revenus depuis le 1 Mai 1816.

II. Die in der Oeſterr. Central-Caſſe vorhan- lder aus den Kreiſen Ottweiler und Birken- leiben auch in ſofern ſie von Einkünften, lem 1. May d. J. erwachſen ſind, herrühren, rreichiſchen Regierung auf Abſchlag der ein- nden Rückſtände gegen weitere Verrechnung n die Verbindlichkeit daraus noch die unbe- Beſoldungen und Penſionen vom 2ten Quar- zu bezahlen. Die vorhandenen Reſte des ds aber ſollen, da dieſe Gelder eigentlich le als ein zur Bezahlung der Landes-Kriegs- beſtimmter Fonds gewidmet waren, unter Ottweiler und Birkenfeld nach dem Maaſs- von dieſen Kreiſen hiezu in Gemäſsheit der ordnung vom 4. Decbr. 1815. Amtsblatt Nr. 54. en von denſelben geleiſteten Beyträge ver- den Kreis-Caſſen zugeſendet werden, je- beſchadet der Anſprüche auf Rückerſatz, er Oeſterr. Hof auf die auch aus der Staats- n gemachten Vorſchüſſe haben könnte. Es über von Oeſterreichiſcher Seite die Anwei- n die hieſige Central-Caſſe zur dienſtfälligen n die Kreis-Caſſen von Ottweiler und Bir- gleich erlaſſen. Caiſſe centrale d'Autr.

1816 Produits non vendus.

ART. III. Die in den übergebenen Bezirke 30. April noch unverkauft gebliebenen Staatsvo an Bergwerks-Producten und Holz, von letzt jedoch insofern es sich noch am Stamm befindet jenes, welches in den genehmigten Hauungs- schlägen zum heurigen Verkaufe bereits bestimmt wenn ein solches noch vorhanden seyn sollte, ve ben der Oesterr. Regierung, welche die Befugnis während drey Monaten, also bis 1. October d. J. d von den Einkünften der abgetretenen Landes-Be zukommenden Vorräthe aller Art, insofern sie und kein Communal Eigenthum sind, zu verka oder frey von allen Abgaben ausführen zu lasse sollen von Königl. Preuss. Seite, binnen 14 T naue Ausweise über den Stand jener Vorräth 30. April und die Veränderung mit selben sei eingetreten ist, aufgenommen und der Oesterr schen Commission mitgetheilt werden. Auch w diese Vorräthe der Königlich Preussischen Regie als eine Guthabung des Oesterr. Hofs gegen billigen Anschlag nach dem Werth, welche selbe dem Maasstabe der letzten Verkäufe haben, und Abzug von 10 pr. Ct. für Regiekosten überlassen, w ber man sich vorbehält, noch bis Ende Jul. ein sonderes Uebereinkommen zu treffen. Sollte Uebereinkommen bis dahin aber nicht zu Stand bracht werden, so sollen die dem Oesterr. Hofe Verkauf oder zur freyen Ausfuhr verstatteten 3 M vom 1. Aug. an, also bis 1. Novbr. gerechnet we und den Oesterr. Commissarien in dieser Hinsicht zur weitern Disposition mit diesen Vorräthen wendigen amtlichen Einwirkungen verstattet sey

Bois.

ART. IV. Die von den in den übergebenen B ken verkauften, aber noch nicht bezahlter H vorhandenen Holzwechsel, werden von Oesterr. nach einem darüber aufzunehmenden besondern tocoll dem Königl. Preuss. Hofe übergeben, wel sich dagegen verbindet, den ganzen Betrag derse dem Kaiserl. Oesterr. Hofe bey den weiter bevorste den Liquidationen zu Gute zu nehmen.

Arrièrés reservés à l'Autr.

ART. V. Dem Kaiserl. Oesterr. Hofe bleiben die früheren Perioden vor dem 1. May d. J. a den gebührenden Rückständen, welche an Ste

r Domanial-Gefällen bey einzelnen Parteyen, noch haften, oder welche von zurückgebliebenen Staatsräthen herrühren, auch noch weitere Anſprüche ror: 1816

Auf die Wiedererſtattung von Vorſchüſſen, welche f Rechnung des Landes, oder des nachfolgenden ndesherrn aus der Staats-Caſſe und dem Staatsrmögen überhaupt gemacht wurden.

f Guthabungen von auswärtigen Regierungen, erſt ſpäter eingebracht worden, als z. B. bey Liquidation mit Frankreich und den Liquidaen mit andern Regierungen und Hofen für geiſtene Truppen-Verpflegung.

ART. VI. Nach geſchehener Uebergabe hat die in übergebenen Bezirken eintretenden K. Preuſs. rung aufser den ſeit dem 1. May neu erwachſe- Einkünften, auch die aus der früheren Periode dem 1. May nach rückſtändigen Gelder zu bezieſo wie die rückſtändigen Ausgaben für Rechnung Oeſterreich aus dieſen einzunehmenden Rückſtänu berichtigen. Die K. Preuſs. Regierung ver- ſich, die Beytreibung aller Rückſtände, inſofern einige derſelben durch wirklichen Zahlungshigkeit der Parteyen uneinbringlich wären, ſo die Verrechnung darüber gegen die Kaiſerl. r. Regierung binnen 3 Monaten nach geſchehener gabe, alſo bis zum 1. Octobr. zu beendigen, en ſich die Oeſterr. Regierung verpflichtet, alle, t dem 16. Juni 1814 erlaufenen, aber noch nicht digten Verwaltungs-Auslagen ebenfalls innerMonaten, binnen welcher ſelbe auch angefordert müſſen, feſtzuſtellen, und zu vergüten. Dieſe chtung der K. K. Oeſterr. Regierung hat ſich auf rückſtändige Ausgaben von der Zeit der Regierung, zu erſtrecken, inſofern die dafür franzöſ. Geſetzen zugewieſenen Fonds von der . Regierung ganz oder zum Theil wirklich beworden ſind und es ſolche Forderungen betrifft, welcher nach den mit Frankreich beſtehenden . Verträgen von den Jahren 1814 und 1815. keine mationen gegen Frankreich mehr ſtatt finden.

Arriérés pour compte de la Pruſſe.

ART. VII. Da nach der geſchehenen Uebergabe hin eine ſolche Abſonderung der finanziellen Verwaltung

Arriérés communs.

1816 waltung eintrit, dafs die neue K. Preufs. Verwal
der übergebenen Bezirke in ihre Caffen nur da
von ihrem Gebiete an laufenden Ertrage od
Rückftand eingeht, bezieht, fo wird es nur i
fehung jener Ausgaben die früher den übrigen
vereinigt gewefenen Landesbezirken am linken R
ufer gemeinfchaftlich waren, und fo lange fie
Theil auch noch ferner gemeinfchaftlich ble
nothwendig den Maafsftab der Beytrags-Pflicht
Theils feftzufetzen. In diefer Abficht vereinigte
die beiden Commiffarien zu folgenden Grundf

a) Bey Befoldungen von Beamten eines in mehr
verfchiedenen Gebieten fich erftreckenden B
wäre die Quote nach dem Verhältnifs der
zahl der Bezirkstheile zu bemeffen.

b) bey Penfioniften hätte ihr dermaliger Wohn
entfcheiden,

c) die Verköftigung der Gefangenen in den Str
fern träfe für Eingeborne aus dem bisherige
miniftrations Bezirke jene Macht, welcher d
burts-Ort zufällt, für Ausländer jene Macht
deren Gebiet fich das Tribunal befindet, w
die Unterfuchung gepflogen und die Abli
veranlafst hat.

Dettes de la guerre. Art. VIII. Die Liquidation des gefammten K
Schuldwefens, wozu auch die Vollendung der
zin-Rechnungen gehört, für die ganze frühe
riode der gemeinfchaftlichen Adminiftration,
Gemäfsheit der zwifchen Oefterreich und Bay
troffenen Uebereinkunft vom 1. May binnen l
3 Monaten vom 1. May an gerechnet, fowohl
ficht auf Berichtigung von unbezahlten Poften
nachträgliche Gleichftellung einzelner Bezirke
ehemaligen gemeinfchaftlichen Adminiftration
zirks unter fich, und auf Rückerfatz für Vor
aus der Staats-Caffe vollendet werden. Zu d
Behufe wird es der K. Preufs. Regierung freyft
zu der diefsfälligen bereits aufgeftellten Liquidat
Commiffion einen Commiffär abzuordnen; fo
überhaupt die künftigen Verhältniffe diefer Com
fion und die Art der gänzlichen Beendigung
Gefchäfts, wenn diefe in dem feftgefetzten Te
bis Ende Jul. nicht mehr möglich werden follte

nigl. Bayerſchen und Groſsherzogl. Heſſiſchen 1816
näher zu reguliren. Vor der Hand bleibt dieſe
ſſion aber in ihrer bisherigen Form als eine
ſchaftliche Behörde auch bey den nun eintre-
Landes-Adminiſtrationen gleich untergeordnet.

r. IX. Nachdem der Herr Uebernahms-Com. Créan-
in Anſehung der noch zu berichtigenden ältern ces de
ſchulden, insbeſondere bemerkt, daſs jene Lie- fourni-
n aus dem Saar-Departement, welche von den ſeurs.
gen Oeſterr. und Bayriſchen gemeinſchaftlichen
-Adminiſtration mit Anweiſungen auf verfal-
mainen-Kauffchillinge befriedigt worden ſind,
auf geäuſsertes Verlangen die Zuſicherungen
. Seite gegeben, im Falle nicht doch durch
Rückſprache mit der Königl. Preuſs. Regie-
ine Anerkennung jener Anweiſungen noch er-
werden ſollte, ſich zu verwenden, daſs im
der aufgeſtellten gemeinſchaftlichen Liquida-
Commiſſion die Bezahlung jener Lieferanten
werde.

. X. Alle am 1. May d. J. in den abgetretenen Emplo-
Bezirken angeſtellt geweſenen oder ſeitdem yés.
mals beſtandenen Dienſt-Plätze angeſtellten
n ſo wie die vom ehemaligen Kreis-Gericht
el jenem zu St. Wendel zugetheilten Indivi-
bernimmt die K. Preuſs. Regierung. Die
-Diener insbeſondere, welche theils am 1. May
beſtanden haben, theils ſeitdem auf erledigte
ngeſtellt worden ſind, und zu welchen auch
ziere der ehemaligen Mittel Rheinl. Landwehr
nen ſind, werden von K. Preuſs. Seite in Ge-
t der im Art. 11. die Uebereinkunft vom
zwiſchen Oeſterreich und Bayern getroffenen
ung dergeſtalt, daſs bey einer Vertheilung
n das Verhältniſs des directen Steuer-Ertrags
feſtteſte Maaſsſtaab gelten ſoll, um ſo mehr
nmen, als ſich aus der mit Bayern deshalb
epflogenen Verhandlung zeigt, daſs von Bayer-
eits bereits ein ungleich gröſserer Theil über-
n worden iſt, als dieſes Verhältniſs eigentlich
n gebracht hätte. Nach dieſem Verhältniſſe
von den gegenwärtigen Centralbeamten $\frac{6}{17}$ den
ch Preuſs. und $\frac{11}{17}$ den Groſsherzogl. Heſſi-
ſchen

1816 ſchen Hof treffen und es werden von den in der lage verzeichneten Central-Dienern hienach d der 2ten Colonne aufgeführten Individuen vo Preuſs. Seite übernommen. Auch fallen alle Frankreich übernommenen Penſioniſten, welc den abgetretenen Bezirken ihren bisherigen Wo hatten, nunmehr der Königl. Preuſs. Regierun Laſt.

Archives. Art. XI. Alle wegen der Uebergabe von und zugehörigen Carten, Planen und Docum in dem §. 14. der Uebereinkunft vom 1. May zwi Oeſterreich und Bayern von *a.* bis *d.* getroffene ſtimmungen, welche alſo lauten:

a) Die Regiſtraturen der untergeordneten bloſs cal- und Bezirks-Behörden, verbleiben gans Landes-Adminiſtration, in deren Gebiet der g Theil des Bezirks dieſer Behörden fällt, w jedoch daraus in Beziehung auf davon abgeri Theile der Landes-Adminiſtration der letztere Special-Acten ganz zu verabfolgen, von den neral-Acten aber die Einſicht und die Verfert von Abſchriften oder Auszüge zu verſtatten ha

b) Die Regiſtraturen der Central-Behörden, Wirkungskreis ſich bisher auf das ganze nun getheilte Land erſtreckte, und zwar die Regiſtra welche die gemeinſchaftliche Adminiſtration wohl hier in Worms als zum Theil auch in kenthal hatte, ferner die Regiſtraturen alle zugehörigen Central-Behörden nämlich: der St und Domainen-Directionen, des Ober-Forſt- der Bergwerks-Inſpection, der General-Caſſe Kriegsſchulden, Liquidations-Commiſſion, de litär-Rechnungs-Bureau's, der Commiſſion zu quidation der Forderungen an Frankreich, Gensd'armerie-Commandanten, des Landwehr tral-Ausſchuſſes, des Appellations-Gerichts, d miniſtrativen Juſtiz-Commiſſion, des General ſiſtoriums, der Schul-Inſpection und des Medi Collegiums, müſſen, in ſofern die künftigen gen Landesherrn nicht etwa die Kriegsſch Liquidations-Commiſſion gemeinſchaftlich f ſtehen laſſen wollen, nach den bereits erla Anordnungen, ſo geſchieden werden, daſs di

cial-Acten für einzelne Orte oder Bezirke nach 1816
den die Gebieten, in welche der ganze bisherige
Adminiſtrations-Bezirk zerfällt, abgeſondert, die
ihrer Natur nach untrennbaren General-Acten aber
noch beyſammen gelaſſen werden.

Sobald die weiteren Landes-Uebergaben wirklich
eintreten, ſomit die Oeſterreichiſche Landes-Ad-
miniſtration aufhört, und die K. Baieriſche ſich auf
ihren eigentlichen Sitz nach Speyer begiebt, ſo
werden die Letztern auſser den ihr Gebiet betref-
fenden und ſchon jetzt gleich aus folgenden Spe-
cial-Acten in der Rücklicht, daſs ihr der gröſste
Theil des hieſigen Landes zugefallen iſt, und durch
eine einſtweilig bloſse Deponirung und Verſchlie-
ſsung der Acten, der Geſchäftsgang zu ſehr gehemmt
würde, denn auch die General-Acten nach der
proviſoriſchen Ausſcheidung übergeben werden;
doch bleibt den übrigen zwei noch in den Beſitz
der Landestheilen tretenden Regierungen von Preu-
ſsen und Heſſen-Darmſtadt nicht nur der Mitge-
brauch der General-Acten, die Einſicht derſelben
und die Verfertigung von Abſchriften und Auszü-
gen, ſondern ſelbſt eine weitere Reviſion und de-
finitive Berichtigung der Acten-Ausſcheidung durch
eine aus Abgeordneten aller drei Höfe gebildeten
Commiſſion vorbehalten, welche binnen 3 Mona-
ten nach den geſchehenen Uebergaben der Länder
ihre Arbeiten vollenden muſs.

In der Erwartung, daſs auch die andern zwei noch
in den Landes-Beſitz tretenden Höfe es vielleicht
in ihrem Intereſſe finden dürften, die niedergeſetzte
Liquidations-Commiſſion wegen Tilgung und Aus-
gleichung der Kriegsſchulden, wie auch das mit
der Vollendung der Magazin-Rechnungen, noch
beſchäftigte Militär-Rechnungs-Bureau gemein-
ſchaftlich für den ganzen ehemaligen Adminiſtra-
tions Bezirk noch ferner fortbeſtehen, und dieſe
Central-Behörden ihren Sitz in Speyer nehmen
zu laſſen, wo auch die übrigen General-Acten vor
der Hand ſich hinterlegt befinden, werden dieſer
Commiſſion auch die Special-Acten der übrigen
noch zu übergebenden Landestheile proviſoriſch
und unter dem Vorbehalt der Rechte der übrigen
zwei

1816 zwei Höfe für den Fall einer andern Disp
beygelaſſen,

werde auch von K. Preuſs. Seite unter dem
halte des weiteren Einverſtändniſſes mit dem
herzoglich Heſſiſchen Hofe durchaus angeno
Die bey der Oeſterreich. Landes-Adminiſtrati
Worms ſeit dem erſten May ohnehin auch ber
die der Krone Preuſsen zufallenden Bezirke
ſondert von jenen, die dem Groſsherzogl. Hes
Hofe zugedacht ſind, geführten Protocolle un
terlegten Acten werden ſogleich dem K. Preuſs
Uebernahms-Commiſſär übergeben.

Renſeignemens à fournir. ART. XII. Den Commiſſarien, welche vom
Oeſterr. Seite in hieſigen Landen noch wegen
richtigung aller Anſprüche und Forderungen
aus der früheren Verwaltung ergeben, zurückb
wird der freye Zutritt zu den Regiſtraturen u
Benutzung der übergebenen Acten auch zum e
Gebrauche, die Einholung von Auskünften vo
Beamten der abgetretenen Bezirke, auf Verlange
die Mittheilung der Acten von fortlaufenden Ve
lungen, über die Berichtigung von Gegenſtände
frühern Adminiſtration beſonders in Anſehung
beiten der Commiſſionen über das Kriegsſch
Weſen und über die Forderungen an Frankrei
geſtanden, und werden ihnen alle Aufklärunge
Unterſtützungen, die ſie deshalb verlangen, vo
Königl. Preuſs. Regierung verſchafft werden.

Procès verbal du 2 Juin 1815. ART. XIII. Die, wegen der vorigjährigen
gabe eines Landesbezirks an die Krone Preuſs
dem zu Kreuznach am 2ten Juni v. J. abgeſchlo
Protocolle getroffenen Beſtimmungen ſollen, in
ſie nicht durch gegenwärtige Uebereinkunft a
dert worden ſind, in voller Kraft verbleiben.

Ueber dieſe ganze Verhandlung wurde das
wärtige Protocoll aufgenommen, und von beide
len in vier gleichlautenden Exemplaren, deren
zum eigenen weitern Amts-Gebrauch der
Commiſſarien und zwei zur Einſendung an ih
derſeitigen Höfe beſtimmt ſind, unterzeichnet.

Geſchehen Worms, den erſten July 1816.

(*Gez.*) (L. S.) SCHMITZ-GROLLENBU
(L. S.) VON DROSSDICK.

33.

raité de commerce entre la Suède et les Etats nis d'Amérique, signé à Stockholm le 4 Sept. 1816 ratifié le 24 Juillet 1818.

1816. 4 Sept.

nal de Francfort. 1818. Nr. 305. 306. 311. 312.)

nom de la très sainte et indivisible Trinité.

M. le Roi de Suède et de Norwège, et les Etats- d'Amérique, également animés du désir sincère intenir et consolider les rations d'amitié et de erce qui ont subsisté jusqu'ici entre les deux et étant convaincus qu'on ne sauroit mieux ir cet objet qu'en établissant réciproquement le erce entre les deux états sur la base salide de ipes libéraux et équitables, également avanta- aux deux pays, ont nommé pour cet effet des otentiaires, et les ont munis des pouvoirs né- res pour traiter et conclure en leur nom, savoir: M. le Roi de Suède et de Norwège, S. Exc. Mer. le e Laurent d'Engeström, son ministre-d'état et affaires étrangères, chancelier de l'université de d, chevalier-commandeur des ordres du Roi, che- er de l'ordre du Roi Charles XIII., grand-croix des es de Saint-Etienne de Hongrie, de la Légion- neur de France, de l'Aigle-Noir et de l'Aigle e de Prusse; et Mer. le comte Adolphe George örner, son conseiller-d'état, commandeur de l'or- de l'Etoile-Polaire; et le président des Etats-Unis, Jonathan Russel, citoyen des dits Etats-Unis, et ellement leur ministre plénipotentiaire, lesquels, e avoir produit et échangé leurs pleinspouvoirs, vés en bonne et due forme, sont convenus des les suivans:

ART. I. Il y aura liberté réciproque de commerce tous les pays de la domination de S. M. le Roi Suède et de Norwège et des Etats-Unis d'Améri- Liberté de commerce.

. Les habitans de l'un des deux pays pourront c toute sûreté pour leurs personnes, vaisseaux et gaisons, aborder librement dans les ports, places ivières du territoire de l'autre, partout où l'entrée est

1816 eſt permiſe aux vaiſſeaux des nations les plus fa
ſées. Ils pourront s'y arrêter et réſider dans qu
partie que ce ſoit des dites territoires. Ils pou
y louer et occuper des maiſons et magaſins pour
commerce, et généralement les négocians et trafiq
de chacune des deux nations jouiront chez l'aut
la plus entière ſécurité et protection pour les a
de leur négoce, étant ſeulement tenus à ſe conf
aux lois et ordonnances des deux pays reſpectifs.

Droits; prohibitions.

ART. II. Il ne ſera point impoſé de plus fo
autres droits, impôts ou charges quelconques ſur
partation dans les états de S. M. le Roi de Suède
Norwège des productions du ſol au des manufa
des Etats-Unis, ne ſur l'importation dans les
Unis des productions du ſol au des manufactu
pays de S. M. le Roi de Suède et de Norwège
ceux auxquels ſeroient aſſujétis les mêmes article
chacun des deux pays reſpectifs, ſi ces denrées
le produit du ſol au des manufactures de tout
pays. Le même principe ſera auſſi obſervé pour
portation; en ſorte que, dans chacun des deux
reſpectifs, les articles qui ſeront exportés pour
ne pourront être chargés d'aucun droit, impôt ou
quelconque plus fort ou autre que ceux auxquel
roient aſſujétis les mêmes articles, s'ils étoient e
tés pour tout autre pays quelconque.

Il ne ſera non plus impoſé aucune prohibitio
ſur l'exportation ni ſur l'importation d'aucun a
provenant du ſol ou des manufactures des pay
S. M. le Roi de Suède et de Norwège ou des
Unis, dans ou hors des dits Etats-Unis, qui ne s
de également à toutes les autres nations.

Les vaiſſeaux ſuédois ou norwègiens arrivant
leur leſt, ou important dans les Etats-Unis des
duits du ſol ou de l'induſtrie nationale desdits
ne ſeront tenus à payer, ni pour les vaiſſeaux, ni
les cargaiſons, aucuns droits, impôts ou charges
conques plus forts ou autres que ceux que paieron
dans le même cas les vaiſſeaux des Etats-Unis;
vice verſa, les vaiſſeaux des Etats-Unis qui arriv
ſur leur leſt ou qui importent dans les états de la
mination de S. M. le Roi de Suède et de Norw
des productions du ſol ou de l'induſtrie de ces p

payeront, ni pour les vaiſſeaux, ni pour les cargai- 1816
, aucuns droits, impôts ou charges quelconques
es ou plus forts que ceux qui ſeroient payés ſi ces
nes étoient transportées par des vaiſſeaux ſuédois
norwégiens reſpectivement.

Ce qui eſt ſtatué ci-deſſus s'étendra auſſi à la co-
ſuédoiſe de Saint-Barthélemy, tout par rapport
oits et avantages dont les vaiſſeaux des Etats-
jouiront dans ſes ports que par rapport à ceux
vaiſſeaux de la colonie jouiront dans les ports
ats-Unis, bien entendu que les propriétaires
colons établis et naturaliſés à Saint-Barthélemy,
ils y aient fait naturaliſer leurs vaiſſeaux.

Art. III. S. M. le Roi de Suède et de Norwège Produc-
ent, que tous les articles, qui ſont le produit du tions des In-
des manufactures des Indes occidentales, et dont des.
ée eſt permiſe dans des vaiſſeaux ſuédois ou nor-
ns, ſoit que les marchandiſes viennent directe-
ou indirectement des dites Indes, puiſſent auſſi
importés dans ſes états, par des vaiſſeaux des
-Unis, et qu'alors il ne ſera payé, ni pour les
ſons, de droits, impôts ou charges quelconques,
forts ou autres que ceux qui ſeroient payés par
aiſſeaux ſuédois et norwégiens dans le même cas,
une addition ſeulement de dix pour cent ſur les
roits, impôts ou charges, et pas davantage.

ur éviter tout méſentendu à cet égard, il eſt
ément déclaré que la dénomination d'Indes oc-
les doit être priſe dans le ſens le plus étendu
comprenant toute cette partie du monde, ſoit
terre ferme, qui de tout tems a été appelée
occidentales, en oppoſition avec cette autre par-
monde, appelée Indes orientales.

Art. IV. De leur côté, les Etats-Unis d'Améri- Produc-
nſentent à ce que tous les articles qui ſont les tions de la
s du ſol ou des manufactures qui bordent ou Baltique
nnent la mer Baltique, et dont l'entrée eſt per-
ans les pays des Etats-Unis, ſoit que ces den-
iennent directement ou indirectement de la Bal-
, puiſſent auſſi être importés de même dans les
-Unis, par des vaiſſeaux ſuédois ou norwégiens,
e, alors il ne ſera payé, ni pour les dits vaiſſe-
ni pour les cargaiſons, de droits, impôts ou
charges

1816 charges quelconques plus fortes, ou autres que qui seroient payés par des vaisseaux des Etats-U dans le même cas, avec une addition de 10 pour sur les dits droits, impôts ou charges, et pas davan

Afin de prévenir toute incertitude à l'égard des di impôts ou charges quelconques que devroit paye vaisseau appartenant aux citoyens ou sujets de l des parties contractantes et arrivant dans les par l'autre avec une cargaison qui consisteroit en p des produits du sol ou des manufactures du pays quel le vaisseau appartiendroit, et en partie de a ques autres marchandises dont l'importation est mise au dit vaisseau par les articles précédens, il convenu, qu'en cas d'une cargaison ainsi mêlé dit vaisseau paiera toujours les droits, impôts ou ges suivant la nature de cette partie de la carga qui est sujette aux plus gros droits, tout comme vaisseau n'eût apporté que cette seule espèce de chandises.

Consuls ART. V. Les hautes parties contractantes s'a dent mutuellement la faculté d'entretenir dans les et places de commerce l'un de l'autre, des con vice-consuls, ou agens de commerce, qui jouiron toute la protection et assistance nécessaire pour rem dûment leurs fonctions; mais il est ici expressém déclaré que, dans le cas d'une conduite illégale impropre envers les lois où le gouvernement du auquel il est envoyé, le consul, vice-consul ou ag pourra ou être puni conformément aux lois, ou uni hors de fonctions, ou renvoyé par le gouver ment offensé, celui-ci, en donnant les raisons à l tre, bien entendu cependant que les archives et cumens relatifs aux affaires du consulat, seront à l de toute recherche et devront être soignensement c servés, étant mis sous le scellé du dit consul et de torité de l'endroit où il aura résidé.

Les consuls ou leurs suppléans auront le d comme tels de servir de juges et arbitres dans differens qui pourroient s'élever entre les capita et les équipages des vaisseaux de la nation dont affaires sont confiées à leurs soins. Les gouverne respectifs n'auront le droit de se mêler de ces a d'affaires, qu'en tant que la conduite des équip

du capitaine troubleroit l'ordre et la tranquillité 1816
le pays où le vaiſſeau ſe trouve, ou que le con-
du lieu ſe verroit obligé d'appeler l'intervention
l'appui du pouvoir exécutif, pour faire reſpecter
maintenir ſa déciſion; bien entendu que cette
ce de jugement ou d'arbitrage ne s'auroit pourtant
er les parties contendantes du droit qu'elles ont,
eur retour, de recourir aux autorités judiciaires de
pays.

ART. VI. Afin de prévenir toute diſpute ou in- Preuve de la qualité des productions.
é, à l'égard de ce qui devra être réputé comme
produit du ſol ou des manufactures des parties
ctantes, reſpectivement il eſt convenu, que ce
aura été déſigné ou ſpécifié comme tel, dans
édition que le chef ou l'intendant de la douane
d'année aux vaiſſeaux qui ſortiront des parts
péens des états de S. M. le Roi de Snède et de
wège, ſera reconnu et admis comme tel dans les
-Unis; et que, de même, ce que le chef ou
teur de la douane, dans les ports des Etats-
aura déſigné et ſpécifié comme étant le produit
ol ou des manufactures des Etats-Unis, ſera ad-
et reconnu comme tel dans les états de S. M. le
de Suède et de Norwège.

a ſpécification ou déſignation d'année par le chef
douane dans les colonies de S. M. le Roi de
et de Norwège, et certifiée par le gouverneur
colonie d'où l'exportation aura été faite, ſera
ée comme preuve ſuffiſſante de l'origine des ar-
ainſi ſpécifiés ou déſignés, pour qu'ils ſoient
à ce titre dans les ports des Etats-Unis.

ART. VIII. Les citoyens ou ſujets de l'une des Tranſit.
s contractantes, arrivant avec leurs vaiſſeaux à
des côtes appartenantes à l'autre, mais ne vou-
par entrer dans le port, ou après y être entrés,
oulant par décharges quelque partie de la cargai-
ou déranger quelque choſe du chargement, au-
la liberté de partir et de pourſuivre leur voyage,
être en quelque ſorte moleſtés, ou obligés de
re compte du contenu de la cargaiſon, et ſans
er d'autrer droits, impôts au charges quelconques
r les vaiſſeaux ou la cargaiſon que le droits de
tage, quand on s'eſt ſervi d'un pilote, et ceux
pour

1816 pour le quayage ou pour l'entretien des fanau où ces mêmes droits ſont perçus ſur les natio dans le même cas. Bien entendu, cependant, lorsque des vaiſſeaux appartenans aux citoyen ſujets de l'une des parties contractantes, ſe tr roient dans l'enceinte de la juriſdiction de l' ils ſe conformeront aux règlemens et ordonn concernant la navigation et les places ou porte leſquels ou peut aborder, qui ſont en vigu l'égard des nations les plus favoriſées, et il ſer mis aux officiers de douane dans les diſtricts de leſdits vaiſſeaux ſe trouvent, de les viſiter, de à bord, et de prendre telles précautions qui pe être néceſſaires pour prévenir tout commerce il pendant que les mêmes vaiſſeaux reſtent dan ceinte de cette même juriſdiction.

Déchar-ge par-tielle. ART. VIII. Il eſt convenu, que les vaiſſeau l'une des parties contractantes, étant entrés da ports de l'autre, ils pourront ſe borner à ne de ger qu'une partie de leur cargaiſon, ſelon que pitaine ou propriétaire le déſire, et qu'ils pou s'en aller librement avec le reſte de la cargaiſon, payer de droits; impôts ou charges quelconques, pour la partie qui aura été miſe à terre et qui marquée et biſſée ſur la liſte ou le manifeſte c nant l'enumération des effets que le vaiſſeau au apporter; laquelle liſte devra toujours être préſ en entier à la douane du lieu où le vaiſſeau abordé. Il ne ſera rien payé pour la partie de la gaiſon que le vaiſſeau aura emportée, et ave quelle il pourra continuer ſa route pour un ou ſieurs ports du même pays, dans leſquels l'entré permiſe aux vaiſſeaux des nations les plus favor et y diſpoſer du reſte de ſa cargaiſon, en payan droits qui y ſont attachés, ou bien, il pourra aller avec la cargaiſon qui lui reſte, pour les de quelque autre pays.

Il eſt cependant entendu, que les droits, ch ou impôts quelconques, qui ſont payables po vaiſſeau même, doivent être acquittés dans le pr port où il rompt le chargement et en décharg partie, et qu'aucuns droits ou impoſitions parei ſeront demandés de nouveau, dans les ports du r

…, où le dit vaisseau pourroit vouloir entrer après, 1816
…ins que les nationaux ne soient sujets à quelques
…s ultérieurs, pour le même cas.

…ART. IX. Les citoyens et sujets de l'une des par- D. d'en-
… contractantes jouiront dans les ports de l'autre, trepôt.
… pour leurs vaisseaux que pour leurs marchandises,
…ous les droits et facilités d'entrepôt dont jouissent
…tions les plus favorisées, dans les même ports.

…ART. X. Au cas que quelque vaisseau appartenant Naufra-
… des deux états, ou à leurs citoyens et sujets, ges.
…houé, fait naufrage ou souffert quelque autre
…ge sur les côtes de la domination de l'une des
…parties contractantes, il sera donné toute aide
…stance aux personnes naufragées ou qui se trou-
…en danger, et il leur sera accordé des passeports
…ssurer leur retour dans leur patrie. Les navires
…archandises naufragés, ou leur provenu si les
… ont été vendus, étant réclamés dans l'an et
…par les propriétaires ou leurs ayant cause, se-
…ront restitués en payant les mêmes frais du sauve-
… conformément aux lois et coutumes des deux
…s, que paieroient les nationaux dans le même
… Les gouvernemens respectifs veilleront à ce que
…ompagnies qui sont ou qui pourront être insti-
… pour sauver les personnes et effets naufragés, ne
…mettent point de vexations ou actes arbitraires.

…RT. XI. Il est convenu que les vaisseaux qui ar- Certifi-
… directement des États-Unis à un port de la do- cats de
…n de S. M. le Roi de Suède et de Norwège, santé.
… pays de ladite Majesté en Europe à un part
…tats-Unis, et qui sont pourvus d'un certificat
…té donné par l'officier compétent à cet égard,
…t d'où le vaisseau est sorti, et assurant qu'aucune
…e maligne ou contagieuse n'existoit dans ce
… ne seront soumis à aucune autre quarantaine
…elle qui sera nécessaire pour la visite de l'offi-
…e santé du port où le vaisseau est arrivé, après
…e il sera permis au vaisseau d'entrer immédia-
…t et de décharger sa cargaison, bien entendu
…urs qu'il n'y ait en personne à bord du vaisseau,
…e soit trouvé attaquée pendant le voyage d'une
…die maligne ou contagieuse, et que la contrée
… vient le vaisseau ne soit pas à cette époque si

1816 généralement régardée comme infectée ou ſu qu'on ait été obligé de donner auparavant une nance par laquelle tous les vaiſſeaux qui vien de ce pays ſeroient regardés comme ſuſpects mis à la quarantaine.

Traité de 1783. ART. XII. Le traité d'amitié et de commer clu à Paris, en 1783, par les plénipotentiaires d le Roi de Suède et des Etats-Unis, eſt renou mis en vigueur, par le préſent traité, pour qui eſt contenu dans les articles 2. 5. 6. 7. 8. 9. 12. 13. 14. 15. 16. 17. 18. 19. 21. 22. 23. et 25. traité, ainſi que les articles ſéparés 1. 2. 4. et furent ſignés le même jour par les mêmes p tentiaires, et les articles déſignés ſeront regard me ayant force et vigueur, tout comme s'ils ici inſérés mot à mot, bien entendu que les tions contenues dans les articles preciſes, ſero jours cenſées ne rien changer aux convention cédemment, conclues avec d'autres nations et alliées.

Entrée dans un port bloqué. ART. XIII. Vu l'éloignement des pays re des deux hautes parties contractantes et l'inc qui en réſulte ſur les divers évènemens qui p avoir lieu, il eſt convenu qu'un bâtiment ma appartenant à l'une des parties contractante trouvant deſtiné pour un port, qui ſeroit bloqué, au moment du départ de ce bâtime ſera cependant pas capturé et condamné, pou eſſayé une première fois d'entrer dans ledit moins qu'il ne puiſſe être prouvé que ledit b ait pû et dû apprendre en route que l'état de de la place en queſtion continuoit; mais les bâ qui, après avoir été renvoyés une fois, eſſay pendant le même voyage, d'entrer une ſecon dans le même ennemi, durant la continuat blocus, ſe trouveront alors ſujets à être dét condamnés.

Durée et ratification. ART. XIV. Le préſent traité, dès qu'il ſ ratifié par S. M. le Roi de Suède et de Norw par le préſident des Etats-Unis, par et avec le conſentement du Sénat, reſtera en vigueu obligatoire pour S. M. le Roi de Suède et de N et les Etats-Unis, pendant l'eſpace de huit

pter de l'échange des ratifications, et celles-ci 1816
nt échangées dans huit mois, après la ſignature de
raité, et plutôt ſi faire ſe peut.

En foi de quoi les plénipotentiaires reſpectifs ont
é le préſent traité, et y ont appoſé le cachet de
s armes.

Fait à Stockholm, le 4 Sept. l'an de grâce 1816.

Le Comte D'ENGESTRÖM, JON. RUSSEL.
Le Comte A. G. DE MÖRNER.

ratification de la Suède, en date du 24 Juillet
porte que: "Comme les Etats-Unis ont cru,
des motifs importans, ne pas devoir ratifier
4. et 6. Articles de ce traité, et que de ſon côté,
a trouvé que les articles ne pouvoient, ſans
dicier aux intérêts de ſes fidèles ſujets, ne pas
partie des ſtipulations du traité, les dits articles
adoptés à l'inſtar des autres et déclarés valables."

34.

tat zwiſchen Sr. M. dem König von 18 Sept.
ſſen, und Sr. Königl. Hoheit dem Groſs-
g von Mecklenburg-Strelitz, geſchloſſen
Frankfurt den 18. *September* 1816.

zſammlung für die K. Preuſsiſchen Staaten.
Anfang 1818. p. 111-113.)

Namen der Allerheiligſten und untheilbaren Dreyeinigkeit.

S. M. der König von Preuſsen in Gefolge der zu
unter den verbündeten Mächten gepflogenen
ndlungen, bey der an Allerhöchſtdieſelben von
dem Kaiſer von Oeſterreich geſchehenen Abtre-
lerjenigen Diſtricte im ehemaligen Saar-Depar-
t, welche Sr. Kaiſerl. Königl. Apoſtoliſchen Ma-
durch den Artikel 51. der zu Wien am 9. Junius

1816 1815. geſchloſſenen Congreſs-Acte zugefallen w die Verbindlichkeit übernommen haben, die Anſp zu befriedigen, welche Sr. K. H. dem Groſsh von Mecklenburg-Strelitz nach den Artikeln 49. ur der gedachten Congreſs-Acte auf ein Gebiet von Bevölkerung von 10,000 Seelen auf dem linken R ufer zuſtehen, und Se. K. M. den Wunſch hegen, dieſer Verpflichtung zu entledigen, die wir Uebergabe der dazu, wie nachfolgt, beſtimmte ritorien aus gleichfalls im folgenden entha Gründen zur Zeit aber nicht angemeſſen erſche haben S. K. M. und S. K. H. in der Abſicht Zwiſchenzeit alle Rechte zu ſichern und feſtzu einen beſondern Vertrag hierüber einzugehen be ſen, und zu dieſem Ende Bevollmächtigte er nämlich:

S. M. der König von Preuſsen, den Fre Carl Wilhelm von Humboldt, Ihro Staatsmi Kammerherrn, Ritter des rothen Adlerordens, des Preuſsiſchen eiſernen Kreuzes erſter Claſſe, kreuz des Kaiſerl. Oeſterreichiſchen Leopolds- Ruſſiſchen St. Annen-, des Königl. Däniſchen D brog-Ordens, des Ordens des Verdienſtes der I ſchen Krone, des Groſsherzogl. Badiſchen Orde Treue, und des Groſsherzogl. Sachſen-Weimari Falken-Ordens;

Und S. K. H. der Groſsherzog von Meckle Strelitz, den Freiherrn Auguſt von Oertzen, Staatsminiſter, Ritter des rothen Adlerordens Claſſe;

Welche beide Bevollmächtigte nach Auswechs ihrer in gehöriger Gültigkeit und Richtigkeit l denen Vollmachten, nachſtehende Artikel mit ein verabredet und feſtgeſetzt haben.

Ceſſions par la Pruſſe.

ART. I. S. M. der König von Preuſsen tre Se. Königl. Hoheit den Groſsherzog von Meckle Strelitz die ehemaligen Cantone Cronenburg, R ſcheid und Schleyden, jedoch den erſtern mit Aus der Gemeinden Steffler und Schuler, den le mit Ausnahme der Gemeinde Wolfsſeiffen als d gen Diſtricte ab, welche nach der dieſem Ve angeſchloſſenen Deſignation, die erforderliche wohnerzahl enthalten. Dieſes Gebiet wird ve

I. Ihren Erben und Nachfolgern in vollem Eigen- 1816
n und mit allen Landeshoheitsrechten beſeſſen
den. Da jedoch daſſelbe ringsum vom Königl.
ſiſchen Gebiete umgeben iſt, und daher Lokal-
ältniſſe nothwendig machen können, bey der
immung der Grenzen deſſelben etwas auf einer
abzunehmen, oder auf einer andern hinzuzu-
; ſo behalten S. K. M. Sich ausdrücklich bey
lichen Ueberweiſung dieſe nähere Ausmitte-
nd Ausgleichung, jedoch dergeſtalt vor, daſs
geſicherte Seelenzahl unverändert und der Zu-
hang des Gebiets ungetrennt bleibe.

r. II. S. K. H. der Groſsherzog von Mecklen- Agni-
Strelitz nehmen dieſe Abtretung an, und erklä- tion de
hiermit förmlich, daſs S. M. der König durch G. D.
e, der gegen die durch die Artikel 49. und 50.
Congreſs-Acte und die Pariſer Verhandlungen
ommenen Verbindlichkeit vollkommen Genüge
. Auch ſoll dieſe Abtretung, ſo wie ſolche durch
genwärtigen Vertrag geſchieht, dieſelbe Wirkung
Gültigkeit haben, als wenn dieſelbe ausdrücklich
m Receſſe, welchem die hier zur Ausgleichung
erritorial-Angelegenheiten verſammleten Bevoll-
igten I. I. M. M. des Königs von Preuſsen, der
von Ruſsland und Oeſterreich und des Königs
roſsbritannien abſchlieſsen werden, aufgeführt
rin aufgenommen wäre.

r. III. Da Se. K. H. der Groſsherzog von Nouvel
enburg-Strelitz, weil die im Artikel 1. bezeichne- arrange-
rritorien völlig von Ihren alten Landen getrennt ment re-
eit davon entfernt ſind, ein anderes angemeſſe- ſervé.
und vortheilhafteres Abkommen zu treffen
ben, und S. M. der König von Preuſsen auch
ts da dieſes Gebiet ſchon zu Ihren Staaten ge-
d auch künftig völlig davon umſchloſſen bleibe,
Wunſch beytreten, und daher beide Theile
lb eine anderweitige Vereinbarung zu ſchlieſsen
t ſind, ſo wird die Ueberweiſung des im Ar-
genannten Gebiets an S. K. H. bis auf ſechs
e, längſtens bis auf ein Jahr von dem Tage
terſchrift der gegenwärtigen Uebereinkunft an,
geſetzt; S. K. H. leiſten auf das Recht, ſolche
alb dieſes Jahres fordern zu können, Verzicht;

S. M.

1816 S. M. der König hingegen verſprechen, dieſen Ablauf deſſelben, ſogleich geſchehen zu laſſ S. K. H. darauf antragen werden. Bis zur wir Ueberweiſung verbleibt das mehrgedachte Ge diglich und unverrückt, und ſo wie es ſi dabey befindet, bey der Preuſsiſchen Monarch alleiniges Eigenthum S. M. des Königs un Landeshoheit unterworfen, ſo daſs die im A paciscirte Abtretung bis dahin nur als eine ev anzuſehen iſt.

Reve- nus. ART. IV. Dagegen verſprechen S. M. der Sr. K. H. dem Groſsherzoge, von dem 1. M an, als an welchem Tage S. K. M. in den Gen jenigen Theile des Saar-Departemens gekomm mit welcher die aus den Artikeln 49. und 50. d greſs-Acte flieſsende Verbindlichkeit verkn die reinen nach Abzug der Ausgabe übrig blei Einkünfte zu gewähren und dieſelben Sr. K. der Ueberweiſung des Gebiets auszahlen zu Sollte in Gemäſsheit des Artikel 3. ein ande kommen getroffen werden, ſo wird man ſich i Art der Vergütigung dieſer entgangenen Ei beſondere gegenſeitig verſtehen. Für die Gew der Sr. K. H. für die Zeit vor dem 1. May 18 dem K. K. Oeſterreichiſchen und Königl. Bai Hofe zuſtehenden Einkünfte, verſprechen S. König Sich nicht nur auf das Kräftigſte zu ver ſondern auch dafür Sorge zu tragen, daſs auf jeden Fall hierin den andern im Artikel Wiener Congreſs-Acte genannten Fürſten gl ſtellt werden.

Com- merce, etappes. ART. V. Auf den Fall, daſs die im Artike bedungene Abtretung zur Vollziehung komme verſprechen beide hohe paciscirende Theile im Sich nach liberalen Grundſätzen und zum der beiderſeitigen Unterthanen über diejenige ſeitigen Beſtimmungen zu verſtehen, welche d delsverkehr, der Truppendurchzug und de jetzt zwiſchen den, in dieſem Fall alsdann ge Gebieten beſtehende Verband nothwendig und machen dürften.

Ratifi- cations. ART. VI. Gegenwärtiger Vertrag, welch Theile als nicht zu öffentlicher Kundwerdung

hen wollen, ſoll ratificirt werden, und die Aus- 1816
hſelung der Ratificationen binnen ſechs Wochen
Tage der Unterzeichnung an in Berlin geſchehen.
Zu Urkund deſſen haben beide Bevollmächtigte
gegenwärtigen Vertrag eigenhändig unterzeichnet
mit ihren Wappen beſiegelt.
eſchehen zu Frankfurt am Main den 18. Sept. 1816.

L.) Wilhelm *Freiherr* (L. S.) August von
von Humboldt. Oertzen.

Deſignation
von S. M. dem Könige von Preuſſen an S. K. H. Groſsherzog von Mecklenburg-Strelitz eventuell abgetretenen Gebiets.

n Canton Reiffenſcheid mit . 3,620 Einwohnern
n Canton Schleyden mit Ausnah-
der Gemeinde Wolfſeiffen mit 3,917 —
n Canton Cronnaburg mit Aus-
me der Gemeinde Steffler und
nler mit . . . . . 2,795 —
Summa 10,332 Einwohner

35.

ait du jugement prononcé en date du 16 Oct.
t. 1816. *par une commiſſion nommée par ouvernemens français et des Pays-Bas ois de Juin* 1816, *au ſujet des interêts des dettes de la Hollande* *).

intérêts de la dette d'Hollande qui n'auroient acquittés pour les ſemeſtres de Mars et de Septem-

*) Cette commiſſion a été compoſée de 7 membres, dont 2 nommés par le gouvernement français (baron Basquier et Brière de Surgy) 2 nommés par le Roi des Pays-Bas (général Fegel et de Bye) 2 neutres deſignés l'un par la France le marquis de Caſtel cicala ambaſſadeur des Deux-Siciles près la Cour de France l'autre par

1816 Septembre 1813 doivent être payés par le G
ment des Pays-Bas, et le remboursement que
vernement des Pays-Bas sera dans le cas d
la France des inscriptions de dettes des pay
à sa couronne et détachés de la France p
exigible sans deduction des rentes de la dett
lande arriérés sur les échéances de 1813."

36.

8 Nov. *Traité supplémentaire entre S. M. le Prusse et S. M. le Roi des Pays-Bas, le 8 Nov. 1816.*

(*Gesetzsammlung für die Königl. Preuss. S*
Anfang 1818. p. 128-137.)

Im Namen der heiligen und untheil
Dreieinigkeit!

Da S. M. der König von Preussen und S. M
nig der Niederlande, Grossherzog von Lu
in gemeinschaftlicher Uebereinstimmung mit l
dem Kaiser von Oesterreich, dem Könige des
ten Königreichs von Grossbritannien und Ir
dem Kaiser aller Reussen, in Erwägung, d
der König der Niederlande in seiner doppelt
schaft als König und als Grossherzog hand
Wunsch gehegt haben, den Artikeln und Stip
welche im Pariser Friedenstractat vom zwanzi

par le Roi des Pays-Bas (le général de W
ministre de Danemarc à Paris) et un comme
désigné par les deux commissaires neutres (
de Marialva ambassadeur d'Espagne). Le j
été prononcé le 16 Octobre 1815 à la majorit
contre 3 sur la question agitée dans la liquid
les Pays-Bas et la France laquelle des deux
aura à acquiter les intérêts de la dette d'Ho
les Semestres du 22 Mars et 22 Septembre n
lorsque les autorités françaises quittèrent l
au mois de Novembre 1813.

eintausend achthundert und funfzehn nicht 1816
s Königreich der Niederlande, sondern auch
sherzogthum Luxemburg betreffen, durch
sondern Tractat Folge zu geben; und da I. I.
Willens sind, diese Stipulationen auf alles das-
anzuwenden, was Ihr gegenseitiges Interesse
und die davon herrührenden Ausgleichungen
ligen, so haben Sie zu diesem Behuf zu Ihren
ächtigten ernannt, nämlich:

I. der König von Preussen, den Herrn Carl
n Freyherrn von Humboldt, Ihren Staats-Mi-
nd Cammerherrn Ritter des Königl. Preussi-
ssen rothen Adler- und eisernen Kreuzes-Or-
ster Classe, Grosskreuz des Oesterreichischen
s-, Russischen St. Annen-, Dänischen Danne-
Baierschen Kronen-Ordens, des Badenschen
der Treue, und des Sachsen-Weimarschen wei-
lken-Ordens,

S. M. der König der Niederlande, Grosherzog
xemburg, den Herrn Hans Christoph Ernest
rn von Gagern, Ihren ausserordentlichen Ge-
und bevollmächtigten Minister am Deutschen
tage und bei der freien Stadt Frankfurt, Com-
r des Königl. Belgischen Löwen-Ordens, Gross-
es Hessischen Löwen-Ordens, des Badischen
der Treue, und des Sachsen-Weimarschen
Falken-Ordens;

che nach Auswechselung ihrer in guter und
er Form befundenen Vollmachten, nachstehen-
kel abgeschlossen, unterzeichnet und festge-
ben.

I. S. M. der König der Niederlande, Gross- Limites entre les Pays-Bas et la France.
von Luxemburg, werden für Sich, Ihre Des-
en und Nachfolger mit vollem Eigenthum, und
er Landeshoheit und Oberherrlichkeit alle Di-
esitzen, welche im Jahre eintausend siebenhun-
d neunzig einen Theil des ehemaligen Bel-
des Bisthums Lüttich und des Herzogthums
n ausgemacht hatten, und durch den am zwan-
November eintausend achthundert und funfzehn
s abgeschlossenen Tractat, den alliirten Mäch-
n Frankreich abgetreten worden sind, so wie
ch denselben Tractat abgetretenen, mit den
Plätzen

1816 Plätzen Philippeville und Marienburg enclavirten biete. Als eine Folge dieſer Anordnung bleiben Grenzen der Königlich-Niederländiſchen und G herzoglich-Luxemburgiſchen Staaten, und die G zen Frankreichs, von der Nordſee an gerechnet, wie ſie durch den Pariſer Tractat vom dreiſsigſten eintauſend achthundert und vierzehn bis Quié gegenüber feſtgeſetzt worden ſind. Von Quié aus folgt die Scheidelinie den ehemaligen äuſsern G zen Belgiens, des ehemaligen Biſsthums Lüttich des Herzogthums Bouillon bis Villers ohnweit so wie dieſe Grenzen im Jahre eintauſend ſieben dert und neunzig beſtanden, mit Inbegriff der lität dieſer Länder und beſonders der Plätze un biete Philippeville und Marienburg, in Gem der Stipulationen des erſten Artikels des beſagten tats vom zwanzigſten November eintauſend ach dert und funfzehn, und ohne anders die König Niederländiſch- und Groſsherzoglich Luxemburgi Grenzen abzuändern, welche ſo wie ſie durch Wiener Tractat vom ein und dreiſsigſten Mai ei ſend achthundert und funfzehn feſtgeſetzt worden beibehalten werden ſollen. In allen übrigen Pu wird dieſer Wiener Tractat völlig beſtätigt.

Indemnités pecuniaires.

Art. II. Da ein Theil der Geld-Entſchädigun welche Seine Allerchriſtliche Majeſtät durch den ten Artikel des Pariſer Tractats vom zwanzigſten vember eintauſend achthundert und funfzehn zu len übernommen haben, kraft der zwiſchen den ten Mächten zu Paris getroffenen Ausgleichungen ſtimmt iſt, die Vertheidigungs-Linie der Frank angrenzenden Staaten zu verſtärken, ſo erhält der König der Niederlande, Groſsherzog von Lux burg zu dieſem Behuf die Summe von ſechszig lionen Franken.

S. M. der König der Niederlande, Groſsherzog Luxemburg verpflichten Sich, dieſe Summe auf zur Vertheidigung der Grenzen Ihrer Staaten nö gen Werke zu verwenden, und zwar in Gemäſs des zwiſchen den Verbündetnn, im Conferens-P tocoll Ihrer Miniſter vom ein und zwanzigſten Nov ber eintauſend achthundert und funfzehn, angen menen Syſtems und der deshalb getroffenen Ueber

ku

t. Beſagtes Protocoll iſt dem gegenwärtigen Trac- 1816
eigefügt worden, und ſoll dieſelbe Kraft und Gül-
it haben, als wenn es darin wörtlich mit aufge-
t wäre.

ART. III. Da S. M. der König der Niederlande, Renonciation à la participation à d'autres sommes.
herzog von Luxemburg, die Vortheile mit gutem
e anerkennen, welche ſowohl für den Zuwachs
die Vertheidigungsmittel Ihres Gebiets aus den
henden Anordnungen entſpringen, ſo entſa-
, gegen die im vierten Artikel des Pariſer Trac-
zwanzigſten November eintauſend achthun-
d funfzehn ſtipulirten Summen, dem Antheil,
Sie vermöge eines Entſchädigungsrechts An-
machen könnten, und welcher durch das
nz-Protocoll vom zwanzigſten November ein-
d achthundert und funfzehn auf die Total-Sum-
n ein und zwanzig Millionen zweihundert vier
ſechszig tauſend achthundert zwei und dreiſsig
n zwei und zwanzig und eine halbe Centime
ſetzt worden iſt. S. M. ſtimmt dem Grundſatz
daſs dieſer Antheil dazu diene, die Oeſterreichi-
und Preuſsiſchen Entſchädigungen zu vervoll-
gen, und in gleiche Theile unter beiden Mäch-
theilt werden.

ART. IV. Da der dritte Artikel des zu Wien, am Garnison der Luxembourg.
d zwanzigſten Mai eintauſend achthundert und
n abgeſchloſſenen Tractats, und der ſieben und
gſte Artikel der Wiener Congreſs-Acte beſtimmt
, daſs die Feſtung Luxemburg als deutſche Bun-
ung betrachtet werden ſollte, ſo wird dieſe Be-
ung durch gegenwärtige Convention aufrecht
n und ausdrüchlich beſtätigt.

wiſchen, da S. M. der König von Preuſsen
. M. der König der Niederlande, in der Eigen-
als Groſsherzog von Luxemburg, willens ſind,
rigen Beſtimmungen beſagter Artikel den durch
ariſer Tractat vom zwanzigſten November ein-
d achthundert und funfzehn vorgefallenen Ver-
ungen anzueignen und für die vereinigte Ver-
igung Ihrer reſpectiven Staaten auf die wirkſam-
t und Weiſe Sorge zu tragen; ſo ſind I. I. M.M.
ingekommen, in der Feſtung Luxemburg eine
nſchaftliche Beſatzung zu halten, ohne daſs
dieſe

1816 dieſe, blos und allein in militäriſcher Beziehu
troffenen Uebereinkunft der landesherrlichen R
S. M. des Königs der Niederlande, Groſsherzog
Luxemburg auf die Stadt und Feſtung Luxembu
geringſten Abbruch thun könne.

Gouverneur; commandant garnison de Luxembourg.

ART. V. S. M. der König der Niederlande,
herzog von Luxemburg, treten S. M. dem Kön
Preuſsen das Recht ab, den Gouverneur und
mandanten dieſes Platzes zu ernennen. Sie b
gen, daſs ſowohl die Beſatzung überhaupt a
Waffengattung insbeſondere in drei Viertheil
Preuſsiſchen und in einem Viertheil aus Nied
ſchen Truppen beſtehe, und entſagen alſo de
den ſieben und ſechszigſten Artikel der Wie
greſs-Acte Ihnen zugeſicherten ErnennungsR

Dieſe Truppen werden auf Koſten ihrer
ven Regierungen beſoldet und ausgerüſtet. E
ſoll es mit ihrer Verpflegung gehalten werden;
die Feſtung nicht in Belagerungszuſtand erkl
In dieſem Fall ſoll ſich die Beſatzung aus d
ſtungs-Magazinen verpflegen und ihr Provi
nach den im vierzehnten Artikel feſtgeſetzten G
ſätzen ergänzt werden.

Souveraineté reservée

ART. VI. Da das landesherrliche Recht in
ganzen Fülle S. M. dem König der Niederlande,
herzoge von Luxemburg als auch in dem g
übrigen Groſsherzogthum zuſteht, ſo verbleib
Juſtiz-Verwaltung, die Erhebung der Auflage
Abgaben jeder Art, ſo wie jeder andre Zweig d
vilverwaltung ausſchlieſslich in den Händen der
ten S. M., und der Gouverneur und Comm
ſollen ihnen, nöthigen Falls, Hülfe und B
leiſten.

Andrer Seits wird dem Gouverneur alle n
Macht und Gewalt ertheilt, um in Gemäſsheit
ihm auferlegten Verantwortlichkeit die freye un
abhängige Ausübung ſeiner Amts-Verrichtunge
ſichern. Die Civil- und Orts-Obrigkeiten ſoll
allem, was die Vertheidigung des Platzes be
ihm untergeordnet ſeyn.

Um indeſſen allem Streit zwiſchen der Militär-
Civil-Behörde vorzubeugen, werden S. M. der K
der Niederlande, Groſsherzog von Luxemburg, e

Sp

Commiſſarium ernennen, welcher zwiſchen 1816
verneur und den Civil-Behörden als Mittels-
nen, und in den Polizei-Angelegenheiten,
ſie mit den Militär-Verhältniſſen und der Ver-
ng des Platzes verbunden ſind, die Anwei-
vom beſagten Gouverneur erhalten ſoll.

Gouverneur kann ſeiner Seits zu demſelben
und ſtets in den ſo eben angezeigten Grenzen
wählen und abordnen; und dieſe beiden
ſollen eine gemiſchte Commiſſion bilden.

Im Fall eines Krieges, oder wenn eine oder
re beider Monarchien, der Preuſsiſchen oder
erländiſchen, mit einem Kriege bedroht, und
ng in Belagerungsſtand erklärt würde, ſoll
ht des Gouverneurs unumſchränkt ſeyn, und
dere Grenzen kennen, als die Vorſicht, das
men, und das Völkerrecht.
n endlich der deutſche Bundestag etwa ent-
ſollte, daſs die Bundes-Feſtungs-Gouverneurs
mmandanten der Feſtung Luxemburg den Eid
r von dem Bundestage entworfenen Formel

VII. Die Stärke der Luxemburgiſchen Bür- Garde bourgeoiſe.
s ſoll in Gemäſsheit des Königl. Niederländi-
eſetzes vom acht und zwanzigſten Juni Ein
l acht hundert und funfzehn, nach Abſchätzung
al-Bevölkerung der Stadt, im Verhältniſſe von
hundert ſtehen, und ſie kann in keinem Fall,
ter keinerley Benennung, dieſe Zahl über-
n. Sie ſoll nur dann die Wache beziehen,
keine Militär-Beſatzung in dem Orte liegt;
e aber nicht aufgefordert wird, zur Vertheidi-
r Feſtung hülfreiche Hand zu leiſten, ſoll ihr
vorzüglich bey Feuersbrünſten, ſich auf die
ng der öffentlichen Ruhe, und auf Sicherſtel-
er Beſitzungen ihrer Mitbürger beſchränken.
l daſs ſie einen ſolchen oder jeden anderen
ienſt verrichten muſs, ſoll ſie den Befehlen
unge-Gouverneurs unterworfen ſeyn, und ſie
ohne deſſen Einwilligung, ſich weder zu den
Uebungen noch zum wirklichen Dienſt ver-
). Da der Platz Luxemburg eine deutſche
Feſtung iſt, ſo wollen die hohen contrahiren-
den

1816 den Theile alle Anordnungen und Verfügungen vorläufig ausetzen, welche die Bundes-Versa für die Bürger-Garden in allen Bundes-Fes es sey überhaupt oder insbesondere in Bezug a von ihr zu verlangenden Eid, treffen möchte.

Cas de guerre. ART. VIII. Im eintretenden Kriegesfalle, o Falle eines nahe bevorstehenden Krieges, erford Pflicht und Verantwortlichkeit des Gouverneurs, er, für die zu treffenden Militär-Verfügungen, halb der Festung dieselbe Macht und Gewalt a mit welcher er im Innern des Platzes versehe Sollte er es in Friedenszeiten für nöthig halte trouillen anzuordnen oder Vorposten auszustell dürfen diese Truppen nicht das geringste re noch den Einwohnern zur Last fallen.

Garnison en tems de paix. ART. IX. Die Festungs-Besatzung, die u bar unter den Befehlen des Gouverneurs zu kommt, soll in Friedenszeiten aus sechs tausend bestehen. Indessen sind S. M. der König von Pr und S. M. der König der Niederlande, Grosh von Luxemburg, übereingekommen, für jetzt so lange die alliirten Truppen einen Theil Frank besetzt halten, Sich blos und allein auf vier t Mann zu beschränken, wovon drey tausend Preussen und eintausend von den Niederlande stellt werden.

Commandant d'artillerie et du genie; commission mixte. ART. X. S. M. der König der Niederlande, herzog von Luxemburg, bewilligen, dass der Artil Commandant und der Commandant des Ingen Corps in der Festung Luxemburg von Preuss nennt werden, jedoch mit dem Vorbehalte, da Ihrer Seits zwey Offiziere von derselben Waffen tung ernennen werden, welche S. M. besonders v wortlich bleiben. Die Befugnisse dieser vier Offi sind folgende:

Der Artillerie-Commandant hat die freye Dis tion über das Materiale. Er verfügt dessen Vertheil in Friedens- und dessen Gebrauch in Kriegszeit nur versteht sich, dass kein Stück von der Fes abgenommen werden darf. Es liegt ihm ebenfalls darauf zu sehen, dass das Materiale und die Mun nen in dem durch den Tractat stipulirten Zust sich befinden.

Niederländiſche Artillerie-Offizier wacht über 1816
altung und Unterhaltung des Materials. Da
hl der Feuerſchlünde, der Zuſtand der Laffeten
r zum Material gehörigen Gegenſtände, ſo wie
ntität der Munitionen, nach den Beſtimmun-
nwärtiger Convention feſtgeſetzt werden ſollen,
las darüber aufgenommene Verzeichniſs jenen
Offizieren zur Norm dienen. Der in Nieder-
en Dienſten ſtehende Offizier ſoll, von denen
hl des Artillerie-Commandanten aus dem
ſe und aus dem Magazin abzuliefernden
laden, Nachweiſungen und Verzeichniſſe er-
und über dieſelben Gegenſtände die Controlle

in Niederländiſchen Dienſten ſtehende Com-
t des Ingenieur-Corps und der Ingenieur,
beide die Pflicht, auf Erhaltung der Werke zu
und verabreden gemeinſchaftlich, die nöthig
nen Reparaturen und neuen Bauten. Sind
ſe Arbeiten einmal beſtellt, ſo entwirft der
ıdant des Ingenieur-Corps allein den umſtänd-
lan dazu, und leitet die Ausführung. Wird
die in den Niederlanden übliche Verfahrungs-
lich der Zuſchlag der öffentlichen Arbeiten an
ıdeſtfordernden, nicht angenommen, ſo muſs
lerländiſche Ingenieur bey den mit den Un-
ern oder den Arbeitern abzuſchlieſsenden Ver-
ıit zugezogen werden.

stwa entſtehende Streitigkeiten ſollen, unter
ung des Gouverneurs, durch eine gemiſchte
ion entſchieden werden.

ı. auf die Reparaturen und die fortlaufende
tung der Werke ſich beziehenden Verfügungen,
en Beſtimmungen des dreyzehnten Artikels
n geringſten Abbruch thun, da dieſe lediglich
n erſten Plan der Feſtungswerke überhaupt,
die Aufſicht über dieſe Arbeiten, nach ihrer
ıng, Bezug haben.

XI. Der Preuſsiſche Theil der Beſatzung Culte de la garnison.
freye Ausübung des Gottesdienſtes genieſsen,
Stadt ihm auf Verlangen des Gouverneurs
ſchickliches Local anweiſen.

ART.

1816 Milice pour renfort.

Art. XII. Da die hohen contrahirenden für nöthig gehalten haben, den Feſtungs-Gouv in Stand zu ſetzen, nach Erforderung der Um die Beſatzung ohnverzüglich zu verſtärken, ſo den der Feſtung zunächſt liegenden Bezirken Monarchien eine Landmiliz von acht tauſend gebildet werden, nämlich ſechs tauſend für Pr und zwey tauſend für die Niederlande, dam Gouverneur in jedem Augenblick darüber ve könne. Dieſe Miliz ſoll von beiden Seiten aus baren, geübten und wohlbewaffneten Leuten be

Die von den Niederlanden zu ſtellenden zw ſend Mann, ſollen der Dispoſition des Militär verneurs der Feſtung Luxemburg unmittelbar laſſen werden, ſobald der in Niederländiſchen ſten ſtehende, in dem Groſsherzogthum Lux commandirende General von ihm deshalb r worden. Gedachter General ſoll mit der even Ordre dieſe Maasregeln zu bewerkſtelligen je verſehen ſeyn.

Retabliſſement des fortifications.

Art. XIII. Man wird ſich unverzüglich n gänzlichen und vollkommenen Wiederherſtelli Feſtungswerke beſchäftigen. Die Preuſsiſche u Niederländiſche Regierungen verpflichten ſich, innerhalb der Friſt zu beendigen, welche im Tractat vom zwanzigſten November ein tauſen hundert und funfzehn, für die Beſetzung eines Frankreichs durch die allirte Armee angenomm den iſt. Nach dieſer Wiederherſtellung ſoll ei mäſsiger Plan entworfen werden, um die U tung der Feſtungswerke zu ſichern. Die na ſem Plan beſchloſſenen und von beiden Regi genehmigten Arbeiten, ſollen unter der Leit Gouverneurs mit Zuziehung eines Commiſſä des Königs der Niederlande, Groſsherzogs von burg, ausgeführt werden.

Die zu dieſen Arbeiten nöthigen Gelde einer unter der Leitung des Gouverneurs geſte miſchten Commiſſion ausgehändiget werden. Commiſſion ſoll gleichmäſsig über die auf bei beiten verwendeten Summen quittiren, un Arbeiten ſollen bey jedem jährlichen Rechnu ſchluſs von einem Preuſsiſchen und von ein derländiſchen Offizier revidirt werden.

XIV. Die zur Verpflegung und für die La- 1816
nforderliche Verproviantirung des Platzes mufs Approvi-
n tauſend Mann und auf ein Jahr geſichert visionnement.
. Aber um dieſe Laſt durch Theilung, und
ckſicht auf die Beſetzungszeit eines Theils
che zu erleichtern, wird man ſich vor der
rauf einſchränken, eine Verproviantirung für
ſend Mann zu ſichern. In jedem Jahre wird
proviantirung für tauſend Mann erhöhet, ſo
n Verlauf von vier Jahren ſelbige für zehn
Mann vollſtändig ſeyn wird.

Verſorgung mit Munitionsgegenſtänden jeder
der Gröſse des Platzes, und der Stärke der
g in Kriegszeiten angemeſſen ſeyn.

XV. Damit der Feſtungsdienſt durch den Fond de
n den nöthigen Fonds niemals unterbrochen dotation
könne, ſoll ein jährlich zu erlegender Dotations-
chtet, darüber eine genaue Verrechnung ge-
nd am Ende eines jedes Jahrs beiden Regie-
echenſchaft abgelegt werden. Dieſer Fond
leich zur Gehaltszahlung derjenigen Beamten,
wie z. B. die Magazin- und Wall-Inſpectoren
e, eigentlich nicht zur Beſatzung, ſondern
ng ſelbſt gehören; imgleichen zur Beſtreitung
nkoſten und ähnlichen andern Ausgaben.

XVI. Da der Platz Luxemburg eine deutſche Con-
ſtung iſt, und folglich den Preuſsiſchen und cours
diſchen Regierungen nicht die Verbindlich- aux
muthet werden kann, ſie zur allgemeinen frais par
gung ausſchlieſslich auf ihre Koſten zu un- la con-
, ſo wird die Entſcheidung der Frage, ihren féd.
. betreffend, unter den in den vorhergehen- germ.
eln ſpecificirten Modificationen den Verhand-
es Bundestages ausdrücklich vorbehalten.

XVII. Der reſp. Zolldienſt darf nicht durch Exemption de
urchzüge geſtört oder unterbrochen werden. douanes
pirungs- und Montirungsſtücke, ſo wie die
er Preuſsiſchen Beſatzung der Feſtung Luxem-
ligen oder den durchziehenden Truppen zu-
, Gegenſtände ſollen von aller Ein- und Aus-
abe frey ſeyn; es mufs aber durch die com-
Behörden gehörig beglaubigt werden, daſs

1816 ſie beſagtem Gebrauch gewidmet ſind oder da
das Eigenthum gedachter Truppen ausmachen.

Fran-chiſe de port. ART. XVIII. Der Preuſsiſche Theil der Beſ
ſoll auf den Trierſchen und Sarrebrückſchen
ten die Portofreyheit genieſsen. Was die Sper
auf den Groſsherzoglich-Luxemburgiſchen Heerſ
betrifft, ſo ſollen bey den Barrieren, welch
Staat gehören, und nicht Communal- oder
Eigenthum ſind, die Militärperſonen von der P
ſchen Beſatzung dieſelben Vortheile genieſsen
Niederländiſchen, und in einer Entfernung vo
Meilen um den Platz, wenn ſie ſich in Unifor
gen, immer ſo angeſehen werden, als wären
Dienſt.

Etappes. ART. XIX. Die hohen contrahirenden Th
halten ſich vor, unverzüglich und ſpäteſtens i
monathlicher Friſt, vom Tage der Ratification
wärtigen Tractats an gerechnet, über die Militärſ
in ihren reſp. Staaten eine Separat-Conventio
zuſchlieſsen. Unterdeſſen bewilligen ſie proviſ
daſs die nach Luxemburg gehenden oder von
Feſtung kommenden Preuſsiſchen Truppen, imgl
diejenigen Truppen, welche zu dem in Fran
ſtationirten Armee-Corps gehören, oder zu dem
beſtimmt ſind, der von Grevemachern aus nach L
burg und von dort nach den Franzöſiſchen G
gegenwärtig beſtehenden Militärſtraſse ſich bed
und daſs die für die Bataillone im Solde des
reichs der Niederlande beſtimmten Schweizer
und Deutſchen Recruten die Straſse von Coblen
Lüttich und Maſtricht einſchlagen. Alles da
was auf die Preiſe und auf die Bezahlung der
Truppen zu leiſtenden Lieferungen Bezug ha
die Anwendung der Beſtimmungen und Bedin
der künftigen Convention erhalten, und ſelbig
zurückwirkende Kraft in dieſer Hinſicht haben.

Confir-mation des trai-tés. ART. XX. Der mit S. M. dem Könige der N
lande, Groſsherzog von Luxemburg, zu Wien a
und dreyſsigſten Mai Ein Tauſend achthundert
funfzehn abgeſchloſſene Tractat, imgleichen all
Intereſſe S. M. betreffende oder mit Ihnen ſtip
Artikel der Wiener Congreſs-Acte vom neunte
Ein Tauſend achthundert und funfzehn, werd

den Puncten und in allen den Beſtimmungen, 1816
s durch gegenwärtige Convention nicht ausdrück-
ıgeändert worden ſind, beſtätiget.

T. XXI. Gegenwärtige Convention ſoll ratifi- Ratifica-
nd die Ratifications-Urkunden innerhalb zweier tion.
n, oder früher, wenn es geſchehen kann, aus-
hſelt werden.

deſſen Urkund haben die reſp. Bevollmächtig-
ige unterzeichnet und mit ihrem Wappenſie-
hen.

chen zu Frankfurt am Main, den achten No-
, im Jahre Chriſti Ein Tauſend achthundert
hn.

(L. S.) *Baron* VON HUMBOLDT.

(L. S.) *Baron* VON GAGERN.

37.

le réunion des royaumes de Naple et de Sicile, ſignée le 12 Déc. 1815. 12 Déc.

ie Zeiten von Voss. B. 52. p. 273-282.)

Vereinigungsacte.

and I., von Gottes Gnaden König des Königeider Sicilien etc.

m der Wiener Congreſs, in der feierlichen elcher Europa die Wiederherſtellung der Geeit und des Friedens verdankt, die Rechteit unſerer Krone beſtätigend, Uns und Unſerer nd Nachfolger, als König des Königreichs beilien anerkannt, So wollen Wir nach erfolgter ion dieſer Acte, von allen Mächten, ſolche, it ſie Uns betrifft, völlig in Wirkſamkeit ſetzen, ben beſchloſſen, durch ein immerwährendes etz, folgende Verfügungen anzuordnen und zen:

I. Unſere ſämmtlichen Königlichen Staaten, Réunion des deux royaumes.
nd jenſeits der Meerenge, ſollen das Königider Sicilien ausmachen.

1816 Titre. ART. II. Der Titel, welchen Wir, von d puncte der Bekanntmachung des gegenwärti ſetzes an, annehmen, iſt folgender: Ferdinand Gottes Gnaden König des Reichs beider Sicili Jeruſalem etc., Infant von Spanien, Herzog v ma, Piacenza, Caſtro etc. Groſs-Erbprinz v cana etc.

Expedition des actes. ART. III. Alle Acten, welche von Uns au oder, in Unſerm Königlichen Namen, von den beamten in Unſerm Königreiche beider Sicili gefertigt werden, ſollen im Eingange, den in ſtehenden Artikel ausgeſprochenen Titel führe

Nouveaux pleinspouvoirs p. l. miniſtres et agens. ART. IV. Die in den Händen Unſerer Bo ter, Miniſter und andern Agenten, bey den a gen Mächten befindlichen Vollmachten und ſollen unverzüglich zurückgenommen, und gegen andere, nach Inhalt des zweiten Artik zufertigende, ausgewechſelt werden.

Succeſſion. ART. V. Die Thronfolge im Königreich b cilien, bleibt auf ewige Zeiten, durch das October 1759 zu Neapel promulgirte Geſetz, erlauchten Vaters Carls III. regulirt.

Chancellerie royale. ART. VI. Wir errichten eine allgemeine des Königreichs beider Sicilien; welche ſich Ort Unſrer gewöhnlichen Reſidenz befinde worin einer Unſrer Miniſter-Staatsſecretäre, Titel: Miniſter-Canzler des Königreichs bei lien, den Vorſitz führen wird.

Ses attributs. ART. VII. In dieſer allgemeinen Canzley Protocoll über alle von Uns erlaſſenen Geſe Decrete, geführt; und werden dieſe Geſetze crete ſelbſt darin aufbewahrt werden.

Miniſtre Chancellier. ART. VIII. Der Miniſter-Canzler wird all ſern Geſetzen und Decreten Unſer Königlich gel beifügen, und Unſere Unterſchrift in d vidimiren und contraſigniren. Derſelbe iſt m dung aller Unſrer Geſetze und Decrete an ſä beſtehenden Behörden im Königreiche beider beauftragt, und hat für deren Bekanntmach Sammlung zu ſorgen.

Conſeil de Chancellier. ART. IX. Aufserdem ſoll ſich in dieſer nen Canzley, ein Rath, zur Erörterung und

der wichtigen Staatsgeſchäfte, bevor ſie von 1816
Miniſtern, zu Unſrer allerhöchſten Entſcheidung,
ſern Staatsrath gebracht werden, befinden, und
Namen: Oberſter Canzleyrath führen. Der Mi-
-Canzler iſt Präſident deſſelben.

r. X. Ein beſonderes Geſetz wird die innere Organi-
lation der allgemeinen Canzley beſtimmen, und ſation.
ibute des Miniſter-Canzlers, und des oberſten
thes feſtſetzen. Wir wollen und befehlen:
s Unſer, von Uns unterzeichnetes, von Un-
he und Miniſter-Staatsſecretär in Gnaden-
tizſachen vidimirtes, mit Unſerm groſsen
verſehenes, von Unſerm Rathe und Mi-
Staatsſecretär-Canzler contraſignirtes, und
r allgemeinen Canzley des Königreichs bei-
lien regiſtrirtes und aufbewahrtes Geſetz, im
Umfange des beſagten Königreichs mit den
lichen Feierlichkeiten, durch die betreffenden
n bekannt gemacht werde; welche ein Pro-
arüber aufzunehmen und die Vollziehung des-
u ſichern haben.
ſer Miniſter-Canzler des Königreichs beider
, iſt beſonders beauftragt, für Bekanntmachung
en zu ſorgen.
ſerta, den 12ten Decbr. 1816.

Unterzeichnet: FERDINAND.

Der Miniſter-Staatsſecretär in Gnaden- und Juſtizſachen.
MARCHESE TOMASI.

Der Miniſter-Staatsſecretär-Canzler.
TOMASO DI SOMMA.

Organiſationsacte.

nand I. von Gottes Gnaden König des König-
beider Sicilien etc.
en Wir, die von Uns und den Monarchen,
erlauchten Vorfahren, Unſern vielgeliebten Si-
n verliehenen Privilegien, mit der Einheit
der

1816 der politiſchen Inſtitution, vereinbaren wollen, w
che das öffentliche Recht Unſers Königreichs beid
Sicilien bilden ſollen; ſo haben Wir, durch gegen
wärtiges Geſetz ſanctionirt und ſanctioniren was fol

Art. I. Sämmtliche Civil- und geiſtliche Aem
und Stellen Siciliens, jenſeits der Meerenge, ſo
nach dem Inhalte der Capitularien, der Monarc
Unſerer Vorfahren, ausſchlieſsend und Sicilianern ve
hen werden; ohne daſs die übrigen Unterthanen U
Königlichen Staaten, diesſeits der Meerenge, jen
darauf Anſpruch machen können; gleichwie die
lianer, auf die Civil- und geiſtlichen Aemter
Stellen, in obgedachten Unſern andern Königl
Staaten, keinen Anſpruch zu machen haben.
erwähnten ausſchlieſsenden Rechten, zu Gunſt
Sicilianer begreifen wir auch das Erzbisthum vo
lermo; obwohl daſselbe in dem groſsen, von Un
erlauchten Vater, Carl III. demſelben ertheilten P
legium dem allerhöchſten Gutbefinden vorbehalten

Art. II. Unſre Unterthanen von Sicilien, jen
der Meerenge, ſollen, in Verhältniſs der Bevölker
dieſer Inſel, zu allen groſsen Staatsämtern, Un
Königreichs beider Sicilien zugelaſſen werden.
dieſe den vierten Theil der geſammten Bevölke
aller Unſrer Königlichen Staaten ausmacht; ſo
Unſer Staatsrath zum vierten Theil aus Sicilian
und für die übrigen drei Theile aus Unterthanen
ſerer andern Königlichen Staaten, beſtehen. Das
Verhältniſs ſoll auch in Hinſicht der Aemter U
Miniſter und Staatsſecretäre, der oberſten Aemter
ſers Königlichen Hofes und der Stellen Unſrer D
ſentanten und Agenten bey auswärtigen Mä
beobachtet werden.

Art. III. Anſtatt der zwei Sicilianiſchen Co
tatoren, welche nach Verwilligung Unſers erlauc
Vaters, Mitglieder der vormaligen Giunta von Sic
waren, ſoll immer eine, dem im vorhergehenden
tikel angedeuteten Verhältniſſe angemeſſene Zahl
Sicilianiſchen Räthen, in dem oberſten Canzleyc
des Königreichs beider Sicilien ſich befinden.

Art. IV. Die Stellen Unſrer Land- und Seem
und die Unſers Königlichen Hauſes, ſollen ohne
terſch

ied, allen Unſern Unterthanen, aus was immer 1816
nem Unſrer Königl. Staaten verliehen werden.

RT. V. Die Regierung des ganzen Königreichs
r Sicilien, wird ſtets bey Uns verbleiben. Wenn
n Sicilien reſidiren, werden wir in Unſern Staa-
ieſſeits der Meerenge, einen Königlichen Prin-
nſrer Familie, oder eine andere vornehme Per-
welche Wir aus Unſern Unterthanen erwählen,
m Statthalter laſſen. Iſt es ein Königlicher
ſo ſoll er einen Unſrer Staatsminiſter bey ſich
welcher die Correſpondenz mit den bey Uns
chen Miniſterien und Staatsſecretariaten führen,
ſserdem noch zwei oder mehrere Directoren
h haben wird; welche in denjenigen Abthei-
beſagter Miniſterien und Staatsſecretariate, den
führen ſollen, die Wir zur Localregierung jenes
Unſrer Königlichen Staaten, an Ort und Stelle
en, für nothwendig erachten werden. Iſt es
öniglicher Prinz, ſo ſoll der Statthalter ſelbſt
m Character eines Miniſters und Staatsſecretärs
det ſeyn; ſelbſt mit den bey Uns befindlichen
erien und Staatsſecretariaten correſpondiren, und
eldete zwei oder mehrere Directoren, zu dem
ſten Zwecke bey ſich haben.

RT. VI. Wenn Wir in Unſern Staaten diesſeits
eerenge reſidiren, ſo ſoll auf gleiche Weiſe
niglicher Prinz Unſerer Familie, oder eine an-
rnehme Perſon, welche Wir aus Unſern Unter-
erwählen, als Unſer Statthalter in Sicilien ſich
en. Iſt es ein Königlicher Prinz, ſo ſoll er
ſalls einen Unſrer Staatsminiſter bey ſich haben,
er die Correſpondenz mit den bey Uns befind-
Miniſterien und Staatsſecretariaten führen, und
ſem noch zwei, oder mehrere Directoren bey
ben wird; welche in denjenigen Abtheilungen
r Miniſterien und Staatsſecretariate den Vorſitz
ſollen, die Wir in Sicilien zurück zu laſſen
thig erachten werden. Iſt es kein Königlicher
ſo ſoll der Statthalter von Sicilien ſelbſt, mit
haracter eines Miniſters und Staatsſecretärs be-
ſeyn; ſelbſt mit den bey Uns befindlichen Mi-
n und Staatsſecretariaten correſpondirenden,
und

1816 und obbemeldete zwei oder mehrere Directoren dem erwähnten Zwecke bey ſich haben.

ART. VII. Gedachte Directoren ſollen, ſowol erſten als im zweyten Fall, aus Unſern Unterth von was immer für einem Theil Unſerer Königl Staaten, gewählt werden; ſo wie es, in Hinſic Sicilien, für die ehemaligen Aemter des Konſul des Konſervators und des Secretärs der Regie feſt geſetzt war; an deren Stelle eigentlich obge Directoren treten.

ART. VIII. Die Rechtsſachen der Sicilianer w fortwährend, auch in letzter Appelationsinſtanz, den ſicilianiſchen Gerichten entſchieden werden. zufolge, ſoll, in Sicilien ein oberſter Juſtizhof tet werden; welcher über alle Gerichtsſtellen Inſel erhaben, und von der oberſten Juſtizſtelle, Staaten dieſſeits der Meerenge, unabhängig iſt; ſo letztere von jenem in Sicilien unabhängig ſeyn wenn Wir Uns auf dieſer Inſel aufhalten. Die niſation, dieſer beiden oberſten Gerichtshöfe, durch ein beſonderes Geſetz, beſtimmt werden.

ART. IX. Die Abſchaffung des Fundalismus, cilien, iſt beybehalten; ſo wie auch in Unſern a Staaten, dieſſeits der Meerenge.

ART. X. Der Antheil Siciliens, an den pe nenten Staatsausgaben wird jedes Jahr von Un ſtimmt und vertheilt werden; kann aber jährlich Summe von 1,847,687 Unzen und 20 Tari, wi als actives Einkommen von Sicilien, im Jahr vom Parlament feſtgeſetzt wurde, nicht überſte Eine gröſsere Summe, welche ſie auch immer kann, ohne Bewilligung des Parlaments, nicht erlegt werden.

ART. XI. Von vorbeſagtem Antheile, ſollen lich nicht weniger, als 150,000 Unzen, zum V abgezogen, und zu Bezahlung der unverzinsli Schulden, und der Zinsrückſtände der verzinsli Schulden von Sicilien, verwandt werden. Bis gänzliche Tilgung erfolgt iſt, bleibt jährlich die Summe, als Amortiſationsfond der Sicilianiſchen S ſchuld, beſtimmt.

. XII. So lange, bis das allgemeine Syſtem 1816
vil-Juſtizadminiſtration, Unſers Königreichs
Sicilien, promulgirt ſeyn wird, ſollen alle Ju-
nd Adminiſtrationsgeſchäfte denſelben Gang,
her, fortgehen.

wollen und befehlen, daſs dieſes Unſer, von
terzeichnetes, von Unſerm Rathe und Miniſter
cretär, in Gnaden- und Juſtizſachen, vidi-
mit Unſerm groſsen Inſiegel verſehenes, von
Rath und Miniſter-Staatsſecretär-Kanzler
gnirtes, und in Unſerer allgemeinen Kanzeley,
nigreichs beider Sicilien regiſtrirtes und auf-
es Geſetz, im ganzen Umfange des beſagten
ichs, mit den gewöhnlichen Feyerlichkeiten,
die betreffenden Behörden, bekannt gemacht
welche ein Protocoll darüber aufzunehmen
Vollziehung deſſelben zu ſichern haben.

r Miniſter-Kanzler, des Königreichs beider
, iſt beſonders beauftragt, für Bekanntmachung
n zu ſorgen.

rta, den 12ten Dec. 1816.

(*Unterz.*) FERDINAND.

er Miniſter-Staatsſecretär, in Gnadenſachen,

MARCHESE TOMASI.

Der Miniſter-Staatsſecretär-Kanzler,

TOMASO DI SOMMA.

38.

1808 26 Apr. *Cartels et Conventions diverſes pour l'extradition des deſerteurs et l'arreſtation des vagabonds* 1808 — 1818 *).

I.

Convention entre l'Autriche et la Ruſſie pour l'extradition des deſerteurs.

Kaiſerlich Oeſterreichiſches Edict enthaltend die zwiſchen Ruſsland und Oeſterreich, zu Wien den 26ten April 1808, geſchloſſene Kartel-Convention.

Zwiſchen S. K. K. Apoſtl. Maj. und S. M. dem Kai und Selbſtherrſcher aller Reuſſen iſt folgender Sta vertrag zu Stande gekommen.

Wir Franz der Erſte, von Gottes Gnaden, Kai von Oeſterreich, König zu Jeruſalem, zu Ungar Böhmen, Dalmazien, Kroazien, Sclavonien, Galiz und Lodomerien; Erzherzog zu Oeſterreich; Her zu Lothringen, zu Salzburg, zu Würzburg und Franken; Groſsherzog zu Krakau; Groſsfürſt in S benbürgen; Herzog zu Steyern, Kärnthen und Kra Ober- und Niederſchleſien; Fürſt zu Berchtoldsgad und Mergentheim; gefürſteter Graf zu Habsburg

Da wir mit S. M. dem Kaiſer aller Reuſſen, Befeſtigung des zwiſchen beiden Kaiſerhöfen glück beſtehenden Freundſchafts-Verbandes und guten E vernehmens, und um der ſchädlichen Deſertion v beiderſeitigen Truppen möglichſt vorzubeugen, ei gemei

*) Pluſieurs conventions de ce genre ont déjà été donn dans les volumes précedens

1808. 7 Mai Conv. entre l'Autr. et la Ruſſie, extrait imparfait S. V. p.

1808 21 Oct. Conv. entre la Ruſſie et la Saxe S. V. p. 153.

1809. 25 Mai. Conv. entre la Saxe et la Weſtphalie S. V. p. 189.

1810. 6 Nov. Conv. entre le G. D. de Heſſe et la Weſtphalie S. V. p.

1811. 14 Mai. Conv. ent. la Pr. et le Weſtph. ſ. l'extr. d Vagab. S.V p.

1812 10 Mai. Conv. entre la France et la Pruſſe ſ. l. deſerteurs. S.V. p.

**) La ſubſtance de cet édit a déjà été donnée Su T. V. p. 74.

ſchaftliche Uebereinkunft zur wechſelſeitigen 1808
erung der Deſerteurs getroffen haben; ſo iſt
Ville, daſs die darüber abgeſchloſſene Kartelsation zur allgemeinen Kenntniſs gelange, und gegenwärtiges Edict die wechſelſeitig eingegangenen Verbindlichkeiten in nachſtehenden Paragraphen
Unterthanen zur genaueſten Befolgung bekannt
t werden.

Alle Unſere Civil- und Militär-Gouverneurs, aber die Commandanten der längs Unſern aufgeſtellten Militärpoſten werden angewieſen, ſorgfältigſten Aufmerkſamkeit darüber zu , daſs kein Deſerteur von den Armeen Ihrer Kaiſerl. Majeſtät die Grenze überſchreiten, den dieſſeitigen Staaten Schutz und Zuflucht könne.

. Dieſemzufolge ſoll jede Militärperſon ohne Ausnahme, ſie ſey von der Infanterie, Kavalder Artillerie, vom Fuhrweſen oder von irgend andern Militär-Branche der Kaiſerl. Ruſſiſchen n, welche Unſer Gebiet betreten, oder ſich nſelben befinden würde, ohne mit einem Paſſe er und gehöriger Form verſehen zu ſeyn, auf lle arretirt werden, und deren Auslieferung mit , Pferden, Kleidung, Rüſtungsſtücken, oder an ſonſt bey ihr finden, oder ſie anderwärts in rung gegeben haben könnte, auch dann folgen, ein ſolcher Deſerteur nicht eigends reklamirt ſollte. Wäre ein ſolches Individuum früher n Truppen eines andern Souverains oder eines Staates, mit welchem Wir Kartel haben, ent, ſo iſt dieſer Deſerteur nichts deſtoweniger gen Armee zurückzuſtellen, von welcher er entwichen iſt.

Sollte es ſich, ungeachtet dieſer Vorſichtsegeln ereignen, daſs es einem ſolchen Deſerteur e, ſich heimlich in Unſere Staaten einzuſchlei- oder der Wachſamkeit Unſerer Vorgeſetzten Verkleidung, oder durch Vorweiſung falſcher zu hintergehen, und ſelbſt wenn er ſich an Orte, in einer Stadt oder einem Dorfe Unſeres anſäſſig gemacht hätte, ſoll derſelbe nichts eniger zurückgegeben und ausgeliefert werden,

ſobald

1808 ſobald er erkannt oder durch die Commando Ruſſ. Kaiſ. Maj. reklamirt wird.

§. 4. Von dieſer Zurückſtellung ſind ausgen die Deſerteurs von der Armee Sr. Ruſſiſch. K welche in Unſeren Staaten geboren ſind, ind ſchen den beiden Mächten die gegenſeitige U kunft getroffen worden iſt, daſs keine derſell bunden ſeyn ſoll, Ihre eigenen Unterthanen liefern, welche, nachdem ſie bey den Trup anderen Macht gedient haben, durch Entw in das Gebiet ihres natürlichen Souverains kehren würden.

§. 5. Da Wir ferner mit S. M. dem Kai Reuſſen übereingekommen ſind, die Verpflegu Deſerteurs von dem Augenblicke ſeiner Verha bis zu jenem der Zurückſtellung, auf täglich 4 (4 Kopecken) nebſt dem Brod, oder 4 Kreutz pecken) ſtatt des Brodes feſtzuſetzen, und Pferd täglich 6 Pfund Haber, und 10 Pfu Oeſterreichiſchen Gewichts, nebſt dem nöthige ſtroh auszumeſſen; ſo iſt der diesfällige Koſt in gangbarer Münze zu bezahlen, für die N aber der laufende Marktpreis der, dem Orte, Deſerteur ausgeliefert wird, zunächſt liegend anzunehmen. Die Zahlung dieſer Unkoſten Uebergabe des Deſerteurs und des Pferdes zu ge Da Deſerteurs keine geſetzliche Schulden können, ſo kann auch von deren Bezahlung Rede ſeyn.

§. 6. Es wird weiters demjenigen, welch Deſerteur anzeigt, oder einbringt, gegenſei Belohnung in Gelde (Kaglia) zugeſtanden, n 12 Gulden oder 7 Rubeln, 20 Kopecken für ein zu Fuſs, und 18 Gulden oder 10 Rubeln, 80 K für einen Kavalleriſten mit dem Pferde, inde auf eine feſtbeſtimmte Art den Rubel zu Kreuzer Oeſterreichiſcher Währung annimmt verſtanden, daſs die Koſten der Fütterung t Transports in dieſe Summe mit eingerechnet müſſen. Auſser den Verpflegungskoſten u Kaglia kann unter keinem Vorwande etwas werden, und in dem Falle, daſs der Deſert Unwiſſenheit ſchon bey den Truppen jener

he ihn zurückzuſtellen hat, in Dienſte genom- 1808
worden wäre, ſollen nur jene Kleidungsſtücke
behalten werden, welche man ihm gegeben
Alles übrige wird ſo, wie der Deſerteur, dem-
n Corps, dem er angehört, oder denjenigen,
e zu deſſen Uebernahme abgeſchickt ſind, in
heit des 9ten §. zurückgeſtellt. Sollten ſich
den genauen Verhalt einer, bey der Requiſition
ſerteurs, angegebenen Thatſache Zweifel erge-
ſollen dieſe keineswegs zum Vorwande die-
n die Zurückſtellung des Deſerteurs zu ver-
n; ſondern um allem Irrthum vorzubeugen, iſt
n Militär- oder Civilbehörden ein Protocoll
hmen, ſolches mit dem Deſerteur zugleich
hicken, und eine Abſchrift davon der betref-
n Behörde Sr. M. aller Reuſsen zuzuſenden.

7. Hätte ſeit ſeiner Entweichung ein Deſer-
n dem Lande, wohin er ſich flüchtete, ein Ver-
n begangen, oder daran Theil genommen, ſo
nichts deſto weniger jener Macht zurückzuſtel-
welcher er angehört. Dieſe wird nach geſche-
Mittheilung aller auf ſein Verbrechen Bezug
nden Acten, ihn nach den Geſetzen aburthei-
d beſtrafen laſſen, zugleich aber den Urtheils-
dahin, wo das Verbrechen begangen worden,
ntniſs mittheilen.

. Ein jedes Detaſchement, welches zum Nach-
eines Deſerteurs abgeſchickt wird, hat auf den
n anzuhalten, dergeſtalt, daſs von dem Augen-
an, wo er ſolche überſchritten hat, derſelbe
rch einen oder zwei Mann, welche mit Paſs
rtouche verſehen ſeyn müſſen, bis zum näch-
t verfolgt werden könne, und die daſelbſt be-
e Militär- oder Civil-Behörde zu requiriren,
ann ſchuldig iſt, auf der Stelle Aſſiſtenz zu
um den in Frage ſtehenden Deſerteur zu ent-
, oder zu verhaften. Wird derſelbe wirklich
, durch die Parthei, von welcher er deſertirt
ezeigtem Orte arretirt, und nicht durch einen
Unterthanen eingebracht, ſo findet die Be-
g in Golde (Kaglia) nicht ſtatt.

Tritt der Fall einer ſolchen Auslieferung
hat der dieſſeitige Truppen-Commandant des
der

1808 der Grenze zunächſt befindlichen Poſtens je nächſten Kaiſerl Ruſſ. Grenz-Poſtens davon nachrichtigen. Iſt man über den Tag und die wo die Auslieferung vor ſich gehen ſoll, üt kommen, ſo werden die Deſerteurs durch e theilung unſerer Truppen, auf der an der beſtimmten Punkt, wo ſich an demſelben T zu derſelben Stunde auch das zur Uebernahm tragte Truppen-Detaſchement Sr. Ruſſ. Ka eingefunden haben wird, gebracht, und le gegen gehörige Beſcheinigung übergeben. D maudant Unſers Poſtens ſtellt ſeinerſeits dem C danten des Kaiſerl. Ruſſ. Poſtens eine Quittu die erfolgte Bezahlung der durch vorſtehende 6. §. feſtgeſetzten Koſten und Auslagen aus.

§. 10. Gleicherweiſe verordnen Wir, d Dienſtleute der Offiziers, welche nach einem genen Verbrechen in Unſerer Armee Dienſte oder auf Unſer Gebiet entweichen würden, langen arretirt und gegen Vergütung der in den rückſichtlich der Soldaten beſtimmten Verpf koſten ausgeliefert werden ſolle.

§. 11. Ein jeder Offizier Unſerer Armeen, ſich beigehen laſſen würde, entweder durch L Gewalt ein zu dem Kaiſerl. Ruſſ. Militär-Die höriges Individuum zur Deſertion zu verleite anzuwerben, ſoll mit zwey monatlichem Ar ſtraft werden.

§. 12. Eben ſo ſoll auch ein jeder Offizier, zur Verhehlung eines Ruſſiſchen Deſerteurs be ſeine Entweichung befördern, oder ihn in abwärts liegende Provinzen verſchaffen ſollt einem Arreſte von zwey Monaten beſtraft Jedes andere Individuum, welcher ſich deſſelb gehens ſchuldig macht, wird nach ſeinem Stan weder zu einer körperlichen oder zu einer G verurtheilt.

§. 13. Allen Unſern Unterthanen iſt es un von Ruſſiſchen Deſerteurs irgend etwas von Kle oder Rüſtungsſtücken, Pferden, Waffen, u. d kaufen. Dieſe Effecten ſind überall, wo i findet, als geſtohlenes Gut wegzunehmen, ur Regiment zurückzuſtellen, von welchem der D

ent

chen iſt. Derjenige, welcher ſie gekauft hat, 1808
auf keine Entſchädigung Anſpruch machen, und
ſie nicht in Natur wieder gefunden werden, ſo
er Käufer den Werth derſelben in gangbarer
e zu erſtatten, in jedem Falle aber auch noch
Uebertretung des gegenwärtigen Verbothes einer
zu unterliegen.

14. Und da Se. M. der Kaiſer aller Reuſſen mit
bereingekommen ſind, zu gleicher Zeit in allen
Staaten ein Edict gleichen Inhalts publiciren
; ſo befehlen Wir Unſern Civil-Gouverneurs
ilitär-Commandanten, gegenwärtiges Edict
wo es vonnöthen iſt, publiciren und anſchla-
laſſen, damit niemand ſich dieſsfalls mit Un-
heit entſchuldigen könne. Gleicher Weiſe be-
Wir Unſern Militär- und Civil-Beamten, und
n Vorgeſetzten, darauf zu halten, damit das-
nach ſeinem vollen Umfange und Inhalte voll-
und befolgt werde.

geben in Unſerer Kaiſerl. Reſidenzſtadt Wien,
6ten April 1808. Unſerer Regierung im ſieb-
n Jahre.

FRANZ.

Erzherzog KARL,
Generaliſſimus.

2.

ention pour l'extradition des déſerteurs 1812
ue le 9 Mars 1812. entre les Grand-Ducs 22 Fevr.
de Würzbourg et de Bade. 9 Mars.

(Copie manuſcrite mais ſûre.)

Ferdinand etc. Savoir faiſons que nous avons
propoſé de conclure avec S. A. R. le Grand-Duc
de, afin de favoriſer le ſervice militaire dans
ux Grands-Duchés, et de reſerrer les liens de
oiſinage entre les deux ſouverains, le cartel ſui-
our l'extradition réciproque des déſerteurs et des
ite:

ART.

1812 ART. I. Tous les militaires ſans exception et différence d'armes, qui déſerteront des troupes de des deux ſouverains, pour entrer dans le pays troupes de l'autre, lors même que celles-ci ſont de leur pays, ne ſeront ni reçus au ſervice mili de ce ſouverain ni recelés par ſes ſujets, ni renv du pays; mais ils ſeront auſſitôt arrêtés, ſans atte aucune réclamation, et livrés avec leurs chevaux, uniformes, leurs armes et autres objets d'équipe Les déſerteurs ſeuls, qui ſeront reconnus juri ment pour ſujets de l'état dans lequel ils ont pa ſeront point livrés. Mais dans ce cas même, on dra ſans retenue ceux des objets ci-deſſus qu'ils importés avec eux, ou à leur défaut la vale dits objets priſe ſur les biens qu'ils pourront Cette extradition ne pourra néanmoins ſe faire tement, ſi le déſerteur n'a rien; mais dans c les frais de fourrage, de transport, et autres rembourſés par le ſouverain auquel les chevaux, effets militaires ſeront livrés. Le déſerteur doit conſidéré comme ſujet du ſouverain dans le pays quel, ſuivant les regiſtres eccleſiaſtiques ou civil eſt né, ou a été élevé dès ſon enfance, ou s'il y naturaliſé ſoit perſonnellement, ſoit avec le che ſa famille qui s'y ſeroit établi, avant ſon entrée ou vice militaire de l'autre puiſſance.

ART. II. Sont compris parmi les déſerteurs doivent être livrés ſans réclamation préalable ave chevaux et les effets qu'ils ont enlevés, non ſeule les militaires qui ſont ſous les armes, mais en tous les individus qui ſont attachés à l'ar[illegible]e par ment ou par devoir, ainſi que les ſoldats attac l'artillerie ou aux charrois.

ART. III. Sur une réclamation préalable, on li aux régimens ou aux autorités les domeſtiques d ciers, qui ſe ſeroient enfuis, ainſi que les chevau les effets qu'ils auroient pris avec eux.

ART. IV. Si un ſoldat déſerte des troupes des ſouverains contractans pour prendre du ſe chez un troiſième ſouverain, et que de là il paſſe le pays ou au ſervice de l'autre ſouverain contra il faut examiner ſi ce dernier a un cartel d'éch avec le troiſième ſouverain. Dans ce cas, le déſe

être livré au ſouverain du pays d'où il a déſerté en 1812
ier lieu; ſi au contraire il n'y a pas de cartel, il
, en vertu de la préſente convention, livré à celui
ouverains contractans dont il a abandonné le ſervice.

ART. V. Toutes les autorités civiles et militaires,
culièrement celles des frontières des deux états,
tenues d'examiner avec attention tout militaire
erche à s'y gliſſer; en cas de ſoupçon qu'il ait
des troupes de l'autre ſouverain, de l'arrêter
près l'information, le ſoupçon ſe trouve fon-
le livrer auſſitôt à la plus prochaine autorité
on militaire avec les chevaux et les effets qu'il
avec lui. Si malgré toutes ces meſures, un
ur à l'aide d'un déguiſement ou de faux paſſe-
arvient cependant à s'introduire dans l'un des
tats, on doit l'arrêter et le livrer auſſitôt qu'il
découvert ou réclamé.

T. VI. Celui qui oſerait cacher un déſerteur ou
ter ſecours, et qui en ſerait convaincu, doit,
les circonſtances, être empriſonné ou condam-
quelqu' autre peine plus ſévère. Tout officier
rôlerait ſciemment un déſerteur ou le cacherait,
on-ſeulement être tenu de le livrer à ſes frais,
il ſera en outre traduit devant un tribunal et puni,
l'occurence de la perte de la place. Tous
ui, dans l'un ou l'autre pays, auraient acheté
éſerteur des chevaux, des armes, uniformes,
es etc. ſont tenus de les rendre ſans aucun
magement au corps dont le déſerteur fait partie.
effets n'exiſtent plus en nature celui qui les a
non ſeulement eſt tenu d'en payer la véritable
en argent; mais dans le cas où il ſerait convain-
des acheter ſciemment d'un déſerteur, il ſera
vèrement.

T. VII. Tout ſujet qui livrera un déſerteur, re-
nne gratification de 5 florins du Rhin pour un
ſans cheval, 10 fl. pour un homme avec un
et 4 fl. pour le cheval dans le cas où le déſer-
rait réuſſi à s'échapper en abandonnant ſon cheval.

T. VIII. Du jour où un déſerteur aura été arrêté
à celui où il ſera livré, ſon entretien ſera de
par jour, et celui de ſon cheval de 6 livres d'a-
8 de foin et 3 de paille. Le prix du fourrage

1812 ſera réglé d'après le marché de l'endroit où le déſe
eſt gardé, et on fera un compte exact de tous les

ART. IX: Celui des deux ſouverains qui re
le déſerteur devra rembourſer les frais d'entretien
que la gratification promiſe, au plus tard dans l'
valle de 14 jours. L'extradition aura lieu même
le cas où ce rembourſement ne pourrait pas êt
cuté ponctuellement, à moins que d'autres mo
s'y oppoſent. On donnera à la partie qui livrer
ſerteur un reçu tant pour la perſonne du déſert
pour ſes effets; il en ſera de même de la par
recevra le déſerteur, par rapport au rembour
des frais.

ART. X. Il ſera accordé 24 Kreuzer par j
chaque perſonne néceſſaire au transport du d
Outre ces frais et ceux mentionnés dans l'artic
cédent, on ne pourra rien exiger de plus ſou
que prétexte que ce ſoit dans aucun cas, même
celui où le déſerteur ayant été par mépriſe inc
dans les troupes du ſouverain qu'il à livré, aura
de l'argent à titre d'engagement, ou ſous toute
dénomination.

ART. XI. La pourſuite du déſerteur dans l
de l'un des deux ſouverains ne pourra avoir lie
une réquiſition préalable ou ſans la publication
de ſon ſignalement. Mais ſur la préſentation de
ou l'autre de ces pièces, les magiſtrats ſeront t
de prêter leur ſecours pour l'arreſtation du dé
demandé de vive voix ou par écrit. Dans le
un détachement pourſuivrait un ou pluſieurs
teurs, lorsqu'il arrivera à la frontière commu
deux états, il ne la paſſera point tout entier,
enverra ſeulement un ou deux hommes, muni d
ports ou d'ordres militaires, à la pourſuite du
teur dans les états de l'autre ſouverain, ceux-ci ne
ront cependant jamais l'arrêter, mais ils s'adre
à la garniſon ou au magiſtrat du lieu.

ART. XII. Quant aux déſerteurs qui depui
évaſion ſe ſeront rendus coupables ou complices
délit, il eſt réglé par les préſentes que les inf
tions ſur cet objet ſe feront dans le pays où le
aura été commis, et où il doit être puni d'ap
lois qui y ſont en vigueur. Si un déſerteur a c

les états de l'autre ſouverain un crime capital, 1812
ue meurtre, rapine etc., ou tout autre crime
oit être puni de mort ou de réclusion à vie, alors
adition n'aura pas lieu. Mais ſi ſon crime eſt
autre genre moins grave, il ſera livré après avoir
la peine qu'il a encourue, et il n'y aura pas lieu
bourſement des frais de ſon entretien pour le
qu'auront duré l'information et ſon empriſon-
Dans tous les cas, lorsque le déſerteur ſera
à une information de cette nature, on en in-
uſſitôt ſon ſouverain, et quand par la ſuite
adition aura lieu, les actes de la procédure
remis ou en original ou par extraits légaliſés,
l'on puiſſe juger ſi le déſerteur eſt encore pro-
ſervice militaire ou non. Dans les deux cas,
vaux et autres objets que le déſerteur pourrait
avec lui, ſeront auſſitôt livrés.

r. XIII. Quant à ce qui concerne les ſujets des
arties contractantes, qui lors de la concluſion
ſent traité ſe trouveraient au ſervice militaire
des deux ſouverains, les individus en état de
auront le choix ou de reſter à ce ſervice ou de
er dans leur patrie moyennant une indemnité
que pour les uniformes et équipemens auxquels
ront point acquis de droits. Ils ſeront obligés
e leur déclaration à cet égard dans l'intervalle
x mois, à compter de la publication de la pré-
convention. On fera à ceux qui rentreront dans
trie la déduction du temps qu'ils ont ſervi chez
puiſſance ſur le nombre d'années qu'ils doivent
dans leur pays. Ceux qui voudront retourner
leur patrie, recevront leur congé ſans aucune
té; ceux qui préféreront reſter au ſervice où ils
vent actuellement, ſeront ſoumis relativement
rée de leur engagement, aux lois de l'état dans
ils ſervent.

r. XIV. Tous les ſujets ou domiciliés tenus
vice militaire par la conſcription ou toute autre
esquels après la préſente convention voudraient
dans les états de l'autre ſouverain ou être enrô-
ns ſes troupes, non-ſeulement ne ſeront point
; mais ils ſeront auſſitôt livrés, même ſans at-
aucune réclamation, aux autorités civiles et

1812 militaires compétentes, et l'on ſuivra à cet ég
meſures préſcrites par la préſente convention
déſerteurs. Les deux ſouverains s'engagent m
ment à n'accorder aux réfractaires ci-deſſus auc
dans leurs états, mais à enjoindre ſtrictement
les autorités que cela concerne de faire reche
arrêter ces individus, de faire droit le plus p
ment poſſible à toutes les réclamations qui ſer
tes à leur ſujet, et de faire punir convenal
les autorités coupables de négligence à cet égar
que le ſujet qui cacheraient chez eux les hom
clamés ou qui favoriſeraient leur fuite.

ART. XV. La préſente convention ſera mi
cution à compter du 1er Avril de cette anné

ART. XVI. Il ſera libre aux deux ſouverain
noncer à ce cartel, mais alors ils ſe préviei
réciproquement un an d'avance.

ART. XVII. Cette convention ſera auſſitôt
dans les feuilles officielles, lue en préſence d
mens, et il ſera enjoint à toutes les autorités
et militaires de s'y conformer avec la plus gra
actitude.

Deux exemplaires conformes du cartel ſeron
et ſcellés par les deux ſouverains.

Donné à Wurzbourg, le 22 Fevrier 1812.

FERDINAND.

3.

ventions de cartel pour l'extradition des 1816
ferteurs entre la Pruſſe et diverſes puiſſan- 25 Mai.
ces et états 1816 — 1818 *).

a.

tion de cartel, conclue entre la Pruſſe et
la Ruſſie, le 25 Mai 1816; *ratifiée*
le 8 Août 1816.

Geſetzſammlung für die K. Preuſsiſchen Staaten.
1817. p. 209 - 228.)

Nous Frédéric Guillaume III, par la grâce de Dieu, Roi de Pruſſe etc.

Savoir faiſons par les préſentes: qu'étant convenu avec S. M. l'Empereur de toutes les Ruſſies, Roi de Pologne, de faire ceſſer les abus et les inconvéniens auxquels la déſertion des ſoldats de Nos armées respectives a ſouvent donné lieu, Nous avons nommé pour discuter, arrêter et ſigner les conditions d'une Convention de cartel, Notre Chancelier d'Etat, le Prince de Hardenberg etc. et S. M. l'Empereur de toutes les Ruſſies, Roi de Pologne, ayant nommé dans la même but le Sr. David Alopeus, Son conſeiller d'Etat etc., les dits Plénipotentiaires duement légitimés ont arrêté et ſigné la Convention de cartel, dont la teneur ſuit ci-après mot à mot:

„S. M. le Roi de Pruſſe et S. M. l'Empereur de toutes les Ruſſies, Roi de Pologne, animés d'un égal déſir de donner réciproquement des preuves de l'amitié et de qui les unit, ſont convenus de faire ceſſer les abus et les inconvéniens auxquels la déſertion des ſoldats

*) Nombre d'articles de ces conventions conviennent de mot à mot; je me borne donc à donner en entier le cartel avec la Ruſſie et celui avec la Saxe; ce dernier ſemblant avoir ſervi de modèle aux conventions ſubſequentes je me contente d'inſerer les articles dans lesquels celles-ci different, en renvoyant quant aux autres à celle avec la Saxe.

1816 ſoldats de leurs armées reſpectives a ſouvent lieu et de conclure pour cet effet une Convent cartel.

En conſéquence, les hautes parties contra ont muni de leurs plein-pouvoirs, S. M. le I Pruſſe, le Prince de Hardenberg, Son Cha d'Etat, Chevalier des grands ordres de l'aigle n l'aigle rouge, de celui de St. Jean de Jéruſale de la croix de fer de Pruſſe; de ceux de St. de St. Alexandre-Newsky et de St. Anne de la pr claſſe de Ruſſie; grand-croix de l'ordre royal Etienne de Hongrie, grand-cordon de la légion neur, grand-croix de l'ordre de St. Charles d'E de l'ordre ſuprême de l'Annonciade de Sardai de celui de St. Hubert de Bavière, Chevalier de des Séraphins de Suède, de celui de l'éléph Danemarc, de l'aigle d'or de Wurtemberg, d du faucon de Saxe-Weimar et de pluſieurs aut S. M. l'Empereur de toutes les Ruſſies, Roi de P le Sieur David d'Alopeus, Son conſeiller privé, bellan actuel, Envoyé extraordinaire et Miniſtr potentiaire à la Cour de Berlin, Chevalier des de St. Alexandre-Newsky et de St. Anne, de mière claſſe, grand-croix de celui de St. Vladi la ſeconde claſſe, et grand-cordon de l'ordre r la légion d'honneur; leſquels plénipotentiaires avoir échangé leurs plein-pouvoirs reſpectifs convenus des articles ſuivans:

ART. I. Dès la ſignature de la préſente C tion, les ordres ſeront donnés aux autorités m et civiles dans les provinces limitrophes, de tous les individus qui déſerteront des arm ſpectives des deux Souverains. Ils ſeront ar reſtitués avec les chevaux, les ſelles, les arn habillemens, et tels autres effets qu'ils auront ou qu'ils auroient été dans le cas d'emporter. ſtipulation s'étend à l'armée du Royaume de l à laquelle ſeront appliqués tous les article préſente Convention.

Au nombre des individus qui ſont au ſer litaire de S. M. le Roi de Pruſſe, et dont l'ar et la reſtitution eſt ſtipulée par le préſent art ront comptés tous ceux qui appartiennent au

et au second ban (*Aufgebot*) de la Landwehr, tant officiers que sous-officiers et soldats, soit à pied, soit à cheval. 1816

Si S. M. impériale et royale juge convenable, d'établir à l'avenir dans ses provinces de Russie ou de Pologne des levées de cette nature, les individus qui en feront partie, seront compris alors, comme ceux de la Landwehr, dans les stipulations du présent [illegible].

L'arrestation et la restitution ne pourra être appliquée aux individus qui seroient natifs d'une province appartenant à l'état dans lequel ils se seroient rendus, et qui par conséquent ne feroient que retourner dans leur patrie; néanmoins les chevaux de ces individus, ainsi que les selles, les armes, les habillemens et tels autres effets qu'ils auroient sur eux, ou qu'ils auroient été dans le cas d'emporter, n'en seront pas moins restitués à celle des hautes parties contractantes dont ils auront quitté les drapeaux.

Art. II. Les individus dont la désertion a eu lieu pendant que le dernier cartel étoit en vigueur (c'est-à-dire avant le 17 Janvier de l'année courante) ceux qui ont déserté depuis, ou ceux enfin qui pourroient encore déserter jusqu'à l'échange des ratifications de la présente convention, seront également réstitués, néanmoins sous la réserve stipulée à l'art. 1. concernant les indigènes rentrés dans leurs foyers: et les Etats respectifs accorderont réciproquement aux dits déserteurs une amnistie générale.

Art. III. Les individus originaires des provinces de ci-devant Duché de Varsovie, qui sont actuellement dans l'une des armées respectives, seront réciproquement remis à l'armée de l'état, dans lequel après les stipulations du traité du $\frac{3 \text{ Mai}}{21 \text{ Avril}}$ 1815 se trouve le lieu de leur origine. Cette mesure ne sera exécutée cependant que de leur propre gré, et tous les officiers et soldats, qui à la signature de la présente Convention se trouvent être au service de l'une des hautes parties contractantes, quoique natifs des provinces acquises par l'autre, auront la faculté d'y rester sans qu'ils puissent être inquiétés en aucune manière.

Art.

1816 ART. IV. Les ſujets mixtes qui ont fait l
ration de leur domicile, ſoit expreſſément, ſoi
ment, ſelon la teneur de l'article 11. du T
Vienne du $\frac{3 \text{ Mai}}{21 \text{ Avril}}$ 1815, et qui après cette dé
ſont entrés au ſervice militaire d'un des é
ſpectifs, tel qu'il eſt déterminé à l'article 1.
gagement volontaire, ou bien en ſuite d'un
tion légale, perdent, comme de raiſon, le dr
tionné à l'article 12. du Traité de Vienne, d'
quel ils peuvent, pendant l'eſpace de huit a
compter du jour de la ratification du dit Trai
ſir à volonté un autre Souverain. Ce droit
toutefois conſervé dès qu'ils ont obtenu un
ſion dans les formes avant l'expiration du d
de huit années.

ART. V. Comme il pourroit arriver qu'
teur avant la déſertion du ſervice de l'un
l'autre des parties contractantes, eût déſerté
pes d'un autre Souverain ou d'un autre é
lequel l'une des hautes parties contractantes
conclu un cartel, le déſerteur n'en ſera p
reſtitué à l'armée de laquelle il aura déſerté
nier lieu.

ART. VI. Il ſera défendu aux Généraux e
reſpectifs, et en général aux autorités militai
viles d'enrôler ou de recevoir les déſerteurs
tre partie contractante. Ceux qui ſe préſen
ſe faire enrôler, doivent être examinés ſoigne
et dès que, ſoit par leurs réponſes, ſoit au
extérieurs de leurs habillemens, armes, ou au
conques, ils ſont reconnus déſerteurs, ils
rêtés d'abord et ſans qu'on en attende la ré
La même choſe aura lieu s'ils arrivent ſans
d'être enrôlés, mais qu'ils ne ſoient point mu
paſſeport ou cartouche en bonne et dûe for
qu'ils auront été arrêtés, il en ſera donné
chef de la garniſon la plus proche, ou au déf
autorité militaire voiſine, à l'autorité civile
portée, afin que le déſerteur ſoit conduit j
frontière qui ſépare les deux états, et que
il ſoit reſtitué et remis à ceux qui ſeront cl
le recevoir.

ART. VII. Au cas que le déſerteur échappe à la 1816
noiſſance des autorités militaires et civiles du pays
pectif où il ſe ſera refugié, la recherche, l'arreſta-
et la reſtitution s'en fera par les autorités de ce
me pays, et de la manière déterminée à l'article 6.
a première réquiſition qui en ſera faite par les au-
militaires ou civiles, du pays d'où il a déſerté;
anière toutefois que cette réquiſition ſe faſſe au
tard dans le terme de deux ans à compter du
la déſertion. Ce terme de deux ans écoulé, le
ur ne pourra plus être réclamé.

RT. VIII. La réquiſition pourra être adreſſée à
rité militaire ou civile la plus proche. Les au-
militaires rendront les déſerteurs qui ſe ſeront
tés pour être enrôlés, et les autorités civiles
qui ne ſe ſeront pas préſentés à cet effet. Les
rités civiles pruſſiennes prendront là-deſſus les
s des régences. On tiendra la main réciproque-
à ce qu'il ſoit promptement et loyalement ſatisfait
réquiſitions ſusmentionnées. Afin que la reſtitu-
des déſerteurs puiſſe ſe faire avec ordre et exacti-
, on déterminera de part et d'autre, des garniſons
les places frontières, dans leſquels on délivrera
déſerteurs, ſelon que ces places ſeront le plus à
c.

ART. IX. S'il s'élevoit des doutes ſur l'exactitude
l fait énoncé dans la réquiſition par laquelle un
teur eſt réclamé, ou ne pourra pars s'en prévaloir
refuſer, la reſtitution du déſerteur; le ſeul cas
pté où un déſerteur prétendroit appartenir à l'état
s'eſt rendu, dans lequel cas les faits doivent
tout être conſtatés. Mais afin que toute erreur
prévenue, les autorités militaires ou civiles dreſ-
un procès-verbal dont on accompagnera le dé-
r: la copie en ſera envoyée ſans délai à la régence
M. Pruſſienne, de même qu'à celle du gouverne-
de S. M. l'Empereur de toutes les Ruſſies, du
t deſquelles ſe trouvera être une telle affaire.

ART. X. Les autorités militaires ou civiles re-
ctives ſoit dans les villes, ſoit à la compagne, ne
feront paſſer ni ſous-officier, ni ſoldat, à pied ou
cheval, ou de quel corps de troupes reſpectives
il puiſſe être, à moins qu'il ne ſoit muni d'un
paſſeport

1816 paſſeport ou cartouche du chef ou comm régiment, du bataillon ou de la compagni dit être. Au défaut d'un tel paſſeport, qui devroit en être muni, ſera arrêté, et reté, ainſi que ſes pièces d'habillement, arm et effets quelconques, qu'il pourroit avoir avoir emportés. L'autorité militaire ou ci à portée, en ſera avertie ſur-le-champ, procédé enſuite d'après la teneur de la pr vention.

ART. XI. La reſtitution des déſerteurs convenue, toute violation du territoire r ſoigneuſement évitée et ſévèrement défen et d'autre, auſſi bien que tout enrôlement teurs ou ſujets reſpectifs.

Ceux qui violent le territoire de l'une o des hautes parties contractantes, s'ils ſont les pays où ils s'en ſont rendus coupab punis là même ſelon les lois. Mais ſi par ſe ſont ſouſtraits à la dite punition, ils ſ d'après les lois, dans le pays de leur Sou

S'il s'élève des doutes ſur le fait ou ſur ſtances particulières du fait, il ſera établi u ſion bilatérale à diriger par les Commiſſaires léſée. La ſentence de cette Commiſſion, par les deux Souverains, ſera exécutée ſan

ART. XII. Pour tout déſerteur, les frais ſeront acquittés, à raiſon d'un florin et demi par jour, et de deux metzes d'avoine, a huit livres de foin par jour avec la paille pour le cheval du déſerteur. Ces fourr payés d'après les taux que fournira chaque courant du marché de la ville la plus p payement de ces frais ſe fera lors de la r déſerteur et du cheval, et ces frais ne po aucun cas être augmentés. Pour donner termination toute l'efficacité poſſible, les ha contractantes s'engagent de faire dépoſer d'argent chez les autorités établies d'après dans les garniſons ou places frontières, pou les déſerteurs. Les frais d'entretien, ainſ munération dont il eſt queſtion à l'article payés ſans aucune difficulté, ſur le compte

nt avec la réſtitution du déſerteur, en ſera 1816
té par l'autorité publique chargée de cette re-
m. Si l'on trouvoit ce compte défectueux, ce
utefois ne pourra guères avoir lieu, vû la dé-
nation préciſe du taux des frais d'entretien et de
nnération, de pareilles réclamations ne ſeront
ées qu'après que le payement aura été proviſoi-
t effectué.

déſerteurs ne pouvant contracter des dettes lé-
, il ne ſera pas queſtion de la part de l'état re-
du payement de pareilles dettes. La reſtitu-
déſerteur ſe fera au plus tard huit jours après
ſtation, et celle-ci aura lieu dés qu'on l'aura
ert.

. XIII. Il ſera accordé une recompenſe pécu-
à celui qui aura dénoncé ou amené un déſerteur
part de celle des hautes parties contractantes,
elle la reſtitution ſe fera, ſavoir d'un ducat et
l'Hollande pour un homme à pied, et de deux
et demi pour un cavalier avec le cheval.

. XIV. Ceux qui dans le pays de l'un des
ouverains commettent un délit criminel, ou
t accuſés ou prévenus d'en avoir commis un,
enſuite prennent la fuite, et ſe rendent dans
de l'autre Souverain, ſeront réſtitués de part
tre à la première réquiſition, laquelle aura
la manière indiquée ci deſſous à l'article 15.

at ou la condition du coupable accuſé ou pré-
e changera rien à cette diſpoſition, et il ſera
de quel état ou de quelle condition qu'il ſoit,
habitant d'une ville ou de la campagne, libre,
ilitaire ou civil.

ſi le dit criminel ou prévenu eſt ſujet du Sou-
dans le pays duquel il s'eſt rendu par ſa fuite,
voir commis un délit criminel dans le pays de
Souverain, ſa reſtitution n'aura pas lieu, mais
verain dont il eſt ſujet, fera adminiſtrer contre
ne et prompte juſtice. Si cependant un in-
quelconque a été arrêté dans le pays où il a
un délit criminel ou un excès quelconque,
our avoir commis le dit délit criminel ou excès,
verain du pays où l'arreſtation s'eſt faite, fera
iſtrer juſtice contre lui, et lui fera infliger la
peine

1816 peine qu'il a encourue, quand même un tel i
ſeroit ſujet de l'autre Souverain.

ART. XV. Les réquiſitions à l'effet de la
tion d'après l'art. 14. ſeront adreſſées reſpecti
aux régences de S. M. le Roi de Pruſſe, et au
verneurs militaires et civils de S. M. l'Empe
toutes les Ruſſies, Roi de Pologne, et non p
autorités inférieures, ou aux juſtices. L'autori
requiſe ordonnera la reſtitution, ſi le cas y eſt
d'après l'article 14. Elle ſe fera de manière
la part de la puiſſance requiſe, main-forte ſoit
pour le transport de l'individu jusqu'à la fronti
qu'à cette frontière même, le dit individu ſoit
à ceux qui y ſeront envoyés de la part de l
ſance requérante. Si à tel ou tel indice la qu
tion d'un individu à la reſtitution d'après le
cipes de l'article 14. eſt reconnue, même ſans
tion, il ſera arrêté par ordre des autorités mi
et civiles reſpectives, et avis en ſera donné i
de ſa reſtitution.

ART. XVI. A compter du jour de l'arreſtati
criminel ou prévenu qualifié d'après l'art. 14.
payé par jour pour ſon entretien un florin e
et deux florins par jour pour frais de détentio
frais ſeront payés lors de la reddition du crim
prévenu, et celle-ci ſera accélérée autant que

ART. XVII. Ni les déſerteurs, ni les c
ou prévenus ne pourront de la part du Souve
les réclame, être pourſuivis dans le pays de
Souverain, ſoit par quelque acte de violence
torité propre, ou clandeſtinement. Il eſt en
quent défendu qu'un détachement militaire
quel qu'il ſoit, ou quelque émiſſaire ſecret, p
frontière des deux états.

Toute violation de territoire pareille ſer
de l'arreſtation et de la punition des coupab
même où cette violation aura été commiſe.

Si de la part de la puiſſance réclamante
ſuite d'un déſerteur ou de pluſieurs déſerte
bien d'un ou de pluſieurs criminels ou prév
été ordonnée, ſoit au moyen d'un détachem
litaire ou civil, ou de quelque autre manière
ſoit, cette pourſuite ne doit s'étendre que ju

e qui ſépare les deux états. C'eſt à ce point 1816
nt que le détachement s'arrête, et un ſeul
paſſera la frontière. Celui-ci s'abſtiendra de
te de violence ou d'autorité propre, et s'adres-
'autorité militaire ou civile la plus proche, ſe
en en produiſant les lettres réquiſitoires de ſes
rs, et propoſera la réclamation. Un tel in-
ſera accueilli avec les égards reçus, et il ſera
en conſéquence de la préſente Convention.

XVIII. Il eſt défendu de part et d'autre de
n déſerteur, ou bien un criminel ou pré-
de le faire paſſer dans quelque contrée, pro-
ou garniſon éloignée, pour le ſouſtraire à la
tion.

peines de part et d'autre ſeront décernées con-
individus prévenus de ce genre de délit, et
rités des deux gouvernemens auront ſoin de
er réciproquement pour leur mutuelle ſatis-
qu'il a été fait juſtice des contrevenans aux
s diſpoſitions. L'intérêt et l'équité des deux
emens, ainſi que les lois qu'ils ont adoptées,
t dans ce cas, que la peine doit être propor-
à la nature du délit et aux circonſtances par-
qui peuvent l'aggraver ou l'atténuer.

XIX. Il eſt défendu de part et d'autre d'ache-
hevaux, les ſelles, les armes et les habille-
n déſerteur, ainſi que les effets quelconques
mportés. Il eſt de même défendu d'acheter
quelconques emportés par un criminel ou

ce qui a été acheté de cette manière ſera
atis par l'acheteur, qui en reſtituera le prix
ue les chevaux, ſelles, armes, habillemens
ſuſdits ne ſe trouvent plus chez lui.
eteur ſera encore ſoumis à une peine propor-
hivant les lois du pays.

XX. Si la reſtitution d'un déſerteur, d'un
ou d'un prévenu ne ſe fait point dans un
l'après cette convention elle devroit ſe faire,
e dit individu, enrôlé contre la teneur de
ıvention ou non enrôlé, retourne par déſer-
ar fuite dans le pays auquel il auroit dû être
Souverain du pays n'eſt pas tenu de le rendre.

ART.

1816 ART. XXI. Les hautes parties contractant gagent d'empêcher que les vagabonds ou ci qui devront être expulſés de leurs états, paſſe ceux de la puiſſance co-ſignataire de-la préſen vention, à moins que ces individus ne ſoi ou n'ayent eu leur dernier domicile dans états. Mais même dans ces deux cas la ré plus proche des états reſpectifs en ſera préve l'expulſion; elle indiquera l'endroit où la rém tel individu devra s'effectuer, et cette remi être accompagnée des pièces juſtificatives ſu de naiſſance ou le dernier domicile de l' qu'on voudra transporter.

On ne pourra pas liquider de frais à l'occa tel transport, parce qu'il n'aura pas eu lieu à d'une réquiſition préalable.

ART. XXII. Il s'étend de ſoi-même, et preſſément ſtipulé par le préſent article, q Convention n'aura point d'effet rétroactif.

Les déſerteurs qui ont déſerté avant le te par le prémier article de la préſente conven ceux auxquels ne s'appliqueroient pas les e mentionnées dans les articles ſuivans, ne ſe rendus. Quant aux criminels ou prévenus qui les principes établis à l'article quatorzième ſoumis à la réclamation et à la réſtitution, que le délit criminel dont ils ſe ſont rendus c ou dont ils ſont accuſés ou prévenus, eût été après le terme fixé à l'article premier de ce vention, la reſtitution s'en fera de part et quand même le dit délit criminel et leur fuite en lieu avant le dit terme.

Au reſte, tous les différens qui pourroie exiſté ou exiſter entre les hautes parties cont au ſujet de la déſertion ou de l'enrôlemen l'époque de la ſignature de la préſente Co ſont par cette convention même terminés et

ART. XXIII. La durée de la préſente Co eſt fixée à douze ans.

ART. XXIV. La teneur de cette Conve publiée dans les deux états et dans les armée ves des deux Souverains, d'abord après des ratifications; afin que perſonne n'en

enu, et qu'à compter des termes exprimés, elle 1816
ſuivie et exécutée ponctuellement dans tous les
les.

Les gouverneurs et commandans des provinces
rophes, les officiers-généraux et autres, les au-
militaires et civiles reſpectives, les régences
ns ſubordonnés ſeront inſtruits des ſtipulations de
ſente convention. Ils auront l'injonction de
à ſon exécution fidèle, et de lui donner à cet
plus grande publicité dans leurs gouvernemens
les provinces confiées à leur ſurveillance re-
; à quoi ſervent entr'autres les publications
les inſérées dans les gazettes des réſidences et
les feuilles officielles des provinces.

RT. XXV. Les ratifications de cette Convention
t échangées ici à Berlin dans l'eſpace de ſix ſe-
es, ou plutôt, ſi faire ſe peut.

En foi de quoi nous les Plénipotentiaires reſpectifs
ns ſignée, et y avons appoſé le ſçeau de nos

Fait à Berlin, le 25 de Mai 1816.

(L. S.) *Le Prince* DE HARDENBERG.

(L. S.) D'ALOPEUS.

Nous, après avoir lu et examiné cet acte, l'avons
vé en tous ſes points et articles conforme à Notre
té, en conſéquence de quoi Nous l'avons accepté,
ouvé, confirmé et ratifié, comme Nous l'accep-
, l'approuvons, le confirmons et le ratifions par
préſentes, pour Nous et pour Nos ſucceſſeurs,
ettant en foi et parole de Roi d'accomplir et d'ob-
r ſcrupuleuſement la dite Convention de cartel
tous ſes points, ſans y contrevenir, ni permettre
y ſoit contrevenu par d'autres, de quelque ma-
que ce ſoit ou puiſſe être.

En foi de quoi Nous avons ſigné ces préſentes de
re main et y avons fait appoſer Notre ſçeau royal.
Fait à Berlin, le huitième Août de l'an de grâce,
huit-cent-ſeize et de Notre règne le dix-neuvième.

(L. S.) *FRÉDERIC GUILLAUME.*

Le Prince DE HARDENBERG.

Articles

1816 ART. XXI. Les hautes parties
gagent d'empêcher que les vaga
qui devront être expulsés de leurs
ceux de la puissance co-signataire
vention, à moins que ces in
ou n'ayent eu leur dernier
états. Mais même dans ce
plus proche des états respe
l'expulsion; elle indiquera
tel individu devra s'effe
être accompagnée des
de naissance ou le
qu'on voudra transpo

On ne pourra pa
tel transport, parc
d'une réquisition

ART. XXII.
pressément stip
Convention
et S. M
Les défe
résolu, apr
par le pré
rtel du $\frac{13}{25}$ Mai
ceux auxc
es articles onze, d
mention
rroit amener des diffic
rendus.
ions mutuelles, les pléni
les pr
convenus des Articles add
soum
à l'enquête des délits de viola
que
frais d'entretien des déserteurs,
ou
ont feront substitués aux article

ART. I. Tout individu arrêté dan
il aura commis une violation de
duit devant le tribunal le plus pr
chargé de l'information des délits m

ART. II. Le dit tribunal examine
dra les témoins, et amènera les actes
sentence puisse être prononcée. Ces a
mis ensuite au Général-en-chef des
pend le coupable, aux fins de faire
tence conformement aux lois de ch
sentence sera communiquée au tribun
formation, qui la publiera au préve
lui aux arrêts jusqu'à cette époque.

Selon la teneur de cette sentence
de suite mis en liberté, ou délivré

…gne, pour lui faire ſubir la 1816

…du procès aura lieu ſans
…célérée le plus que pos-
…prononcer la ſentence,
…remens ultérieurs, ces
… réquiſition du dit
…formation du délit.

… l'article douze
…venu que les
… acquittés à
…inze gros
…reſtent telles
… article.

…r de l'arreſtation d'un
… d'après l'article quatorze,
…r ſon entretien deux gros cou-
…quinze gros de Pologne, et trois
…Pruſſe, ou vingt-deux gros et demi
…pour jour pour frais de detention. —
…nt payés lors de la reddition du crimi-
…u. Cet article eſt ſubſtitué à l'article
…nvention de cartel.

… additionnels auront la même force et
…le étoient inſérés mot-à-mot dans la
… cartel, et les autorités reſpectives des
…emens s'y conformeront exactement.

…le plus annexés à la dite Convention et
…ient, et les ratifications en ſeront échan-
…ſemaines, ou plutôt ſi faire ſe peut.

…quoi les Plénipotentiaires les ont ſignés
…édition et y ont appoſé le cachet de

…in, le $\frac{\text{cinq Avril}}{\text{vingt-quatre Mars}}$ 1817.

…) *Le Prince* DE HARDENBERG.
…) D'ALOPEUS.

…e avoir lu et examiné ces dits articles
…es avons trouvés en tout point confor-
…olonté; en conſéquence de quoi Nous
…ités, approuvés, confirmés et ratifiés,

1817 *Articles additionnels*

en date du $\frac{5\ Avril}{24\ Mars}$, *ratifiés le* 16 *Avril* 1817, *à la Convention de cartel ſignée entre la Pruſſe et la Ruſſie en date de Berlin le* $\frac{13}{25}$ *Mai* 1816.

Nous Fréderic Guillaume III., par la grâce de Dieu Roi de Pruſſe etc.
ſavoir faiſons par les préſentes:

Ayant de concert avec S. M. l'Empereur de toutes les Ruſſies jugé à propos de modifier pluſieurs articles de la Convention de cartel conclue entre la Pruſſe et la Ruſſie, en date de Berlin le $\frac{13}{25}$ Mai 1816, et nos plénipotentiaires qui ont ſigné la dite Convention ont pour cet effet conclu et ſigné en date de Berlin $\frac{\text{cinq Avril}}{\text{vingt-quatre Mars}}$ de cette année, les cinq articles additionnels, dont la teneur ſuit mot-à-mot.

S. M. le Roi de Pruſſe, et S. M. l'Empereur de toutes les Ruſſies, ayant réſolu, après la ratification de la Convention de cartel du $\frac{13}{25}$ Mai, mil-huit-cent-ſeize, de modifier les articles onze, douze et ſeize dont l'application pourroit amener des difficultés, contraires à leurs intentions mutuelles, les plénipotentiaires ſoussignés ſont convenus des Articles additionnels ſuivans relatifs à l'enquête des délits de violation de territoire et aux frais d'entretien des déſerteurs, et qui par conſéquent ſeront ſubſtitués aux articles ſusmentionnés.

Art. I. Tout individu arrêté dans le pays même où il aura commis une violation de territoire, ſera traduit devant le tribunal le plus proche de ce pays chargé de l'information des délits militaires.

Art. II. Le dit tribunal examinera le fait, entendra les témoins, et amènera les actes au point qu'une ſentence puiſſe être prononcée. Ces actes ſeront transmis enſuite au Général-en-chef des troupes dont dépend le coupable, aux fins de faire prononcer la ſentence conformément aux lois de chaque pays. La ſentence ſera communiquée au tribunal chargé de l'information, qui la publiera au prévenu, retenu lui aux arrêts jusqu'à cette époque.

Selon la teneur de cette ſentence le prévenu ſera de ſuite mis en liberté, ou délivré à l'autorité

l'a

le état, la plus voiſine, pour lui faire ſubir la 1816
le infligée.

ART. III. L'information du procès aura lieu ſans
ruption et devra être accélérée le plus que pos-
. Si le tribunal chargé de prononcer la ſentence,
nde auparavant des éclairciſſemens ultérieurs, ces
ciſſemens ſeront fournis à la réquiſition du dit
nal par l'autorité chargée de l'information du délit.

. IV. Au lieu du prix fixé dans l'article douze
Convention de cartel, il a été convenu que les
ntretien pour tout déſerteur ſeront acquittés à
de deux gros courant de Pruſſe, ou quinze gros
logne. Les autres déterminations reſtent telles
ont été ſtipulées dans le dit article.

T. V. Ce compter du jour de l'arreſtation d'un
nel ou prévenu qualifié d'après l'article quatorze,
payé par jour pour ſon entretien deux gros cou-
e Pruſſe, ou quinze gros de Pologne, et trois
ourant de Pruſſe, ou vingt-deux gros et demi
logne, pour jour pour frais de detention. —
ais ſeront payés lors de la reddition du crimi-
prévenu. Cet article eſt ſubſtitué à l'article
de la Convention de cartel.

articles additionnels auront la même force et
que s'ils étoient inſérés mot-à-mot dans la
ntion de cartel, et les autorités reſpectives des
Gouvernemens s'y conformeront exactement.

feront de plus annexés à la dite Convention et
ſéparément, et les ratifications en ſeront échan-
ans ſix ſemaines, ou plutôt ſi faire ſe peut.

foi de quoi les Plénipotentiaires les ont ſignés
able expédition et y ont appoſé le cachet de
rmes.

t à Berlin, le $\frac{\text{cinq Avril}}{\text{vingt-quatre Mars}}$ 1817.

(L. S.) *Le Prince* DE HARDENBERG.

(L. S.) D'ALOPEUS.

ous, après avoir lu et examiné ces dits articles
ionnels, les avons trouvés en tout point confor-
à Notre volonté; en conſéquence de quoi Nous
rons acceptés, approuvés, confirmés et ratifiés,

1816 comme Nous les acceptons, approuvons, cc et ratifions par les préſentes, pour Nous et ceſſeurs, promettant en foi et parole de Roi ver ſcrupuleuſement les dits articles addition y contrevenir, ni permettre qu'il y ſoit cc par d'autres, de quelque manière que ce puiſſe être.

En foi de quoi Nous avons ſigné ces pr Notre main et y avons fait appoſer Notre ſc

Fait à Berlin le ſeize Avril, l'an de g huit-cent-dix-ſept et de Notre règne le

(L. S.) *FRÉDERIC GUILLAU*

Le Prince DE HARDENBE

b.

1817 28 Avr. *Cartel-Convention zwiſchen Preuſsen u ſen, vom 18ten April 1817; ratificirt May dieſes Jahres.*

(*Geſetzſammlung für die Königl. Preuſs.* 1817. p. 125-131.)

Nachdem I. I. K. K. M. M. von Preuſsen Sachſen, zu mehrerer Beförderung des zwi den Staaten beſtehenden nachbarlichen Ver eine Convention, wegen gegenſeitiger Au der beiderſeitigen Deſerteurs und ſonſt au militärpflichtigen Mannſchaft zu errichten h haben, ſo ſind zu dem Ende mit Auftrag verl ausdrücklich bevollmächtiget worden: von Könige von Preuſsen Allerhöchſtdeſſen Geheir rath und Cammerherr, auch auſserordentl ſandter und bevollmächtigter Miniſter am Sächſiſchen Hofe, Johann Chriſtian Magnu von Oelſſen, Ritter des St. Johanniter-Ord von S. M. dem König von Sachſen Allerhö Cabinets-Miniſter und Staatsſecretär, Dettle Einſiedel, Ritter des Ordens der Rautenkro kreuz des Königl. Sächſiſchen Civil-Verdie des Königl. Ungariſchen St. Stephans-Ord

Welche, nach Auswechſelung ihrer Vollmachten, 1817
ſtehende Vertragspuncte, unter Vorbehalt beider-
ger Allerhöchſten Ratification abgeſchloſſen haben.

Art. I. Alle in Zukunft, und zwar vom Tage der Extradition d. déſerteurs.
lication gegenwärtiger Convention, nach voraus-
gener Ratification angerechnet, von den Armeen
beiden hohen contrahirenden Theile, unmittel-
oder mittelbar in des andern Lande, oder zu deſſen
n, wenn dieſe auch auſserhalb ihres Vaterlan-
befinden ſollten, deſertirenden Militärperſonen
gegenſeitig ausgeliefert werden.

Art. II. Als Deſerteurs werden, ohne Unterſchied Definition d. déſerteurs.
ndes oder der Waffe, alle diejenigen angeſehen,
die zu irgend einer Abtheilung des ſtehenden Hee-
oder der bewaffneten Landesmacht, nach den ge-
lichen Beſtimmungen eines jeden der beiden Staa-
gehören, und derſelben mit Eid und Pflicht ver-
t ſind, mit Inbegriff der bei der Artillerie oder
em Fuhrweſen angeſtellten Knechte.

Art. III. Sollte der Fall vorkommen, daſs ein Déſerteurs du ſervice d'autres P.
eur der hohen contrahirenden Mächte früher
von einer andern Macht deſertirt wäre, ſo wird
doch, ſelbſt wenn mit der letztern ebenfalls Aus-
rungsverträge beſtänden, die Auslieferung ſtets an
ige der hohen contrahirenden Mächte erfolgen,
Dienſte er zuletzt verlaſſen hat. Wenn ferner
oldat von den Truppen eines der paciſcirenden
rains zu denen eines dritten, und von dieſem
rum in die Lande des andern paciſcirenden Sou-
s, oder ſonſt zu deſſen Truppen, deſertirt; ſo
t es darauf an, ob letzterer Souverain mit jenem
ein Cartel hat. Iſt dieſes der Fall, ſo wird der
ur dahin abgeliefert, woher er zuletzt entwi-
ſt; im entgegengeſetzten Falle aber wird er dem
irenden Souverain, deſſen Dienſte er zuerſt ver-
hat, ausgeliefert.

Art. IV. Nur folgende Fälle werden als Gründe, Exceptions pour le refus d'extrad.
Auslieferung eines Deſerteurs zu verweigern, an-
nt:

a) Wenn der Deſerteur aus den Staaten des jen-
gen hohen Souverains, ſo wie ſie durch die neue-
Verträge begrenzt ſind, gebürtig iſt, und alſo ver-
alſt der Deſertion nur in ſeine Heimath zurückkehrt.

1817 *b*) Wenn ein Deſerteur in dem Staate, in welch
er entwichen iſt, ein Verbrechen begangen hat, de
Beſtrafung vor ſeiner Auslieferung die Landesgeſ
erfordern. Wenn nach überſtandener Strafe der
ſerteur ausgeliefert wird, ſollen die denſelben be
fenden Unterſuchungsacten, entweder im Orig
oder auszugsweiſe, und in beglaubten Abſchri
übergeben werden, damit ermeſſen werden kann
ein dergleichen Deſerteur noch zum Militärdienſt
eignet ſey oder nicht.

Schulden oder andere von einem Deſerteur e
gangene Verbindlichkeiten geben dagegen dem S
in welchem er ſich aufhält, kein Recht, deſſen
lieferung zu verſagen.

Equipages. ART. V. Die Verbindlichkeit zur Auslieferun
ſtreckt ſich auf die Pferde, Sattel und Reitzeug
matur- und Montirungsſtücke, welche von den
ſerteurs etwa mitgenommen worden ſind; und
auch dann ein, wenn der Deſerteur ſelbſt, nach
Beſtimmungen des vorhergehenden Artikels, n
ausgeliefert wird.

Lieux par l'extrad. ART. VI. Um durch die möglichſte Regelm
keit die Auslieferung zu beſchleunigen, werden h
hohe contrahirenden Theile wegen beſtimmter
ihren Grenzen belegenen gegenſeitigen Ablieferu
orte (wozu ſolche Städte gewählt werden ſollen
welchen ſich Garniſon befindet) übereinkommen
welchen eine gegenſeitig bekannt zu machende
hörde mit der Empfangsnahme der Deſerteurs
ſofortigen Bezahlung aller in den nachfolgenden
keln 10. und 12. ſtipulirten Koſten beauftragt ſeyn

Sans attendre la requisition. ART. VII. Die Auslieferung geſchieht in der
freiwillig und ohne erſt eine Requiſition abzuw
Sobald daher eine Militär- oder Civilbehörde
jenſeitigen Deſerteur entdeckt, wird derſelbe,
den etwa bey ſich habenden Effecten, Pferden,
ſen etc. ſofort, unter Beifügung eines aufzunehm
den Protocolls, an die jenſeitige Behörde, im n
ſten Ablieferungsorte gegen Beſcheinigung überg

Cas de requisition. ART. VIII. Sollte aber ein Deſerteur der Aufm
ſamkeit der Behörden desjenigen Staates, in wel
er übergetreten iſt, entgangen ſeyn, ſo wird deſſen
lieferung ſogleich auf die erſte desfallige Requi
erfo

gen, selbst dann, wenn er Gelegenheit gefunden 1817
, in dem Militärdienste des gedachten Staats an-
lt zu werden. Nur wenn über die Richtigkeit
ulicher in der Requisition angegebener Thatsa-
, welche die Auslieferung überhaupt bedingen,
Zweifel obwalten, dafs zuvor eine nähere Auf-
g derselben zwischen der requirirenden und
uirirten Behörde nöthig wird, ist der Auslefe-
ufstand zu geben.

t. IX. Die in vorstehenden Artikel erwähnten Requisitionen ergehen Preufsischer Seits an die Sächsische Landesregierung und resp. das Oberamt zu Budissin oder das Königliche General-Commando, und Sächsischer Seits an die nächste Provinzial-Regierung, oder das General-Commando der Preufsischen Provinz, wohin der Deserteur sich begeben. Von den Ortsbehörden werden diejenigen Deserteurs, welche zum Dienste angenommen seyn sollten, von den Ortsbehörden aber diejenigen, bei denen dies der Fall nicht ist, ausgeliefert. Requisitions à qui adressées.

. X. An Unterhaltungskosten werden der ausliefernden Macht für jeden Deserteur, vom Tage seiner Einlieferung an, bis zum Tage der Auslieferung einschliefslich, für den Tag drei Groschen Preufsisch Courant, für ein Pferd aber täglich sechs Pfund Hafer, sechs Pfund Heu und drei Pfund Stroh, Dresdener Gewicht, den Centner zu einhundert und zehn Pfund, gerechnet. Frais de nourriture.

Die Berechnung der Futterkosten geschieht nach den Marktpreisen des Orts, oder der nächsten Stadt, wo die Arretirung geschehen ist, und die Bezahlung derselben ohne die geringste Schwierigkeit, gleich bei der Auslieferung.

XI. Aufser diesen Kosten und der im nachstehenden Artikel 12. bemerkten Belohnung, kann ein Deserteur unter irgend einem Vorwand, wenn auch der auszuliefernde Mann unter den Truppen des Cantons, der ihn auszuliefern hat, angeworben worden wäre, etwa wegen des Handgeldes, genossener Verpflegung, Bewachung und Fortschaffung, oder wie sie Namen haben möchte, nicht gefordert werden. Nuls autres remboursemens.

XII. Dem Unterthan, welcher einen Deserteur ausliefert, soll eine Gratification von fünf Thaler Preufsisch Gratifications.

1817 Preuſsiſch Courant für einen Mann ohne Pferd, u
von zehen Thaler Preuſsiſch Courant für einen M
mit dem Pferde gereicht, von dem auslieferndeu Th
vorgeſchoſſen und ſofort bei der Auslieferung wi
erſtattet werden. In Rückſicht anderer ausgetret
Militärpflichtigen, die nicht nach Art. II. in die C
der eigentlichen Deſerteurs gehören, fällt dieſes
telgeld weg.

Quittance. ART. XIII. Ueber den Empfang der Art. 10 u
gedachten Koſten- und Gratificationserſtattung h
auslieferude Behörde zu quittiren. Des etwa
ſofort auszumittelnden Betrags der zu erſtattende
koſten halber, iſt aber die Auslieferung des Deſer
wenn derſelben ſonſt kein Bedenken entgegen
nicht aufzuhalten.

Arreſtations. ART. XIV. Allen Behörden, beſonders den G
behörden, wird es ſtrenge zur Pflicht gemacht we
auf die jenſeitigen Deſerteurs ein wachſames Aug
haben, und daher einen jeden, aus deſſen Ausſa
Kleidung, Waffen oder andern Anzeichen, ſich erg
daſs er ein ſolcher Deſerteur ſey, ſogleich, ohne
eine Requiſition deshalb abzuwarten, unter Auf
zu ſtellen, oder nach Umſtänden zu verhaften.

Extradition des obligés au ſervice. ART. XV. Alle, nach der Verfaſſung der beid
tigen Staaten, Reſerve- oder Landwehr- und
haupt militärpflichtige Unterthanen, welche ſich,
Zeit der Publication dieſer Convention an, in die
de des andern Souverains oder zu deſſen Truppen
geben, ſind auf vorgängige Reclamation, der Au
ferung ebenfalls unterworfen, und es ſoll mit d
Auslieferung im Uebrigen, ſowohl in Hinſicht de
bei zu beobachtenden Form, als auch wegen de
erſtattenden Verpflegungskoſten, eben ſo gehalten
den, wie es wegen der Auslieferung militäriſcher
ſerteurs in dieſer Convention beſtimmt iſt.

Bei allen ſolchen Auslieferungen aber, welche
der Obrigkeit auf jenſeitige Requiſition bewirkt w
den, wird ein Cartelgeld nicht entrichtet.

Renvoi de ceux ſoupçonnés. ART. XVI. Diejenigen Individuen, welche n
den Geſetzen eines jeden der paciscirenden Staaten
militärpflichtigen Alter ſind, und bei Ueberſchreitu
der gegenſeitigen Grenzen, ohne eine hinreichen
Legitimation vorzeigen zu können, den Verdacht
ſ

chen, daſs ſie ſich der Militärpflicht gegen ihren 1817
nziehen wollen, ſollen ſofort zurückgewieſen,
rgleichen Perſonen weder Aufenthalt noch Zu-
in dem jenſeitigen Staate geſtattet werden.

r. XVII. Den beiderſeitigen Behörden und Engage-
nnen wird ſtrenge unterſagt werden, Deſer- mens dé-
der ſolche Militärpflichtige, die ihre desfallſige fendus.
ng nicht hinlänglich nachweiſen können, zu
enſten anzunehmen, deren Aufenthalt zu ver-
ten, oder dieſelben, um ſie etwanigen Re-
nen zu entziehen, in entferntern Gegenden
ndern. Auch ſoll es nicht geſtattet werden,
i irgend einer fremden Macht dergleichen In-
i innerhalb der Staaten der hohen Souveraine
ben werden.

XVIII. Wer ſich der wiſſentlichen Verheh- Peine
es Deſerteurs oder Militärpflichtigen und der des fau-
ung der Flucht deſſelben ſchuldig macht, teurs.
t einer nachdrücklichen Geld- oder Gefäng-
belegt.

XIX. Gleichmäſsig wird es den Unterthanen Défenſe
ihen contrahirenden Mächte unterſagt werden, d'achat
m jenſeitigen Deſerteur Pferde, Sattel und d'équip-
, Armatur- und Montirungsſtücke zu kaufen pemens.
t an ſich zu bringen. Der Uebertreter dieſes
wird nicht allein zur Herausgabe dergleichen
ebrachten Gegenſtände, ohne den mindeſten
oder zu Erſtattung des Werths angehalten,
noch überdem mit willkührlicher Geld- oder
ſeſtrafe belegt werden, wenn bewieſen wird,
wiſſentlich von einem Deſerteur etwas ge-
r an ſich gebracht hat.

XX. Indem auf dieſe Art eine regelmäſsige Pour-
ung der gegenſeitigen Deſerteurs und Mili- ſuite de
gten eingeleitet iſt, wird jede eigenmächtige fait dé-
ig eines Deſerteurs auf jenſeitigem Gebiete, fendue.
Verletzung des letztern ſtreng unterſagt und
vermieden werden. Wer ſich dieſes Ver-
huldig macht, wird, wenn er dabey betroffen
gleich verhaftet, und zur geſetzlichen Be-
n ſeine Regierung abgeliefert werden.

XXI. Als eine Gebietsverletzung iſt jedoch Limita-
nſehen, wenn von einem Commando, wel- tion.
ches

1817 ches einen oder mehrere Deſerteurs bis an di
verfolgt, ein Commandirter in das jenſeitig
geſandt wird, um der nächſten Ortsobrigkeit
ſertion zu melden.

Dieſe Obrigkeit muſs vielmehr, wenn der I
ſich in ihrem Bereiche befindet, denſelben ſo
haften; und wird in dieſem Falle, wie ü
jedesmal, wenn ein Deſerteur von der Obrig
haftet wird, kein Cartelgeld gezahlt. Der C
dirte darf ſich aber keinesweges an dem I
vergreifen, widrigenfalls er nach Artikel 20
handeln iſt.

Enrôlemens forcés ou clandeſtines.

ART. XXII. Jede gewaltſame oder heiml
werbung im jenſeitigen Territorio, Verführ
ſeitiger Soldaten zur Deſertion, oder andere
thaten zum Austreten mit Verletzung ihrer Milit
iſt ſtreng untersagt. Wer eines ſolchen B
wegen in dem Staate, wo er ſich deſſen ſch
macht, ergriffen wird, iſt der geſetzlichen B
deſſelben unterworfen. Wer ſich aber dieſer B
durch die Flucht entzieht, oder von ſeinem V
aus auf obige Art auf jenſeitige Unterthanen z
ſucht, wird auf desfallſige Requiſition in ſe
terlande zur Unterſuchung und nachdrücklich
gezogen werden.

Nul effet rétroactif

ART. XXIII. Diejenigen, welche vor
machung dieſer Convention von den Trup
einen der hohen contrahirenden Mächte deſe
und entweder bei der Armee des andern S
Militärdienſte genommen haben, oder ſich, d
gleichen wiederum ergriffen zu haben, i
Landen aufhalten, ſind der Reclamation u
lieferung nicht unterworfen.

Option accordée à ceux qui ſont au ſervice.

ART. XXIV. Den Landeskindern beider
welche zur Zeit der Publication wirklich in
litärdienſt des andern Souverains ſich befin
die Wahl freiſtehen, entweder in ihren G
zurückzukehren, oder in den Dienſten, in
ſie ſich befinden, zu bleiben. Doch müſſe
längſtens binnen einem Jahre nach Public
genwärtiger Convention diesfalls beſtimmt
und es ſoll denjenigen, welche in ihre Hei
rückkehren wollen, der Abſchied unweigerli
werden.

i freiwilligen Capitulanten treten dieſe Beſtim- 1817
en erſt nach Ablauf der Capitulation ein.

RT. XXV. Gegenwärtige Convention, deren Ratifi-
cation binnen drei Wochen umgewechſelt wer- cation.
oll, wird von den hohen contrahirenden Mächten,
ſeits zu gleicher Zeit, zur genaueſten Befolgung
irt werden, und iſt gültig und geſchloſſen auf
hre, mit ſtillſchweigender Verlängerung bis zu
der Aufkündigung, welche ſodann jederzeit
der hohen contrahirenden Theile ein Jahr
freiſteht.

geſchehen und unterzeichnet, Dresden den
April 1817.

(L. S.) *Freyherr* VON OELSSEN.

(L. S.) DETTLEV *Graf* VON EINSIEDEL.

c.

ntion de cartel entre S. M. le R. de Pruſſe 31 Oct.
d. S. de Lippe Detmold ſignée à Berlin
le 31. Oct. 1817.

ſetzſammlung für die Preuſs. Staaten. 1818.
N. 1. p. 2.)

Alle in Zukunft und zwar vom Tage der
ntmachung der Convention an gerechnet von
n Königl. preuſsiſchen Armeen und den Truppen
Durchlaucht deſertirende Militärperſonen ſollen
ſeitig ausgeliefert werden.

RT. II — IX. *Conviennent de mot à mot avec*
t. 2 — 9. de la convention entre la Pruſſe et la
du 18 Avril 1817.

RT. X. *Convient avec l'art. 10. de la conven-*
tée ſi ce n'eſt qu'à la fin de cet article il eſt
.

enn auf die auszuliefernden Deſerteurs, nach
zum Zweck der Auslieferung erfolgten Verhaftung
Krankheit höhere Verpflegungskoſten haben
ndet werden müſſen; ſo werden dieſe ebenfalls
ch bei der Auslieferung, jedoch auf den Grund
mitzutheilenden beſonderen Berechnung erſtattet.

ART.

1817 ART. XI — XXIV. *Conviennent de mot avec les art.* 11 — 24. *de la ſuſdite convention.*

ART. XXV. *Convient avec l'art.* 25. *de la convention ſi ce n'eſt qu'il y eſt ajouté:*

Wenn auf dem Bundestage jedoch allgemei ſchlüſſe gefaſst würden, welche mit den vorſtch Beſtimmungen unvereinbar ſind, ſo wird das B ſchlusmäſsige Verfahren künftig an die Stelle

d.

1818 *Convention du cartel entre les Gouvernemens* 28 Nov. *ſiens et du Grand-Duc de Heſſe, ſigné le* 11 *et publiée le* 31 *Mars* 1818.

(*Geſetzſammlung für die Pr. Staaten.* 1818.

ART. I — V. *Conviennent de mot à mot av art.* 1 — 5. *de la convention du* 18 *Avril* 1817. *la Pruſſe et la Saxe.*

ART. VI. Um durch die möglichſte Regeln keit die Auslieferung zu beſchleunigen, ſind beid trahirende Theile wegen beſtimmter gegenſ Auslieferungskoſten dahin übereingekommen, di Groſsherzogliche Stadt und deutſche Bundesf Mainz auch für beide contrahirende Staaten Empfangnahme der Deſerteurs und zu ſofortige zahlung aller in den folgenden Artikeln X un ſtipulirten Koſten beſtimmt, und den in Main befindenden Behörden dazu der beſondere A ertheilt werden ſoll.

ART. VII et VIII. *Conv. de mot à mot av art.* 7 *et* 8. *de la dite convention.*

ART. IX. Die im vorſtehenden Artikel erwä Requiſitionen ergehen Preuſsiſcher Seits an das herzogliche Ober-Kriegs-Colleg., oder an die P ſial-Cantons-Commandeurs zu Darmſtadt, G und Worms, und Heſſiſcher Seits an die nächſte P ſche Provinzial-Regierung oder das nächſte Köni General-Commando der preuſsiſchen Provinz, der Deſerteur ſich begeben. Von den Militärbeh werden diejenigen Deſerteurs, welche etwa zum

enommen ſeyn ſollten, von den Civil-Behörden 1818
diejenigen, bei denen dies der Fall nicht iſt,
eliefert.

ART. X. An Unterhaltungskoſten werden der aus-
mden Macht für jeden Deſerteur vom Tage ſeiner
aftung an, bis zum Tage der Auslieferung ein-
ſchlich, für den Tag drei Groſchen Preuſsiſch
ant, oder dreizehn und einen halben Kreutzer
24 Fl. Fuſs; für ein Pferd aber täglich ſechs Pfund
r, acht Pfund Heu und drei Pfund Stroh, Ber-
Gewicht, den Zentner zu Einhundert und zehn
l gut gethan.

ie Berechnung der Futterkoſten geſchiehet nach
Marktpreiſen des Orts oder der nächſten Stadt,
die Arretirung geſchehn iſt, und die Bezahlung
gt, ohne die geringſte Schwierigkeit gleich bei
Auslieferung.

RT. XI. *Convient de mot à mot avec l'art.* 11.
dite convention.

RT. XIII. Dem Unterthan, welcher einen Deſer-
einliefert, ſoll eine Gratification von fünf Thalern
ſiſch Courant, oder neun Gulden im 24 Fl. Fuſs
nen Mann ohne Pferd, und von zehn Thalern
ſiſch Courant oder achtzehn Gulden im 24 Fl. Fuſs
nen Mann mit dem Pferde gereicht, von dem
fernden Theile vorgeſchoſſen und ſo fort bei der
eferung wieder erſtattet werden. In Rückſicht
er ausgetretener Militärpflichtigen, die nicht nach
. in die Claſſe der eigentlichen Deſerteurs gehören,
dieſes Cartel weg.

RT. XIII — XXV. *Conviennent* (*mutatis mutan-*
mot à mot avec la ſusdite convention.

e.

1818 16 Fevr. *Convention de Cartel entre le gouvernem Pruſſe et celui de Lippe Schaumburg ſig 16 Fevr. et publiée le 4 Mai* 1818.

Convient de mot à mot avec le cartel du 31 *Oc entre la Pruſſe et Lippe Detmold, inſeré ci- voyés*

Geſetzſammlung f. d. Pr. Staaten 1818. p.

f.

3 Mai. *Convention de Cartel entre les gouvernem Pruſſe et du G. Duc de Mecklenbourg-Sch ſignée à Berlin le 3 Mai* 1818; *pub le 8 Mai* 1818.

(*Geſetzſammlung f. d. Pr. Staaten* 1818. p.

Art. I. Alle von den Truppen der beiden contrahirenden Theile unmittelbar oder mittel des anderen Lande oder zu deſſen Truppen, dieſe auch auſserhalb ihres Vaterlandes ſich be ſollten, deſertirende Militärperſonen ſollen gege ausgeliefert werden.

Art. II — VIII. *Conviennent de mot à mo les art.* 2 — 8. *du Cartel du* 18 *Avr.* 1817. *en Pruſſe et la Saxe.*

Art. IX. Die im vorſtehenden Artikel erwä Requiſitionen ergehn von Seiten der betreff Preuſsiſchen Militär- oder Civil-Behörden unmi an die Groſsherzoglich Mecklenburg-Schwer Regierung, und von Seiten der Groſsherzog betreffenden Behörden unmittelbar an die nächſt vinzial-Regierung, oder an das General-Com der Preuſsiſchen Provinz, wohin der Deſerteu begeben hat.

Von den Militär-Behörden werden diejenigen De- 1818
serteurs, welche etwa zum Dienſte angenommen ſeyn
ſollten, von den Civil-Behörden aber diejenigen, bey
denen dies der Fall nicht iſt, ausgeliefert.

ART. X. *Convient avec l'art.* 10. *de la convention Cartel entre la Pruſſe et le Hannovre du* 1 *Août* [illegible] *voyés plus bas.*

ART. XI — XXIII. *Conviennent de mot à mot avec* [illegible] 11 — 23. *de la conv. entre la Pruſſe et la Saxe.*

ART. XXIV. Indem die gegenwärtige Cartel-Con-
vention an die Stelle der zwiſchen den beiderſeitigen
Provinzen reſp. unter dem 3. u. 11. Auguſt 1813. ge-
troffenen Vereinigung wegen Auslieferung der Deſer-
teurs und militärpflichtigen Unterthanen tritt, ſind
diejenigen Deſerteurs der Reclamation und Aus-
lieferung nicht unterworfen, welche bereits vor dem
Zeitpunkte der letztgedachten Vereinigung von den
Truppen eines der hohen contrahirenden Theile ent-
weder ſind, und bei dem andern Souverain Dienſte
genommen haben oder ſonſt in deſſen Landen ſich
aufhalten. Desgleichen ſollen ſolche militärpflichtige
Unterthanen, welche zwar erſt nach dem vorſtehend
benannten Zeitpuncte ausgetreten ſind, jedoch nach-
weiſen können, daſs ſie vor Publication der gegenwär-
tigen Convention bereits drei Jahre hindurch in dem
jetzigen Gebiete anſäſſig geweſen ſind, von der
Reclamation ausgenommen ſeyn.

ART. XXV. *Convient de mot à mot avec l'art.* 24. *de la conv. du* 18 *Avr.* 1817. *avec la Saxe.*

ART. XXVI. *Convient avec l'art.* 25. *de la dite convention ſi ce n'eſt qu'on y a ajouté la clauſe.*

Sollten jedoch auf dem Bundestage allgemeine Be-
ſchlüſſe gefaſst werden, welche mit einzelnen Be-
ſtimmungen der vorſtehenden Convention unvereinbar
ſeyn, ſo wird das bundesmäſsige Verfahren an die
Stelle der letzteren treten.

Geſchehn und unterzeichnet Berlin, den 3. Mai 1818.

g.

1818 3 Mai. **Convention de Cartel entre le Gouvernement l ſien et le Senat de la ville libre anſéatiqu Hambourg du 3 Mai 1818.**

(*Geſetzſammlung für die Königl. Preuſs. Sta* 1818. p. 37.)

Art. I. *Convient avec l'art. 1. du Cartel en Pruſſe et Lippe Detmold du 31 Oct. 1817. V. ci-d*

Art. II—V. *Conv. avec les art. 2-6. de la entre la Pruſſe et la Saxe du 18 Avril 1817.*

Art. VI. Die Auslieferung geſchieht in de freiwillig und ohne erſt eine Requiſition abzuw Sobald daher eine Militär- oder Civil-Behörde e jenſeitigen Deſerteur entdeckt, wird ſofort die lieferung desſelben ſo wie der bey ihm etwa v fundenen Effecten, Pferde, Waffen u. ſ. f. veran

Art. VII. *Convient avec l'art. 8. du Cartel la Saxe.*

Art. VIII. Die in vorſtehendem Artikel erw ten Requiſitionen ergehn Preuſsiſcher Seits, in ſicht bereits zum Dienſte angenommener Deſe an den jedesmaligen Militärchef der Hamburger niſon, in allen übrigen Fällen aber an den dor Polizeyherrn, und Hamburgiſcher Seits in Hi ſchon zum Dienſt angenommener Deſerteurs, a General-Commando der Provinz, worin ſich de ſerteur befindet, in allen übrigen Fällen aber a betreffende Preuſsiſche Provinzial-Regierung.

Art. IX. *Convient avec l'art. X. de la conv. Lippe-Detmold du 31 Oct. 1817.*

Art. X—XIV. *Conviennent avec les art. 11 de la conv. avec la Saxe du 19 Avr. 1818.*

Art. XV. Den beiderſeitigen Behörden un terthanen wird ſtrenge unterſagt werden, Deſe oder ſolche Militärpflichtige, die ihre diesfallſig freiung nicht hinlänglich nachweiſen können Kriegsdienſten anzunehmen, deren Aufentha verheimlichen, oder dieſelben, um ſie etwa Reclamationen zu entziehen, in entferntere G

befördern. Auch ſoll es ihnen nicht geſtattet 1818
, daſs von irgend einer fremden Macht der-
i Individuen innerhalb der Staaten der con-
den Theile angeworben werden.

. XVI. Wer ſich der wiſſentlichen Verhehlung
eſerteurs oder Militärpflichtigen und der Be-
ig der Flucht desſelben ſchuldig macht, wird
n nachdrücklichen Geld- oder Gefängniſsſtrafe

, XVII. *Convient avec l'art. 19. du Cartel Saxe.*

, XVIII — XX. *Conviennent avec les artt. de la Convention avec la Saxe.*

; XXI. *Convient avec l'art. 15. du Cartel avec Detmold du 31 Oct. 1817.*

h.

tions de Cartel entre le Gouvernement Prus- 3 Mai.
le Senat de la ville libre de Lubec item Senat de la ville libre de Bremen, ſignées le 3 Mai 1818.

ventions conviennent de mot à mot (mutatis f) avec le Cartel ci-deſſus, ſigné avec la ville libre de Hambourg.

i.

ion de Cartel entre le Gouvernement d'Han- 1 Août.
et le Gouvernement Pruſſien, publiée à Hannovre le 1 Août 1818.

annov. Geſetzſammlung. 1. Abthl. Nr. 13.)

I — VIII. *Conviennent de mot à mot avec* [redacted] *8. de la conv[redacted]-deſſus du 18 Nov. 1817. Pruſſe et la Saxe.*

IX. Die in vorſtehendem Artikel erwähnten onen ergehen Königl. Hannoveriſcher Seits an ie Provinzial-Regierung oder an das General- do der Preuſsiſchen Provinz, wohin der De- ich begeben, und Königl. Preuſsiſcher Seits

an

1818 an das Königliche General-Commando zu Hannov
oder aber an die Provinzial-Regierung der Prov
wohin der Deſerteur ſich begeben hat.

Von den Militär-Behörden werden diejenigen
ſerteurs, welche etwa zum Dienſt angenommen
ſollten, von den Civil-Behörden aber diejenigen,
denen dies der Fall nicht iſt, ausgeliefert.

Art. X. Sollten zwiſchen Seiner Majeſtät,
Könige von Hannover und andern deutſchen Bu
ſtaaten, welche durch die Königl. Preuſsiſchen
ten von dem Hannoveriſchen Gebiete getrennt
Cartel-Conventionen beſtehen, oder noch geſchl
werden, in deren Folge Auslieferungsfälle Hann
ſcher Deſerteurs vorkommen; ſo ſind die Kön. P
ſchen Behörden verpflichtet, dergleichen De
von ſolchen hinterliegenden dritten Staaten aus
men, und den weiteren Transport nach den i
mäſsheit des Artikels VI. zu beſtimmenden Hann
ſchen Ablieferungsorten in eben der Art zu ver
ten, als ob ſolche Deſerteurs innerhalb der Kö
Preuſsiſchen Staaten ſelbſt zuerſt ergriffen worden w

Eine gleiche Verpflichtung findet auf Seiten
Königlich Hannoveriſchen Behörden ſtatt, wen
ähnlichen Fällen auf dem Grunde zwiſchen der Kö
Preuſsiſchen Regierung und andern deutſchen Bu
ſtaaten beſtehender Cartel-Conventionen Königl. P
ſsiſche Deſerteurs das Königl. Hannoveriſche Ge
paſſiren müſſen, um ihre Auslieferung zu bewir

Art. XI — XXV. *Conviennent de mot à mot*
les artt. 10–24. *de la susdite convention avec la S*

Art. XXVI. Es verſteht ſich, und wird hierdu
ausdrücklich erklärt, daſs durch keine der vorſte
den Beſtimmungen den künftigen etwanigen Beſc
ſen des Bundestags über einen allgemeinen Te
der Militärpflichtigkeit vorgegriffen, oder die bun
mäſsige Auswanderungs-Freiheit der Unterthanen
ſchränkt werden ſoll.

Art. XXVII. Gegenwärtige Convention wird
derſeits zu gleicher Zeit zur genaueſten Befolg
publicirt werden, und iſt gültig auf ſechs Jahre,
ſtillſchweigender Verlängerung bis zu erfolgender
kündigung, welche ſodann jederzeit jedem der h
contrahirenden Theile Ein Jahr voraus freiſteht.

39.

ventions d'étappes ſignées entre la Pruſſe et 1816
divers Etats d'Allemagne. 1816. 1817 *). 6 Déc.

I.

hmarſch- und Etappenconvention, gegen- abgeſchloſſen zwiſchen Preuſsen und ver, vom 6ten December 1816.; ratifi- am 18ten December deſſelben Jahres.

(Geſetzſammlung für die K. Preuſsiſchen Staaten. 1817. p. 77-85).

Wir Friedrich Wilhelm, von Gottes Gnaden, König von Preuſsen etc.

thun hiemit kund, daſs Wir, um die, in dem zu Paris am 29. Mai 1815. zwiſchen Uns und S. M. dem Könige von Groſsbritannien und Hannover abgeſchloſſenen Vertrage und zwar in deſſen ſechsten Artikel enthaltene Beſtimmung, wegen künftig zu treffenden Anordnung rückſichtlich der Einrichtung gegenſeitiger Militärſtraſsen, in Ausführung zu bringen, Unſern Staatskanzler Fürſten von Hardenberg beauftragt haben,

*) La plupart de ces conventions aiant été ſignées en exécution des traités conclus 1815 et 1816, j'ai crû ne pas devoir les omettre ici. La ſimilitude de nombre d'articles dans ces traités m'avait fait eſperer qu'en donnant celui avec le Hannovre du 16 Déc. 1816 qui a ſervi en certain ſens de modèle aux autres, je pourrais me diſpenſer de donner ces derniers en entier en renvoyant aux articles de ce premier qui ſont de même teneur ſur le pied ſur lequel j'en ai agi pour les cartels et pour les conventions ſur le droit de détraction. Cependant j'ai bientôt vu que les frequentes nuances de diverſité qu'on y trouve m'auraient conduit, ou à des inexactitudes ou à des exceptions trop multipliées pour ne pas faire naitre des obſcurités, et j'ai cru qu'il y aurait moins d'inconvenient à groſſir le volume de quelques feuilles pour les donner en entier en ſupprimant toute fois la plupart des actes de ratifications, dreſſés dans la même forme et dont il paraiſſait ſuffire de donner un modèle et les dates.

1816 *haben, Unſern Generalmajor von Wolzogen, Rit Unſers Ordens* pour le mérite etc. *zu autoriſiren, a was dieſen Gegenſtand betrifft, zu verhandeln, zuſchlieſſen und zu unterzeichnen; welcher, und Königlich-Groſsbritanniſch-Hannöveriſche Be mächtigte, Herr Freiherr von Ompteda, am 6. d eine Durchmarſch- und Etappenconvention ſchloſſen und unterzeichnet haben, deren Inhalt gender iſt:*

Nachdem S. M. der König von Preuſsen und der König von Groſsbritannien und Hannover in unterm 29. Mai 1815. abgeſchloſſenen Tractaten b haben, gegenſeitig den Durchmarſch ihrer Tr durch die reſpectiven Lande zu geſtatten, und ſichtlich der Einrichtung der Militärſtraſsen die gen Verabredungen gemeinſchaftlich treffen zu

So iſt deshalb, unter Vorbehalt höchſter Ratifi von den zu dieſem Geſchäfte ſpeciell commi und bevollmächtigten Unterzeichneten, name dem Freiherrn von Wolzogen, Königl. Preuſsiſche neralmajor, Ritter des Königl. Preuſs. Ordens le mérite, des Kaiſerl. Ruſſiſchen St. Anneno 1ſter Klaſſe, des Groſsherzogl. Weimariſchen w Falkenordens 1ſter Klaſſe, Commandeur des K Oeſterreichiſchen St. Leopold Ordens und Ritte Königl. Baieriſchen Militär Max-Joſeph-Ordens, dem Freiherrn von Ompteda, Königl. Groſsbritann Hannöveriſchen auſserordentlichen Geſandten u vollmächtigten Miniſter, Commandeur des K Groſsbrittanniſch-Hannöveriſchen Guelphenor Nachſtehendes auf das Verbindlichſte verabred abgeſchloſſen worden.

Ligne d'étappes. I. *Feſtſtellung der Linie der beiden Königl. P Militärſtraſsen und der Königl. Hannöveriſche litärſtraſse, der Etappen-Hauptörter und Con rung der Etappenbezirke.*

1. Die Linie der Militärſtraſse, welche über berſtadt und Hildesheim führt, berührt in den Kö Hannöverſchen Landen folgende Etappen-Haupt mit den dazu gelegten Etappenbezirken:

Von Wolfenbüttel nach Groſs-Lafferde 3½ M mit Groſs-Lafferde, Klein-Lafferde, Gudenſtedt,

Hünſtedt, Oberg, Groſs-Ilſede, Adenſtedt, 1816
ck, Sühlde, Groſs-Himſtedt, Klein-Himſtedt,
, Feldbergen. Oedlum, Mollme, Garniſſen mit
m, Hoheneggelſen.

Groſs-Lafferde nach Hildesheim (wo auch den
der Ruhetag auf ihrem Marſch durch die
hannöveriſchen Staaten gegeben wird) 2½ Meile,
lt Hildesheim, Steuerwald, Himmelsthür,
Emmerke, Groſs-Eſcherde, Klein-Eſcherde,
eſen, Klein-Gieſen, Bettmar, Driſpenſtedt,
lt, Einum, Dinklar, Kemme, Achtum und
Schelvertern, Moritzberg, Achterſum, Har-
merſum, Borſum, Haſede, Aſel, Machtſum.

Hildesheim nach Coppenbrügge 3½ Meile, mit
rügge, Brunnighauſen, Brullſen, Neuſtadt,
Herkenſen, Bentorf, Dorpe, Marienau mit
en, Hemmendorf, Salzhemmendorf, Lauen-
ellingen, Diddeſſen, Behrenſen, Oldendorf,
, Oerſem, Bisperode.

rdem werden die Ortſchaften Elze, Mehle,
sbeck in denjenigen Fällen, wo die Truppen
neln nach Lemgo gehen, dem Etappen-Ar-
ement von Coppenbrügge annoch zugelegt.

Coppenbrügge nach Oldendorf 4½ Meile, oder
meln 2 Meilen, mit Groſs-Berkel, Klein-
Selkſen, Ohr, Erzen.

arken Durchmärſchen, wie dieſes namentlich
ückkehr ſämmtlicher Truppen aus Frankreich
ſeyn könnte, werden dem Etappen-Arron-
von Hameln noch folgende Ortſchaften zu-
Rohnſen, Afferde, Wehrbergen, Groſs- und
iltigsfeld, Haſtenbeck, Tundern, Watzen,
de.

Hameln nach Alverdiſſen 3 Meilen.

e Militärſtraſse, welche in Gemäſsheit der
ähnten Tractaten über Gifhorn, Celle u. ſ. w.
vom Königl. Preuſsiſchen Gouvernement für
des Friedens völlig aufgegeben, und wird
len Fall eines Krieges und der dadurch ver-
Truppendirectionen reſervirt. Dagegen wird
igl. Preuſs. Gouvernement eine ſüdlichere
ſse zugeſtanden, welche von Heiligenſtadt auf
ührt und folgende Etappenorte berührt:

1816 Von Heiligenſtadt nach Nörthen 4 Meilen;
Von Nörthen nach Einbeck 3 Meilen;
Von Einbeck nach Alfeld 2½ Meile;
Von Alfeld nach Coppenbrügge 3½ Meile;
Von Coppenbrügge nach Oldendorf 3½ Meile.

Dieſe Straſse ſoll nur ſelten und nie zum M
von ſtarken Truppencorps gebraucht werden,
Maximum circa von 1 bis 2 Bataillone und eb
viel Escadrons beſtimmt wird. Es iſt daher
nicht nothwendig, auf den genannten Etappen
beſondere dauernde Einrichtungen zu treffen, d
es überflüſſig ſeyn würde, den Etappenorten für
beſondere Rayons zuzulegen; es ſollen vielmeh
gleichen Rayons in einzelnen Fällen, wo es
ſeyn ſollte, zu ſeiner Zeit beſtimmt werden.

Die Königl. Hannöveriſche Regierung ſoll
jedesmal drei Wochen vorher requirirt und be
richtigt werden, wann die erwähnte Straſse gebr
werden ſoll.

3. Die Linie der Militärſtraſse für die Königl.
növeriſchen Truppen durch die Königl. Preuſs.
berührt folgende Etappenbezirke:

Von Osnabrück nach Ippenbuhren 3½ Meile
Lehen, Kloſter Grafenhorſt, Puſſelbühren, La
beck, Weſt-Cappel nebſt Dependenz, Lotte,
tingen, Bevergen;

Von Ippenbuhren nach Rheine 3 Meilen, mi
Kirchſpiel Rheine und Dependenz, Meſum neb
pendenz, Neuenkirchen nebſt Dependenz;

Von Rheine nach Bentheim 3 Meilen;

Die durchmarſchirenden Truppen, mit Ausn
von kleinen Detaſchements bis 50 Mann (welc
die Baracken kommen, ſobald dieſelben einge
ſind), ſind gehalten, nach jedem als zum Bezi
hörig bezeichneten Orte zu gehen, welcher ihne
der Etappenbehörde angewieſen wird, es ſey
daſs dieſelben Artillerie-, Munitions- oder ande
deutende Transporte mit ſich führen. Dieſen
porten, nebſt der zur Bewachung erforderlichen
ſchaft, müſſen ſtets ſolche Ortſchaften ange
werden, welche hart an der Militärſtraſse l
Andere Ortſchaften, als die oben erwähnten,
den Truppen nicht angewieſen werden, den Fa

en, wenn bedeutende Armeecorps in ſtarken 1816
ı marſchiren. In ſolchen Fällen werden ſich
der Dislocation beauftragten Officiere mit den
behörden über einen weiter auszudehnenden
vereinigen.

radirung der Truppen und Einrichtung der Marſchroute. Feuilles de route

ıtliche reſpective durch die Königl. Preuſs.
ligl. Hannövriſchen Lande marſchirende Trup-
ſen auf einer der drei genannten Militärſtraſsen
ıuer Berückſichtigung der nunmehro feſtgeſtell-
ppen-Hauptörter inſtradirt ſeyn, indem ſie
der auf Quartier noch auf Verpflegung An-
nachen können. Sollten etwa in der Folge
wieder abweichende Beſtimmungen nothwen-
len; ſo kann nur in Gefolge einer Vereinigung
ontrahirenden hohen Theile eine Aenderung
erfolgen. Was die Einrichtung der Marſch-
betrifft, ſo können die Marſchrouten für die
Preuſs. Truppen, welche durch die Königl.
iſchen Lande marſchiren, nur von dem Kö-
uſs. Kriegsminiſterio und dem Generalcom-
in Sachſen oder Weſtphalen mit Gültigkeit
t werden; dagegen können für die durch die
Preuſs. Staaten marſchirenden Königl. Han-
en Truppen die Marſchrouten nur von dem
Hannövriſchen Generalcommando und dem
elben angeſtellten Generalquartiermeiſter oder
ide mit Gültigkeit ertheilt werden. Auf die
ern Behörden gegebenen Marſchrouten wird
ıartier noch Verpflegung verabfolgt.

n von den oben erwähnten Behörden auszu-
ı Marſchrouten iſt die Zahl der Mannſchaft,
, Unterofficiere und Soldaten) und Pferde,
hnen zukommende Verpflegung und der Be-
Transportmittel genau zu beſtimmen. Ins-
: iſt darauf zu achten, daſs die Behörden von
ıpenmärſchen frühzeitig genug in Kenntniſs
erden, und es wird in dieſer Hinſicht Fol-
eſtimmt:

ietaſchements unter 20 Mann können nur den
ı 15ten eines jeden Monats von dem letzten

Preuſsi-

1816 Preuſsiſchen Haupt-Etappenorte abgehen (widrigen ſie weder Quartier noch Verpflegung erhalten), ſo aber nie ohne einen Vorgeſetzten marſchiren. Detaſchements bis zu 50 Mann iſt Tags zuvor ein Quartiermacher vorauszuſchicken, um bei der Etappenhörde das Nöthige anzumelden. Von der Ankgröſserer Detaſchements bis zu einem vollen Batail oder einer Escadron müſſen die Etappenbehörd wenigſtens 3 Tage vorher benachrichtigt werd Wenn ganze Bataillons, Eskadrons oder mehrere Tppen gleichzeitig marſchiren, ſo müſſen nicht allein Etappenbehörden wenigſtens 8 Tage zuvor benrichtigt werden, ſondern es ſollen auch die gegtigen Landesregierungen wenigſtens 8 Tage benachrichtigt und requirirt werden. Auſserdem wenn eins oder mehrere Regimenter gleichzeitig marſchiren, dem Corps ein commandirender Offi wenigſtens 3 Tage zuvor vorausgehen, um wegen Dislocation, Verpflegung der Truppen, Geſtellung Transportmittel u. ſ. w. mit der Direction über betreffende Militärſtraſse führenden Behörde gemſchaftlich die nöthigen Vorbereitungen auf ſämmtlic Etappen-Hauptörtern für das ganze Corps zu tref Dieſer kommandirte Officier muſs von der Zahl Stärke der Regimenter, von ihrem Bedarf an pflegung, Transportmitteln, Tag der Ankunft u. ſehr genau inſtruirt ſeyn.

Logement et nourriture.

III. *Einquartirung und Verpflegung der Truppen die dafür zu bezahlende Vergütung betreffend*

A. *Verpflegung der Mannſchaft.*

Einzelnen Beurlaubten und ſonſt nicht im D befindlichen Militärperſonen wird weder Recht Quartier noch auf Verpflegung gegeben; diejen Truppen aber, welche zum Quartier und zur pflegung berechtigt ſind, erhalten ſolche entwede den Einwohnern oder in den Baracken, deren A der betreffenden Regierung überlaſſen bleibt. Utenſilien in den Baracken beſtehen für den U officier und die Gemeinen in Lagerſtroh, einem kenbrett, Stühlen oder hinreichenden hölzernen ken. Jeder Unterofficier und Soldat iſt gehalten, der Einquartierung und Verpflegung in den Bar

n zu ſeyn, ſobald er dasjenige erhält, was 1816
mentsmäſsig zu fordern berechtigt iſt. Die
rſchirenden Truppen, welche der Marſchroute
bei den Unterthanen einquartirt werden, er-
uf die Anweiſung der Etappenbehörden und
szuſtellende Quittung der Commandirenden
uralverpflegung vom Quartierwirthe, indem
ohne Verpflegung fernerhin einquartiert wer-

Als allgemeine Regel wird in dieſer Hinſicht
t, daſs der Officier ſowohl wie der Soldat mit
:he ſeines Wirths zufrieden ſeyn muſs. Um
hlechter Beköſtigung von Seiten des Wirths,
näſsigen Forderungen von Seiten des Soldaten,
gen, wird Folgendes beſtimmt.

nterofficier und Soldat und jede zum Militär
e Perſon, die nicht den Rang eines Officiers
n in jedem Nachtquartier, ſei es bei dem
r oder in den Baracken, verlangen: 2 Pfund
:backnes Roggenbrod, ½ Pfund Fleiſch und
, ſo viel des Mittags und Abends zu einer
n Mahlzeit gehört; des Morgens zum Früh-
n der Soldat weiter nichts verlangen, ſo wenig
rechtigt iſt, von dem Wirthe Bier, Brannt-
r gar Caffee zu fordern; dagegen ſollen die
eiten dafür ſorgen, daſs hinreichender Vor-
Bier und Branntwein in jedem Orte vorhan-
nd daſs der Soldat nicht übertheuert wird.
tern-Officiere bis zum Capitain excl. erhal-
r Quartier, Holz und Licht, das nöthige
pe, Gemüſe und ½ Pfund Fleiſch, alles vom
hörig gekocht, auch Mittags und Abends
Mahlzeit eine Bouteille Bier, wie es in der
brauet wird; Morgens zum Frühſtück Caffee,
l und ⅛ Quart. Branntwein. Der Capitain
r der oben erwähnten Verpflegung des Mit-
ein Gericht verlangen. Für dieſe Verpfle-
l gegenſeitig nach vorgängiger Liquidation
reſp. Gouvernement folgende Vergütung

den Soldaten . .	4 Ggr.	Gold.	
den Unterofficier . .	4 —	—	
den Subaltern-Officier .	12 —	—	
den Capitain . .	16 —	—	

Staabs-

1816 Staabsofficiere, Oberſten und Generale beköſt
ſich auf eigene Rechnung in den Wirthshäuſern;
ſolchen Orten, wo dieſes nicht thunlich ſeyn ſo
bezahlt der Staabsofficier 1 Rthlr. Gold, der Obriſt
General 1 Rthlr. 12 Ggr. Gold, wogegen der Quar
träger für anſtändige und reichliche Koſt ſorgen m
Dieſe Vergütung wird von den betreffenden St
officieren unmittelbar berichtigt.

Weiber und Kinder ſollen in der Regel
Quartier noch Verpflegung erhalten. Sollte jedoch
nahmsweiſe dieſes nicht vermieden werden kön
ſo iſt dieſe Berechtigung auf Quartier und Verpfl
in der Marſchroute beſonders zu bemerken, und
den alsdann ſowohl die Frauen als die Kinder
den Soldaten gegen die oben feſtgeſetzte Entſ
gung einquartiert und verpflegt. Dagegen k
die Frauen und Kinder der Officiere auf Quartie
Verpflegung nie Anſpruch machen.

Sollten hin und wieder durchmarſchirende S
ten krank werden, ſo ſollen dieſelben auf Ko
ihres Gouvernements in einem Etappen-Hosp
verpflegt werden, welches für die Königl. Pr
Truppen zu Hildesheim ſeyn ſoll, und worüber
Etappeninſpector die Aufſicht und Berechnung f
Das Local zu dieſem Etappen-Hospitale ſoll von
Königl. Hannöveriſchen Regierung unentgeldlich
gewieſen werden.

Für die Anſchaffung der erforderlichen Effe
ſo wie für alle andere Bedürfniſſe hat aber das K
Preuſs. Gouvernement ſelbſt zu ſorgen.

B. *Verpflegung der Pferde.*

Die Etappenbehörden und Ortsobrigkeiten m
gehörig dafür ſorgen, daſs den Pferden ſtets mög
gute, reinliche Stallung angewieſen wird. I
Einquartierte mit der ſeinen Pferden eingerä
Stallung nicht zufrieden, ſo hat er ſeine Beſchw
bei der Ortsobrigkeit anzubringen; dagegen iſt e
nachdrücklicher Strafe zu unterſagen, daſs die
tärperſonen, welchen Rang ſie auch haben m
die Pferde der Quartierwirthe eigenmächtig aus
Stalle jagen, und ihre Pferde hineinbringen
Die Fourage-Rationen werden auf Anweiſun
Etappenbehörde und gegen Quittung des Empfä

einem in jedem Etappenhauptorte zu etablirenden 1816
zasine in Empfang genommen, und die dabei etwa
ehenden Streitigkeiten werden von der Etappen-
örde ſofort regulirt. Wollen die Gemeinden die
ge ſelbſt ausgeben, welches ihnen jederzeit frei
, oder machen die Umſtände es in den zum
nbezirk gehörenden bequartierten Ortſchaften
endig, daſs, weil die Fourage aus dem Etappen-
ine nicht gehohlt werden kann, die Rationen
ſelbſt geliefert werden müſſen, ſo hat eben-
in Commandirter des Detaſchements die Fou-
r weitern Diſtribution von der Ortsobrigkeit
pfang zu nehmen. Von den Quartierwirthen
arf in keinem Falle glatte oder rauhe Fourage
ert werden. Die Lieferung der Rationen ſoll
er mit der Direction über die betreffende Mili-
ſe beauftragten Behörde jährlich öffentlich li-
t und den Mindeſtfordernden übertragen werden,
Königl. Preuſs. Etappeninſpector muſs zu dieſer
ion eingeladen werden, und kann darauf an-
, daſs ein zweiter Licitationstermin anberaumt
wenn ihm die Preiſe zu hoch ſcheinen, welches
Königl. Hannöveriſche Behörde nicht verweigern
. In denjenigen Fällen, wo die Fourage nicht
dem Magazine genommen, ſondern beſonderer
ände wegen, von der Ortsobrigkeit geliefert iſt,
dieſe denſelben Preis, welchen der Lieferant
en haben würde, wenn aus dem Magazine fou-
t wäre.

Die durch die Fouragelieferung, wie auch die übri-
durch die Mundverpflegung und Geſtellung des
panns entſtehenden Koſten, werden vierteljährig
hnet, und in ſo weit dieſelben nicht compenſirt
en können, von dem betreffenden Gouverne-
baar berichtigt. Die mit der Liquidation zu
tragenden gegenſeitigen Behörden werden ſich
die Form des Rechnungsweſens noch weiter
ndigen und einigen.

Verabreichung des Vorſpanns und Geſtellung der Fuſsboten. Trans-ports;

Die Transportmittel werden den durchmarſchiren-
en Truppen auf Anweiſung der Etappenbehörden
und

1816 und gegen Quittung nur in ſo fern verabreicht deshalb in den förmlichen Marſchrouten das Nö bemerkt worden.

Nur diejenigen Militärperſonen, welche unte ges erkrankt ſind, können auſserdem, und zwar gen Quittung, und nachdem die Unfähigkeit zu ſchiren durch das Atteſt eines approbirten Arztes Wundarztes nachgewieſen worden, auf Transpor tel zur Fortſchaffung in das nächſte Etappenbo Anſpruch machen. Wenn bey Durchmärſchen Armeecorps der Bedarf der Transportmittel für Abtheilung nicht beſtimmt angegeben worden, demnach dieſe Ordnung nicht genau beobachtet den kann, ſo iſt der Commandeur der in einem bequartierten Abtheilung zwar befugt, auf ſeine Verantwortung Transportmittel zu requiriren; muſs aber durch eine ſchriftliche an die Obrigkeit Orts gerichtete Requiſition geſchehen, welche für Stellung der Fuhren, gegen die bey der Geſtell ſogleich zu ertheilende Quittung, ſorgen wird. quartiermachenden Commandirten dürfen auf k Weiſe Wagen oder Reitpferde für ſich requiriren, ſey denn, daſs ſie ſich durch eine ſchriftliche O des Regimentscommandeurs, als dazu berechtigt gitimiren können.

Die Transportmittel werden von einem Nachtq tier bis zum andern, d. h. von einem Etappenbez bis zum nächſten geſtellt, und die Art der Geſtell bleibt den Landesbehörden gänzlich überlaſſen. durchmarſchirenden Truppen ſind gehalten, die Tr portmittel bey der Ankunft im Nachtquartier ſo zu entlaſſen; dagegen muſs von den Behörden d geſorgt werden, daſs es an den nöthigen friſc Transportmitteln nicht fehle, und ſolche zur ge gen Zeit eintreffen. Die durchmarſchirenden T pen oder einzeln reiſenden Militärperſonen, we auf einer Etappe eintreffen, werden den andern gen weiter geſchafft. Sie können nur dann verlan denſelben Tag weiter transportirt zu werden, w deshalb Tags zuvor eine ordnungsmäſsige Anzeige macht worden, widrigenfalls müſſen ſie, wenn gleich weiter und doppelte Etappen zurücklegen len, auf eigene Koſten Extrapoſtpferde nehmen. betreffenden Officieren wird es bey eigener Ver

wor

ung zur besondern Pflicht gemacht, darauf zu 1816
en, dafs die Wagen unterwegs nicht durch Perso-
erschwert werden, welche zum Fahren kein Recht
n, und dafs die Fuhrleute keiner übeln Behand-
ausgesetzt sind.

s Vergütung für den Vorspann wird von dem
Gouvernement für jede Meile und für jedes Pferd
des Wagens, wenn ein solcher erforderlich ist,
mme von 6 Ggr. Gold bezahlt.

Entfernung von einem Nachtquartier in das
wird der Entfernung des Etappen-Hauptortes,
der oben angegebenen Entfernung, bis zum an-
gleich gerechnet, die Fuhrpflichtigen mögen
weitern oder nähern Weg zurückgelegt haben.
Weg der Fuhrpflichtigen bis zum Anspannungs-
wird nicht mit in Anrechnung gebracht. Die
oten und Wegweiser dürfen von dem Militär
eigenmächtig genommen, vielweniger mit Ge-
gezwungen werden; sondern es sind solche von
Obrigkeiten des Orts, worin das Nachtquartier
der wodurch der Weg geht, schriftlich zu requi-
, und die Requirenten haben darüber sofort zu
ren. Nach vorgängiger und richtig befunde-
Liquidation, welche jedesmal dem Etappeninspec-
orzulegen ist, um die Richtigkeit der angegebe-
Entfernungen zu prüfen und zu atteſtiren, soll
otenlohn für jede Meile mit 4 Ggr. Gold ver-
werden, wobei der Rückweg nicht gerechnet

Aufrechthaltung der Ordnung und militärischen Polizei. Police militaire

n die gute Ordnung auf den Etappen aufrecht
hten, soll in Hildesheim ein Königl. Preufs. Etap-
spector angestellt werden, dessen Bestimmung
geht, für die Aufrechthaltung der Ordnung und
igkeit der Liquidationen Sorge zu tragen, und
nigen Beschwerden, so viel wie möglich, abzu-
n. Er hat aber keine Autorität über die Königl.
növerischen Unterthanen. Dem Etappeninspector
die Portofreiheit bey Dienstsiegel und Contra-
atur der Militärbriefe zugestanden. Er soll ein an-
ssenes Quartier, ohne Verpflegung, gegen eine
billige

1816 billige Vergütung in Hildesheim erhalten. Sollten
und wieder Differenzen zwiſchen dem Bequartie
und dem Soldaten entſtehen, ſo werden dieſelben
der betreffenden Etappenbehörde und den comm
renden Officieren, wie auch von dem oben erwäh
Etappeninſpector, gemeinſchaftlich beſeitigt. Die
penbehörde iſt berechtigt, jeden Unterofficier od
daten, welcher ſich thätliche Miſshandlungen
Wirths oder eines andern Unterthanen erlaubt,
retiren, und an den Commandirenden zur w
Unterſuchung und Beſtrafung abzuliefern.

Den gegenſeitigen Etappenbehörden wird e
zur beſondern Pflicht gemacht, darauf zu achte
die Wege ſtets in gutem Stande erhalten werd
überhaupt haben dieſelben ihre ſtete Sorgſamk
auf zu richten, daſs es den durchmarſchirenden
pen an nichts fehle, was dieſelben mit Recht
Billigkeit verlangen können, über welchen Gege
der Etappeninſpector gleichfalls zu wachen hat,
bey den Landesbehörden Beſchwerde führen k

Die commandirenden Officiere ſowohl, wie
Etappenbehörden, ſind anzuweiſen, ſtets mit
und Ernſt dahin zu trachten, daſs zwiſchen den
quartierten und den Soldaten ein guter Geiſt der
tracht erhalten werde, und daſs die Einwohn
Beziehung auf ihre deutſchen Brüder willig die
gen Laſten tragen, welche der Natur der Sache
nicht ganz gehoben, aber durch ein billiges B
men von beiden Seiten ſehr gemildert werden kö

Die reſp. Königl. Preuſs. und Königlich Hann
ſchen Truppen, welche auf eine der genannten
tärſtraſsen inſtradirt werden, ſollen jedesmal vo
Inhalte dieſer Convention, ſo weit es nöthig iſt,
ſtändig unterrichtet werden, ſo wie die erforder
Auszüge aus derſelben auf allen Etappen zur
richt bekannt gemacht und affigirt werden ſolle

Die vorſtehende Etappenconvention ſoll mit
erſten Januar 1817. in Kraft treten, auch auf 10
von beſagtem Dato an gerechnet als gültig abgeſc
ſen ſeyn. Es wird dabey feſtgeſetzt, daſs für den
eines in dieſer Periode eintretenden Krieges, den
ſtänden nach, die etwa nothwendigen abzuändernde
ſtimmungen durch eine beſondere Uebereinkunft

g

rden ſollen. Auch macht ſich die Königlich 1816
iſche Regierung verbindlich, auf die Zeit des
ilts der Occupationsarmee in Frankreich von
ſte der auf der Straſse von Halberſtadt nach
durchmarſchirenden Truppen nur die Hälfte
angeführten Preiſe für Portionen, Rationen,
etc. zu liquidiren, eben ſo wie auch bey
ereinſtigen Rückmarſche der aus Frankreich
ehrenden Armeecorps für ſämmtliche zurück-
en Truppen gleichfalls nur die Hälfte der
gspreiſe liquidirt und berichtigt werden ſoll,
die Königl. Preuſsische Regierung ſich ver-
, für ſämmtliche aus Frankreich zurückkeh-
d dorthin marſchirende Königl. Hannövriſche
gleichfalls nur die Hälfte der oben feſtgeſetz-
ütungspreiſe zu liquidiren.
rkund deſſen iſt dieſes reciproke Dürchmarſch-
t in duplo ausgefertigt, und unter Vorbehalt
Ratification vollzogen, und gegen einander
chſelt worden.
eſchehen Berlin, den 6ten Decbr. 1816.

S.) Ludwig v. Wolzogen.

S.) Ludwig Conrad Georg v. Ompteda.

haben, nachdem Wir dieſen auf zehn Jahr
en Januar 1817. ab gültigen Vertrag geleſen
ogen, den Inhalt davon Unſerm Willen ge-
unden, und daher angenommen, beſtätigt und
, ſo wie Wir ihn hiermit für Uns und Un-
hfolger annehmen, beſtätigen und ratificiren,
Unſer Königliches Wort verſprechen zu
ſs er genau und getreulich erfüllt werde.
ndlich deſſen haben Wir dieſe Ratifications-
eigenhändig unterzeichnet und mit Unſerm
hen Inſiegel bedrucken laſſen.
eſchehen zu Berlin, den 18ten December ein-
achthundert und ſechszehn.

S.) FRIEDRICH WILHELM.

C. *Fürſt* v. Hardenberg.

2.

1816 31 Dec. *Durchmarſch- und Etappen-Convention* [illegible] *31ſten Decbr.* 1816., *gegenſeitig abgeſchlo* [illegible] *zwiſchen Preuſsen und Weimar.*

(*Geſetzſammlung für die Königlich Preuſs. St* [illegible] 1817. p. 85-93.)

Nachdem S. M. der König von Preuſsen etc. [illegible] S. K. H. der Groſsherzog zu Sachſen-Weimar- [illegible] nach in dem am 22ſten September 1815. zu Paris [illegible] ſchloſſenen Staatsvertrage Art. IX. den Truppen-D [illegible] marſch auf mehreren Militärſtraſsen ſtipulirt un [illegible] ſichtlich der Einrichtung derſelben die nöthige [illegible] abredungen treffen zu laſſen beliebt haben; ſo i [illegible] halb, unter Vorbehalt Höchſter Ratification, vo [illegible] zu dieſem Geſchäfte ausdrücklich Bevollmächti [illegible] namentlich dem Freiherrn von Wolzogen, Köni [illegible] Preuſs. General-Major, Ritter des Königl. Preuſs [illegible] dens *pour le mérite*, des Kaiſerl. Ruſſiſchen St. An [illegible] Ordens erſter Claſſe, des Groſsherzogl. Sachſen- [illegible] marſchen weiſsen Falken-Ordens Groſskreuz, C [illegible] mandeur des Kaiſerl. Oeſterreichiſchen St. Leopold [illegible] dens und Ritter des Königl.-Baierſchen Militär- [illegible] Joſeph-Ordens; und dem Freiherrn von Fritſch, G [illegible] herzogl. Sachſen-Weimar-Eiſenachſchen wirkli [illegible] Geheimen-Rath und Staatsminiſter, des Groſsher [illegible] Sachſen-Weimarſchen weiſsen Falkenordens G [illegible] kreuz, Nachſtehendes auf das verbindlichſte verab [illegible] und abgeſchloſſen worden.

Lignes d'étappes. I. *Feſtſtellung der Linie der Königl. Preuſs-* [illegible] *tärſtraſsen, der Etappen-Haupt-Oerter, und* [illegible] *ſtimmung der Etappen-Bezirke.*

1. Buttſtedt, welches drei Meilen von Erfurt [illegible] 3½ Meile von Naumburg entfernt liegt, wird in [illegible] Regel, und ſo lange die Wege in jener Gegend n [illegible] verdorben ſind, als der Etappenort zwiſchen Na [illegible] burg, dem Groſsherzogthum Sachſen und Erfurt genommen, und nur bei ſehr übler Witterung [illegible] dadurch ſehr verſchlimmertem Wege wird der T [illegible] penmarſch über Weimar dirigirt. Zu dem Etap [illegible] bez

Buttſtedt gehören: Hardisleben, Olbersleben, 1816
nshauſen, Groſsbrembach, Krautheim, Neu-
uttelſtedt, Nermsdorf, Schwerſtedt, Nieder-
Mannſtedt, Rudersdorf, Nirmsdorf und Ober-

on Erfurt nach Koblenz trifft die Militärſtraſse
i als Etappenort, zu deren Etappenbezirk Fiſch-
ichrodt, Stedtfeld, Förtha, Melborn, Wenl-
bnitz, Groſs-Lubnitz, Stockhauſen, Hetzels-
regda, Seebach, Farnroda, Kittelsthal, Mos-
Eppichnellen, Markſehl und Burkhardsroda
st werden.

icha, 3½ Meile von Eiſenach. Zu deren Etap-
k gehört: Ober- und Unter-Zella, Dorndorf,
ee, Dönnges, Kieſelbach, Niederbreitsbach,
uſen, Tiefenorth, Merkers, Pferdsdorf, und
ftere Truppenmärſche erfolgen, Berka an der
Gerſtungen. Dankmarshauſen, Groſsenſee, Wün-
l, Fernbreitenbach, Dippach, Horſchlitt, Ober-
lurda, Unterellen, Lauchröden und Hausbrei-

Entfernung von Vacha nach Hersfeld beträgt
1, von Berka nach Hersfeld 3 Meilen, dagegen
ka nach Eiſenach nur 2½ Meile.

ie Militärſtraſsen von den Königl. Preuſs. Staa-
1 den Königl. Preuſsiſchen Theilen des Neu-
Kreiſes, welche in dem im Eingange erwähn-
ſchloſſenen Staatsvertrage beſtimmt ſind, wer-
nigl. Preuſs. Seits vorbehalten, und ſollen auf
Straſsen dieſelben Grundſätze der Verpflegung,
ng der Preiſe und polizeilichen Einrichtungen
len, wie ſolche in gegenwärtiger Convention
t worden ſind.

gen wird
önigl. Preuſs. Seits Erfurt als Etappenort für
ſsherzogl. Sachſen-Weimarſchen Truppen auf
arſchroute von Weimar nach Eiſenach oder
nnd von da wieder zurück angeſtanden, jedoch
lückſicht, daſs die Feſtung mit fremden Trup-
ht belegt werden kann, das Nachtquartier und
pflegung in den nächſt an der Chauſſee nach
gelegenen Dörfern des Erfurtſchen Gebiets an-
n werden.

Die

1816 Die durchmarſchirenden Truppen, mit Ausna
von kleinen Detaſchements bis 50 Mann (welch
die Baracken kommen, ſobald dieſelben eingeri
ſind), ſind gehalten, nach jedem als zum Bezirk
rig bezeichneten Orte zu gehen, welcher ihne
der Etappenbehörde angewieſen wird; es ſey
daſs dieſelben Artillerie-, Munitions- oder ande
deutende Transporte mit ſich führen. Dieſen T
porten, nebſt der zur Bewahrung erforderlichen
ſchaft, müſſen ſtets ſolche Ortſchaften angewieſen
den, welche hart an der Militärſtraſse liegen. A
Ortſchaften, als die oben erwähnten, dürfen den
pen nicht angewieſen werden, den Fall ausgeno
wenn bedeutende Armeecorps in ſtarken Ec
marſchiren. In ſolchen Fällen werden ſich die
Dislocation beauftragten Officiere mit den Eta
hörden über einen weiter auszudehnenden Bez
einigen.

Feuilles de route II. *Inſtradirung der Truppen und Einrichtung*
Marſchroute.

Sämmtliche durch die Königl. Preuſsiſchen
Groſsherzogl. Sachſen-Weimarſchen Lande ma
renden Truppen müſſen auf immer der genannte
litärſtraſsen mit genauer Berückſichtigung der
mehro feſtgeſtellten Etappenörter inſtradirt ſeyn,
dem ſie ſonſt weder auf Quartier noch auf Ve
gung Anſpruch machen können.

Sollten etwa in der Folge hin und wieder ab
chende Beſtimmungen nothwendig werden; ſo
nur in Folge einer Vereinigung beider contra
den hohen Theile eine Aenderung darunter erfo

Was die Einrichtung der Marſchrouten betri
können die Marſchrouten für die Königl. Preuſsi
Truppen, welche durch die Groſsherzogl. Sachſen-
marſchen Lande marſchiren, nur von dem Köni
Preuſs. Kriegsminiſterio und dem Generalcomm
in Sachſen oder am Rhein mit Gültigkeit ausge
werden; dagegen können für die durch Erfurt
ſchirenden Groſsherzoglich-Sächſiſchen Truppen
Marſchrouten nur von dem Groſsherzogl. Sächſiſc
Generalcommando zu Weimar oder zu Eiſenach
Gültigkeit ertheilt werden. Auf die von andern Be

gebenen Marſchrouten wird weder Quartier noch 1816
egung verabfolgt.

den von den oben erwähnten Behörden auszu-
den Marſchrouten iſt die Zahl der Mannſchaft
ire, Unterofficiere und Soldaten) und Pferde,
ie ihnen zukommende Verpflegung und der Be-
r Transportmittel, genau zu beſtimmen. Ins-
re iſt darauf zu achten, daſs die Behörden
Truppenmärſchen frühzeitig genug in Kennt-
zt werden, und es wird in dieſer Hinſicht
beſtimmt:

Detaſchements unter 20 Mann, jedoch mit
e der Arreſtanten, in Anſehung deren es bei
herigen Einrichtung fernerhin verbleibt, kön-
den erſten und 15ten eines jeden Monats von
ten Preuſs. Etappen-Hauptorte abgehen (widri-
ſie weder Quartier noch Verpflegung erhalten),
aber nie ohne einen Vorgeſetzten marſchiren.
taſchements bis zu 50 Mann iſt Tage zuvor ein
rmacher vorauszuſchicken, um bey der Etap-
örde das Nöthige anzumelden. Von der An-
größerer Detaſchements bis zu einem vollen
oder einer Escadron, müſſen die Etappenbe-
wenigſtens drei Tage vorher benachrichtiget

n ganze Bataillons, Escadrons oder mehrere
n gleichzeitig marſchiren, ſo müſſen nicht allein
ppenbehörden wenigſtens acht Tage zuvor be-
htigt werden, ſondern es ſollen auch die ge-
gen Landesbehörden (in Erfurt die Regierung,
mar oder Eiſenach die Landesdirection) wenig-
cht Tage zuvor benachrichtigt und requirirt
Anſserdem ſoll, wenn eins oder mehrere Re-
r gleichzeitig durchmarſchiren, dem Corps ein
dirter Officier wenigſtens drey Tage zuvor
ehen, um wegen der Dislocation, Verpflegung
ppen, Stellung der Transportmittel u. ſ. w.
r die Direction über die betreffende Militär-
ührenden Behörde gemeinſchaftlich die nöthi-
bereitungen auf ſämmtlichen Etappen-Haupt-
für das ganze Corps zu treffen. Dieſer com-
e Officier muſs von der Zahl und Stärke der
ter, von ihrem Bedarf an Verpflegung, Trans-

1816 portmitteln, Tag der Ankunft u. ſ. w. ſehr genau ſtruirt ſeyn.

Logement et nourriture.

III. *Einquartierung und Verpflegung der Tru und die dafür zu bezahlende Vergütung.*

A. *Verpflegung der Mannſchaft.*

Einzelnen Beurlaubten und ſonſt nicht im befindlichen Militär-Perſonen, wird weder Rec Quartier noch auf Verpflegung gegeben. Diej Truppen aber, welche zum Quartier und zur pflegung berechtigt ſind, erhalten ſolche entwed den Einwohnern, oder in den Baracken, dere lage der betreffenden Regierung überlaſſen bleib Utenſilien in den Baracken beſtehen für den officier und die Gemeinen in Lagerſtroh, einem brett, Stühlen oder hinreichenden hölzernen E Jeder Unterofficier und Soldat iſt gehalten, mi Einquartierung und Verpflegung in den Baracke frieden zu ſeyn, ſobald er dasjenige erhält, w reglementsmäſsig zu fordern berechtigt iſt.

Die durchmarſchirenden Truppen, welche Marſchroute gemäſs, bey den Unterthanen einqu werden, erhalten auf die Anweiſung der Etap hörden und gegen auszuſtellende Quittung der mandirenden, die Naturalverpflegung vom Qu wirthe, indem Niemand ohne Verpflegung fern einquartiert werden ſoll.

Als allgemeine Regel wird in dieſer Hinſich geſetzt, daſs der Officier ſowohl wie der Sold dem Tiſche ſeines Wirths zufrieden ſeyn muſs.

Um jedoch ſchlechter Verköſtigung von Seit Wirths, wie übermäſsigen Forderungen von Se Soldaten, vorzubeugen, wird Folgendes beſtim

Der Unterofficier und Soldat und jede zu tär gehörende Perſon, die nicht den Rang eine ciers hat, kann in jedem Nachtquartier, ſey e den Einwohnern oder in den Baracken, verla zwei Pfund gut ausgebacknes Roggenbrod, Fleiſch und Zugemüſe, ſo viel des Mittags und Abends zu einer reichlichen Mahlzeit gehört; Morgens zum Frühſtück kann der Soldat weiter verlangen, ſo wenig wie er berechtigt iſt, von Wirthe Bier, Branntwein oder gar Kaffee zu for

deg

gen ſollen die Obrigkeiten dafür ſorgen, daſs 1816
reichender Vorrath von Bier und Branntwein in
m Orte vorhanden iſt, und daſs der Soldat nicht
theuert wird. Die Subalternofficiere bis zum Haupt-
me excluſive, erhalten auſser Quartier, Holz und
t, das nöthige Brod, Suppe, Gemüſe und ½ Pfund
ch, alles vom Wirthe gehörig gekocht, auch
s und Abends, bey jeder Mahlzeit, eine Bouteille
wie es in der Gegend gebrauet wird; Morgens
ühſtück Kaffee, Butterbrod und ⅛ Quart. Brannt-
Der Hauptmann kann auſser der eben erwähn-
pflegung des Mittags noch ein Gericht verlangen.

r dieſe Verpflegung wird, nach vorgängiger Li-
ion, von dem Königl.-Preuſs. Gouvernement
de Vergütung bezahlt, als:

Für den Soldaten	. .	4 Ggr.	in Gold
Für den Unterofficier	. .	4 —	—
Für den Subaltern-Officier		12 —	—
Für den Hauptmann	. .	16 —	—

absofficiere, Oberſten und Generale beköſtigen
f eigene Rechnung in den Wirthshäuſern; in
Orten aber, wo dieſes nicht thunlich ſeyn
bezahlt der Staabsofficier einen Reichsthaler in
der Oberſt und General einen Reichsthaler zwölf
Groſchen in Gold, wogegen der Quartierträger
ſtändige und reichliche Koſt ſorgen muſs. Dieſe
nung wird von den betreffenden Staabsofficieren
telbar berichtigt.

eiber und Kinder ſollen in der Regel weder Quar-
noch Verpflegung erhalten. Sollte jedoch aus-
weiſe dieſes nicht vermieden werden können,
dieſe Berechtigung auf Quartier und Verpflegung
Marſchroute beſonders zu bemerken, und wer-
dann ſowohl die Frauen als die Kinder, gleich
oldaten, gegen die oben feſtgeſetzte Entſchädi-
einquartiert und verpflegt. Dagegen können die
n und Kinder der Officiere auf Quartier und
legung nie Anſpruch machen.

ollten hin und wieder durchmarſchirende Soldaten
k werden, und nicht fähig ſeyn, in die eigenen
träler, reſpective zu Erfurt oder zu Weimar, zu-
gebracht zu werden, ſo ſollen dieſelben auf Koſten

1816 Tag weiter transportirt zu werden, wenn deshalb
zuvor eine ordnungsmäſsige Anzeige gemacht wor
widrigenfalls müſſen ſie, wenn ſie gleich weiter
doppelte Etappen zurücklegen wollen, auf eigene K
Extrapoſtpferde nehmen.

Den betreffenden Officieren wird es bey eigene
antwortung zur beſonderen Pflicht gemacht, dar
achten, daſs die Wagen unterwegs nicht durch P
nen erſchwert werden, welche zum Fahren kein
haben, und daſs die Fuhrleute keiner üblen Be
lung ausgeſetzt ſind.

Als Vergütung für den Vorſpann wird von dem
Gouvernement für jede Meile und für jedes
incl. des Wagens, wenn ein ſolcher erforderlich
Summe von ſechs gute Groſchen Gold bezahlt.

Die Entfernung von einem Nachtquartier
andere, wird der Entfernung des Etappen-Haupt
nach der oben angegebenen Entfernung bis zum
dern gleich gerechnet, die Fuhrpflichtigen m
einen weiteren oder näheren Weg zurückgelegt h
Der Weg der Fuhrpflichtigen bis zum Anſpann
orte wird nicht mit in Anrechnung gebracht.
Fuſsboten und Wegweiſer dürfen von dem Militär
eigenmächtig genommen, vielweniger mit Gewa
zwungen werden, ſondern es ſind ſolche von
Obrigkeiten des Orts, worin das Nachtquartier iſt,
wodurch der Weg gehet, ſchriftlich zu requiriren,
die Requirenten haben darüber ſofort zu quitt
Nach vorgängiger und richtig befundener Liquida
welche jedesmal dem Etappeninſpector vorzulege
um die Richtigkeit der angegebenen Entfernunge
prüfen und zu atteſtiren, ſoll das Botenlohn für
Meile mit vier guten Groſchen Gold vergütet w
wobey jedoch der Rückweg nicht gerechnet wir

Police militaire.

V. *Aufrechthaltung der Ordnung und militäriſ
Polizei.*

Um die gute Ordnung auf den Etappen aufrecht
halten, ſoll in Erfurt ein Königl. Preuſs. Etappe
ſpector angeſtellt werden, deſſen Beſtimmung d
geht, für die Aufrechthaltung der Ordnung und Rich
keit der Liquidationen Sorge zu tragen, und etw
gen Beſchwerden, ſo viel möglich, abzuhelfen.
hat aber keine Autorität über die Groſsherzogl. S

Unterthanen. Dem Etappeninſpector wird die 1816
yheit bei Dienſtſiegel und Contraſignatur der
riefe zugeſtanden. Sollten hin und wieder
zen zwiſchen den Bequartierten und den Sol-
ntſtehen, ſo werden dieſelben von der betref-
Etappenbehörde und den commandirenden
en, wie auch von dem erwähnten Etappenin-
, gemeinſchaftlich beſeitigt. Die Etappenbe-
ſt berechtigt, jeden Unterofficier und Soldaten,
ſich thätliche Miſshandlungen ſeines Wirths
nes anderen Unterthanen erlaubt, zu arretiren
den Commandirenden zur weitern Unterſuchung
ſtrafung abzuliefern.

gegenſeitigen Etappenbehörden wird es noch
ndern Pflicht gemacht, darauf zu achten, daſs
e ſtets in gutem Stande erhalten werden, und
pt haben dieſelben ihre ſtete Sorgſamkeit dar-
ichten, daſs es den durchmarſchirenden Trup-
nichts fehle, was dieſelben mit Recht und Bil-
verlangen können, über welchen Gegenſtand
ppeninſpector gleichfalls zu wachen hat und
Landesbehörden Beſchwerde führen kann.

commandirenden Officiere ſowohl als die Etap-
rden ſind anzuweiſen, ſtets mit Eifer und
hin zu trachten, daſs zwiſchen den Bequar-
nd den Soldaten ein guter Geiſt der Eintracht
werde, und daſs die Einwohner in Bezie-
f ihre deutſchen Brüder willig diejenigen
agen, welche der Natur der Sache nach nicht
oben, aber durch ein billiges Benehmen von
eiten ſehr gemildert werden können.

königl. Preuſs. Truppen, welche auf eine der
n Militärſtraſsen und die Groſsherzogl. Säch-
truppen, welche in Erfurt inſtradirt werden,
esmal von dem Inhalte dieſer Convention, ſo
nöthig iſt, vollſtändig unterrichtet werden, ſo
erforderlichen Auszüge aus derſelben auf allen
zur Nachricht bekannt gemacht und affigirt
ollen.

vorſtehende Etappenconvention ſoll mit dem
ar 1817 in Kraft treten, auch auf zehn Jahre
tem Dato angerechnet, als gültig abgeſchloſ-

1816 Es wird dabey feſtgeſetzt, daſs für den Fall e in dieſer Periode eintretenden Krieges, den Umſtä nach, die etwa nothwendigen abzuändernden Be mungen durch eine beſondere Uebereinkunft re werden ſollen. Auch macht ſich die groſsher Sächſiſche Regierung verbindlich, auf die Zei Aufenthalts der Occupations-Armee in Frankreich der Hälfte der auf den genannten Militärſtraſsen Frankreich durchmarſchirenden Truppen nur die H der oben angeführten Preiſe für Portionen, Ra Vorſpann u. ſ. w. zu liquidiren, eben ſo wie au einem dereinſtigen Rückmarſch der aus Frankrei rückkehrenden Armeecorps für ſämmtliche z kehrende gleichfalls nur die Hälfte der Verpfl preiſe liquidirt und berichtigt werden ſoll.

Zu Urkund alles deſſen iſt dieſes reciproke D marſch-Reglement in duplo ausgefertigt, und Vorbehalt Allerhöchſter Ratification *) von den b ſeitigen Bevollmächtigten vollzogen und gegen der ausgewechſelt worden.

So geſchehen Weimar, den 31. Decbr. 1816.

(L. S.) Ludwig v. Wolzogen.
(L. S.) Carl Wilhelm *Frhr.* v. Fri

3.

1817 17 Jan. *Durchmarſch- und Etappen-Convention z ſchen Preuſsen und dem Groſsherzogth Heſſen, vom 17. Januar 1817; ratificirt 6ten März dieſes Jahrs.*

(Geſetzſamml. für die Königl. Preuſs. Staaten. p. 101 — 111.

Nachdem S. K. H. der Groſsherzog von Heſſe dem 24ſten Artikel des zwiſchen S. M. dem Könige Preuſsen und Allerhöchſtdenſelben unterm 30ſten 1816 abgeſchloſſenen Staatsvertrage eingewilligt h

*) La ratification de la Pruſſe eſt datée de Berlin le 28 1817 et conçue dans la forme ordinaire.

hen Unterthanen. Dem Etappeninſpector wird die 1816
tofreyheit bei Dienſtſiegel und Contraſignatur der
ärbriefe zugeſtanden. Sollten hin und wieder
erenzen zwiſchen den Bequartierten und den Sol-
n entſtehen, ſo werden dieſelben von der betref-
den Etappenbehörde und den commandirenden
cieren, wie auch von dem erwähnten Etappenin-
or, gemeinſchaftlich beſeitigt. Die Etappenbe-
ſt berechtigt, jeden Unterofficier und Soldaten,
r ſich thätliche Miſshandlungen ſeines Wirths
ines anderen Unterthanen erlaubt, zu arretiren
den Commandirenden zur weitern Unterſuchung
Beſtrafung abzuliefern.

Den gegenſeitigen Etappenbehörden wird es noch
beſondern Pflicht gemacht, darauf zu achten, daſs
Wege ſtets in gutem Stande erhalten werden, und
hauptsächlich haben dieſelben ihre ſtete Sorgſamkeit dar-
n richten, daſs es den durchmarſchirenden Trup-
n nichts fehle, was dieſelben mit Recht und Bil-
it verlangen können, über welchen Gegenſtand
Etappeninſpector gleichfalls zu wachen hat und
den Landesbehörden Beſchwerde führen kann.

Die commandirenden Officiere ſowohl als die Etap-
ehörden ſind anzuweiſen, ſtets mit Eifer und
dahin zu trachten, daſs zwiſchen den Bequar-
n und den Soldaten ein guter Geiſt der Eintracht
ten werde, und daſs die Einwohner in Bezie-
auf ihre deutſchen Brüder willig diejenigen
n tragen, welche der Natur der Sache nach nicht
gehoben, aber durch ein billiges Benehmen von
n Seiten ſehr gemildert werden können.

Die Königl. Preuſs. Truppen, welche auf eine der
nten Militärſtraſsen und die Groſsherzogl. Säch-
n Truppen, welche in Erfurt inſtradirt werden,
jedesmal von dem Inhalte dieſer Convention, ſo
es nöthig iſt, vollſtändig unterrichtet werden, ſo
die erforderlichen Auszüge aus derſelben auf allen
pen zur Nachricht bekannt gemacht und affigirt
en ſollen.

Dieſe vorſtehende Etappenconvention ſoll mit dem
Januar 1817 in Kraft treten, auch auf zehn Jahre
beſagtem Dato angerechnet, als gültig abgeſchloſ-
syn.

1817 belnrod, Queckborn, Wetterfeld, Lauter, Wirl Stangenrod, Flenſungen, Weitpertshein, Merlau Ilsdorf.

Von Grünberg nach Gieſsen zu 3 Meilen gerech iſt Gieſsen zwar der Etappen-Hauptort, er ni aber blos den Staab und die Hauptquartiere auf, kommt mit ſeinen Feuerſtellen nicht in Aufrech Der Etappen-Bezirk beſteht weiter aus den Groſ zogl. Heſſiſchen Orten: Henchelheim, Kleinli Groſslinden, Leihgeſtern, Wieſeck, Groſsenbu Burkhardsfelden, Annerod, Trohe, Rödchen un tenbuſeck. An Königl. Preuſs. Ortſchaften wird ſem Etappen-Bezirke beygegeben: Atzbach, D hofen, Münchholzhauſen, Garbenhain, Lützel Groſs und Kleinrechtenbach.

Von Gieſsen nach Braunfels werden 3 Me rechnet. Zu den Etappen-Bezirken dieſer le Etappe, ſo wie zu dem Rayon von Wetzlar, w keine Groſsherzogl. Heſſiſchen Orte zugezogen.

B. *Militärſtraſse von Koblenz nach Mainz.*

Auf dieſer Militärſtraſse iſt St. Goar die nä Kön. Preuſs. Etappe. Von St. Goar bis Bingen zu 4 len gerechnet, iſt Bingen der Etappen-Hauptort. Etappen-Bezirk beſteht ſodann nebſt Bingen noc den Groſsherzogl. Heſſiſchen Orten: Kempten, hain, Ober- und Niederingelheim, und wie aus Königl. Preuſs. Orten zu dem Etappen-Bezirke gegeben: Bacharach, Rheindiebach, Niederrhein und Dreieckshauſen.

Bey den Etappenbezirken, bei denen die Ra gemeinſchaftlich ſind, wird die Einquartierung der Anzahl der Feuerſtellen repartirt, und jede ſtelle, das Haus mag groſs oder klein ſeyn, als Einheit angenommen. Rückſichtlich der einzuqu renden Mannſchaft wird der Soldat und Unteroff als eine Einheit, für den Subaltern-Officier das D fache, und für den Capitain das Vierfache derſel in Anſatz gebracht, und nach dieſen Verhältniſſen Vertheilung der Einquartierung auf die einzelnen ſchaften des Etappen-Bezirks durch die Groſsher Etappen-Behörde vorgenommen. Dem betreffe Königl. Preuſs. Etappen-Inſpecteur ſteht in ſol gemeinſchaftlichen Rayons die Einſicht der Etap

Bü

zu, um ſich hieraus zu überzeugen, daſs die 1817
lung der Einquartierung durchgehends nach den
ätzen dieſer Convention geſchehen ſey, und
Zeitraume von drey Monaten die Laſt auf ſämmt-
Gemeinden des Etappen-Bezirks thunlichſt ver-
habe.

2. Da man Königl. Preuſs. Seits gewünſcht hat,
leichterung der Stadt Mainz einen Theil der
Königl. Garniſon auf ſo lange nach Wetzlar
gen, bis der Kaſernenbau zu Mainz ſo weit vor-
iſt, um den Königl. Preuſs. Antheil an der Be-
vollſtändig aufnehmen zu können; ſo haben
der Groſsherzog von Heſſen zu dieſer Abſicht
Hand geboten, und bewilligen bis zur Been-
des Kaſernenbaues, daſs die Königl. Truppen
niſon von Mainz, welche von da nach Wetzlar
on dort wieder zurückmarſchiren, ihre Nacht-
in Friedberg nehmen. Auch geſtatten S. K. H.
lieſes Nachtlager zu Friedberg für diejenigen zur
on von Mainz gehörigen Königl. Truppen, wel-
ber Höchſt und Grünberg nach den rückwärts
den Königl. Landen, oder von dort nach Mainz
iren, mit der Bemerkung, daſs dieſe Bewilli-
uf andern zur Garniſon von Mainz nicht gehö-
Königl. Preuſs. Truppen keine Anwendung fin-
für dieſes Nachtlager treten alle jene Bedingun-
d Vergütungspreiſe ein, welche dieſe Conven-
ir die auf den beiden Militärſtraſsen marſchiren-
önigl. Preuſs. Truppen feſtgeſetzt. Es wird
us zur Unterſtützung der Stadt Friedberg der-
ein Rayon beygegeben, der aus den Ortſchaf-
er- und Niederwollſtadt, Ockſtadt, Ober- und
mörle, Fauerbach und Bruchenbrücken beſteht.
ntfernung von Höchſt nach Friedberg wird hier-
4 Meilen, jene von Friedberg nach Grünberg
Meilen, und jene von Friedberg nach Wetzlar
Meile angenommen.

3. Die Königl. Preuſs. Truppen ſind gehalten,
inen andern als den bezeichneten Etappenſtra-
marſchiren, und nur die benannten Orte als
norte zu betrachten. Kleinere dagegen han-
Detaſchements und einzeln marſchirende Mi-
rſonen werden von den Landesbehörden an die
zunächſt

1817 zunächſt gelegene Preuſsiſche Militärbel
fert. Gröſsere Corps, welche nicht an
den können, werden der Preuſs. Liquid
angezeigt, welche die an dieſelbe geſ
ſtungen aller Art nicht in den Preiſen d
tion, ſondern in den von den Beamten
ſtenden Preiſen, ſo wie allen durch de
ſtandenen Schaden, nach der unter E
Königl. Preuſs. Etappeninſpecteurs vor
pflichtmäſsigen Taxation dreier Taxatoren,

§. 4. Die Königl. Preuſs. Truppen
me von kleinen Detaſchements bis 50
in die Baracken kommen, ſobald dieſelb
ſeyn werden), ſind gehalten, nach je
Etappenbezirk gehörig bezeichneten O
welcher ihnen von der Groſsherzogl. He
pen-Behörde angewieſen wird; es ſey d
ſelben Artillerie-, Munitions- oder ande
Transporte mit ſich führen. Dieſen
nebſt der zur Bewahrung erforderliche
müſſen ſtets ſolche Ortſchaften angew
welche hart an der Militärſtraſse liege
Ortſchaften, als die oben erwähnten, dü
pen nicht gelegt werden, den Fall ausgen
bedeutende Armeecorps in ſtarken Eche
ren. In ſolchen Fällen werden ſich die
location beauftragten Königl. Preuſs. Offi
Groſsherzogl. Etappenbehörden über
auszudehnenden Bezirk vereinigen.

§. 5. An jedem Etappenort wird ein
Heſſiſche Etappenbehörde, aus einem Et
danten, und einem Etappencommiſſär
nannt, welche gemeinſchaftlich und
die Einquartierungs-, Verpflegungs- u
angelegenheiten, ſo wie die Etappen
und beſorgen,

§. 6. Die Königl. Preuſs. Etappeni
Mainz, Hersfeld und Wetzlar, und zv
Hinſicht auf die Etappe Bingen, der
Etappe Alsfeld, und letzterer in Hinſich
gen Etappen, unterſtützen die Groſsher
behörden in der Weiſe, daſs ſie alle be
brachte Beſchwerden gegen die durch

igl. Truppen auf der Stelle zu entſcheiden, zu 1817
ichten, oder ſonſt zu beſeitigen, beſonders beauf-
t ſind. Es iſt ferner ihres Amtes, durch die geeig-
Requiſition und Einleitung bey den Groſsherzog-
n Landesbehörden dahin zu wirken, daſs die
igl. Truppen auf den Etappen nach den Beſtim-
gen dieſer Convention behandelt, und die Wege
halben in fahrbarem Stande erhalten werden.

Feuilles de route.

Radirung der Truppen und Einrichtung der Marſchrouten.

§. Die Marſchrouten für die Königl. Preuſs.
n können allein von dem Königl. Preuſs. Kriegs-
ium, und von dem Königl. Generalcommando
ſen zu Merſeburg, und am Niederrhein zu Ko-
, mit Gültigkeit ertheilt werden. Auf die von
n Behörden gegebenen Marſchrouten wird weder
ier noch Verpflegung verabfolgt.

§. In den von den oben erwähnten Behörden
ſtellenden Marſchrouten iſt die Zahl der Mann-
(Officiere, Unterofficiere und Soldaten) und
, wie die ihnen zukommende Verpflegung und
edarf der Transportmittel genau zu beſtimmen.
ondere iſt darauf zu achten, daſs die Groſsher-
Behörden von den Truppenmärſchen frühzeitig
in Kenntniſs geſetzt werden, und es wird in
Hinſicht Folgendes beſtimmt:

Detaſchements unter 20 Mann, jedoch mit Aus-
der Arreſtanten, deren Abſendung in dringenden
an keinen Tag gebunden iſt, können nur den
nd 15ten eines jeden Monats von Merſeburg,
s oder Mainz abgehen (widrigenfalls ſie weder
er noch Verpflegung erhalten) und ſollen nie
einen Vorgeſetzten marſchiren. Den Detaſche-
bis zu 50 Mann iſt Tags zuvor ein Quartier-
r vorauszuſchicken, um bey der Groſsherzogl.
nbehörde das Nöthige anzumelden. Von der
ſt gröſserer Detaſchements bis zu einem vollen
on oder einer Escadron müſſen die Groſsherzogl.
nbehörden wenigſtens drey Tage vorher be-
chtigt werden.

nn ganze Bataillons, Escadrons oder mehrere
en gleichzeitig marſchiren, ſo müſſen nicht allein

die

1817 die Grofsherzogl. Etappenbehörden wenigſtens Tage zuvor hievon in Kenntnifs geſetzt werden, dern es ſollen auch die Grofsherzogl. Landesbehö nämlich: für die Provinz Oberheſſen das Grofsher Landes-Kriegscommiſſariat zu Gieſsen, und für überrheiniſchen Theil des Grofsherzogthums: Grofsherzogl. Regierungscommiſſion zu Mainz, w ſtens acht Tage zuvor benachrichtigt und req werden. Aufserdem ſoll, wenn eine oder me Regimenter gleichzeitig durchmarſchiren, dem C ein commandirter Officier, oder Kriegscommiſſär, nigſtens drey Tage zuvor vorausgehen, um wege Dislocation, Verpflegung der Truppen, Stellu Transportmittel u. ſ. w. mit den erwähnten La hörden gemeinſchaftlich die nöthigen Vorberei auf ſämmtlichen Etappenörtern für das ganze zu bereden; hierbey ſoll jedoch ſolche Einri getroffen werden, dafs an einem Etappenorte nic mehr als ein Regiment Infanterie oder Cavalleri demſelben Tage eintrifft. Dieſer commandirte Of muſs von der Zahl und Stärke der Regimenter, ihrem Bedarf an Verpflegung, Transportmitteln, der Ankunft u. ſ. w. ſehr genau unterrichtet ſeyn.

§. 9. Die Dislocation der gröfsern Corps, und Marſchroute bey kleinern, wird ſo eingerichtet, auf die Grofsherzogl. Staaten kein Raſttag fällt.

Logement et nourriture.

III. *Einquartierung und Verpflegung der Tru und die dafür zu bezahlende Vergütung betreffe*

A. *Einquartierung und Verpflegung der Mannſc*

§. 10. Einzelnen Beurlaubten und ſonſt nic Dienſt befindlichen Militärperſonen wird weder auf Quartier, noch auf Verpflegung gegeben. D nigen Truppen aber, welche zum Quartier und Verpflegung berechtiget ſind, erhalten ſolche entw bey den Einwohnern, oder in den Baracken, d Anlage der Grofsherzogl. Regierung überlaſſen bl Die Geräthſchaften in den im Winter zu heize Baracken beſtehen für den Unterofficier und Gem in Lagerſtroh, einem Hakenbrett, um ſeine Arm daran aufzuhängen, Stühlen oder hinreichenden hö nen Bänken. Jeder Unterofficier und Soldat iſt g

it der Einquartierung und Verpflegung in den 1817
en zufrieden zu seyn, sobald er dasjenige erhält,
reglementsmäfsig zu fordern berechtigt ist.

durchmarschirenden Truppen, welche der
route gemäfs, bey den Unterthanen einquartiert
n, erhalten auf die Anweisung der Grofsherzogl.
ehörden und gegen auszustellende Quittung
Commandirenden, die Naturverpflegung vom
wirthe, indem Niemand ohne Verpflegung ser-
inquartiert werden soll.

1. Um jedoch schlechter Beköstigung von Sei-
Wirths, wie übermäfsigen Forderungen von
des Soldaten, vorzubeugen, wird Folgendes
t:

Unterofficier und Soldat und jede zum Militär
nde Person, die nicht den Rang eines Officiers hat,
in jedem Nachtquartier, sey es bey den Einwoh-
oder in den Baracken, verlangen: zwey Pfund
gebackenes Roggenbrod, ein halb Pfund Fleisch
gemüse, soviel des Mittags und des Abends zu
eichlichen Mahlzeit gehört; des Morgens zum
ück kann der Soldat weiter nichts verlangen, so
wie er berechtigt ist, von dem Wirthe Bier,
wein oder gar Kaffee zu fordern; dagegen sollen
rigkeiten dafür sorgen, dafs hinreichender Vor-
on Bier und Branntwein in jedem Orte vorban-
, und dafs der Soldat nicht übertheuert wird.
balternofficiere bis zum Capitain exclusive, er-
, aufser Quartier, Holz und Licht, das nöthige
Suppe, Gemüse und ein halbes Pfund Fleisch,
om Wirthe gehörig gekocht, auch Mittags und
, bey jeder Mahlzeit eine Bouteille Bier, wie
er Gegend gebrauet wird; in der Etappe Bingen
ine Bouteille Wein, Morgens zum Frühstück
. Butterbrod und ein achtel Quart Branntwein.
pitain kann aufser der oben erwähnten Verpfle-
les Mittags noch ein Gericht verlangen.

2. In der Regel erhält der General drey, der
fficier zwey und der Subalternofficier ein Zim-
Wenn jedoch, nach dem Ermessen der Etap-
örde, die Anzahl der Truppen oder des Orts
heit nicht gestattet, die bemerkten Zimmer zu

geben,

1817 geben, ſo werden die Königl. Officiere ſich auch Wenigerm gern begnügen.

§. 13. Für die Einquartierung und Verpfle wird nach vorgängiger Liquidation, von dem Kö Preuſs. Gouvernement folgende Vergütung bezahl

Für den Soldaten	. .	4 Ggr.	in Golde
Für den Unterofficier	. .	4 —	—
Für den Subaltern-Officier		12 —	—
Für den Capitain	. .	16 —	—

Die übrigen Königl. Militärbeamten werden i ihrem militäriſchen Rang behandelt.

Staabsofficiere, Oberſten und Generale bek ſich auf eigene Rechnung in den Wirthshäuſe ſolchen Orten, wo dies nicht thunlich ſeyn ſoll zahlt für ſeine Perſon der Staabsofficier einen thaler in Gold, der Oberſt und General 1 Rthlr. in Gold, wogegen der Quartierträger für anſtä und reichliche Koſt ſorgen muſs. Dieſe Vergü wird von den betreffenden Staabsofficieren unmitt an die Quartierträger berichtigt.

§. 14. Weiber und Kinder ſollen in der Regel der Quartier noch Verpflegung erhalten. Sollte jed ausnahmsweiſe dieſes nicht vermieden werden k nen, ſo iſt dieſe Berechtigung auf Quartier und pflegung in der Marſchroute beſonders zu bemer und werden alsdann ſowohl die Frauen als die Kin gleich den Soldaten, gegen die oben feſtgeſetzte ſchädigung einquartiert und verpflegt. Dagegen k nen die Frauen und Kinder der Officiere auf Quar und Verpflegung nie Anſpruch machen.

§. 15. Sollten durchmarſchirende Soldaten u wegs krank werden, ſo ſollen dieſelben an die n ſten Königlich Preuſs. Etappeninſpecteurs überwi werden.

B. *Einquartierung und Verpflegung der Pferd*

§. 16. Die Etappenbehörden und Ortsobrigke werden gehörig dafür ſorgen, daſs den Pferden möglichſt gute, reinliche Stallung angewieſen w Iſt der Einquartierte mit der, ſeinen Pferden eigerä ten Stallung nicht zufrieden, ſo hat er ſeine Beſchw bey der Ortsobrigkeit anzubringen; dagegen wir

Kö

Preuſs. Seits bey groſser Verantwortung unter- 1817
rden, daſs die Militärperſonen, welchen Rang
1 haben mögen, die Pferde der Quartierwirthe
ächtig aus dem Stalle ziehen und die ihrigen
n hineinbringen laſſen.

7. Der Fouragebedarf wird durch Lieferanten
, in dem Etappenhauptorte zu errichtendes Etap-
gazin, für deſſen Local die Lieferanten ſelbſt
gen haben, beygeſchaft; die Lieferung ſoll von
ſsherrzogl. Etappenbehörde für einen, von
nigl. Preuſsiſchen Etappeninſpector zu beſtim-
n Zeitraum öffentlich verſteigert, und dem Min-
ernden übertragen werden. Nur wenn der
Preuſsiſche Etappeninſpector mit dem Erfolg
ſten Verſteigerung zufrieden iſt, hat es bey
Verſteigerung ſein Bewenden; wenn ihm aber
ſe zu hoch ſcheinen, ſo kann er auf einen
n Verſteigerungstermin antragen, welcher je-
ntſcheidend iſt. Den Gemeinden, in denen
tappenort iſt, die aber zu den Etappenbezirken
, wird auf den Fall, wenn die Fourage von
eliefert werden muſs, ſolche im Preis der letz-
ſteigerung vergütet.

8. Die Fourage-Rationen werden auf Anwei-
er Groſsherzogl. Etappenbehörden und gegen
ig des Empfängers von den Lieferanten an die
Preuſs. Truppen verabreicht, und die dabey
nden Streitigkeiten von der Etappenbehörde ſo-
ſchieden. In Fällen, in denen die Zeit nicht
, die Fourage aus dem Etappenmagazine bey-
ſen, dieſe alſo von den Gemeinden geliefert
muſs, empfängt ſolche ein Commandirter des
ements von der Ortsobrigkeit und beſorgt die
Vertheilung.

9. Die Königl. Preuſs. Regierung bezahlt an
ſsherzogl. Heſſiſche und dieſe an die Lieferan-
n Werth der abgelieferten Fourage, worüber
itere mit ordnungsmäſsigen Quittungen auswei-
ch dem Verſteigerungspreiſe.

0. Für kranke zurückgelaſſene Pferde werden
koſten auf, durch die Groſsherzogl. Etappen-
n atteſtirte Rechnungen von dem Königl. Preuſs.
nement vergütet.

1817 Alle Bedürfniſſe an Wagenreparaturen, Beſchla
der Pferde, Schuhen und andern Dingen mehr, w
den von den Truppen baar bezahlt.

Trans-
ports. IV. *Verabreichung des Vorſpanns und Stellung*
Fuſsboten.

§. 21. Die Transportmittel werden den durch
ſchirenden Truppen auf Anweiſung der Groſsher
Etappenbehörden und gegen Quittung nur in ſo
verabreicht, als deshalb in den, im §. 7. näher
zeichneten Marſchrouten das Nöthige bemerkt wor
und werden in den Marſchrouten nur Fuhren
Vorſpann zum Transport der Artillerie, ſchwer
gage und Kranken, nicht aber für nicht erkrank
ſonen, für Torniſter und Gewehre gefordert w

Nur diejenigen Militärperſonen, welche unter
erkrankt ſind, können auſserdem, und zwar g
Quittung, und nachdem die Unfähigkeit zu mar
ren durch das Zeugniſs eines approbirten Arztes
Wundarztes nachgewieſen worden, auf Transport
tel zur Fortſchaffung in das nächſte Königl. Pr
Hospital Anſpruch machen.

§. 22. Die Groſsherzogl. Etappenbehörden we
dafür ſorgen, daſs die nöthigen und verlangten Tr
portmittel zur rechten Zeit geſtellt werden. U
Transportmitteln werden nur zweyräderige und v
räderige Karren und Leiterwagen, angeſchirrte
ſpannpferde, und in dringenden Fällen Reitpferde
die Officiers gerechnet. Chaiſen können nicht
langt, und darf auf ein Pferd nicht mehr als vier
ein halber bis fünf Centner gerechnet werden.

§. 23. Wenn bey Durchmärſchen ſtarker A
corps der Bedarf der Transportmittel für jede Ab
lung nicht beſtimmt angegeben, und demnach d
Ordnung nicht genau beobachtet werden kann,
iſt der Commandeur der in einem Orte bequartie
Abtheilung zwar befugt, auf ſeine eigene Verant
tung Transportmittel zu requiriren, dieſes muſs d
durch eine ſchriftliche an die Obrigkeit des Orts
richtete Requiſition geſchehen, welche für die S
lung der Fuhren, gegen die hierbey ſogleich zu
theilende Quittung ſorgen wird.

§.

§. 24. Quartiermachende Commandierte dürfen keine Weiſe Wagen oder Reitpferde für ſich re- iren, es ſey denn, daſs ſie ſich durch eine ſchrift- Ordre des commandirenden Officiers, als dazu htigt, legitimiren können. 1817

§. 25. Die Transportmittel werden von einem quartier bis zum andern, d. h. von einem Etap- irke bis zum nächſten geſtellt, und die Art der bleibt den Groſsherzogl. Landesbehörden überlaſſen. Die durchmarſchirenden Trup- d gehalten, die Transportmittel bey der An- im Nachtquartier ſofort zu entlaſſen; dagegen von den Behörden dafür geſorgt werden, daſs den nöthigen friſchen Transportmitteln nicht und ſolche zur gehörigen Zeit eintreffen. Die marſchirenden Truppen oder einzeln reiſenden rperſonen, welche auf einer Etappe eintreffen, den andern Morgen weiter geſchafft.
können nur dann verlangen, denſelben Tag transportirt zu werden, wenn deshalb Tags eine ordnungsmäſsige Anzeige gemacht wor- widrigenfalls müſſen ſie, wenn ſie gleich weiter oppelte Etappen zurücklegen wollen, auf eigene Extrapoſtpferde nehmen.

§. 26. Den Königl. Preuſs. Officieren wird es bey r Verantwortung zur beſonderen Pflicht gemacht, zu achten, daſs die Wagen unterwegs nicht Perſonen erſchwert werden, welche zum Fah- in Recht haben, und daſs die Fuhrleute keiner Behandlung ausgeſetzt, auch im Selbſtfahren eſtört werden.

§. 27. Als Vergütung für den Vorſpann wird von önigl. Preuſs. Gouvernement an das Groſsher- Heſſiſche für jede Meile und für jedes Pferd, ieſslich des Wagens, ſechs gute Groſchen in für einen einſpännigen Karren aber neun gute en in Gold vergütet.
e Entfernung von einem Nachtquartier in das , wird der Entfernung des Etappen-Hauptor- zum andern gleich gerechnet, die Fuhrpflich- mögen einen weitern oder nähern Weg zurück- haben.

1817 §. 28. Die Fuſsboten und Wegweiſer dürfen dem Militär nicht eigenmächtig genommen, vi niger mit Gewalt gezwungen werden, ſondern e ſolche von den Obrigkeiten des Orts, worin das N quartier iſt, oder wodurch der Weg geht, ſchr zu requiriren, und die Requirenten haben d ſofort zu quittiren. Die Königl. Preuſs. Regi bezahlt das Botenlohn für jede Meile mit vier Groſchen Gold, wobey jedoch der Rückweg nic rechnet wird.

Police militaire. V. *Aufrechthaltung der Ordnung und militä Polizei.*

§. 29. Die Rückſtände, welche zwiſchen quartierten und den Soldaten entſtehen könnte den von den Groſsherzogl. Etappenbehörden commandirenden Königl. Preuſs. Officieren, wie wo es nöthig ſeyn ſollte, unter der Dazwiſche des Königl. Preuſs. Etappeninſpecteurs, gemein lich beſeitigt. Die Groſsherzogl. Etappenbehö berechtigt, jeden Unterofficier oder Soldaten, w ſich thätliche Miſshandlungen ſeines Wirths eines anderen Groſsherzogl. Unterthanen erlaube te, zu arretiren, und an den Commandirende weitern Unterſuchung und Beſtrafung abzuliefe

Ein durch Exceſſe der durchmarſchirenden pen etwa entſtandener Schaden, wird durch dre pflichtete und ihrer Unterthanen Pflichten für d Act entlaſſene Taxatoren mit Zuziehung des K Preuſs. Etappeninſpecteurs abgeſchätzt, und der D ſchnittsbetrag der Abſchätzungen von der Kö Preuſs. Behörde vergütet.

§. 30. Die K. Preuſs. commandirten Officiers ſe wie die Groſsherzogl. Heſſiſchen Etappen-Beh ſind angewieſen, ſtets mit Eifer und Ernſt dahi trachten, daſs zwiſchen den Bequartierten und Soldaten ein guter Geiſt der Eintracht erhalten w und daſs die Einwohner, in Beziehung auf ihre ſchen Brüder, willig diejenigen Laſten tragen, w der Natur der Sache nach, nicht ganz gehoben, durch ein billiges Benehmen von beiden Seiten gemildert werden können.

31. Die Königl. Preuſs. Truppen, welche auf der genannten Militärſtraſsen inſtradirt werden, 1817
jedesmal von dem Inhalte dieſer Convention, eit es nöthig iſt, vollſtändig unterrichtet, und zu Befolgung angewieſen werden, ſo wie die erlichen Auszüge aus derſelben auf allen Etappen achricht, bekannt gemacht und affigirt wer-ollen.

Liquidation der zu leiſtenden Vergütungen. Liquidation des remboursemens.

32. Nach Ablauf jedes Vierteljahrs wird zwiem Königl. Preuſs. Etappeninſpecteur zu Wetzeinem Groſsherzogl. Heſſiſchen Commiſſär über iche geſchehene Leiſtungen der Rayons von Alsrünberg, Gieſsen, Friedberg und Bingen, die tion vorgenommen, und nach deren Abſchluſs lung dafür ſogleich geleiſtet. Wenn hierbey gen vorkommen ſollten, dem die ordnungs-Form fehlen würde, ſo ſoll das Fehlende aus htmäſsig geführten Etappenbüchern der Groſs-Etappenbehörden ergänzt werden.

VII. *Allgemeine Beſtimmungen.* Determinations generales.

33. Die vorſtehende Etappenconvention tritt em erſten Januar 1817 in Kraft, und iſt bis dem Januar 1827 mit dem Vorbehalt jedoch abgeen, daſs für den Fall eines in dieſer Periode einden Krieges, den Umſtänden nach, die etwa endigen abzuändernden Beſtimmungen durch eine ere Uebereinkunft feſtgeſetzt werden ſollen.

34. Da ein Theil der Königl. Preuſs. Armee in Augenblick an der militäriſchen Beſetzung von reich, zum gemeinſamen Beſten Deutſchlands, nimmt, ſo bewilligen S. K. H. der Groſsherzog eſſen, daſs für die dahin gehenden, oder von urückmarſchirenden Truppen, nur die Hälfte §. 13. beſtimmten Verpflegungstarifs angerechnet Um bey der Liquidation die desfallſige Abung zu erleichtern, wird bis zur Evacuirung von reich feſtgeſetzt, daſs die eine Hälfte der von t nach Koblenz oder von Koblenz nach Erfurt chirenden Königl. Truppen als nach Frankreich nd oder daher kommend angeſehen und für die Hälfte

1817 Hälfte des Tarifs verpflegt werden ſollen; die an Hälfte der Truppen aber, welche dieſe Militärſt berühren, ſodann diejenigen, welche über Fried und Bingen marſchiren, folglich zur Garniſon Mainz gehören, ſollen dagegen mit dem vollen pflegungsbetrag in Rechnung gebracht werden. ſeiner Zeit der Rückmarſch des Königl. Armee aus Frankreich erfolgt, ſo wird für das geſa Corps nur die Hälfte der Verpflegungspreiſe liqu dagegen werden nach dieſem Rückmarſch alle au Wege von Koblenz nach Erfurt und von Erfurt Koblenz marſchirenden Truppen mit dem volle pflegungsbetrage angeſetzt.

§. 15. Gegenwärtige Convention wird ratifi die Ratificationen binnen vier Wochen, oder wenn es möglich iſt, in Berlin gegen einande wechſelt werden.

Zu Urkund deſſen iſt dieſe Convention doppe gefertigt, und von beiderſeitigen Bevollmäch unterzeichnet worden.

So geſchehen Frankfurt, den 17ten Januar 18

(L. S.) Ludwig v. Wolzogen.

(L. S.) Heinrich *Frhr.* v. Münch

4.

17 Jan. *Durchmarſch- und Etappen-Convention ſchen Preuſsen und Naſſau, vom 17ten Ja 1817; ratificirt am 5. März dieſes Jah*

(*Geſetzſammlung für die K. Preuſsiſchen, S* 1817. p. 112 – 119.)

In Gefolge der Beſtimmung des Art. 15. des zwi S. M. dem Könige von Preuſsen und Ihro D dem Herzoge und Fürſten zu Naſſau am 31ſten 1815 zu Wien abgeſchloſſenen Staatsvertrages, welcher die groſse Landſtraſse von Gieſsen nach E breitſtein eine Militärſtraſse für die Krone Pre zwiſchen Erfurt und Koblenz bilden, und für di

die Beſtimmungen gelten ſollen, welche für die 1817
ſiſchen Militärſtraſsen durch die Königl. Hannö-
chen und Kurfürſtl. Heſſiſchen Staaten angenom-
worden;

iſt unter Vorbehalt allerhöchſter und höchſter Ratifi-
ion, von den zu dieſem Geſchäfte bevollmächtigten
rzeichneten, namentlich: dem Freyherrn v. Wol-
, Königl. Preuſ. Generalmajor, Ritter des Königl.
n. Ordens pour le mérite, des Kaiſerl. Ruſſiſchen St.
rdens 1ſter Claſſe, des Groſsherzogl. Weimari-
weiſsen Falkenordens 1ſter Claſſe Commandeur des
l. Oeſterr. St. Leopold-Ordens und Ritter des
l. Baieriſchen Militär Max-Joſeph-Ordens, und
Freyherrn Marſchall von Liebenſtein, Herzogl.
niſchen dirigirenden Staatsminiſter, des Groſs-
gl. Badiſchen Ordens der Treue, Groſskreuz etc.
zu Grundlegung der mit dem Königreich Han-
Königl. Preuſs. Seits am 6ten December 1816
genen Uebereinkunft, Nachſtehendes auf das
dlichſte verabredet und abgeſchloſſen worden:

Ligne d'étappes.

Feſtſtellung der Linie der Königl. Preuſs. Militärſtraſse, der Etappen-Hauptorte und Conſtituirung der Etappenbezirke.

Für die Königl. Preuſs. Truppen, welche von Er-
nach Koblenz oder von da zurückmarſchiren,
im Herzogthume Naſſau als Haupt-Etappenplätze
ſetzt worden, die beiden Städte Montabaur und
burg.

Die Bezirke dieſer beiden Etappen ſind folgender-
lt beſtimmt:

r Montabaur die Ortſchaften Heiligenroth, Groſs-
lbach, Kleinholbach, Girod, Virod, Nomborn, Nen-
rshauſen, Görpershauſen, Steinefrenz, Heilber-
heid, Eppenrode;

r Limburg die Orte Ahlbach, Obertiefenbach,
edertiefenbach, Eſchofen, Ennerich, Mühlen,
ietkirchen, Deren, Hofen, Stedten, Schedrick und
unkel.

Die Entfernung von Koblenz nach Montabaur wird
Meilen, die von Montabaur nach Limburg eben-
zu 3 Meilen angenommen.

Die

1817 Die durchmarſchirenden Truppen ſind gehal
nach jedem als zum Bezirk gehörig bezeichneten
zu gehen, welcher ihnen von dem Herzogl. Nauſ
ſchen Beamten, als der conſtituirten Etappenbeh
angewieſen wird.

Artillerie, Munitions- oder andere beden
Transporte werden, ſo viel es thunlich iſt, au
Straſse ſelbſt, oder in deren Nähe untergeb
werden.

Sollten ſtärkere Truppenmärſche eine gröſsere
dehnung der Etappenbezirke erforderlich mach
wird deshalb für einzelne Fälle zwiſchen den Et
behörden und den mit der Dislocation beauf
Officieren beſondere Verabredung getroffen we

Da Königl. Preuſs. Seits zwiſchen Limbu
Gieſsen eine Etappe zu Braunfels angelegt
wird, ſo ſollen dieſer Etappe die Herzogl. Naſſau
Ortſchaften, Philippſtein, Bernbach, Hirſchh
Drommershauſen und Selters auf den Fall beyge
werden, wenn Truppen von Erfurt nach Ko
marſchiren, deren Voranſchiebung gegen die Et
Limburg erforderlich wird. Die Entfernung der Et
Limburg von der zu Braunfels wird zu 4 Meilen
nommen.

So wie in jedem Haupt-Etappenort eine fo
fende Etappencontrolle zu führen iſt, aus welch
ſehen werden kann, daſs die Vertheilung der Tru
in dem Etappenbezirke nach gleichem Maaſsſtabe
findet; ſo ſoll dieſe Controlle auch von der Etap
behörde zu Braunfels vollſtändig geführt, und
Schluſſe jeden Monats dem Herzogl. Naſſauiſche
amten zu Weilburg mitgetheilt werden.

Die Vertheilung der Einquartierung auf die
nen Orte geſchieht lediglich nach der Zahl der H

Feuilles de route II. *Inſtradirung der Truppen und Einrichtung*
Marſchroute.

Die auf der Militärſtraſse marſchirenden Tru
müſſen mit genauer Berückſichtigung der nun
feſtgeſtellten Etappenhauptorte inſtradirt ſeyn, i
ſie ſonſt weder auf Quartier noch auf Verpflegung
ſpruch machen können. Sollte etwa in der Folg
und wieder eine abweichende Beſtimmung noth

erden, ſo kann nur in Gefolge einer Vereinigung 1817
r contrahirenden hohen Theile eine Aenderung
gen.

Was die Einrichtung der Marſchrouten betrifft, ſo
nen dieſelben nur allein von dem Königl. Preuſs.
gministerium, dem Königl. Preuſs. Generalcom-
do im Groſsherzogthum Niederrhein zu Koblenz,
dem des Herherzogthums Sachſen zu Merſeburg
Gültigkeit ausgeſtellt werden. Auf die von an-
Behörden gegebenen Marſchrouten wird weder
noch Verpflegung verabfolgt.

den von den oben erwähnten Behörden auszu-
den Marſchrouten iſt die Zahl der Mannſchaft,
ere, Unterofficiere und Soldaten) und Pferde,
die ihnen zukommende Verpflegung und der Be-
der Transportmittel genau zu beſtimmen. Ins-
dere iſt darauf zu achten, daſs die Behörden von
Truppenmärſchen frühzeitig genug in Kenntniſs
t werden, und es wird in dieſer Hinſicht Fol-
es beſtimmt:

Die Detaſchements unter 20 Mann können nur den
und 15ten eines jeden Monats von dem letzten
ſiſchen Haupt-Etappenorte abgehen (widrigenfalls
weder Quartier noch Verpflegung erhalten), ſollen
nie ohne einen Vorgeſetzten marſchiren. Von dieſer
l ſind allein ausgenommen diejenigen Militärarre-
n, deren Transport keinen Aufſchub leidet. Den
ſchements bis zu 50 Mann iſt Tags zuvor ein Quar-
acher vorauszuſchicken, um bey der Etappenbe-
de das Nöthige anzumelden. Von der Ankunft
erer Detaſchements bis zu einem vollen Bataillon
einer Escadron müſſen die Etappenbehörden
gſtens drey Tage vorher benachrichtigt werden.
ganze Bataillons, Escadrons oder mehrere Trup-
gleichzeitig marſchiren, ſo müſſen nicht allein die
ppenbehörden wenigſtens acht Täge zuvor benach-
igt werden, ſondern es ſoll auch die Herzogl. Naſ-
ſche Landesregierung wenigſtens acht Tage zuvor
achrichtigt und requirirt werden. Auſserdem ſoll,
n eins oder mehrere Regimenter gleichzeitig durch-
ſchiren, dem Corps ein commandirender Officier
igſtens 3 Tage zuvor vorausgehen, um wegen der
ocation, Verpflegung der Truppen, Geſtellung der
Trans-

1817 Transportmittel u. ſ. w. mit der die Direction übe
betreffende Militärſtraſse führenden Behörde gen
ſchaftlich die nöthigen Vorbereitungen auf ſämmtli
Etappen-Hauptörtern für das ganze Corps zu tre
Dieſer commandirte Officier muſs von der Zahl
Stärke der Regimenter, von ihrem Bedarf an
pflegung, Transportmitteln, Tag der Ankunft u.
ſehr genau inſtruirt ſeyn.

Loge-ment et nourri-ture.

III. *Einquartierung und Verpflegung der Truppen; die dafür zu bezahlende Vergütung betreffend.*

A. *Verpflegung der Mannſchaft.*

Einzelnen Beurlaubten und ſonſt nicht im D
befindlichen Militärperſonen wird weder Recht
Quartier noch auf Verpflegung gegeben; diej
Truppen aber, welche zum Quartier und zu
pflegung berechtigt ſind, erhalten ſolche entwe
den Einwohnern oder in den zu ihrer Aufnahm
ſonders aptirten Häuſern gröſsern Locals, Baracken
deren Anlage der Herzogl. Naſſauiſchen Regie
überlaſſen bleibt. Die Utenſilien in ſolchen allge
nen Bequartirungslocalen beſtehen für den Unter
cier und die Gemeinen in Lagerſtroh, einem
kenbrett, Stühlen oder hinreichenden hölzernen B
ken. Jeder Unterofficier und Soldat iſt gehalten,
der Einquartierung und Verpflegung in den Barac
zufrieden zu ſeyn, ſobald er dasjenige erhält,
er reglementsmäſsig zu fordern berechtigt iſt.
durchmarſchirenden Truppen, welche der Marſchr
gemäſs bei den Unterthanen einquartirt werden,
halten auf die Anweiſung der Etappenbehörden
gegen auszuſtellende Quittung der Commandire
die Naturalverpflegung vom Quartierwirthe, in
Niemand ohne Verpflegung fernerhin einquartiert
den ſoll. Als allgemeine Regel wird in dieſer Hi
feſtgeſtellt, daſs der Officier ſowohl wie der Soldat
dem Tiſche ſeines Wirths zufrieden ſeyn muſs.
jedoch ſchlechter Beköſtigung von Seiten des Wi
wie übermäſsigen Forderungen von Seiten des Solda
vorzubeugen, wird Folgendes beſtimmt.

Der Unterofficier und Soldat und jede zum Mil
gehörende Perſon, die nicht den Rang eines Offi
hat, kann in jedem Nachtquartier, ſei es bey
Einwohnern oder in den Baracken, verlangen: 2 Pf

ausgebacknes Roggenbrod, ½ Pfund Fleiſch und 1817
gemüſe, ſo viel des Mittags und des Abends zu einer
chlichen Mahlzeit gehört; des Morgens zum Früh-
ck kann der Soldat weiter nichts verlangen, ſo wenig
er berechtigt iſt, von dem Wirthe Bier, Branntwein oder gar Kaffee zu fordern; dagegen ſollen die Obrigkeiten dafür ſorgen, daſs hinreichender Vorrath von Bier und Branntwein in jedem Orte vorhanden iſt, und daſs der Soldat nicht übertheuert wird.

Subaltern-Officiere bis zum Capitain excl. erhalten auſser Quartier, Holz und Licht, das nöthige Suppe, Gemüſe und ½ Pfund Fleiſch, alles vom Wirthe gehörig gekocht, auch Mittags und Abends zu jeder Mahlzeit eine Bouteille Bier, wie es in der Gegend gebrauet wird; Morgens zum Frühſtück Kaffee, Weckbrod und ⅛ Quart Branntwein. Der Capitain kann auſser der oben erwähnten Verpflegung des Mittags noch ein Gericht verlangen. Für dieſe Verpflegung wird von dem Königl. Preuſs. Gouvernement folgende Vergütung bezahlt:

Für den Soldaten	. .	4 Ggr.	in Gold,
Für den Unterofficier	. .	4 —	—
Für den Subaltern-Officier	.	12 —	—
Für den Capitain	. .	16 —	—

Staabsofficiere, Oberſten und Generale beköſtigen ſich auf eigene Rechnung in den Wirthshäuſern; in kleinen Orten, wo dieſes nicht thunlich ſeyn ſollte, erhält der Staabsofficier 1 Gulden 48 Xr. der Obriſt und General 2 Gulden 42 Xr., wogegen der Quartiergeber für anſtändige und reichliche Koſt ſorgen muſs. Auch die Vergütung wird von den betreffenden Staabsofficieren unmittelbar berichtigt.

Weiber und Kinder ſollen in der Regel weder Quartier noch Verpflegung erhalten. Sollte jedoch ausnahmsweiſe dieſes nicht vermieden werden können, ſo iſt dieſe Berechtigung auf Quartier und Verpflegung in der Marſchroute beſonders zu bemerken, und werden alsdann ſowohl die Frauen als die Kinder gleich den Soldaten gegen die oben feſtgeſetzte Entſchädigung einquartiert und verpflegt. Dagegen können die Frauen und Kinder der Officiere auf Quartier und Verpflegung nie Anſpruch machen.

Sollten

1817 Sollten hin und wieder durchmarſchirende S
ten krank werden, ſo ſollen ſie in eins der zun
gelegenen Hospitäler zu Koblenz oder Wetzlar gebr
im Fall ſie aber nicht mehr transportabel ſind,
Koſten des Königl. Preuſs. Gouvernements verp
und zur Heilung das Erforderliche angewendet
den. Ueber die Zahlung der Verpflegungsgelder
den ſich die Regierungen zu Koblenz und Wisb
weiter mit einander benehmen.

B. *Verpflegung der Pferde.*

Die Herzoglich Naſſauiſchen Beamten und Ortso
keiten müſſen gehörig dafür ſorgen, daſs den Pferden
möglichſt gute, reinliche Stallung angewieſen wird
der Einquartierte mit der ſeinen Pferden eingerä
Stallung nicht zufrieden, ſo hat er ſeine Beſchw
bey der Ortsobrigkeit anzubringen; dagegen iſt e
nachdrücklicher Strafe zu unterſagen, daſs die I
tärperſonen, welchen Rang ſie auch haben mö
die Pferde der Quartierwirthe eigenmächtig aus
Stalle jagen, und ihre Pferde hineinbringen la
Die Fourage-Rationen werden auf Anweiſung
Etappenbehörde und gegen Quittung des Empfän
aus einem in jedem Etappenhauptorte zu etablire
Magazine in Empfang genommen, und die dabey
entſtehenden Streitigkeiten werden von der Etapp
behörde ſofort regulirt. Wollen die Gemeinden
Fourage ſelbſt ausgeben, welches ihnen jederzeit
ſteht, oder machen die Umſtände es in den
Etappenbezirk gehörenden bequartierten Ortſche
nothwendig, daſs, weil die Fourage aus dem Etapp
magazine nicht gehohlt werden kann, die Ratio
im Orte ſelbſt geliefert werden müſſen, ſo hat e
falls ein Commandirter des Detaſchements die
rage zur weitern Diſtribution von der Ortsobri
in Empfang zu nehmen. Von den Quartierwir
ſelbſt darf in keinem Falle glatte oder rauhe Fou
gefordert werden. Die Herzogl. Neſſauiſche Etapp
behörde hat in Gemeinſchaft mit dem Königl. Pre
Etappeninſpector die Lieferung der Fourage auf ein
nach dem Ermeſſen des Letzteren zu beſtimmend
Zeitraum hinaus an den Wenigſtnehmenden öffentl
zu verſteigern. Der Königl. Preuſs. Etappeninſpec
kann darauf antragen, daſs ein zweyter Licidatio

tern

…im anberaumt wird, wenn ihm die Preiſe zu hoch 1817
…inen, welche weitere Verſteigerung die Herzoglich-
…uiſche Behörde unterſtützen und anordnen wird.“

…denjenigen Fällen, wo die Fourage nicht aus dem
…azine genommen, ſondern beſonderer Umſtände
…en, von der Ortsobrigkeit geliefert iſt, erhält dieſe
…elben Preis, welchen der Lieferant erhalten haben
…de, wenn aus dem Magazine fouragirt wäre.

…Die durch die Fouragelieferung entſtehenden Ko-
…, werden in dem von dem Königl. Preuſs. Etappen-
…tor bey der Licitation zu bedingenden Termine
…vorgängiger Liquidation von dem Königl. Preuſs.
…rnement baar berichtiget. Die mit der Liqui-
…n zu beauftragenden gegenſeitigen Behörden wer-
…ſich über die Form des Rechnungsweſens noch
…r verſtändigen.

Verabreichung des Vorſpanns und Geſtellung der Fuſsboten. Transports.

…ie Transportmittel werden den durchmarſchiren-
…n Truppen auf Anweiſung der Etappenbehörden
gegen Quittung nur in ſo fern verabreicht, als
…lb in den förmlichen Marſchrouten das Nöthige
…rkt worden.

…ur diejenigen Militärperſonen, welche unterwe-
…rkrankt ſind, können auſserdem, und zwar ge-
Quittung, und nachdem die Unfähigkeit zu mar-
…n durch das Atteſt eines approbirten Arztes oder
…darztes nachgewieſen worden, auf Transportmit-
…ur Fortſchaffung in das nächſte Etappenhospital
…uch machen. Wenn bey Durchmärſchen ſtarker
…ecorps der Bedarf der Transportmittel für jede
…eilung nicht beſtimmt angegeben worden, und
…ach dieſe Ordnung nicht genau beobachtet wer-
…kann, ſo iſt der Commandeur der in einem Orte
…artierten Abtheilung zwar befugt, auf eigene
…twortung Transportmittel zu requiriren; dieſes
…aber durch eine ſchriftliche an die Obrigkeit des
…gerichtete Requiſition geſchehen, welche für die
…lung der Fuhren, gegen die bey der Geſtellung
…ich zu ertheilende Quittung, ſorgen wird. Die
…tiermachenden Commandirten dürfen auf keine
…ſe Wagen oder Reitpferde für ſich requiriren, es

ſey

1817 ſey denn, daſs ſie ſich durch eine ſchriftliche C des Regimentscommandeurs, als dazu berechtig gitimiren können.

Die Transportmittel werden von einem Nachtq tier bis zum andern, d. h. von einem Etappenbez bis zum nächſten geſtellt, und die Art der Geſtell bleibt den Landesbehörden gänzlich überlaſſen. durchmarſchirenden Truppen ſind gehalten, die Tr portmittel bey der Ankunft im Nachtquartier ſo zu entlaſſen; dagegen muſs von den Behörden da geſorgt werden, daſs es an den nöthigen friſch Transportmitteln nicht fehle, und ſolche zur geh gen Zeit eintreffen. Die durchmarſchirenden Tr pen oder einzeln reiſenden Militärperſonen, we auf einer Etappe eintreffen, werden den andern l gen weiter geſchafft. Sie können nur dann verla denſelben Tag weiter transportirt zu werden, w deshalb Tags zuvor eine ordnungsmäſsige Anzeige macht worden, widrigenfalls müſſen ſie, wenn gleich weiter und doppelte Etappen zurücklegen l len, auf eigene Koſten Extrapoſtpferde nehmen. betreffenden Officieren wird es bey eigener Ver wortung zur beſondern Pflicht gemacht, darauf achten, daſs die Wagen unterwegs nicht durch P nen erſchwert werden, welche zum Fahren kein R haben, und daſs die Fuhrleute keiner übeln Beh lung ausgeſetzt ſind.

Als Vergütung für den Vorſpann wird von Königl. Preuſs. Gouvernement für jede Meile und jedes Pferd incl. des Wagens, wenn ein ſolcher e derlich iſt, die Summe von 6 Ggr. Gold bezahlt. Ladung für eine einſpännige Fuhre kann nie über 1 Centner betragen.

Die Entfernung von einem Nachtquartier in andere wird der Entfernung des Etappen-Haupto nach der oben angegebenen Entfernung, bis zum dern gleich gerechnet, die Fuhrpflichtigen mi einen weitern oder nähern Weg zurückgelegt ha Der Weg der Fuhrpflichtigen bis zum Anſpannu orte wird nicht mit in Anrechnung gebracht. Fuſsboten und Wegweiſer dürfen von dem Mi nicht eigenmächtig genommen, vielweniger mit walt gezwungen werden; ſondern es ſind ſolche

)brigkeiten des Orts, worin das Nachtquartier 1817
ier wodurch der Weg geht, ſchriftlich zu requi-
, und die Requirenten haben darüber ſofort zu
ren. Nach vorgängiger und richtig befunde-
iquidation, welche jedesmal dem Etappeninſpec-
orzulegen iſt, um die Richtigkeit der angegebe-
Entfernungen zu prüfen und zu atteſtiren, ſoll
otenlohn für jede Meile mit 4 Ggr. Gold vergütet
n, wobey der Rückweg nicht gerechnet wird.
Zahlung für Vorſpann und Boten erfolgt vier-
ig nach gehörig gepflogener Liquidation.

ufrechthaltung der Ordnung und militäriſchen Polizei.

n Herzogl. Naſſauiſcher Seite ſollen die Herzogl. Police militaire
ten zu Montabaur und Limburg in dieſen beiden
enbezirken für die Leitung des Bequartierungs-
Verpflegungs-Geſchäfts angeordnet werden. Sie
a die Etappen-Controllen zu führen, darauf zu
, daſs die Mundverpflegung allenthalben conven-
mäſsig geleiſtet werde; den in einzelnen Fällen
henden Beſchwerden gegen die Einwohner, nach
ngiger Unterſuchung, abzuhelfen; Klagen gegen
ilitär anzuhören und an den reſp. Königl. Preuſs.
peninſpector oder den Commandirenden zur Ab-
gelangen zu laſſen. Sie haben ferner die Fou-
Licitationen gemeinſchaftlich mit den Etappen-
toren anzuordnen und über die pünctliche Erfül-
der Lieferungsaccorde zu wachen.
llte bey vorfallenden thätlichen Differenzen zwi-
Unterofficieren und Soldaten und Einwohnern
rretirung der Erſteren oder ſonſtige militäriſche
hreitung erforderlich werden; ſo haben die Her-
Beamten den als Platz-Commandanten an jedem
n-Hauptorte befindlichen Herzogl. Reſerve-Com-
echef zu requiriren, welcher die betreffenden
nen den Commandirenden zur weiteren Unter-
ng und Beſtrafung abzuliefern hat.
ie Königl. Preuſs. Etappeninſpectoren werden zu
lar und zu Koblenz angeſtellt, deren Beſtimmung
geht, für die Aufrechthaltung der Ordnung und
igkeit der Liquidationen Sorge zu tragen, und
igen Beſchwerden, ſo viel wie möglich, abzu-
. Sie haben aber keine Autorität über die Her-
zogl.

1817 zogl. Naſſauiſchen Unterthanen, ſondern können
im Fall den Truppen verweigert wird, was dieſel
mit Recht und Billigkeit verlangen können, bey
Herzoglich-Naſſauiſchen Landesbehörden Beſchw
führen.

Was die zu dem Etappenbezirk von Braunfe
hörigen Herzogl. Naſſauiſchen Ortſchaften betrifft
wird der Herzogl. Naſſauiſche Beamte zu Weil
für die Erhaltung der Ordnung in denſelben S
tragen, und hat die Etappenbehörde zu Brau
vorkommenden Falle denſelben zu requiriren.

Die commandirenden Officiere ſowohl, wie
Etappenbehörden, ſind anzuweiſen, ſtets mit
und Ernſt dahin zu trachten, daſs zwiſchen den
quartierten und den Soldaten ein guter Geiſt da
tracht erhalten werde, und daſs die Einwoh
Beziehung auf ihre deutſchen Brüder willig d
gen Laſten tragen, welche der Natur der Sache
nicht ganz gehoben, aber durch ein billiges B
men von beiden Seiten ſehr gemildert werden kö

Die Königl. Preuſs. Truppen, welche auf de
nannten Militärſtraſse inſtradirt werden, ſollen j
mal von dem Inhalte dieſer Convention, ſo we
nöthig iſt, vollſtändig unterrichtet werden, ſo wi
erforderlichen Auszüge aus derſelben auf den
pen zur Nachricht bekannt gemacht und affigirt
den können.

Die vorſtehende Etappenconvention ſoll mit
erſten Januar 1817. in Kraft treten, auch auf 10
von beſagtem Dato an gerechnet als gültig abgeſc
ſen ſeyn. Es wird dabey feſtgeſetzt, daſs für de
eines in dieſer Periode eintretenden Krieges, den
ſtänden nach, die etwa nothwendigen abzuändernd
ſtimmungen durch eine beſondere Uebereinku
gulirt werden ſollen.

Die oben ſtipulirte Vergütung für Portionen, F
nen, Vorſpann u. ſ. w. wird das Königl. Preuſs.
vernement auch von denen zu der in Frankreich
befindlichen Occupationsarmee gehörigen Tru
ganz ausbezahlen, wogegen man ſich Herzogl.
ſauiſcher Seits anheiſchig macht, den Betrag der B
der gedachten Preiſe auf die Dauer des Aufenthalt
ner Armee in Frankreich aus allgemeinen Landes

vierteljährig dem Königl. Preuſs. Gouvernement 1817
ſtituiren.

Urkund deſſen iſt dieſe Uebereinkunft doppelt
fertigt, und unter Vorbehalt Allerhöchſter und
ſter Ratification vollzogen, und gegen einander
wechſelt worden.

geſchehen Wisbaden, den 17ten Januar 1817.

S.) Ludwig v. Wolzogen.
S.) Ernst Franz Ludwig *Marſchall*
v. Bieberstein.

5.

marſch- und Etappen-Convention zwi- 3 Janv.
Preuſsen und Gotha, vom 3ten Januar
7; ratificirt am 5ten März dieſes Jahrs.

ſammlung für die Königlich Preuſs. Staaten,
1817. p. 93 - 100.)

mäſsheit des Wunſches S. M. des Königs von
en und S. D. des Herzogs zu Sachſen-Gotha und
nrg, diejenigen Beſtimmungen, welche die Ein-
ng einer durch das Gebiet des Herzogthums Go-
hrenden Militärſtraſse für die Königl. Preuſs.
en nöthig macht, vermittelſt gemeinſchaftlicher
dungen feſtſetzen zu laſſen, iſt unter Vorbehalt
eltiger höchſter Ratification, von den zu dieſem
fte ſpeciell committirten und bevollmächtigten
eichneten, namentlich dem Freyherrn Ludwig
olzogen, Königl. Preuſs Generalmajor, Ritter
nigl. Preuſs. Ordens *pour le mérite*, des Kaiſerl.
hen St. Annen-Ordens erſter Claſſe, des Groſs-
l. Weimariſchen Falkenordens erſter Claſſe, Com-
ur des Kaiſerl. Oeſterreich. St. Leopolds-Ordens
itter des Königl. Baieriſchen Militär-Max-Joſeph-
s, und dem Herrn Friedrich Auguſt v. Minckwitz,
gl. Sächſiſch. wirklichem Geheimenrathe und Mi-
r, Ober-Steuerdirector zu Gotha, Groſskreuz des
glich Sächſiſchen Verdienſtordens, Nachſtehendes

1817 auf das Verbindlichſte verabredet und abgeſchlo worden.

Ligne d'etappes. I. *Feſtſetzung der Etappenlinie durch das Gothai Land.*

Die Militärſtraſse für die Königl. Preuſs. Tru geht von Erfurt nach Gotha, 3 Meilen, und von tha nach Eiſenach, $3\frac{1}{2}$ Meile.

Der Etappe Gotha werden zum Behufe der quartierung der durchmarſchirenden Königl. Pr Truppen folgende Ortſchaften zugegeben: Gam Tüttleben, Siebleben, Trügleben, Aspach, Teutl Machterſtädt, Pferdingsleben, Friemar, Warja, ſtädt, Sonneborn, Brüheim, Groſsrettbach, Lob Grabsleben, Senbergen, Günthersleben, We Schwabhauſen, Emleben, Uelleben, Boilſtädt, hauſen, Leina, Hörſelgau, Fröttſtädt und Lauc

Die durchmarſchirenden Truppen ſind geh nach jedem dieſer, der Etappe beygegebenen Or gehen, welcher ihnen von der Etappenbehörde a wieſen wird; es ſey denn, daſs dieſelben Artille Munitions- oder andere bedeutende Transporte ſich führen. Dieſen Transporten ſelbſt, nebſt der Bewachung erforderlichen Mannſchaft, müſſen ſolche Ortſchaften angewieſen werden, welche an der Militärſtraſse liegen. Andere Ortſchaften die oben erwähnten, dürfen den Truppen nicht wieſen werden, den Fall ausgenommen, wenn b tende Armeecorps in ſtarken Echellons marſchire ſolchen Fällen werden ſich die, mit der Disloc beauftragten Officiere, mit der Etappenbehörde einen weiter auszudehnenden Bezirk vereinigen

Feuilles de route. II. *Inſtradirung der Truppen und Einrichtun Marſchrouten.*

Sämmtliche Königl. Preuſs. durch das Goth Land marſchirenden Truppen müſſen bloſs auf Militärſtraſse und den Etappenort Gotha inſtradirt den, indem ſie auſserdem weder auf Quartier auf Verpflegung Anſpruch machen können. Die M routen für die auf dieſer Straſse marſchirenden K Preuſs. Truppen können bloſs von dem Königl. Pr Kriegs-Miniſterium, imgleichen dem Königl. Pr

Gen

neralcommando in Sachsen und von dem am Nieder- 1817
in mit Gültigkeit ausgestellt werden. Auf die von
eren Behörden gegebenen Marschrouten wird weder
rtier noch Verpflegung verabfolgt.

In den von oben erwähnten Behörden auszustellen-
Marschrouten ist die Zahl der Mannschaft (Offi-
, Unterofficiere und Soldaten) und Pferde, wie
ihnen zukommende Verpflegung und der Bedarf
Transportmittel genau zu bestimmen. Insbeson-
ist darauf zu achten, dafs die Behörden von den
penmärschen frühzeitig genug in Kenntnifs gesetzt
en, und es wird in dieser Hinsicht Folgendes
mmt:

Die Detaschements unter 20 Mann, jedoch mit Aus-
e der Arrestanten, in Ansehung deren es bey der
rigen Einrichtung fernerhin verbleibt, und für
he die Verpflegungsvergütung von den Königl.
fs. Seits anzustellenden Etappeninspectoren und
t mit der Vergütung für die Verpflegung der durch-
chirenden Truppen liquidirt werden, können nur
erstен und funfzehnten eines jeden Monats von
letzten Preufsischen Haupt-Etappenorte abgehen
rigenfalls sie weder Quartier noch Verpflegung er-
n), sollen aber nie ohne einen Vorgesetzten mar-
en. Den Detaschements bis zu 50 Mann ist Tags
r ein Quartiermacher vorauszuschicken, um bey
tappenbehörde das Nöthige anzumelden. Von der
nft gröfserer Detaschements bis zu einem vollen
llon oder Escadron mufs die Etappenbehörde we-
ns drey Tage vorher benachrichtigt werden.

enn ganze Bataillone, Escadrons oder mehrere
pen gleichzeitig marschiren, so mufs nicht allein
Etappenbehörde wenigstens acht Tage zuvor be-
richtiget werden, sondern es soll auch die Herzogl.
desregierung zu Gotha wenigstens acht Tage zuvor
chrichtiget und requirirt werden. Aufserdem soll,
eins oder mehrere Regimenter gleichzeitig durch-
chiren, dem Corps ein commandirter Officier, we-
ens drey Tage zuvor vorausgehen, um wegen der
location, Verpflegung der Truppen, Stellung der
nsportmittel u. s. w. mit der die Direction über die
tärftrafse führenden Behörde gemeinschaftlich die
higen Vorbereitungen auf dem Etappen-Hauptorte

1817 für das ganze Corps zu treffen. Dieſer comman Officier muſs von der Zahl und Stärke der Regi ter, von ihrem Bedarf an Verpflegung, Transpor teln, Tag der Ankunft u. ſ. w. ſehr genau inſtruirt

Loge- ment et nourri- ture.

III. *Einquartierung und Verpflegung der Tru und die dafür zu bezahlende Vergütung betreffe*

A. *Verpflegung der Mannſchaft.*

Die durchmarſchirenden Truppen können blo Nachtquartier verlangen: Ruhetag oder ein noch gerer Aufenthalt findet nicht ſtatt.

Einzelnen Beurlaubten und ſonſt nicht im D befindlichen Militärperſonen wird weder Rech Quartier, noch auf Verpflegung gegeben; die Truppen aber, welche zum Quartier und zur pflegung berechtiget ſind, erhalten ſolche bey den wohnern. Die durchmarſchirenden Truppen, w der Marſchroute gemäſs, bey den Unterthanen ein tiert werden, erhalten auf die Anweiſung der Etap behörden und gegen auszuſtellende Quittung des C mandirenden, die Naturverpflegung vom Quar wirthe, indem Niemand ohne Verpflegung fern einquartiert werden ſoll. Als allgemeine Regel in dieſer Hinſicht feſtgeſtellt, daſs der Officier ſo wie der Soldat mit dem Tiſche ſeines Wirthes zu den ſeyn muſs. Um jedoch ſchlechter Bekö von Seiten des Wirths, wie übermäſsigen Forder von Seiten der Soldaten vorzubeugen, wird F des beſtimmt:

Der Unterofficier und Soldat und jede zum gehörende Perſon, die nicht den Rang eines O hat, kann in jedem Nachtquartier verlangen: Pfund gut ausgebackenes Brod, ein halb Pfund F und Zugemüſe, ſoviel des Mittags und des Abend einer reichlichen Mahlzeit gehört; des Morgen Frühſtück kann der Soldat weiter nichts verlange wenig wie er berechtigt iſt, von dem Wirthe Branntwein oder gar Kaffee zu fordern; dagegen die Obrigkeiten dafür ſorgen, daſs hinreichender rath von Bier und Branntwein in jedem Orte vo den iſt, und daſs der Soldat nicht übertheuert Die Subalternofficiere bis zum Capitain excluſive

h

en, aufser Quartier, Holz und Licht, das nöthige 1817
d, Suppe, Gemüfse und ein halbes Pfund Fleifch,
vom Wirthe gehörig gekocht, auch Mittags und
nds, bey jeder Mahlzeit eine Bouteille Bier, wie es
er Gegend gebrauet wird; Morgens zum Frühftück
ee, Butterbrod und ein achtel Quart Branntwein.
Capitain kann aufser der oben erwähnten Verpfle-
g des Mittags noch ein Gericht verlangen. Für
Verpflegung wird, nach vorgängiger Liquidation,
dem Königl. Preufs. Gouvernement folgende Ver-
g bezahlt:

Für den Soldaten	. . 4	Ggr. in Golde.
Für den Unterofficier	. . 4	— —
Für den Subaltern-Officier	12	— —
Für den Capitain	. . 16	— —

aabsofficiere, Obriften und Generale beköftigen
auf eigene Rechnung in den Wirthshäufern; in
en Orten, wo dies nicht thunlich feyn follte, be-
der Staabsofficier 1 Reichsthaler Gold, der Obrift
General 1 Rthlr. 12 Ggr. Gold, wogegen der Quar-
träger für anftändige und reichliche Koft forgen
. Diefe Vergütung wird von den betreffenden
bsofficieren unmittelbar an die Quartierträger be-
tiget.

Weiber und Kinder follen in der Regel weder Quar-
noch Verpflegung erhalten. Sollte jedoch aus-
sweife diefes nicht vermieden werden können,
diefe Berechtigung auf Quartier und Verpflegung
r Marfchroute befonders zu bemerken, und wer-
alsdann fowohl die Frauen als die Kinder, gegen
ben feftgefetzte Entfchädigung einquartiert und
egt. Dagegen können die Frauen und Kinder
Officiere auf Quartier und Verpflegung nie An-
h machen.

ollten hin und wieder durchmarfchirende Soldaten
othaifchen krank werden, fo follen felbige in fo-
fie transportirt werden können, ohne Anftand in
Königl. Preufs. Lazarethe nach Erfurt gefchafft, und
dazu erforderlichen Fuhren gegen die §. 4. be-
mte Vergütung Herzogl. Sachfen-Gothaifcher Seits
tellt; diejenigen Kranken aber, deren Gefundheits-
tand den Transport nach Erfurt nicht geftattet, in
e von der Etappenbehörde zu Gotha zu beftimmende

Kranken-

1817 Krankenanſtalt daſelbſt untergebracht, und ſo
bis ſie transportabel ſind, in ſelbiger auf Koſte
Königl. Preuſs. Gouvernements verpflegt werden,
bey dem Königl. Etappeninſpector zu Erfurt frey b
ſo oft es ihm nöthig dünkt, ſelbſt nachzuſehen,
die in Gotha befindlichen Kranken gut abgew
und behandelt werden.

B. *Verpflegung der Pferde.*

Die Etappenbehörden und Ortsobrigkeiten m
gehörig dafür ſorgen, daſs den Pferden ſtets mög
gute, reinliche Stallung angewieſen werde. Iſt der
quartierte mit der ſeinen Pferden angewieſenen
lung nicht zufrieden, ſo hat er ſeine Beſchwerd
der Ortsobrigkeit anzubringen; dagegen iſt e
nachdrücklicher Strafe zu unterſagen, daſs die M
perſonen, welchen Rang ſie auch haben mögen,
Pferde der Quartierwirthe eigenmächtig aus dem S
jagen und ihre Pferde hineinbringen laſſen.

Die Fourage-Rationen werden auf Anweiſun
Etappenbehörde und gegen Quittung des Empfä
aus einem in dem Etappen-Hauptorte zu etab
den Magazine in Empfang genommen, und die
etwa entſtehenden Streitigkeiten werden von der
penbehörde ſofort regulirt. Wollen die Gemei
die Fourage ſelbſt ausgeben, welches ihnen jed
freyſteht, oder machen die Umſtände es in den
Etappenbezirk gehörenden bequartierten Ortſch
nothwendig, daſs, weil die Fourage aus dem Et
magazine nicht geholt werden kann, die Rati
im Orte ſelbſt geliefert werden müſſen; ſo hat
falls ein Commandirter der Detaſchements die Fo
zur weitern Diſtribution in Empfang zu nehmen.
den Quartierwirthen ſelbſt darf in keinem Falle
oder rauhe Fourage gefordert werden. Die Lief
der Rationen ſoll von der mit der Direction übe
Militärſtraſse beauftragten Behörde halbjährig,
zu welcher Zeit es vortheilhaft, öffentlich licitir
den Mindeſtfordernden übertragen werden. De
niglich Preuſs. Etappeninſpector muſs zu dieſer
tation eingeladen werden, und kann darauf antr
daſs ein zweyter Licitationstermin anberaumt
wenn ihm die Preiſe zu hoch ſcheinen, welche

Her

rzogl. Sachſen-Gothaiſche Behörde nicht verwei- 1817
n kann. In denjenigen Fällen, wo die Fourage
ht aus dem Magazin genommen, ſondern beſonde-
Umſtände wegen von der Ortsobrigkeit geliefert iſt,
ält dieſe denſelben Preis, welchen der Lieferant er-
en haben würde, wenn aus dem Magazine foura-
wäre.

Die durch die Fouragelieferung, wie auch die übri-
urch die Mundverpflegung und Stellung der Vor-
e entſtehenden Koſten, werden vierteljährig be-
et und vom Königl. Preuſs. Gouvernement baar
htiget. Die mit der Liquidation zu beauftragen-
gegenſeitigen Behörden werden ſich über die Form
Rechnungsweſens noch weiter verſtändigen und
en.

Verabreichung der Vorſpanne und Stellung der Fuſsboten. Trans-port.

Die Transportmittel werden den durchmarſchiren-
Truppen auf Anweiſung der Etappenbehörden und
n Quittung nur in ſofern verabreicht, als deshalb
en förmlichen Marſchrouten das Nöthige bemerkt
den.

Nur diejenigen Militär-Perſonen, welche unter-
erkrankt ſind, können auſserdem, und zwar ge-
Quittung, und nachdem die Unfähigkeit zu mar-
en durch das Atteſt eines approbirten Arztes oder
darztes nachgewieſen worden, auf Transportmittel
Fortſchaffung in das nächſte Etappenhoſpital An-
h machen. Wenn bey Durchmärſchen ſtarker
ecorps der Bedarf der Transportmittel für jede
eilung nicht beſtimmt angegeben worden, und
ach dieſe Ordnung nicht genau beobachtet wer-
kann, ſo iſt der Commandeur der in einem Orte
rtierten Abtheilung zwar befugt, auf ſeine eigene
ntwortung Transportmittel zu requiriren; dies
aber durch eine ſchriftliche an die Obrigkeit des
gerichtete Requiſition geſchehen, welche für die
ung der Fuhren, gegen die bey der Stellung ſogleich
rtheilende Quittung, ſorgen wird. Die quartier-
henden Commandirten dürfen auf keine Weiſe Wa-
oder Reitpferde für ſich requiriren, es ſey denn,
ſie ſich durch eine ſchriftliche Ordre des Regi-

ments-

mentscommandeurs als dazu berechtigt, le
können. Die Transportmittel werden von eine
quartier bis zum andern, d. h. von einem
bezirk bis zum nächſten geſtellt, und die Art
lung bleibt den Landesbehörden gänzlich ü
Die durchmarſchirenden Truppen ſind geha
Transportmittel bey der Ankunft im Nachtqu
fort zu entlaſſen; dagegen muſs von den Beh
für geſorgt werden, daſs es bey dem Abma
Truppen an den nöthigen friſchen Transpo
nicht fehle, und ſolche zur gehörigen Zeit e
Die durchmarſchirenden Truppen oder ein
ſenden Militärperſonen, welche auf einer Et
treffen, werden den andern Morgen weiter
Sie können nur dann verlangen, denſelben T
transportirt zu werden, wenn deshalb Tags z
ordnungsmäſsige Anzeige gemacht worden,
falls müſſen ſie, wenn ſie gleich weiter und
Etappen zurücklegen wollen, auf eigene Koſt
poſtpferde nehmen. Den betreffenden Offici
es bey eigener Verantwortung zur beſondere
gemacht, darauf zu achten, daſs die Wagen u
nicht durch Perſonen erſchwert werden, we
Fahren kein Recht haben, und daſs die Fuhr
ner üblen Behandlung ausgeſetzt ſind.

Als Vergütung für den Vorſpann wird von
nigl. Preuſs. Gouvernement für jede Meile
jedes Pferd, incl. des Wagens, wenn ein ſol
derlich iſt, die Summe von ſechs gute Gro
bezahlt.

Die Entfernung von einem Nachtqua
andere, wird der Entfernung des Etappen
nach der oben angegebenen Entfernung
dern gleich gerechnet, die Fuhrpflicht
einen weiteren oder näheren Weg zurück
Der Weg der Fuhrpflichtigen bis zum
orte wird nicht
Fuſsboten und W
eigenmächtig
zwungen
Obrigkeite
wodurch
die
Nach

he jedesmal dem Etappeninſpector vorzulegen iſt, 1817
die Richtigkeit der angegebenen Entfernung zu
n und zu atteſtiren, ſoll das Botenlohn für jede
mit vier guten Groſchen Gold vergütet werden,
der Rückweg nicht zu rechnen iſt.

Aufrechthaltung der Ordnung und militäriſchen Polizei. Police militaire.

ſoll in Erfurt ein Königl. Preuſs. Etappenin-
angeſtellt werden, deſſen Beſtimmung dahin
für die Aufrechthaltung der Ordnung und Richtig-
r Liquidationen Sorge zu tragen, und etwani-
eſchwerden, ſo viel wie möglich, abzuhelfen.
aber keine Autorität über die Herzogl. Sachſen-
iſchen Unterthanen. Sollten hin und wieder
enzen zwiſchen den Bequartierten und den Sol-
entſtehen, ſo werden ſolche von der Etappen-
de und den commandirenden Officieren, wie
von dem oben erwähnten Etappeninſpector, in
deſſen Aufenthalt in Erfurt ſolches geſtattet,
nſchaftlich beſeitigt. Die Etappenbehörde iſt be-
gt, jeden Unterofficier und Soldaten, welcher
thätliche Miſshandlungen ſeines Wirths oder eines
en Unterthanen erlaubt, zu arretiren und an den
mandirenden zur weitern Unterſuchung und Beſtra-
abzuliefern.

n gegenſeitigen Etappenbehörden wird es noch
eſondern Pflicht gemacht, darauf zu achten, daſs
Wege ſtets in gutem Stande erhalten werden, und
aupt haben dieſelben ihre ſtete Sorgſamkeit dar-
richten, daſs es den durchmarſchirenden Trup-
nichts fehle, was dieſelben mit Recht und Bil-
verlangen können, über welchen Gegenſtand
Etappeninſpector gleichfalls zu wachen hat und
den Landesbehörden Beſchwerde führen kann.

ie commandirenden Officiere ſowohl als die Etap-
behörden ſind anzuweiſen, ſtets mit Eifer und
dahin zu trachten, daſs zwiſchen den Bequar-
ten und den Soldaten ein guter Geiſt der Eintracht
alten werde, und daſs die Einwohner in Bezie-
g auf ihre deutſchen Brüder willig diejenigen
en tragen, welche der Natur der Sache nach nicht
ganz

1817 ganz gehoben, aber durch ein billiges Benehmen beiden Seiten ſehr gemildert werden können.

Die Königl. Preuſs. Truppen, welche auf Militärſtraſse inſtradirt werden, ſollen jedesmal dem Inhalte dieſer Convention, ſo weit es nöthi vollſtändig unterrichtet werden, ſo wie die erfor chen Auszüge, ſowohl in der Etappe, als in de biger zur Aushülfe beygegebenen Ortſchaften, Nachricht bekannt gemacht und affigirt werden kö

Dieſe vorſtehende Etappenconvention ſoll vom dieſes Monats an in Kraft treten, auch auf zehn von beſagtem Datum an gültig ſeyn, in ſo fern bey dem Bundestage in Rückſicht der Etappen und der Verpflegung der Truppen allgemeine tungen getroffen werden. Es wird dabey feſt dafs für den Fall eines in dieſer Periode eintre Krieges, den Umſtänden nach, die etwa nothwen abzuändernden Beſtimmungen durch eine beſo Uebereinkunft regulirt werden ſollen.

Auch macht ſich die Herzogl. Sächſiſche Regie verbindlich, auf die Zeit des Aufenthalts der Oc tions-Armee in Frankreich, von der Hälfte de der oben gedachten Strafse durch das Gothaiſche marſchirenden Königl. Preuſs. Truppen, nur die der oben angeführten Preiſe für Portionen, Rati Vorſpann u. ſ. w. zu liquidiren, eben ſo wie auch einem dereinſtigen Rückmarſch der in Frankreich henden Armeecorps für ſämmtliche zurückkehr Truppen nur die Hälfte der Vergütungspreiſe dirt und berichtigt werden ſoll.

Zu Urkund deſſen iſt die Uebereinkunft in ausgefertigt, und unter Höchſter Ratification vol und gegen einander ausgewechſelt worden.

So geſchehen Gotha, den 3ten Januar 1817.

(L. S.) Ludwig v. Wolzogen.

(L. S.) Friedrich August v. Mincw

6.

chmarſch- und Etappenconvention, ge- 1817
ſeitig abgeſchloſſen zwiſchen Preuſsen und 9 May.
eſſen. Vom 9ten May 1817; ratificirt am 16ten deſſelben Monats.

(Sammlung für die Königl. Pr. Staaten. 1817. p. 133 — 144.)

dem zwiſchen S. M. dem Könige von Preuſsen K. H. dem Kurfürſten von Heſſen in dem 28ſten des, unterm 16ten October 1815, abgeſchloſſe- natsvertrages feſtgeſetzt worden, daſs zwey Mi- nſen, die eine von Heiligenſtadt über Witzen- und Caſſel nach Marburg, und die andere von ch über Berka nach Hersfeld, auf Alsfeld für en auch in Friedenszeiten offen bleiben, und ſſen dagegen eine Militärſtraſse durch das Preuſsi- Gebiet von Karlshafen nach Rinteln behalten ſoll, ſtimmungen wegen der Etappenplätze, Verpfle- und Disciplin aber durch eine weitere Conven- eſtgeſtellt werden ſollen; ſo ſind zu Abſchlieſsung ſolchen Convention von Seiten S. M. des Königs reuſsen der Freiherr Ludwig v. Wolzogen, Königl. . General-Major, Ritter des Königl. Preuſs. Or- *pour le mérite*, des Kaiſerl. Ruſſiſchen St. Annen- s erſter Claſſe, des Groſsherzogl. Weimarſchen en Falken-Ordens erſter Claſſe, Commandeur des . Oeſterreichiſchen St. Leopold-Ordens und Rit- Königl. Baieriſchen Militär-Max-Joſeph-Ordens; von Seiten Sr. Königl. Hoheit des Kurfürſten von n, der Herr Richard von Lorentz, Kurheſſiſcher ordentlicher Geſandter und bevollmächtigter er, Geheimerrath, und Director des zweyten De- ments des Kurheſſiſchen General-Kriegscolle- s, Commandeur des Kurheſſiſchen goldenen Lö- ordens, ernannt worden, welche nach Auswechſe- ihrer Vollmachten, unter Vorbehalt der Allerhöch- Ratification, über folgende Puncte übereingekom- ſind.

I.

1817 Ligne d'étappes.

I. *Feſtſtellung der Militärſtraſsen, der Etap Hauptorte und Bezirke, wie auch der wechſelſei Entfernung derſelben.*

Art. I. Die Militärſtraſse von Heiligenſtadt Witzenhauſen und Caſſel nach Marburg wird Königl. Preuſs. Seits vertragsmäſsig vorbehalte doch hiermit erklärt, daſs dieſe Straſse nicht benutzt werden ſoll, als wenn das Kurfürſtl. G nement zwey Monat zuvor davon benachrichti den iſt; die Entfernung von Heiligenſtadt nach W hauſen ſoll zu 3 Meilen, von Witzenhauſen nach zu $4\frac{1}{2}$ Meile, und von Caſſel nach Warburg Meile gerechnet werden. Dagegen wird

Art. II. Kurheſſiſcher Seits eine Militärſtra Koppenbrügge nach Minden, über Oldendorf geben, und die Stadt Oldendorf mit den Ortſc Engern, Ahe, Weſtendorf, Deckbergen, Groſs den, Kleinenwieden, Oſtendorf, Seelſede, Fiſc Weibke, Höſingen, Haddenſen, Benſen, Krü berg, Roden, Barkſen, Kohlenſtädt, Segelhorſt ſenthal, Coverden, Plötzen, Wieckboldſen und ſen als Etappenorte beſtimmt, auch die Entfernu Koppenbrügge nach Oldendorf auf $3\frac{1}{2}$ Meilen un Oldendorf nach Minden auf $3\frac{3}{4}$ Meilen feſtgeſetzt

Art. III. Auf der Straſse von Eiſenach nach feld, welche ſowohl über Berka als Vach geht, die Stadt Hersfeld mit Nieder-Aula, Asbach, B hauſen, Kattenbach, Ober-Joſſa, Nieder-Joſſa, tenhauſen, Sorge, Katus, Petersberg, Kalkobes, dewald und Eichhoff, als Etappenorte beſtimm gröſseren Durchmärſchen ſollen aber folgende O ten noch zugezogen und mit belegt werden, Mengshauſen, Kirchheim, Reckrode, Kerspenh Geershauſen, Klebe, Jeddersdorf, Goſemann Rotterterode, Solmes, Oberhaune, Unterhaune, hauſen, Hilpershauſen, Motzfeld, Malkomes, Rotenſee, Heenes, Almershauſen, Tann, Rohrb Meiſebach, Gitteredorf, Obergeiſs, Untergeiſs, F lingen, Aue, Buchenau, Sieglos, Wippershain, H heim, Kruspis, Stärcklos, Oberſtoppel, Unterſto Bodes, Wehrda, Wetzlos, Schlezzerode, Meckb Mecklar, Neuenkirchen und Mauers. Die Entfern

bet

von Berka nach Hersfeld 4 Meilen, von Vacha 1817
ersfeld 3½ Meile, und von Hersfeld nach Als-
leilen.

. IV. Auf der S. K. H. dem Kurfürſten von
vertragsmäſsig von Karlshafen nach Rinteln und
hrt zuſtehenden Militärſtraſse werden die Stadt
, nebſt Boſſſen, Godelheim, Schloſs Corvey,
gen, Albaxen, Brenkhauſen, Böxen und
, wie auch Lüde und Gegend als Etappen-
eſtimmt. Die Entfernung von Karlshafen nach
ſt auf 2½ Meile und die von Höxter nach Lüde
eilen feſtgeſetzt.

r. V. Die Königl. Preuſs. Truppen dürfen nur
genannten Etappenorte berühren. Kleinere da-
handelnde Abtheilungen werden an die nächſte
, Preuſs. Militärbehörde abgeliefert. Gröſsere
ungen werden der Königl. Preuſs. Liquidations-
e angezeigt, welche die Leiſtungen aller Art, ſo
en verurſacht haben, in den koſtenden von den
l. Beamten atteſtirten Preiſen, nicht weniger
urch einen ſolchen Marſch entſtandenen Scha-
nach der pflichtmäſsigen Taxation dreyer im
Artickel dieſer Convention näher bezeichneten
ren, zu bezahlen verbunden iſt. Eben dieſe
mungen finden auch bey den Kurfürſtl. Heſſiſchen
n auf der Militär-Route von Karlshafen nach
ſtatt.

r. VI. Die Königl. Preuſs. Truppen ſind gehal-
f jeden zum Etappenbezirke gehörenden, und
er Kurfürſtl. Behörde ihnen angewieſenen Ort
en. Nur müſſen diejenigen, welche Artillerie-,
ons- oder andere bedeutende Transporte mit
hren, ſtets an ſolche Ortſchaften angewieſen
, welche hart an der Militärſtraſse liegen.
inere Detaſchements bis zu 50 Mann werden
in ſolche Barackenſtuben gelegt, als im 16ten
eſer Convention erwähnt ſind, ſobald dergleichen
enſtuben eingerichtet ſeyn werden.

r. VII. An jedem Etappen-Hauptorte wird eine
ſtl. Etappenbehörde ernannt, welche aus einem
ncommandanten und Etappencommiſſär beſteht,
le Einquartierungs-, Verpflegungs- und Trans-
port-

1817 port-Angelegenheiten gemeinſchaftlich zu beſ
ſo wie die Etappenpolizei zu leiten.

Art. VIII. Zur Aufrechthaltung der guten
nung bey den durchmarſchirenden Truppen, ſ
zur Liquidation und Bezahlung der Verpflegu
Transport- und anderen Koſten, wird von Seite
Königl. Preuſs. Regierung ein eigener Etappeninſp
zu Hersfeld angeſtellt, welcher daſelbſt ein ang
ſenes Quartier gegen eine von ihm zu leiſtende
Vergütung erhalten ſoll; er darf aber von der
weder Verpflegung noch ſonſtige Vortheile verla
auch ſich in keine die Landesbehörden angehend
ſchäftführung miſchen. Kurheſſiſcher Seits wi
wünſcht, daſs der Königl. Inſpector eine Civi
ſeyn möge, welcher über die Kurfürſtl. He
Unterthanen keine Autorität hat.

Art. IX. Königl. Preuſs. Seits ſollen zur U
haltung der Communication keine ſtehende Tru
commandos aufgeſtellt werden, noch irgend ein
richtung zu ſolchem Zwecke auf dem Kurheſſi
Gebiete ſtatt finden.

Feuilles de route.

II. *Inſtradirung der Truppen, Einrichtung
Marſchrouten etc.*

Art. X. Die Marſchrouten für die Königl. P
Truppen, welche durch die Kurheſſiſchen
marſchiren, können nur allein von dem Königl. Pr
ſchen Miniſterio und dem Königl. Generalcom
in Sachſen, Weſtphalen und am Rhein mit Gülti
ertheilt werden, weil den benannten Truppen a
von andern Behörden gegebenen Marſchrouten
Quartier noch Verpflegung etc. verabfolgt wird.
Von Kurheſſiſcher Seite ertheilt das General-K
collegium in Caſſel allein die Marſchrouten fü
durch die Königl. Staaten auf der beſtimmten M
ſtraſse marſchirenden Kurheſſiſchen Truppen.

Art. XI. In den ſolchergeſtalt ausgeſtellten M
routen wird die Zahl der Mannſchaft und Pferd
Knechte und ſonſtigen Militärperſonen, wie auc
Soldatenweiber und Kinder, imgleichen die ihn
kommende Verpflegung, nicht weniger der Bed
Transportmitteln, auf das Genaueſte beſtimmt

n über das darin angegebene Quantum nichts ver- 1817
t noch gegeben werden.

Die Kurfürſtlichen Behörden ſollen von den Durch-
chen frühzeitig genug in Kenntniſs geſetzt wer-
und iſt in dieſer Hinſicht folgendes feſtgeſetzt:
Detachements unter 20 Mann können nur den er-
und funfzehnten eines jeden Monats von dem
Preuſsiſchen Haupt-Etappenorte abgehen, wi-
alls ſie weder Quartier noch Verpflegung erhal-
ſollen aber nie ohne einen Vorgeſetzten mar-
Die Abſendung von Arreſtanten iſt dagegen an
beſondere Zeit gebunden.

n Detaſchements bis zu 50 Mann iſt Tags zu-
n Quartiermacher vorauszuſchicken, um bey der
enbehörde das Nöthige anzumelden.

röſsere Detaſchements ſollen drey Tage zuvor an-
gt werden.

anze Bataillons, Escadrons u. ſ. w., müſſen nicht
wenigſtens acht Tage vorher angemeldet, ſon-
es ſoll auch das Kurfürſtl. General-Kriegscolle-
in Caſſel acht Tage zuvor durch die Königl. Be-
len von dem Durchmarſche benachrichtiget und
irt werden.

ner ſolchen Truppenabtheilung, und wenn eine
mehrere Regimenter durchmarſchiren ſollen, muſs
Officier oder Commiſſär, welcher von der Zahl
tärke der Regimenter, und von ihrem Bedarf an
legung, Transportmitteln, Tag der Ankunft u. ſ. w.
genau unterrichtet iſt, drey Tage vorausgehen,
die Dislocation dergeſtalt zu bewirken, daſs an
nd demſelben Tage an einem Etappen-Haupt-
nie mehr als ein Regiment Fuſsvolk oder Reute-
ntreffe.

RT. XII. Da eine hinreichende Anzahl Kurheſſi-
Dorfſchaften angewieſen iſt, und die Stadt Hers-
denen Kurheſſiſchen Truppen zu einem Garni-
rte dient, ſo ſoll die erwähnte Stadt von Einquar-
ng, ſo viel möglich, verſchont bleiben, und nur
groſsen Durchmärſchen mit dem Stabe belegt wer-
können; auch ſoll hier wegen der bekannten Un-
tbarkeit der Gegend, und des dadurch entſtehen-
Mangels an Lebensmitteln, von Königl. Preuſs.

Seite

1817 Seite kein Rasttag verlangt werden, wenn nicht ga
grosse Ermüdung der Leute und Pferde, allzuschl
tes Wetter, oder die unvermeidliche Reparatur a
tillerie, Bagage und Fuhrwerk derselben unum
lich nöthig machen.

Art. XIII. In der Regel erhält der General dre
Staabsofficier zwey, und der Subalternofficier ein
mer; wenn jedoch die Anzahl der Truppen, od
Orts Gelegenheit so viel Zimmer zu geben nich
stattet, so müssen die Truppen sich mit wenigen
gnügen und das Zusammenlegen gefallen lassen.

III. Einquartierung und Verpflegung der Tr
und die dafür zu bezahlende Vergütung betreff

Logement et nourriture.

Art. XIV. Einzeln reisende mit Marschrout
sehene Officiere und Militärbeamte erhalten zwar
tier und Vorspann, die Frauen und Kinder de
sind dazu jedoch nie berechtigt.

Art. XV. Beurlaubte und nicht im Dienste b
liche Militärpersonen haben weder auf Quartier
auf Verpflegung und Transportmittel Anspruch
machen.

Art. XVI. Die zum Quartier und Verpflegu
rechtigten Truppen, welche die Unterofficiere un
daten, auch Knechte, desgleichen die in den Ma
routen ausdrüchlich bemerkten Soldatenweiber
Kinder in sich begreifen, und wobey zwey Kinde
einen Kopf zu rechnen sind, werden auf die An
sung der Etappenbehörden entweder bey den Ein
nern oder in Barackenstuben einquartiert und
pflegt; es findet aber von Seiten des Preuss. Go
nements weder im Ganzen noch in einzelnen Ar
einige Naturallieferung Statt. Die Anlage solche
rackenstuben, welche in Wirths- oder sonstigen
schicklichen Häusern Statt finden soll, bleibt
Kurfürstlichen Gouvernement überlassen und anb
gestellt. An Geräthschaften in diesen für Unteroffic
und Gemeine bestimmten Barackenstuben werden
hinreichende Stühle oder Bänke, Hakenbretter
Lagerstroh erfordert.

Art. XVII. Die Commandirenden haben über
von den Quartierwirthen gestellten Naturalverpfleg

: die ſonſtigen Leiſtungen ordnungsmäſsige, 1817
und hinreichend ſpecielle Beſcheinigungen
ilen; ſollten dieſe nicht gehörig ausgeſtellt
; verweigert werden, ſo ſoll die von der Etap-
de pflichtmäſsig geſchehene Atteſtation der
Marſchroute geleiſteten Lieferungen aller Art
Liquidation als gültige Quittung angenommen

XVIII. Zur allgemeinen Regel dient zwar,
Officier, ſo wie der Soldat, mit dem Tiſche
artierwirths zufrieden ſeyn muſs, jedoch kann
terofficier oder Soldat, auch jede andere zu
rade gehörige Perſon, in jedem ihm ange-
Nachtquartier, ſey es bey den Einwohnern
len Barackenſtuben, verlangen: zwey Pfund
gebackenes Roggenbrod, ein halbes Pfund
nd Zugemüſe, ſo viel des Mittags und Abends
Mahlzeit gehört. Frühſtück, Bier, Brannt-
Kaffee kann aber nicht anders als gegen baare
g an den Unterofficier und Soldaten gereicht,
oll von den Ortsobrigkeiten dafür geſorgt wer-
s hinreichender Vorrath von Bier und Brannt-
den Etappenorten vorhanden iſt, nnd daſs
at nicht übertheuert wird.

XIX. Jeder Subalternofficier bis zum Capitain
ſalich, erhält, auſser Quartier, Holz und Licht,
lzeit Brod, Suppe, Gemüſe und ein halbes
eiſch, auch zu Mittag und Abend jedesmal
teille Bier, wie es in der Gegend gebrauet
am Frühſtück aber Kaffee, Butterbrod und ein
nart Branntwein. Der Capitain kann auſser der
anten Verpflegung des Mittags noch ein Ge-
langen. Die Frauen und Kinder der Officiere
ber auf Verpflegung kein Recht.

XX. Staabsofficiere, Oberſten und Generale
m ſich auf eigene Rechnung in den Wirths-
und berichtigen ihre Beköſtigung unmittel-
t. An ſolchen Orten, wo die Wirthshäuſer
zu geeignet ſind, wo aber der ein oder an-
artierträger für anſtändige Koſt zu ſorgen im
t, ſoll der letztere von jedem Staabsofficier täg-
n Reichsthaler, und von jedem Oberſten und Ge-
en und einen halben Reichsthaler, alles in Golde,

1817 der Friedichsd'or zu fünf Reichsthaler gerechnet, die Beköſtigung zu fordern und gleich baar zu pfangen berechtigt ſeyn.

Art. XXI. Für die Einquartierung und V gung der Capitaine und Subalternofficiere, wie der Unterofficiere und Soldaten, imgleichen a berechtigten Militärperſonen, wird nach vorgä Liquidation von dem Königl. Preuſs. Gouvern vergütet, und dem Königl. Etappeninſpector in feld oder in Preuſsiſch Minden baar bezahlt: von Nachtquartier für jeden Soldaten und eine jede chem Grade ſtehende Perſon . . . . 4 Ggr.
für jeden Unterofficier . . . . 4 —
— — Subalternofficier 12 —
— — Capitain . . . . . 16 —
alles in Golde, der Reichsthaler zu vier und sig gute Groſchen und der Friedrichsd'or Rthlr. gerechnet.

Für die Soldatenweiber und Kinder wird di liche Vergütung wie für die Soldaten, jedoch m Unterſchied geleiſtet, daſs für zwey Kinder nicht als für eine Frau bezahlt wird.

Art. XXII. Die Liquidation für die dur Königl. Preuſsiſche Gebiet durchmarſchirende beköſtiget werdenden Kurheſſiſchen Truppen wir dem im 2ten Artikel dieſer Convention feſtge Vergütungsfuſse berichtiget.

Art. XXIII. Sollten hin und wieder dur ſchirende Königl. Preuſs. Soldaten unterwegs werden, oder Verwundungen erhalten, und ohn fahr bis zur nächſten Preuſsiſchen Etappeninſp nicht zu transportiren ſeyn, ſo ſollen dieſelb Koſten ihres Gouvernements in einem Etappenh verpflegt werden, welches in Hersfeld ſeyn, u über der Königl. Etappeninſpector die Auffich Berechnung führen ſoll.

Das Local zu dieſem Etappenhoſpital ſoll vo Kurheſſiſchen Regierung unentgeldlich angewieſen den; für die Anſchaffung der erforderlichen Effe Verköſtigung, Arznei, ſo wie für alle andere Be niſſe hat das Königl. Preuſs. Gouvernement aber zu ſorgen, und die Koſten durch den Königl. peninſpector unmittelbar entrichten zu laſſen.

ART. XXIV. Die Etappenbehörden und Ortsobrig- 1817
n ſollen für gute und reinliche Stallung ſorgen.
gl. Preuſs. Seits iſt dagegen bey nachdrücklicher
unterſagt, daſs die Preuſs. Militärperſonen,
en Rang ſie auch haben mögen, die Pferde der
rgeber aus den Ställen ziehen und die ihrigen
bringen laſſen.

XXV. Der Fouragebedarf wird in das in dem
Hauptorte zu errichtende verhältniſsmäſsige
magazin durch eingeborne Lieferanten beyge-
und das zum Magazin erforderliche Local
letztere geſtellt.
den Quartiergebern darf aber in keinem Falle
oder rauhe Fourage anders als in der im folgen-
ſten Artikel beſtimmten Art verlangt werden.

XXVI. Die Fouragelieferung wird für einen
m Königl. Preuſs. Etappeninſpector zu beſtim-
Zeitraum, in deſſelben oder ſeines Bevoll-
ten Gegenwart durch die Kurfürſtl. Behörden
ch an den Mindeſtfordernden nach Helſiſchem
und Gewicht verſteigert. Der nun erwähnte
l. Inſpector iſt berechtigt, einen zweiten Ver-
ngstermin zu verlangen und abhalten zu laſſen,
die Preiſe des erſten Termins ihm zu hoch ſchei-
in welchem Falle auch Ausländer concurriren
. Der letzte Termin iſt aber in jedem Falle
idend und darf der Lieferant die im Kurfürſtl.
en Lande angekaufte Fourage ohne Erlaubniſs
ndesbehörde nach auswärtigen Etappen nicht
ren.
Bezahlung für die von den Lieferanten aus
gazinen verabreichte Fourage wird durch die
Etappeninſpectoren ſofort nach erfolgter Liqui-
der darüber vorgelegten Rechnung und Quit-
etc. an die Lieferanten ohne Abzug entrichtet.

XXVII. Die Fourage wird gegen ordnungs-
von den Königl. Etappeninſpectoren zu viſi-
Quittungen der Empfänger aus den Magazinen
obigem Maaſs und Gewicht abgegeben. Die da-
wa entſtehenden Streitigkeiten ſollen von der
penbehörde ſofort regulirt und entſchieden
n.

1817 Art. XXVIII. Wenn die Zeit es nicht erlaubt, Fourage aus den Etappenmagazinen beyzuſchaffen, die zu dem Etappenbezirke gehörende bequart Ortſchaften müſſen unvermeidlicherweiſe die Fo im Orte ſelbſt liefern, ſo ſteht es den Gemeinden zeit frey, ſolche nach Heſſiſchem Maaſs und Ge ſelbſt auszugeben, und haben die Commandirte Detaſchements dieſelben von den Ortsobrigkeite weitern Diſtribution gegen ordnungsmäſsige, g autoriſirte, Quittungen in Empfang zu nehmen.

Im Falle die Quittungen überhaupt verweiger vor dem Abmarſche der Truppen den Ortsobrig gar nicht eingehändigt werden, ſo ſoll die im Art. für einen ſolchen Fall beſtimmte Verfüg Abhülfe ohne gegenſeitige Einwendung erfolg

Art. XXIX. Die Königl. Preuſs. Etappen bezahlt an die Kurheſſiſche Regierung zur w Vertheilung an die Ortsobrigkeiten für die von letzteren unvermeidlich gelieferte Fourage den lichen Preis, welchen die Lieferanten erhalt ben würden, wenn aus den Magazinen wäre fo worden.

Art. XXX. Das Königl. Preuſs. Gouvern vergütet die Kurkoſten für die etwa krank zur laſſenen Pferde auf die von den Kurfürſtl. Beh atteſtirten Rechnungen.

Art. XXXI. Die durchmarſchirenden Tr bezahlen ſelbſt alle Wagenreparaturen, Pferdeb und ſonſtige Bedürfniſſe an Schuhen u. ſ. w. baar in den koſtenden Preiſen.

Trans-ports. IV. *Vorſpann- und andere Transport-Mittel Fuſsboten betreffend.*

Art. XXXII. Die Transportmittel werden ordnungsmäſsige und zur rechten Zeit ertheilte tungen den durchmarſchirenden Truppen nur a weiſung der Etappenbehörden, und in ſoweit v reicht, als das deshalb Nöthige in den förml Marſchrouten bemerkt worden.

Art. XXXIII. Für Kranke (mit Ausnahme d welche unterwegs krank geworden ſind, und ihre fähigkeit zu marſchiren durch das Atteſt eines ap

bi

ırztes oder Wundarztes nachgewieſen haben), 1817
iſter und Gewehre kann in den Marſchrouten
ınsportmittel verlangt und eben ſo wenig von
ırtiermachern oder von den Commandeurs der
ı ſelbſt requirirt werden.

XXXIV. Die Etappenbehörden haben dafür
n, daſs es an den nöthigen und gehörig ver-
Transportmitteln nicht fehle, und daſs ſie an
m vorgeſchriebenenen Orten zur rechten Zeit
n.

XXXV. Unter Transportmitteln werden nur
rige und vierrädrige Karren und Leiterwagen,
ıen angeſchirrte Vorſpannpferde auch Zugoch-
ınden, und ſollen ſechs Ochſen mit vier Pfer-
ch geachtet werden.
ſen und Reitpferde werden nie gegeben.

XXXVI. Auf ein Zugpferd ſoll nie mehr als 4
ɔchſtens 5 Centner gerechnet werden.

XXXVII. Wenn bey Durchmärſchen ſtarker
ɔrps der Bedarf der Transportmittel für jede
ag nicht beſtimmt angegeben worden, und
ıſchriebene Ordnung ſolchemnach nicht genau
et werden kann, ſo ſoll der Commandeur der
ı Orte bequartirten Abtheilung zwar befugt
e nöthigen Transportmittel auf ſeine eigne
ırtung zu requiriren; dieſs muſs aber ſchrift-
ıehen und an die Ortsobrigkeit gerichtet ſeyn,
ir die Stellung ſothaner Mittel zu ſorgen, der
ıte Commandeur aber die ordnungsmäſsigen
en für ſolche Stellung unweigerlich ſogleich
len hat.

XXXVIII. Die durchmarſchirenden Truppen
eln reiſende, zu Transportmitteln berechtigte,
rſonen, welche auf einer Etappe eintreffen,
ien andern Morgen weiter geſchafft, ſie kön-
dann verlangen, am nämlichen Tage weiter
rt zu werden, wenn deshalb eine ordnungs-
ınzeige Tags zuvor gemacht worden, widri-
ıüſſen ſie, wenn ſie gleich weiter und doppelte
zurücklegen wollen, Extra-Poſtferde auf
ɔſten nehmen.

XXXIX. Die quartiermachenden Comman-
rfen auf keine Weiſe Transportmittel für ſich
requi-

1817 requiriren, wenn ſie ſich nicht durch eine ſchriftli
Ordre ihres Regiments- oder ſonſtigen befugten C
mandeurs, als dazu berechtigt, legitimiren könne

ART. XL. Die Transportmittel werden nur
einem Etappenbezirk bis zum nächſten geſtellt,
die Art der Stellung bleibt den Landesbehörden
lich überlaſſen; die durchmarſchirenden Truppen
aber gehalten, die Transportmittel ſofort nach der
kunft im nächſten Etappenbezirke zu entlaſſen.

ART. XLI. Die Entfernung von einem Eta
bezirke zum andern wird nach den im 1ſten bis
Art. dieſer Convention deshalb vorkommende
ſtimmungen gerechnet, die Fuhrpflichtigen n
einen weitern oder nähern Weg zurückgelegt h
ihr Weg bis zum Anſpannungsorte wird nicht mit
ſchlag gebracht.

ART. XLII. Den betreffenden Officieren und
ſtigen Befehlenden, wird es bey eigener Verant
tung zur beſonderen Plicht gemacht, darauf zu a
daſs die Wagen und Karren unterwegs nicht
Perſonen oder Sachen beſchwert werden, welche
Fahren nicht berechtigt ſind, auch ſollen die erw
ten Officiere u. ſ. w. durchaus nicht zugeben, da
Fuhrleute, ſo wenig als ihr Vieh, einer übeln Be
lung von Seiten der durchmarſchirenden Truppe
gefetzt ſind.

ART. XLIII. Für jedes Pferd wird einſchli
des erforderlich geweſenen Wagens auf jede Meile
gute Groſchen, für einen einſpännigen Karren
neun gute Groſchen, alles in Gold und in den im
Art. dieſer Convention feſtgeſetzten Münzen
gütet, auch für ſechs Ochſen ſoviel als für vier P
bezahlt.

ART. XLIV. Die Fuſsboten und Wegweiſer
von dem durchmarſchirenden Militär nicht
mächtig genommen, vielweniger mit Gewalt ge
gen werden, ſondern es ſind ſolche von den O
keiten der Orte, worin die Nachtquartiere ſind,
wodurch der Weg geht, ſchriftlich zu requiriren,
die Requirenten haben darüber ſofort zu quittiren

ART. XLV. Nach vorgängiger Liquidation, we
die Königl. Etappeninſpectoren zu prüfen und

Rich

igkeit der angegebenen Entfernungen darinnen 1817
teſtiren haben, ſoll für jeden Fuſsboten und Weg-
r auf jede Meile vier gute Groſchen in Gold nach
im 21ſten Artikel dieſer Convention erwähnten
ſuſse bezahlt, der Rückweg der Boten und Weg-
r dabey jedoch nicht mit in Anregung gebracht
n.

Ordnung und Militärpolizei betreffend. Police militaire.

T. XLVI. Anſtände zwiſchen den bequartierten
nern und den durchmarſchirenden Officiers
daten und etwanige Beſchwerden werden durch
rfürſtlichen Behörden und den Königl. Preuſs.
ndirenden Officier gemeinſchaftlich mit dem
Etappeninſpector beſeitigt.

T. XLVII. Für die Erhaltung der Eintracht zwi-
den Soldaten und Bequartierten haben die com-
renden Officiere ſowohl als die Etappenbehörden
ifer und Ernſt Sorge zu tragen. Der Königl.
eninſpector hat über dieſen Gegenſtand gleichfalls
chen, und ſeine Sorge dahin zu richten, daſs
durchmarſchirenden Truppen an nichts fehle,
ieſelben vertragsmäſsig mit Recht und Billigkeit
gen können. Er hat auch darauf zu achten,
ie Wege ſtets in gutem Stande erhalten werden,
genfalls kann er bey den Landesbehörden Be-
de führen.

T. XLVIII. Die Kurheſſiſche Etappenbehörde iſt
igt, mit Ausnahme der Oberofficiere und der
en von gleichem Range, jeden Militär von wel-
Grade er auch ſey, welcher ſich thätliche Miſs-
ngen ſeines Wirths oder eines andern Kurheſſi-
Unterthanen erlaubt, oder ſonſtige Exceſſe be-
zu arretiren und zur weitern Unterſuchung und
fung an den Königl. Commandirenden oder an die
e Preuſs. Behörde unter Mittheilung eines Pro-
abzuliefern. Den Kurheſſiſchen Etappencom-
anten muſs von der Entſcheidung der Sache durch
egenſeitige Behörde Nachricht ertheilt werden.

T. XLIX. Jeder durch Exceſſe der Königl. Trup-
ohne Unterſchied des Grades, entſtandene Scha-
wird, mit Inbegriff des durch die Militärfuhren
lich zu Grunde gerichteten oder nach Beendi-
gung

1817 gung derſelben an den Folgen der Erhitzung krepir
oder ſonſt unbrauchbar gewordenen Zugviehes, o
der ſonſtigen durch die Dienſtleiſtung ruinirten Tr
portmittel, durch drey Kurheſſiſche verpflichtete,
zu dieſem Ende ihrer Unterthanenpflichten entla
gemeinſchaftlich mit dem Königl. Etappeninſpect
wählte Taxatoren abgeſchätzt, das Taxatum von
Etappenbehörde atteſtirt, und der Durchſchnittsb
liquidirt, dieſer auch zur nämlichen Zeit mit der
gen Liquidation von dem Königl. Gouvernement
vergütet, wofern durch ein vom Ortsvorſteher,
zweyen Zeugen der Gemeinde pflichtmäſsig ausge
ſchriftliches Zeugniſs erwieſen iſt, daſs das Zu
ganz geſund ausgeſtellt worden.

Ueber etwanige Differenzien bey der Schätzu
erfolgten Schadens, worüber die Taxatoren und
penbehörden ſich mit dem Etappeninſpector zu
einigen nicht vermögen, erkennt das Kurfürſtl. G
ral-Kriegscollegium in Kaſſel, welches die Königl
hörden von der von ihm ertheilten Entſcheidu
Kenntniſs zu ſetzen hat.

Art. L. Der Inhalt dieſer Convention ſoll
durchmarſchirenden Königl. Preuſs. Truppen ſo
als den Kurheſſiſchen betroffen werdenden Unt
nen zeitig bekannt gemacht und vollſtändige Au
aus derſelben zu beider Theile Wiſſenſchaft auf
Etappen angeſchlagen werden.

VI. *Liquidation.*

Art. LI. Die Liquidation über die Leiſtu
und Lieferungen aller Art, imgleichen über die
fallſigen Schadensvergütungen, wird nach Ablauf
jeden Vierteljahres zwiſchen dem Königl. Etapp
ſpector zu Hersfeld und Preuſsiſch-Minden und
Kurfürſtl. Commiſſarius für alle Etappenbezirke
ſchloſſen, und die Zahlung hiernach von den be
fenden Etappeninſpectoren ſogleich geleiſtet.

VII. *Allgemeine Beſtimmungen.*

Art. LII. Dieſe Etappenconvention iſt in
anwendbaren Fällen reciprok, und tritt vom e
Ja

ar 1817 an in Kraft; sie endet mit dem Jahre 1821, 1817
r dem Vorbehalte, dafs solche nach Ablauf dieser
stillschweigend fortdaure, wenn nicht von Seiten
Allerhöchsten Contrahenten, nach vorgängiger
hriger Aufkündigung, eine weitere Vereinbarung
findet.

ür den Fall eines in der Zwischenzeit eintreten-
Krieges, sollen die abzuändernden Bestimmungen
eine besondere Uebereinkunft festgesetzt werden.

RT. LIII. S. K. H. wollen aus bewegenden Ur-
dem gegenseitigen Verlangen nachgeben und
migen, dafs auf die Zeit, während welcher die
gl. Preufsische, dermalen in Frankreich stehende
pationsarmee in dem letztgedachten Lande ver-
en wird, von der Hälfte der auf den vorgeschrie-
n Militärstrafsen durchmarschirenden Königlich
fs. Truppen nur die Hälfte der im 21sten, 43sten
45sten Artikeln dieser Convention festgesetzten
ütungspreise liquidirt und berichtigt werden. Auch
n seiner Zeit der Rückmarsch des Königl. Armee-
s aus Frankreich erfolgt, so wird für das gesammte
s nur die Hälfte der Vergütungspreise liquidirt;
gen wird nach diesem Rückmarsch für die auf
tlichen Militärstrafsen marschirenden Königl. Trup-
der volle Vergütungsbetrag angesetzt.

RT. LIV. Diese Convention soll ratificirt und die
seitige Ratification derselben binnen den nächs
vier Wochen hier ausgewechselt werden.

o geschehen zu Berlin, den 9ten May 1817.

(L. S.) Ludwig von Wolzogen.

(L. S.) R. von Lorentz.

40.

1817 12 Mars *Convention entre S. M. le Roi de Pru S. A. R. le G. D. de Heſſe, ſignée à ſter le 12 Mars 1817 avec un Supplé ſigné à Gieſſen le 6 Juil. 1817.*

a.

Convention zwiſchen des Königs von Pre Majeſtät und Seiner Königlichen Hoheit Groſsherzog von Heſſen; geſchloſſen zu ſter den 12ten März 1817.

(*Geſetzſamml. für die Königl. Preuſsiſchen Sta* Anfang 1818. p. 138-141.)

Da bey der den unterzeichneten Königlich-Pre ſchen und Grofsherzogl. Heſſiſchen Bevollmächti übertragenen endlichen Vollziehung des Staats trags vom 30ſten Junius 1816, wodurch S. K. H. Grofsherzog von Heſſen, das Herzogthum Weſtph und die Oberhoheit und Lehnherrlichkeit über Grafſchaften Wittgenſtein-Wittgenſtein und Witt ſtein-Berleburg an die Krone Preuſsen abgetreten ben, mancherley Anſtände vorgekommen waren, che durch die bisherigen ſchriftlichen Unterhand gen nicht beſeitiget werden konnten, und da in ſondere auch die genaue Ausmittelung und Einzieh der in jenem Staatsvertrage Grofsherzoglich-Heſſiſ Seits vorbehaltenen Cammeral-Rückſtände immer eine beſondere Grofsherzogl. Adminiſtration im zogthum Weſtphalen auf geraume Zeit nöthig mac hierdurch aber die zwiſchen dieſer Adminiſtration den Königl. Preuſsiſchen Behörden wegen des bei ſeitigen Gebrauchs der einſchlägigen Acten und R nunchen bisher ſchon öfters entſtandenen Colliſio vermehrt, und die definitive Erledigung des St vertrags noch mehr aufgehalten werden würde; endlich auch die vertragsmäſsige Betreibung jener R

ſti

de den Ruin vieler Debenten — jetzt Königlich 1817
nſsiſcher Unterthanen — zur Folge haben würde; haben die unterzeichneten Bevollmächtigten eine, Beſeitigung aller dieſer Anſtände und Schwierigiten, und die endliche Erledigung aller bisher verhelten Ausgleichungspuncte ſchnell herbeyführende ereinkunft, dem Intereſſe beider Staaten für zulich erachtet. In dieſer Erwägung haben die unchneten beiderſeitigen Bevollmächtigten in heute r gehaltenen mündlichen Conferenzen folgende vention, jedoch mit Vorbehalt der Genehmigung hohen Gouvernements, abgeſchloſſen.

ART. I. Sämmtliche noch vorhandene vom erſten Arriéres cédés.
s 1816 in dem Herzogthum Weſtphalen beſtande Criminal-Rückſtände, werden mit allen Rechwelche man Groſsherzoglich-Heſſiſcher Seits darhatte, an Preuſsen abgetreten.

ART. II. Für dieſe Rückſtände entrichtet Preuſsen Indemnisation
Groſsherzogl. Heſſiſchen Staats-Caſſe die Summe 1 132,835 Fl. 45 Xr., geſchrieben: Ein hundert und y und dreyſsig tauſend achthundert und fünf und ſsig Gulden 45 Kreuzer in 24 Fl. Fuſs.

ART. III. Preuſsen übernimmt alle der Groſsher- Dettes d'administration.
. Heſſiſchen Verwaltung im Herzogthum Weſtphalen iſten Julius 1816 obgelegene Zahlungsſchuldigkeiüberhaupt alle gerichtliche und auſsergerichtliche rüche, welche entweder aus den Zeiten der ehegen Kurcöllniſchen oder aus den Zeiten der nachgen Groſsherzogl. Heſſiſchen Regierung an Heſſen acht worden ſind, oder etwa noch gemacht werwogegen Heſſen alle am 1ſten Julius 1816 vorlen geweſene Caſſen- und Naturalienvorräthe an ſsen abtritt.

ART. IV. Da hiernach Preuſsen auch für die Zin- Intérêts; prétensions contre la France.
ordernng eintritt, welche von den Darleihern der den letztverſtorbenen Herrn Kurfürſten von Cölln Münſter aufgenommenen ſogenannten Krönungsitalien an Heſſen früherhin gemacht worden iſt, u jedoch das Beytragsverhältniſs noch nicht ausgetelt war, ſo werden dagegen Groſsherzogl. Heſſier Seits auch diejenigen Anſprüche an Preuſsen ct, welche wegen der Kurcöllniſchen Schulden, vermöge

1817 möge eines am 11ten May 1810 zwiſchen Fran
und dem Groſsherzogthum Heſſen abgeſchloſſene
trags, an Frankreich gemacht werden können
auf gleiche Weiſe gehen auch diejenigen Anſprü
Preuſsen über, welche Groſsherzogl. Heſſiſche
ſowohl wegen der gedachten Krönungscapit
als auch wegen anderer Forderungen an S. K. H
Erzherzog Maximilian von Oeſterreich-Eſte, als
mentserben des letzt verſtorbenen Herrn Kurf
von Cölln gemacht werden.

Depenſes déjà faites. ART. V. Bey der Verwendung derjenigen Ka
ralrückſtände, welche ſeit dem erſten Julius 18
reits eingegangen ſind, behält es ſein Bewenden
es werden desfalls weder von der einen, noch v
andern Seite Anſprüche gemacht.

Capital de Furſtenberg ART. VI. Das für die ehemalige Kammercal
Herzogthums Weſtphalen am erſten May 1815 be
Freiherrn von Fürſtenberg zu Herdringen aufg
mene Capital von 30,000 Gulden wird von Pr
übernommen; Heſſen läſst ſich aber dagegen an d
zweyten Artikel ſtipulirten Summe 15,000 Guld
Abzug bringen. Preuſsen befördert gleich nach
ter Ratification dieſer Uebereinkunft die Zurüc
der über jenes Capital ausgeſtellten Obligation.

Créances *de* caiſſes particulieres. ART. VII. Die aus der Bonner Univerſitätscaſ
aus der Weſtphäliſchen Dispenſationscaſſe der eh
gen Arnsberger Hofkammercaſſe vorgeſchoſſenen
talien, jedes von 1500 Gulden, werden von P
übernommen, und von der im zweyten Artikel
Convention beſtimmten Vergleichsſumme ebenfal
gerechnet.

Depôts. ART. VIII. Die in die vorbemeldete Kamme
gefloſſenen, noch nicht zurückgezahlten Dep
nebſt denen davon bis zum erſten Julius 1816 erfal
Zinſen, läſst ſich Heſſen im Betrage von 18,721 G
ebenfalls von der bemerkten Vergleichsſumme i
zug bringen.

Succumbenz-Gelder. ART. IX. Dagegen werden die in Groſshe
Caſſen aus dem Herzogthum Weſtphalen und au
Wittgenſteinſchen Grafſchaften entrichteten Suc
benzgelder, in ſofern ſie nicht ſchon verfallen,
an die Intereſſenten zurückgezahlt ſind, und ver

olgenden richterlichen Erkenntniſſe noch zu- 1817
ordert werden können, Preuſsiſcher Seits zur
g übernommen.

r. X. Unter denen im erſten Art. an Preuſsen Excep-
tenen Kammerrückſtänden ſind nicht begriffen: tions à l'art. 2.
Ober-Kriegs-Kanzleiſporteln, welche die Groſs-
ogl. Heſſiſche Kriegscaſſe in Darmſtadt aus dem
ogthum Weſtphalen noch zu fordern hat, ſo wie
rſatz, der aus den Heſſiſchen Fruchtvorräthen
as Preuſsiſche Militär ſeit dem 15ten Julius v. J.
genen Brotfrüchte;
bereits angewieſenen Beyträge des Herzogthums
phalen zur Zuchthauscaſſe zu Marienſchloſs, und
urch den Transport der von dort abgelieferten
tlinge entſtandenen Koſten;
rückſtändige Beytrag aus den Wittgenſteinſchen
ſchaften zu dem Fuhr- und Macherlohn des
ser-Dicaſterial-Beſoldungsholzes; und
in dem Herzogthum Weſtphalen nach der Ue-
abe des Landes noch eingegangenen Naturalbe-
nge-Gelder.
Beträge dieſer Poſten werden aus denjenigen
Caſſen, in welche ſie erhoben werden, an die
erzoglich Heſſiſchen Bevollmächtigten baar aus-

r. XI. Ferner werden von den abgetrete- Item.
mmeralrückſtänden noch ausdrücklich ausge-
n:
im Herzogthum Weſtphalen und im Wittgen-
ſchen noch vorhandenen Heſſiſchen Stempelpa-
Rückſtände;
Kauffchillinge für verkaufte Trainpferde, und
rivatrechtlichen Forderungen der Kriegscaſſe an
alige Militärlieferanten und andre Individuen;
im Herzogthum und in dem Wittgenſteiniſchen
vorhandenen Rückſtände der Groſsherzogl. In-
len Anſtalt, für Zeitungen, Kalender und Inſerat-
ihren.
Beytreibung dieſer Forderungen bleibt den Heſ-
Behörden nach wie vor unbenommen.

r. XII. Auf die Fonds der ehemaligen Univer- Fonda-
t Bonn, der dortigen Armenanſtalten und der tions
auf- pieuſes.

1817 aufgehobenen geiſtlichen Corporationen des
Rheinufers, wird Großherzogl. Heſſiſcher Seit
zichtet, dagegen aber zur Deckung des dem ged
Fonds der Bonner Univerſität auferlegten jähr
Beytrags von 700 Gulden für die Univerſität G
ein dreyprocentiges Capital im Betrage 23,333⅓ (
innerhalb 6 Monaten zum Fonds der Univerſität (
von Preuſsiſcher Seite baar entrichtet. Auch
dasjenige, was von dem bemerkten jährlichen
trage von 700 Fl. noch rückſtändig iſt, oder b
Abzahlung des vorbemerkten Capitals noch
ebenfalls an die Univerſitätscaſſe zu Gieſsen abg

Penſion individuelle.

ART. XIII. Die auf die Fonds der aufgeh
überrheiniſchen Corporationen gelegte jährlich
ſion von 200 Gulden für das Kind des ehema
dem Strafsenbau im Herzogthum Weſtphalen an
geweſenen Ingenieurs Gröſsmann, wird bis zu
jährigkeit dieſes Kindes aus den bemeldeten Fo
wie bisher jährlich fort entrichtet, auch der
erwachſene Rückſtand dieſer Penſion baldigſt abg
Eben ſo wird auch für die Verköſtigung des Ing
Gröſsmann, ſo lange derſelbe in Hofheim bleib
ausgeſetzte jährliche Betrag von 200 Fl. nebſ
allenfallſigen Rückſtand aus eben gedachten
entrichtet.

Arriérés des comtés de Wittgenſtein

ART. XIV. Von Großherzogl. Heſſiſcher Seit
den die in den Wittgenſteinſchen Grafſchaften
vorhandenen, am 1ſten Julius 1816 ſchon be
nen Rückſtände der ordinären Steuern und der
Großherzogl. Staatscaſſe gefloſſenen extraord
Kriegsſteuer an Preuſsen abgetreten, wogegen Pr
alle etwa noch beſtehende Verbindlichkeiten der
herzogl. Heſſiſchen Verwaltung in den beiden
ſchaften übernimmt, und für alle Anſprüche e
welche an Heſſen aus der ehemaligen oberhohei
Adminiſtration dieſer Grafſchaften, entweder ſch
macht worden ſind, oder etwa noch erhoben we

Exceptions.

ART. XV. Ausgenommen von dieſer Abt
ſind die Rückſtände derjenigen Steuern, welc
die Landes-Kriegskoſten-Caſſe in Gieſsen ausge
ben worden ſind, ſo wie auch alle und jede
rückſtände der beiden Herren Fürſten von Wittge
wogegen denn aber auch Preuſsen, die Tilgu

prüche dieſer Herren Fürſten, von Heſſen nicht übernehmen hat. 1817

ART. XVI. Wegen des von den Wittgenſteiniſchen ſchaften zu nehmenden Antheils an den Schulden, he auf die obenerwähnten Land-Kriegskoſten- in Gieſsen während des Zeitraums, wo die beiden chaften unter Groſsherzogl. Heſſiſcher Oberhoheit den haben, contrahirt worden ſind, wird eine ere billige Uebereinkunft getroffen werden, ſo an ſich Preuſsiſcher Seits von dem Beſtande und erhältniſſen jener Schulden, durch einen baldigſt Gieſsen abzuſchickenden Bevollmächtigten, nä- nterrichtet haben wird. Dettes des dits comtés.

RT. XVII. Die active und paſſive Theilnahme Wittgenſteiniſchen Unterthanen an der Heſſiſchen dverſicherungs-Anſtalt wird Groſsherzogl. Heſſi- Seits bis zu Ende des Jahrs 1816 nachgegeben, der- llt, daſs die zwar nach dem 1ſten Julius, aber vor Ende Decembers 1816 in den Wittgenſteini- n Grafſchaften entſtandenen Brandſchäden noch der gedachten Anſtalt verordnungsmäſsig, jedoch Aufrechnung deſſen, was die Wittgenſteiniſchen rthanen zu der Heſſiſchen Brandcaſſe noch ver- lden, vergütet werden, wogegen dieſe Unterthа- aber auch, wie es ſich von ſelbſt verſteht, zu den Heſſiſchen Gebiete während des Zeitraums vom 1ſten s bis Ende Decembers 1816 noch entſtandenen dſchäden verordnungsmäſsig beytragen müſſen. Caiſſe d'aſſurance.

RT. XVIII. Der baare Vorrath, welcher ſich am n Julius 1816 in der zu Arnsberg beſtandenen Fi- ſſe der Groſsherzogl. Heſſiſchen Civildiener-Witt- anſtalt befunden hat, nebſt den ausſtehenden An- geldern und Beyträgen, ferner die Capitalien, he dieſes Inſtitut in dem Groſsherzogthum Weſt- len angelegt hat, und welche zuſammen 30,441 den 12 Xr. einſchlieſslich des Poncetiſchen Ca- ls betragen, und die aus dem Herzogthum zur uptcaſſe in Darmſtadt eingezogenen Fonds, im Be- ge von 11,000 Gulden, werden an Preuſsen derge- lt abgetreten, daſs die Obligationen über die im erzogthum angelegten Capitalien nach erfolgter Ra- ification dieſer Uebereinkunft, an Preuſsen ausgelie- rt, die nach Darmſtadt eingezogenen 11,000 Fl. aber Caiſſe des veuves.

1817 aber von der im zweiten Artikel dieſer Conv
für Heſſen ſtipulirten Summe abgerechnet werd

Penſions. ART. XIX. Dagegen übernimmt Preuſsen
erſten Julius 1816 an, die Penſionen für die berei
handenen Wittwen und Waiſen der ſchon ver
nen, im Herzogthum Weſtphalen angeſtellt und
Heſſiſchen Civildiener-Wittwenanſtalt betheiligt
ſenen Diener nach den Beſtimmungen der Verord
worauf ſich jene Anſtalt gründet. Desgleichen
nimmt Preuſsen alle Verbindlichkeiten, welch
gedachten Wittwenanſtalt gegen die noch leb
Weſtphäliſchen Diener bisher oblagen, und tri
alle Anſprüche dieſer Diener dergeſtalt ein, da
Heſſiſche Civildiener-Wittwencaſſe aller Präſta
für die Weſtphäliſchen Betheiligten gänzlich en
wird.

Caiſſe de veuves de foreſtiers. ART. XX. Die zu der Groſsherzogl. Heſſ
Forſtdiener-Wittwenanſtalt von Forſtdienern de
zogthume Weſtphalen entrichteten Antrittsgelde
den an Preuſsen abgegeben, und wenn die An
gelder nicht baar bezahlt, ſondern blos verſicher
den ſind, die Verſicherungsurkunden an Preuſse
geliefert, und hierdurch jene Anſtalt aller Verbi
keiten gegen die Forſtdiener und die Wittwe
Waiſen verſtorbener Forſtdiener entledigt. Die
bindlichkeiten und namentlich die Penſionen d
reits vorhandenen Wittwen und Waiſen verſto
Weſtphäliſchen Forſtdiener, welche Penſionen
len zuſammen jährlich 520 Gulden ausmachen, v
von Preuſsen auf die Staatscaſſe übernommen.

Caiſſe de veuves Heſſoiſe. ART. XXI. Die von Civildienern in den W
ſteiniſchen Grafſchaften zu der Heſſiſchen Civil
Wittwenanſtalt bezahlten 502 Fl. 20 Xr. betrag
Antrittsgelder werden ebenfalls an Preuſsen abge
und dagegen alle Anſprüche dieſer Diener an da
ſche Wittweninſtitut von Preuſsen gleichfalls
nommen.

Stipulations en revanche. ART. XXII. Auf gleiche Weiſe, und unter g
von Preuſsen zu übernehmender Verbindlichkei
den die Antrittsgelder, welche Officiere, die aus
ſchen in Preuſsiſche Dienſte getreten ſind, zur
ſchen Officiers-Wittwencaſſe bezahlt haben, un
che zuſammen 900 Gulden ausmachen, an Pr

eben. Die Penſionen aber, womit die Heſſiſche 1817
ers-Wittwencaſſe für die im Herzogthum Weſt-
n bereits vorhandenen vier Officiers-Wittwen
belaſtet war, und welche zuſammen jährlich
Gulden betragen, werden aus derſelben Caſſe fer-
ſtatutenmäſsig entrichtet. Was zur Berichti-
ieſer Wittwenpenſionen aus Preuſsiſchen Caſſen
bezahlt worden iſt, wird von Heſſiſcher Seite

. XXIII. Die Wittwen verſtorbener Unteroffi- Veuves de sous-officiers et soldats.
nd gemeiner Soldaten aus dem Herzogthum
alen und aus den Wittgenſteiniſchen Grafſchaf-
en an den Heſſiſchen Militärwittwencaſſen kei-
alſpruch.

r. XXIV. Nach vorſtehender Uebereinkunft hat Liquidation.
n an Heſſen zu entrichten:

ufolge des 2ten Artikels	132,835	Fl.	45 Xr.
ufolge des 12ten Artikels	23,333	—	20 —
alſo zuſammen —	156,169	—	5 —

ieſer werden abgerechnet
von Heſſen an Preuſsen
et:

nach Art. 6.	15,000	Fl.	— —
— — 7.	3,000	—	— —
— — 8.	18,721	—	— —
— — 18.	11,000	—	— —
— — 21.	502	—	30 —
— — 22.	900	—	— —
mithin zuſammen	49,123	Fl.	30 Xr.

bzug dieſes Betrags hat
n an Heſſen noch zu ent-
. . . . . 107,045 Fl. 35 Xr.

ſe einhundert ſiebentauſend vierzig fünf Gulden
g fünf Kreuzer im 24 Guldenfuſs werden in der
geführt, daſs innerhalb ſechs Monaten nach er-
r Ratification dieſer Convention an die Univerſi-
ſſe in Gieſsen 25,333 Fl. 2 Xr. und innerhalb
Monaten an die Groſsherzogl. Generalcaſſe in
ſtadt 40,000 Fl. und innerhalb ſechs Monaten nach
atification der Reſt mit 43,712 Fl. 15 Xr. an die
ſige Generalcaſſe baar entrichtet werden. Dieſe

1817 Zahlungen geſchehen in Frankfurt, und von Pr
ſcher Seite werden gleich bey der Ratification di
fallſigen Anweiſungen auf ein dortiges Handelshau
geſtellt werden.

Mode de payement. Art. XXV. Auf dieſe von Preuſsen und
zu entrichtenden Summen ſoll durchaus kein An
weder im gerichtlichen noch im auſsergerichtl
Wege zugelaſſen, und die Zahlungen ſollen aus
Rückſicht verweigert, oder über die feſtgeſetzte
mine hinaus verſchoben werden.

Ratification. Art. XXVI. Die unterzeichneten beiderſe
Bevollmächtigten werden dieſe Convention ſchl
an ihre Gouvernements befördern, und die R
tionen ſollen, ſo bald ſie erfolgt ſind, in Arnsb
gewechſelt werden.

Zur Beurkundung wird dieſe Convention s
ausgefertigt, und von den beiderſeitigen Bevol
tigten eigenhändig unterzeichnet.

So geſchehen zu Münſter, am 12ten März 18

Ludwig v. Vincke. Wilhelm v.
Georg Philipp Friedrich Haber

b.

6 Juil. *Nachtrag zu der zwiſchen des Königs Preuſsen Majeſtät und des Groſsherzogs Heſſen Königl. Hoheit zu Münſter den 12. 1817 geſchloſſenen Convention.*

(*Geſetzſammlung für die K. Preuſsiſchen* Anfang 1818. p. 141. 142.)

In dem am 12ten März dieſes Jahrs zu Münſt
ſchen den Königl. Preuſs. und Groſsherzogl.
ſchen, zur Uebernahme und Uebergabe der Gro
zogl. Heſſiſchen Länderabtretungen bevollmächt
Commiſſarien abgeſchloſſenen Vergleich, iſt v
bart worden:

Art. XIV. Von Groſsherzogl. Heſſiſcher Seite
den die in den Wittgenſteiniſchen Grafſchaften

ndenen, am erſten Juli 1816 ſchon beſtandenen 1817
ſtände der ordinairen Steuern und der in die Groſs-
gl. Staatscaſſe gefloſſenen extraordinairen Kriegs-
an Preuſsen abgetreten, wogegen Preuſsen alle
noch beſtehende Verbindlichkeiten der Groſs-
l. Heſſiſchen Verwaltung in den beiden Graf-
n übernimmt, und für alle Anſprüche eintritt,
an Heſſen aus der ehemaligen oberhoheitlichen
ration dieſer Grafſchaften entweder ſchon ge-
worden ſind, oder etwa noch erhoben werden.

XV. Ausgenommen von dieſer Abtretung ſind
kſtände derjenigen Steuern, welche für die
riegskoſten-Caſſe in Gieſsen ausgeſchrieben
ſind, ſo wie auch alle und jede Steuer-Rück-
der beiden Herrn Fürſten von Wittgenſtein, wo-
nn aber auch Preuſsen die Tilgung der An-
dieſer Herrn Fürſten von Heſſen nicht zu über-
hat.

. XVI. Wegen des von den Wittgenſteiniſchen
aften zu nehmenden Antheils an den Schulden,
auf die oben erwähnte Landeskriegskoſtencaſſe
ſen, während des Zeitraums, wo die beiden
aften unter Groſsherzogl. Heſſiſcher Oberhoheit
en haben, contrahirt worden ſind, wird eine
re billige Uebereinkunft getroffen werden, ſo
an ſich Preuſsiſcher Seits von dem Beſtande
Verhältniſſen jener Schulden, durch einen
nach Gieſsen abzuſchickenden Bevollmächtig-
r unterrichtet haben wird.

nd daher beiderſeitige Commiſſarien in Gieſsen
ntgetreten, Königlich-Preuſsiſcher Seits der
ngsrath Weſtphal, Mitglied der Königl. Re-
zu Arnsberg, Groſsherzogl. Heſſiſcher Seits
kammerdirector von Kopp, und haben, nach-
ſich gegenſeits über ihre Vollmachten aus-
haben, folgende Vereinbarung getroffen.

I. Groſsherzogl. Heſſiſcher Seits wird gegen Renonciations d. l. P. de la Heſſe.
nng der im Artikel 2. bemerkten Summe, al-
jeden Anſprüchen entſagt, welche auf Theil-
der Aemter Caasphe und Berleburg an den
ung der Kriegskoſten contrahirten Schulden,
ſtändigen Geld- und Naturalleiſtungen, und
Provinzial-Parification für den Zeitraum in

1817 dem ſie unter Groſsherzogl. Heſſiſcher Oberhoheit ſtanden haben, gebildet werden könnten.

Somme averſionale en echange

ART. II. Dagegen wird Königl. Preuſsiſcher ... verſprochen, eine Averſional-Summe von zwanzi... ſend fünfhundert Gulden in 24 Fl. Fuſs und zw... conventionsmäſsiger Münze, oder in verfallene... Landes-Kriegscommiſſariate creirten Obligat... Caſſenſcheinen und Zinscoupons in ſechs und ... zig ½jährigen Raten von ſiebenhundert und ... Gulden ſieben und zwanzig und neun dreyzehn ... Kreuzer, wovon die erſte am erſten Januar eint... achthundert und achtzehn, und die letzte am ... July eintauſend achthundert und dreyſsig fällig i... Landeskriegs-Commiſſariatscaſſe der Provinz ... heſſen einzuzahlen. Auſserdem wird Königl. P... ſcher Seits allen und jeden Anſprüchen entſa... che von den Graffchaften Wittgenſtein an das ... herzogthum Heſſen, wegen noch unberichtigter ... präſtationen derſelben, insbeſondere wegen geli... Fourage, geleiſteter Fuhren, oder getragener Ein... tierung, ſodann wegen der von fremden Gou... ments entweder bezahlten oder noch zu bezahl... Vergütungen für Kriegsleiſtungen während des ... raums, in dem die erſagten Graffchaften unter ... herzogl. Heſſiſcher Oberhoheit geſtanden haben ... macht werden könnten.

Créance à la charge du bailliage de Biedenkopf.

ART. III. Da die Forderung der Aemter G... und Berleburg an das Amt Biedenkopf wegen ... ſteter Hülfsfuhren als eine Privatforderung ge... Aemter unter ſich angeſehen werden muſs, ſo ... unter dem gegenwärtigen Abkommen nicht be... indeſſen wird Groſsherzogl. Heſſiſcher Seits v... chen, dafür zu ſorgen, daſs die Betheiligten b... friedigt werden.

Renſeignements à fournir.

ART. IV. Wenn die Königl. Preuſsiſchen ... den, wegen der von den Wittgenſteiniſchen ... ſchaften getragenen Kriegslaſten fernere Auskun... langen ſollten, ſo ſoll ſie ihnen von den einſch... gen Groſsherzogl. Heſſiſchen Behörden nicht nu... theilt, ſondern auch die betreffenden Verhandlu... zur Einſicht vorgelegt werden.

RT. V. Die Allerhöchste Ratification dieses Ver- 1817
hs wird beiderseits vorbehalten. Ratification reservée.

o geschehen Giessen, am 6ten Juli 1817.

(L. S.) WESTPHAL. (L. S) v. KOPP.

41.

verbal des Commissaires de S. M. le 9 Avril.
Prusse et de S. A. R. le Grand-Duc
nbourg portant la remise des territoires
par S. M. Prussienne au G. D. d'Olden-
en exécution de l'art. 51. de l'acte de
grès de Vienne, signé le 9 Avr. 1817.

(Copie manuscrite mais sûre.)

dem Se. Majestät der König von Preussen bey der
lerhöchst Dieselben von Sr. Majestät dem Kaiser
esterreich durch die, im November 1815 in Paris
ne Uebereinkunft geschehene Abtretung der,
K. Apostolischen Majestät durch den 51sten Art.
9ten Juny zu Wien geschlossenen Congress-Acte,
maligen Saar-Departement zugefallenen Landes-
die Verbindlichkeit übernommen haben, die
ungen des 49sten Art. der gedachten Congress-
Ausübung zu bringen, und nachdem Se. Königl.
Majestät am 1ten Julius 1816 in den wirklichen
ieser Landestheile dergestalt getreten sind, dass
en als schon unter dem 1ten May desselben Jah-
allen Eigenthums- und Landeshoheits-Rechten
Krone Preussen übergegangen, angesehen wer-
o haben Se. Königl. Majestät in Uebereinstim-
mit ihren hohen Verbündeten, Ihren Majestäten
aisern von Oesterreich und Russland und dem
von Grossbrittannien, für Se. Königl. Hoheit den
erzog von Oldenburg, die in obgedachtem
49. der Congress-Acte ausbedungenen Landes-
ausmitteln lassen, und Se. Königl. Hoheit zur
hme dieser Landestheile eingeladen.

In

1817 In Gemäfsheit dieſes, ſind nunmehr zur w
Uebergabe und Uebernahme derſelben Com
ernannt worden, nehmlich: von Seiten de
Preuſs. Hofes der Director der Königl. Regi
Koblenz 1te Abtheilung, Ritter des rothen A
dens 3ter Claſſe, Freyherr von Schmitz-Gro
und von Seiten Sr. Königl. Hoheit des Gro
von Oldenburg der Präſident des Oberappellat
richts zu Oldenburg und Bundestags-Gesand
mandeur des Guelphen-Ordens, Günther Hein
Berg, und der Regierungsrath Ludwig Conrad
Wibel, welche am heutigen Tage zuſammen
ſind, und nach Auswechſelung ihrer beiderſei
völliger Richtigkeit und Gültigkeit befunden
Anlage ſub. lit. A. beyliegenden Vollmachte
ſtehende Puncte mit einander verabredet und
ſen haben. Der Königlich-Preuſsiſche U
Commiſſarius erklärt demnach, daſs er

Ceſſion de la part de la Pruſſe

1. den Canton Herrſtein, ſo wie er unter d
ſiſchen Verwaltung des Saar-Departemen
den hat, mit Ausnahme der Gemeinde H
Hettershauſen, Asbach, Schauern, Kemp
Bruckweiler, welche Preuſsen verbleiben
2. Den ganzen Canton Birkenfeld;
3. vom Canton Hermerskeil die Gemeinden:
Boosen und Schwarzenbach;
4. vom Canton Wadern die Gemeinden: Neu
Sellbach, Gonnesweiler und Eyweiler;
5. vom Canton St. Wendel die Gemeinden:
Eizweiler, Imsbach, Hirſtein, Reichweiler
berg, Steinberg und Deckenhardt, Wallha
Schwarzhof;
6. vom Canton Baumholder die Gemeinde
weiler, Nohfelden, Wolfersweiler und Nol
7. vom Canton Rhaunen die Gemeinde Bo
nebſt einem in der Anlage ſub. lit. B. bey
Verzeichniſs aller, in dem Groſsherzogl
befindlichen Orte, mit allen Hoheits- u
thums-Rechten, ſo wie mit allen Verbi
ten in derſelben Art und in demſelben
und Grenzen, wie ſolche von Sr. Majes
beſeſſen worden ſind, ohne allen Vorbeha
unter den im Pariſer Frieden vom 30ſten
für alle von Frankreich getrennten Provi

ltene Laſten und Verbindlichkeiten, an den Groſs- 1817
rzogl. Oldenburgiſchen Herrn Uebernahms-Com-
ſſär hiermit förmlich übergebe und überlaſſe, da-
r auch nunmehr im Namen Sr. Majeſtät des Kö-
g alle Staatsdiener und Unterthanen der übergе-
nen Lande aller gegen den bisherigen Souverain
abten Pflichten entbinde und entlaſſe.

rauf hat der Groſsherzogl. Oldenburgiſche Com-
e erklärt, daſs er, kraft ſeiner Vollmacht, die
ergebenen Lande, ſo wie ſie ihm übergeben
find, im Namen ſeines gnädigſten Herrn über-
, und ſelbe, ſo wie deſſen Einwohner, als nun-
m Höchſtdenſelben mit aller Souverainetät über-
gen erkenne.

ide Commiſſarien haben hierauf auch ſogleich
liche Kundmachungen hierüber erlaſſen und zur
lagung in allen Gemeinden ausgeſendet, womit
m Art. 49. der Wiener Congreſs-Acte nunmehr
ch Genüge geleiſtet worden iſt, wie der Groſs-
gl. Oldenburgiſche Bevollmächtigte im Namen
Souverains hiermit verbindlich erklärt.

aber mit dieſer im Allgemeinen und in der We-
it bereits wirklich vollzogenen Uebergabe, noch
re zu treffende beſondere Verfügungen im eng-
uſammenhange ſtehen, ſo haben die beiderſeiti-
ommiſſarien noch folgende Puncte näher beſpro-
und ſind darüber nachfolgendermaaſsen über-
ommen.

§. Dem Groſsherzogl. Oldenburgiſchen Hofe Computation des revenus.
der reine Ertrag eines Bezirks von 20,000 Ein-
rn im ehemaligen Saar-Departement ſeit dem
July 1815 zu. Da aber der vorſtehend beſchrie-
Bezirk erſt ſpäter ausgemittelt iſt, und aus Lan-
len beſteht, welche zu verſchiedenen Zeiten in
ſitz Sr. Königl. Majeſtät von Preuſsen gekom-
nd, und einen, theils längern, theils kürzern
m hindurch unter Oeſterreich-Baierſcher Ver-
g geſtanden haben, ſo iſt nöthig befunden wor-
nach Verſchiedenheit der Verhältniſſe die Grund-
feſtzuſtellen, welche bey der Berechnung der dem
herzogl. Oldenburgiſchen Hofe vom 1ſten July 1815
gebührenden Einkünfte in Anwendung zu brin-
nd, demſelben fallen zuförderſt alle, in den über-

gebe-

1817 gebenen Bezirken vom erſten May 1816 an, erwa
ſenen Landeseinkünfte ganz zu, dagegen behält
Herr Uebergabs-Commiſſär ſeinem Allerhöchſten H
alle Anſprüche auf rückſtehende Einkünfte derjeni
in der Anlage ſub lit. C. verzeichneten Landes
bevor, welche ſchon unterm 28ſten May 1815 i
ſitz genommen, und von dieſer früheren Period
zum 30ſten April 1816 erlaufen ſind.

In Hinſicht der Einkünfte derjenigen Bezirke,
che erſt in Folge der Beſitznahme vom erſten July
an die Krone Preuſsen gekommen ſind, behält di
ſtimmung des §. 1. der Uebereinkunft der zwi
Oeſterreich und Preuſsen vom erſten July *), w
alſo lautet: "alle in den übergebenen Bezirken
erſten May 1816 an, erwachſene Landeseinkünf
len ganz der Krone Preuſsen zu, dagegen beh
Herr Uebergabs-Commiſſär ſeinem Allerhöchſten
alle Anſprüche auf die Landeseinkünfte von der
heren Periode bis 30ſten April d. J. bevor;" ihre
Kraft, und wird für das Groſsherzogl. Haus Olden
jedoch dergeſtalt verbindlich, daſs auch dieſe
ſtände an die, die Abrechnung mit der K. K. O
reichiſchen Commiſſion allein übernehmende K
Preuſs. Regierung verrechnet werden müſſen,
gen die, Groſsherzogl. Oldenburgiſcher Seits,
mäſsheit der Congreſs-Acte, angeſprochenen Eink
vom 1ſten Juny 1815 bis den 30ſten April 1816 mit
K. K. Oeſterreichiſchen Hofe zu berechnen bleib

Fonds de Caiſſe §. 2. Die in den Königl. Caſſen am 16ten April
als dem Tage, von dem an Oldenburg in die Selbſ
bung der Revenüen des überwieſenen Landes
vorhandenen Gelder, gehen an die Groſsherzog
gierung, es mögen ſolche für Rechnung der K
Preuſs. oder der K. K. Oeſterreichiſchen Regier
hoben worden ſeyn, gegen weitere Verrechnung
gegen die Verbindlichkeit über, daraus noch di
berichtigten Beſoldungen und Penſionen zu bezah
Die Abrechnung für den Zeitraum, der für den ü
nehmenden Hof ſtatt gehabten Verwaltungsperio
ſoll innerhalb drey Monaten von Seiten der Kön

*) Cette convention n'a pas été imprimée en entier
en trouve un extrait dans *Schoell hiſt. abrégée.* T
p. 480.

ierung zu Trier, als bisherige Ober-Verwaltungs- 1817
örde erfolgen, und gehörig belegt Sr. Königl. Ho-
dem Grofsherzog von Oldenburg mitgetheilt worden.

§. 3. Die Beſtimmungen des §. 3. der Uebereinkunft vom erſten July 1816 werden für denjenigen Landtheil, welcher in dieſem Uebergabsprotocoll begriffen, nunmehr an das Grofsherzogl. Haus Oldenburg übergegangen iſt, geltend und verbindlich erklärt. Conv. du 1 Juil 1816.

§. 4. Dem Königl. Preuſs. Hof bleiben für die Arriérés
e Periode vor dem erſten May 1816 aufser den,
gebührenden Rückſtänden, welche an Steuern
Domanial-Gefällen bey einzelnen Partheyen noch
ſten, oder welche von zurückgebliebenen Staats-
then herrühren, auch noch weitere Anſprüche
:

f die Wiedererſtattung von Vorſchüſſen, welche
f Rechnung des Landes, oder des nachfolgenden
ndesherrn aus der Staats-Caſſe und dem Staats-
rmögen überhaupt gemacht wurden, in ſo fern
iche in der Uebereinkunft vom 2ten Juny 1815 *)
er erſten July 1816, wodurch dieſe Lande an die
rone Preuſsen übergiengen, begründet ſind;

f Guthaben von auswärtigen Regierungen, die
t ſpäter eingebracht werden, als z. B. bey der
iquidation mit Frankreich und den Liquidationen
anderen Regierungen und Höfen für genoſſene
uppenverpflegung, in ſofern ſolche aus herr-
aftl. Caſſen beſtritten, und Oldenburg nicht in
chnung gebracht worden iſt, wogegen Anſprüche
Guthabungen, welche einzelnen Gemeinden
bühren, denſelben unverkürzt verbleiben.

§. 5. Nach geſchehener Uebergabe hat die in den Item.
gebenen Bezirken eintretende Grofsherzogl. Re-
ung aufser den, ſeit dem 1ſten May 1816 neu er-
ſenen Einkünften auch die aus der früheren Pe-
, vor dem 1ſten May noch rückſtehenden Gelder
beziehen, ſo wie die rückſtehenden Ausgaben für
hnung von Preuſsen oder Oeſterreich nach den
ver-

*) Cette convention (ou procès verbal) du 2 Juin 1815 n'eſt pas imprimée mais la convention de Kreuznach du 28 Mai 1815 qui en fait partie eſſentielle ſe trouve plus haut Suppl. T. VI. p. 315.

1817 verſchiedenen Landes-Diſtricten aus dieſen einzuzu-
menden Rückſtänden zu berichtigen.

Die Groſsherzogl. Oldenburgiſche Regierung v
bindet ſich, die Beytreibung aller Rückſtände, in
fern nicht einige derſelben durch wirkliche Zahlu
Unfähigkeit der Partheyen uneinbringlich wären,
wie die Verrechnung darüber gegen die Königl. Pre
ſche Regierung zu Trier binnen 3 Monaten nach
ſchehener Uebergabe zu beendigen und mit der,
feſtgeſetzten Abrechnung dergeſtalt in Verbindung
bringen, daſs nach 3 Monaten das ganze Liquidat
und Abrechnungs-Weſen der älteren Perioden
während der Preuſs. Verwaltung bis zu dem Tage
heutigen Uebergabe berichtigt ſeyn wird.

Was dagegen die Liquidation der früheren
nungs-Perioden, unter der Verwaltung des mitte
niſchen Gl. Gouvernements bis zum 15ten Juny
und der K. K. Oeſtereichiſchen und Königl. Baier
gemeinſchaftlichen Adminiſtrations-Commiſſion
Kreuznach bis zum 10ten May 1815 betrifft; ſo bleib
jene Beſtimmungen in Wirkſamkeit, welche bey
am 28ten May 1815 erfolgten Königl. Preuſsiſchen
ſitznahme zwiſchen den Bevollmächtigten der Kr
Preuſsen und dieſer gemeinſchaftlichen Adminiſtra
unterm 2ten Juny feſtgeſetzt worden ſind, ſo wie
den am 1ten July 1816 in Beſitz genommenen Th
die Beſtimmungen des §. 6. der Uebereinkunft v
1ten July. Es wird zu dem Ende hiermit ausdrück
angenommen, daſs die Abwickelung der Activ- u
Paſſiv-Rückſtände der früheren Perioden, ſo wie
in dem Vertrage vom 1ten July 1816 §. 6. durch
gemeinſchaftliche Commiſſion beſtimmt iſt, von
Krone Preuſsen übernommen, und der Königl. Pr
Commiſſär das Intereſſe des Groſsherzogl. Oldenb
ſchen Hauſes vertreten werde. Jedoch bleibt es H
demſelben unbenommen, Einſicht der Verhandlun
zu nehmen, und nach Belieben über die Lage
Sache jedesmal Auskunft zu begehren.

Dettes de la guerre. §. 6. Die in dem §. 8. der Uebereinkunft vom 1
July 1816 in Hinſicht der Liquidation des geſamm
Kriegs-Schuldenweſens enthaltenen Beſtimmung
bleiben auch für die unter Groſsherzogl. Oldenbu
ſcher Herrſchaft übergehenden Bezirke in voller Kr

jed

doch wird auch hier, wie §. 5. ſchon beſtimmt wor- 1817
n iſt, das Grosherzogl. Intereſſe von dem Königl.
mmiſſär vertreten werden.

§. 7. Da nach der geſchehenen Uebergabe ohne- Dépen-
eine ſolche Abſonderung der finanziellen Verwal- ſes com-
g eintrit, daſs die neue Grosherzogl. Oldenburgi- munes.
Verwaltung in ihre Caſſe nur das, was von ihrem
ete an laufendem Ertrage, oder an Rückſtänden
ht, bezieht; ſo wird es in Anſehung jener Ausga-
die früher den übrigen damit vereint geweſenen
sbezirken am linken Rheinufer gemeinſchaftlich
n, und ſo lange ſie zum Theil auch noch fer-
gemeinſchaftlich bleiben wollen, nothwendig,
Maaſsſtab der Beytrags-Pflicht jedes Theiles feſt-
zen.

In dieſer Abſicht vereinigten ſich die beiden Com-
rien zu folgenden Grundſätzen:

Bey Beſoldungen von Beamten eines nunmehr in
rſchiedenen Gebieten ſich erſtreckenden Bezirks,
äre die Quote nach dem Verhältniſs der Seelenzahl
er Bezirkstheile zu bemeſſen, und darin ſtets das,
em ganzen Ausmittelungs- und Uebergabs-Geſchäft
um Grunde gelegte Müllerſche Handbuch vom Jahr
15 zu befolgen.

Bey von Frankreich übernommenen Penſioniſten
tte ihr bisheriger Wohnort zu entſcheiden.

Die Verköſtigung der Gefangenen in den Strafhäu-
rn zu Trier für Eingeborne, falle nach ihrem
eburtsorte, dem neuen Beſitzer zur Laſt; für Aus-
nder demjenigen, in deſſen Gebiet ſich das Tribu-
l befindet, welches die Unterſuchung geflogen,
nd die Aburtheilung veranlaſet hat.

Alle am 11ten May 1816 in dem abgetretenen Lan-
ezirke angeſtellt geweſene, oder ſeit dem auf da-
ſchon beſtandenen Dienſtplätzen angeſtellte Local-
mten, ſollen von der Grosherzogl. Regierung
rnommen werden.

§. 8. Da Herzogl. Sachſen-Coburgiſcher Seits die Officiers
bernahme, des in St. Wendel befindlichen Tribu- de juſti-
ls, deſſen Gerichtsſprengel bisher einen gröſseren ce.
fang, als das nunmehrige Herzogl. Gebiet hatte,
ht als Local, ſondern als Central-Behörde von dem
1ſten

1817 1ſten September 1816 an, zu betrachten, und nach de
Grundſätzen des §. 7. zu vertheilen angetragen wurd
ſo wurde, die Billigkeit dieſes Antrages erkennen
beliebt, daſs derſelbe auch auf die bisher beſtande
und nicht übergehende adminiſtrative Kreisbehörd
anwendbar ſeyn ſolle. Zu dem Ende wurde an
gende Vertheilung aller Juſtiz und Adminiſtration
amten, mit Rückſicht auf die Seelenzahl in den frü
ren Beſtand der Kreiſe, aus welchen die abgetrete
Landestheile zuſammengeſetzt ſind, entworfen,
von beiden Seiten als verbindlich erkannt.

Employés. §. 9. Die Central-Diener, welche in dem
Uebereinkunft vom 1ten July beygefügten Verzeich
von der Krone Preuſsen übernommen worden
gehen in dem Verhältniſs des, in gedachter Ueb
kunft feſtgeſezten Maasſtabes der directen Steuern,
anliegender Berechnung ſub lit. E. an den neuen
ſitzer, über, und es werden demnach, die in der B
lage ſub lit. F. aufgeführte Individuen von Groſsh
zogl. Oldenburgiſcher Seite übernommen.

Archives. § 10. Der §. 11. der mehrerwähnten Uebere
kunft wird, in ſofern er die Groſsherzogl. Oldenb
giſche Regierung intereſſiren kann, ebenfalls auch
ſie in voller Kraft beſtehen, jedoch auch hier wie
wie in dem §. 5. und 6. ihr Intereſſe Königl. Pre
Seits vertreten werden.

Was jedoch die Königl. Preuſs. Seits wirklich üb
nommenen Karten, Documente und Acten betrifft,
wird die Ausſcheidung und Ueberlieferung von Sei
der Königl. Regierung zu Trier auf das erſte Begeh
Sr. Königl. Hoheit unverzüglich erfolgen.

Créances à la charge de la France. §. 11. Da das von Königl. Preuſsiſcher Seite
geleitete Liquidations-Geſchäft der Forderungen
Frankreich auch nicht wohl getrennt werden ka
ſo bleibt die Beendigung deſſelben ausſchlieſslich
Königl. Preuſs. Regierung überlaſſen, welche ſich
gegen verbindet, der Groſsherzogl. Oldenburgiſch
Regierung ſeiner Zeit die Reſultate mitzutheilen, u
was von den liquidirten Summen dem abgetreten
Landestheil zukömmt, auszuliefern.

Communications vicinales. §. 12. Der enge Verband, in welchem die abg
tretenen Landestheile mit den benachbarten, ſowo
König

önigl. Preuſs. als Herzogl. Sachſen-Coburgiſchen und 1817
eſſen Homburgiſchen Grenzorten ſtehen, macht es
m Wohl der gegenſeitigen Unterthanen nöthig, daſs
m Grenzverkehr, rückſichtlich der Landeserzeugniſſe
d Bedürfniſſe alle mögliche Erleichterung gegeben
rde, zu welchem Ende zwiſchen beiden contra-
enden Theilen innerhalb einem Jahr eine Uebereins
ſt abgeſchloſſen, bis dahin aber in den gegenwär-
beſtehenden Verhältniſſen nichts abgeändert werden
Wenn jedoch höhere Intereſſen, und veränderte
rechtliche Verhältniſſe eine Abänderung verlangen,
leibt es jedem Staate überlaſſen, dieſen Grenzver-
r nach denſelben zu reguliren.

§. 13. Die Fonds der Kirchen, Schulen und aller Etablis-
lern Stiftungen werden als Landeseigenthum refer- ſemens
, und wo ſolche mit benachtbarten Gemeinden de bien
es fremden Gebiets gemeinſchaftlich ſind, durch faiſance.
chſelſeitig zu ernennende Commiſſarien abgeſondert,
geglichen und feſtgeſtellt; das findet insbeſondere
Hinſicht der Rechte und Anſprüche auf die geiſt-
hen Gefälle zu Birkenfeld ſtatt, welche im Verhält-
s der Seelenzahl unter die Beſitzer der ehemaligen
ffſchaft Sponheim getheilt werden, in ſofern ihre
ſtimmung für die ganze Grafſchaft Sponheim nach-
wieſen werden kann, und unter Vorbehalt gleichen
chts für den Oldenburgiſchen Antheil an dieſer
ffſchaft, in Anſehung ſolcher Stiftungen, welche
dem Königl. Preuſs. Antheil ſich befinden und der
ffſchaft gemeinſchaftlich zuſtehen möchten.

§. 14. Zur Vermeidung aller Grenzirrungen iſt als Limites.
uptgrundſatz angenommen worden, daſs der Bann
überwieſenen Gemeinden den Grenzzug bildet,
wird in Befolgung dieſes Grundſatzes durch, von
den Theilen zu ernennende Commiſſarien, die Ab-
nzung zwiſchen dem Königl. Preuſs., Groſsherzogl.
enburg., Herzogl. Coburg. und Lanpgräfl. Heſſen-
mburg. Gebiete, an Ort und Stelle und die Auf-
ſtung der Hoheitspfähle, unverzüglich Statt finden.

Da jedoch die weſtliche Grenze des Oldenburgi-
hen Gebiets durch den einſchneidenden Hochwald
cht ganz genau nach dem Gemeindebann beſtimmt
rden kann, ſo iſt zu dem Ende eine Grenzberich-
ung auf den Grund eines von der Regierung zu

Trier

1817 Trier entworfenen und anliegenden Riſſes vorbeh
ten worden.

Route militaire. §. 15. Se. Königl. Hoheit der Groſsherzog will
ten ein, daſs der Königl. Preuſs. Hof, um die no
wendige Verbindung mit dem Saarbrückiſchen und
Feſtung Saar Louis zu erhalten, eine Militärſtraſse du
ihre Lande dergeſtalt beſitze, daſs Birkenfeld als Et
penort ausdrücklich beſtimmt ſey, ſonſt aber kein
derer Etappenort im Groſsherzogl. Gebiete, —
Einmarſch in daſſelbe mag über Kirchberg oder H
erfolgen, — Statt finde. Auf dieſe Militärſtraſse
len dieſelben Beſtimmungen angewendet werden,
che für die Preuſs. Militärſtraſse durch die Königl
Hannövriſchen Staaten in der Convention vom ote
cember 1816 angenommen worden ſind; jedoch
in Beziehung auf die Local-Verhältniſſe erforder
Modificationen durch eine beſondere Uebereink
verabredet werden.

Auch wird der Königl. Preuſsiſche Hof den Gro
herzogl. Oldenburgiſchen Truppen, wenn dieſelb
bey Bildung und Stellung des Bundesmäſsigen Co
tingents, von den Groſsherzogl. Gebiete nach O
denburg, oder von Oldenburg nach jenem Gebiet z
hen müſsten, da, wo ſie auf der Straſse von Olde
burg, über Münſter, Frankfurt a. M. und Kreuznac
Preuſs. Staaten berühren, ungehinderten Durchz
und wenn es die Umſtände erfordern, die Verpfleg
nach denſelben Grundſätzen, wie es für die Kön
Preuſs. Truppen im Groſsherzogl. Gebiet beſtimmt
geſtatten und zugeſtehen.

Conv. avec l'Autriche. §. 16. Die zwiſchen der Krone Preuſsen und
K. K. Oeſterreichiſchen und Königl. Baierſchen gemei
ſchaftlichen Adminiſtrations-Commiſſion in Kreuzn
am 2ten Juny 1815 abgeſchloſſenen Protocolle, ſo
ſo wie die Uebereinkunft zwiſchen Preuſsen und Oe
reich vom 1ſten July 1816 eine jede für den darin
nannten Landestheil, in ſo fern ſie nicht durch
genwärtige Uebereinkunft abgeändert worden ſind,
voller Kraft bleiben, zu welchem Ende beyde Vertr
in Abſchrift unter Buchſtaben H und I hier bey
fügt werden.

Ueber dieſe Verhandlung wurde das gegenwärti
Protocoll aufgenommen, von beiden Theilen in v
gleichlautende Exemplare, deren zwey zum weite
ei

nen Amtsgebrauch der Commiſſarien und zwey 1817
Einſendung an ihre beiderſeitigen Höfe beſtimmt
unterzeichnet.

Geſchehen Frankfurt a. M., den 9ten April 1817.

(L. S.) *Gez.* VON SCHMITZ-GROLLENBURG.
(L. S.) *Gez.* VON BERG.
(L. S.) *Gez.* WIBEL.

*

Frankfurt a. M., den 9ten April 1817.

im §. XV. des heute unterzeichneten Uebergabe-
colls von Birkenfeld etc. vorbehalten iſt, wegen
Militärſtraſse durch die an das Herzogl. Oldenburg.
übergebenen Lande, in Beziehung auf die Lo-
Verhältniſſe eine beſondere Uebereinkunft zu tref-
ſo iſt zugleich verabredet worden, daſs, wenn
ſſchen Durchmärſche Königl. Preuſs. Truppen
t finden ſollten, die zwiſchen Preuſsen und Han-
er am 6ten Decbr. v. J. abgeſchloſſene Convention
achtet werden ſoll.

Gez. VON SCHMITZ-GROLLENBURG.
VON BERG. WIBEL.

**

Frankfurt a. M., den 9ten April 1817.

bey dem §. XIV. des heute vollzogenen Ueber-
-Protocolls, den dem Herzogl. Hauſe Holſtein-
burg zugefallenen Theil des ehemaligen Saar-
rtements betreffend, von Seiten der Herzogl.
miſſarien, in Beziehung auf die beygefügte Grenz-
die Bemerkung gemacht worden iſt, daſs der
chieder Forſt, weil derſelbe urſprünglich zu Bir-
eld gehört hat, und darin meiſtentheils Olden-
iſche Unterthanen berechtigt ſind, in die Olden-
iſche Grenze billig zu ziehen wäre, darauf jedoch
Königl. Preuſsiſche Commiſſarius erwiedert hat,
jener Forſt, als zum Canton Hermerskeil gehörig,
r Königl. Preuſs. Hoheit verbleiben müſſe, die
echtigungen der Unterthanen aber denſelben unver-
t würden erhalten werden; ſo iſt verabredet, dieſen
genſtand zur näheren Erörterung und Erledigung bey
wirklichen Grenzberichtigung auszuſetzen.

Gez. VON SCHMITZ-GROLLENBURG.
VON BERG. WIBEL.

42.

1817 *Traité conclu à Paris le* 10. *Juin* 181
20 Juin. *les cours d'Autriche, d'Espagne, de l*
de la Grande Brétagne, de Prusse et de
lequel, en exécution de l'article 99. *d*
du congrès, détermine la réversion des
de Parme, Plaisance et Guastalla

Les actes de ratification ont été échangés à
la part des six puissances contractante

(Vienne, de l'imprimerie impériale et royale
et d'état. 1818.)

Au nom de la très-sainte et indivisible T

Ayant reconnu que le motif qui a porté Sa Catholique à différer son accession au traité Congrès à Vienne le 9 Juin 1815, ainsi qu'à Paris du 20 Novembre de ladite année, consist le désir de voir fixer par le consentement unan Puissances qui y étoient appelées, l'application ticle 99. dudit Traité du 9 Juin, et en conséqu la réversion des Duchés de Parme, Plaisance stalla après le décès de Sa Majesté Madame duchesse Marie Louise;

Que l'adhésion susmentionnée étoit nécessa compléter l'assentiment général aux transacti lesquelles les intérêts politiques et la paix de l sont principalement fondés;

Que Sa Majesté Catholique, persuadée de c rité, et animée des mêmes principes que ses A Alliés, s'est décidée, de sa pleine volonté, à son accession audit Traité, en vertu d'actes si signés à cet effet le sept et le huit Juin 1817, été en conséquence jugé convenable, de satis même tems aux demandes de Sa Majesté Cat qui concernent la réversion des dits Duchés

ière propre à contribuer encore davantage à l'affer- 1817
ment de la paix et de la bonne intelligence heureu-
nt rétablies et exiſtantes en Europe, Leurs Maje-
Impériales et Royales d'Autriche, d'Eſpagne, de
ce, de la Grande-Bretagne, de Pruſſe et de Ruſſie,
ommé à cet effet, ſavoir:

Majeſté l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie
Bohème, le Sieur Nicolas Charles Baron de Vin-
ommandeur de l'Ordre militaire de Marie Thé-
Grand-Croix de l'Ordre impérial de Léopold et
dre de l'Epée de Suède, Chevalier Grand-Croix
rdre militaire du royaume des Pays-Bas, Com-
ur de l'Ordre royal et militaire de Saint Louis,
hambellan, Conſeiller intime actuel, Lieutenant-
l de Ses Armees, Colonel-Propriétaire d'un
nt de Chevau-Légers etc. etc. et Son Envoyé
rdinaire et Miniſtre plénipotentiaire près Sa Ma-
Très-Chrétienne;

Majeſté le Roi d'Eſpagne et des Indes, le Sieur
e Gutierrez de Los Rios, Fernandez de Cordoba,
ento de Sotto Major etc., Comte de Fernan-Nuñez
Barajas, Marquis de Caſtel-Moncayo, Duc de
llano, de l'Arco et d'Aremberg, Prince de Bar-
et du Saint Empire Romain etc., Cinq fois
d'Eſpagne de 1re claſſe, Chevalier de l'inſigne
de la Toiſon d'or et Grand-Croix de l'Ordre de
III., Son Gentilhomme de la Chambre en ex-
Son Grand-Veneur, Colonel du Régiment de
s de Ferdinand VII. etc. etc. Son Ambaſſadeur
Majeſté Très-Chrétienne;

Majeſté le Roi de France et de Navarre, le
Armand-Emmanuel du Pleſſis-Richelieu, Duc
helieu, Chevalier de l'Ordre royal et militaire
nt Louis, et des Ordres de Saint-Alexandre-
y, Saint Wladimir et Saint George de Ruſſie,
France, Son premier Gentilhomme de la cham-
on Miniſtre et Secrétaire d'Etat des affaires étran-
et Préſident du conſeil des Ses Miniſtres;

Majeſté le Roi du royaume uni de la Grande-Bré-
et d'Irlande, le Sieur Charles Stuart, Grand-
du très-honorable Ordre du Bain et de l'ancien
de la Tour et l'Epée, Son Conſeiller intime actuel
te. et Son Ambaſſadeur extraordinaire et plénipo-
tre près Sa Majeſté Très-Chrétienne;

1817 Sa Majeſté le Roi de Pruſſe, le Sieur Ch
deric Henry, Comte de Goltz, Chevalier de
de fer de la 1re claſſe, et de l'Ordre pour
militaire de Pruſſe, Grand-Croix de l'Orde
Anne, Chevalier de l'Ordre de Saint George
claſſe, et de l'Ordre de Saint Wladimir de la
de Ruſſie, Commandeur de l'Ordre du Mérite
de France, Chevalier de l'Ordre militaire
Thérèſe d'Autriche, de celui de l'Epée de Su
celui du Mérite militaire de Bavière; Son Gé
jor et Envoyé extraordinaire et Miniſtre pl
tiaire près Sa Majeſté Très-Chrétienne;

Sa Majeſté l'Empereur de toutes les Ruſſie
Pologne, le Sieur Charles André Pozzo di Bo
valier Grand-Croix de l'Ordre de Saint Wl
la 2me claſſe, de Sainte Anne de la 1re,
George de la 4me claſſe, Grand-Croix de l'
Charles III. d'Eſpagne, de celui de Saint M
Lazare de Sardaigne, de Saint Ferdinand d
de l'Aigle rouge de Pruſſe, et de l'Ordre des
d'Hannovre, Commandeur de l'Ordre royal e
de Saint Louis, Lieutenant-Géneral de Se
Son Aide de camp-général etc. etc. et Son
plénipotentiaire près Sa Majeſté Très-Chréti

Leſquels, après avoir échangé leurs Plein
trouvés en bonne et due forme, ſont conv
articles ſuivans:

Articles de l'acte du Congrès confirmés.

ART. I. L'état de poſſeſſion actuel des I
Parme, Plaiſance et Guaſtalla, ainſi que ce
Principauté de Lucques, étant déterminés p
pulations de l'acte du Congrès de Vienne, l
tions des articles 99-101 et 102, ſont et reſt
tenues dans toute leur force et valeur.

Modification de l'art. 99.

ART. II. La réverſibilité des Duchés
Plaiſance et Guaſtalla, prévue par l'article 99
final du Congrès de Vienne, eſt détermi
manière ſuivante:

Reverſion limitée du D. de Parme à l'Eſpagne.

ART. III. Les Duchés de Parme, Plaiſan
ſtalla, après le décès de Sa Majeſté l'Archidu
rie-Louiſe, paſſeront en toute ſouveraineté
jeſté l'Infante d'Eſpagne Marie-Louiſe, l'In
Charles-Louis ſon fils et ſes deſcendans n
ligne directe et maſculine, à l'exception de

avés dans les Etats de Sa Majeſté Impériale et Ro- 1817
Apoſtolique ſur la rive gauche du Pô, lesquels re-
nt en toute propriété à Sadite Majeſté conformé-
à la reſtriction établie par l'art. 99. de l'acte du
ès.

Lucque à la Toscane.

T. IV. A cette même époque, la reverſibilité de
cipauté de Lucques, prévue par l'art. 101, de
n Congrès de Vienne, aura lieu, dans les ter-
ons les clauſes du même article, en faveur de
ſe Impériale et Royale le Grand-Duc de Toscane.

Garniſon de Plaiſance.

T. V. Quoique la frontière des Etats Autri-
en Italie ſoit déterminée par la ligne du Pô, il
tefois convenu d'un commun accord, que la
de Plaiſance, offrant un intérêt plus particu-
ſyſtême de défenſe de l'Italie, Sa Majeſté Impé-
Royale Apoſtolique conſervera dans cette ville,
l'époque des réverſions, après l'extinction de
che eſpagnole des Bourbons, le droit de garni-
r et ſimple; tous les droits régaliens et civils ſur
ille, étant réſervés au Souverain futur de Parme.
aix et l'entretien de la garniſon dans la ville de
ce ſeront à la charge de l'Autriche, et ſa force,
s de paix, ſera déterminée à l'amiable entre les
Parties intéreſſées, en prenant, toutefois, pour
le plus grand ſoulagement poſſible des habitans.

Arriérés dûs à l'Infante Marie Louiſe.

T. VI. Sa Majeſté Impériale et Royale Apoſtoli-
ngage à payer à Sa Majeſté l'Infante Marie-Louiſe
mes arriérées depuis le 9 Juin 1815 et prove-
es ſtipulations du ſecond §. de l'art. 101. de
n Congrès, et d'en continuer le payement ſelon
mes ſtipulations et avec les mêmes hypothèques.
ngage en outre à faire payer à Sa Majeſté l'In-
e montant des revenus perçus dans la Princi-
de Lucques depuis la même époque jusqu'au
t de l'entrée en poſſeſſion de Sa Majeſté l'In-
déduction faite des frais d'adminiſtration. La
tion de ces revenus aura lieu à l'amiable entre
utes Parties intéreſſées, et dans le cas de diffé-
d'opinion, Elles s'en rapporteront à l'arbitrage
Majeſté Très-Chrétienne.

Reverſion de Parme etc. à l'Autr.

T. VII. La réverſion des Duchés de Parme, Plai-
et Guaſtalla, en cas d'extinction de la branche de
t Don Charles Louis, eſt explicitement maintenue

1817 dans les termes du Traité d'Aix-la-Chapelle d de l'article ſéparé du Traité entre l'Autric Sardaigne du 20 Mai 1815.

Ratifications. ART. VIII. Le préſent Traité, expédié en ſera joint à l'acte ſupplémentaire du Traité gé Congrès de Vienne, il ſera ratifié par les ha ties reſpectives, et les ratifications en ſeron gées à Paris dans l'eſpace de deux mois ou faire ſe peut. En foi de quoi les Plénipotenti ſpectifs l'ont ſigné et y ont appoſé le cachet armes.

Fait à Paris, le dix du mois de Juin, l'an mil-huit cent dix ſept.

(L. S.) *Le Baron* DE VINCENT.

(L. S.) *Le Cte.* DE FERNAN NUÑE *Duc de Montellano.*

(L. S.) RICHELIEU.

(L. S.) CHS. STUART.

(L. S.) J. *Cte.* DE GOLTZ.

(L. S.) POZZO DI BORGO.

43. 1817

nvention entre les commiſſaires Pruſſiens et 23 Juil.
ons pour regler le partage des arrièrés des
s de paréquation, livraiſons, equivalents,
butions etc., ſignée ſous la médiation de
Autriche, à Dresde le 23 Juil. 1817.

(*Die Zeiten von Voss.* B. 52. p. 349 - 369.)

ention über die Peräquations - Lieferungs -
uivalentgelder - und Centralſteuer - Ange-
legenheiten.

endlicher Ausgleichung, ſämmtlicher, in Hin-
der Peräquations - Lieferungs - Aequivalentgelder-
Centralſteuer - Angelegenheiten, hervorgekomme-
nſtände, haben ſich beide, mit dem Vollzug des
r Friedenstractats, vom 8. May 1815, beauftragte
l. Commiſſionen, unter Mitwirkung des Oeſter-
chen Kaiſerlichen Vermittelungscommiſſärs, Frey-
von Gärtner, nach gepflogenem Einvernehmen
n hierzu erwählten ſtändiſchen Deputirten, fol-
rmaſsen vereiniget:

1. Als allgemeiner activer und paſſiver Abthei- Meſure générale de partage.
naſsſtab, wird, nach deſsfalls angeſtellten mög-
genauen calculatoriſchen Unterſuchungen, ange-
en: daſs, bey der Peräquationsanſtalt, Preuſsen
erhundert und zehn Eintauſendtheilen; Sachſen
nfhundert und neunzig Eintauſendtheilen; hin-
, bey der Centralſteueranſtalt, Sachſen mit fünf-
rt drey und vierzig und einem halben Eintau-
heile; und Preuſsen mit vierhundert ſechs und
ig und einem halben Eintauſendtheile zu concur-
habe.

2. Da eine genauere Erörterung und Berech- Except. touchant les prétations de guerre.
, der in beiden Landestheilen annoch rückſtän-
digen,

1817 digen, aus Kriegspräſtationen oder aus rückſich derſelben, geſchloſſenen Contracten und Acco herrührenden Forderungen, nur nach ſehr langw gen, mit kaum zu beſiegenden Schwierigkeiten bundenen Liquidationen möglich werden würd iſt man übereingekommen, beſagte Rückſtände, nach dem im vorigen §. bemerkten Maſsſtab, beiden Landestheilen abzutheilen, ſondern einen D ſchnitt eintreten zu laſſen.

Préſtations non fondées ſur contrats. §. 3. Dieſer Durchſchnitt wird, hinſichtlich nicht auf Contracten oder Accorden beruhenden, in Frage ſtehenden Forderungen, ſo gemacht, jeder Landestheil die Berichtigung der, ſeinen thanen, für die auf ſie gefallenen Kriegspräſt gebührenden und zur Befriedigung geeigneten ſchädigungen übernimmt; ohne daſs hierüber Abrechnungen zwiſchen den beiden Landestheilen finden. Der Ort, von welchem die Leiſtung hen iſt, beſtimmt den Landestheil, welcher die ſchädigung zu bewirken hat; wenn auch derje durch welchen ſie geſchehen iſt, und welcher na Vergütung zu fordern hat, ſeinen Aufenthalt dert haben ſollte.

Préſtations fondées ſur contrats. §. 4. So viel hingegen die, aus Contracten Accorden, erwähnter Art herrührenden Rückſtän langt, ſo werden dieſe ebenfalls ohne weitere A nung unter den Landestheilen, von demjenigen destheil übernommen, in welchem die contrahi Behörde ihren Sitz hatte. Der Ort, wohin die tract- oder accordmäſsige Leiſtung zu geſchehen hommt dabey ſo wenig, als die Perſon des Un mers in Betrachtung.

Hiernach fallen die, von den Etappenbe der getheilten Kreiſe, contrahirten Schulden de gen Landestheile zur Laſt, in welchem ſich der der Etappe befindet. Nur die Lazarethſchulden nach dem Orte zu beurtheilen, wo ſich das Laz befand, für welche ſie contrahirt wurden. Sie f dem Landestheile zur Laſt, in welchem ſich das reth befunden hat.

5. In Folge approximativer Berechnung der An- 1817
angen der Unterthanen beider Landestheile, hat Avantages accordés au duché.
ch vereinigt: dem Herzogthume, für die, in den
gehenden §. §. ausgedrückte generelle Uebernah-
ie in den §. §. 30 und 31., hiernächſt näher be-
eten Vortheile einzuräumen.

6. Die, von vorigen Peräquations-Lieferungs- Arrièrés de contributions.
lentengelder- und Centralſteuer-Ausſchreiben
rührende Reſte, bezieht jeder Landestheil,
ſig, ohne weitere Nachrechnung mit dem
Landestheil. Sogleich nach Vollziehung die-
vention, werden einem, von den Königlich
Beamten alle erforderliche Repartitionen, Bü-
nd Rechnungen vorgelegt werden, um eine
dige Nachweiſung, der im Herzogthume aus-
den Reſte beſagter Art, fertigen zu können.

7. Die Abtheilung der, in der Peräquations- Partage des fonds et créances.
ngs-Aequivalentgelder- und Centralſteuercaſſe
ichen Geld- und Activbeſtände (worunter jedoch
dem vorigen §. und die in den §. 13. weiter
menden Poſten nicht begriffen werden), ge-
beiden zwey zuerſt genannten Caſſen; nach
mit dem Tage, in welchem die Abtheilung
ommen wird, zu machenden Rechnungsab-
Bey der Peräquationscaſſe wird der, im §. 1.
zte Peräquationsmaſsſtab, und bey der Liefe-
Aequivalentgelder- und Centralſteuercaſſe, der
ldort beſtimmte Centralſteuermaſsſtab befolgt.
lie Beſtände der Peräquationscaſſe, wird auch
rmöge Königl. Sächſ. Generalis d. d. 6. Nov.
5. der Landescommiſſion untergeordnete Hülfs-
rechnet.

8. Alle dieſe Berechnungen geſchehen durch Commiſſion de liquidation.
meinſchaftlich ſubdelegirte, und unverzüglich
nenzuſetzende Commiſſion; welcher alle zu
rbeit nöthigen, oder ſie erleichternden Bücher
chnungen, nebſt ihren Belegen auf jedesmali-
langen, im Original mitzutheilen ſind.

9. Noch vor Abtheilung der Caſſenbeſtände, Payements assignés avant le 5 Juin 1815.
n der ſubdelegirten Commiſſion unterſucht wer-
den,

1817 den, ob die Zahlungen, welche in Gemäfsheit der dem 5ten Juny 1815 geschehenen Anweisung an Peräquations- und Centralsteuercasse zu leisten, zu welchem die Zahlungsmittel an besagter Cass langt waren, wirklich erfolgt sind. Sollten Posten ser Art noch unberichtigt seyn, und die für diese bestimmten Zahlungsmittel sich noch in der Casse finden; so ist die Zahlung aus diesen Mitteln so zu bewirken. Wenn hingegen die, für dergle unberichtigt gebliebene Posten bestimmt gewesenen in die Casse gekommenen Zahlungsmittel, zw 5ten Juny 1815 noch darin vorhanden waren, e aber nicht mehr sind; so übernimmt Sachsen die tung für dieselben, und wird für diejenigen unte sen Posten, welche in das Herzogthum zu entr waren, der Königl. Preussischen Regierung die tung in Centralsteuerobligationen leisten.

Obligations de la caisse centrale

§. 10. Besagte subdelegirte Commission wird Augenmerk auch dahin richten, dafs die aus der H centralsteuercasse, für solche Centralsteuerbeyt welche in der Folge erlassen worden sind, bereits ausgegebenen, und etwa noch nicht wieder zurüc lieferten Centralsteuerobligationen, sogleich in Hauptcasse zurück verschafft werden, um mit in Theilung zu kommen. In soweit dieses nicht sog möglich seyn sollte, werden dergleichen noch au dige Obligationen bey dem Cassenabschlusse, zwar gerechnet, jedoch wird bey der Vertheilung dafür sorgt, dafs jeder Regierung die in ihrem Landes ausstehenden, zugewiesen werden.

Cercle de Kottbus.

§. 11. Bey Berechnung des Centralcassenbeitr wird die dem Kottbusser Kreise, mit acht und drey tausend, zweyhundert vier und achtzig Thaler Groschen auferlegte Quote, ausser Ansatz gelassen, die Zuziehung dieses Kreises, als nicht geschehen trachtet.

Obligations d'Etat et coupons.

§. 12. Die, von der Peräquations- und Centr steuercasse verpfändeten Staatspapiere, und deren bey befindlich gewesenen Coupons, bleiben derje gen Regierung, welcher Kraft gegenwärtiger Conv tion die Tilgung der Schuld zur Last fällt, für

ıatspapiere verpfändet wurden. Die, nach dem ıny 1815 zahlbar gewordenen, und die künftig enden Coupons dieſer Papiere, werden, in ſo e ſich nicht bereits bey den Obligatiotionen be- derjenigen Regierung ausgeliefert, welcher ſie, Beſtimmung nach, zufallen. 1817

13. Von denen, aus der Finanzhauptcaſſe in ntralſteuercaſſe gefloſſenen landſchaftlichen ſo- ten Reichenbachſchen Obligationen, wird der, n Juny 1815 noch vorhanden geweſenen vier- t zwey und funfzigtauſend ſechshundert Thaler nde Ueberreſt, nicht zu dem Caſſenbeſtande net, ſondern, in der Art abgetheilt, daſs der ich Preuſsiſchen Regierung vergleichweiſe zwey benzigtauſend Thaler nebſt Zinſen, jedoch nur ſten Juny 1816 an, davon überlaſſen werden, brigen drey und achtzigtauſend ſechshundert , nebſt denen nicht auf vorerwähnte Art, an en überlaſſene Coupons und Zinſen der ganzen e, in ſoweit letztere nicht etwa bereits für die lſteuercaſſe erhoben, und die Beyträge dieſer nen Zinſen, entweder in dem Caſſenbeſtande en befindlich, oder von ihr verwendet worden allen an die Königl. Sächſiſche Finanzhauptcaſſe . Die, noch in dem Caſſenbeſtande befindlichen nen Zinſen, kommen mit demſelben in die Thei- Rückſichtlich derer, welche von der Central- ıſſe bereits verwendet ſind, hat es hierbey ſein ben. Obligations dites de Reichenbach.

olge der, über die Auseinanderſetzung der Ver- e der Fürſtenſchulen getroffenen Uebereinkunft, ın den hier an Preuſsen überlaſſenen Reichen- ıen Obligationen ſieben und funfzigtauſend fünf- t Thaler, nebſt den, ſeit Johanni 1717 darauf len Zinſen, als Averſionalquantum, wegen wegfal- Pfortaſcher Freyſtellen beſtimmt, und werden r Königl. Sächſiſchen Regierung, vermöge der ıtionen, wegen der Stiftungen von obigen zwey benzigtauſend Thaler zurückbehalten werden.

4. Alle weiteren, aus Königl. Sächſiſchen Caſ- lie Peräquations-Aequivalentgelder- oder Cen- tral- Autres avances.

1817 tralſteuercaſſen, oder aus einer derſelben in Königl
Sächſiſche Caſſen gekommenen Vorſchüſſe, werden g
lich gegen einander aufgehoben, und auſser An
gelaſſen; ſo daſs in Anſehung derſelben, keine Ve
tung, Gegenrechnung oder Zahlung zu geſchehen
Das nämliche hat in Anſehung aller andern etwa
Forderungen und Anſprüche ſtatt, welche Königl.
ſiſche Caſſen an die Peräquations-Lieferungs-A
valentgelder- und Centralſteuercaſſen, oder le
drey Caſſen an die erſtern haben könnten. Unt
hier gegenſeitig aufgehobenen Forderungen und
ſprüche gehören insbeſondere auch alle diejen
welche für die der Peräquationscaſſe zu gute g
menen Vorräthe aus Magazinen und Lieferunge
wie Hinſichts der, aus der Peräquationscaſſe b
ten Verpflegung des Königl. Sächſiſchen Mil
dem Königreich und Herzogthume gemacht w
ſind, oder werden könnten.

Reglement definitif entre les caiſſes royales.

§. 15. Eben ſo kommt das, was in die Per
tionscaſſe aus der Centralſteuercaſſe gefloſſen iſt
keine weitere Berechnung, und es wird überhaup
Activ- und Paſſivverhältniſs, unter der Peräqua
Lieferungs-Aequivalentgelder- und Centralſteuer
als ganz ausgeglichen betrachtet.

Entre les caiſſes royales et autres.

§. 16. Dahingegen wird das Activ- und P
verhältniſs zwiſchen den letztgenannten drey C
und ſolchen Caſſen, welche keine königliche ſind,
neswegs aufgehoben; aber an die Stelle der b
für beide Landestheile beſtandenen allgemeinen
quations-Lieferungs-Aequivalentgelder- und Ce
ſteuercaſſen, treten hierbey nunmehr die abgeſo
ten Peräquationscaſſen jedes Landestheils, in f
der Art: *a*) jede dieſer abgeſonderten Peräqua
caſſen, wird die Schuldnerin der Forderungen, w
den nicht königlichen Caſſen ihres Landestheils
die bisherige allgemeine Peräquations-Liefer
Aequivalentgelder- und Centralſteuercaſſe zuſtehe
gegen aber auch *b*) die Gläubigerin aller der Po
welche nicht königliche Caſſen ihres Landestheils
bisherigen Peräquations-Lieferungs-Aequivalentge
und Centralſteuercaſſen ſchuldeten. *c*) Iſt die
eines getheilten Kreiſes, Gläubigerin der bisher
P

quations-Lieferungs-Aequivalentgelder- oder Cen- 1817
euercaſſe; ſo übernimmt jede abgeſonderte Perä-
ionscaſſe, von einer ſolchen Forderung denjenigen
g, der hieran ihrem Theil des Kreiſes zuſteht.
eben dieſer Art theilen ſich die abgeſonderten
uationscaſſen in die Forderungen, welche die bis-
Peräquations-Lieferungs-Aequivalentgelder-
Centralſteuercaſſen, an Caſſen getheilter Kreiſe,
chen hätte.

17. Durch die Beſtimmungen des vorhergehen- Caiſſe de crédit.
wird das Activ- und Paſſivverhältniſs, zwiſchen
herigen allgemeinen Peräquations- und Central-
caſſe einerſeits, und der Steuercreditcaſſe ande-
eits nicht berührt, und bleibt folglich unverän-
Dieſemnach werden die einmalhunderttauſend
r, welche die Peräquationscaſſe aus einem, von
Gebrüdern Reichenbach, im Jahre 1813 empfan-
n, auf Anordnung der Generalgouvernements, im
1814 der Steuercreditcaſſe, an Zahlungsſtatt zu-
hneten Vorſchuſs ſchuldete, bey der Peräquations-
, nach dem, im §. 1. beſtimmten Peräquations-
üſſel beiden Theilen, als paſſivum zur Laſt geſchrie-
, bey der Steuercreditcaſſe hingegen, als activum
zur Theilung gebracht.

§. 18. Die, am 5ten Juny 1815 vorhanden gewe- Effets en nature exiſtant le 5 Juin 1815.
n Naturalbeſtände gehen mit dem Orte, wo ſie
dlich waren, an jeden Landestheil, ohne weitere
chnung über. Eben ſo bezieht die Peräquations-
jedes Landestheils, die in ſelbigem ausſtehenden
auf Naturallieferungen.

§. 19. Die Forderungen der Peräquations- und Cen- Créances à la charge du gouv. Pruſſien
euercaſſe, an die Königlich Preuſsiſche Regierung
den gänzlich niedergeſchlagen. Insbeſondere wird
iglich Sächſiſcher Seits, auf das Behrentſche De-
tum von vierhundert ſechs und funfzigtauſend
hundert drey und zwanzig Thalern, zwanzig
ſchen; dagegen aber auch, Königl. Preuſsiſcher
ts, auf die aus Preuſsiſchen Fonds an die Cen-
ſteuercaſſe gekommenen zweymalhundert tauſend
aler, und auf die, von Seiten der Berliner Bank,
beſagte Caſſe geſtellte Rückſtandsforderung von
zwey-

1817 zweyhundert vier und zwanzigtausend Thaler zichtet. Das von dem Handelshause, Gebrüder rent zu Berlin, über dieses Depositum ausgefert Originaldocument, wird unmittelbar nach Voll hung dieser Convention der Königlich Preussis Commission zur Ausgleichung mit dem Königr Sachsen ausgeliefert werden.

Créances à la charge d'etats étrangers.

§. 20. Das ganze Land betreffende Forderun der Peräquations- oder Centralsteuercasse an au Staaten, werden von beiden Regierungen ge schaftlich betrieben, und das darauf Eingehende n dem Centralsteuermassstabe getheilt. Einzelne n theilte Districte betreffende Forderungen dieser wird jede Regierung für ihren District einzubr suchen. Wenn die Forderungen hingegen ge Districte betreffen, so werden sich zwar beide Re rungen für die Einbringung verwenden, aber da gehende nach dem Verhältnisse vertheilen, nach chem das jeder von ihnen zugefallene Stück de theilten Districts, zu einer Centralsteuerquote de zen Districts beyzutragen hätte. Sollte bey einer o der andern Forderung, jede der beiden Regierun ihre Ansprüche für sich allein geltend machen wo und liessen sich die Beweisurkunden nicht zweckmä und nach richtigem Verhältnisse theilen; so verpfli tet sich diejenige Regierung, in deren Besitz sie befinden, der andern beglaubte Abschrift davon zustellen.

Forderungen, welche auswärtige Regierungen einem Namen, an die bisherige allgemeine Perä tionscasse, oder an die bisherige allgemeine Cent steuercasse, oder an die Lieferungs-Aequivalentge casse stellen könnten, werden von den beiden contrahirenden Regierungen gemeinschaftlich ver ten werden. In sofern eine solche Forderung wirkl gegen eine der vorgenannten Cassen geltend gema würde, hat die Bezahlung, nach dem §. 1. ausgedrü ten Verhältnisse gemeinschaftlich zu geschehen.

Créances à la charge de la France.

§. 21. Die Bestimmung des vorhergehenden §. i insbesondere auch auf die Forderungen des gan Landes an Frankreich, mit Ausnahme der bereits

1 Forderungen für den durch die Rückmär- 1817
nzöſiſcher Kriegsgefangenen dem Lande ver-
n Aufwand, worüber ſich beide paciscirende
beſonders mit dem Vicomte de Brugges, ver-
haben, anzuwenden; ſie haben aber nicht in
ig der Privatforderungen an dieſen Staat, für
ſich etwa eine oder die andere Regierung ver-
möchte, zu gelten. Hätte die bisherige Perä-
i- oder Centralſteuercaſſe für eine ſolche Pri-
rung in ſubſidium zu haften gehabt, ſo über-
i die nun abgeſonderten Peräquationscaſſen
hen Verbindlichkeiten, jede in ihrem Landes-
hne dieſerhalb gegenſeitig Vergütung zu ver-

3. Die, beiden Landestheilen gemeinſchaft- Item.
ſtehenden Forderungen an Frankreich, ſind
ine ſubdelegirte Commiſſion gemeinſchaftlich
i betreffenden Acten und Liquidationen zu
. Auch iſt, ſo viel als möglich, gleich die
es jeden Landestheils zu berechnen, und wegen
m eingezogenen, aber noch nicht vertheilten
jeder Landestheil, nach dem §. 20. ausge-
i Maſsſtabe zu befriedigen. Hinſichts der
ngen aber, wo die Rate jedes Landestheils
ich vermittelt werden kann, die Berechnung
erſeitigen Liquidationscommiſſionen zu Paris,
n eben erwähnten Maaſsſtabe vorzubehalten.

. Die Beſtände der Kreisdeputation- und Pro- Caiſſe des deputat. provinciales.
putationscaſſen in den ungetheilten Kreiſen,
m Landestheile, worin ſie gelegen ſind, ohne
Nachrechnung zu.

. Dieſe Kreiscaſſenbeſtände in den getheilten Partage d fonds des caiſſes de cercle.
und Provinzen, werden von den beiderſeiti
isdeputirten gemeinſchaftlich, nach einem
i 5ten Juny 1815 zu machenden Abſchluſſe
et, und nach dem Verhältniſs abgetheilt, in
i der, jeder Regierung zugefallene Theil des
u einer Centralſteuer-Quote des ganzen Krei-
itragen hatte. Unter die, auf dieſe Art zu erör-
aſſen gehören auch die Spanncaſſen, welche
ch den Beytragsverhältniſſen getheilt werden.

§. 25.

1817 Obligations p. Emprunt forçe.

§. 25. Bey beſagter Unterſuchung des Kreiscaſſ beſtandes, in den getheilten Kreiſen werden die b derſeitigen Kreisdeputirten ausmitteln: ob ſämmtli Ortſchaften des Kreiſes, die ihnen für das Zwang lehn gebührenden Centralſteuerobligationen erh haben; damit, wenn dieſes nicht geſchehen ſeyn ſ die nöthige Vorſorge für dieſe Ortſchaften get werden können.

Norme générale

§. 26. Ueberhaupt werden die beiderſeitigen vinzial- und Kreisdeputirten vor Abtheilung des ſenbeſtandes unterſuchen: ob die Zahlungen, die Kreiscaſſen die Zahlungsmittel erhalten ha wirklich geleiſtet ſind, und wenn ſich ſolche unberichtiget und die Zahlungsmittel noch i Caſſe finden ſollten, die ungeſäumte Zahlung ken. Sollten die, für dergleichen noch unberi Poſten beſtimmten, und in die Kreis- oder Provi caſſe gefloſſenen Zahlungsmittel nicht mehr in der vorhanden ſeyn, ſo übernimmt Sachſen die Haf für beſagte Poſten, in ſoweit ſie aus einer, bey Königreich verbliebenen Kreis- oder Provinzialc an Unterthanen des Herzogthums zu zahlen wa und wird der Königl. Preuſsiſchen Regierung den trag derſelben in Centralſteuerobligationen verg Sind hingegen gedachte Poſten aus einer an das zogthum gekommenen Kreis- oder Provinzialc welche die Zahlungsmittel dazu erhalten hatte, Unterthanen des Königreichs zu zahlen; ſo wird die Haftung und Vergütung in ganz gleicher Art Preuſsen übernommen.

Frais de la regie.

§. 27. Gleichergeſtalt werden die beiderſei ſtändiſchen Kreisdeputirten, gemeinſchaftlich ben: wie viel, als Quote des Zwangsdarlehns, wie viel zu den Regiekoſten, im Kreis oder der vinz, bey den verſchiedenen Ausſchreiben, nach Centralſteuerfuſs, aufzubringen geweſen iſt; da bey Abtheilung des Caſſenbeſtandes, jedem Theil ſ Rate, an dem Ueberſchuſſe der Regiekoſten, ange ſen werden könne.

Com pensations.

§. 28. Beide Königliche Regierungen verpflich ſich, gegenſeitig: ihre Kreis- und Provinzialca

nctlichen Berichtigung der Forderung anzuhal- 1817
elche etwa Kreis- und Provinzialcaſſen des an-
ndestheils, an erſtere Caſſen, und nicht an die
ationscaſſe ihres Landes, vermöge der §§. 2. 3. 4
, ſupra zu ſtellen haben. Um alle Zweifel, An-
und Weiterungen, welche über die etwa her-
nmenden Forderungen dieſer Art, ihre Liquidi-
Caſſe, aus welcher ſie zu berichtigen ſind, und
lungsart entſtehen könnten, möglichſt ſchnell
lig zu beſeitigen, wird unmittelbar nach Ab-
dieſer Convention, jede der beiden königl.
ungen, von den Provinzial- und Kreiscaſſen
Landestheils, umſtändlich belegte Ausweiſe der
ungen, welche ſie, an Provinzial- oder Kreis-
des andern Landestheils, ſtellen zu können ver-
n, abfordern, und man wird ſich, ſobald dieſe
ſionen ſämmtlich näher bekannt ſind, über alle
h zu vereinigen ſuchen, und ſich überdieſs be-
, die Forderungen, ſo weit ſie in der Summe
men treffen, gegen einander ſo auszugleichen,
der Provinzial- und Kreiscaſſe ihre Befriedigung,
möglich, auf eine Caſſe des Landestheils, zu
e gehört, angewieſen wird.

29. So viel die Abtheilung der, auf den Credit räquations- und Centralſteueranſtalten, contra- drey Claſſen von Schulden, nämlich: der Cen- erobligationen, der Landescommiſſionsſcheine, r Compenſationsſcheine, anlangt, hat man ſich, e künftigen Verhältniſſe dieſer Schulden, zum der Gläubiger und beider Königl. Regierungen, einfachen, dahin vereinigt: daſs Preuſsen an- ſämmtliche Centralſteuerobligationen, in Betrag rey Millionen, zweymalhundert und achtzig- d, achthundert Thalern; Sachſen hingegen liche Landescommiſſionsſcheine, im Betrag von undert tauſend Thalern, ſo wie ſämmtliche nſationsſcheine, wovon ohngefähr noch ein von ſiebenhundert ſechs und achtzig Thalern lauf iſt, zur alleinigen Vertretung und Zahlung, mmt. Trois claſſes d'obligations.

r gänzlichen Beruhigung der Beſitzer, von Cen- erobligationen und von Landescommiſſionsſchei-

nen,

1817 nen, verpflichtet ſich die Königl. Preuſs. Regier rückſichtlich der erſtern, und die Königl. Sächſi Regierung rückſichtlich der letztern, die nöthi Fonds, zur künftigen Verzinſung und ſucceſſiver R zahlung, auszumitteln, und, vor Ablauf eines J den ſolchergeſtalt feſtgeſetzten Zahlungsplan, un zu deſſelben Ausführung beſtimmten Fonds, öffen bekannt zu machen. Die Reihefolgen, in welche Obligationen, jeder Gattung, heimgezahlt wer wird jede Regierung, nach ihren Nummern, d das Loos beſtimmen, und dann gleichmäſsig k machen laſſen.

Stipulations en faveur du Duché.

§. 30. Da dem Herzogthume, bey dieſer Ab lung, mehr Schulden überwieſen ſind, als ihm einer, nach den feſtgeſetzten Theilungsmaſs vorgenommenen Berechnung zukommen würd iſt man ferner einig geworden: daſs dagegen Königreiche, von dem, unter den Namen der chenbachſchen Obligationen, bekannten Steuercr ſchulden, bey künftiger Abtheilung dieſer Schul claſſe, ein verhältniſsmäſsiger Mehrbetrag zur bleiben ſoll.

Um zugleich dem Herzogthume die ihm, ver des §. 5. ſupra, zu gewährende Entſchädigung zu ſten, wird gedachter Betrag andurch, auf eine Mil fünfhundert fünf und achtzig tauſend fünfhun Thaler feſtgeſetzt, und bey der, über die Abtheil der ſämmtlichen Reichenbachſchen Obligationen, kü tig zu machenden Berechnuug, dergeſtalt mit in ſatz gebracht, daſs dem Herzogthume, von der zen Summe beſagter Obligationen, um Eine Mi fünfhundert fünf und achtzig tauſend fünfhu Thaler weniger zur Laſt fallen, als es, nach de noch feſtzuſetzenden Abtheilungsmaſsſtabe, von ſelben zu übernehmen hätte.

Obligations cedes à la Pruſſe

§. 31. Unter den, auf eben bemerkte Art, Preuſsen übernommenen drey Millionen zwey hun fünf und achtzigtauſend achthundert Thaler Cou ſteuerſchulden, befindet ſich ein Betrag, von drey zwanzig tauſend vierhundert Thalern, ſolcher Obl tionen, welche erſt nach dem 5. Junius 1815 gänz

ogen; aber von den Königl. Preuſs. Behörden, 1817
mehr in die allgemeine Centralſteuercaſſe gelegt
n ſind; folglich, zu Befriedigung der Gläubiger,
elche man ſie, als ihre Creation beſchloſſen wurde,
mt hatte, von der allgemeinen Centralſteuer,
verwendet werden konnten. Eines Theils um
rige Erörterungen hierüber zu vermeiden; an-
heils aber auch, in Rückſicht der, in §. 5. ent-
Beſtimmungen, werden beſagte, über drey
nzigtauſend vierhundert Thaler lautende Ob-
en, der Dispoſition der Königl. Preuſs. Regie-
ohne weitere Nachrechnung, dergeſtalt über-
daſs dieſelbe ſie, ausſchlieſsend zu Befriedi-
ihrer Unterthanen, verwenden kann. Bey Be-
ung und Abtheilung der Centralſteuercaſſenbe-
bleiben dieſe drey und zwanzigtauſend vier-
t Thaler ganz auſser Anſatz.

lten einige oder alle Gläubiger, zu deren Befrie-
, beſagte Obligationen über drey und zwanzig
l vierhundert Thaler, bey ihrer Creation be-
t waren, bereits, aus andern Zahlungsmitteln
ntralſteuercaſſe, befriedigt worden ſeyn, ſo hat
bey ſein Bewenden. In ſo weit aber ihre Be-
ung, in dieſer Art, noch nicht geſchehen iſt, ſo
nach denen, in §. 3 und 4. enthaltenen, Be-
ungen zu geſchehen.

2. Mit der Berechnung und Vertheilung, der Intérêts.
ations-Lieferungs-Aequivalentgelder und Cen-
rcaſſe, wird auch die Ausgleichung, wegen
it dem 5. Juny 1815, verfallenen und bezahl-
ler etwa noch unberichtigten Zinſen, von den
commiſſionsſcheinen, und Centralſteuerobliga-
, von dem Königreich, eine Million ſieben hun-
fünf und achtzig tauſend, acht hundert Thaler;
gen an Landescommiſſionsſcheinen, von dem
reiche, fünfhundert tauſend Thaler, und von
Herzogthume, zwey hundert tauſend Thaler zu
inſen geweſen wären. Zeigt ſich, bey dieſer Be-
nung: daſs, von einer der Königl. Regierungen
r Zinſen bezahlt worden ſind, als ihr hiernach zur
fallen, ſo wird die Vergütung, des zu viel Be-
lten, bey der Abtheilung der oben genannten Caſ-

1817 ſen geſchehen; und, wofern der Beſtand derſelben zu nicht hinreichen ſollte, binnen ſechs Wo nach dem Rechnungsabſchluſſe, von der andern gierung, ohnfehlbar geleiſtet werden. Von dem an, womit dieſe Zinſenberechnung abgeſchloſſen übernimmt Preuſsen die alleinige Verzinſung, ſ licher Centralſteuerobligationen, und Sachſen die nige Verzinſung ſämmtlicher Landescommiſſionsſch Zugleich macht ſich aber auch Sachſen verbin von eben dieſem Tage an, bis zu dem Zeitpu wo die endliche Uebereinkunft, wegen der St Credit-Schulden-Abtheilung, abgeſchloſſen w wird, auſser dem Theile dieſer Schulden, den deſſen ſchon proviſoriſch verzinste, auch noch Verzinſung von einer Million fünfhundert fün achtzig tauſend fünfhundert Thaler, ſoge Reichenbachſchen Obligationen, welche, un von der Königl. Preuſs. Regierung bisher verz Steuercreditſchulden, begriffen waren, zu nehmen.

Taux de la monnaie. §. 33. Beide Königl. Regierungen machen ſich durch gegenſeitig verbindlich, den Zins- und M fuſs, der Centralſteuerobligationen und Landes miſſionsſcheine, nie herab zu ſetzen und überh für die Sicherſtellung und Aufrechthaltung und b Heimzahlung derſelben, ſo wie für Emporbrin und Aufrechthaltung ihres Credits, alle Sorgfalt zuwenden, um beſagten Obligationen, mit d nach dem nämlichen Fuſs verzinslichen, ſogena Reichenbachſchen Obligationen, möglichſt gl Werth zu verſchaffen. Zu dieſem Ende werden Beſitzern der Centralſteuerobligationen, von d nigl. Preuſs. Regierung, und den Beſitzern de descommiſſionsſcheine, von der Königl. Sächſ. rung, diejenigen Vortheile und Vorrechte an eingeräumt, welche jede dieſer Königl. Regier in ihrem Gebiete, mit dem Beſitze, der am me begünſtigten Sächſiſchen Staatspapiere, verbu wird, oder verbunden hat. Die Zinſen werden, den bisher gewöhnlichen Orten, nämlich, ſo viel Centralſteuerobligationen betrifft, zu Leipzig, und viel die Landescommiſſionsſcheine anlangt, zu Dr den oder auch zu Leipzig, entrichtet, und die C

pita

zahlung, zu seiner Zeit, ebendaselbst geleistet 1817
ten.

34. Ueberhaupt wird, zwischen beiden Kö- Regierungen, unabweichlich festgesetzt: dass derselben, in der Behandlung der Obligatio- tzer, irgend einen Unterschied zwischen de- liche Unterthanen ihres oder des andern Lan- s sind, jemals eintreten lassen wird. Eben leichheit, in der Behandlung der beiderseiti- terthanen, wird jede Regierung, auch in dem genau beobachten, wenn Unterthanen der an- egierung an eine der Cassen, von welchen ge- rtige Convention handelt, Forderungen zu haben. Sollten in beiden Landestheilen, ungen von Unterthanen, aus dem andern Lan- ll, angemeldet werden; so wird man, in so- diese Forderungen einander in quali et quanto gestellt werden können, sich dahin auszuglei- suchen, dass jede Regierung die Befriedigung mit solchen Ansprüchen auftretenden, Unter- übernimmt.

35. Sobald die, vermöge gegenwärtiger Con- n, annoch vorzunehmenden, gemeinschaftlichen nungen abgeschlossen sind, werden die sämmt- auf das Herzogthum ausschliesslich Bezug den, die Peräquations - Lieferungs - Aequiva- der und Centralsteuerangelegenheiten, betref- Acten, Cataster, Rechnungen, Bücher, und mer gearteten Litteralien, von der Kriegsver- gskammer und allen andern Königl. Sächsischen den, bey welchen sie sich verwahrt befinden, glich und ohne Ausnahme, an die Königlich sche Commission, zur Ausgleichung mit dem eiche Sachsen, ausgeliefert werden. Die Li- onen, aus dem Herzogthum und die Belege ben, welche unter vorgedachten Papieren be- n sind, werden den Königlich Preussischen Be- n, gleich nach Vollziehung dieser Convention, n unter der Bedingung, ausgeantwortet, dass sie sich wieder mitzutheilen sind, falls man ihrer, den obenerwähnten Berechnungen, bedürfen Von den gemeinschaftlichen Papieren, die Extradition d'actes etc.

1817 oben bezeichneten Art, werden, auf Verlangen, glaubte Abſchriften ertheilt werden.

Cautions

§. 36. Wenn ſich etwa, in Händen einer de niglichen Regierungen, Cautionen oder Depoſit befinden ſollten, welche, rückſichtlich der Pe tions-Lieferungs-Aequivalentgelder und Centralſ angelegenheiten und Anſtalten, erlegt worden und nunmehr in den andern Landestheil geh ſo werden ſolche mit denen, in dem vorherg den §. bemerkten, Acten und Papieren, zug übergeben werden.

Luſace ſupérieure.

§. 37. Auf die Oberlauſitz iſt zwar die V gung, des §. 28. dieſer Convention anwendbar übrigen wird ſie, von dieſem Abkommen, daſſelbe die Auseinanderſetzung, zwiſchen Königlichen Regierungen, betrifft, ausgeſchloſſ ein ſolches der ſtändiſchen Deputation dieſer Pro mit Vorbehalt der Genehmigung beider Königl Commiſſionen, zu entwerfen überlaſſen; jedoch feſtgeſtellt: daſs alles, was die Oberlauſitz, au gemeinſchaftlichen Peräquations-Lieferungs-Aeq lentgelder- oder Centralſteueranſtalt erhalten hat wahrer, nicht zu erſetzender, Zuſchuſs betra und dagegen beſagter Provinz, kein Anſpruch, gemeinſchaftliche Peräquations- und Centralſte ſtalt, zuſtehen ſoll. Hierdurch wird jedoch der gleichung, der beiden Antheile der Oberlauſitz, den übrigen Provinzen und Kreiſen, desjenigen destheils, wozu jeder Antheil von der Oberlauſitz hört, keineswegs vorgegriffen.

Communication des livres de compte.

§. 38. Unmittelbar nach Abſchluſs dieſer C tion, werden, Königl. Preuſsiſcher und Königl. ſiſcher Seits, die nöthigen Verfügungen, an putationen der getheilten Kreiſe und Provinzen laſſen, daſs die Einſicht aller, zu Auseinanderſet der Verhältniſſe, beſagter Kreiſe und Provinzen, forderlichen und dienlichen Bücher, Rechnungen Acten, auf jedesmaliges Verlangen, ohne Schwie keit, geſtattet werde. Sobald gedachte Verhält auseinander geſetzt ſind, werden jedem Landesth die, ihn ausſchlieſsend angehende, Papiere, erw ter Art, ausgeliefert.

§. 3

n Königl. Commissionen werden 1817
ig, diejenigen Beamten nam- Nomi-
zu den, vermöge gegenwär nation
ehmenden Berechnungen, de sous
en, zu subdelegiren ge- délé-
rten werden ihre Ge- gués.
nd damit ohne Auf-
n Abschlusse, fort-

ion wird, alsogleich,
dlich bekannt gemacht

Dresden, am 23. July 1817.

ische Kaiserliche Vermittelungs-Commissär.

: F. C. *Freyherr* VON GÄRTNER.

mmission Königl. Sächs. Friedens-
mit dem vollziehungs - u. Ausein-
hsen. anandersetzungscommission.

JDI. (L. S.) *gez.:* v. GLOBIG.
ESE. (L. S.) *gez.:* GÜNTHER.
ZE. (L. S.) *gez.:* v. WATZDORF.

44.

1817 28 Juil. *Additional Convention to the Treaty of 22d January 1815, between His Britan Majeſty and His Moſt Faithful Majeſty, the purpoſe of preventing their Subjects engaging in any illicit Traffic in Slaves, ned at London the 28th July 1817, in English and Portugueſe Languages.*

(*D'après l'exemplaire préſenté aux deux cha du Parlement* 1818, imprimé à Londres fol.)

His Majeſty the King of the United Kingdom of Britain and Ireland, and His Majeſty the King United Kingdom of Portugal, Brazil, and Alg adhering to the principles which They have mani in the Declaration of the Congreſs of Vienna, be date the 8th of February 1815 *), and being deſiro fulfil faithfully, and to Their utmoſt extent, the gements which They mutually contracted by the T of the 22d January 1815 **), and till the period arrive when, according to the tenor of the fourt ticle of the ſaid Treaty, His moſt Faithful Majeſt reſerved to Himſelf, in concert with His Brita Majeſty, to fix the time when the Trade in Slaves ceaſe entirely and be prohibited in His Dominions His Majeſty the King of the United Kingdom of P gal, Brazil, and Algarves, having bound Himſelf the ſecond Article of the ſaid Treaty, to adopt the ſures neceſſary to prevent His Subjects from all Traffic in Slaves, and His Majeſty the King of th ted Kingdom of Great Britain and Ireland havi His part, engaged, in conjunction with His moſt ful Majeſty, to employ effectual means to prevent tugueſe veſſels trading in Slaves, in conformity the Laws of Portugal and the exiſting Treaties, ſuffering any loſs or hindrance from Britiſh crui their ſaid Majeſties have accordingly reſolved to pro to the arrangement of a Convention for the attainm of theſe objects, and have therefore named as Pl potentiaries, *ad hoc* viz:

*) Suppl. T. VI. p. 432. **) Suppl. T. VI. p.

44.

vention additionnelle au traité du 22 1817
ier 1815 entre S. M. Britannique et
. Très-Fidèle afin d'empêcher leurs ſu-
exercer un commerce illicite d'Eſcla-
igné à Londres le 28 Juillet 1817, en
langue Anglaiſe et Portugaiſe.

(Traduction privée.)

. le Roi du Royaume uni de la Grande-Bré-
et d'Irlande, et S. M. le Roi du Royaume
Portugal, Bréſil et Algarves, adhérant aux
ves qu'ils ont manifeſté dans la déclaration au
rès de Vienne ſous date du 8 Fevrier 1815, et
nt remplir fidèlement et dans toute leur éten-
les engagemens qu'ils ont contracté mutuelle-
par le traité du 22 Janvier 1815 et jusqu'à ce que
ue ſurviendra où, conformement à l'article qua-
dit traité, Sa Majeſté très-fidèle s'eſt reſer-
concert avec S. M. Britannique, de fixer le
où le commerce d'eſclaves ceſſera entièrement et
rohibé dans Ses Etats, et S. M. le Roi du
ume uni du Portugal, du Bréſil et d'Algarves
engagé lui même par l'article ſecond du dit
à adopter les meſures neceſſaires pour empe-
ſes Sujets à exercer un commerce illicite d'eſcla-
et S. M. le Roi du Royaume uni de la Grande-
gne et d'Irlande s'étant engagé de ſon côté
utement avec Sa Majeſté très-fidèle à employer
moyens efficaces à garantir les vaiſſeaux Por-
is faiſant le commerce d'eſclaves, en conformité
lois de Portugal et des traités exiſtans contre
le perte ou empêchement de la part des croiſeurs
tanniques, leurs dites Majeſtés ont en conſequence
lu de proceder à l'arrangement d'une convention
ces objets, et ont à cette fin nommé pour Plénipoten-
res ad hoc, *ſavoir:*

S.

1817 His Majeſty the King of the United Kingdom Great Britain and Ireland, the Right Honourable R bert Stewart, Viscount Caſtlereagh, a Member of ſaid Majeſty's Moſt Honourable Privy Council, a M ber of Parliament, Colonel of the Londonderry ment of Militia, Knight of the Moſt Noble Ord the Garter, and His Principal Secretary of Stat Foreign Affairs; and His Majeſty the King of the U Kingdom of Portugal, Brazil, and Algarves, the Illuſtrious and Moſt Excellent Lord, Don Ped Souza Holſtein, Count of Palmella, Councillor o ſaid Majeſty, Captain of the German Company o Royal Guards, Commander of the Order of C Grand Croſs of the Order of Charles III. of Spain His Envoy Extraordinary and Miniſter Plenipot to His Britannick Majeſty; who, after having e ged their reſpective full powers, found to be i and due form, have agreed upon the following Ar

Commerce illicite. ART. I. The object of this Convention is, o part of the two Governments, mutually to prevent reſpective ſubjects from carrying on an illicit Slave T

The two High Contracting Powers declare, they conſider as illicit, any Traffic in Slaves carri under the following circumſtances:

1ſt. Either by Britiſh ſhips, and under the B flag, or for the account of Britiſh ſubjects, by an ſel or under any flag whatſoever.

2d. By Portugueſe veſſels in any of the harbo roads of the coaſt of Africa, which are prohibit the firſt Article of the Treaty of the 22d January 18

3d. Under the Portugueſe or Britiſh flag for t count of the ſubjects of any other Government.

4th. By Portugueſe veſſels bound for any Po in the Dominions of His Moſt Faithful Majeſty.

Commerce encore permis. ART. II. The Territories in which the Tra Slaves continues to be permitted, under the Tre the 22d of January 1815, to the ſubjects of His Faithful Majeſty, are the following:

1ſt. The Territories poſſeſſed by the Crown of P gal upon the coaſt of Africa to the ſouth of the E tor, that is to ſay, upon the eaſtern coaſt of Africa Territory laying between Cape Delgado and the Ba Lourenço Marques; and upon the weſtern coaſt,

8. M. le Roi du Royaume uni de la Grande-Bre- 1817
ne et d'Irlande le très-honorable Robert Stewart
omte Caſtlereagh, membre du très-honorable
ſeil privé de S. M. membre du Parlement, Co-
l du regiment de milice de Londondery, Cheva-
du très-noble ordre de la Jarretière et Son prin-
Secrétaire d'état pour les affaires étrangères:
M. du Royaume uni de Portugal, du Bréſil et
ves, le très-illuſtre et très-excellent Sieur
Pedro de Souza Holſtein, Comte de Palmella,
iller de ſa dite Majeſté, capitaine de la compag-
llemande de ſes gardes royales, Commandeur
rdre de Chriſt, Grand-croix de l'ordre de Char-
III. d'Eſpagne et Son Envoyé extraordinaire et
tre Plenipotentiaire près S. M. Britannique; les-
après avoir échangé leurs pleinpouvoirs reſpec-
trouvés en bonne et due forme, ſont convenus
rticles ſuivans:

RT. I. Le but de la préſente convention eſt de
art des deux gouvernemens d'empêcher leurs ſujets
ectifs à exercer un commerce illicite d'eſclaves.
Les deux hautes parties contractantes déclarent,
lles regardent comme illicite tout commerce d'eſcla-
exercé ſous les circonſtances ſuivantes:

. ſoit par les vaiſſeaux Britanniques et ſous pa-
n britannique, ſoit pour le compte de ſujets Bri-
iques par un vaiſſeau ou ſous pavillon quelconque.
. par des vaiſſeaux Portugais dans aucun des
rts ou rades des côtes d'Afrique leſquels ſont
ibés par l'art. 1. du traité du 22 Janvier 1815;
. ſous pavillon Portugais ou Britannique pour
mpte de ſujets de quelque autre Gouvernement;
. par des vaiſſeaux Portugais deſtiné vers un port
ſitué dans les états de S. M. très-fidèle.

ART. II. Les territoires dans leſquels le commerce
claves continue à être permis, d'après le traité
22 Janv. 1815, aux ſujets de S. M. très-fidèle
nt les ſuivans:

1. Les territoires poſſédés par la couronne de Por-
gal ſur les côtes d'Afrique au ſud de l'Equateur, c'eſt
dire ſur la côte orientale d'Afrique le territoire
ué entre le Cap Delgado et la Bay de Lourenço Mar-
ques

1817 that which is ſituated from the 8th to the 18t
of ſouth latitude.

2d. Thoſe Territories on the coaſt of Afri
ſouth of the Equator, over which His Moſt
Majeſty has declared that he has retained hi
namely,

The Territories of Molembo and Cabinda
eaſtern coaſt of Africa, from the 5th degree
8th degree ſouth latitude.

Loi pénale. ART. III. His Moſt Faithful Majeſty engages
the ſpace of two months after the exchange of
fications of this preſent Convention, to promu
His Capital, and in the other parts of His Do
as ſoon as poſſible, a Law, which ſhall preſc
puniſhment of any of His Subjects, who may
participate in an illicit Traffic of Slaves, and
ſame time to renew the prohibition which
exiſts, to import Slaves into the Brazils, un
flag, other than that of Portugal; and His Mo
ful Majeſty engages to aſſimilate, as much as
the Legislation of Portugal in this reſpect, to
Great Britain.

Paſſeports. ART. IV. Every Portugueſe veſſel which
deſtined for the Slave Trade, on any point of
can Coaſt, where this traffic ſtill continues to
ful, muſt be provided with a Royal paſsport,
mable to the model annexed to this preſent
tion, and which model forms an integral par
ſame. The paſsport muſt be written in the Po
language, with an authentic translation in En
nexed thereto, and it muſt be ſigned, for thoſ
ſailing from the port of Rio Janeiro, by the
of Marine: And for all other veſſels which ma
tended for the ſaid traffic, and which may ſail fi
other ports of the Brazils, or from any other of
minions of His Moſt Faithful Majeſty not in
the paſsports muſt be ſigned by the Governor
of the Captaincy to which the port belongs: A
thoſe veſſels which may proceed from the ports
tugal, to carry on the Traffic in Slaves, their p
muſt be ſigned by the Secretary of the Gov
for the Marine Department.

Vaiſſeaux croiſeurs ART. V. The two High Contracting Pow
the more complete attainment of their object,

ſ et ſur la côte occidentale tous ceux ſitués de- 1817
ſ le 8 jusqu'au 18e. degré latitude meridionale;
a. Ces territoires ſur la côte d'Afrique au ſud de
quateur ſur lesquels S. M. très-fidèle a expreſſe-
t declaré s'être reſervé ſes droits, nommement,
Les territoires de Molembo et Cabinde ſur la
orientale d'Afrique depuis le 5e. au 18e. degré
titude meridionale.

r. III. Sa Majeſté très-fidèle s'engage à pu-
dans l'espace de deux mois après l'échange des
ations de la préſente convention, dans Sa capi-
et auſſitôt que poſſible dans les autres parties
es Etats, une loi qui préſcrira la punition de
e Ses ſujets qui pourrait par la ſuite prendre
à un commerce illicite d'eſclaves, et en même
renouveller la défenſe déjà exiſtante d'importer
ſclaves dans le Bréſil ſous pavillon quelconque
que celui du Portugal; et S. M. Très-fidèle
age à aſſimiler autant que poſſible la légiſlation
ortugal à cet égard à celle de la Grande-Bré-

RT. IV. Tout vaiſſeau Portugais qui ſera de-
au commerce d'Eſclaves, ſur aucun point de la
d'Afrique où ce commerce continue encore à être
is, doit être muni d'un paſſeport Royal conforme
odéle annexé à la préſente convention le quel modé-
forme une partie intégrante. Ce paſſeport devra
crit en langue portugaiſe avec une traduction
ſée anglaiſe y ajoutée, et doit être ſigné pour les
aux faiſant voile du port de Rio Janeiro, par
iniſtre de la marine, et pour tous les autres vais-
qui peuvent être deſtinés à ce trafic et qui
raient faire voile d'autres ports du Bréſil ou de
que autre ports des Etats de S. M. très-fidèle
Europe, les paſſeports devront être ſignés par le
verneur en chef de la Capitainerie dont ce port
rtit; et quant aux vaiſſeaux qui pourraient faire
des Ports du Portugal pour exercer le commerce
claves, leurs paſſeports devront être ſignés par le
rétaire du gouvernement pour le departement de
narine.

RT. V. Les deux hautes parties contractantes,
d'atteindre plus complettement leur but, ſavoir
d'em-

1817 the prevention of all illicit Traffic in Slaves, part of their reſpective ſubjects, mutually conſe the ſhips of war of their Royal Navies, whi be provided with ſpecial inſtructions for this as herein-after provided, may viſit ſuch merch ſels of the two nations, as may be ſuſpected, u ſonable grounds, of having Slaves on board, by an illicit traffic, and, in the event only actually finding Slaves on board, may detain a away ſuch veſſels, in order that they may be to trial before the Tribunals eſtabliſhed for t poſe, as ſhall herein-after be ſpecified.

Provided always, that the Commanders of t of war of the two Royal Navies, who ſhall be e on this ſervice, ſhall adhere ſtrictly to the exa of the inſtructions which they ſhall have rece this purpoſe.

As this Article is entirely reciprocal, the t Contracting Parties engage mutually, to make loſſes which their reſpective Subjects may in juſtly, by the arbitrary and illegal detention veſſels.

It being underſtood that this indemnity variably be borne by the Government whoſe ſhall habe been guilty of the arbitrary detentic vided always, that the viſit and detention ſhips, ſpecified in this Article, ſhall only be by thoſe Britiſh or Portugueſe veſſels, which m part of the two Royal Navies; and by thoſe ſuch veſſels which are provided with the ſpecial tions annexed to the preſent Convention.

Cas de detention.

ART. VI. No Britiſh or Portugueſe cruiz detain any Slave ſhip, not having Slaves actu board; and in order to render lawful the deter any ſhip, whether Britiſh or Portugueſe, the found on board ſuch veſſel muſt have been there for the expreſs purpoſe of the traffic; an on board Portugueſe ſhips muſt have been tak that part of the Coaſt of Africa where the Slav was prohibited by the Treaty of the 22d of 1815.

pêcher tout commerce illicite d'eſclaves de la part 1817
urs ſujets conſentent mutuellement que les vaiſ-
x de guerre de leur marine royale qui ſeront
is d'inſtructions ſpéciales à cette fin, ainſi qu'il
glé ci-deſſous, pourront viſiter tels navires mar-
ds des deux nations qui pourraient être ſoup-
s par des motifs raiſonnables d'avoir des eſcla-
leur bord acquis par un trafic illicite, et dans
ſeulement où ils trouveraient effectivement des
s à leur bord pourront detenir et amèner
navires afin qu'ils puiſſent être mis en jugement
t les tribunaux établis à cette fin ainſi qu'il
ſpécifié ci-après.
ourvu toute fois que les Commandans des vaiſ-
de guerre des deux marines royales, leſquels
t employés à ce ſervice, ſe tiennent ſtrictement
teneur exacte de ces inſtructions qu'ils auront
s à cet effet.
Comme cet article eſt entièrement réciproque les
hautes parties contractantes s'engagent à boni-
toutes les pertes que leurs ſujets reſpectifs pour-
t encourrir injuſtement par la detention arbitraire
légale de leurs navires.
Etant entendu que cette indemnité ſera invariable-
ſupportée par le gouvernement dont le croiſeur
ra rendu coupable de cette detention arbitraire;
ou toute fois que la viſite et detention de vaiſ-
à eſclaves, ſpecifiée dans cet article ſoit uni-
ent effectuée par des vaiſſeaux Britanniques ou
ugais qui ſont partie des deux marines royales
r ceux de ces vaiſſeaux ſeulement qui ſont munis
inſtructions ſpéciales annexées à la préſente con-
ion.

ART. VI. Aucun croiſeur Britannique ou Portu-
detiendra un vaiſſeau à eſclaves, qui n'a point
tivement des eſclaves à bord; et pour rendre lé-
ne la detention de quelque vaiſſeau ſoit Britanni-
ou Portugais il faut que les eſclaves trouvés à
de ce vaiſſeau y aient été conduits dans le but
faire le commerce; et ceux à bord de vaiſſeaux
ugais doivent avoir été pris de cette partie des côtes
rique où le commerce d'eſclaves a été prohibé par
aité du 22 Janvier 1815.

ART.

1817 Instructions. ART. VII. All ships of war of the two n which shall hereafter be destined to prevent the Traffic in Slaves, shall be furnished by their ov vernment with a copy of the instructions anne the present Convention, and which shall be cons as an integral part thereof.

These instructions shall be written in Portu and English, and signed for the vessels of each two Powers, by the Ministers of their respective M

The two High Contracting Parties reserve the of altering the said instructions, in whole or i according to circumstances; it being, however, understood, that the said alterations cannot take but by common agreement, and by the cons the two High Contracting Parties.

Commissions mixtes. ART. VIII. In order to bring to adjudication, the least delay and inconvenience, the Vessels may be detained for having been engaged in an traffic of Slaves, there shall be established, with space of a Year at furthest from the exchange Ratifications of the present Convention, two Commissions, formed of an equal number of i duals of the two Nations, named for this purp their respective Sovereigns.

These Commissions shall reside—one in a pol belonging to His Britannick Majesty—the other i the Territories of His Most Faithfull Majesty; an two Governments, at the period of the excha the Ratifications of the present Convention, sh clare, each for its own Dominions, in what plac Commissions shall respectively reside. Each of th High Contracting Parties reserving to itself the ri changing, at its pleasure, the place of residence Commission held within its own Dominions, pro however, that one of the two Commissions shall n be held upon the Coast of Africa, and the oth the Brazils.

These Commissions shall judge the causes subm to them without appeal, and according to the r tion and instructions annexed to the present Co tion, of which they shall be considered as an integra

Indemnités. ART. IX. His Britannick Majesty, in confo with the stipulations of the Treaty of the 22d of Ja

ART. VII. Tous les vaiſſeaux de guerre des deux 1817
ons qui ſeront à l'avenir deſtinés à empêcher le
merce illicites des eſclaves ſeront munis par leur
ire Gouvernement d'une copie des inſtructions
exées à la préſente convention lesquelles en ſeront
idérées comme une partie intégrante.
Ces inſtructions ſeront dreſſées en langue Portu-
et Anglaiſe et ſignées pour les vaiſſeaux de cha-
s deux parties par les miniſtres de leur marine
ive.
s hautes parties contractantes ſe reſervent la
t de changer les dites inſtructions en tout ou en
s d'après les circonſtances; il eſt toute fois enten-
les dits changemens ne pourront avoir lieu que
ord commun et avec le conſentement des deux
s parties contractantes.

ART. VIII. Afin de faire adjuger avec le moin-
dèlai et inconvenient poſſible, les vaiſſeaux qui
t detenus pour avoir été employés à un commerce
te d'eſclaves, il ſera établi dans l'espace d'une
e au plus tard après l'échangé des ratifications
préſente Convention, deux commiſſions mixtes
oſées d'un nombre égal d'individus des deux na-
nommés à cet effet par les Souverains reſpectifs.
es commiſſions ſiègeront, l'une dans une poſſeſ-
appartenant à S. M. Britannique, l'autre dans
inte des territoires de S. M. Très-fidèle; et les
Gouvernemens déclareront à l'époque de l'échan-
es ratifications du préſent traité, chacune pour
ropres états en quel endroit les commiſſions réſi-
t. Chacune des deux hautes parties contractan-
reſerve le droit de changer à ſon gré la place
ège de la commiſſion reunie dans ſes propres
, pourvu toute fois que l'une des deux commiſ-
ſoit toujours établie ſur les côtes d'Afrique et
re dans le Bréſil.
es commiſſions jugeront les cauſes ſoumiſes à
, ſans appel, et en conformité du réglement et
inſtructions annexées à la préſente Convention
elles ſeront conſiderées comme faiſant partie in-
nte.

ART. IX. S. M. Britannique en conformité des
lations du traité du 22 Janvier 1815 s'engage à
accor-

1817 1815, engages to grant, in the manner hereafte plained, ſufficient indemnification to all the Pr tors of Portugueſe veſſels and cargoes captured b tiſh Cruizers between the 1ſt of June 1814, an period at which the two Commiſſions pointed o Article VIII, of the preſent Convention, ſhall aſſ at their reſpective poſts.

The two High Contracting Parties agree th claims of the nature hereinbefore mentioned, ſh received and liquidated by a mixed Commiſſion, held at London, and which ſhall conſiſt of an number of the individuals of the two Nations, n by their reſpective Sovereigns, and upon the ſame ciples ſtipulated by the VIIIth Article of this Addi Convention, and by the other acts which form tegral part of the ſame. The aforeſaid Comm ſhall commence their functions, ſix months aft Ratification of the preſent Convention, or ſoo poſſible.

The two High Contracting Parties have agree the Proprietors of veſſels captured by the Britiſh zers, cannot claim compenſation for a larger n of Slaves than that which, according to the e Laws of Portugal, they were permitted to tra according to the rate of tonnage of the captured

The two High Contracting Parties are e agreed, that every Portugueſe veſſel captured Slaves on board for the traffic, which ſhall be p to have been embarked within the territories Coaſt of Africa, ſituated to the North of Cape P and not belonging to the Crown of Portugal,—a as all Portugueſe veſſels captured with Slaves on for the traffic, ſix months after the exchange Ratifications of the Treaty of the 22d of January and on which it can be proved that the afo Slaves, were embarked in the Roadſteds of the of Africa, ſituated to the North of the Equator not be entitled to claim any indemnification.

Payement de l'indemnité. ART. X. His Britannick Majeſty engages t within the ſpace of a Year at furtheſt, from th ſion of each caſe, to the individual having a juſ to the ſame, the ſums which ſhall be granted t by the Commiſſions named in the preceding Arti

der ſur le pièd ci-après exprimé une indemnité ſuffi- 1817
à tous proprietaires de navires Portugais et de
cargaiſons, capturés par des Croiſeurs britanni-
entre le 1 Juin 1814 et l'époque à la quelle les deux
iſſions deſignées dans l'art. VIII. de la préſente
ntion ſe réuniront à leurs poſtes reſpectifs.
s deux hautes parties contractantes conviennent
tes les reclamations du genre ci-deſſus men-
feront acceptées et liquidées par une com-
mixte qui ſera établie à Londres et compoſée
mbre égal d'individus des deux Nations nom-
r leurs ſouverains reſpectifs, et d'après les
principes ſtipulés par l'art. VIII. de la pré-
convention additionnelle et par les autres actes
forment une partie intégrante. Les ſusdites
ſions commenceront leurs fonctions, ſix mois
la ratification de la préſente Convention ou
s'il eſt poſſible.
s deux hautes parties contractantes ſont conve-
que les proprietaires de navires capturés par
oiſeurs Britanniques ne peuvent point exiger un
agement pour un plus grand nombre d'eſclaves
ux qu'en vertu des lois exiſtantes de Portugal
aient la permiſſion de transporter à raiſon du
ge du navire capturé.
s deux hautes parties contractantes ſont égale-
convenues que tout navire Portugais capturé avec
claves à bord pour le commerce, desquels il
rouvé qu'ils ont été embarqués dans l'enceinte
rritoires ſur les côtes d'Afrique ſitués au nord
p Palmes et non appartenant à la couronne de
gal — comme auſſi tous les vaiſſeaux Portugais
és avec des eſclaves à bord pour le commerce,
is après l'échange des ratifications du traité
Janvier 1815, et à l'égard des quels il ne ſera
rouvé que les ſusdits eſclaves ont été embarqués
les parages des côtes d'Afrique ſitués au Nord
Equateur ne ſeront point autoriſés à demander
ue indemnité.
RT. X. S. M. Britannique s'engage à payer dans
ée d'une année au plus tard après la déciſion de
ue cas, à l'individu aiant droit à le prétendre
ommes qui lui ſeront allouées par les commiſſions
nées dans les précedents articles.

1817 Indemnité de 300,000 Livr.

ART. XI. His Britannick Majeſty formally en to pay the Three Hundred Thouſand Pounds St of Indemnification, ſtipulated by the Conventi the 21ſt of January 1815, in favour of the Prop of Portugueſe veſſels captured by Britiſh Cruizer to the period of the 1ſt of June 1814, in the m following, viz.

The firſt payment of One Hundred and Fifty ſand Pounds Sterling Six Months after the excha the Ratifications of the preſent Convention, an remaining One Hundred and Fifty Thouſand P Sterling, as well as the Intereſt at Five per Cent upon the total ſum, from the day of the excha the Ratifications of the Convention of the 21ſt nuary 1815, ſhall be paid Nine Months after change of the Ratifications of the preſent Con The Intereſt due ſhall be payable up to the day laſt payment. All the aforeſaid payments ſhall be in London, to the Miniſter of His Moſt Faithfu jeſty, at the Court of His Britannick Majeſty, or perſons whom His Moſt Faithful Majeſty ſhall proper to authorize for that purpoſe.

Pièces annexées.

ART. XII. The acts or inſtruments annexed Additional Convention, and which form an in part thereof, are as follows:

No. 1. Form of paſsport for the Portugueſe chant ſhips, deſtined for the lawful traffic in Sl

No. 2. Inſtructions for the ſhips of war of be tions, deſtined to prevent the illicit traffic in Sla

No. 3. Regulation for the mixed Commi which are to hold their ſittings on the coaſt of at the Brazils, and in London.

Ratifications.

ART. XIII. The preſent Convention ſhall be r and the Ratifications thereof exchanged at Rio within the ſpace of four months at furtheſt, from the day of its ſignature.

In witneſs whereof the reſpective Plenipoten have ſigned the ſame, and have thereunto affix Seal of their Arms.

Done at London, the twenty-eighth day of J the year of our Lord one thouſand eight hundr ſeventeen.

Signed: *Signed:*

(L. S.) CASTLEREAGH. (L. S.) *The Count* OF PALM

RT. *XI. S. M. Britannique s'engage formelle-* 1817
à payer les 300,000 *Liv. Sterling d'indemnités*
lés par la convention du 21 *Janvier* 1815 *en fa-*
des proprietaires de navires Portugais capturés
des Croiſeurs Britanniques jusqu'à l'époque du
1814 *de la manière ſuivante:*
e premier payement de 150,000 *Liv. Sterling ſix*
près l'échange des ratifications de la préſente
tion et les autres 150,000 *Liv. Sterling enſem-*
e les intèrets à 5 *p. Ct. dûs ſur la ſomme to-*
depuis le jour de l'échange des ratifications
convention du 21 *Janvier* 1815 *ſeront payés*
ois après l'échange des ratifications de la pré-
convention. Les Interèts dûs ſeront payables
au jour du dernier payement. Tous les paye-
ſusdits ſeront faits à Londres au Miniſtre de
très-fidéle près la cour de S. M. Britannique,
x perſonnes que S. M. très-fidèle jugera à pro-
autoriſer à cet effet.

RT. *XII. Les actes ou inſtrumens annexés à*
convention additionelle et qui en forment une
intégrante ſont:
. 1. *Formulaire de paſſeport pour les navires*
ands Portugais deſtinés à un commerce legitime
aves.
. 2. *Inſtructions pour les vaiſſeaux de guerre*
ux nations, deſtinés à empêcher le commerce
d'eſclaves.
. 3. *Reglement pour les commiſſions mixtes qui*
ont leurs ſéances ſur les côtes d'Afrique, au
et à Londres.

RT. *XIII. La préſente convention ſera ratifiée*
ratifications en ſeront échangées à Rio Janeiro
l'eſpace de 4 *mois au plus tard à dater du jour*
ſignature.
n foi de quoi les plénipotentiaires reſpectifs l'ont
et y ont appoſé le cachet de leurs armes.
ait à Londres le 28 *Juillet de l'an de notre*
ur 1817.

Signé: *Signé:*
Castlereagh. *Le Comte de Palmella.*
(*L. S.*) (*L. S.*)

1817 *Annexes.*

a.

Form of Paſsport for Portugueſe Veſſels de for the lawful Traffic in Slaves.

(*Place for the Royal Arms.*)

I, Miniſter and Secretary of State for the of the Marine and Transatlantic Dominions, etc. *or Governor of this Province, or Secretary of the Government of Portug* make known to thoſe that ſhall ſee the preſen port, that the veſſel called of Ton carrying Men, and Paſsengers, and Owner, Portugueſe, and Subjects of t ted Kingdom, is bound to the Ports of and Coaſt of from whence ſhe is to return to the ſaid Maſter and Owner having previously tak required Oath before the Royal Board of Comme this capital, (or the Board of Inſpection of thi vince,) and having legally proved that no For has any ſhare in the above veſſel and cargo, as a by the certificate of that Royal Board, (or Board ſpection,) which is annexed to this Paſsport. ſaid Maſter, and Owner of the ſaid being under an obligation to enter ſolely ſuch on the Coaſt of Africa where the Slave Trade is p ted to the Subjects of the United Kingdom of Po Brazil and Algarves; and to return from thence of the Ports of this Kingdom, where alone they be permitted to land the Slaves whom they carry going through the proper forms, to ſhew that the in every reſpect, complied with the proviſions *Alvará* of the 24th of November 1813, by whic Majeſty was pleaſed to regulate the conveyance of S from the Coaſt of Africa to His Dominions of B And ſhould they fail to execute any of theſe condi they ſhall be liable to the penalties denounced b *Alvará* of *) againſt thoſe who ſhall carry o

*) This *Alvará* to be promulgated in purſuance IIId. Article of the Additional Convention of th of July 1817.

Annexes. 1817

a.

ıulaire de paſſeport pour les vaiſſeaux ıtugais deſtinés au commerce licite des eſclaves.

(Place pour les armes royales.)

miniſtre et Secrétaire d'Etat pour les de marine et des colonies etc. etc
(ou gouverneur de cette Province)
u Secrétaire du gouvernement du Portugal)
r faiſons à ceux qui verront le préſent Paſſe- ue le navire appellé de tonneaux, et hommes et paſſagers maitre Propriétaire Portugais et ſujets du royaume deſtiné pour les ports de et et côtes d'où il doit retourner à , le dit maitre priétaire ayant préalablement prêté le ſerment devant le bureau royal de commerce de cette le (ou le bureau d'inſpection de cette province), nt légalement prouvé qu'aucun étranger a quel- irt au dit vaiſſeau et à ſa cargaiſon, ainſi qu'il oit par le certificat de ce bureau (ou bureau ection) lequel eſt annexé au préſent paſſeport. maitre de navire et propriétaire du vire étant dans l'obligation de n'entrer que dans s ports ſur la côte d'Afrique où le commerce tves eſt permis aux ſujets du royaume uni de gal du Bréſil et d'Algarve; et de retourner de s tel des ports de ce royaume dans lesquels ſeuls ſera permis de mettre à terre les eſclaves qu'ils ent après s'être aſſujetis aux formes préſcrites, faire voir qu'ils ont en tous les égards ſatisfait ispoſition de l'ordonnance du 24 Novembre 1813 iquelle S. M. a jugée à propos de régler le trans- des eſclaves des côtes d'Afrique vers les Etats -éſil. Et s'ils venoient à manquer à l'accompliſ- t d'aucune de ces conditions, ils ſeront ſoumis eines annoncées par l'Alvara du *) contre ceux

Cet Alvara à promulger en conſéquence de l'art. III de la convention additionelle du 28 Juil. 1817.

1817 Slave Trade in an illicit manner. And as in goi
returning she may, either at sea or in port, meet
cers of ships and vessels of the same kingdom, the
Our Lord orders them not to give her any obstruc
and His Majesty recommends to the Officers o
Fleets, Squadrons, and Ships of the King's, Pr
Republics and Potentates, the friends and allies o
Crown, not to prevent Her from prosecuting her vo
but, on the contrary, to afford her any aid and ac
modation she may want for continuing the same; b
persuaded that those recommended by their Pr
will, on Our part, experience the same treatmen
testimony of which His Majesty has ordered her
furnished by me with this Passport, signed and
with the great Seal of the Royal Arms, which
have validity only for and for one voyage a

Given in the Palace of the
in the year after the Birth of ou
Jesus Christ.

(L. S.)

By order of His Excellency,

The Officer who made out the Pa

This Passport, numbered ( ) authoris
number of Slaves not exceeding being
ton [as permitted by the *Alvará* of *)] to
board of this Ship at one time excepting alway
Slaves employed as sailors or domestics, and ch
born on board during the voyage.

(Signed as above, by the proper Portugue
thorities.)

Signed: *Signed:*

CASTLEREAGH. *The Count* OF PALM

*) That is to say, the *Alvará* of the 24th of N
1813, or any other Portuguese Law which m
after be promulgated in lieu thereof.

x qui exerceront le commerce d'eſclaves d'une ma- 1817
e illicite. Et comme en allant ou en retournant, pourraient ſoit en pleine mer, ſoit dans les ports, ontrer des officiers de vaiſſeaux et navires du dit aume, le Roi notre ſeigneur leur ordonne de ne r aucun empêchement à ce navire; et S. M. re- ande aux Officiers des flottes, eſclaves, et vais- des Rois, Princes, Republiques et Puiſſances, alliées de la couronne de ne pas les empêcher inuer leur voyage, mais au contraire de leur toute ſorte de ſecours et aſſiſtance dont ils pour- avoir beſoin pour le continuer; étant perſua- que ceux recommandés par leurs Princes eprou- de nôtre côté le même traitement. En foi de S. M. à ordonné de les munir de mon préſent port, ſigné et ſcellé du grand ſceau des armes s, lequel ne ſera valable que pour et pour oyage ſeulement.

Donné au Palais de le du l'année après la naiſſance de notre Seigneur Chriſt.

(L. S.)

Par ordre de Son Excellence

l'officier qui a expédié le Paſſeport.

préſent paſſeport côté autoriſe tout nom- eſclaves n'excedant pas étant par ton- [comme permis par l'Alvara du *)] à être à de ce vaiſſeau à la fois, non compris toute fois claves employés comme matelots ou domeſtiques, enfans nés à bord pendant le voyage.

Signé comme ci-deſſus par l'autorité Portugaiſe ſſort.)

Signé: Signé:

CASTLEREAGH. Le Comte DE PALMELLA.

*) Savoir l'Alvara du 24 Nov. 1813 où telle autre ordonnance Portugaiſe qui par la ſuite pourrait être promulgé à ſa place.

b.

1817 *Inſtructions intended for the Britiſh and guese Ships of War employed to prevent th Traffic in Slaves.*

Art. I. Every Britiſh or Portugueſe ſhip ſhall, in conformity with Article V.. of the Add Convention of this date, have a right to viſit th chant ſhips of either of the two Powers actuall ged, or ſuſpected to be engaged in the Slave and ſhould any Slaves be found on board accor the tenor of the VIth Article of the aforeſaid Add Convention,—And as to what regards the Por veſſels, ſhould there be ground to ſuſpect that Slaves have been embarked on a part of the Africa where the traffic in Slaves can no longer ally carried on in conſequence of the ſtipulat force between the two High Powers: in the alone, the Commander of the ſaid ſhip of war tain them; and having detained them, he is them, as ſoon as poſſible, for judgment bef of the two mixed Commiſſions appointed by th Article of the Additional Convention of this date ſhall be the neareſt, or which the Commande capturing ſhip ſhall, upon his own reſponſibilit he can ſooneſt reach from the ſpot where the Sl ſhall have been detained.

Ships on board of which no Slaves ſhall b intended for purpoſes of traffic, ſhall not be on any account or pretence whatever.

Negro ſervants or ſailors that may be f board of the ſaid veſſels, cannot, in any caſe, med a ſufficient cauſe for detention.

Art. II. No merchantmen or ſlave ſhip any account or pretence whatever, be viſite tained whilſt in the port or roadſted belonging of the Two High Contracting Powers, or wit non-ſhot of the batteries on ſhore. But in c cious veſſels ſhould be found ſo circumſtanced repreſentations may be addreſſed to the Auth

b.

ructions deſtinées pour les vaiſſeaux de 1817
rre Britanniques et Portugais enployés à em-
pêcher le commerce illicite d'eſclaves.

I. Tout vaiſſeau de guerre Britannique ou
is aura en conformité de l'art. V. de la conven-
ditionnelle de ce jour le droit de viſiter les na-
archands de chacune des deux Puiſſances,
ment engagés ou ſuſpectés d'être engagés dans
merce des eſclaves; et ſi quelques eſclaves étaient
s à bord conformement à la teneur de l'art.
la ſusdite convention additionnelle — et quant
ui regarde les vaiſſeaux Portugais s'il y avait
ſoupçonnes que les dits eſclaves ont été em-
és dans une partie des côtes d'Afrique où le
erce d'eſclaves ne peut plus être exercé léga-
en conſéquence des ſtipulations en vigueur
les deux hautes puiſſances: dans ces cas ſeule-
le commandant du dit vaiſſeau de guerre pourra
etenir, et après les avoir detenus il devra les
er auſſitôt que poſſible pour être jugés devant
des deux commiſſions mixtes nommées par l'art.
I. de la convention additionnelle de ce jour, la-
é ſera la plus proche, ou que le commandant du
eau capteur jugera, ſous ſa reſponſabilité perſon-
pouvoir le plutôt atteindre, à partir du point ſur
l le navire à eſclaves aura été détenu.
es navires à bord des quels on ne trouvera point
laves deſtinés à des objects de commerce ne ſeront
us ſous aucune raiſon ou prétexte quelconques.
es domeſtiques ou matelôts nègres trouvés à bord
dits navires ne pourront en aucun cas être eſti-
une cauſe ſuffiſante de détention.
RT. II. Aucun navire marchand ou vaiſſeau à
ves ne pourra ſous aucun motif ou pretexte quel-
ue être viſité ou détenu pendant qu'il eſt dans le
t ou ſur la rade de l'une des deux hautes parties
tractantes ou ſous la portée du canon des batteries
a côte. Mais ſi des vaiſſeaux ſuſpects ſeraient ren-
trés ſous de telles circonſtances des repréſentations
venables pourront être addreſſées aux autorités

du

1817 the country, requeſting them to take effectual m for preventing ſuch abuſes.

ART. III. The High Contracting Powers in view the immenſe extent of the ſhores of Afi the north of the Equator, along which this cor continues prohibited, and the facility thereby a for illicit traffic, on points where either the te ſence or at leaſt the diſtance of lawful Authorit ready acceſs to thoſe Authorities, in order to p it, have agreed, for the more readily attaining lutary end which they propoſe, to grant, and th actually grant to each other the power, without dice to the rights of Sovereignty, to viſit and as if on the high ſeas, any veſſel having Sla board, even within cannon ſhot of the ſhore o reſpective territories on the continent of Africa north of the Equator, in caſe of there being a authorities to whom recourſe might be had, been ſtated in the preceding Article. In ſuch veſſels ſo viſited, may be brought before the Commiſſions, in the form preſcribed in the firſt of the preceding inſtructions.

ART. IV. No Portugueſe merchantman or ſhip ſhall, on any pretence whatever, be de which ſhall be found any where near the land, the high ſeas, ſouth of the Equator, unleſs after that ſhall have commenced north of the Equa

ART. V. Portugueſe veſſels furniſhed with gular paſsport, having Slaves on board, ſhip thoſe parts of the Coaſt of Africa where the t permitted to Portugueſe ſubjects, and which ſhal wards be found north of the Equator, ſhall not tained by the ſhips of war of the two nations, furniſhed with the preſent inſtructions, provid ſame can account for their courſe, either in mity with the practice of the Portugueſe navi by ſteering ſome degrees to the northward, in of fair winds, or for other legitimate cauſes, the dangers of the ſea duly proved; or laſtly, in of their paſsports proving that they were boun Portugueſe port not within the continent of Provided always, that with regard to all Slav detained to the north of the Equator, the proof

pays, en les requerrant de prendre des meſures 1817
aces pour empêcher de tels abus.

ART. III. Les hautes puiſſances contractantes con-
rant l'immenſe étendue des côtes d'Afrique au nord
Equateur le long du quel ce commerce eſt defendu,
facilité qui en reſulte pour un commerce illicite
les points où, ſoit l'abſence totale ou du moins
ement d'autorités légales empêche de s'addreſ-
mptement à ces autorités, ſont convenus, pour
dier et afin d'obtenir plus promptement le but
re qu'ils ont en vue, d'accorder et accordent
ement l'un à l'autre le pouvoir, ſans préjudice
leurs droits de Souveraineté de viſiter et détenir
s'il était en pleine mer tout navire ayant des
es à bord, même ſous la portée du canon ſur la
de leurs territoires reſpectifs ſur le continent
rique au Nord de l'Equateur en cas qu'il n'y ait
là d'autorités locales auxquelles on pourrait
rir, ainſi qu'il eſt ſtatué dans l'article précedent,
un tel cas, des vaiſſeaux ainſi viſités pourront
amènés devant les commiſſions mixtes, dans la
e préſcrite par l'article prémier des précedentes
uctions.

ART. IV. Aucun navire marchand ou à eſclaves,
tugais ne ſera détenu ſous un prétexte quelconque
uel ſera rencontré proche de la côte ou en pleine
au Sud de l'Equateur ſi ce n'eſt après une chaſſe
aurait commencée au Nord de l'Equateur.

ART. V. Des navires portugais munis d'un paſ-
rt en forme, ayant des eſclaves à bord, embar-
s dans ces parties des côtes d'Afrique où ce com-
ce eſt permis aux ſujets Portugais, et qui ſeront
ite rencontrés au Nord de l'Equateur, ne ſeront
. detenus par les vaiſſeaux de guerre des deux
ms, bienque munis des préſentes inſtructions, pour-
u'ils puiſſent juſtifier de leur cours ſoit en con-
nité de l'uſage de la navigation portugaiſe en fai-
voile de quelque degrès vers le Nord afin de
uver des vents favorables, ou pour d'autres cauſes
times, tel que les dangers de mer duement prouvés;
enfin dans le cas où leurs paſſeports prouvent
ls ſont deſtinés pour un port Portugais non ſitué
le continent d'Afrique. Pourvu toute fois que
r rapport à tous vaiſſeaux à eſclaves détenus au

nord

1817 legality of the voyage is to be furniſhed by the veſſ
ſo detained. On the other hand, with reſpect to Sla
ſhips detained to the ſouth of the Equator, in con
mity with the ſtipulations of the preceding Article,
proof of the illegality of the voyage is to be exhib
by the captor.

It is in like manner ſtipulated, that the numb
Slaves found on board a Slave ſhip by the cru
even ſhould the number not agree with that cont
in their paſsport, ſhall not be a ſufficient reaſo
juſtify the detention of the ſhip; but the captain
the proprietor ſhall be denounced in the Portu
Tribunals in the Brazils, in order to their
puniſhed according to the laws of the country.

ART. VI. Every Portugueſe veſſel, intended
employed in the legal Traffic in Slaves, in conf
with the principles laid down in the Additional
vention of this date, ſhall be commanded by a N
Portugueſe; and twothirds, at leaſt, of the crew,
likewiſe be Portugueſe. Provided always, that its
tugueſe or foreign conſtruction ſhall, in no wiſe
fect its nationality, and that the Negro ſailors
always be reckoned as Portugueſe, provided
belong, as Slaves, to ſubjects of the Crown of P
gal, or that they have been enfranchiſed in the d
nions of His Moſt Faithful Majeſty.

ART. VII. Whenever a ſhip of war ſhall m
merchant veſſel liable to be ſearched, it ſhall be
in the moſt mild manner, and with every atte
which is due between allied and friendly nations;
in no caſe ſhall the ſearch be made by an officer ho
a rank inferior to that of Lieutenant in the Na

ART. VIII. The ſhips of war which may
the Slave ſhips, in purſuance of the principle
down in the preſent inſtructions, ſhall leave on
all the cargo of Negroes untouched, as well as
Captain and a part at leaſt of the crew of the ab
mentioned Slave ſhip: the Captain ſhall draw u
writing an authentic declaration, which ſhall exh
the ſtate in which he found the detained ſhip, and
changes which may have taken place in it: he
deliver to the Captain of the Slave ſhip a ſigned c
ficate of the papers ſeized on board the ſaid veſſel.

W

l de l'Equateur, la preuve de la légalité de leur 1817
ge doit être apportée par le navire ainſi détenu.
autre côté quant aux vaiſſeaux à eſclaves déte-
au ſud de l'Équateur, en conformité avec les ſti-
tions du précedent article, la preuve de l'illéga-
e leur voyage doit être apportée par le capteur.
eſt de même ſtipulé que le nombre d'eſclaves
à bord d'un vaiſſeau à eſclaves pas les croi-
même ſi ce nombre ne répondait pas à celui
dans le paſſeport, ne ſera pas une raiſon
te pour juſtifier la détention de ce navire; mais
itaine et le propriétaire ſeront denoncés devant
unal Portugais du Bréſil afin de les faire punir
rément aux lois de ce pays.
r. IV. Tout navire Portugais deſtiné à être
yé au commerce legitime d'eſclaves, en confor-
des principes établis dans la convention addi-
lle de ce jour ſera commandé par un né Portu-
et deux tiers au moins de l'Equipage ſeront éga-
t Portugais. Il eſt entendu toute fois que ſa
truction portugaiſe ou étrangère ne doit en aucu-
anière affecter ſa nationalité, et que les matelôts
es ſeront toujours reputés Portugais pourvu qu'ils
rtiennent comme eſclaves à des ſujets de la cou-
de Portugal, ou qu'ils ont été affranchis dans
tats de S. M. Très-fidèle,
r. VII. Toutes les fois qu'un vaiſſeau de guerre
ntrera un navire marchand, ſujet à la viſite,
ci ſe fera de la manière la plus honnête et avec
s les attentions que ſe doivent reciproquement
nations amies et alliées; en aucun cas la recher-
ne pourra être faite par un officier d'un grade
ieur à celui de Lieutenant de la marine.
r. VIII. Les vaiſſeaux de guerre qui pourront
ir des navires à eſclaves d'après la teneur
préſentes inſtructions, laiſſeront à bord la car-
n entière de nègres ſans y toucher, auſſi bien
le patron et au moins une partie de l'équipage
lit navire.
Capitaine capteur couchera par écrit une dé-
ition authentique qui articulera l'état dans lequel
trouvé le navire détenu et les changemens qui
ront y être ſurvenus: il délivrera au Patron du
re à eſclaves un certificat ſigné des papiers ſaiſis

à

1817 well as of the number of Slaves found on board at moment of detention.

The Negroes shall not be disembarked till afte vessels which contain them shall be arrived at the where the legality of the capture is to be tried by of the two mixt Commissions, in order that, i event of their not being adjudged legal prize, th of the proprietors may be more easily repaired. however, urgent motives, deduced from the leng the voyage, the state of health of the Negroes, or causes, required that they should be disembarke tirely, or in part, before the vessels could arrive place of residence of one of the said Commissions Commander of the capturing ship may take on h the responsibility of such disembarkation, pr that the necessity be stated in a certificate i per form.

ART. IX. No conveyance of Slaves from one of the Brazils to another, or from the Contine Islands of Africa, to the possessions of Portugal o America, shall take place as objects of commerce, cept in ships provided with Passports from the P guese Government, *ad hoc.*

Done at London the twenty-eighth day of in the year of our Lord one thousand eight hu and seventeen.

Signed: CASTLEREAGH. (L. S.)

Signed: *The Count* OF PALME (L. S.)

C.

Regulations for the mixed Commissions, whic to reside on the Coast of Africa, in the Br and at London.

ART. I. The mixed Commissions to be etabl by the Additional Convention of this date, upo legality of the detention of such Slave vessels s cruizers of both nations shall detain, in pursuan this same Convention, for carrying on an illicit merce in Slaves.

rd du dit navire, auſſi bien que du nombre d'eſcla- 1817
trouvés à ſon bord au moment de la détention.
Les nègres ne ſeront point débarqués avant que
navires qui les contiennent ne ſoient arrivés au
où la légalité de la capture doit être jugée par
des Cours mixtes, à l'effet que dans le cas où
ſeraient point adjugés priſes légales, la perte
prietaires puiſſe d'autant plus aiſément être

néanmoins des motifs urgens tirés de la lon-
du voyage, de l'état ſanitaire des nègres ou
s cauſes requeraient qu'ils fuſſent débarqués en
l ou en partie; avant que le navire pût arriver
ue de la reſidence de l'une des dites commiſſions,
mmandant du vaiſſeau capteur peut prendre ſur
a reſponſabilité d'un ſemblable débarquement,
vu que la neceſſité en ſoit conſtatée par un cer-
t en due forme.

ART. IX. Aucun envoi d'eſclaves d'un port du
l à l'autre ou du continent ou des îles d'Afrique
poſſeſſions Portugaiſes hors de l'Amérique n'aura
comme objet de commerce, excepté ſur navires
is de paſſeports du gouvernement Portugais ad hoc.
Fait à Londres le 28 Juillet 1817.

Signé:	Signé:
CASTLEREAGH.	Le Comte DE PALMELLA.
(L. S.)	(L. S.)

C.

lement pour les commiſſions mixtes qui
eront ſur les côtes d'Afrique, au Bréſil,
et à Londres.

r. I. Les commiſſions mixtes à établir d'après la
vention additionelle de ce jour ſur les côtes d'Afri-
et au Briſil ſont conſtituées à l'effet de decider
la légalité de la detention de tels navires à eſcla-
que les Croiſeurs des deux nations viendront à
ter en vertu de la dite convention pour exercer
commerce illicite d'eſclaves.

Les

1817 The above-mentioned Commiſſions ſhall ju
without appeal, according to the letter and ſpirit of
Treaty of the 22d of January 1815, and of the A
tional Convention to the ſaid Treaty, ſigned at
don on this 28th day of July 1817.

The Commiſſions ſhall give ſentence as ſumm
as poſſible, and they are required to decide, (as
they ſhall find it practicable,) within the ſp
twenty days, to be dated from that on which eve
tained veſſel ſhall habe been brought into the
where they ſhall reſide; 1ſt, upon the legality o
capture; 2d, in the caſe in which the captured
ſhall have been liberated, as to the indemnifi
which ſhe is to receive.

And it is hereby provided, that in all caſes th
ſentence ſhall not be delayed, on account of
ſence of witneſſes, or for want of other proofs,
the period of two months: except upon the ap
tion of any of the parties intereſted, when, upon
giving ſatisfactory ſecurity to charge themſelves
the expence and riſks of the delay, the Commiſſi
may, at their discretion, grant an additional dela
exceeding four months.

Art. II. Each of the above-mentioned mixt C
miſſions, which are to reſide on the coaſt of Af
and in the Brazils, ſhall be compoſed in the foll
ing manner:

The two High Contracting Parties ſhall eac
them name a Commiſſary Judge, and a Commiſſ
of Arbitration, who ſhall be authorized to hear
to decide, without appeal, all caſes of c apture of
veſſels which, in purſuance of the ſtipulation o
Additional Convention of this date, may be laid
them. All the eſſential parts of the proceedings c
on before theſe mixt Commiſſions, ſhall be wr
down in the language of the country in which
Commiſſion may reſide.

The Commiſſary Judges and the Commiſſioners
Arbitration, ſhall make oath, in preſence of the pr
cipal Magiſtrate of the place in which the Commiſſi
may reſide, to judge fairly and faithfully, to have
preference either for the claimants or the captors, a
to act, in all their deciſions, in purſuance of the

pu

es commiſſions ſusmentionnées jugeront ſans ap- 1817
conformement à la lettre et à l'eſprit du traité
Janvier 1815 et de la convention additionnelle
t traité, ſignée à Londres le 28 Juillet 1817.

es commiſſions procéderont auſſi ſommairement
ſſible, et elles ſont requiſes de prononcer (pour
u'elles le trouveront praticable) dans l'eſpace
jours, à dater de celui auquel le navire dété-
été conduit dans le port où elles reſident;
geront. 1) De la légalité de la capture, 2)
cas où le navire capturé viendra à être ab-
de l'indemniſation à donner au navire capturé.

il eſt ſtatué par les préſentes que dans tous les
ſentence définitive ne pourra être differée pour
abſence des témoins, ou par defaut d'autres
s, au delà du terme de deux mois, à moins
ce ſoit à la demande d'une des parties interes-
nt quel cas et moyennant qu' Elles fourniſſent ſu-
ffiſante, qu' Elles ſe chargeront Elles mêmes
ais et risques du délai, les cours auront le pou-
iſcrétionnaire d'accorder un délai additionel qui
dera pas quatre mois.

x. II. Chacune des commiſſions mixtes ſus-
mmées, qui reſideront ſur les côtes d'Afrique, et
tſil, ſera compoſée de la manière ſuivante:

s deux hautes parties contractantes nommeront
e un commiſſaire juge et un commiſſaire d'arbi-
qui ſeront autoriſés à prendre connaiſſance et
der ſans appel de tous les cas de capture de
t à eſclaves, qui, en ſuite des ſtipulations de
vention additionelle de ce jour viendront à être
devant eux. Toutes les parties eſſentielles des
ures portées par devant les dites commiſſions
s ſeront couchées par écrit dans la langue légale
ays où la commiſſion reſidera.

es juges et arbitres prêteront ſerment devant
rincipal magiſtrat de l'endroit où la com-
on reſidera, de juger loyalement et fidélement,
'accorder aucune preference, ſoit aux récla-
ſoit aux capteurs et de ſe conduire dans
s leurs deciſions conformement aux ſtipulations

1817 pulations of the Treaty of the 22d January 181
of the Additional Convention to the ſaid Trea

There ſhall be attached to each Commiſſio
cretary or Regiſtrar, appointed by the Sover
the country in which the Commiſſion may reſid
ſhall regiſter all its acts, and who, previou
taking charge of his poſt, ſhall make oath, in p
of at leaſt one of the Commiſſary Judges, to c
himſelf with reſpect for their authority, and
with fidelity in all the affairs which may bel
his charge.

Art. III. The form of the proceſs ſhall
follows:

The Commiſſary Judges of the two nation
in the firſt place, proceed to the examination
papers of the veſſel, and to receive the depoſit
oath of the Captain and of two or three, at l
the principal individuals on board of the s
veſſel, as well as the declaration on oath of the
ſhould it appear neceſſary, in order to be able t
and to pronounce if the ſaid veſſel has been ju
tained or not, according to the ſtipulations of
ditional Convention of this date, and in ord
according to this judgment, it may be condem
liberated. And in the event of the two Com
Judges not agreeing on the ſentence they ought
nounce, whether as to the legality of the de
or the indemnification to be allowed, or on an
queſtion which might reſult from the ſtipulat
the Convention of this date,—they ſhall draw
the name of one of the two Commiſſioners of
tion, who, after having conſidered the docum
the proceſs, ſhall conſult with the above-me
Commiſſary Judges on the caſe in queſtion,
final ſentence ſhall be pronounced conformabl
opinion of the majority of the above-mention
miſſary Judges and of the above-mentioned C
ſioner of Arbitration.

Art. IV. As often as the cargo of Slaves fo
board of a Portugueſe Slave ſhip, ſhall have b
barked on any point whatever of the Coaſt of
where the Slave Trade continues lawful to the
of the Crown of Portugal, ſuch Slave ſhip ſh
be detained on pretext that the above-mentioned

traité du 22 Janvier 1815 et de la convention ad- 1817
ionelle au dit traité.

A chaque commiſſion ſera attaché un Secrétaire ou
ſſier établi par le Souverain du pays où la com-
n reſidera, lequel enregiſtrera tous les actes de
ſi, et qui avant de prendre poſſeſſion de ſa char-
ra ſerment devant au moins un des commiſſai-
es, de ſe conduire reſpectueuſement à ſon égard,
agir avec fidèlité dans toutes les affaires du
de ſa charge.

RT. III. La manière de procéder ſera comme ſuit:
uges des deux nations procederont en premier
à l'examen des papiers du navire, et à recevoir
poſitions du Capitaine et de deux ou trois des
paux individus, au moins, du navire amené,
bien que la déclaration aſſermentée du capteur
paraiſſait neceſſaire; afin d'être en état de juger
prononcer ſi le navire a été détenu juſtement ou
conformement aux ſtipulations de la convention
ionelle de ce jour, et afin qu'en vertu de ce
ent le navire puiſſe être condamné ou abſous.
ns le cas où les deux juges ne s'accorderaient
ur la ſentence à prononcer par eux, ſoit quant
galité de la détention, ſoit quant à l'indemni-
à allouer ou ſur toute autre queſtion qui pour-
ſulter des ſtipulations de la convention de ce
ils tireront au ſort le nom de l'un des deux ar-
, lequel après avoir examiné les documens du
, déliberera avec les juges ſusmentionnés, ſur
exiſtant et la ſentence finale ſera prononcée
mément à l'opinion de la majorité des juges
l'arbitre ſusmentionné.

RT. IV. Toutes les fois qu'une cargaiſon d'eſcla-
trouvée à bord d'un navire d'eſclaves Portugais
été embarquée ſur un point quelconque des côtes
frique où le commerce d'eſclaves continue à être
time pour les ſujets de la couronne de Portugal,
navire ne ſera point détenu ſous le prétexte que
ſusdits eſclaves ont été amené primitivement par

1817 have been brought originally *by land* from any oth part whatever of the continent.

ART. V. In the authenticated declaration whi the captor ſhall make before the Commiſſion, as w as in the certificate of the papers ſeized, which ſ be delivered to the Captain of the captured veſſel the time of the detention, the above-mentioned tor ſhall be bound to declare his name, the nam his veſſel, as well as the latitude and longitude of place where the detention ſhall have taken place, the number of Slaves found living on board of Slave ſhip, at the time of the detention.

ART. VI. As ſoon as ſentence ſhall have been p the detained veſſel, if liberated, and what remai the cargo, ſhall be reſtored to the proprietors, may, before the ſame Commiſſion, claim a va of the damages, which they may have a right t mand: the captor himſelf, and, in his default, Government, ſhall remain reſponſible for the ab mentioned damages. The two High Contracting ties bind themſelves to defray, within the term year from the date of the ſentence, the indemni tions which may be granted by the above-named C miſſion, it being underſtood that theſe indemn tions ſhall be at the expenſe of the Power of w the captor ſhall be a ſubject.

ART. VII. In caſe of the condemnation of a v for an unlawful voyage, ſhe ſhall be declared l prize, as well as her cargo, of whatever deſcri it may be, with the exception of the Slaves who be on board as objects of commerce; and the veſſel, as well as her cargo, ſhall be ſold by ſale, for the profit of the two Governments; and the Slaves, they ſhall receive from the mixt Co ſion, a certificate of emancipation, and ſhall b livered over to the Government on whoſe territor Commiſſion which ſhall have ſo judged them ſh etabliſhed, to be employed as ſervants or free labou Each of the two Governments binds itſelf to guar the liberty of ſuch portion of theſe individuals as be reſpectively conſigned to it.

ART. VIII. Every claim for compenſation of l occaſioned to ſhips ſuſpected of carrying on an i trade in Slaves, not condemned as lawful prize by

e de quelque autre partie quelconque du con- 1817
nt.

ART. V. Dans les déclarations authentiques que apteur ſera tenu de faire par devant la commiſ- ainſi que dans le certificat des papiers ſaiſis, ſera delivré au Capitaine du navire capturé, lors détention, le jusdit capteur ſera tenu de dé- ſon nom et celui de ſon vaiſſeau, auſſi bien que itude et la longitude de l'endroit où la déten- eu lieu et le nombre des eſclaves trouvé à bord vire capturé au moment de ſa détention.

RT. VI. Auſſitôt après que la ſentence aura été oncée, le navire détenu, s'il eſt libéré, et ſa cargai- dans l'état où elle ſe trouvera alors, ſeront reſti- aux propriétaires, leſquels pourront réclamer nt la même commiſſion, une évaluation des dom- s qu'ils pourraient avoir droit de demander: le eur lui même, et à ſon défaut, ſon Gouvernement ra reſponſable des dits dommages. Les deux es parties contractantes s'obligent à payer dans ce d'une année après la date de la ſentence, les et dommages qui pourront être accordés par la miſſion ſus-nommée, il eſt entendu que ces frais ommages tomberont à la charge de la Puiſſance le capteur ſera ſujet.

RT. VII. En cas de condemnation d'un navire un voyage illégitime, il ſera déclaré priſe légiti- uſſi bien que ſa charge de quelque déſcription qu'elle e être, à l'exception des eſclaves qui pourront à bord comme objets de commerce; et le dit na- auſſi bien que ſa charge ſera vendu en vente pu- ue au profit des deux Gouvernemens; et quant eſclaves, ils recevront de la Commiſſion mixte ertificat d'émancipation et ſeront remis au Gou- ement ſur le territoire duquel la commiſſion qui jugé, ſera établie, aux fins d'être employés ne domeſtiques ou travailleurs libres.

Chacun des deux Gouvernemens s'oblige à la ga- tie de la liberté de telle portion d'individus, qui ndra à y être reſpectivement conſignée.

ART. VIII. Les commiſſions mixtes connoitront jugeront également et en la forme voulue par l'ar- trois du préſent réglement de toute réclamation

pour

1817 mixt Commiſſions, ſhall be alſo heard and jud
the above-named Commiſſions, in the form pr
by the third Article of the preſent regulation.
all caſes wherein reſtitution ſhall be ſo decree
Commiſſion ſhall award to the claimant or cla
or his or their lawful attorney or attornies, fo
their uſe; a juſt and complete indemnification
for all coſts of ſuit, and for all loſſes and damages
the claimant or claimants may have actually ſu
by ſuch capture and detention, that is to ſay,
of total loſs, the claimant or claimants ſhall be i
nified; 1ſt, for the ſhip, her tackle, apparel
ſtores; 2dly, for all freight due and payable; 3d
the value of the cargo of merchandize, if any;
for the Slaves on board at the time of detentio
cording to the computed value of ſuch Slaves
place of deſtination; deducting therefrom th
fair average mortality for the unexpired period
regular voyage; deducting alſo for all charges
pences payable upon the ſale of ſuch cargoes,
ding commiſſion of ſale when payable at ſuch po
5thly, for all other regular charges in ſuch c
total loſs; and in all other caſes not of total lo
claimant or claimants ſhall be indemnified,—fi
all ſpecial damages and expences occaſioned to t
by the detention, and for loſs of freight when
payable; ſecondly, a demurrage when due, ac
to the ſchedule annexed to the preſent Article;
a daily allowance for the ſubſiſtence of Slaves,
ſhilling, or one hundred and eighty reis for ea
ſon, without diſtinction of ſex or age, for ſ
days as it ſhall appear to the Commiſſion t
voyage has been or may be delayed by reaſon
detention; as likewiſe, Fourthly.—for any de
ſion of cargo or Slaves; Fifthly,—for any dim
in the value of the cargo of Slaves, proceedi
an increaſed mortality beyond the average am
the voyage, or from ſickneſs occaſioned by det
this value to be aſcertained by their compute
at the place of deſtination, as in the above caſ
tal loſs;—Sixthly, an allowance of Five per C
the amount of capital employed in the purch
maintenance of cargo, for the period of dela

:ompenſation de pertes occaſionnées à des navires 181
is ſur ſoupçon de faire le commerce illicite d'eſcla-
mais non condamnés comme priſes légales par
tes commiſſions: dans tous les cas où la reſti-
aura été prononcée, les Cours adjugeront au
du, ou des réclamans, ou de leurs ayant cauſes
; une indemniſation juſte et complette d'abord
s les fraix de procédure et de toutes les per-
lommages que le ou les réclamans, pourraient
prouvés par telle capture et détention; ſavoir
de perte totale les réclamans ſeront indem-
1) pour le navire, ſes agrès, apparaux et
lons; 2) pour tout frêt du et à payer; 3) pour
leur de la cargaiſon et des marchandiſes, s'il
; 4) pour les eſclaves à bord à l'époque de la
ion, conformément à la valeur calculée de tels
s à la place de leur déſtination, deduction
lu calcul ordinaire d'avarie de mortalité pour
non encore échu du voyage ordinaire; de-
ion faite de même de toutes les charges et dé-
à payer lors de la vente de telles cargaiſons
ement la commiſſion de vente ſi elle eſt paya-
n tel port et 5) pour toutes les autres charges
res dans des cas de perte totale; et dans tous
res cas de perte non totale le réclamant ou
lamants ſeront indemniſés: 1) de tout domma-
lepens particuliers occaſionnés au navire par
ntion et pour perte du frêt lorsqu'il eſt dû
able; 2) pour ſlarie ſi elle eſt due, conformé-
: la cèdule annexée au préſent article; 3) un
r pour la nourriture d'eſclaves d'un Shelling
reis par tête ſans diſtinction de ſexe ou d'âge,
utant de jours qu'il apparaitra à la commiſ-
e le voyage a été ou pourra être prolongé pour
le telle détention, comme de même; 4) pour
leterioration de la cargaiſon ou des eſclaves;
r toute diminution de la valeur de la cargai-
eſclaves provenant de la mortalité augmentée
là du montant calculé pour le voyage, ou de
e occaſionnée par la detention; la valeur en
ée comparativement avec leur prix calculé à la
le leur deſtination comme dans le cas ci-deſ-
perte totale; 6) il leur ſera également alloué
Cent du montant du capital employé à l'achat

et

1817 ſioned by the detention; and Seventhly,—for mium of inſurance on additional riſks.

The claimant or claimants ſhall likewiſe be to intereſt, at the rate of Five per Cent. per ann the ſum awarded, until paid by the Governm which the capturing ſhip belongs: the whole of ſuch indemnifications being calculated in the of the Country to which the captured ſhip b and to be liquidated at exchange current at the award, excepting the ſum for the ſubſiſtence of which ſhall be paid *at par*, as above ſtipulate

The two High Contracting Parties wiſhing to as much as poſſible, every ſpecies of fraud in th cution of the Additional Convention of this dat agreed, that if it ſhould be proved, in a manı dent to the conviction of the Judges of the two s and without having recourſe to the deciſion of miſſioner of Arbitration, that the captor has be into error by a voluntary and reprehenſible f the part of the captain of the detained ſhip; caſe only, the detained ſhip ſhall not have the receiving, during the days of her detention, murrage ſtipulated by the preſent Article.

Schedule of demurrage or daily allowance veſſel of

100 tons to 120 inclusive,	L. 5		
121 ditto— 150 ditto,	6		
151 ditto— 170 ditto,	8		
171 ditto— 200 ditto,	10	}	per d
201 ditto— 220 ditto,	11		
221 ditto— 250 ditto,	12		
251 ditto— 270 ditto,	14		
271 ditto— 300 ditto,	15		

and ſo on in proportion.

Art. IX. When the Proprietors of a ſhip, ted of carrying on an illicit trade in Slaves, in conſequence of a ſentence of one of the mixe miſſions, (or in the caſe, as above-mentioned, tal loſs) ſhall claim indemnification for the Slaves which he may have ſuffered, he ſhall

trétien de la cargaiſon à raiſon du delai occa- 1817
par la détention; et 7) un dédommagement
oute prime d'aſſurance ſur les risques additionnels.
reclamant ou les reclamants auront de même droit
ntérêts ſur le pied de 5 pour Cent par an de la
adjugée, jusqu'à ſon payement par le Gouver-
auquel le vaiſſeau capteur appartient: le mon-
tier de cette indemniſation ſera calculé en mon-
pays auquel le navire capturé appartient, à
d'après le cours du change à l'époque de l'ad-
t, excepté la ſomme pour la nourriture des
s qui ſera paiée au pair ainſi qu'il eſt ſtipulé
aut.

s deux hautes parties contractantes deſirant toute
viter autant que poſſible, toute eſpèce de fraude,
l'execution de la convention additionnelle de ce
ſont convenues, que s'il venait à être prouvé
manière évidente et à la conviction des juges
eux nations, et ſans avoir recours à la deciſion
arbitre que le capteur a été induit en erreur par
faute volontaire et repréhenſible de la part du
ine du navire capturé, en ce cas ſeulement le dit
e n'aura pas droit à recevoir pendant la durée
ours de ſa detention la ſtarie ſtipulée par le pré-
rticle.

édule de Starie ou jour de Planche pour un Navire de

onneaux	*jusqu'à*	120	*incluſivement*	*L.* 5	
—	—	150	—	— 6	
—	—	170	—	— 8	
—	—	200	—	— 10	*par*
—	—	220	—	— 11	*jour*
—	—	250	—	— 12	
—	—	270	—	— 14	
—	—	300	—	— 15	

et ainſi de ſuite en proportion.

RT. IX. Si les propriétaires d'un vaiſſeau ſuſpecté
rcer un commerce illicite d'eſclaves, mais relaché
nſequence d'une ſentence de l'une des commiſſions
s (ou dans le cas ſusmentionné de perte totale)
ne une indemnité pour la perte d'eſclaves qu'il
rait avoir ſouffert, il ne ſera dans aucun cas au-

toriſé

1817 caſe be entitled to claim for more than the n
Slaves which his veſſel was, by the Portugu
authoriſed to carry, which number ſhall alwa
clared in his Paſsport.

ART. X. The mixt Commiſſion etabliſhed
don by the Article IXth of the Convention of t
ſhall hear and determine all claims for Portugu
and cargoes, captured by Britiſh cruizers on
of the unlawful trading in Slaves, ſince the 1ſ
1814, till the period when the Convention of
is to be in complete execution; awarding t
conformably to the Article IX. of the Additio
vention of this date, a juſt and complete compe
upon the baſis laid down in the preceding Articl
for total loſs, or for loſſes and damages ſuſtaine
Owners and Proprietors of the ſaid ſhips and
The ſaid Commiſſion eſtabliſhed in London,
compoſed and proceed exactly upon the ſame
termined in the Articles 1, 2, and 3, of the pr
gulation for the Commiſſions eſtabliſhed on t
of Africa and the Brazils.

ART. XI. It ſhall not be permitted to an
Commiſſary Judges nor to the Arbitrators, no
Secretary of any of the mixt Commiſſions, to
or receive, from any one of the parties conce
the ſentences which they ſhall pronounce, any
ment, under any pretext whatſoever, for the
mance of the duties which are impoſed upo
by the preſent regulation.

ART. XII. When the parties intereſted ſhall
they have cauſe to complain of any evident i
on the part of the mixt Commiſſions, they ma
ſent it to their reſpective Governments, who
to themſelves the right of mutual correſponde
removing, when they think fit, the individu
may compoſe theſe Commiſſions.

ART. XIII. In the caſe of a veſſel detair
juſtly, under pretence of the ſtipulations of th
tional Convention of this date, and in which the
ſhould neither be authoriſed by the tenour of the
mentioned Convention, nor of the inſtructions a
to it, the Government to which the detaine
may belong, ſhall be entitled to demand repa

à la reclamer pour un plus grand nombre 1817
laves que ce navire était autoriſé d'après les lois
gaiſes à transporter, lequel nombre ſera toujours
é dans le paſſeport.

RT. X. La commiſſion mixte, établie à Londres
rt. IX. de la convention de ce jour connaitra et
de toutes les reclamations pour navires et car-
portugais capturés par des croiſeurs Britan-
pour cauſe de commerce illicite d'eſclaves de-
1 Juin. 1814 jusqu'à l'époque à la quelle la
tion de ce jour ſera miſe en execution complette,
allouant, conformement à l'article IX. de la
tion additionnelle de ce jour une juſte et com-
indemnité ſur la baſe établie dans l'article pré-
ſoit pour pertes totales, ſoit pour pertes par-
de dommages éprouvés par les Patrons et propriè-
des dits navires et cargaiſons. La dite commis-
établie à Londres ſera compoſée et procédera ex-
ent ſur la même baſe determinée dans les art. 1.
3. du préſent règlement pour les commiſſions éta-
ſur les côtes d'Afrique et du Bréſil.

RT. XI. Il ne ſera licite ni aux juges ni aux
res, ni au Sécrétaire des Cours mixtes de demander
recevoir d'aucune des parties concernées dans les
ees qu'ils prononceront, aucun émolument, ſous
e prétexte que ce puiſſe être, pour l'accompliſſe-
des devoirs qui leurs ſont impoſés par le pré-
règlement,

RT. XII. Si les parties intereſſées croyaient avoir
ſe plaindre de quelque injuſtice évidente de la part des
iſſions mixtes elles pourront le repréſenter à leurs
rnements reſpectifs, qui ſe reſervent le droit de
ſpondre mutuellement pour éloigner, ſi elles le ju-
à propos les individus qui compoſeraient ces com-
ons.

RT. XIII. Dans le cas d'un navire injuſtement
u, ſous prétexte des ſtipulations de la convention
tionelle de ce jour et dans lequel le capteur ne ſe-
'autoriſé ni par la teneur de la ſusdite Convention
r les inſtructions y annexées, le Gouvernement
el le navire détenu pourrait appartenir ſera au-
toriſé

1817 and in such case, the Government to which the ca
may belong, binds itself to cause the subject of c
plaint to be fully examined, and to inflict upon
captor, if he be found to have deserved it, a pu
ment proportioned to the transgression which
have been committed.

ART. XIV. The two High Contracting Parties
agreed, that in the event of the death of one or
of the Commissioners, Judges and Arbitrators co
ing the above-mentioned mixt Commissions,
posts shall be supplied, *ad interim*, in the follo
manner: on the part of the British Government
vacancies shall be filled successively, in the Comm
which shall sit within the possessions of His Bri
Majesty, by the Governor or Lieutenant Gover
dent in that colony, by the principal Magistrat
place, and by the Secretary; and in the Bra
the British Consul and Vice-Consul resident in th
in which the mixt Commission may be establishe

On the part of Portugal, the vacancies sh
supplied, in the Brazil, by such persons as the Ca
General of the Province shall name for that pur
and, considering the difficulty which the Portu
Government would feel in naming fit persons
the posts which might become vacant in the Co
sion established in the British possessions, it is a
that in case of the death of the Portuguese Co
sioners, Judge, or Arbitrators in those possessions
remaining individuals of the above-mentioned
mission, shall be equally authorised to proceed t
judgment of such Slave-ships as may be brough
fore them, and to the execution of their sentenc
this case alone, however, the parties interest
have the right of appealing from the sentence,
think fit, to the Commission resident in the Br
and the Government to which the captor shall be
shall be bound fully to defray the indemnification
shall be due to them, if the appeal be judged in fa
of the claimants: it being well understood, that
ship and cargo shall remain during this appeal, in
place of residence of the first Commission before wh
they may have been conducted.

The High Contracting Parties have agreed to sup
as soon as possible, every vacancy that may arise in
abov

à demander reparation, et dans un tel cas le 1817
rnement auquel le capteur appartiendrait s'en-
à faire pleinement examiner le ſujet de plainte,
nfliger au capteur, s'il en eſt trouvé digne, une
ion proportionnée à la transgreſſion qui en aurait
mmiſe.

t. XIV. Les deux hautes parties contractantes
venues qu'en cas des decès ou d'empêchement lé-
n ou de pluſieurs des juges ou des arbitres com-
les commiſſions mixtes ſusmentionnées, leurs
ront remplis ad interim de la manières ſuivante.

la part du gouvernement Britannique les vacan-
ront remplies ſucceſſivement dans la commiſſion
gera dans les poſſeſſions de S. M. Britannique
Gouverneur ou Lieutenant Gouverneur reſidant
ette colonie, par le principal magiſtrat du lieu
le Sécrétaire, et dans le Bréſil par le Conſul
nique et Vice-Conſul reſidant dans le lieu où la
iſſion mixte ſe trouvera établie.

la part du Portugal les vacances ſeront remplies
le Bréſil par telles perſonnes que le Capitaine
al de cette Province nommera à cet effet; et,
rant la difficulté que le Gouvernement Portugais
rait à nommer des perſonnes habiles pour rem-
s poſtes qui viendraient à manquer dans la com-
n établie dans les poſſeſſions Britanniques, il eſt
u qu'en cas de decès du Commiſſaire juge ou ar-
dans ces poſſeſſions les individus reſtans de la
e commiſſion ſeront également autoriſés à proce-
n jugement de tel navire à eſclaves qui ſeraient
s devant elle, et à l'execution de leur ſentence.
ce cas ſeul cependant les parties intereſſées au-
le droit d'appeller de la ſentence ſi elles le jugent
pos à la commiſſion reſidant au Bréſil; et le Gou-
ment auquel le capteur appartiendra ſera tenu à
r pleinement les indemnités qu'il devrait ſi l'appel
jugé en faveur des reclamants; bien entendu que le
re et la cargaiſon reſteront durant cet appel dans
ieu de la reſidence de la première commiſſion devant
uelle ils ont été conduits.

Les hautes parties contractantes ſont convenus de
placer auſſitôt que poſſible chaque vacance qui
pour-

1817 above-mentioned Commiſſions, from death o other contingency. And in caſe that the vacan each of the Portugueſe Commiſſioners reſiding Britiſh poſſeſſions, be not ſupplied at the end months, the veſſels which are taken there to be ju after the expiration of that time, ſhall no longe the right of appeal herein-before ſtipulated.

Done at London, the twenty-eighth day of M the year of our Lord one thouſand eight hundre ſeventeen.

Signed: *Signed:*

CASTLEREAGH. *The Count* OF PALM

(L. S.) (L. S.)

Separate Article.

As ſoon as the total Abolition of the Slave T for the ſubjects of the Crown of Portugal, ſhall taken place, the Two High Contracting Parties l agree, by common conſent, to adapt, to that f circumſtances, the ſtipulations of the Additiona vention concluded at London the 28th of July la in default of ſuch alterations, the Additional Co tion of that date ſhall remain in force until the ration of fifteen years, from the day on which t neral Abolition of the Slave Trade ſhall ſo take on the part of the Portugueſe Government.

The preſent Separate Article ſhall have the force and validity as if it were inſerted, wo word, in the Additional Convention aforeſaid. I be ratified, and the ratifications ſhall be exch as ſoon as poſſible.

In witneſs whereof the reſpective Plenipoten have ſigned the ſame, and have thereunto affixe Seals of their Arms.

Done at London, this Eleventh day of Septe in the Year of our Lord one thouſand eight hu and ſeventeen.

Signed: *Signed:*

CASTLEREAGH. *The Count* OF PALMI

(L. S.) (L. S.)

ait ſurvenir dans les ſusdites commiſſions par 1817
ou tel autre évènement. Et dans les cas où la
ce de chacun des commiſſaires Portugais reſidant
les poſſeſſions Britanniques ne ſerait pas rempla-
près ſix mois, les navires pris pour y être jugés
l'expiration de ce terme n'auront pas plus long-
le droit d'appel ci-deſſus ſtipulé.

it à Londres le 28 *Juillet* 1817.

Signé: *Signé:*

STLEREAGH. *Le Comte* DE PALMELLA.

(L. S.) *(L. S.)*

Article ſéparé.

uſſitôt que l'abolition totale du commerce d'eſcla-
our les ſujets de la couronne de Portugal aura
u, les deux hautes parties contractantes s'enga-
par le préſent, de commun accord, d'adopter à cet
des choſes les ſtipulations de la convention addi-
lle ſignée à Londres le 28 *Juillet dernier: mais au*
t d'un tel changement la convention additionelle
jour reſtera en vigueur juſqu'à l'expiration de
e années à dater du jour où l'abolition géné-
du commerce d'eſclaves aura eu lieu de la part du
rnement Portugais.

préſent article ſéparé aura la même force et va-
que s'il était inſéré mot pour mot dans la con-
on additionelle ſus-dite. Il ſera ratifié et les
ations en ſeront échangées le plutôt poſſible.

foi de quoi les Plénipotentiaires reſpectifs l'ont
et y ont appoſé le cachet de leurs armes.

it à Londres le 11 *Septembre l'an de notre Seig-*
1817.

(Signé:) *(Signé:)*

ASTLEREAGH. *Le Comte* DE PALMELLA.

(L. S.) *(L. S.)*

45.

1817 20 Août. *Convention militaire entre l'Autriche et la Pruſſe concernant la garniſon de Mayen ſignée à Carlsbad le* 10 *Août* 1817.

(*Protoc. d. deutſ. Bundesverſ.* 1818. L. Beilage Nr.

Da Mainz der Schlüſſel Deutſchlands iſt, den öffentliche Vertrauen und die früheren Verhandlu in die Hände der beiden Hauptmächte des deutſ Staatenbundes legte; ſo haben S. M. der Kaiſer Oeſterreich und S. M. der König von Preuſſen Rechtfertigung dieſes Vertrauens beſchloſſen, d genſeitigen Verhältniſſe der Beſatzungstruppen ſetzen, um dadurch alle Anſtände und Zwei entfernen, welche dem Dienſte und folglich der S heit der Feſtung nachtheilig werden könnten.

Zu dieſem Ende haben S. M. der Kaiſer von Oe reich den General-Major und auſserordentlichen ſandten und bevollmächtigten Miniſter am Köni Däniſchen Hofe, Auguſt Ernſt Freyherr von Stä teſch, Groſskreuz des Kaiſerl. Oeſterreich. Orden eiſernen Krone und Commandeur des heil. Leop Ordens, Groſskreuz des Kaiſerl. Ruſſiſchen Wlad Ordens und St. Annen-Ordens erſter Claſſe, G kreuz des K. Däniſchen Dannebrog-Ordens und ter des K. Bairiſchen Max-Joſeph-Ordens; und der König von Preuſsen den Staats- und Kriegs ſter, General-Major Herrmann von Boyen, R des Königl. Preuſs. groſsen rothen Adler-Ordens Verdienſt-Ordens des eiſernen Kreuzes erſter zweyter Claſſe, Groſskreuz des Kaiſerl. Oeſter heil. Leopolds-Ordens, Commandeur des Kön Franzöſ. Militär-Verdienſt-Ordens, Ritter des K Ruſſiſchen St. Georgen-Ordens dritter Claſſe und Königl. Schwediſchen Schwerdt-Ordens; und de neral-Major Baron Ludwig von Wollzogen, R des Königl. Preuſs. Verdienſtordens, des Kaiſerl. ſiſchen St. Annen-Ordens erſter Claſſe, Groſsk des Herzogl. Sachſen Weimarſchen Falken-Ord Commandeur des Kaiſerl. Oeſterreich. heil. Leop Ordens und Ritter des Königl. Baieriſchen Max ſeph-Ordens, zu Ihren Bevollmächtigten ernan

wel

: nach reifliger Ueberlegung und das gemein- 1817
iche Wohl und die Sicherheit Deutſchlands vor
habend, nachfolgende Convention feſtgeſetzt
nit Vorbehalt der Allerhöchſten Genehmigungen
eichnet.

T. I. Die Beſatzung von Mainz ſoll wie bisher Compoſition de la garniſon.
ner gleichen Anzahl Oeſterreich. und Preuſs.
n und nach Beſtimmung des 11ten Art. des
rter Tractates vom 3oſten Juny 1816 aus einem
n Grofsherzoglich-Darmſtädtiſcher Truppen
.

T. II. Die Verhältniſſe der Beſatzung müſſen Unité du Commandement.
Bezug auf die gröſste Einigkeit unter den ver-
nen Theilen ausgeübt werden, damit der Geiſt
uppen ihre Ordnung und Diſciplin für die Si-
t der Bundesfeſtung vollkommen Gewähr leiſte.
unerläſsliche Bedingung zur Erreichung dieſes
s ſoll von dem erſten militäriſchen Grundſatz
nheit im Commando nicht abgegangen und der
ſo geführt werden, als beſtände die Beſatzung
aus verſchiedenen Contingenten, ſondern aus
n eines und deſſelben Heeres, weshalb auch
liche Beſatzungstruppen gleiche Rechte genie-
und kein Vorzug ſtatt findet.

T. III. In dieſer Hinſicht haben die hohen con- Alternation du gouverneur.
nden Theile beſchloſſen, dafs der Gouverneur
ſterreich und Preuſsen von fünf zu fünf Jahren
end ernannt werde; eben ſo ſoll auch der Po-
e Commandanten von fünf zu fünf Jahren ab-
ln, und zwar, dafs, wenn ein Oeſterreichiſcher
rneur, der Commandant von Preuſsen gegeben
nd im entgegengeſetzten Falle die Ernennung des
ndanten Oeſterreich zufällt.

T. IV. Es wird eine eigene Genie- und eine Direct. d'artillerie, de genie etc.
rie-Direction in Mainz bleiben, ſo wie eine
- Approviſionirungs- und Caſernen-Verwaltungs-
miſſion. Die Artillerie-Direction wird wie bis-
von Oeſterreich, die Genie-Direction von Preu-
beſtellt. Ueber die Bildung der drey letztern Ver-
ungszweige wird ſich der Gouverneur und Com-
ant vereinigen, wobey der Grundſatz zu beobach-
; dafs bey denſelben von Seiten Oeſterreichs und

1817 Preuſsens eine gleiche Anzahl von Officieren oder
ten angeſtellt wird.

Der Approviſionirungs- und Caſernen-Verwalt
Commiſſion wird im Frieden die Vorſorge für di
pflegung und Inſtandhaltung des Oeſterreichiſ
Preuſsiſchen und Darmſtädtiſchen Spitals über
Im Kriege wird aber eine eigene Sanitäts-Verwal
Behörde errichtet.

Conſeil de gouvernem. ART. V. Unter Vorſitz des Gouverneurs w
der Commandant, der Chef der Artillerie-Di
und der Chef der Genie-Direction den Gouverne
Rath der Feſtung bilden, zu welchem nach Er
des Gouverneurs auch die Vorſteher der übrig
miniſtrationszweige berufen werden können.

Zu dieſem Gouvernementsrath wird der
neur den in dem 13ten Artikel des den 30ſt
1816 abgeſchloſſenen Frankfurter Vertrags erw
Grofsherzogl. Heſſiſchen Civilbeamten in allen
ſem Artikel angegebenen Vorfällen zur Berathun
zu dem gemeinſchaftlichen Beſchluſſe zuziehen.
Gouverneur hat aber in dieſen Conferenzen in
die entſcheidende Stimme, doch iſt jedem Mit
verſtattet, ſeine Meinung zu Protocoll bringen zu

Expedition des ordres. ART. VI. Die Befehle des Gouverneurs, die
deſſen Genehmigung feſtgeſetzten Beſchlüſſe de
vernements-Raths, ſo wie auch die von dem G
neur dem Commandanten ertheilten Befehle
durch die Gouvernements-Canzley ausgearbeit
aus Oeſterreich. und Preuſsiſchen Beamten be

Der Gouverneur unterzeichnet allein die Be
der Gouvernements-Raths und diejenigen Ver
gen, die unmittelbar von ihm ausgehen.

Archives; Caiſſe. ART. VII. Das Feſtungs-Archiv befindet
ter dem gemeinſchaftlichen Beſchluſs und Ver
tung des Gouverneurs und des Commandant
wie ſolche auch beide dem Bunde nebſt den
Verwaltern für alle Geldſummen verantwortlic
und daher nur mittelſt beiderſeitiger Unterſchrif
lungen aus der Caſſe erfolgen können.

Rapport envers la diète. ART. VIII. Der Gouverneur wird an die Be
oder an die Perſon angewieſen, welche bey
ſetzung der Militärverhältniſſe des deutſchen B

dieſem zur Centralleitung der Vertheidigungs- 1817
lten aufgeſtellt werden wird. Dahin werden ſeine
die Feſtung Bezug habenden Berichte gehen, ſo
r in Angelegenheiten derſelben nur von der Bun-
Verſammlung Befehle und Weiſung erhalten ſoll.

Art. IX. Schreiben von fremden Behörden an Correſpondance.
mmandantur oder das Gouvernement von Mainz,
dem Gouverneur überreicht werden, welcher
mmandanten gleichfalls davon in Kenntniſs ſetzt.

Art. X. Die beſondern Pflichten und Befugniſſe Attributions du Gouverneur.
ouverneurs ſind:

Erhaltung der Feſtung in dem vollkommenſten
idigungszuſtand. Zu dieſem Ende hat er ohne
e Anfrage, jedoch nach vorhergegangener Prü-
des Gouvernements-Raths, die Diſpoſition über
loch auszuwerfenden Dotationsfond.

ordnung zur Unternehmung ganz neuer Befe-
gsarbeiten, ſo wie Ueberſteigung der Etatsſum-
hängen nicht von ſeinem Willen ab, ſondern
die Anträge hierüber an den Bundestag. Da-
iſt der Gouverneur im Belagerungsſtand befugt,
rhalb des bedeckten Weges neue Werke aufzu-
n, Minenarbeiten, von welchen Gattungen ſie
mögen, anzuordnen; ſo wie auch Feſtungswerke,
hanzungen, öffentliche und Privatgebäude zu
liren, und letztere nach Gutdünken zu verwen-
wie es der Dienſt des Platzes fordern mag.

Jſt er überhaupt verpflichtet und befugt, alle
htsmaſsregeln anzuwenden, welche ihm für die
rheit der Feſtung zuträglich ſcheinen. Er be-
t die Stunde zur Oeffnung und Sperrung der
e. Ohne ſeine Erlaubniſs darf die Rheinbrücke
abgetragen werden.

beordert die Garniſon zu Uebung im Feſtungs-
, damit ſie unter der Leitung der Ingenieur-
ère über die Benutzung der Werke, ihren Zweck
ihre Verbindung belehrt werden.

r hat darauf zu wachen, daſs der tägliche Dienſt
rieden ganz ſo wie im Kriege geleiſtet, Patrouil-
und Ronden gehörig geführt werden; zu dieſem
e hat er dem Commandanten mit dem erſten Tag
n Monats die Parole und das Feldgeſchrey be-
t zu machen.

1817 *c.* Er beſtimmt die Stärke des täglichen Dienſtes, d niemals tagweiſe von einer der garniſonirenden Mä allein, ſondern immer von der geſammten Beſat gemeinſchaftlich und im Verhältniſs ihrer gegen gen Stärke gegeben werden ſoll. Im Detail des D ſtes hat er die in jedem Dienſte beſtehenden Vorſ ten zu achten, und darf ohne Noth keine Ausn von denen verſchiedenen Truppen fordern.

d. Die oberrichterliche Gewalt übt er durch kanntgebung der vorkommenden Fälle an die be fenden Truppen-Commandanten zur Ahndung Abſtellung von Miſsbräuchen; welche ihm zu m haben, auf was für eine Art die Sache abgeſtellt beſtraft werden ſoll, und ſeine Genehmigung d einholen.

In Gegenſtänden, welche die innere Ordnung ciplin, die gewöhnlichen Uebungen, und die Ve tung bey den einzelnen Contingenten betreffen, er, ſo lange ſie nicht allgemeinen Zwecken entg ſtehen, kein Recht einzugreifen. Sie bleiben der antwortlichkeit jedes einzelnen Chefs gegen ſe Souverain überlaſſen.

Scharfe Executionen dürfen jedoch nicht ohne Vorwiſſen ſtatt finden.

Uebrigens hat er, beſonders im Kriege, alle Rec die mit der oberſten Militärgewalt in jedem feſten Pl ſtets verbunden ſind, in ſofern ſie nicht in die Ju dictions-Rechte der einzelnen Contingente ein fen, in welchem Falle er blos fordern darf, daſs reſpectiven Truppen-Commandanten ſie nach d Kriegs-Geſetzen ausüben.

e) In Bezug auf die Feſtung ſelbſt, hat er Verpflichtung, ohne Erlaubniſs der Bundesverſa lung in keinem Falle fremde Truppen in di aufzunehmen, oder ſolchen auch nur den D gang zu verſtatten; keine einſeitige Vermehrung Beſatzungs-Truppen zu dulden; in der Entfer von 600 Klaftern auswärts vom Kamna des Gl der auſſpringenden Winkel niemals die Anlagen v Straſsen, Canälen oder Gräben gleichlaufend mit de Fuſse des Glacis zuzugeben. Eben ſo wenig darf die Aufführung von Erdwerken, Häuſern oder a dern der Vertheidigung hinderlichen Gegenſtänden e lauben. Ohne ſeine vorherige Einſicht des Pla

ſo

ch kein neues Gebäude in der Feſtung aufge- 1817
werden, da die Feſtungs-Polizei fordert, daſs
ller und ebenen Erdgeſchoſſe gewölbt und die
r mit Ziegeln gedeckt werden.
Bey eintretender Gefahr hat er für die Ergän-
ler Feſtungs-Dotation die möglichſte Sorge zu
, und muſs ihm ſolche im Frieden angewieſen
wo und wie er ſolche bewerkſtelligen kann,
r in dringenden Fällen ſogleich damit vor-
, ſo wie er in dieſen auch durch Circular-
mit ſeiner und des Commandanten Namens-
chrift ſich an die nächſten Bundesfürſten zu
n hat, worüber noch nähere Beſtimmungen
werden.
Auſser ſolchen dringenden Fällen, wenn die Er-
ng bloſs durch Vermehrung der ſchon in Be-
liegenden Contingente geſchieht, hat er nebſt
ommandanten darauf zu halten, daſs ſie gleich-
und nur in der angemeſſenen Stärke einrücke.
Vom Augenblick des eintretenden Blokade- oder
rungs-Zuſtandes an, hat er einen Vertheidi-
ath zu ernennen, deſſen Hauptmitglieder der
ndant, die Directeurs des Genie- und Artil-
ſens, die Chefs der Oeſterreichiſchen, Preu-
, Darmſtädtiſchen und andern an der Feſtung
ichen Contingente ſeyn ſollen.
n dieſem Augenblick an iſt er verpflichtet, ein
über den Gang der Vertheidigung zu führen.
darf der Gouverneur nur im Beyſein dieſes
einen feindlichen Parlementair annehmen, oder
en von dem Feinde erbrechen.
ie Uebergabe der Feſtung durch Capitulation
ſtatt finden, auſser wenn ein Sturm auf die
e abgeſchlagen und alle Vertheidigungsmittel
ſt ſind. Auch kann der Gouverneur ohne ge-
n Kriegsrath nicht capituliren. Dieſer beſteht
n Mitgliedern des Vertheidigungsraths und aus
taabsofficieren der Garniſon oder deren Stell-
rn, im Falle ſolche mit Tode abgegangen.
on dieſem Kriegsrathe für unvermeidlich er-
Capitulation aber muſs von allen Mitgliedern
n mit unterzeichnet werden.
Gouverneur iſt verpflichtet, jedes Mittel, was
em Kriegsrathe von einem einzelnen Mitgliede

an-

1817 angegeben werden könnte, und was nach Abstim
von einem Viertel der Verſammlung genehmiget w
in Ausführung zu bringen. Auch muſs die Capitu
von allen Mitgliedern dieſes Kriegsrathe unterze
werden.

k. Der Gouverneur iſt dem Bunde nicht nur
für das, was er bey der Vertheidigung des P
gethan, ſondern auch für das, was er bey der
unterlaſſen hat, verantwortlich. Sollte das Be
Kriegsgericht ihn für ſchuldig erkennen, ſo wir
auſser der zuerkannten Strafe auch noch der A
halt in ſämmtlichen Bundesſtaaten verwehrt.

l. Der Gouverneur hat zur Auszeichnung vor
Wohnung zwey Schildwachen, und bey öffent
Gelegenheiten ein Detachement Cavallerie zu
Bedeckung.

Remplacement du Gouverneur

Art. XI. Im Erkrankungs- oder Sterbefal
der Commandant dem Gouverneur im Comm
wenn auch noch ein älterer General in der F
ſeyn ſollte.

Dieſes Commando bekleidet er aber nur ſo
bis der Gouverneur wieder erſetzt iſt, für die
ſubſtituirt den Commandanten in ſeinen Func
der älteſte Officier von dem Theil, der den Gouv
zu ſtellen hat.

Rapport du commandant envers le Gouverneur.

Art. XII. Der Commandant und die Beſa
truppen ſind dem Gouverneur in allen oberw
Verhältniſſen und Forderungen, die dem Dien
ſprechen, unbedingten Gehorſam ſchuldig. So
Gouverneur in Kriegszeiten, beſonders wen
Uebergabe des Platzes die Rede iſt, eine For
machen, welche zum Nachtheil der Feſtung u
Bundes gereichen könnte; ſo hat der Comm
das Recht den Kriegsrath zu berufen und den G
neur um die Entwickelung ſeiner Gründe u
ſichten anzugehen.

Attributions du Commandant

Art. XIII. Die ſpeciellen Pflichten und Bef
des Commandanten ſind auſser denjenigen,
bereits erwähnt:

a. Im Frieden wie im Kriege vereint m
Gouverneur Alles, was zum Beſten der Feſtu
ſchehen kann, zu veranlaſſen, und bey letzt
Erinnerung zu bringen, was ihm beſondere Au
ſamkeit werth ſcheinen dürfte.

Hat derſelbe auf die ſtrengſte Erfüllung der 1817
vorſchriften unmittelbar zu wachen.

Hat er alle Befehle des Gouverneurs an alle
gattungen und Beſatzungs-Contingente in den
ulichen Angelegenheiten mit ſeiner Unterſchrift
en ergehen zu laſſen. Er ordnet durch die
eiligen Platzmajors den täglichen Wachtdienſt,
Parole aus und empfängt alle Meldungen von
Dienſte ſtehenden Theile der Beſatzung.

ie Truppen der verſchiedenen Contingente hat
gleich zu behandeln, ſo wie dieſe ganz wie
nes eigenen Herrn, ſeinen Befehlen unterwor-
d.

Er empfängt von allen Theilen der Garniſon die-
Ehrenbezeugungen wie der Gouverneur, und
von allen Truppentheilen und Beſatzungs-Con-
ten Ordonnanzen; es kommt ihm jedoch nur
Ehrenſchildwache zu.

Seine Jurisdictionsrechte beſchränken ſich bloſs
rretirung und auf Einladung des betreffenden Ab-
ngs-Chefs zu der geſetzlichen Verfügung.

Munitions.

RT. XIV. Alle Vorräthe der Feſtung, welche ge-
ſchaftliches Eigenthum des Bundes ſind, bleiben
der Verantwortung der betreffenden Directionen;
haben dem Commandanten die Anzeige davon
achen, welcher ſie zur Kenntniſs des Gouver-
bringt, dem ſie allein Rechenſchaft ſchuldig ſind.
ſondere wird es dem Genie-Director zur Pflicht
cht, vierteljährig den Zuſtand aller Feſtungswerke
Feſtungsgebäude zu unterſuchen. Er hat dafür
achen, daſs ſie im guten Stande erhalten werden,
ſich um die Bewilligung der Mittel zur Ausbeſſe-
an den Gouverneur zu wenden.

er Zuſtand des Geſchützes, die Munitions-Vor-
und Zeughäuſer werden eben ſo periodiſch von
Artillerie-Director unterſucht, und unter ſeine
ntwortung geſtellt. Er hat die beſondere Ver-
htung über die Vollſtändigkeit der Munitions-
räthe zu wachen. Eben dieſe ſtrenge Befolgung
Berufspflichten liegt den übrigen Verwaltungs-
igen ob, und werden über die Manipulation des
pflegungs- und Rechnungsweſens und die Verwen-
g der Bundes-Vorräthe und Kaſſen noch nähere
mmungen gegeben werden.

ART

1817 angegeben werden könnte, un[illegible] [illegible]essisch[illegible]
von einem Viertel der Verfa[illegible] [illegible]der Hi[illegible]
in Ausführung zu bringen. [illegible]n Trupp[illegible]
von allen Mitgliedern di[illegible] [illegible]em Gouv[illegible]
werden. [illegible] ihm die [illegible]

k. Der Gouverneu[illegible] [illegible]übermacht
für das, was er be[illegible] In Betref[illegible]
gethan, sondern [illegible] [illegible]olches so la[illegible]
unterlassen hat, [illegible] müssen, bis [illegible]
Kriegsgericht i[illegible] [illegible]ittelt und in Stand
ausser der zu[illegible] wird nach dessen Ein[illegible]
halt in säm[illegible] [illegible]estehend aus einem Oeste[illegible]

l. Der [illegible]ssischen und einem Grossherz[illegible]
Wohnu[illegible] [illegible]Officier zusammengesetzt; welche[illegible]
Gelege[illegible] [illegible]dienst eine Vorschrift entwirft, in
Bede[illegible] [illegible]genigen Puncte aufgenommen werden [illegible]
[illegible]ements dieser Staaten verschieden, a[illegible]
d[illegible] des Festungsdienstes nachtheilig se[illegible]
[illegible] Grundsatz wird übrigens festgesetzt,
Officieren der Besatzung, so wie für die
allgemeinen, bey dem Zusammentreffen
der Höhere dem Niedern zu befehlen h[illegible]
bey gleichem Range das Dienstalter entsc[illegible]

Remplacement du Gouverneur

Art. XVII. Eben so soll eine Commiss[illegible]
zusammentreten, um das Bedürfniss für [illegible]
Armirung und Dotirung der Festung auf d[illegible]
auszumitteln, und sich über die Vollendun[illegible]
zu verstehen; so wie auch die jährlichen [illegible]
men für den Friedensfuss auszumitteln [illegible]
Vorschläge werden den beiderseitigen [illegible]
schickt, um solche zur Kenntniss der B[illegible]
lung zu bringen.

Commission pour les armemens et dotation.

Art. XVIII. Die Truppenzahl in Ma[illegible]
ohne Noth über den gegenwärtigen St[illegible]
schluss des Darmstädtischen Bataillons v[illegible]
den. Für das Maximum der Besatzung
wird die Zahl von 7000 Mann Infanterie
den festgesetzt.

Maximum de la garnison.

In Kriegszeiten soll die Besatzung,
stung im Belagerungsstand erklärt wird
20,000 Mann Infanterie und 600 Pferden
zwar ein Drittel an Oesterreichischen, [illegible]
Preussischen und ein Drittel an Trupp[illegible]

er andern Bundesſtaaten, die noch 1817
werden ſollen.

von den beiden hohen Contrahen- Depen-
r für Mainz beſtimmten fran- ſes.
n bereits bewilligten Ausgaben
Feſtungswerke der Artillerie
ernen, ſollen der Bundes-
Belegen vorgelegt werden.
erwendung dieſer Gelder, ſo wie
gen, ſo von den Bundesmitgliedern
nach einem gemeinſchaftlichen zu ver-
en Plan verfahren werden.

§. XX. Die Wichtigkeit dieſes Bollwerks Deutſch- Maga-
ünd deſſen kraftvolle Vertheidigung erfordern, zins.
ich im Frieden ſtets die nöthigen Vorräthe für
llſtändige Beſatzung auf dem Kriegsfuſs für ein
den Magazinen der Feſtung vorhanden ſeyen.
ſen wird der jährliche Bedarf für die Friedens-
n entnommen, welcher aber in eben dieſem
wieder erſetzt werden muſs.

§. XXI. Nachdem hierdurch der Wirkungskreis Propoſi-
ouverneurs und Commandanten, ſo wie die tions ul-
rundſätze für die Verhältniſſe der Garniſon feſt- terieures
worden ſind, ſoll das Gouvernement mit Be- du gou-
ätigung dieſer Hauptgrundſätze, alles was ſonſt verne-
ür den innern Feſtungsdienſt zu beſtimmen ment.
nzeigen, und ſeine Vorſchläge, wenn ſie von
hen contrahirenden Theilen angenommen wür-
llen dieſelbe Kraft haben, als wären ſie in
ärtigem Tractat aufgenommen worden.

§. XXII. Gegenwärtige Convention wird von Ratifica-
iden hohen contrahirenden Mächten ratificirt, tions.
ll die Auswechſelung der Ratifications-Urkun-
nnen acht Wochen, oder wo möglich früher
den. Zur Urkund deſſen haben die beiderſei-
Bevollmächtigten gegenwärtige Uebereinkunft
ichnet und mit ihren Wappen beſiegelt.

geſchehen Carlsbad den 10. Auguſt 1817.

L. S.) *General Freyherr* v. Steigentesch.

L. S.) Herrmann von Boyen.

L. S.) Ludwig von Wollzogen.

46.

1817 *Traité entre la France et le Portugal rela* 28 Août. *à la délimitation de la Guyane, ſigné à P le 28 Août* 1817.

(*Schoell hiſtoire abrégée des traités.* T. XI. p. 5

Guyane françaiſe. Art. I. S. M. T. — F., étant animée du déſir de tre à exécution l'art. 107. de l'acte du congrès de V ne, s'engage à remettre à S. M. T. — C., dans le de trois mois, ou plustôt ſi faire ſe peut, la G françoiſe jusqu'à la rivière d'Oyapock, dont l'e chure eſt ſituée entre le quatrième et cinquième de latitude ſeptentrionale, et jusqu'au trois cent deuxième degré de longitude à l'eſt de l'île de par le parallèle de deux degrés vingt-quatre mi de latitude ſeptentrionale.

Commiſſaire p. les limites. Art. II. On procédera immédiatement des parts à la nomination et à l'envoi de commiſſaires fixer définitivement les limites des Guyanes portu et françoiſe, conformement au ſens précis de l'art du traité d'Utrecht, et aux ſtipulations de l'acte congrès de Vienne; les dits commiſſaires devront miner leur travail dans le délai d'un an au plus tar dater du jour de leur réunion à la Guyane. S l'expiration de ce terme d'un an, lesdits commiſ reſpectifs ne parvenoient pas à s'accorder, les hautes parties contractantes procéderoient à l'am à un autre arrangement, ſous la médiation de la G de-Brétagne, et toujours conformément au ſens de l'article huitième du traité d'Utrecht, concl la garantie de cette puiſſance.

Forteresſes etc. Art. III. Les forteresſes, les magaſins, et tou matériel militaire ſeront remis à S. M. T. — C. d'ap l'inventaire mentionné dans l'article 5. de la capitu tion de la Guyane françoiſe en 1809.

Ordres p. la remiſe. Art. IV. En conſéquence des articles ci-deſſ les ordres néceſſaires pour effectuer la remiſe de Guyane, lesquels ordres ſe trouvent entre les ma du ſouſſigné plénipotentiaire de S. M. T. — F., ſer

tement après la ſignature de la préſente con- 1817
remis au gouvernement françois avec une
icielle du même plénipotentiaire, à laquelle
ıte copie de la préſente convention, et qui
noître aux autorités portugaiſes qu'elles doi-
nettre, dans le délai de trois jours, la dite co-
x commiſſaires chargés par S. M. T.—C. d'en
e poſſeſſion, lesquels leur préſenteront lesdi-
ts.

. V. Le gouvernement françois ſe charge de Garniſon portugaiſe ramenée
nduire dans les ports de Para et de Fernan-
ſur les bâtimens qui auront effectué le trans-
troupes françoiſes à la Guyane, la garniſon
iſe de cette colonie, ainſi que les employés
ec tous les effets.

à Paris, le 28 Août 1817.

François-Joseph-Marie de Brito.
Richelieu.

Article ſéparé.

s les points ſur lesquels il pourroit s'élever Convention reſervée.
icultés par ſuite de la reſtitution de la Guyane
e, tels que le payement des dettes, le recou-
t des revenus, et l'extradition réciproque des
, feront l'objet d'une convention particulière
es gouvernemens portugais et françois.

à Paris, le 28 Août 1817.

François-Joseph-Maril de Brito.
Richelieu.

47.

1817 23 Sept. *Treaty between His Britannic Majeſty a His Catholic Majeſty, for preventing T Subjects from engaging in any illicit Tr in Slaves. Signed at Madrid the 23d September* 1817. *)

(*D'après l'exemplaire préſenté en* 1818 *aux d Chambres du Parlement* imprimé à Londres fol

In the Name of the Moſt Holy Trinity.

It having been ſtated, in the ſecond Additional ticle of the Treaty ſigned at Madrid on the 5th of July of the year 1815, between His Majeſty King of the United Kingdom of Great Britain Ireland, and His Majeſty the King of Spain and Indies, that "His Catholic Majeſty concurs, in fulleſt manner, in the ſentiments of His Britan Majeſty; with reſpect to the injuſtice and inhuman of the Traffic in Slaves, and promiſes to take i conſideration, with the deliberation which the ſ of His poſſeſſions in America demands, the means acting in conformity with thoſe ſentiments: and en ges, moreover, to prohibit His ſubjects from carryi on the Slave Trade, for the purpoſe of ſupplyng islands or poſſeſſions, excepting thoſe appertaining Spain; and to prevent, by effectual meaſures regulations, the protection of the Spaniſh flag

*) Ce traité ſigné en original en langue Anglaiſe et Eſp nole a déja été donné Suppl. T. VII. p. 135 mais ſe ment en traduction françaiſe et ſans les pieces annex je le donne donc ici en entier et en langue origin en obſervant que les pieces annexées m'ont paru d'aut moins exiger une traduction, qu'elles conviennent m tatis mutandis presque entiérement avec celles join à la convention du 28 Juil. 1817 avec le Portugal pla cideſſus, et où l'on en trouve la traduction françaiſ pluſieurs de ces articles ſe trouvent auſſi de même dan la convention du 4 Mai 1818 placée ci-deſſous.

n to foreigners who may engage in this Traffic, 1817
ther ſubjects of His Britannic Majeſty, or of any
r State or Power."

nd His Catholic Majeſty, conformably to the ſpirit
is Article, and to the principles of humanity with
h He is animated, having never loſt ſight of an
ſo intereſting to Him, and being deſirous of
ng the moment of its attainment, has reſolved
operate with His Britannic Majeſty in the cauſe
manity, by adopting, in concert with His ſaid
y, efficacious means for bringing about the abo-
of the Slave Trade, for effectually ſuppreſſing
Traffic in Slaves, on the part of Their reſpective
cts, and for preventing Spaniſh ſhips trading in
, conformably to Law and to Treaty, from being
ed or ſubjected to loſſes from Britiſh cruizers:
Two High Contracting Parties have accordingly
ed as their Plenipotentiaries, viz:

Is Majeſty The King of the United Kingdom of
Britain and Ireland, the Right Honourable Sir
y Wellesley, a Member of His Majeſty's Moſt
urable Privy Council, Knight Grand Croſs of the
Honourable Order of the Bath, and His Majeſty's
aſſador Extraordinary and Plenipotentiary to His
olic Majeſty; and His Majeſty the King of Spain
the Indies, Don Joſef Garcia de Leon y Pizarro,
ht Grand Croſs of the Royal and diſtinguiſhed
iſh Order of Charles III., of that of Saint Ferdi-
and of Merit, of Naples, of thoſe of Saint Alex-
r Newſky and of Saint Anne of Ruſſia, and of that
e Red Eagle of Pruſſia, Counſellor of State, and
Secretary of State and of the General Diſpatch;
having exchanged their reſpective full powers,
d to be in good and due form, have agreed upon
following Articles:

RT. I. His Catholic Majeſty engages, that the
e Trade ſhall be aboliſhed throughout the entire
inions of Spain, on the 30th day of May 1820,
that, from and after that period, it ſhall not be
ful for any of the ſubjects of the Crown of Spain
purchaſe Slaves, or to carry on the Slave Trade;
any part of the coaſt of Africa, upon any pretext
n any manner whatever: provided, however, that

1817 a term of five months, from the said date of th of May 1820, shall be allowed for completi voyages of vessels, which shall have cleared o fully previously to the said 30th of May.

ART. II. It is hereby agreed, that from an the exchange of the ratifications of the present it shall not be lawful for any of the subjects Crown of Spain to purchase Slaves, or to carry Slave Trade on any part of the coast of Africa north of the Equator, upon any pretext or manner whatever; provided, however, that of six months, from the date of the exchange ratifications of this Treaty, shall be allowed fo pleting the voyages of vessels which shall have out from Spanish ports for the said coast, pre to the exchange of the said Ratifications.

ART. III. His Britannic Majesty engages in London, on the 20th of February 1818, th of four hundred thousand pounds sterling, t person as His Catholic Majesty shall appoint to the same.

ART. IV. The said sum of four hundred th sterling is to be considered as a full compensa all losses sustained by the subjects of His C Majesty engaged in this Traffic, on account of captured previously to the exchange of the R tions of the present Treaty, as also for the which are a necessary consequence of the aboli the said Traffic.

ART. V. One of the objects of this Treaty, part of the two Governments, being mutu prevent their respective subjects from carrying illicit Slave Trade;

The two High Contracting Parties declar they consider as illicit, any Traffic in Slaves on under the following circumstances:

1st. Either by British ships, and under th tish flag, or for the account of British subje any vessel or under any flag whatsoever.

2d. By Spanish ships, upon any part of th of Africa north of the Equator, after the ex of the Ratifications of the present Treaty; pro

rever, that ſix months ſhall be allowed for com- 1817
ing the voyages of veſſels, conformably to the tenor
he ſecond Article of this Treaty.

3d. Either by Spaniſh ſhips, and under the Spa-
flag, or for the account of Spaniſh ſubjects, by
veſſel or under any flag whatſoever, after the 30th
y 1820, when the Traffic in Slaves, on the part
in, is to ceaſe entirely; provided always, that
months ſhall be allowed for the completion of
es commenced in due time, conformably to the
Article of this Treaty.

h. Under the Britiſh or Spaniſh flag, for the
nt of the ſubjects of any other Government.

h. By Spaniſh veſſels bound for any port not in
dominions of His Catholic Majeſty.

ART. VI. His Catholic Majeſty will adopt, in con-
ity to the ſpirit of this Treaty, the meaſures which
beſt calculated to give full and complete effect to
laudable objects which the High Contracting
ies have in view.

ART. VII. Every Spaniſh veſſel which ſhall be de-
d for the Slave Trade, on any part of the coaſt
frica where this Traffic ſtill continues to be law-
muſt be provided with a Royal paſsport, con-
mable to the model annexed to the preſent Treaty,
which model forms an integral part of the ſame.
paſsport muſt be written in the Spaniſh language,
an authentic translation in Engliſh annexed the-
; and it muſt be ſigned by His Catholic Majeſty,
counterſigned by the Miniſter of Marine, and alſo by
Principal Naval Authority of the diſtrict, ſtation,
ort from whence the veſſel clears out, whether in
n, or in the Colonial Poſſeſſions of His Catholic
eſty.

ART. VIII. It is to be underſtood that this paſs-
, for rendering lawful the voyages of Slave ſhips,
required only for the continuation of the Traffic to
ſouth of the Line; thoſe paſsports which are now
ed, ſigned by the Firſt Secretary of State of His
tholic Majeſty, and in the form preſcribed by the
er of the 16th of December 1816, remaining in full
ce for all veſſels which may have cleared out for
coaſt of Africa, as well to the north as to the
ſouth

1817 ſouth of the Line, previously to the exchange of t
Ratifications of the preſent Treaty.

ART. IX. The two High Contracting Parties, t
the more complete attainment of the object of
venting all illicit Traffic in Slaves, on the part of
reſpective ſubjects, mutually conſent, that the
of war of Their Royal Navies, which ſhall be p
ded with ſpecial inſtructions for this purpoſe, as
reinafter mentioned, may viſit ſuch merchant ve
of the two nations as may be ſuſpected, upon re
nable grounds, of having Slaves on board, acqu
by an illicit Traffic, and, in the event only of th
finding Slaves on board, may detain and bring
ſuch veſſels, in order that they may be brough
trial before the tribunals eſtabliſhed for this pu
as ſhall hereinafter be ſpecified.

Provided always, that the Commanders of
ſhips of war of the two Royal Navies, who ſhall
employed on this ſervice, ſhall adhere ſtrictly to
exact tenor of the inſtructions which they ſhall re
ve for this purpoſe.

As this Article is entirely reciprocal, the two H
Contracting Parties engage mutually, to make g
any loſſes which their reſpective ſubjects may in
unjuſtly, by the arbitrary and illegal detention
their veſſels.

It being underſtood that this indemnity ſhall in
riably be borne by the Government whoſe cru
ſhall have been guilty of the arbitrary detention;
vided always, that the viſit and detention of Sl
ſhips, ſpecified in this Article, ſhall only be effe
by thoſe Britiſh or Spaniſh veſſels, which may b
part of the two Royal Navies, and by thoſe on
ſuch veſſels which are provided with the ſpeci
ſtructions annexed to the preſent Treaty.

ART. X. No Britiſh or Spaniſh cruizer ſhall de
any Slave ſhip, not having Slaves actually on boa
and in order to render lawful the detention of a
ſhip, whether Britiſh or Spaniſh, the Slaves fou
on board ſuch veſſel muſt have been brought th
for the expreſs purpoſe of the Traffic; and thoſe
board of Spaniſh ſhips muſt have been taken fr
that part of the coaſt of Africa where the Slave Tr

rohibited, conformably to the tenor of the pre- 1817
Treaty.

ar. XI. All ſhips of war of the two nations, ſhall hereafter be deſtined to prevent the illicit in Slaves, ſhall be furniſhed by their own Go- with a copy of the inſtructions annexed to ſent Treaty, and which ſhall be conſidered as ral part thereof.

ſe inſtructions ſhall be written in Spaniſh and , and ſigned for the veſſels of each of the two , by the Miniſter of their reſpective Marine.

e two High Contracting Parties reſerve the fa- f altering the ſaid inſtructions, in whole or in according to circumſtances: it being, however, derſtood, that the ſaid alterations cannot take but by the common agreement, and by the con- the two High Contracting Parties.

r. XII. In order to bring to adjudication, with ſt delay and inconvenience, the veſſels which e detained for having been engaged in an illicit of Slaves, there ſhall be eſtabliſhed, within ce of a year at furtheſt, from the exchange of tifications of the preſent Treaty, two mixed iſſions, formed of an equal number of indivi- of the two nations, named for this purpoſe by reſpective Sovereigns.

eſe Commiſſions ſhall reſide—one in a poſſes- belonging to His Britannic Majeſty—the other the Territories of His Catholic Majeſty; and o Governments, at the period of the exchange Ratifications of the preſent Treaty, ſhall declare, r this own dominions, in what places the Com- s ſhall reſpectively reſide. Each of the two Contracting Parties reſerving to itſelf the right nging, at its pleaſure, the place of reſidence of mmiſſion held within its own dominions; pro- , however, that one of the two Commiſſions always be held upon the coaſt of Africa, and ther in one of the Colonial Poſſeſſions of His lic Majeſty.

Theſe Commiſſions ſhall judge the cauſes ſubmit- to them without appeal, and according to the re-

1817 gulation and inſtructions annexed to the preſent T
ty, of which they ſhall be conſidered as an integral

ART. XIII. The acts or inſtruments annexed this Treaty, and which form an integral part reof, are as follows:

No. 1. Form of paſsport for the Spaniſh chant ſhips, deſtined for the lawful Traffic in S

No. 2. Inſtructions for the ſhips of war of nations, deſtined to prevent the illicit Traf Slaves.

No. 3. Regulation for the mixed Commi which are to hold their ſittings on the coaſt of and in one of the Colonial Poſſeſſions of His lic Majeſty.

ART. XIV. The preſent Treaty, conſiſting teen Articles, ſhall be ratified, and the Ratifi exchanged at Madrid, within the ſpace of two from this date, or ſooner if poſſible.

In witneſs whereof the reſpective Plenipot ries have ſigned the ſame, and have thereunto xed the Seal of their Arms.

Done at Madrid, this twenty-third day of S ber, in the year of our Lord one thouſand eigh dred and ſeventeen.

(*Signed*) (*Signed*)
HENRY WELLESLEY. (L. S.) JOSE PIZARRO.

Form of Paſsport for Spaniſh Veſſels deſti the lawful Traffic in Slaves.

FERDINAND, by the Grace of God, Kin ſtille, of Leon, of Aragon, of the two Sicilies ruſalem, of Navarre, of Granada, of Tholedo lencia, of Gallicia, of Majorca, of Minorca, of of Sardinia, of Cordova, of Corſica, of Mu Jaen, of the Algarves, of Algeciras, of Gibral the Canary Islands, of the Eaſt and Weſt Indies, and Terra Firma of the Ocean; Arch Duke of A Duke of Burgundy, of Brabant, and of Milan; of Apsburgh, Flanders, Tirol, and Barcelona; of Biscay and of Molina, etc.

ereas I have granted permiſſion for the veſſel 1817
of tons, and carrying Men and
ers; Maſter and Owner, both Spa-
and Subjects of My Crown, to proceed bound
Ports of and Coaſt of Africa, from
e ſhe is to return to , the ſaid Maſter and
having previously taken the required oath be-
e Tribunal of Marine of the proper Naval Di-
from whence the ſaid veſſel ſails, and legally
that no Foreigner has any ſhare in the above
and cargo, as appears by the certificate annexed
paſsport; which certificate is given by the ſame
al, in conſequence of the ſteps taken in pur-
of the directions contained in the Ordnance
riculation of 1802.

e ſaid Captain, and Owner of the
ſſel being under an obligation to enter ſolely
orts on the Coaſt of Africa as are to the ſouth
Line; and to return from thence to any of the
f My dominions, where alone they ſhall be
ed to land the Slaves whom they carry, after
through the proper forms, to ſhew that they
n every reſpect, complied with the proviſions
Royal Decree of 1817, by which the
f conveying Slaves from the Coaſt of Africa to
onial Dominions is regulated; and ſhould they
any of theſe conditions, they ſhall be liable to
alties denounced by the ſaid Decree againſt
ho ſhall carry on the Slave Trade in an illicit

erefore command all General and other Officers
nding My ſquadrons and ſhips; the Captain Ge-
f the departments of Marine, the Military Com-
ts of the Provinces of the ſame, their Subal-
Captains of the Ports, and all other Officers
rſons belonging to the Navy; the Viceroys,
Generals or Commandants of Kingdoms and
es; the Governors, Majors, and Juſtices of the
upon the ſea coaſt of My Dominions of Indies;
al Officers or Judges of Entries therein eſtabli-
nd all others of My ſubjects to whom it belongs,
belong, not to give her any obſtruction, nor
ſion her any inconvenience or detention, but
to aid her and to furniſh her with whatever

1817 ſhe may want for her regular navigation; and of t
vaſſals and ſubjects of Kings, Princes, and Repub
in friendſhip and alliance with Me; of the Comm
ders, Governors, or Chiefs of their Provinces, F
treſſes, Squadrons, and Veſſels, I require that
likewiſe ſhall not impede her in her free navig
entry, departure, or detention in the ports to w
by any accident, ſhe may be carried; but permit
to provide and ſupply herſelf therein with wha
ſhe may be in need of, for which purpoſe I have c
manded this paſsport to be made out, which, b
ſigned for its validity by my Secretary of State for
Diſpatch of Marine, ſhall ſerve for the time th
voyage, going and returning, may laſt; after
concluſion of which, it ſhall be returned to the C
mandant of Marine, Governor or other perſo
whom it may have been iſſued; adding, for its p
uſe, the corresponding note.

Given at Madrid, on

I, THE KING.

(Here the Signature of the Secretary
State and of the Diſpatch of Mari

Note. This paſsport, No. authorizes t
number of Slaves, not exceeding being in
proportion of five Slaves for every two tons (as p
mitted by the Royal Decree of 1817) except
always ſuch Slaves employed as ſailors or domeſ
and children born on board during the voyage; a
the ſame is iſſued by the underſigned on
day of this date, made out in favour of
has previously conformed with all the formalities
quired by the Royal Decree of 1817, a
bound to return it immediately upon his return
the voyage.

Given at on the of
of the year

(Here the Signature of the Princi
Marine Authority of the Naval Di
ſion, Station, Province, or Po
from whence the veſſel clears ou

(*Signed*) HENRY WELLESLEY. (L. S.)
(*Signed*) JOSE PIZARRO. (L. S.)

In

ons for the Britiſh and Spaniſh Ships of employed to prevent the illicit Traffic in Slaves. 1817

I. Every Britiſh or Spaniſh ſhip of war ſhall, rmity with Article IX. of the Treaty of this re a right to viſit the merchant ſhips of either o Powers actually engaged, or ſuſpected to ed in the Slave Trade; and ſhould any Slaves on board, according to the tenor of the le of the aforeſaid Treaty; — and as to what he Spaniſh veſſels, ſhould there be ground t that the ſaid Slaves have been embarked t of the coaſt of Africa where the Traffic is r permitted, conformably to the Article I. the Treaty of this date; in theſe caſes alone, nander of the ſaid ſhip of war may detain d having detained them, he is to bring them, s poſſible, for judgment, before that of the d Commiſſions appointed by the XIIth Article aty of this date, which ſhall be the neareſt, the Commander of the capturing ſhip ſhall, own reſponſibility, think he can ſooneſt n the ſpot where the Slave ſhip ſhall have ined.

on board of which no Slaves ſhall be found, for purpoſes of Traffic, ſhall not be detained ccount or pretence whatever.

ſervants or ſailors that may be found on ſaid veſſels, cannot, in any caſe, be deemed it cauſe for detention.

II. No Spaniſh merchantman or Slave ſhip any pretence whatever, be detained, which ound any where near the land or on the high th of the Equator, during the period for Traffic is to remain lawful, according to tions ſubſiſting between the High Contracting inleſs after a chace that ſhall have commen- of the Equator.

II. Spaniſh veſſels, furniſhed with a regular having Slaves on board, ſhipped at thoſe he coaſt of Africa where the Trade is per- Spaniſh ſubjects, and which ſhall afterwards be

1817 be found north of the Equator, ſhall not be detai by the ſhips of war of the two nations, though niſhed with the preſent inſtructions, provided the can account for their courſe, either in conformity the practice of the Spaniſh navigation, by ſtee ſome degrees to the northward in ſearch of fair w or for other legitimate cauſes, ſuch as the dang the ſea, duly proved; provided always, that, regard to all Slave ſhips detained to the north Equator, after the expiration of the term allowed proof of the legality of the voyage is to be furni by the veſſel ſo detained. On the other hand, reſpect to Slave ſhips detained to the ſouth of Equator, in conformity with the Stipulations of preceding Article, the proof of the illegality of voyage is to be exhibited by the captor.

It is in like manner ſtipulated, that the nu of Slaves found on board a Slave ſhip by the cru even ſhould the number not agree with that conta in their paſsport, ſhall not be ſufficient reaſo juſtify the detention of the ſhip; but the Captain the Proprietor ſhall be denounced in the Spaniſh bunals, in order to their being puniſhed acco to the laws of the country.

ART. IV. Every Spaniſh veſſel intended t employed in the legal Traffic in Slaves, in co mity with the principles laid down in the Trea this date, ſhall be commanded by a native Spa and two-thirds, at leaſt, of the crew ſhall lik be Spaniards; provided always, that its Spaniſ Foreign conſtruction ſhall, in no wiſe, affect its nality, and that the Negro ſailors ſhall alway reckoned as Spaniards, provided they belon Slaves, to ſubjects of the Crown of Spain, o they have been enfranchiſed in the dominions Catholic Majeſty.

ART. V. Whenever a ſhip of war ſhall m merchantman liable to be ſearched, it ſhall be in the moſt mild manner, and with every atte which is due between allied and friendly na and in no caſe ſhall the ſearch be made by an o holding a rank inferior to that of Lieutenant i Navy of Great Britain, or of Enſign of a ſhip o line in the Spaniſh Navy.

. VI. The ſhips of war which may detain any 1817
ip, in purſuance of the principles laid down
reſent inſtructions, ſhall leave on board all
o of Negroes untouched, as well as the Captain
art, at leaſt, of the crew of the above-men-
ilave ship; the Captain ſhall draw up in writing,
ntic declaration, which ſhall exhibit the ſtate
he found the detained ſhip, and the changes
ay have taken place in it; he ſhall deliver
aptain of the Slave ſhip a ſigned certificate
apers ſeized on board the ſaid veſſel, as well
number of Slaves found on board at the
of detention.

Negroes ſhall not be diſembarked till after the
hich contain them ſhall be arrived at the
ere the legality of the capture is to be tried
f the two Mixed Commiſſions, in order that,
ent of their not being adjudged legal prize,
of the proprietors may be more eaſily repaired.
ver, urgent motives, deduced from the length
yage, the ſtate of health of the Negroes, or
ſes, required that they ſhould be diſembarked
or in part, before the veſſel could arrive at
of reſidence of one of the ſaid Commiſſions,
mander of the capturing ſhip may take on
reſponſibility of ſuch diſembarkation, pro-
at the neceſſity be ſtated in a certificate in
rm.

VII. No conveyance of Slaves from one port
aniſh poſſeſſions to another ſhall take place,
ſhips provided with paſsports from the
ent on the ſpot, *ad hoc*.

at Madrid the twenty-third day of September,
ar of our Lord one thouſand eight hundred
teen.

(L. S.) HENRY WELLESLEY.

(L. S.) JOSE PIZARRO.

Regu-

1817 *Regulations for the Mixed Commiſſions, which to reſide on the Coaſt of Africa, and in a Colo Poſſeſſion of His Catholic Majeſty.*

ART. I. The Mixed Commiſſions to be eſtabli by the Treaty of this date, upon the Coaſt of A and in a Colonial Poſſeſſion of His Catholic M are appointed to decide upon the legality of t tention of ſuch Slave veſſels as the cruizers of nations ſhall detain, in purſuance of this ſame T for carrying on an illicit commerce in Slaves.

The above-mentioned Commiſſions ſhall without appeal, according to the letter and ſpi the Treaty of this date.

The Commiſſions ſhall give ſentence as ſum as poſſible, and they are required to decide, (as they ſhall find it practicable,) within the ſp twenty days, to be dated from that on which detained veſſel ſhall have been brought into th where they ſhall reſide; firſt, upon the legality t capture; ſecond, in the caſe in which the cap veſſel ſhall have been liberated, as to the indem cation which ſhe is to receive.

And it is hereby provided, that, in all caſes final ſentence ſhall not be delayed, on account abſence of witneſſes, or for want of other p beyond the period of two months; except upo application of any of the parties intereſted, upon their giving ſatisfactory ſecurity to charge ſelves with the expenſe and riſks of the dela Commiſſioners may, at their diſcretion, grant ditional delay, not exceeding four months.

ART. II. Each of the above-mentioned Commiſſions which are to reſide on the coaſt of and in a Colonial Poſſeſſion of His Catholic M ſhall be compoſed in the following manner:

The two High Contracting Parties ſhall e them name a Commiſſary Judge, and a Commi of Arbitration, who ſhall be authorized to he to decide, without appeal, all caſes of capt Slave veſſels which, in purſuance of the ſtipu of the Treaty of this date, may be laid before All the eſſential parts of the proceedings can

theſe Mixed Commiſſions, ſhall be written down 1817
legal language of the country in which the
iſſion may reſide.

Commiſſary Judges and the Commiſſioners of
tion, ſhall make oath, in preſence of the prin-
agiſtrate of the place in which the Commiſſion
ide, to judge fairly and faithfully, to have no
ce either for the claimants or the captors, and
in all their deciſions, in purſuance of the ſtipu-
of the Treaty of this date.

re ſhall be attached to each Commiſſion a Se-
or Regiſtrar, appointed by the Sovereign of
ntry in which the Commiſſion may reſide, who
giſter all its acts, and who, previous to his
charge of his poſt, ſhall make oath, in pre-
of at leaſt one of the Commiſſary Judges, to
himſelf with reſpect for their authority, and
with fidelity in all the affairs which may belong
charge.

. III. The form of the proceſs ſhall be as

Commiſſary Judges of the two nations ſhall,
firſt place, proceed to the examination of the
of the veſſel, and to receive the depoſitions
of the Captain and of two or three, at leaſt,
principal individuals on board of the detained
as well as the declaration on oath of the captor,
it appear neceſſary, in order to be able to judge
pronounce if the ſaid veſſel has been juſtly
d or not, according to the ſtipulations of the
of this date, and in order that, according to
dgment, it may be condemned or liberated.
the event of the two Commiſſary Judges not
g on the ſentence they ought to pronounce,
r as to the legality of the detention, or the
nification to be allowed, or on any other queſtion
might reſult from the ſtipulations of the Treaty
date, — they ſhall draw by lot the name of
the two Commiſſioners of Arbitration, who,
having conſidered the documents of the proceſs,
conſult with the abovementioned Commiſſary
on the caſe in queſtion, and the final ſentence
be pronounced conformably to the opinion of
the

1817 the majority of the above-mentioned Co
Judges, and of the above-mentioned Commil
Arbitration.

ART. IV. As often as the cargo of Slav
on board of a Spaniſh Slave ſhip, ſhall ha
embarked on any point whatever of the coaſt
where the Slave trade continues to be lawf
Slave ſhip ſhall not be detained on pretext
above-mentioned Slaves have been brought o
by land from any other part whatever of the C

ART. V. In the authenticated declaratio
the captor ſhall make before the Commiſſion,
as in the certificate of the papers ſeized, wh
be delivered to the Captain of the captured
the time of the detention, the above-mention
ſhall be bound to declare his name, the nat
veſſel, as well as the latitude and longitud
place where the detention ſhall have taken pl
the number of Slaves found living on boa
Slave ſhip at the time of the detention.

ART. VI. As ſoon as ſentence ſhall ha
paſſed, the detained veſſel, if liberated, a
remains of the cargo ſhall be reſtored to
prietors, who may, before the ſame Commiſſi
a valuation of the damages, which they may
right to demand; the captor himſelf, and in hi
his Government, ſhall remain reſponſible for th
mentioned damages.

The two High Contracting Parties bind th
to defray, within the term of a year from
of the ſentence, the indemnifications which
granted by the above-named Commiſſion,
underſtood that theſe indemnifications ſhall
expenſe of the Power of which the captor
a ſubject.

ART. VII. In caſe of the condemnation of
for an unlawful voyage, ſhe ſhall be declare
prize, as well as her cargo, of whatever de
it may be, with the exception of the Slaves
be on board as objects of commerce: and
veſſel, as well as her cargo, ſhall be ſold b
ſale for the profit of the two Governments:
to the Slaves, they ſhall receive from the Mix

a certificate of emancipation, and ſhall be 1817
ſed over to the Government on whoſe territory
ommiſſion, which ſhall have ſo judged them,
e eſtabliſhed, to be employed as ſervants or
bourers. Each of the two Governments binds
guarantee the liberty of ſuch portion of theſe
als as ſhall be reſpectively conſigned to it.

VIII. Every claim for compenſation of loſſes
ed to ſhips ſuſpected of carrying on an illicit
Slaves, not condemned as lawful prize by
ed Commiſſions, ſhall be alſo heard and jud-
the above-named Commiſſions, in the form
d by the Third Article of the preſent Regulation.
all caſes wherein reſtitution ſhall be ſo decreed,
miſſion ſhall award to the claimant or claimants,
or their lawful attorney or attornies, for his
r uſe, a juſt and complete indemnification, for
s of ſuit, and for all loſſes and damages which
imant or claimants may have actually ſuſtained
h capture and detention; that is to ſay, in caſe
l loſs, the claimant or claimants ſhall be indem-
firſt for the ſhip, her tackle, apparel, and ſtores;
dly for all freight due and payable; thirdly, for
lue of the cargo of merchandize, if any; fourth-
r the Slaves on board at the time of detention,
ding to the computed value of ſuch Slaves at
ce of deſtination, deducting therefrom the uſual
erage mortality for the unexpired period of the
r voyage; deducting alſo for all charges and ex-
s payable upon the ſale of ſuch cargoes, inclu-
commiſſion of ſale; and fifthly, for all other re-
charges in ſuch caſes of total loſs: and in all
caſes not of total loſs, the claimant or claimants
be indemnified; firſt, for all ſpecial damages and
ſes occaſioned to the ſhip by the detention, and
ſs of freight when due or payable: ſecondly, a
rrage, when due, according to the ſchedule an-
d to the preſent Article; thirdly, a daily allowan-
r the ſubſiſtence of Slaves, of one ſhilling or four
and half de Vn. for each perſon, without diſtinc-
of ſex or age, for ſo many days as it ſhall appear
he Commiſſion that the voyage has been or may
lelayed by reaſon of ſuch detention; as likewiſe;
thly, for any deterioration of cargo or Slaves;

fifthly,

1817 fifthly, for any diminution in the value of th of Slaves, proceeding from an increaſed morta yond the average amount of the voyage, or fro neſs occaſioned by detention; this value to b tained by their computed price at the place o nation, as in the above caſe of total loſs; ſixth allowance of five per cent, on the amount of pital employed in the purchaſe and maintena cargo, for the period of delay occaſioned by tention; and ſeventhly, for all premium of in on additional risks.

The claimant or claimants ſhall likewiſe b led to intereſt, at the rate of five per cent per on the ſum awarded, until paid by the Gove to which the capturing ſhip belongs: the whole of ſuch indemnifications being calculated in t ney of the country to which the captured ſhip and to be liquidated at the exchange curren time of award, excepting the ſum for the fal of Slaves, which ſhall be paid at par, as al pulated.

The two High Contracting Parties wiſhing t as much as poſſible, every ſpecies of fraud in cution of the Treaty of this date, have agree if it ſhould be proved, in a manner evident conviction of the Commiſſary Judges of the t tions, and without having recourſe to the of a Commiſſioner of Arbitration, that the cap been led into error by a voluntary and repre fault on the part of the Captain of the detaine in that caſe only, the detained ſhip ſhall not h right of receiving, during the days of her det the demurrage ſtipulated by the preſent Article

Schedule of demurrage or daily allowance for a

100 tons to 120 inclusive,	L. 5		
121 ditto— 150 ditto,	6		
151 ditto— 170 ditto,	8		
171 ditto— 200 ditto,	10	}	per
201 ditto— 220 ditto,	11		
221 ditto— 250 ditto,	12		
251 ditto— 270 ditto,	14		
271 ditto— 300 ditto,	15		

and ſo on in proportion.

IX. When the Proprietor of a ſhip, ſuſpected 1817
ing on an illicit trade in Slaves, releaſed in
nce of a ſentence of one of the Mixed Com-
(or in the caſe, as above-mentioned, of total
all claim indemnification for the loſs of Slaves
e may have ſuffered, he ſhall in no caſe be
to claim for more than the number of Slaves
is veſſel, by the Spaniſh laws, was authoriſed
, which number ſhall always be ſtated in his
.

X. Neither the Judges, nor the Arbitrators,
Secretary of the Mixed Commiſſions ſhall be
d to demand or receive, from any of the
oncerned in the ſentences which they ſhall pro-
any emolument, under any pretext whatsoever,
performance of the duties which are impoſed
em by the preſent Regulation.

XI. When the parties intereſted, ſhall imagine
re cauſe to complain of any evident injuſtice
part of the Mixed Commiſſions, they may
t it to their reſpective Governments, who
to themſelves the right of mutual correſpon-
r the purpoſe of removing, when they think fit,
viduals who may compoſe theſe Commiſſions.

XII. In caſe of a veſſel being improperly
, under pretence of the ſtipulations of the
of this date, and the captor not being enabled
y himſelf, either by the tenour of the ſaid
or of the Inſtructions annexed to it, the
nent to which the detained veſſel may belong,
entitled to demand reparation; and, in ſuch
e Government to which the captor may belong,
ſelf to cauſe enquiry to be made into the
of the complaint, and to inflict upon the
if he be found to have deſerved it, a pu-
t proportioned to the tranſgreſſion which may
en committed.

XIII. The two High Contracting Parties have
that, in the event of the death of one or
the Commiſſary Judges, or the Commiſſioners
ation, compoſing the above-mentioned Mixed
ſions, their poſts ſhall be ſupplied, *ad interim*,
ollowing manner:

On

1817 On the part of the British Government, t
cies shall be filled successively, in the Commiss
shall sit within the possessions of His Brita
jesty, by the Governor or Lieutenant Governo
in that colony, by the Principal Magistrate of
and by the Secretary; and in that which
within the possessions of His Catholic Maj
agreed, that, in case of the death of th
Judge or Arbitrator there, the remaining m
of the said Commission shall proceed equal
judgment of such Slave ships as may be brou
them, and to the execution of their sent
this case alone, however, the parties inter
have the right of appealing from the sentenc
think fit, to the Commission resident upon
of Africa; and the Government to which
shall belong, shall be bound fully to make
compensation which shall be due to them
the appeal be decided in favour of the
but the vessel and cargo shall remain, du
appeal, in the place of residence of the first
sion before which they shall have been can

On the part of Spain, the vacancies
supplied, in the possession of His Catholic M
such persons of trust as the principal author
country shall appoint; and upon the coast
in case of the death of any Spanish Judge or
the Commission shall proceed to judgment in
manner as above specified for the Commissio
in the possession of His Catholic Majesty, in
of the death of the British Judge or Arbit
appeal being, in this case likewise, allowe
Commission resident in the possession of His
Majesty; and, in general, all the provisio
former case being to be applied to the pres

The High Contracting Parties have agreed
as soon as possible, the vacancies that may a
above-mentioned Commissions, from deat
other cause; and in case that the vacancy
the Spanish Commissioners in the British p
or of the British Commissioners in the Span
sion, be not supplied at the end of the term
months for America, and of twelve for A
vessels, which shall be brought to the said

ctively, ſhall ceaſe to have the right of appeal 1817
s ſtipulated.

one at Madrid, the twenty-third day of Septem-
in the year of our Lord one thouſand eight
red and ſeventeen.

(L. S.) HENRY WELLESLEY.
(L. S.) JOSE PIZARRO.

48.

ité entre Sa Majeſté Britannique et Sa 1818
jeſté le Roi des Pays-Bas, afin d'empê- 4 Mai.
tout Commerce d'Eſclaves de la part de
urs Sujets reſpectifs. Signé à la Haye
le 4 Mai 1818.

près l'exemplaire preſenté en Anglais et Fran-
aux deux chambres du Parlement 1818, imprimé
à Londres fol.

Au nom de la très-ſainte Trinité.

Majeſté le Roi des Pays-Bas, et Sa Majeſté le Roi du
ume Uni de la Grande-Brétagne et d'Irlande, ani-
d'un déſir mutuel d'adopter les meſures les plus
ces pour empêcher le Commerce des Eſclaves
eurs ſujêts, et prevenir que d'autres nations qui
rouvent engagées ne ſe ſervent de leurs pavillons
ctifs pour protéger cet odieux trafic; Leurs dites
ſtés ont réſolu de procéder à la concluſion d'un
té pour atteindre ce double but et ont nommé à
fin leurs Plénipotentiaires, *ad hoc*, ſavoir:

Majeſté le Roi des Pays-Bas, le Sieur Anne, Willem,
l, Baron de Nagell d'Ampſen, Membre du Corps
Nobles de la Province de Gueldre, Grand-Croix
Ordres du Lion Belgique et de Charles III., Son
abellan et Miniſtre d'État ayant Département des
res Etrangères; et le Sieur Cornelis Felix van
Maanen,

1818 Maanen, Commandeur de l'ordre du Lion Belgique, Son Miniſtre d'Etat ayant le Département de la Juſtice, et Sa Majeſté le Roi du Royaume Uni de la Grande Brétagne et d'Irlande, le très Honorable Richard Comte de Clancarty, Vicomte Dunlo, Baron Kilconnel, Baron Trench de Garbally, du Royaume Uni de la Grande-Brétagne et de l'Irlande, Conſeiller en Son Conſeil Privé de la Grande-Brétagne et de l'Irlande, Membre du Comité du Premier pour les Affaires de Commerce et des Colonies, Colonel du Régiment de Milice du Comté de Galway, Chevalier Grand-Croix du très Honorable Ordre du Bain, Son Ambaſſadeur Extraordinaire Plénipotentiaire auprès de Sa Majeſté le Roi des Pays-Bas, Grand Duc de Luxembourg; Leſquels après avoir échangé leurs Pleinpouvoirs, trouvés en bonne et due forme ſont convenus des Articles ſuivans:

Art. I. Les loiſ du Royaume uni de la Grande Brétagne et de l'Irlande aſſujettiſſant déjà à de très graves peines, les ſujèts de Sa Majeſté Britannique qui font la traite des Nègres ou qui y ſeront concernés d'une manière quelconque, Sa Majeſté le Roi des Pays-Bas, ſe référant à l'Article VIII. de la Convention conclue avec Sa Majeſté Britannique le 13 Août 1814, s'engage en conſéquence à défendre dans le terme de huit mois après la Ratification des préſentes ou plutôt ſi faire ſe pourra, à tous ſes ſujèts, de la manière la plus efficace, et ſpécialement par les lois pénales les plus formelles, de prendre aucune part quelconque à la traite des Nègres; au cas que les mêmes repreſſives contre la traite des Nègres, déjà priſes par le Gouvernement de la Grande-Brétagne, et à prendre par celui des Pays-Bas fuſſent trouvées inefficaces ou inſuffiſantes, les Hautes Parties Contractantes s'engagent à y pourvoir par de nouvelles meſures législatives ou réglémentaires les plus propres à atteindre le but, qu'Elles ſe propoſent par le préſent Traité.

Art. II. Afin d'atteindre plus complettement le but de prévenir tout commerce d'Eſclaves de la part de leurs ſujèts reſpectifs, les deux Hautes Parties Contractantes conſentent mutuellement à ce que les vaiſſeaux de leurs Marines Royales qui ſeront munis d'inſtructions ſpéciales à cet effet, telles qu'on les trouvera mentionnées ci-après, pourront viſiter tels navi-

1

hands des deux nations, qui ſur des préſomptions 1818
nables, ſeraient ſuspects d'avoir des Eſclaves à
, deſtinés pour un commerce illicite, et dans le
plement qu'ils trouveraient de pareils Eſclaves
d, ils pourront arrêter et amèner les navires,
être mis en jugement par devant les Tribunaux
pour cet objet, ainſi qu'il ſera ſpécifié plus bas.

III. Afin d'expliquer le mode d'exécution de
précédent, il eſt convenu;

Que ce droit réciproque de viſitation et d'arre-
ne ſaurait être exercé dans la mer Méditerra-
dans les mers Européennes, ſituées hors du
de Gibraltar au nord de la 37 paralelle de latí-
ptentrionale et à l'eſt du méridien de longitude,
dégré à l'oueſt de Greenwich.

Que les noms des différens vaiſſeaux, munis
eilles Inſtructions, leurs forces reſpectives et les
des Commandans ſeront communiqués de tems
s et à meſure de la délivrance d'icelles, par la
ce, qui en fait l'expedition à l'autre Haute Par-
ntractante.

Que le nombre des vaiſſeaux de chacune des
s Royales autoriſés à exécuter la viſitation ſus-
e pourra excèder le nombre de douze, appar-
à chacune des Hautes Parties Contractantes,
conſentement exprès de l'autre puiſſance, préa-
ent obtenu.

Pour le cas, où il ſerait jugé néceſſaire, qu'un
de la Marine Royale de l'une ou de l'autre des
Hautes Parties Contractantes, à ce autoriſé pro-
à viſiter un ou pluſieurs navires marchands ſous
illon, et ſous le Convoi d'un ou de pluſieurs
x de la Marine Royale de l'autre Haute Partie
ctante, l'Officier Commandant du vaiſſeau duë-
utoriſé et commiſſionné à faire pareille viſita-
y procédera conjointement avec l'Officier, qui
and le convoi, lequel accordera toute facilité à
e viſite et à la détention eventuelle des vaiſſeaux
hands ainſi viſités, et contribuera de tout ſon
oir à l'exécution de la préſente Convention, con-
ment à ſon intention et ſon motif.

Il eſt auſſi convenu, que les Commandans des
aux des deux Marines Royales qui ſeront em-
s à ce ſervice devront s'en tenir ſtrictement à

1818 *B.* Les Règlemens pour les Cours de Justice, tes, qui siégeront dans une des possessions Colo de Sa Majesté le Roi des Pays-Bas et sur la côte d'Af

ART. X. Le présent Traité consistant en dix cles sera ratifié et les Ratifications échangées l'espace d'un mois ou plutôt si faire se peut.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respecti signés et y ont apposés le cachet de leurs arm

Fait à la Haye le quatre Mai, de l'an de mil huit cent dixhuit.

Signé: CLANCARTY. (L. S.
A. W. C. DE NAGELL. (L. S.
VAN MAANEN. (L. S.

Annexes.

Instructions pour les Vaisseaux des Marines R des Pays-Bas et de la Grande-Brétagne empl prévenir le Trafic d'Esclaves. *)

ART. I. Tout vaisseau des Marines Royale Pays-Bas ou Britannique qui, muni des présen structions aura, en conformité de l'Article seco Traité de ce jour le droit de visiter les navire chands de chacune des deux Puissances actuell engagés, ou suspects d'être engagés dans le com des esclaves, y pourra procéder hormis dans les exceptées par l'Article trois du dit Traité, et s'il se vent des esclaves à bord dans le dessein exprès faire le trafic, le Commandant du dit vaisseau Marine Royale aura le pouvoir de les détenir et de détention d'un navire il le conduira afin d'êt en jugement aussitôt que possible devant celle de Cours établies par l'article sept du Traité de ce qui se trouvera la plus proche, ou que lui, Com dant du vaisseau capteur, jugera, sous sa respo lité personnelle, pouvoir le plutôt atteindre à du point, sur le quel le navire marchand au visité et détenu.

*) Ces trois articles conviennent *mutatis mutandis* les art. 1. 7 et 8. des instructions arrêtés entre la Brétagne et le Portugal, ci-dessus.

1818 *Règlement pour les Cours de Juſtice Mixtes deront dans une des Poſſeſſions Coloniales de jeſté le Roi des Pays-Bas et ſur la côte d'Af*

Art. I. Les Cours de Juſtice Mixtes, d'après le Traité de ce jour dans une des P Coloniales de Sa Majeſté le Roi des Pays-Ba la côte d'Afrique ſont conſtituées à l'effet de de la légalité de la détention des navires, que ſeurs des deux Nations viendront à arrêter, du dit Traité.

Les Cours ſusmentionnées décideront d ment et ſans appel conformément aux ſtipula Traité.

La procédure aura lieu auſſi ſommairement ſible, et les Cours ſont requiſes de prononce autant qu'elles le trouveront practicable,) dan de vingt Jours, à dater de celui, auquel le m tenu aura été conduit dans les ports, où l réſident. Elles jugeront en premier lieu de l de la capture, et en ſecond lieu (dans le navire capturé viendra à être abſous,) de l' ſation à donner au navire capturé.

Et il eſt ſtatué par les préſentes que dans cas, la Sentence définitive ne pourra être dif cauſe d'abſence des témoins, ou par défaut preuves, au delà du terme de deux mois, que ce ne ſoit à la demande d'une des partie ſées, en quel cas et moyennant qu'elles f ſûreté ſuffiſante, qu'elles ſe chargeront elle de frais et risques du délai, les cours auron voir discrétionnaire d'accorder un délai a qui n'excédera pas quatre mois.

Art. II. Chacune des Cours mixtes ſu nées, qui réſideront dans une des poſſeſſion les de Sa Majeſté le Roi des Pays-Bas et ſu d'Afrique ſera compoſée de la manière ſuiva

Les deux Hautes Parties Contractantes no chacune un Juge et un arbitre, qui ſeront a prendre connaiſſance et à décider ſans appe les cas de capture de navire, qui, en ſuite lations du Traité de ce jour viendront à êt devant eux.

s les parties eſſentielles des procédures por- 1818
devant les dites Cours mixtes ſeront cou-
r écrit dans la langue légale du pays, ou les
ſideront.

iges et les Arbitres prêteront ſerment et mains
pal Magiſtrat de l'endroit, où les Cours réſi-
le juger loyalement et fidellement de n'accor-
ne préférence, ſoit aux Reclamans ſoit aux
et de ſe conduire dans toutes leurs déciſions,
ment aux ſtipulations du Traité de ce jour.
que cour ſera attaché un Sécrétaire ou Grèffier
r le Souverain du pays, où la Commiſſion
le quel enregiſtrera tous les actes de celle-ci
ant de prendre poſſeſſion de ſa charge prêtera
par devant la Cour, de ſe conduire reſpec-
nt à ſon égard et d'en agir avec fidélité dans
s affaires du reſſort de ſa charge.

II. La manière de procéder ſera comme ſuit:

iges des deux nations procéderont en premier
examen des papiers du navire, et à recevoir
tions du Capitaine et de deux ou trois des
x individus au moins, du navire amèné,
i que la déclaration aſſermentée du capteur,
aiſſait néceſſaire; afin d'être en état de juger
noncer, ſi le navire a été détenu juſtement
conformément aux ſtipulations du Traité et
en vertu de ce jugement, la navire puiſſe
amné ou abſous. Et dans le cas ou les deux
s'accorderaient pas ſur la ſentence à pronon-
ix, ſoit quant à la légalité de la détention,
t à l'indemniſation à allouer ou ſur toute au-
on qui pourrait réſulter des ſtipulations du
s tireront au ſort le nom de l'un des deux
le quel, après avoir examiné les documens
s, deliberera avec les Juges ſusmentionnés,
s exiſtant et la ſentence finale ſera prononcée
ment à l'opinion de la majorité des Juges et
re ſusmentionné.

IV. Dans les déclarations authentiques que
r ſera tenu de faire par devant la Cour ainſi
le certificat des papiers ſaiſis, qui ſera de-
Capitaine du navire capturé, lors de ſa dé-
le ſusdit capteur ſera tenu de déclarer ſon
nom

1818 nom et celui de ſon vaiſſeau, auſſi bien que la lat
de et la longitude, de l'endroit où la détention a
lieu et le nombre des Eſclaves trouvé à bord du na
capturé au moment de ſa détention.

ART. V. Auſſitôt après que la ſentence aura
prononcée le navire détenu s'il eſt libéré, et ſa c
ſon dans l'état où elle ſe trouvera alors, ſeront
tués au patron, ou à celui qui le repreſente, lé
pourra réclamer, par devant la même Cour, une
luation des dommages, qu'il pourrait avoir droit
demander: le capteur lui même, et à ſon défaut,
Gouvernement reſtera reſponſable des dits domm

Les deux Hautes Parties Contractantes s'oblig
payer dans l'eſpace d'une année après la date de
ſentence, les frais et dommages qui pourront êt
cordés par la Cour ſusnommée: il eſt entendu
ces frais et dommages tomberont à la charge d
Puiſſance dont le capteur ſera ſujet.

ART. VI. En cas de condemnation d'une na
il ſera déclaré priſe légitime, auſſi bien que ſa ch
de quelque deſcription qu'elle puiſſe être, à l'excep
des Eſclaves, qui pourront être à bord comme o
de commerce; et le dit navire, auſſi bien que
charge, ſera vendu en vente publique au profit
deux Gouvernemens; et quant aux eſclaves, ils
cevront de la Cour mixte un certificat d'émancipat
et ſeront remis au Gouvernement ſur le territoire
quel la Cour, qui aura jugé, ſera établie, aux fins d'
employés comme domeſtiques ou travailleurs libre

Chacun des deux Gouvernemens s'oblige à la
rantie de la liberté de telle portion de ces indivi
qui viendra a y être reſpectivement conſignée.

ART. VII. Les Cours mixtes connoitront et ju
également et en la forme voulue par l'Article
du préſent règlement de toute réclamation pour c
penſation, de pertes occaſionnées à des navires det
ſur ſoupçon de faire le commerce des eſclaves, q
non condamnés comme priſes legales par les d
Cours: Dans tous les cas ou la reſtitution aura
prononcée, les Cours adjugeront au profit du, ou
réclamans, ou leurs ayant cauſes legaux, une ind
niſation juſte et complette de tous les fraix de
cédure et de toutes les pertes et dommages que

les réclamans, pourraient avoir éprouvés par telle 1818
ture et détention: Les Cours obſerveront,

Qu'en cas de perte totale le ou les réclamans ſeront indemniſés.

Pour le navire, ſes agrets, apparaux, et munitions.

Pour tout Frêt dû et à payer.

Pour la valeur de la cargaiſon et des marchandiſes, s'il y en a, déduction fait des charges et dépenſes payables pour la vente de pareilles cargaiſons, y compris la commiſſion de vente.

Pour toutes autres charges uſitées en cas de perte totale, et

que dans tous les autres cas de perte, non totale, le ou les réclamans ſeront indemniſés.

De tout dommage et dépens particuliers, occaſionnés au navire par la perte de fret, dû ou à payer.

Pour ſtarie l'indemniſation due de ce chef ſera reglée d'après la cédule annexée au préſent Article.

De toute détérioration de la cargaiſon.

Il leur ſera alloué également cinq pour Cent. du montant du capital employé à l'achat de la cargaiſon pour tout le tems du délai occaſionné par la détention; et

Un dédommagement pour toute prime d'aſſurance ſur les risques additionnels.

Dans tous les cas les ou les réclamans auront de plus droit aux intérêts ſur le pied de cinq pour Cent. par an de la ſomme adjugée, jusqu'à ſon payement par le Gouvernement, au quel le vaiſſeau capteur appartient le montant entier de cette indemniſation ſera payé en monnaye du pays, au quel le navire capturé appartient, à liquider d'après le cours du change à l'époque de l'adjugement.

Les deux Hautes Parties Contractantes déſirant toute éviter autant que poſſible, tout eſpèce de fraude, dans l'exécution du traité de ce jour, ſont convenues, qu'il venait à être prouvé d'une manière évidente à la conviction des Juges des deux nations, et ſans aucun recours à la déciſion d'un Arbitre, que le capteur a été induit en erreur par une faute volontaire et ré-

1818 répréhenſible de la part du capitaine du navire cap
en ce cas ſeulement, le dit navire n'aura pas dr
recevoir pendant la durée des jours de ſa déten
la ſtarie ſtipulée par le préſent Article.

Cedule de Starie ou Jour de Planche pour
Navire de

100	tonneaux	jusqu'à	120	inclusivement,	L. 5
121	do	— —	150	do,	6
151	do	— —	170	do,	8
171	do	— —	200	do,	10
201	do	— —	220	do,	11
221	do	— —	250	do,	12
251	do	— —	270	do,	14
271	do	— —	300	do,	15

et ainſi de ſuite en proportion.

ART. VIII. Il ne ſera licite, ni aux Juges, n
Arbitres, ni au Sécrétaire des Cours mixtes de d
der ou de recevoir d'aucune des parties concer
dans les ſentences qu'ils prononceront, aucun é
ment, ſous quelque prétexte que ce puiſſe être,
l'accompliſſement des devoirs qui leur ſont impoſé
le préſent règlement.

ART. IX. Les deux Hautes Parties Contractantes
convenues qu'en cas de décès ou d'empêchement
d'un ou de pluſieurs des Juges ou des Arbitres
poſant les Cours mixtes ſusmentionnées, leurs p
ſeront remplis, *ad interim*, de la manière ſuivan
Dans la Cour qui ſiégera dans les poſſeſſions d
Majeſté le Roi des Pays-Bas les places vacantes,
dépendent de Sa dite Majeſté, ſeront deſſervies
ceſſivement par le Gouverneur ou Vice-Gouver
par le principal Magiſtrat et Sécrétaire d'icelles.
Quant à la cour ſéant dans les poſſeſſions d
Majeſté Britannique ſur la côte d'Afrique, il eſt
venu qu'en cas de décès ou empêchement légal
Juge ou Arbitre des Pays-Bas en cet endroit, les i
vidus ſurvivans de la Cour procéderont au juge
des navires qui pourraient être traduits par devant
et à la miſe à exécution de leur ſentence.
Les places vacantes de la Cour qui ſera établie
la côte d'Afrique, et qui dépendent de Sa Maj

annique, ſeront deſſervies par le Gouverneur ou 1818
s-Gouverneur, par le Magiſtrat principal et le
rétaire du Gouvernement; en cas de décès ou d'em-
hement légal d'un Juge ou Arbitre Britannique
rtenant à la Cour établie dans une Colonie des
Bas, les individus ſurvivans ſe règleront d'après
a été déterminée ci-deſſus pour la Cour ſéant
s poſſeſſions de Sa Majeſté Britannique, en cas
ou empêchement légal d'un Juge ou Arbitre
s-Bas.

Hautes Parties Contractantes ſont convenues
ent que le Gouverneur ou Vice-Gouverneur des
nies ou ſe tiendront les ſéances des Cours mixtes,
de vacature d'une place de Juge ou Arbitre de
Haute Partie Contractante; préviendra ſans
si le Gouverneur ou Vice-Gouverneur de la Colonie
plus voiſine, appartenant à la dite Haute Partie
tractante, afin que l'on puiſſe y ſuppléer au plutôt;
chacune des Puiſſances Contractantes s'engage à
plir définitivement auſſitôt que poſſible les vaca-
qui pourraient ſubvenir dans les Cours, ſoit par
ou par autres cauſes quelconques.

49.

rmes de la capitulation accordée au gou- 28 Mai.
neur de Penſacola, lors de l'occupation
ne partie de la Floride occidentale par les
roupes des Etats-Unis d'Amérique 1818.

(*Journal de Francfort.* 1818. Nr. 223. 224.)

ropoſitions que le Commandant civil et militaire de
province de Floride occidentale fait à S. Exc. Andreu
kſon, général en chef de l'armée Américaine devant
fort San Carlos, Barancas.

ART. I. Le fort du Barancas ſera remis entre les
ins des troupes des Etats-Unis aux conditions
vantes:

Ap-

1818 *Approuvé.* Avec les exceptions faites à côté de chaque article, et à condition que le fort ſera rémi à une heure après-midi aujourd'hui.

ART. II. La garniſon du fort du Barancas en ſort pour être tranſportée à la Havanne, le jour et à l'h convenus, avec tous les honneurs de la guerre, t bours battant, et avec armes et bagages. Les ployés des finances royales et du département qu eſt joint, ſeront auſſi tranſportés à la même deſtinati

Réponſe. On fournira un état de tout les offici militaires et civils de la garniſon du fort Bara Les troupes ſortiront comme il eſt dit dans l'art leurs armes ſeront dépoſées au pied du glacis, reſteront au pouvoir de l'armée américaine jus jour de l'embarquement, jour auquel elles ſ rendues.

ART. III. Le commandant de la province et officiers de ſon état-major, de l'artillerie, du gé les officiers et ſoldats emporteront avec eux leurs ar et effets perſonnels, et auront auſſi la liberté de diſpo de leurs propriétés de toute eſpèce, avec une parfa ſûreté pour les acquéreurs.

Réponſe. Tous les titres de propriété légalem dérivés de la couronne d'Eſpagne ſeront reſpectés.

ART. IV. La garniſon ſera embarquée aux fr des Etats-Unis. Chaque individu, ſoit militaire, appartenant aux finances royales, recevra pendant traverſée, les rations accordées à ſon grade par l réglemens eſpagnols.

Approuvé. En ce qui regarde le transport de garniſon et les rations eſpagnoles, pourvu qu'e n'excedent point la ration américaine, auquel ca ration américaine ſeule ſeroit accordée.

ART. V. Un nombre ſuffiſant de bâtimens ſ fourni pour embarquer les effets perſonnels, papi et autres propriétés appartenant au commandant, officiers, et aux perſonnes employées par le roi, et p ticulièrement les papiers du bureau du ſecrétaire gouvernement exiſtant à Penſacola, ceux du dépar ment des finances royales, et des emplois civils militaires. Ces papiers ne ſeront ſujets à aucu inſpection ou reconnoiſſance ſous la déclaration qu

contiennent rien d'étranger aux fonctions desdites 1818
ſonnes.

Approuvé. On fera l'eſtime de ce qui ſera néceſ-
pour le transport ſelon l'uſage établi.

L'article VII. ſtipule que la garniſon de Penſacola
priſonniers jouiront du même privilège que la
du Barancas, et ſeront conduits à la Havanne.

articles VIII. et IX. ſont rélatifs à l'approvi-
ment des troupes eſpagnoles, de leurs familles,
leur arrivée à la Havanne; le rembourſement
fournitures ſera enſuite réglé entre l'Eſpagne
Etats-Unis.

L'article X. ſtipule la remiſe des munitions mili-
etc., au général américain.

ART. XI. Les perſonnes et les propriétés ſeront
lectées, les conceſſions et ventes de terre faites par
autorités compétentes ſeront valides et garanties
le gouvernement américain, à quelque époque
lles puiſſent avoir été faites jusqu'à la date du
nt.

Réponſe. Tous les titres légalement dérivés de la
onne d'Eſpagne, antérieurs à cette date, ſeront
tis et reſpectés.

L'article XII. eſt rélatif à un inventaire fait en
le du nombre de l'état des bâtimens royaux.

RT. XIII. Les officiers militaires et ceux qui appar-
ent aux divers départemens, pourront embarquer
eux leurs femmes, leurs enfans et leurs eſclaves;
ce nombre ſont compriſes les familles de ceux
peuvent être abſens. Ceux qui ont des propriétés
dre, ou d[illegible] affaires à arranger, pourront reſter
ne néceſſaire pour cet objet. Les autorités amé-
nes leur donneront toute protection pendant leur
nce, et ils jouiront du même privilège que le
de la garniſon; leur embarquement pour la Ha-
e aura lieu aux frais des Etats-Unis.

inadmiſſible en ce qui regarde le tranſport des
les des officiers abſens, et des domeſtiques non
diatement attachés aux officiers et à leurs famil-
Les individus diſpoſés à reſter dans les Florides
t reſpectés et protégés dans tous leurs droits civils

et

1818 et perſonnels; et s'ils ne profitent pas du tr
accordé préſentement, ils ſeront obligés de
leurs frais.

L'article XIV. ſtipule qu'un inventaire ſer
par le garde-magaſin-général des petits vaiſ
barques qui lui ſont confiés.

ART. XV. Les officiers et les ſoldats de ce
niſon, avec leurs équipages ſeront transpartés
ſacola, où ils reſteront comme il a été déjà dit,
leur embarquement pour la Havanne. *Appro*

ART. XVII. Le chef d'Alabanca et ſa fami
ce moment dans le fort, et dont il a été fait
au major Young, ſera compris dans cette capi
et transporté à la Havanne.

Approuvé. Son nom ſera inſéré dans un
et le gouvernement eſpagnol garantira qu'il ne
nera jamais dans les Florides.

ART. XVIII. La religion catholique, ſes
et ſon libre exercice ſeront maintenus.

Approuvé. Une libre tolérance eſt garantie
les religions.

ART. XIX. La capitulation eſt faite dans
fiance que le général des troupes américaines e
ſon offre de rendre la province intégralement
même état où il la reçoit, ainſi qu'il eſt dit
lettre officielle.

Approuvé. Et la reſtitution ſera faite au
tions expoſées dans la communication du
Jackſon au gouverneur de Penſacola, le 23 M

ART. XX. Si quelque doute s'élevoit ſur l
cation d'aucun des articles de cette capitulati
ſeront expliqués de la manière la plus favora
garniſon eſpagnole.

Réponſe. Les articles ci-deſſus ſeront int
d'après leur eſprit littéral et exprimé.

ART. XXI. La préſente capitulation ſera ſi
échangée entre le général de l'armée américai
commandant de cette province auſſitôt que
et au plus tard à cinq heures de l'après-midi,
renvoyant ſon original reſpectif. *Approuvé.*

rticles additionnels qui auront la même force que 1818
s articles primitifs, et faits par ſuite de ce qui a été convenu.

ART. I. Le nom demandé du chef de la nation abanca eſt Opayhola. Le commandant de cette pro- ce prend, au nom de ſon gouvernement, l'engage- nt que le dit chef ne retournera jamais dans les ides. *Approuvé.*

RT. II. Si des vaiſſeaux de guerre de S. M. C., s pour ce port, arrivoient chargés de proviſions rgent, ils ſeroient librement admis, ainſi que ſſeaux marchands eſpagnols. *Approuvé.*

u fort de San-Carlos, Barancas, 28 Mai 1818, heures après-midi.

JOSEPH MASOT.

A. JACKSON, *major-général-commandant.*

50.

raité de commerce entre Sa Majeſté le Roi de 17 Juin.
ruſſe et Sa Majeſté le Roi de Danemarc, con- clu à Copenhague le 17me Juin 1818.

eſetzſammlung für die Königlich Preuſs. Staaten. 1818. p. 185. en fr. et allemand.)

u nom de la très-ſainte et indiviſible Trinité!

Majeſté le Roi de Pruſſe et Sa Majeſté le Roi de emarc, ayant également à coeur de reſſerrer de en plus l'amitié qui ſubſiſte entr'Elles, et d'étendre relations commerciales entre leurs Etats reſpectifs, convenues de conclure un traité de commerce dé ſur des baſes réciproquement avantageuſes.

En conſéquence Leurs Majeſtés ont choiſi et nom- pour Leurs Plénipotentiaires, ſavoir: Sa Majeſté le de Pruſſe, le Sieur Guillaume Henri Maximilien, rggrave et Comte de Dohna, Conſeiller intime mbaſſade, Son Envoyé extraordinaire et Miniſtre pléni-

1818 plénipotentiaire près Sa Majeſté Danoiſe, Chevali
l'Ordre de l'aigle rouge de la troiſième claſſe;

Et Sa Majeſté le Roi de Danemarc, le Sieur
de Roſenkrantz, Son Miniſtre d'Etat intime et ch
département des affaires étrangères, Chevalier d
dre de l'éléphant, Grand-Croix de l'Ordre de
brog, de l'Ordre de St. Etiénne de Hongrie, de
dres de l'aigle noir et rouge etc. lesquels, après
échangé entre eux leurs pleins-pouvoirs trouv
bonne et due forme, ont arrêté et conclu les Ar
ſuivans:

Amitié. ART. I. Il y aura une paix inviolable et une
tié ſincère et parfaite entre Sa Majeſté le Roi de P
Ses heritiers, ſucceſſeurs et ſujets d'une part,
Majeſté le Roi de Danemarc d'autre part, ſans
tion de perſonnes ou le lieux.

Traitement des ſujets reciproques. ART. II. Les ſujets Pruſſiens en Danemarc
ſujets Danois en Pruſſe ſeront conſtamment regar
traités comme les individus des nations les plus
riſées, conformément aux traités de commerce
ſtant entre les hautes parties contractantes et d'
Puiſſances. Leurs Majeſtés S'engagent en outre à
corder à leurs ſujets reſpectifs toutes les facilité
aſſiſtances et tous les avantages de commerce, qui
vent naturellement émaner d'une telle préférence;
entendu cependant que les ſujets Pruſſiens ou Da
ſe ſoumettent dans leur commerce ou trafic aux or
nances et lois du pays.

Douânes et droits de port. ART. III. Les avantages de nations les plus
voriſées accordés ſelon l'article précédent aux
reſpectifs, s'étendent de même aux marchandi
aux vaiſſeaux des ſujets des deux hautes Puiſſances
tractantes. Pour favoriſer le commerce autan
poſſible, l'on convient que les vaiſſeaux Danois
ront dans les ports des Etats de Sa Majeſté Pruſſ
des mêmes prérogatives, dont jouiſſent les bâti
nationaux; et que ce même avantage ſera accordé
vaiſſeaux Pruſſiens dans les ports des Etats de Sa
jeſté le Roi de Danemarc, à l'exception des île
de Faroé et d'Islande, de la Groenlande et des c
nies Danoiſes.

Les navires Pruſſiens ne payeront point dans
ports Danois les 50 pour cent en ſus du tarif ordin

payemens de droits de port, de droits d'entrée et 1818
rtie ou de la douane sur les marchandises, ainsi
les redevances des navires dans les ports seront
èmes dans les Etats de Sa Majesté Danoise pour
timens Prussiens que pour les nationaux. Tous
antages sont accordés de même aux vaisseaux
dans les ports de la Monarchie Prussienne.

. IV. Les vaisseaux Prussiens payeront les droits d et des deux Belts de la même manière que its sont payés par les bâtimens des nations les vorisées en Danemarc. Il en sera de même des andises et denrées Prussiennes, qui passent le et les Belts à bord de vaisseaux étrangers et pri- s. Douanes au passage du Sund des deux Belts et du Canal de Holstein

douane du Sund sera payée selon le tarif de 1645, ou de telle manière dont par des con- ultérieures le Danemarc pourra tomber d'ac- vec les nations les plus favorisées.
ant aux marchandises, dont il n'est pas fait on dans le tarif, les sujets Prussiens ne payeront pour cent, comme cela se fait de la part des les plus favorisées.
payement du Rosenoble et des 24 Shillings, au- les sujets Prussiens étoient soumis jusqu'ici dans nd, tant pour le vaisseau que pour la cargaison, tout à fait.
redevances en faveur des préposés de la douane *teln*) et autres dépenses dans le Sund seront ac- ées par les sujets Prussiens sur le même pied, que nations les plus favorisées par les stipulations raités de commerce conclus avec le Danemarc.
ra de cette même manière que les sujets Prus- payeront les impôts pour le passage du canal de in.

T. V. On ne visitera point au passage du Sund, elui des Belts et du canal de Holstein, les vais- et marchandises qui appartiennent aux sujets ens; mais l'on sera tenu, quant à l'acquit des s à payer pour ces mêmes navires et marchandi- d'ajouter foi aux certificats et passeports en bonne e, que les capitaines de vaisseaux Prussiens seront le cas de produire du magistrat ou de la douane ndroit d'où ils sont partis, sans exiger aucun Exemption de visitation.

1818 éclairciſſement ultérieur ſur les marchandiſes qui meront la cargaiſon de ces navires, et en ſe tant, quant à leur poids, meſure, qualité et emb à ce qui ſera marqué là-deſſus dans les dites et paſſeports; bien entendu cependant, que s'appercevoit de quelque fraude commiſe à cet l'on aviſera, à la première requiſition qui en ſe aux moyens d'y remédier et de les prévenir à l'

Acquit de douane en detail.

ART. VI. La douane du Sund, dans l'acq payement des droits, ſera obligée de donner fois le détail ſpécifié des droits perçus ſur eſpèce de marchandiſes, afin que l'on puiſſe et conſtater de cette façon, ſi rien n'y aura de trop, et il ne ſera point permis à la dite de déroger à cet uſage, à moins que les capit navires, pour accélérer leur expédition, ne ſe tent eux mêmes d'un acquit en gros des droi pour toute leur cargaiſon.

Expédition des vaiſſeaux au Sund.

ART. VII. Les vaiſſeaux Pruſſiens ſeront ex au Sund ſans retard, et la douane royale ne d pas la préférence à d'autres vaiſſeaux, à moins ne ſoient arrivés les premiers.

Le vaiſſeaux Pruſſiens ne pourront pas payer une ſeconde fois.

ART. VIII. Les vaiſſeaux Pruſſiens, après payé les droits du Sund, ſoit en ſortant de la Ba ſoit en entrant dans cette mer, s'ils étoient obli tempête, vent contraire ou autrement de reven le Sund, ne ſeront pas tenus de payer une ſe fois les mêmes droits.

Navigation ſur l'Elbe.

ART. IX. Les vaiſſeaux Pruſſiens, qui pa devant la forteresſe de Gluckſtadt et autres pla le Danemarc poſſéde ſur l'Elbe, ne ſeront point ni retenus ou inquiétés, à moins qu'en tems il n'y ait des ſoupçons avérés, que ces bâtim tent de la contrebande militaire à l'ennemi. timens Pruſſiens ſeront traités ſur l'Elbe com nationaux.

Refuge des vaiſſeaux en danger.

ART. X. Les bâtimens Pruſſiens, qui ſeront con par tempête, vent contraire ou autre accident de ſe réfugier dans quelque port de la monarchie Da y pourront librement ancrer, ſéjourner et ſe rad ſans payer de douane pour leurs marchandiſes, que celles-ci ne ſeront ni débarquées ni vendu

de même des vaiſſeaux Danois dans les ports 1818
s.

XI. Aucun navire, ni marchand, ni de guerre, Exemption de ſaiſie.
ant aux ſujets de l'une des deux Puiſſances con-
s, ne pourra être arrêté, ni les marchandiſes ſai-
les ports de l'autre. Ce qui toute fois ne
pas aux ſaiſies ou arrêts de juſtice, provenant
s.

XII. Aucun de ces navires ne ſera forcé de L'Embargo.
guerre, ni à aucun autre transport quelcon-
ıtre ſon gré.

XIII. Chacune des deux nations aura le droit Importation et exportation.
er ſes propres productions et marchandiſes,
ductions et marchandiſes étrangères, à bord de
es bâtimens dans les Etats de l'autre Puiſſance
ınte, et de faire un commerce pareil à bord
aux étrangers. Les ſujets reſpectifs ſeront ce-
toujours obligés de ſe ſoumettre aux réglemens
nances par leſquels l'importation de quelque
n marchandiſe ſera, ou tout-à-fait défendue
tat où le commerce ſe fait, ou accordée de
e à une ſociété ou commune.

jets reſpectifs faiſant le commerce, ſe confor-
également aux anciennes lois et uſages des
lans leſquelles ils font leur trafic et par les-
ıe branche du commerce eſt plus ou moins
aux habitans de ces villes, comme c'eſt le cas
berg, à Elbing et à Danzic, au ſujet du trafic
denrées Polonoiſes et Ruſſes.

XIV. Les marchands, capitaines et comman- Liberté pour le chargement et dechargement.
vaiſſeaux, et autres ſujets de chacune des deux
ne ſeront pas forcés dans les ports de l'autre
rger aucune ſorte de marchandiſe dans d'au-
ıaux, ni de les recevoir à bord de leurs na-
d'attendre leur chargement plus longtems qu'il
plaira.

XV. L'une des deux Puiſſances contractan- Commerce en tems de guerre.
nt à avoir la guerre, avec une Puiſſance tierce,
donnera pas moins de ſon côté des preuves
tinuation de ſon amitié à l'autre, ſans exiger
ıne prédilection qui ſoit préjudiciable aux
ropres et au repos de celle qui eſt reſtée neu-

1818 tre, et qui jouira, particulièrement de la part de qui eſt devenu belligerante, d'une reconnoiſſance et entière de tous les droits que lui aſſure la lité, moyennant qu'elle en obſerve auſſi ſtric les obligations.

Navigation des neutres.

ART. XVI. En conſéquence de l'article pr tous les vaiſſeaux des Puiſſances contractantes ront naviguer librement de port en port, et côtes des nations en guerre.

Marchandiſes à bord de vaiſſeaux neutres.

ART. XVII. Les hautes Puiſſances contra ayant réſolu de mettre ſous une ſauvegarde ſ la liberté du commerce et de la navigation d ſujets, dans le cas où l'une d'entre elles ſe guerre tandis que l'autre reſteroit neutre, e convenues, que les effets embarqués ſur les neutres, ſeront libres à l'exception de la cont de guerre.

Il ſera auſſi libre aux ſujets neutres de tra pour leur compte les marchandiſes du produ cru ou de la manufacture des pays en guerre, auront été acquiſes par des ſujets de la puiſſance

La même liberté s'étendra aux perſonnes qu à bord d'un vaiſſeau neutre, quand même elles ſe ennemies de l'autre partie, excepté que ce fuſſen gens de guerre, actuellement au ſervice de l'en

Pour obvier à tous les inconvéniens qui po provenir de la mauvaiſe foi de ceux qui ſe ſe du pavillon d'une nation ſans lui appartenir, on vient d'établir pour régle inviolable, qu'un bât quelconque, pour être regardé comme propriét pays dont il porte le pavillon, doit avoir à ſo le Capitaine du vaiſſeau et la moitié de l'équip gens du pays, et les papiers et paſſeports en et due forme, d'après les ordonnances du gou ment dont il ſe réclame; mais tout bâtimen n'obſerve pas cette règle, et qui contreviend ordonnances publiées à cet effet, perdra tous les à la protection des Puiſſances contractantes.

Ports bloqués.

ART. XVIII. Le commerce des vaiſſeaux de la ſance neutre ne ſe fera cependant pas dans les bloqués. On convient de ne regarder un lieu co aſſiégé ou bloqué, à moins qu'il ne ſoit telle fermé du côté de la mer par deux vaiſſeaux, o

le la terre par une batterie de canons, que ſon 1818
ne peut être haſardée, ſans s'expoſer au danger
st d'une décharge de canons.

ıT. XIX. Les navires marchands des ſujets re- Viſita-
ſa, naviguant ſeuls, et lorsqu'ils ſeront rencontrés tion ſur
côtes ou en pleine mer par les vaiſſeaux de mer.
armateurs particuliers de l'une ou de l'autre
Puiſſances contractantes, engagée dans une
avec quelque autre Etat, en ſubiront la viſite.
nterdit en ce cas aux Capitaines et conducteurs
navires marchands de ne rien jeter de leurs
en mer. Les vaiſſeaux de guerre ou armateurs
reſteront de leur côté conſtamment hors de la
du canon des navires marchands; et pour obvier
ment à tout déſordre et violence, il eſt convenu
premiers ne pourront jamais envoyer audelà
ix ou trois perſonnes dans leur chaloupe à bord
rniers, pour faire examiner les paſſeports et
de mer qui conſtateront la propriété et les
mens de ces navires; ſuppoſé toutefois que de
vires marchands ſe trouvaſſent eſcortés par un
ieurs vaiſſeaux de guerre, la ſimple déclaration
icier commandant l'eſcorte, que ces navires ne
t point de contrebande, doit être enviſagée
pleinement ſuffiſante, et aucune viſite n'aura
eu.

r. XX. Dans le cas qu'un vaiſſeau viſité ſe trouve Vaiſ-
en contrebande militaire, le capteur s'abſtiendra ſeaux
te violence à ſon égard. Il ſera cependant en ſurpris
e l'amener dans un port, où, après l'inſtruction en con-
cès ſelon les lois, et après que la ſentence dé- trebande militaire.
ſera portée, la marchandiſe de contrebande
re ſera confiſquée, pendant que les autres effets
rendus, ſans que l'on puiſſe jamais retenir ni
ux ni effets ſous prétexte de frais ou d'amende.
it la durée du procès, le capitaine, après avoir
la marchandiſe reconnue pour contrebande
re, ne ſera point obligé malgré lui d'attendre
le ſon affaire; mais il pourra ſe mettre en mer
on vaiſſeau et le reſte de ſa cargaiſon, quand
i ſemblera.

la ſurpriſe de contrebande ſe fait en pleine mer,
itaine du vaiſſeau ſur lequel ſe trouve la con-

tre-

1818 trebande militaire, peut, s'il le juge à propos, t donner cette contrebande à ſon capteur, lequel i ſe contenter de cet abandon volontaire, ſans inq en aucune façon le navire.

Contrebande militaire. ART. XXI. Sous la dénomination de march de contrebande militaire ſont compris ſeulem armes à feu et autres inſtrumens hoſtiles avec aſſortimens, comme canons, mousquets, m pétards, bombes, grenades, affûts, fuſils, pi boulets, balles, pierres à feu, mêches, poudre, ſa ſoufre, cuiraſſes, piques, épées, ceinturons, po cartouches, ſelles et brides, en exceptant toute ces effets ce qui eſt néceſſaire pour la défe vaiſſeau et de ſon équipage. Ces marchandi ſeront réputées contrebande militaire que dan qu'on les porte dans quelque pays ennemi. les autres marchandiſes, qui ne ſont pas in dans cet article, ne peuvent pas être conſidérées contrebande militaire.

Courſe en mer. ART. XXII. Les encouragemens que les ordon ſur la courſe en mer de celle des deux parties eſt devenue belligérante, pourront accorder aux pages de ſes vaiſſéaux de guerre et à ſes ſujets auront armé des vaiſſeaux en courſe, ne pourr aucun cas être appliqués aux bâtimens marchan l'autre Puiſſance qui eſt reſtée neutre.

Protection des vaiſſeaux reſpectifs. ART. XXIII. Chacune des deux parties contr tes tâchera de protéger et de défendre tous le ſeaux et autres effets appartenant aux ſujets de l et ſe trouvant dans l'étendue de ſa juriſdictio mer et par terre. Les Puiſſances ne ſouffriro conſéquent pas, que ſur les côtes, dans les havres et rivières de leurs dominations, les na marchandiſes des ſujets reſpectifs ſoient pris p vaiſſeaux de guerre ou autres bâtimens d'une ſance tierce; et ſi le cas n'en venoit pas m exiſter, et que la protection n'eût pas pu avoi les Puiſſances contractantes employeront tou pouvoir pour faire reſtituer le bâtiment pris, e obtenir pleine et entière reſtitution de tout dom

Quarantaine. ART. XXIV. Quant à la quarantaine qui p être ordonnée dans certaines occaſions dans le de l'une ou de l'autre des deux parties contrac

jets navigateurs s'y conformeront reſpective- 1818
la même manière que les nationaux et ceux
es nations amies; mais auſſi les ordonnances
ard ſeront uniformes et ſans faveur ou dé-
our l'une ou l'autre nation.

XXV. Si les navires des ſujets des deux hautes Naufra-
ntractantes échouoient ou faiſoient naufrage ge.
ôtes de l'une ou de l'autre, les ſujets reſpectifs
tant pour eux-mêmes que pour leurs navires
de tous les ſecours et aſſiſtances poſſibles,
les habitans des pays eux-mêmes, en payant
t les mêmes frais et droits auxquels ſont
en pareil cas les propres ſujets de l'Etat, ſur
duquel ils auroient échoué ou fait naufrage.
le cas qu'il ſe trouve ſur les côtes Pruſſiennes
iſes un vaiſſeau naufragé, ſans qu'on puiſſe
e le nom du propriétaire du bâtiment, le
ment fera inſérer trois fois de ſuite dans les
publiques du pays, ainſi que dans celles de
g, une deſcription du vaiſſeau naufragé, pour
opriétaire puiſſe faire les réclamations néceſ-
ce ne ſera qu'un an après qu'une publication
eſte ſans effet, qu'on diſpoſera du bâtiment
ſelon les lois du pays.

XXVI. Les Puiſſances contractantes ont établi Conſuls.
s Etats réciproques des Conſuls, dans le but
leur ſujets reſpectifs, et de faciliter les rela-
commerce, qui exiſtent entre les deux nations.
conſtances rendoient déſirable l'établiſſement
ls ou Agens de commerce des parties con-
dans des ports Pruſſiens ou Danois en Eu-
il n'y en a pas encore, l'on ne s'y oppo-

XXVII. Les ſujets Pruſſiens établis en Dane Sujets
les ſujets Danois établis en Pruſſe, conſer- reſpec-
ujours la liberté de quitter le pays qu'ils tifs.
pourvu qu'ils s'acquittent de leurs dettes et
igations ſelon les lois de l'Etat, dans lequel
vent.

XXVIII. Si malgré les ſentimens ſincères et Rupture
mutuels des hautes parties contractantes, de
la paix entre Elles, il ſurvenoit malheureu-
e qu'à Dieu ne plaiſe) quelque rupture ou
même

1818 même une guerre ouverte entre Elles, leur reſpectifs, qui ſe trouveront reciproquement d Etats de l'une ou de l'autre Puiſſance, n'en ſer moins ſûrs dans leurs perſonnes et leurs propr

Ils auront une année de tems pour liquide affaires et pour retirer leurs biens et effets, e ils jouiront d'une entière liberté, et il leur ſer tout ſecours et toute protection. La juſtice le adminiſtrée comme avant la guerre, et l'anné écoulée, on leur fournira les paſſeports néc pour s'en retourner ſûrement et librement, e patrie avec leur famille, leurs biens et effets chandiſes et vaiſſeaux.

Durée du Traité.

ART. XXIX. Le préſent Traité durera vingt ans, et tout ce qui s'y trouve arrêté d obſervé inviolablement pendant cet interv exécuté dans toute ſa teneur; bien entendu c l'expiration du terme du dit Traité, il depe bon plaiſir des deux hautes parties contract convenir ſur ſa prolongation.

Ratification.

ART. XXX. Le préſent Traité ſera ratifié ratifications échangées dans l'eſpace de deux compter du jour de la ſignature, ou plutôt, ſe peut.

En foi de quoi nous ſouſſignés en vertu pleins-pouvoirs avons ſigné le preſent Trai avons appoſé le cachet de nos armes.

Fait à Copenhague le dix-ſept Juin M cent-dix-huit.

(L. S.) (*Signé*) *Le Comte* D

(L. S.) (*Signé*) N. ROSENKI

(*L'échange des ratifications a eu lieu le* 8 *Oc à Copenhague.*)

51.

pentions entre l'Autriche d'une part et 1817
ruſſe et la Ruſſie de l'autre en exécution 22 Mars.
traité de Vienne du 3 Mai 1815,
ſignée 1817. 1818.

I.

ention conclue à Varſovie le 22 Mars entre S. M. l'Empereur d'Autriche, Roi ongrie et de Bohème etc., et S. M. le Roi ruſſe, en conſéquence des ſtipulations du é du 3 Mai (21 Avril) 1815, concernant mmerce des provinces appartenant à la ologne, telle qu'elle étoit en 1772.

(*Journal de Francfort.* 1819. Nr. 106.)

s le deſſein de déterminer les rapports de navi- et de commerce des habitans des provinces hiennes et pruſſiennes de la Pologne, en tant s ont fait partie du royaume de Pologne tel exiſtoit en 1772, et conformément aux négocia- qui ont été entamées en conſéquence du traité enne du 3 Mai (21 Avril) 1815, entre les Com- res de L. M. les Empereurs d'Autriche et de Ruſſie Roi de Pruſſe, les Commiſſaires Autrichiens et ens, d'après leurs pleinspouvoirs et ſous la réſerve ratification de leurs ſouverains, ont conclu la ntion ſuivante:

RT. I. Les diſpoſitions ſupplémentaires ajoutées Art. 24 et 25. du tr. Ruſſe-Pruſſien. rticles XXIV. et XXV. du traité Ruſſe-Pruſſien s négociations de la commiſſion de Varſovie, t également valides pour les habitans des provin- olonoiſes des deux ſouverains.

RT. II. L'Autriche s'étant engagée à ne lever les rivières navigables de la Gallicie, nommément Impôts ſur la navigation.

1817 ment le Dunajec et le San, ni sur sa rive droi la Vistule, aucun impôt sur la navigation, la n'exigera non plus aucune taxe de ce genre, quelque titre et dénomination que ce soit, des tans de la Gallicie naviguant sur les eaux de sa vinces polonoises.

Canaux et écluses. ART. III. Quant à l'usage des canaux et des qui ont été construits jusqu'à présent, ou qui le à l'avenir, dans les limites du royaume de P telles qu'elles étoient en 1772, les sujets polon deux puissances seront traités réciproquem celles-ci à l'égal de leurs propres sujets.

Execution des art. 25. et 26. ART. IV. Les principes établis pour l'exécuti articles XXV. et XXVI. du traité Prussien-Russe d avoir, tels qu'ils seront ratifiés par la Prusse et la la même validité pour les habitans des provin lonoises des deux souverains relativement à l gation et au commerce.

Transit. ART. V. Les mesures réglées pour le comm transit en vertu de l'article XXIX. du traité P Russe doivent être à l'avantage des sujets des ces polonoises de S. M. l'Empereur d'Autriche bien que les stipulations résultant du XXVIII. traité Autrichien-Russe sont applicables aux su provinces polonoises de S. M. le Roi de Prusse

Passeports. ART. VI. Les individus se livrant au comm à la navigation, n'auront besoin, pour se lég que d'un passeport des régences respectives baillis de cercles. Pour constater l'origine des et des objets de commerce, il suffira d'un c des bureaux de douanes frontières.

Agens de commerce. ART. VII. Si l'Autriche jugeoit avantageu les rapports de commerce et de navigation e provinces Prussiennes-Polonoises d'établir à et peut-être à Thorn un agent de commerce consul, elle sera libre de le faire dans tous le en suivant les formes consacrées par le droit d de même que la Prusse pourra également, outre de commerce qu'elle a déjà à Brody, en envoy un à Lemberg, ou dans une autre ville du r de Gallicie à son choix.

VIII. Les conventions conclues avec la Ruſſie 1817
pas encore ratifiées, et par conſéquent le terme Termes
ſeront miſes avec ou ſans reſtriction en acti- de miſe
ant pas connu, les hautes parties contractantes en acti-
, lors de la ratification de cette convention *), vité.
où elle entrera en vigueur relativement à leurs
s polonoiſes.

oi de quoi, les deux commiſſaires reſpectifs
dreſſer deux exemplaires de cet acte, et y
oſé leurs ſignatures et le cachet de leurs armes.

à Varſovie, le 22 Mars de l'an 1817.

FRANÇOIS SCHASCHEK DE MEZIHURZ,
Commiſſaire Autrichien.

AUGUSTE GUILLAUME DE LEIPZIGER,
Directeur de régence, Chevalier de l'aigle rouge de la troiſième claſſe, et Commiſſaire plénipotentiaire de S. M. le Roi de Pruſſe.

CHARLES SEMLER,
Conſeiller de régence au miniſtère des finances, Chevalier de la croix de fer et de Ste Anne de Ruſſie de la troiſième claſſe, et plénipotentiaire de S. M. le Roi de Pruſſe.

convention a été ratifiée par les deux cours.

2.

1818 17 Août. *Convention conclu à Petersbourg le* $\frac{5}{17}$ *Août* 1818, *et ratifiée le* $\frac{8}{20}$ *Novembre, entre l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie Bohème et S. M. l'Empereur de toutes les ſies, Roi de Pologne etc. En conſéquen ſtipulations du traité du* 3 *Mai* (21 *Avril*) *concernant le commerce des provinces fa partie du royaume de Pologne, tel qu'il ſtoit en* 1772.

(*Journal de Francfort*. No. 111. 114. 121. 1

Au nom de la très-ſainte et indiviſible Tri

L. M. l'Empereur d'Autriche, Roi de Hon de Bohème, et l'Empereur de Ruſſie, Roi de P réſolus de donner aux ſtipulations du traité d 3 Mai (21 Avril) 1815 à Vienne, relativement a merce et à l'induſtrie des provinces polonoiſes (les frontières où elles étoient circonſcrites en 1 préciſion que réclame cet objet de leurs ſoins co pour les intérêts et le bien-être de leurs ſujets tifs, ſont convenus de régler par une conventi plémentaire, toutes les meſures qui peuvent buer à remplir un but auſſi déſirable. A ce L. M. ont nommé plénipotentiaires, ſavoir:

S. M. l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongri Bohème, M. le baron Louis de Lebzeltern, ch de l'ordre de St. Etienne de Hongrie, de la cr fer de la 2e claſſe, de St. Wladimir de la 3e, pluſieurs autres ordres, conſeiller-aulique de S Ap., envoyé extraordinaire et miniſtre plénipote près la cour de Ruſſie; et, d'après l'autoriſatio accordée de ſe faire remplacer.

M. François Schaſchek de Mezihurz, cheva l'ordre de Léopold, et conſeiller de régence d I. Ap.;

it S. M. l'Empereur de toutes les Ruſſies, Roi de 1818
gne, M. Pierre Oubril, ſon conſeiller-actuel d'état,
alier de St. Anne de la première claſſe, de St.
dimir de la 3e. et de St. Jean de Jéruſalem;

Lesquels plénipotentiaires, après s'être communi-
mutuellement leurs pleinspouvoirs trouvés en
et due forme, ſont convenus des articles ci-
:

RT. I. La libre navigation ſur les fleuves juſ- Navigation ſur les fleuves.
leur embouchure, ſoit en les descendent, ſoit
remontant, ainſi que le libre uſage des ports,
été réglé par le 24e art. du traité conclu à Vienne
l'Autriche et la Ruſſie le 3 Mai (21 Avril) s'étend,
nt que ce principe concerne les pays qui ſont
s des états de L. M. les Empereurs d'Autriche et
uſſie, à toutes les fleuves et rivières qui ont leur
e ſur le territoire de l'ancien royaume de Polog-
de 1772) ainſi qu'à ceux qui le traverſent, ou le
hent et qui ſe jettent dans la mer par des canaux,
près s'être joints à d'autres fleuves.

RT. II. La navigation des dits fleuves et rivière- Liberté reciproque.
squ'à leur embouchure ſoit amont, ſoit aval, et
équentation des ports ſuivant la détermination ci-
s, ſeront libres, de manière qu'elles ne puiſſent
interdites à aucun ſujet des deux parties con-
ntes.

RT. III. Les principes ci-deſſus ſeront applica- Canaux; rivieres.
a. aux canaux, déjà exiſtans et à ceux qui doi-
être creuſés à l'avenir; *b*) à toutes les rivières
navigables, ou qui pourroient le devenir par la
, et qui ont leur cours entre la frontière orien-
de l'ancienne Pologne, la Duna, le Dnieper, le
ſter et le Pruth.

RT. IV. Tous les ſujets des deux puiſſances ſans Halage.
iction et ſans exception, ont le droit de ſe ſer-
lu chemin pratiqué pour le halage ſur les deux
des fleuves, rivières et canaux mentionnés art.
III., ainſi que celui d'aborder ou de s'arrêter ſur
leux rives.

RT. V. Pour garantir la jouiſſance et l'exercice de Continuation
oit dans toute ſon étendue, et écarter tout ce qui
roit entraver la navigation et le flottage ſur tous
les

1818 les fleuves, rivières et canaux, il eſt réglé: 1
les deux puiſſances feront pratiquer, partout o
eſt neceſſaire et poſſible, des chemins de hala
qu'elles auront ſoin qu'ils ſoient entretenus e
état. *b*) Que ſur chaque rive, par tout où le
ne ſera point propre à l'agriculture ou à la co
tion d'habitations, il ſera laiſſé un eſpace de
nes polonoiſes de largeur pour aborder, et co
naviguent pour le commerce pourront en faire
ſans payer pour cela aucun droit.

Police. ART. VI Les ordonnances exiſtantes pour l
et la navigation, de même que celles qui, sa
blir aucun impôt, pourroient être établies par l
pour maintenir l'ordre et la ſûreté de la navi
ſeront également obſervées par les ſujets de
puiſſances et communiquées à cette fin à leu
ſuls reſpectifs.

Traitement égal à celui des nationaux. ART. VII. Les ſujets des deux puiſſances qu
dront part aux avantages de la libre navigati
les rivières ou les canaux, jouiront chez leu
ſins des mêmes droits qu'ont les commerçans d
et comme ils ſont obligés d'obſerver exactem
ordonnances qui exiſtent dans chaque pays
police et la navigation, ils ſeront, ſous les
des droits à payer, traités à l'égal des natifs d

Taxes et charges. ART. VIII. Pour aſſurer encore davantage la
de la navigation, les hautes parties contractan
bliſſent le principe général, que leurs ſujets re
ne ſeront, dans aucun cas, ſoumis pour l'uſ
routes par eau, tant naturelles qu' artificielles
taxes et à des charges plus fortes que les navi
du pays.

Navigation ſur le Bug. ART. IX. L. M. l'Empereur d'Autriche ne
aucuns droits ſur la navigation des rivières
cienne Pologne, et n'ayant pas l'intention d'en
ſer ſur les eaux, S. M. l'Empereur de toutes les
ne fera percevoir de ſon côté aucun impôt ſur
teaux autrichiens qui naviguent ſur le Bug,
dans le cas où ils paſſeroient par le canal de
witza, ou s'ils s'étoient rendus des bords du
le territoire ruſſe.

Canaux qui ſeront creuſés. ART. X. Le principe établi art. VIII. ſera a
ble à tous les canaux qui ſeront creuſés à l'aven
l'étendue de pays ci-deſſus déſignée.

XI. La navigation ſur la Viſtule ſera franche 1818
mpôt pour la partie de ſes rives qui appar- Viſtule.
aux deux parties contractantes.

XII. Pour donner plus d'activité au com- Commerce de Brody et Odeſſa
tre Brody et Odeſſa, et réciproquement, les
ies contractantes, en conformité du 28e ar-
aité ſigné à Vienne, le 3 Mai (21 Avril) 1815,
enues d'un règlement particulier pour le com-
tranſit entre ces deux villes, lequel ſera an-
réſent article, et entrera en vigueur à comp-
3 Septembre de l'anne courante. Ce règle-
a le ſeul que l'on devra ſuivre pour le com-
tranſit, et en tant qu'il concerne particuliè-
e commerce entre Brody et Odeſſa, et réci-
ent, il ne pourra être changé que d'un com-
ord entre les parties.

XIII. Indépendamment des diſpoſitions con- Commerce de tranſit.
ns l'article précédent, les deux hautes parties
ntes ont voulu en même tems ſe concerter
ganiſation du commerce de tranſit ſur d'autres
leurs états reſpectifs. En conſéquence, elles
venues d'autoriſer tous leurs ſujets au com-
tranſit avec toutes ſortes de marchandiſes,
gènes qu' étrangères, même celles dont l'im-
eſt défendue, à l'exception de la poudre à
ce ſous les conditions contenues dans les
ivans.

XIV. Tous ceux qui, en vertu du précédent Paſſeports.
nt le droit de faire le commerce de tranſit,
ſur l'exhibition d'un paſſeport de leur gou-
t, des autorités de leur cercle et diſtrict, ou,
orités ſe trouvoient trop éloignées, même du
de leur endroit, paſſer les frontières, entrer
avec les marchandiſes dont le tranſit eſt per-
ettre, ſans l'intervention d'un tiers, les dé-
preſcrites ſur les marchandiſes de tranſit,
s en aient la propriété, ou qu'elles aient été
t confiées, les expédier ou fréter eux-mêmes,
pagner, les dépoſer, ou les envoyer de nou-
loin, et enfin revenir avec ou ſans charge

XV. Les marchandiſes de tranſit peuvent être Bureaux de frontières.
et exportées par chaque grand bureau de
es deux côtés de la frontière.

ART.

…age, et de timbre, enfin de ponts et de 1818
…Les droits acceſſoires qu'il a été jusqu'à
…uſage de percevoir dans le royaume de Po-
…d la dénomination de Tantième, transport
…, et autres de ce genre, doivent être abolis.

…XVIII. Pour favoriſer autant que poſſible le Déclaration détaillée.
… de tranſit, et prévenir en même tems la
…ativement aux droits de conſommation; en
… de garantir l'induſtrie nationale des déſavan-
…réſultent de l'importation et de la vente de
…ſes étrangères, les propriétaires, les com-
…res, et les voituriers ſeront tenus de remettre
…ux de douanes frontières une déclaration dé-
… marchandiſes, et de ſoumettre celleci à une
…cela étoit jugé néceſſaire. Ils ſeront obligés
… pour les marchandiſes permiſes le montant
… d'importation, et pour les marchandiſes de-
… pour cent de leur valeur, d'après une
… dont le mode ſera déterminé en ſon tems
…miniſtrations financières des deux côtés. La
…cette ſomme ſe fera en argent comptant, ou
…rantie d'un ſujet du pays dont le crédit eſt
… la ſortie des marchandiſes, le montant de
… ſera rembourſé ſans délai, déduction faite
… de tranſit, ou la caution ſera rendue.

…IX. L'adminiſtration des finances des deux Contrebande.
…réglera les peines qu'encourront ceux qui
…coupables de contrebande, et elle prendra
… convenables pour l'établiſſement et la
…ontrôle ſur les marchandiſes de tranſit.
…ſures ſeront telles, qu'il n'en réſulte pour
…ds et les propriétaires aucun délai, ni

… Les marchandiſes de tranſit peuvent ſe Ventes.
…gros pendant tout le trajet. Mais cette
…nge rien à leur nature, et elles ne ceſſent
… d'être des marchandiſes de tranſit. Les
… de cette ſorte, dont l'importation n'eſt
…e, peuvent changer de nature, et être
…n marchandiſes de conſommation, pour
… comme telles, ſoit à Varſovie, ſoit dans
…roits où les règlemens de douane le per-
…ar la ſuite. Cependant les propriétaires

1817 de ces marchandises ou leurs commissionnaires se c
formeront à cet égard aux lois de douane exist
dans chaque royaume.

Declarations sur le San et le Bug

ART. XXI. Comme la navigation et le flo
sur le San et le Bug, ainsi que le chargement
bateaux dépendent de la crûe ou de la baisse
de leurs eaux rapides et variables, on est co
pour faciliter le commerce de transit, que les
de ce commerce, quand on leur fera remonte
fleuves ci-dessus, seront déclarés respectivement
bureaux de douanes des deux côtés, où l'on rem
les déclarations d'usage; mais l'expédition et les
formalités de douanes auront lieu sur le San du
de la Gallicie à Chwalewice, du côté de la Pol
à Zawichost sur la Vistule, et enfin sur le Bug
vidmor près Modlin. Si les propriétaires, les
missionaires ou conducteurs avoient l'intention
encore de nouveaux chargemens en route, ils d
faire mention de cette circonstance dans la décla
des marchandises, afin que dans les endroits o
douanes sont dans le cas de percevoir les droits
de transit et de sortie puissent être levés suiva
différence d'origine des marchandises qui ont
chargées en route.

Néanmoins l'application de ces mesures n'aur
lieu pour les bateaux qui remontent les fleuve
dessus nommés. Ceux-ci restent soumis aux règle
ordinaires des douanes.

Enfin, en tant que les deux rives respective
deux fleuves ci-dessus et de la vistule n'appartie
pas à une même province et à une même souverai
il ne sera point levé de droit de transit pour les
duits fonciers et industriels d'origine polonoise,
portés par bateaux ou radeaux sur les fleuves.

Service des douanes

ART. XXII. Pour éviter qu'on éprouve aucun
aux bureaux respectifs des douanes, ceux-ci
nueront leurs fonctions tous les jours depuis le
du soleil jusqu'à midi, et depuis deux heures
midi jusqu'au coucher du soleil. Les employés
douanes des fleuves navigables n'interrompront pas
fonctions même les jours de fêtes et les dimanch

Les transports de transit seront expédiés aux
nes suivant l'ordre de leur arrivée.

employés seront responsables de tous les délais 1818
auront occasionnes, et ils répareront tout le
age qui en resultera, et dont les bateliers ou
iers pourront fournir légalement la preuve.

T. XXIII. Les militaires ne sont point autorisés Intervention militaire
iscer dans les fonctions des employés aux
, à moins que ceux ci ne reclament leur
auquel cas ces employés seront responsables
s. Mais l'intervention militaire cessera aussitôt
employés auront rempli leurs fonctions.

T. XXIV. Tous ceux qui feront le commerce Protection.
sit, auront outre l'appui général des lois, la
ion immédiate des autorités. Si quelqu'un d'eux
à mourir sans avoir disposé des marchandises
sit, des bateaux ou des voitures qui lui appar-
t, et que ces objets aient été mis sous la garde
orités, les héritiers, qui se légitimeront comme
r les certificats des autorités judiciaires du
du défunt, seront mis en possession de cette
été en tout tems et avec toutes les circonstances
es, sans autres déductions et frais, que ceux
oit occasionnés la garde des objets ci-dessus.

T. XXV. Pour faciliter, conformément à l'art. Importations et exportat. en général.
du traité conclu à Vienne le 3 Mai (21 Avril)
le commerce d'importation et d'exportation
outes les provinces de la monarchie autrichienne
pays qui forment l'empire russe, y compris le
me de Pologne, S. M. les Empereurs d'Autriche
Russie sont convenus que leurs sujets respectifs
nt part à tous les avantages commerciaux qu'ils
nt dans le cas d'accorder à d'autres états, sans
prendre néanmoins les exceptions ou faveurs
lières, qui auroient été réglées par des conven-
spéciales.

mme le nouveau système d'administration ana-
au présent traité, que S. M. l'Empereur de toutes
ssies établira dans ses états relativement à l'im-
ion des produits étrangers soit de la nature, soit
rt, ne peut être mis de suite en activité, S. M.
mis dès à présent et jusqu'à ce que la publica-
du nouveau tarif des douanes puisse avoir lieu,
compter du 13 (1) Septembre de l'anné courante,
les marchandises dont l'importation en Russie

1818 n'eſt point défendue par le tarif général des d
de 1816, puiſſent être introduites ſans obſtacles
les principaux bureaux de douane ſur la fr
entre l'Autriche et la Ruſſie. On percevra
bureaux ruſſes les droits fixés par le dit tarif,
les bureaux du royaume de Pologne ceux
maintenant d'uſage d'y payer.

Princi-pes à ap-pliquer aux douanes

ART. XXVI. Pour aſſurer l'effet des diſpoſi
XXIX. Art. du traité de Vienne, qui ont pour
prévenir les querelles et les abus qui peuvent av
dans les bureaux des deux côtés, les deux pu
ſont convenues d'appliquer dans leurs ordo
générales des douanes les principes qui
établis de concert par leurs plénipotentiaires,
dans un apperçu particulier ſigné par eux.

Cracovie.

ART. XXVII. Afin d'accomplir le X. art.
conclu à Vienne, qui a rapport à la ville libre
covie, les deux puiſſances ſont convenues
aux habitans de cette ville et de ſon territoire
les diſpoſitions de la préſente convention, en
de leur nature elles ſont applicables à ceux-ci.
ce principe, tous les habitans de la ville libre
covie et de ſon territoire jouiront de mêmes
ges commerciaux et des mêmes franchiſes, qu
convention aſſure aux ſujets des deux puiſſan
ſeront traités dans les états autrichiens ſur l
pied que les ſujets ruſſes, et dans les états ru
le même pied que les ſujets autrichiens; il e
du que de leur côté ils ſe ſoumettront aux
tions que la préſente convention impoſe au
des deux puiſſances.

Ratifica-tion.

ART. XXVIII. Cette convention ſera ratifi
ratifications échangées, ici dans l'intervalle
mois, à compter du jour de la ſignature, ou
ſi faire ſe peut.

En foi de quoi les Plénipotentiaires reſpec
ſignée, et y ont appoſé le cachet de leurs ar

Fait à Pétersbourg, le 17 (5) Août 1818.

FRANÇOIS SCHASCHEK DE MEZII
PIERRE D'OUBRIL.

52.

ntion entre S. M. le Roi de France d'une 1818
chacune des quatre Cours d'Autriche, 9 Oct.
rande-Brétagne, de Pruſſe et de Ruſſie
re part conclue à Aix la Chapelle le
9 *Oct.* 1818.

(*Feuille volante.*)

am de la très-ſainte et indiviſible Trinité.

. l'Empereur d'Autriche, le Roi de Pruſſe et reur de toutes les Ruſſies, s'étant rendus à Aix elle, et L. M. le Roi de France et de Navarre, oi du Royaume Uni de la Grande-Brétagne et de y ayant envoyé leurs plénipotentiaires, les es des cinq cours ſe ſont réunis en conférence, énipotentiaire François ayant fait connôître que, l'état de la France et l'exécution fidèle du traité Novembre 1815, S. M. Très-Chrétienne deſiroit ccupation militaire ſtipulée par l'article cinq du traité ceſſât le plus promptement poſſible, les es des cours d'Autriche, de la Grande-Brétagne, ſſe et de Ruſſie, après avoir de concert avec lénipotentiaire de France, mûrement examiné qui pouvoit influer ſur une déciſion auſſi im-te, ont déclaré que leurs ſouverains admettoient cipe de l'évacuation du territoire François à la la troiſième année de l'occupation. Et voulant er cette réſolution dans une convention for- et aſſurer en même tems l'exécution definitive traité du 20 Novembre 1815, S. M. le Roi de et de Navarre d'une part, et S. M. l'Empereur iche, Roi de Hongrie et de Bohème, d'autre ont nommé à cet effet pour plénipotentiaires, r:

M. le Roi de France et de Navarre, le ſieur Ar- -Emanuel du Pleſſis-Richelieu, duc de Riche- pair de France, chevalier de l'ordre royal et mi-

litaire

1818 litaire de Saint-Louis, de l'ordre royal de la L
d'honneur, et des ordres de Saint-André, St. A
dre-Newsky, Sainte-Anne, Saint-Wladimir et
Georges de Ruſſie, ſon premier gentilhomme
chambre, ſon miniſtre et ſecrétaire d'état des
étrangères, et préſident du conſeil de ſes mini

Et S. M. l'Empereur d'Autriche, Roi de H
et de Bohème, le ſieur Clément Wenceslas L
prince de Metternich-Winnebourg, prince d
hauſen, duc de Portella, chevalier de la Toiſon
grand croix de l'ordre royal de Saint-Etienne
décoration pour le mérite civil, grand-croix de
de Saint Jean de Jeruſalem, grand cordon de
royal de la Légion d'honneur, chevalier des
de Saint-André, de Saint-Alexandre-Newsky
Sainte Anne de la première claſſe, chevalier
dre ſuprême de l'Annonciade, de l'ordre de l'Ai
de l'Aigle-Noir et de l'Aigle-Rouge, des Sé
grand-croix de l'ordre de Charles III. d'Eſpag
l'ordre royal du Chriſt de Portugal, chevalier
dre de Saint-Janvier et grand-croix de l'or
Saint-Ferdinand et du mérite de Sicile, grand-c
l'ordre de Saint-Joſeph de Toscane, chevalier
dre de Saint-Hubert de Bavière, de l'Aigle-
Wurtemberg, de l'ordre de la Couronne de
grand-croix de l'ordre royal des Guelfes de H
de l'ordre du Lion de Heſſe, de la Fidélité de
de l'ordre Conſtantinien de Saint Georges de
chancelier de l'ordre militaire de Marie Thér
rateur de l'academie des beaux-arts de Vienne,
bellan, conſeiller intime actuel de S. M. l'Em
d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohème, ſo
ſtre d'état, des conferences et des affaires étr

Lesquels, après s'être réciproquement co
qué leurs pleinspouvoirs, trouvés en bonne
forme, ſont convenus des articles ſuivans:

Terme de l'évacuation. ART. I. Les troupes compoſant l'armée d'
tion ſeront rétirées du territoire de France, l
Novembre prochain, ou plustôt, ſi faire ſe pe

Remiſe des places. ART. II. Les places et forts que les ſusdite
pes occupent ſeront remis aux commiſſaires n
à cet effet par S. M. Très-Chrétienne, dans l'
ils ſe trouvoient au moment de l'occupation,

t à l'article 9e de la convention conclue en 1818
on de l'article 5e du traité du 20 Novembre 1815.

. III. La ſomme deſtinée à pourvoir à la ſolde, Solde etc.
ment l'habillement des troupes de l'armée
ation, ſera payée, dans tous les cas, jusqu'au
Novembre, ſur le même pied qu'elle l'a été
1er Décembre 1817.

IV. Tous les comptes entre la France et les Complément de l'art. 4. du tr. du 1815.
ſes alliées ayant été réglés et arrêtés, la ſomme
par la France, pour completter l'exécution de
4. du traité du 22 Novembre 1815, eſt defini-
t fixée à deux cent ſoixante-cinq millions de

. V. Sur cette ſomme, celle de cent millions, 100 millions en inſcript.
ffective, ſera acquittée en inſcriptions de rente
rand-livre de la dette publique de France,
jouiſſance du 22 Septembre 1818. Les dites
ons ſeront reçus au cours du leudi 5 Octo-
.

. VI. Les cent ſoixante cinq millions reſtans 165 millions en traites.
cquittés par neuvièmes de mois en mois à par-
Janvier prochain, au moyen de traites ſur
ons Hope et Compagnie et Baring Frères et
nie, lesquelles, de même que les inſcriptions
mentionnées à l'article ci-deſſus, ſeront déli-
x commiſſaires des cours d'Autriche, de la
Brétagne, de Pruſſe et de Ruſſie, par le tréſor
France, à l'époque de l'évacuation complette
tive du territoire François.

VII. A la même époque, les commiſſaires des Reſtitution des engagemens.
irs remettront au tréſor royal de France, les
gemens non encore acquittés qui ſeront reſtés
rs mains, ſur les quinze engagemens délivrés
ment à l'article deuxième de la convention
pour l'exécution de l'article 4. du traité du
nbre 1815. Les mêmes commiſſaires remet-
même tems l'inſcription de ſept millions de
és en vertu de l'article 8. de la ſuſdite con-

VIII. La préſente convention ſera ratifiée et Ratifications.
ations en ſeront échangées à Aix-la-Chapelle,
ilai de quinze jours, ou plutôt ſi faire ſe peut.

En

1818 En foi de quoi, les Plénipotentiaires reſpectifs l
ſignée et y ont appoſé le cachet de leurs armes.

Fait à Aix-la-Chapelle, le neuf Octobre d
de grâce 1818.

RICHELIEU.
Le Prince DE METTER

*Le même jour, dans le même lieu et au m
moment, une convention ſemblable a été conclue*

*Entre la France et la Grande-Brétagne, et ſi
par lord* CASTLEREAGH *et le duc de* WELLING

*Entre la France et la Pruſſe, et ſignée par le
DE* HARDENBERG *et le comte* DE BERNSTORFF.

*Entre la France et la Ruſſie, et ſignée par l
DE* NESSELRODE *et le comte* CAPO D'ISTRIA.

*Les ratifications en ont été échangées à Ai
Chapelle dans le courant du mois d'Octobre.
plus cette convention a été préſenté à l'acceſſion
divers états participant à l'indemnité ſtipulée par
4. du traité de Paris du 20 Nov.* 1815 *et ces
ſion ont été remiſes ſéparement à chacune des 4 c*

53.

*Extrait du protocole des Conférences d
la Chapelle Séance du* 14 *Novembre* 1
Entre les cinq Puiſſances.

Mr. le comte de Bernſtorff a lû le projet d
cole ci-joint ſur l'affaire du péage d'Elsflett
rapports avec les réclamations du Duc d'Olden
Ce projet a été adopté à l'unanimité, et il a été
en conſéquence, que la démarche à faire auprès
Diète Germanique ſeroit confiée aux miniſtres
Cours reſidants à Francfort.

Mr. le Prince de Metternich a pris en outre l
gement de recommander les intérêts du Duc d'O
bourg, au nom de ſon ſouverain de la manière la
preſſante au Miniſtre d'Autriche préſident la D

viter à prendre toutes les meſures propres à 1818
s reſultats que la conférence a enviſagés, com-
propres à régler l'affaire du péage d'Elsflett,
anière ſatisfaiſante pour toutes les parties in-

Signé: METTERNICH.
RICHELIEU.
CASTLEREAGH.
WELLINGTON.
HARDENBERG.
BERNSTORFF.
NESSELRODE.
CAPODISTRIA.

Annexe

ocole touchant le Péage d'Elsflett, Aix la Chapelle le 14 Novembre 1818.

s avoir délibiré ſur la propoſition faite par le
Ruſſe relativement au péage d'Elsflett, Mes-
s Plénipotentiaires des cinq Cours conſidérant
d'un côté le Duc d'Oldenbourg fruſtré par la
s événemens d'une partie conſiderable du be-
que lui avoient aſſeré le recis de l'Empire
et le traité du 6 Avril de la même année peut
oriſé à reclament une indemnité ſupplémen-

de l'autre côté la déciſion d'une affaire qui à
voqué de la part d'autres membres de la con-
on germanique, une plainte de leſion de droits
erêts n'eſt pas de la competence des cabinets

ont unanimement accordé dans l'avis, qu'en
ence de la réclamation que le Duc d'Olden-
adreſſée à Sa Majeſté l'Empereur de Ruſſie et
Monarque a fait ſoumettre à la Conférence,
ient aux cinq cabinets de s'addreſſer à ce ſujet
ident de la Diète Germanique et de lui faire
re, que les cinq Cours bien qu'elles ne mécon-
: pas la force des argumens qui militent en
de la prétention du Duc d'Oldenbourg que par
ient Elles ne puiſſent que deſirer que ce Prince
ſoit

1818 ſoit maintenu pour quelques années de plus dans
poſſeſſion du péage d'Elsflett elles ont jugés q
n'appartient qu'à la Diète ſeule, de decider la q
tion, et d'aviſer aux moyens de terminer par la v
d'une commiſſion médiatrice, le différent qui
élevé au ſujet de ce péage entre le Duc d'Olden
et la ville de Brême.

54.

Protocole ſigné à Aix la Chapelle le 15 N *vembre* 1818 *par les plénipotentiaires des c d'Autriche, de France, de la Grande tagne, de Pruſſe et de Ruſſie.*

(*Impr. d'autorité ſur feuille volante.*)

Les miniſtres d'Autriche, de France, de la Gr Brétagne, de Pruſſe et de Ruſſie, à la ſuite de l'éch ge des ratifications de la convention ſignée le 9 Oc bre, relativement à l'évacuation du territoire Fran par les troupes étrangères, et après s'être adreſſé, part et d'autre, les notes-ci-jointes en copie, ſe ſ réunis en conférence, pour prendre en conſidera les rapports, qui, dans l'état actuel des choſes, vent s'établir entre la France et les puiſſances co-ſig taires du traité de paix du 20 Novembre 1815, a ports qui, en aſſurant à la France la place qui appartient dans le ſyſtème de l'Europe, la lieront étr ment aux vues pacifiques et bienveillantes que p gent tous les ſouverains, et conſolideront ainſi la quillité générale.

Après avoir mûrement approfondi les principes c ſervateurs des grands interêts qui conſtituent l'or des choſes établie en Europe; ſous les auſpices de Providence divine, moyennant le traité de Paris du Mai 1814, le recès de Vienne, et le traité de paix l'année 1815, les cours ſignataires du preſent acte o unanimement reconnu et déclarent en conſequence:

1° Qu'elles ſont fermement décidées à ne s'écr ter, ni dans leurs relations mutuelles, ni dans cell qu

les lient aux autres états, du principe d'union in- 1818
qui à préſidé juſqu'ici à leurs rapports et intérêts
ane; union devenue plus forte et indiſſoluble
liens de fraternité chrétienne que les ſouverains
rmés entre eux.

Que cette union, d'autant plus réelle et dura-
elle ne tient à aucun intérêt iſolé, à aucune
aiſon momentanée, ne peut avoir pour objet
maintien de la paix générale, fonde ſur le re-
eligieux pour les engagemens conſignés dans les
pour la totalité des droits qui en dérivent.

Que la France, aſſociée aux autres puiſſances
reſtauration du pouvoir monarchique, légitime
itutionnel, s'engage à concourir déſormais au
en et à l'affermiſſement d'un ſyſtème qui a donné
à l'Europe, et qui ſeul peut en aſſurer la durée.

Que ſi, pour mieux atteindre le but ci-deſſus
é, les puiſſances qui ont concouru au preſent
jugeoient néceſſaire d'établir des réunions parti-
es, ſoit entre les auguſtes ſouverains eux mêmes,
ntre leurs miniſtres et plénipotentiaires reſpectifs,
y traiter en commun de leurs propres intérêts,
nt qu'ils ſe rapportent à l'objet de leurs délibe-
ns actuelles, l'époque et l'endroit de ces réunions
t, chaque fois, préalablement arrêtés au moyen
mmunications diplomatiques, et que, dans le cas
s réunions auroient pour objet des affaires ſpé-
ment liées aux intérêts des autres états de l'Euro-
elles n'auront lieu qu'à la ſuite d'une invitation
elle de la part de ceux de ces états que les dites
es concerneroient, et ſous la réſerve expreſſe de
droit d'y participer directement, ou par leurs
potentiaires.

Que les réſolutions conſignées au préſent acte,
t portées à la connoiſſance de toutes les cours
péennes, par la déclaration-ci-jointe, la quelle
conſidérée comme ſanctionnée par le protocole
aiſant partie.

Fait quintruple et réciproquement échangé, en ori-
al, entre les cabinets ſignataires.

A Aix-la-Chapelle, le 15 Novembre 1818.

METTERNICH. RICHELIEU. CASTLEREAGH.
WELLINGTON. BERNSTORFF. NESSELRODE.
CAPO-D'ISTRIA.

I.

1818 *Copie de la note adreſſées à M. le duc d chelieu par les plénipotentiaires des d'Autriche, de la Grande-Brétagne, de et de Ruſſie, le 4 Novembre*

(*Feuille volante.*)

Les ſouſſignés, miniſtres des cabinets d'Autric la Grande-Brétagne, de Pruſſe et de Ruſſie, ont ordre de leurs auguſtes maîtres d'adreſſer à S M. le duc de Richelieu la communication ſuiv

Appelés par l'art. 5. du traité du 20 Novem à examiner, de concert avec S. M. le Roi de F ſi l'occupation militaire d'une partie du territoir çais, arrêtée par le dit traité, pourroit ceſſer à de la 3e année, ou devoit ſe prolonger jusqu'à de la 5e, L. L. M. M. l'Empereur d'Autriche, de Pruſſe et l'Empereur de toutes les Ruſſies ſ rendus à Aix-la-Chapelle et ont chargé leurs ſtres de s'y réunir en conférence, avec les plén tiaires de L. M. le Roi de France et le Roi de la de-Brétagne, afin de procéder à l'examen de queſtion importante.

L'attention des miniſtres et plénipotentiaire ſe fixer, avant tout, dans cet examen, ſur l'éta rieur de la France; elle a dû porter égaleme l'exécution des engagemens contractés par le g nement François, envers les puiſſances coſign du traité du 20 Novembre 1815.

L'état intérieur de la France ayant été, l longtems, le ſujet des méditations ſuivies des nets; et les plénipotentiaires réunis à Aix-la pelle s'étant mutuellement communiqué les op qu'ils s'étaient formées à cet égard, les auguſte verains, après les avoir peſées dans leur ſageſſ reconnu avec ſatisfaction, que l'ordre de choſes h ſement établi en France par la reſtauration monarchie légitime et conſtitutionelle, et le qui a couronné jusqu'ici les ſoins paternels de Très-Chrétienne, juſtifient pleinement l'espoi

ement progreſſif de cet ordre de choſes ſi 1818
pour le repos et la prospérité de la France,
roitement lié à tous les grands intérêts de
e.

nt à l'exécution des engagemens, les commu-
e que, dès l'ouverture des conférences, Mr. le
ſentiaire de S. M. Très-Chretienne a adreſſées
des autres puiſſances, n'ont laiſſé aucun doute
e queſtion, en prouvant que le gouvernement
s à rempli, avec l'exactitude la plus ſcrupu-
t la plus honorable, toutes les clauſes des trai-
onventions du 20 Novembre, et en propoſant
lles de ces clauſes, dont l'accompliſſement était
à des époques plus éloignées, des arrangemens
me pour toutes les parties contractantes.

étant les réſultats de l'examen de ces graves
s, L. M. I. et R. ſe ſont félicitées de n'avoir
'à écouter ces ſentimens et ces voeux perſon-
ui les portoient à mettre un terme à une me-
e des circonſtances funeſtes et la néceſſité de
r à leur propre ſûreté et à celle de l'Europe
ſeules pu leur dicter.

-lors, les auguſtes ſouverains ſe ſont décidés à
ſſer l'occupation militaire du territoire Fran-
la convention du 9 Octobre à ſanctionné cette
on. Ils regardent cet acte ſolennel comme le
ſent de la paix générale.

ſidérant maintenant comme le premier de leurs
, celui de conſerver à leur peuples les bienfaits
te paix leur aſſure, et de maintenir dans leur
é les transactions qui l'ont fondée et conſoli-

M. I. et R. ſe flattent, que S. M. Très-Chré-
animée des mêmes ſentimens, accueillera,
ntérêt qu'Elles attache à tout ce qui tend au
l'humanité et à la gloire et à la prospérité de
rs, la propoſition que L. M. I. et R. lui adreſ-
nir dorénavant ſes conſeils et ſes efforts à ceux
ne ceſſeront de vouer à l'accompliſſement d'une
auſſi ſalutaire.

ſouſſignés, chargés de prier Mr. le duc de
eu de porter ce voeu de leurs auguſtes ſouve-
la connoiſſance du Roi ſon maître, invitent
ne-tems Son Exc. à prendre part à leurs déli-
s préſentes et futures, conſacrées au maintien
de

1818 de la paix, des traités ſur lesquels elle répoſe, droits et des rapports mutuels établis ou confi par ces traités et reconnus par toutes les puiſſa européennes.

En transmettant à Mr. le duc de Richelieu preuve ſolemnelle de la confiance que leurs ſo ſouverains ont placée dans la ſageſſe du Roi de F et dans la loyauté de la nation Françoiſe, les ſo nés ont l'ordre d'y ajouter l'expreſſion de l'at ment inaltérable que L. M. I. et R. profeſſent e la perſonne de S. M. Très-Chrétienne et ſa fa et de la part ſincère qu'Elles ne ceſſent de pren repos et au bonheur de Son royaume.

Ils ont l'honneur d'offrir en même tems à duc de Richelieu l'aſſurance de leur conſi toute particulière.

Aix-la-Chapelle: le 4 Novembre 1818.

Signé: METTERNICH.
CASTLEREAGH.
WELLINGTON.
HARDENBERG.
BERNSTORFF.
NESSELRODE.
CAPO-D'ISTRIAS.

2.

Copie de la note de Mr. le duc de Richel en réponſe à celle des plénipotentaires cours d'Autriche, de la Grande-Brétagn Pruſſe et de Ruſſie.

(*Feuille volante.*)

Le ſouſſigné, miniſtre et ſécrétaire d'état de S. Très-Chrétienne, a reçu la communication que Exc. M. M. les miniſtres des cabinets d'Autriche, de Grande-Brétagne, de Pruſſe et de Ruſſie, lui ont f l'honneur de lui adreſſer le 4 de ce mois, par ord

s augustes souverains. Il s'est empressé d'en 1818
connoissance au Roi son maître, S. M. a reçu
ie véritable satisfaction cette nouvelle preuve
nfiance et de l'amitié des Souverains qui ont
rt aux délibérations d'Aix-la-Chapelle. La
u'ils rendent à ses soins constans pour le bon-
la France, et surtout à la loyauté de son peu-
vivement touché son coeur. En portant ses
ur le passé, et en reconnoissant qu'à aucune
oque, aucune autre nation n'auroit pu exé-
avec une plus scrupuleuse fidélité, des enga-
tels que ceux que la France avoit contractés,
a senti qu'elle étoit redevable de ce nouveau
e gloire à la force des instructions qui la ré-
et il voit avec joie que l'affermissement de ces
ons est regardé par les augustes Alliés comme
antageux au repos de l'Europe, qu' essentiel à
érité de la France. Considérant que le pre-
: ses devoirs est de chercher à perpétuer et ac-
par tous les moyens qui sont en son pouvoir,
ıfaits que l'entier rétablissement de la paix gé-
romet à toutes les nations; persuadé que l'union
des Gouvernemens est le gage le plus certain
urée, et que la France, qui ne pouvoit rester
e à un système dont toute la force naîtra
arfaite unanimité de principes et d'action, s'y
a avec cette franchise qui la caractérise, et que
cours ne peut qu'augmenter l'espoir bien fondé
ıreux résultats qu'une telle alliance aura pour
ı de l'humanité, S. M. Très-Chrétienne
e avec empressement la proposition qui lui
e d'unir ses conseils et ses efforts à ceux de
l'Empereur d'Autriche, le Roi de la Gran-
tagne, le Roi de Prusse et l'Empereur de tou-
Russies, pour accomplir l'oeuvre salutaire
e proposent. En conséquence, Elle a autorisé
igné à prendre part à toutes les délibérations,
s ministres et plénipotentiaires, dans le but de
ler la paix, d'assurer le maintien des traités
quels elle repose, et de garantir les droits et
ports mutuels établis par les mêmes traités et
us par tous les états de l'Europe.

Soussigné, en priant L. Exc. de vouloir bien
ettre à leurs augustes Souverains l'expression

des

1818 des intentions et des sentimens du Roi son
a l'honneur de leur offrir l'assurance de sa plu
considération.

Aix-la-Chapelle, le 12 Novembre 1818.

RICHELIEU.

Déclaration.

(*Feuille volante.*)

A l'époque où la pacification de l'Europe est
par la résolution de retirer les troupes étran
territoire Français, et où cessent les mesures
caution que des évenemens déplorables avoi
dus nécessaires, les ministres et plénipotenti
L. M. l'Empereur d'Autriche, le Roi de Fra
Roi de la Grande-Bretagne le Roi de Prusse e
pereur de toutes les Russies, ont reçu de leu
verains l'ordre de porter à la connoissance de
les cours de l'Europe les résultats de leur réu
Aix-la-Chapelle, et de faire à cet effet, la d
tion suivante:

La convention du 9 Octobre, qui a définitiv
règlé l'exécution des engagemens consignés d
traité de paix du 20 Novembre 1815, est con
par les souverains qui y ont concouru comm
complissement de l'oeuvre de la paix, et com
complément du système politique destiné à en
la solidité. L'union intime établie entre les m
ques associés à ce système, par leurs principes,
moins que par l'intérêt de leurs peuples, d
l'Europe le gage le plus sacré de sa tranquillité

L'objet de cette union est aussi simple que
et salutaire. Elle ne tend à aucune nouvelle co
naison politique, à aucun changement dans les
ports sanctionnés par les traités existans. Cal
constante dans son action, elle n'a pour but q
maintien de la paix et la garantie des transac
qui l'ont fondée et consolidée.

Les souverains en formant cette union au
ont regardé comme la base fondamentale, leur

olution de ne jamais s'écarter, ni entre eux 1818
eurs relations avec d'autres états, de l'obſer-
plus ſtricte des principes du droit des gens,
qui dans leur application à un état de paix
it, peuvent ſeuls garantir efficacement l'indé-
de chaque gouvernement et la ſtabilité de
on générale.

s à ces principes, les ſouverains les main-
également dans les réunions auxquelles ils
nt en perſonne, ou qui auroient lieu entre
iſtres, ſoit qu'elles aient pour objet de discu-
mmun leurs propres intérêts, soit qu'elles ſe
t à des queſtions dans les quelles d'autres
nens auroient formellement réclamé leur in-
i; le même esprit, qui dirigera leurs conſeils,
gnera dans leurs communications diploma-
préſidera auſſi à ces réunions, et le repos du
a fera conſtamment le motif et le but.

dans ces ſentimens que les ſouverains ont
f l'ouvrage auquel ils étoient appelés. Ils
nt de travailler à l'affermir et à le perfection-
reconnoiſſent ſolennellement que leurs devoirs
eu et envers les peuples qu'ils gouvernent,
rivent de donner au Monde, autant qu'il eſt
exemple de la juſtice, de la concorde, de la
n. Heureux de pouvoir conſacrer déſormais
efforts à protéger les arts de la paix, à ac-
prospérité intérieure de leurs états, et à
es ſentimens de religion et de morale dont
r des tems n'a que trop affoibli l'empire.

Chapelle, le 15 Novembre 1818.

METTERNICH.
RICHELIEU.
CASTLEREAGH,
WELLINGTON.
HARDENBERG.
BERNSTORFF.
NESSELRODE.
CAPO-D'ISTRIA.

3.

1818 *Extrait du Protocole des conférences d'Aix-la-Chapelle, du 19 Novembre 181*

(*Journal de Francfort.* 1818. Nr. 1331. *Annuaire.* 1818. p. 438.)

Les maiſons de banque, avec lesquelles le gouvernement François a traité de l'exécution de ſes engagemens pécuniaires, et dont le crédit universellement reconnu a déterminé les cours alliées, non ſeulement à accepter en paiement les lettres de change tirées ces maiſons par le tréſor de France, pour la ſomme de 165 millions, reſtant à acquitter d'après l'article de la convention du 9 Octobre, mais encore à réaliſer par leur entremiſe la ſomme de 100 millions valeur effective, payable en inſcriptions de rente, d'après l'article V. de la même convention, avoient déclaré qu'elles pourroient effectuer en neuf termes les différens paiemens, dont elles ſe chargeoient; et cette opération favorable de la place de Paris, à l'époque où cet arrangement eut lieu, les facilités qu'épronvoit la circulation, la valeur élevée des rentes, et la perſpective d'un ſurcroît de conſolidation du crédit public par ſuite des transactions politiques les plus heureuſes, les plus ſatisfaiſantes pour la France, ſembloient pleinement juſtifier l'opinion, que les termes propoſés par leſdites maiſons de banque, ne dépaſſoient pas les limites des moyens disponibles, et pouvoient être admis et maintenus ſans aucun inconvénient, ni pour la France, ni pour les puiſſances créancières.

Tel étoit l'état des choſes lorsque la convention du 9 Octobre fut ſignée. Mais dès les derniers jours du même mois, pluſieurs ſymptômes, dont il étoit impoſſible de ſe diſſimuler l'importance, avertirent le gouvernement François que malgré l'étendue des reſſources que les banquiers, chargés de ſes paiemens, avoient à leur diſpoſition, il ſeroit difficile de faire ces paiemens dans les délais ſtipulés, ſans affecter directement la circulation de Paris et de la France, et indirectement celle de toute l'Europe commerçante, de graves inconvéniens. Quoique les charges pu-

que le traité du 20 Novembre 1815 avoit impo- 1818
à la France, eussent été en très grande partie ac-
ées par des reviremens de commerce, par des
uations de change, et par tous ces moyens artifi-
qui dans l'état perfectionné des communications
oques des pays, remplacent le numéraire effectif;
ait cependant, qu'en dernière analyse une quan-
ité considérable de ce numéraire a dû être né-
ment employée à solder la balance de la France.
cause première de diminution dans la masse
leurs circulantes, il en accéda d'autres dont les
ne peuvent point être méconnus. Plusieurs des
aux états de l'Europe travaillent à substituer
leurs métalliques au papier, qui jusqu'ici en
empli les fonctions. Les mesures adoptées dans
ont exigé une forte importation de numéraire;
suffisammet avéré, que cette importation s'est
nde partie opérée par l'exportation de celui de
ce. Des conjonctures momentanées, assez con-
de ceux qui s'occupent particulièrement de ces
s ont rendu cette diminution du numéraire plus
ble à l'époque même, où une nouvelle création
tes étoit annoncée par les stipulations du traité
cuation. La banque de France en a éprouvé les
ères effets. Ses fonds effectifs, naguères trop
même pour ses besoins, ont été successivement
és au point, que la loyauté et la prudence, bases
elles de cet établissement, lui ont commandé de
rer ses escomptes, et de restreindre par conséq
l'émission de ses billets. Il en est nécessairement
é un redoublement d'embarras dans la circulation
ale. Sous des circonstances qui auroient rendu
able une augmentation de numéraire ou des signes
représentent, pour absorber les nouvelles rentes
alloient être versées sur la place, l'insuffisance des
rs disponibles a été telle, que le prix même des
s existantes n'a pas pu se soutenir à la bourse.
baisse des effets publics s'est déclarée dans un mo-
où des causes exclusivement liées aux rapports
niaires, pouvoient seules expliquer un phénomène
l, puisque toutes les causes politiques et mora-
qui peuvent agir sur le crédit d'un gouvernement,
unissoient en faveur de la France; mais cette baisse
fois arrivée, un concours de circonstances secon-

3.

1818 *Extrait du Protocole des*
la-Chapelle, du 19

(*Journal de Francfort.*
nuaire.

Les maiſons de ban
nement François a
mens pécuniaires,
reconnu a déterm
à accepter en pa
ces maiſons p
de 165 millio
de la conve
réaliſer pa
valeur eff
l'article
qu'elle
rena
tion
arr
cr
gnation qui ſe manifeſte ſur une des pl
les de l'Europe, doit inévitablement am
ſtagnation plus ou moins générale. Auſſi les
produits à Paris par la réduction des escomp
banque, et le reſſerrement progreſſif de l'arg
ils déjà ſimultanément ſenſibles dans les opé
toutes les autres places de commerce, et
fonds de tous les gouvernemens.

Independamment de ces conſidérations
la valeur des effets publics de France, a dans
actuelle; un intérêt particulier pour les puiſſ
ont eu part au traité du 20 Novembre 1815
convention du 23 Avril 1818. Car ayant
nom de leurs ſujets, creanciers de la Franc
recevroient le montant de leurs créances en
tions ſur le grand livre de ſa dette publique,
doivent négliger aucun des moyens à leur po
empêcher que les valeurs, que les individus
tion ont reçues ou vont recevoir, ne ſoient dé

e gouvernement François peut 1818
r ou améliorer le cours de ſes
ent par cette raiſon ſeule être
utres états.
fléchi ſur cette poſition des
e nombreux qui naîtroient
p grande maſſe de numé-
oient aux intérêts com-
érations forcées, aux-
rgées des paiemens,
ir effectuer un dé-
tems trop limité,
aux puiſſances
mens conve-
voir: 1. celle
ues des paiemens
tion du 9 Octobre; 2.
contractantes la faculté d'ac-
urs engagemens en lettres de
laces hors de France, qui ſeroient
iées.

res d'Autriche, de la Grande-
t de Ruſſie, ont fait de ces pro-
examen approfondi, et le reſul-
ayant conduits à reconnoître,
ons propoſées n'altèrent en rien
lidité des engagemens primitifs,
ſur les quelles repoſent en der-
es ſtipulations pécuniaires de la
obre;

ions ne ſauroient affecter en au-
iance que les puiſſances ont ac-
contractantes, attendu que ces
rées prêtes à remplir leurs en-
les puiſſances le jugeoient né-
;

nt, il ne ſera nullement difficile
rer l'opinion publique ſur les
interprétation de cette meſure,
véritables motifs, pourroient
e ou l'autre pays;

lifications ne doivent point être
n avantage particulier pour le
is, ou comme un ſoulagement
accordé

1818 daires, et ſurtout l'empreſſement irréfléchi, certain nombre de porteurs d'inſcriptions ont ſe défaire de celles qu'ils poſſédoient, a mome ment affoibli l'efficacité des meſures, par leq le gouvernement, et les maiſons de commerce t tables qui ſecondent ſes operations, ſeroient h parvenus à ramener les choſes à leur juſte nive

Le contre coup de ce qui s'eſt paſſé à Pari néceſſairement ſe faire ſentir dans les relations merciales et pecuniaires des autres places europé et ſi le mal n'eſt pas attaqué dans la racine, pays ne ſera à l'abri de ſes effets. Ce ſeroit lo à une illuſion dangereuſe, que de croire, qu'à p tion que le numéraire diminueroit en Fra abonderoit dans les autres pays. La totalité d rations pécuniaires du monde civiliſé, ſe fait au d'une ſomme comparativement très petite d monnayé. Ce qui détermine la rareté ou l'abo du numéraire, eſt beaucoup moins ſa quantit lue, que le degré de facilité et de rapidité du ment qui le fait circuler. Mais auſſitôt qu'un quelconque arrête le mouvement dans un de ſe cipaux foyers, les affaires commerciales, les ces de l'induſtrie, les transactions du change, des effets publics, doivent s'en reſſentir par t la ſtagnation qui ſe manifeſte ſur une des plac trales de l'Europe, doit inévitablement amén ſtagnation plus ou moins générale. Auſſi les e produits à Paris par la réduction des escompte banque, et le reſſerrement progreſſif de l'argen ils déjà ſimultanément ſenſibles dans les opérat toutes les autres places de commerce, et d fonds de tous les gouvernemens.

Independamment de ces conſidérations m la valeur des effets publics de France, a dans l' actuelle; un intérêt particulier pour les puiſſan ont eu part au traité du 20 Novembre 1815, convention du 23 Avril 1818. Car ayant ſti nom de leurs ſujets, creanciers de la France recevroient le montant de leurs créances en tions ſur le grand livre de ſa dette publique, doivent négliger aucun des moyens à leur port empêcher que les valeurs, que les individus e tion ont reçues ou vont recevoir, ne ſoient dép

es mesures que le gouvernement François peut 1818
ter pour maintenir ou améliorer le cours de ses
iptions, ne sauroient par cette raison seule être
férentes pour les autres états.

yant sérieusement réflechi sur cette position des
es, sur les inconveniens nombreux qui naîtroient
placement subit d'une trop grande masse de numé-
sur l'atteinte que porteroient aux intérêts com-
aux de tous les pays, les opérations forcées, aux-
les maisons de banque, chargées des paiemens,
t obligées d'avoir récours pour effectuer un dé-
ent pareil dans un espace de tems trop limité,
vernement Français a proposé aux puissances
ières, d'admettre dans les arrangemens conve-
les deux modifications suivantes, savoir: 1. celle
longer à dix huit mois les termes des paiemens
neuf mois par la convention du 9 Octobre; 2.
donner aux maisons contractantes la faculté d'ac-
r une partie de leurs engagemens en lettres de
ge sur certaines places hors de France, qui seroient
lement déterminées.

es plénipotentiaires d'Autriche, de la Grande-
gne, de Prusse et de Russie, ont fait de ces pro-
ons l'objet d'un examen approfondi, et le résul-
e cet examen les ayant conduits à reconnoître,
ue les modifications proposées n'altèrent en rien
nature, ni la solidité des engagemens primitifs,
lles des garanties sur les quelles reposent en der-
analyse toutes les stipulations pécuniaires de la
ntion du 9 Octobre;

ue ces modifications ne sauroient affecter en au-
manière la confiance que les puissances ont ac-
e aux maisons contractantes, attendu que ces
ns se sont déclarées prêtes à remplir leurs en-
mens primitifs, si les puissances le jugeoient né-
re ou convenable;

ue par conséquent, il ne sera nullement difficile
tirer et de rassurer l'opinion publique sur les
ues qu'une fausse interprétation de cette mesure,
'ignorance de ses véritables motifs, pourroient
naître dans l'une ou l'autre pays;

ue les dites modifications ne doivent point être
dérées comme un avantage particulier pour le
ernement François, ou comme un soulagement

accordé

1818 du préſent arrangement (dans le cas où ces c
roient diepoſées a uſer de cette faculte), le g
ment François en ſera informé, et qu'à co
égales, il jouira de la préférence pour nég
dits bons.

Fait en cinq copies, à Paris, le 2 Février

Le Baron DE VINCENT. *Le Marquis* DE
CH. STUART. H. DE GOLZ. POZZO DI B

56.

Juillet. ## *Convention entre S. M. Catholique et le Unis d'Amérique, negociée en Août ratifiée par l'Eſpagne en Juillet* 181

(*Journal de Francfort.* 1819. Nr. 53.

S. M. C. et le gouvernement des Etats-Unis que déſirant ajuſter a l'amiable les reclamation réſulté des excès commis pendant la dernié par des individus de l'une ou de l'autre nati trairement aux lois des nations ou au trait entre les deux nations: S. M. C. a donné à ce pleinepouvoirs à S. Exc. Don Pedro Cavallo ler d'état, etc.; et le gouvernement des E d'Amérique à Charles Pinckney, citoyen des et leur miniſtre plénipotentiaire auprès de qui ſont convenus de ce qui ſuit:

Commiſſaires. ART. I. Il ſera formé un bureau de com compoſé de cinq membres, deux desquels ſer més par S. M. C., deux autres par le gouv des Etats-Unis, et le cinquième d'un commu et dans le cas où ils ne pourroient point s'ac le choix du cinquième commiſſaire, chaque nommera un, et le ſort decidera entre les ci après, en cas de mort, de maladie, ou néceſſaire d'aucun de ceux déjà nommés, ils ront, de la même manière, à l'élection d'a ſonnes pour les remplacer.

*) Quoique cette convention ait été negociée en A ratifiée par les Etats Unis en Janvier 1804 l'Eſp ratifiée qu'en Juillet 1818 ſur quoi les ratifi été echangées à Waſhington; je la place ſ 1818, vû que par l'article 9. il eſt expreſſeme qu'elle demeureroit ſans effet juſqu'à ce qu' tifiée par les parties contractantes.

1818

RT. II. Les commiſſaires étant ainſi nommés, n d'eux prêtera ſerment d'examiner, discuter et niner les réclamations, qu'ils devront décider rnément aux lois des nations et au traité exiſtant, ec l'impartialité que la juſtice dictera. Serment

RT. III. Les commiſſaires ſe raſſembleront et tien- leurs ſéances à Madrid, où, dans l'eſpace de 18 (à compter du jour auquel ils ſe réuniront) ils re- nt toutes les réclamations qui ſeront faites en con- nce de la préſente convention, tant par les ſujets M. C., que par les citoyens des Etats-Unis d'Amé- qui auront droit de former des demandes en com- ion de pertes, dommages ou préjudices par eux is, en conſéquence des excès commis par des ſujets pols ou des citoyens américains. Reclamations à juger.

RT. IV. Les commiſſaires ſont autoriſés par les parties contractantes, à entendre et à examiner rment, toute queſtion relative aux dites deman- et à recevoir, comme digne de foi, tout témoig- dont l'authenticité ne pourra pas être raiſonna- nt révoqué en doute. Temoins

RT. V. Il n'y aura point d'appel des déciſions des iſſaires, et l'accord de trois d'entre eux donnera force et effet à leurs déciſions, tant pour ce qui rapport à la juſtice des reclamations qu'au mon- es indemnités qui pourront être adjugées aux ré- ns, les dites parties contractantes s'obligeant à ire aux dits jugemens en numéraire, ſans déduc- aux tems et lieux fixés, et ſous les conditions, qui ont être ſpécifiées par le bureau des commiſſaires. Decision.

RT. VI. Les dits plénipotentiaires n'ayant pas pu rder ſur le mode par lequel le dit bureau de com- res prononceroit ſur les réclamations provenantes ctes des croiſeurs, agens, conſuls, ou tribunaux gers, ſur leur territoire reſpectif, qui pourroient mputés à leurs deux gouvernemens, ils ſont ex- ment convenus que chaque gouvernement ſe réfer- (comme il le fait par cette mention) à lui même, ſujets, ou à ſes citoyens reſpectifs, tous les droits ont préſentement, et en vertu desquels ils pour- ci-après préſenter leurs reclamations, aux époques eur ſeront les plus convenables. Reservation.

RT. VII. La préſente convention demeurera ſans ou effet, jusqu'à ce qu'elle ſoit ratifiée par les es contractantes, et les ratifications ſeront échan- auſſitôt que poſſible. Ratification.

57.

1818 20 Oct. *Convention zwiſchen Groſsbritannien und Nordamerica, unterzeichnet zu London den 20. October* 1818.

(*Politiſches Journal* 1819. Mars p. 229.)

Die vereinigten Staaten von Nordamerica und Majeſtät der König von Groſsbritannien und Irl haben, beſeelt von dem Wunſche, das gute Ein ſtändniſs, welches zwiſchen beiden Staaten ſo g licherweiſe beſteht, zu befeſtigen, zu ihren B mächtigten ernannt, der Präſident der verei Staaten den auſserordentlichen Geſandten und mächtigten Miniſter am Franzöſiſchen Hofe, *Gallatin*, und *Richard Ruſch* *) und Se. Maje König von Groſsbritannien und Irland, ihren H Schatzmeiſter und Präſidenten im Bureau des rathe für den Handel und die Colonien, *Fri Joh. Robinſon*, und ihren Unter-Staatsſecretär *Goulborn*; welche, nachdem ſie ihre gegenſeit Vollmachten ausgewechſelt und richtig befunden ha über folgende Artikel übereingekommen ſind:

Art. 1. Da über die von den vereinigten Sta für ihre Einwohner in Anſpruch genommene Frey an gewiſſen Küſten, Bayen, Rheden und Buchten Americaniſchen Staaten Sr. Majeſtät zu fiſchen, die Fiſche dort zu trocknen und einzuſalzen, S tigkeiten entſtanden ſind, ſo ſind die hohen cont renden Theile übereingekommen, dafs die Ein ner genannter vereinigten Staaten auf ewige Z mit den Unterthanen Sr. Brittiſchen Majeſtät g ſchaftlich das Recht haben ſollen, jede Gattun Fiſchen an dem Theile von Neufoundland zu f welcher ſich vom Cap Ray bis zu den Ratheau-I an der weſtlichen und nördlichen Küſte von Neufo land erſtreckt, hierauf von dem Cap Ray bis nach Inſeln von Quirpon, an den Küſten der Magdale Inſeln, ſo wie auch an den Küſten, in den Bay Häfen und Buchten von Mont Joly an der mittäglic Küſte von Labrador bis an die Meerenge von Belle

*) Ce nom manque dans le journal politique quoiqu'il ſe trouve à la ſignature.

57.

vention conclue entre les Etats-Unis 1818
nérique et l'Angleterre à Londres le 20 Oct.
20 Octobre 1818.

ASUR annuaire historique. 1818. p. 479. *).

Etats-Unis d'Amérique et S. M. le Roi du
e Uni de la Grande-Brétagne et d'Irlande,
cimenter la bonne intelligence qui subsiste heu-
ent entre eux, ont à cet effet nommé leurs plé-
ntiaires respectifs, savoir, le président des Etats-
de Son côté, a nommé Albert Gallatin; *envoyé*
ordinaire, etc., etc., et Richard Rush, *envoyé*
ordinaire, etc., etc.; et S. M. B. a nommé le
honorable Frédérick John Robinson, *tréſorier etc.*
ury Goulborn, *esq. etc., etc.; qui après avoir*
gé leurs pleinspouvoirs respectifs, qu'ils ont trou-
n due et bonne forme, ont consenti à conclure
rticles suivans:

RT. I. *Attendu qu'il s'est élevé des différends re-* Pêche
ement à la liberté réclamée par les Etats-Unis, sur les
côtes d'
leurs habitans, de prendre, de sécher et de net- Amérique.
le poisson sur certaines côtes, baies, hâvres et
s, situés dans les possessions de S. M. B. en Amé-
; il est convenu entre les hautes parties contrac-
s, que les habitans desdits Etats-Unis auront,
jamais, en commun avec les sujets de S. M. B.,
berté de prendre du poisson de toute espèce, sur
partie de la côte de Terre-Neuve qui s'étend de-
le cap Ray jusqu'aux îles du Ratheau; sur la côte
lentale et septentrionale de Terre-Neuve depuis
cap Ray jusqu'aux îles Quirpon, sur les rivages
les Magdeleine, et aussi sur les côtes, baies, hâ-
et creeks, depuis Mont Joly, sur la côte méridio-
de Labrador jusqu'au détroit de Belleisle, et de là
au

*) Une autre traduction Française se trouve dans Luden annuaire p. 479.

1818 und von da länge der Küſte hin nach Norden, doch, daſs dadurch die ausſchlieſsenden Recht Compagnie in der Hudſonsbay nicht beeintr werden; auch ſollen die Americaniſchen Fiſch ewige Zeiten die Freyheit haben, in denjenigen Häfen und Buchten des mittäglichen Theils der von Labrador, worüber noch nicht disponirt w zu fiſchen, und ihre Fiſche daſelbſt zu trockne bald aber über das Ganze oder auch nur über Theil derſelben definitive Beſtimmungen geno iſt es den beſagten Fiſchern nicht mehr geſtatt dieſen Gegenden, ohne eine vorläufige Conv mit den Einwohnern derſelben abgeſchloſſen zu die Fiſche zu trocknen und einzuſalzen. D einigten Staaten entſagen auf immer durch wärtigen Tractat jeder Freyheit, deren die Ein bis jetzt genoſſen oder worauf ſie noch Anſpruch könnten, an den Inſeln, Bayen und Buchten d ten Sr. Brittiſchen Majeſtät in America, welche in den oben erwähnten Grenzen mit begriffen in der Entfernung von drey Seemeilen zu fiſchen Fiſche zu trocknen und einzuſalzen; jedoch ſo den Americaniſchen Fiſchern erlaubt ſeyn, in de ſagten Bayen oder Häfen zum Schutz einzuha ihre erlittenen Havarien dort auszubeſſern, Hol zukaufen und Waſſer einzunehmen, übrigens ab keiner andern Abſicht. Sie ſollen ſich dabey nothwendigen Reſtrictionen zur Verhinderung Trocknens und des Einſalzens der Fiſche unterw damit die in dieſem Tractat reſervirten Vorrechte nesweges übertreten werden.

Art. II. Man iſt übereingekommen, von nordweſtlichen Puncte des Sees der Hölzungen Linie zu ziehen, welche an der 49ſten Paral nördlicher Breite hinläuft; ſollte ſich aber dieſe nicht in der 49ſten Parallele nördlicher Breite den laſſen, ſo wird von dem Punct eine Linie nördlich oder ſüdlich, nachdem wie beſagte Linie nannte Parallellinie der nördlichen Breite durchſch det, gezogen werden, und an dieſem völlig weſtlich Durchſchnittspuncte länge der genannten Parallel ſoll die Gränzlinie zwiſchen dem Gebiete der vereini Staaten und der ſüdlichen Gränze des Gebiets Sr. Br ſchen Majeſtät ſich befinden, von dem See der Hölzun bis zu den ſteinigten Gebürgen.

rd indéfiniment le long de la côte, ſans préju- 1818
pendant d'aucun des droits excluſifs de la com-
de la baie d'Hudſon. Il a été auſſi convenu
pêcheurs américains auront, pour toujours la
de ſècher et et curer le poiſſon dans les baies,
et creeks inhabités de la partie méridionale de
de Terre-Neuve, décrite ci-deſſus et de la
Labrador; mais auſſitôt que ces endroits, ou
une partie quelconque, ſeront habités, il ne
légal pour leſdits pècheurs de ſècher ou
poiſſon dans cette partie habitée, à moins d'un
ement préalable à cet effet, avec les habitans,
taires ou poſſeſſeurs du terrain. Les Etats-Unis
préſent article renonçent pour toujours à toute li-
ue leurs habitans auraient eue ou auraient récla-
qu'à ce jour, de prendre, de ſècher ou de curer
on, ſur celles des côtes, baies, creeks ou havres
ſeſſions de S. M. B. en Amérique, non compris
es limites ci-deſſus mentionnées, non plus qu'à
ance de 3 milles des dites côtes, pourvu cepen-
ue les pêcheurs américains ſoient admis à entrer
es baies ou havres, pour s'y abriter et y réparer
mmages, y acheter du bois, y faire de l'au,
pour aucun autre objet quelconque; dans ces
vers ils ſeront ſoumis à telles reſtrictions qui
ut être néceſſaires pour les empêcher de prendre,
her ou de curer du poiſſon dans les dits endroits,
buſer en aucune autre manière des priviléges
ur réſerve le préſent article.

RT. II. Il eſt convenu qu'une ligne tirée du point Ligne de démarcation.
s au nord-oueſt du lac des Bois, le long du
nte-neuvième parallèle de latitude nord, ou ſi
point ne ſe trouve pas ſur le quarante-neuvième
lèle de latitude nord, qu'une ligne tirée de ce
droit au nord ou au ſud, comme le cas pourra
er, jusqu'au point où elle coupera ledit paral-
et depuis ce dernier point le long dudit paral-
ers l'oueſt, ſera la ligne de démarcation entre
rritoires des Etats-Unis et ceux de S. M. B.,
la dite ligne formera la frontière nord des dits
oires des Etats-Unis, et la frontière ſur des
oires de S. M. B., depuis le lac des Bois juſ-
Hony Mountains.

ART.

1818 Art. III. Man iſt übereingekommen, daſs Gebiet, welches von der einen oder andern Partei der nordweſtlichen Küſte von America, im Weſt ſteinigten Gebürge, ſo wie deſſen Häfen, Bay Buchten und die Schifffahrt auf deſſen ſämm Flüſſen reclamirt werden könnte, zehn Jahr durch, von der Unterzeichnung gegenwärtiger vention angerechnet, den Schiffen, Bürgern u terthanen beider Mächte frey und offen ſeyn ſoll verſtanden jedoch, daſs dieſe Convention nich Nachtheile der Anſprüche, welche eine der contrahirenden Theile auf irgend einen Theil d ſagten Gebiets haben könnte, gedeutet werde ſo wie ſie auch nicht die Anſprüche irgend ei dern Staate oder Macht auf einen Theil deſſelbe trächtigen darf, da der einzige Zweck der hoh trahirenden Theile bey Abfaſſung dieſer Con geweſen iſt, jeder Discuſſion und jedem Stre beiden Staaten vorzubeugen.

Art. IV. Alle Beſtimmungen der Convention, den Handel zwiſchen den Ländern der vereinigte ten und Sr. Brittiſchen Majeſtät feſtzuſetzen, v den 3ten Julius 1815 abgeſchloſſen, mit Ausnahm Clauſel, welche die Dauer derſelben auf 4 Jahr ſetzt, ſo wie auch mit Ausnahme des Theils durch die Erklärung Sr. Maj. die Inſel St. Helen trifft, ſind auf weitere 10 Jahre, vom Tage de terzeichnung gegenwärtiger Convention angere ausgedehnt, und ſollen bis dahin in Kraft bleiben zwar eben ſo, als wenn alle Beſtimmungen be Convention hier namentlich aufgeführt wären.

Art. V. Da der erſte Artikel des Genter T beſtimmt, daſs "alles Gebiet, Plätze und Beſitz die während des Kriegs von der einen oder ande they, oder ſelbſt nach Unterzeichnung des gegen gen Tractats genommen worden, mit alleiniger Au me der dabey nahmhaft gemachten Inſeln, ohne Ve und ohne daſs etwas darin zerſtört, und ohne daſs ſerie oder ſonſtiges öffentliches Eigenthum, welch den Forts oder Plätzen gefunden worden, ſo wie Sclaven oder anderes Privat-Eigenthum daraus w bracht werden darf, zurückgegeben werden ſoll," da die vereinigten Staaten durch denſelben Artike ihre Mitbürger, als deren Privateigenthum, die Wi

e

1818

District ou la pêche sera libre pendant 10 ans.

rt. III. Il est convenu que tout pays qui pour-
re réclamé par l'une ou l'autre des parties con-
ntes sur la côte nord-ouest d'Amérique, à l'ouest
Jony Mountains, sera ainsi que les havres, baies,
et rivières qui s'y trouveront, libre et ouvert
dix années, à compter de la date de la sig-
de la présente convention, aux vvisseaux, aux
et aux sujets des deux puissances; bien enten-
cet arrangement ne peut être trouvé au préju-
aucune prétention que l'une ou l'autre des deux
parties contractantes peuvent avoir sur quel-
rtie que ce soit dudit pays; et qu'il ne sera pas
lus regardé comme affectant les prétentions de
autre puissance à une partie dudit pays, le seul
des hautes parties contractantes à cet égard
de prévenir les disputes et les differends entre
eux.

Convention du 3 Juillet 1815.

rt. IV. Toutes les stipulations de la convention
régler le commerce entre les possessions des Etats
et de S. M. B.," conclu à Londres, le trosième
de Juillet, en l'année de Notre Seigneur 1815, à
ption de la clause qui limitait à quatre ans sa
, et à l'exception aussi de telles parties qui ont
ltérées par la déclaration de S. M. relativement
e de Saint-Helène, sont, par la présente, éten-
et maintenues en vigueur pour le terme de dix
s, à partir de la date de la signature de la pré-
convention, de la même manière que si toutes
tipulations de la susdite convention étaient spé-
ment répétées dans la présente.

Traité de Gand.

rt. V. Comme il a été convenu par le premier
le du traité de Gand, que "tous territoires, pla-
t possessions, quelconques dont l'une ou l'autre
ie se serait emparée pendant la guerre, ou après
gnature de ce traité, seraient, à l'exception des
ci-après mentionnées, rendus sans délai et sans
truire, ou en emporter aucune partie de l'artillerie
autres propriétés publiques capturées originelle-
t dans les dits forts ou places, qui s'y trouveraient
re lors de l'échange des ratifications du présent
té, ainsi que tout esclave ou autre propriété par-
lière;" comme, d'après cet article, les Etats-Unis
ament pour leurs citoyens, et à titre de propriété
ticulière, la restitution, ou du moins une pleine
com-

1818 erſtattung oder eine Entſchädigung für alle Sc
reclamiren, welche ſich am Tage der Auswechſe
der Ratificationen gedachten Tractats in irgend
Gebiete, Platze oder Eigenthum befanden, wo
dachter Tractat den vereinigten Staaten die W
ſtattung zuſagt, aber noch in Engliſcher Gew
befanden, ſey es, daſs genannte Sclaven an de
auf dem Theile des feſten Landes oder am Bo
Engliſchen Schiffe ſich aufgehalten, wovon der
zum Gebiet oder zur Gerichtsbarkeit der Verei
Staaten gerechnet wird: und da ſich Streitigkei
hoben, ob nach dem wahren Sinne und der A
des genannten Artikels des Genter Tractats die
nigten Staaten auf die völlige Wiedererſtattu
Schadloshaltung für alle und jede Sclaven An
machen können, wie es oben erwähnt word
ſind die hohen contrahirenden Theile durch
wärtige Convention dahin übereingekommen,
ſtreitigen Punct irgend einem Souverän oder be
deten Staate, den man dazu auffordern wird, v
legen, und die hohen contrahirenden Mächte ver
ten ſich, die Entſcheidung dieſes Souveräns oder
freundeten Staats als definitiv anzuſehen, indem
demſelben vorgelegte Materien durch deſſen Entſc
dung als erledigt angeſehen werden ſollen.

Art. VI. Dieſe Convention erhält, nachdem
durch den Präſidenten der vereinigten Staaten
Einſtimmung des Senats, und durch Se. Brittiſche
jeſtät ratificirt und ſelbige ausgewechſelt worden,
beide Theile bindende Kraft; und dieſe Ratificati
ſollen in 6 Monaten, oder wo möglich noch fr
ausgewechſelt werden.

Zur Beglaubigung deſſen haben die reſp. B
mächtigten dieſe Convention unterzeichnet un
Siegel darunter geſetzt.

Geſchehen zu London, den 20. October 1818.

Unterz. Albert Gallatin.
Richard Rusch.
Friedrich John Robinson.
Henry Goulbourn.

Dieſe Convention iſt den 2. Novemb. 1818 von de
Prinzen Regenten und den 28 Januar 1819 von de
Präſidenten der vereinigten Staaten ratificirt worde

nſation, de tous les eſclaves qui, à la date de 1818
nge des ratifications dudit traité, ſe trouvaient
les territoires, places ou poſſeſſions quelconques,
ledit traité ordonnait la reſtitution aux Etats-
mais qui, à cette époque, étaient encore occu-
r les forces Britanniques; et que dans cette
ion ils comprennent les eſclaves qui étaient,
erre, ſoit à bord de vaiſſeaux anglais ſe trou-
ans les eaux des Etats Unis; comme enfin il
vé des différends ſur l'eſprit du ſusdit article
é de Gand; les hautes parties contractantes
ent par la préſente à référer ces différends à
ſouverain ou Etat ami, qui ſera nommé pour
et; et les hautes parties contractantes s'enga-
plus à regarder la déciſion de cette puiſſan-
comme finale et concluſive ſur tous les points

r. VI. Cette convention, quand elle aura été Ratifications.
ratifiée par le préſident des Etats Unis,
s et avec l'avis de leur ſénat, et par S. M. B., et
s ratifications reſpectives auront été mutuelle-
échangées, ſera obligatoire pour les dits Etats-
et S. M., et les ratifications ſeront échangées
mois de la préſente date, ou plustôt s'il eſt
le *).

foi de quoi les Plénipotentiaires reſpectifs
igné cette convention et y ont appliqué le ſceau
urs armes.

ait à Londres, ce vingtième jour d'Octobre, en
e notre Seigneur 1818.

(Suivent les Signatures.)

D'après le journal politique cité ci-deſſus cette convention a été ratifiée par S. A. R. le Prince Régent en date du 2 Novembre 1818 et par le Préſident des Etats-Unis le 28 Janvier 1819. Il n'eſt donc pas étonnant ſi dans le discours du P. Régent lors de l'ouverture du Parlement le 22 Janvier (Journal de Francfort. 1819. Nr. 30.) il eſt dit que cette convention ſerait miſe ſous les yeux du Parlement auſſitôt que les ratifications ſeront échangées. Mais cette échange a-t-elle eu lieu? Je ne trouve pas que depuis cette convention ait été préſentée au Parlement.

58.

1817 28 Févr. *Convention conclue entre Sa Majeſté Chrétienne et Sa Majeſté Sicilienne, ſi Paris le 28 Févr. 1817. publiée à Pa le 1 Juin 1818.*

(*Lesur annuaire hiſtorique de l'an 1818. p*

Au nom de la très-Sainte et indiviſible Tr

Sa Majeſté le Roi du royaume des Deux-Sicil fait connoître à Sa Majeſté très-chrétienne les inconveniens qui réſultaient pour les finance que pour la navigation et le commerce de ſe du maintien de divers priviléges et exemptio les Français, ainſi que les ſujets de quelque puiſſances, ont joui dans ſes Etats, et le déſir avait d'en effectuer l'abolition d'un commun avec elle; et Sa Maj. le Roi de France et de ayant, de ſon côté, témoigné à S. M. Sicili parfaite diſpoſition où elle était de conſentir abolition, moyennant l'établiſſement d'un état d qui pût à la fois remédier aux inconvéniens dor Sicilienne a eu à ſe plaindre, et pourvoir à l et aux avantages des ſujets et du commerce de l dans les Etats de S. M. Sicilienne; leurs dites M conſtamment animées des ſentimens de la plu amitié, ont, à l'effet d'atteindre ce double bu mé pour leurs plénipotentiaires, ſavoir:

(*S. M. très-chrétienne*): Le Sieur Ema Pleſſis-Richelieu, duc de Richelieu etc.

(*S. M. Sicilienne*): Le Sieur Fabrice Ruffo, de Caſtelcicala etc. Lesquels, après s'être comm leurs pleinspouvoirs trouvés en bonne et due ſont convenus des articles ſuivans:

Privilèges abolis. Art. I. S. M. très-chretienne conſent à l'a de tous les priviléges et exemptions dont ſe leur commerce et leurs bâtimens ont joui et j dans les Etats, ports et domaines de S. M. Sic en vertu du traité des Pyrénées, de celui d'Aix-

du 2 Mai 1668, de la déclaration donnée par la 1817.
de Madrit le 6 Mars 1669, et autres actes ſubſé-
qui rendent communs aux Français tous les
ges concédés aux Anglais par le traité de 1667
Grande-Brétagne et l'Eſpagne. Il eſt en conſé-
convenu entre Leurdites Majeſtés très-chré-
et ſicilienne, tant pour elles que pour leurs
et ſucceſſeurs, que lesdits priviléges et exemp-
ortant ſoit ſur les perſonnes, ſoit ſur le pavil-
bâtimens, ſont et demeureront abolis à per-

ART. II. S. M. Sicilienne s'engage à ne continuer Accordés à aucun autre.
accorder par la ſuite les priviléges et exemp-
qui ſont abolis par la préſente convention aux
d'aucune autre puiſſance quelconque.

ART. III. S. M. Sicilienne promet que les ſujets Viſites de douanes.
M. très-chrétienne ne ſeront pas aſſujettis dans
ats à un ſyſtème plus rigoureux de viſites de
es et de recherches que celui qui eſt applicable
ujets de S. M. Sicilienne.

ART. IV. S. M. Sicilienne promet que le com- Traitement de nation la plus favoriſée
Français en général et les ſujets Français qui
aront, ſeront traités dans tous ſes Etats ſur le
pied que les nations les plus favoriſées, non-
ment par rapport à leurs perſonnes et propriétés,
auſſi à l'égard de toute eſpèce d'articles dont les
ujets Français feront commerce, et des taxes ou
charges payables, ſoit ſur lesdits articles, ſoit
bâtimens par lesquels l'importation aura lieu.

ART. V. Quant à ce qui concerne les priviléges Priviléges perſonnels.
nels dont les ſujets de S. M. T. C. devront jouir
le royaume des Deux-Siciles, S. M. Sicilienne
et qu'ils auront un droit libre et non douteux de
er et de réſider dans les territoires et domaines
dite Maj., ſauf les précautions de police dont
ſert envers les ſujets des nations les plus favori-
Ils auront auſſi le droit d'occuper des maiſons
agaſins, et de diſpoſer de leurs propriétés per-
elles, de quelque eſpèce et nature qu'elles ſoient,
rentes, donations, échanges et teſtamens, ou de
autre manière quelconque, ſans qu'il leur ſoit
é à cet effet le moindre empêchement ou obſta-
Ils ne ſeront, ſous aucun prétexte quelconque,

1817 tenus de payer d'autres taxes ou impoſitions qu
les qui ſont payées ou pourront être payées p
ſujets des nations les plus favoriſées dans les E
S. M. ſicilienne. Ils ſeront exempts de tout
militaire, ſoit par terre, ſoit par mer. Leurs
tions, magaſins, et tout ce qui en fait partie
compoſe l'appartenance pour objet de commerce
réſidence, ſeront reſpectés. Ils ne ſeront ſujets
cune viſite ou recherche vexatoire. Aucun e
ni inſpection de leurs livres, papiers ou compt
ſe féra arbitrairement et de la part de l'autori
prême de l'Etat, et ne pourra avoir lieu autr
que par ſentence légale des tribunaux compétens.
Sicilienne s'engage à garantir dans toutes les oc
aux ſujets de S. M. très-chrétienne qui ré
dans ſes Etats et domaines, la conſervation
ſûreté perſonnelle et de leurs propriétés, de la
manière qu'elles ſont garanties à ſes ſujets et
les étrangers appartenant aux nations les plus
ſées et les plus privilégiées.

Reſtitution de l'art. 1. ART. VI. D'après la teneur des articles
de la préſente convention, S. M. Sicilienne
à ne déclarer nuls et abolis les priviléges et
tions qui exiſtent actuellement en faveur du co
Français dans ſes Etats, qu'au même jour
même acte qui déclarera nuls et abolis les p
et exemptions quelconques dont ont joui ou
d'autres nations.

Diminution de droits. ART. VII. S. M. Sicilienne promet qu'à
jour où l'abolition générale des priviléges
lieu, conformément aux articles 1. 2 et 6. d
ſente convention, une diminution de dix p
ſur le montant des droits et taxes payables
tarif en vigueur le 1 Janvier 1816, ſera acco
la totalité des marchandiſes ou produits du
de France, de ſes colonies et dépendances, qu
importés dans les Etats de S. M. Sicilienne,
ſuivant la teneur de l'article 4. ci-deſſus, bien
que ledit article ne devra jamais être conſidé
me pouvant, en aucune manière, empêch
Sicilienne d'accorder, ſi bon lui ſemble, une
diminution d'impôts aux autres nations étra

ART. VIII. La préſente convention ſera ratifiée et 1817
ratifications en ſeront échangées à Paris dans l'espace Ratifi-
trois mois, ou plutôt, ſi faire ſe peut. cation.

En foi de quoi, les plénipotentiaires reſpectifs l'ont
et y ont appoſé le cachet de leurs armes.

à Paris, le 28 Février 1817.

Signé: RICHELIEU. CASTELCICALA.
(L. S.) (L. S.)

Article ſéparé et additionnel.

Pour éviter toute équivoque, relativement à la di-
tion de dix pour cent ſur les droits, ſtipulée en
r du commerce Français par la convention ſignée
rd'hui, il eſt déclaré, par le préſent article, que
conceſſion doit s'entendre comme il ſuit; ſavoir,
dans le cas où les droits ſe monteraient à vingt
cent ſur la valeur de la marchandiſe, l'effet de
minution de dix pour cent ſera de réduire cet
t de vingt à dix huit, et ainſi de ſuite dans la
proportion pour tous les autres cas.
t que ſur les articles qui ne ſont pas taxés ad va-
dans le tarif, la diminution de l'impôt ſera pro-
onelle, c'eſt à dire qu'on accordera la diminution
dixième partie ſur le montant de la ſomme payable.
e préſent article ſéparé et additionnel aura la
e force et valeur que s'il avait été inſéré mot à
dans la convention de ce jour. Il ſera ratifié et
tifications en ſeront échangées en même temps.
n foi de quoi, les plénipotentiaires reſpectifs l'ont
et y ont appoſé le cachet de leurs armes.

it à Paris, le 28 Février 1817.

Signé: RICHELIEU. CASTELCICALA.
(L. S.) (L. S.)

Article ſéparé.

eſt expreſſément convenu entre les hautes parties
actantes que les ſujets de S. M. T. C. dans le
me des Deux-Siciles, et réciproquement les ſu-
e S. M. Sicilienne en France, ne pourront être
tis à aucun droit d'aubaine, de détraction ou
autres

1817 autres de la même nature, lesquels ſont et demeu
ront abolis à perpétuité entre les deux Etats.

Le préſent article ſéparé aura la même force e
leur que s'il était inſéré mot à mot dans la conv
de ce jour. Il ſera ratifié et les ratifications en
échangées en même temps.

En foi de quoi, les plénipotentiaires réſpecti
ſigné et y ont appoſé le cachet de leurs armes.

Fait à Paris, le 28 Février 1817.

Signé: RICHELIEU. CASTELCICALA
(L. S.) (L. S.)

59.

1818 *Traité de commerce et de navigation e*
19 Déc. *Pruſſe et la Ruſſie, ſigné à St. Péters*
le 19 Décembre 1818.

(*Königl. Preuſs. Geſetzſammlung.* Jahrgang
pag. 166. en français et allemand.)

Au nom de la Très-Sainte et indiviſible T

Sa Majeſté le Roi de Pruſſe et Sa Majeſté l'Em
de toutes les Ruſſies ayant réſolu de donner aux
lations arrêtées par le Traité de Vienne du
1815. relatives au commerce et à l'induſtrie d
vinces Polonaises de la délimitation de 1772,
ciſion que réelame impérieuſement cet objet
ſollicitude commune pour l'intérêt et le bie
de leurs Sujets reſpectifs, ſont convenus de
par un acte additionnel toutes les diſpoſitio
pourront contribuer à leur faire atteindre un b
déſirable.

A cette fin Leurs dites Majeſtés ont nomm
voir; S. M. le Roi de Pruſſe, le Sieur Charle
ler, Son Conſeiller-privé des Finances etc.

Et S. M. l'Empereur de toutes les Ruſſies, l
Pierre d'Oubril, Son Conſeiller d'Etat actuel, Ch

Ordre de St. Anne de la première claſſe, de celui 1818
it. Wolodomir de la troiſième, et de celui de St.
de Jéruſalem; lesquels Plénipotentiaires, après
communiqué leurs pleinspouvoirs trouvés en
et dûe forme, ſont convenus des articles ſuivans:

T. I. L'étendue à laquelle s'applique la pré- Etendue de la convention.
convention, quant aux règlemens de commerce
avigation, ſe compoſe de tout le territoire qui
partie de l'ancienne Pologne, depuis l'année
et qui ſe trouve compris entre la Duna, le
er, le Dnieſtre, l'Oder et la mer, en y com-
nt la Pruſſe orientale.

T. II. Pour aſſurer à Leurs ſujets reſpectifs une Liberté de navigation.
é de navigation illimitée, telle que l'établiſſent
pulations de l'article 22. du traité de Vienne du
1815. dans l'étendue déterminée à l'article 1,
autes parties contractantes ſont convenues d'y
obſerver les principes et règlemens ſuivans:

navigation dans les Haffs ainſi que ſur les ca-
ux et les rivières, tant en les deſcendant juſqu'à
r embouchure dans la mer, qu'en les remontant,
la fréquentation des ports ſitués dans cette éten-
e, ſeront libres de telle ſorte, qu'elles ne pour-
nt être interdites à aucun des ſujets des deux
utes parties contractantes. Ce principe ſera ap-
qué aux rivières navigables actuellement, ou qui
ſeroient à l'avenir ainſi qu'aux canaux exiſtant
ce moment, ou qui pourraient être faits par
ſuite.

e droit de hallage et d'attérage ſur les rives des
uves et ſur les bords des rivières et canaux, ſera
mmun à tous les ſujets des deux hautes parties
ntractantes. Pour garantir dans toute ſa pléni-
de la jouiſſance et l'exercice de ce droit, il ſera
bli reſpectivement des chemins de hallage par-
t où cela ſera trouvé néceſſaire et poſſible. La
iſſance à laquelle appartiendra la rive, veillera à
ntretien de ces chemins de hallage; il ſera de
me fixé invariablement pour l'attérage une éten-
e de terrain de quinze aunes de Pologne de lar-
ur ſur chaque rive, partout où il n'y a ni culture
habitation, ſans qu'il en ſoit exigé aucune rétri-
tion de la part des commerçans.

C.

1818 c. Les règlemens de police exiſtant pour la navig
tion, ainſi que pour le flottage du bois, de mêm
que ceux qui pourraient être publiés à l'avenir
ayant pour but (ſans établir de redevance) d'aſſu
le maintien de la liberté, du bon ordre et de
ſûreté de la navigation, ſeront communiqués
Conſuls reſpectifs, et ſeront obligatoires pour
les ſujets des deux hautes parties contractantes.

d. Les ſujets reſpectifs ne ſeront ſoumis dans au
cas à des impôts ou charges plus conſidérables
les navigations indigènes, pour la libre naviga
et pour les communications par eau, tant natu
les qu' artificielles, exiſtant, ou qui exiſte
l'avenir. Il eſt entendu que l'Oder eſt c
dans ce nombre.

e. Les tarifs et péages, ſignés aujourd'hui
Plénipotentiaires reſpectifs pour la navigation
fleuves et canaux dans les pays des deux do
tions, compris dans l'étendue déterminée à l'
cle 1., ſerviront de norme pour la perception
dits droits, et ne pourront être hauſſés que du
mun accord des deux Gouvernemens. Outr
droits, il ne ſera impoſé aux navigateurs aucunes
vances, à l'exception de celles qui exiſteraient
au paſſage des ponts, leſquelles ne pourront
ment être hauſſées, que d'un commun accord,
celles qui reſulteraient d'arrangemens de gré à
entre les dits navigateurs et les proprietaires
rains, dans les lieux où il y aurait ſoit culture,
habitation.

Les droits à percevoir au paſſage des po
ſeront affichés.

f. La navigation de la Viſtule eſt déclarée lib
tout impôt, à l'exception de celui perçu en
ſous la dénomination *die Schiffsgefäſsgelder.*

Com-
merce. ART. III. Les deux hautes puiſſances contr
tes déſirant établir dans les provinces de l'an
Pologne, la liberté la plus illimitée de commer
l'aſſurer ſur des baſes ſolides et immuables, ſont
venues de faire obſerver, dans l'étendue déſig
l'article 1., les règlemens ſuivans:

s ſujets des deux hautes parties contractantes 1818
, pour vendre leurs denrées, viſiteront les foi-
, ou ſe rendront pour affaires de commerce dans
provinces déſignées à l'article 1. pourront y voya-
r librement par terre et par eau, s'ils ſont mu-
d'un certificat délivré par l'autorité compétente
lieu qu'ils habitent, et atteſtant que le but de
voyage eſt effectivement celui énoncé ci-deſſus.
certificats ſeront réciproquement reſpectés par
deux Gouvernemens.

Conſuls que les deux hautes parties contrac-
tes ſe reconnaiſſent mutuellement le droit de
mer dans les provinces de l'étendue ſusmen-
née, auront l'autoriſation de délivrer des pas-
orts aux ſujets de leur Gouvernement qui ſe-
nt dans le cas de ſe rendre, pour affaires de
mmerce, du lieu où le Conſul réſide, dans une
re province compriſe dans l'étendue déterminée
r l'article 1. Ces paſſeports ſeront délivrés moyen-
nt une rétribution de deux florins de Pologne
paſſeport, viſés par l'autorité competente du
, ſans le moindre retard, et ſurtout reconnus
reſpectés réciproquement.

ut ſujet des deus hautes parties contractantes
en droit, moyennant les rétributions réglées par
tarifs de la Convention préſente, tant pour l'uſage
fleuves, rivières, canaux et écluſes, que pour
commerce, d'envoyer ou de faire transporter les
ets de ſon négoce, par toutes les villes et tous
ports de l'étendue déſignée à l'article 1., jus-
à la mer, de tirer des marchandiſes d'outre-mer,
de les faire venir par terre de l'étranger, et de
transporter en retour, toutefois en les adreſſant
n négociant bourgeois de la ville.

ſera libre à tout ſujet des deux hautes parties
ıtractantes de vendre ou de faire vendre en gros,
productions du ſol et de l'induſtrie de ſon pays,
s toutes les villes et dans tous les ports compris
s l'étendue déſignée à l'article 1.; de faire des
ats ſans avoir beſoin de rechercher le droit de
rgeoiſie et ſans payer quelque redevance pour y
e ce commerce, comme patente d'induſtrie (*Ge-
rbſchein*) ni le droit appelé: *Kronſteuer*. Si ce-

pen-

1818 pendant il vendait des marchandises jouira de cette liberté que durant du jour de son arrivée. Ce temps fois échu, il sera obligé, s'il commerce, de devenir bourgeois, trouve avantageux de vendre sujet étranger (*Ausländer*) que les lois l'exigent, négociant bourgeois.

e. Si cependant, à la conque, une Puissance sujets la faculté de ville ou dans q l'article I., sa fussent obligé et de payer tous les su de fait, d'étrange autres une d étran cep lée s

f

cc. Les productions brutes de tout genre importées dans les villes maritimes ne sont assujéties au triage (*Brake*) qu'une seule fois, et cette opération ne saurait être renouvelée dans une ville maritime de la même domination, que du consentement mutuel du vendeur et de l'acheteur. Le rebut du triage (*Brakabgang*) reste en tout cas au proprietaire.

dd. Pour écarter du commerce toute entrave, et faciliter les opérations qui accompagnent la réalisation des ventes, on est convenu d'abolir à jamais les appropriations vexatoires dont jouissaient les villes maritimes, et qui sont connues sous les dénominations de *Bürgerbest*, *Aufmaass*, *Krumpmaass*, *Brakabgang*, *Abfall*, et autres de pareille nature,

individus prépoſés à ce travail, n'abuſent pas de ce privilége, et il ſera conſtamment fait droit aux plaintes fondées qui en ſeront portées, ſoit par les Conſuls, ſoit par les parties intéreſſées elles mêmes. 1818

Il lui ſera également permis en tout tems de vendre et faire vendre ſa marchandiſe en gros (c'eſt à dire par *Laſt*, par *Schiffspfund*, par *Schocks* et *Ballots*) emmagaſinée ou non emmagaſinée, ou de la faire charger ſur des vaiſſeaux ou ſur des chariots de roulier, et de l'envoyer à l'étranger. Le débit en détail dans les marchés ouverts, et dans les boutiques ouvertes, ne lui ſera permis qu'à certaines époques de l'année durant les foires, conformément aux réglemens généraux de police.

Si un ſujet d'une des hautes parties contractantes ſe rend dans une province quelconque de l'autre puiſſance, pour y acquérir une propriété immeuble ou y exercer tous les genres de commerce réunis (*in globo*) tels que

aa. le commerce ſtable et permanent en gros ou en détail (*ein ſtehendes Gewerbe zu Jedermanns Dienſten*);

bb. le Commerce d'expédition ou de commiſſion (*Commiſſions- und Speditionshandel*);

cc. des affaires de banque ou de change (*Bank- und Wechſelgeſchäfte*);

dd. transporter des marchandiſes par mer en qualité de propriétaire de vaiſſeau (*Schiffsrhederey treiben*);

il eſt abſolument obligé de demander le droit de bourgeoiſie et de concourir à toutes les charges de l'Etat, de la corporation et de la commune dans la ville et le port où il s'établit pour exercer les différens genres de commerce déſignés ci-deſſus. Il jouira alors de la protection et des avantages accordés par les lois.

Le droit de bourgeoiſie mentionné ſub litt. i., ſera accordé à tous les ſujets reſpectifs des deux hautes parties contractantes dans l'étendue déſignée à l'article I., dès qu'ils ſeront majeurs et que leur réputation ſera déclarée intacte. Les ſujets profeſſant

le

1818 le culte de Moïſe ne participeront pas aux mêmes droits et avantages. Ils ſeront traités parfaitement à l'égal des Juifs étrangers dans les Etats des Puiſſances contractantes.

4. Afin d'établir des règles invariables pour l'exercice du commerce dans les villes et les ports de l'étendue déterminée à l'article I., on eſt convenu du principe général, que les ſujets reſpectifs ne ſeront ni obligés ni tenus contre leur gré, et en vertu d'une stipulation de commerce quelconque, d'admettre dans leurs contrats d'autres poids et d'autres meſures que ceux qui ont été fixés par les lois du pays. Il a été en outre, des diſpoſitions ſuivantes;

aa. Concernant les denrées à méſurer par boiſſeaux (*Scheffel*), on comptera 60 boiſſeaux de Berlin pour un *Laſt*, dans toutes les villes et ports de la dépendance de S. M. le Roi de Pruſſe; et dans celles qui ſe trouvent ſous la domination de S. M. l'Empereur de toutes les Ruſſies, on comptera par la meſure qui y eſt établie pour le blé.

bb. On déterminera d'une manière poſitive, pour les villes ſous la domination de S. M. le Roi de Pruſſe, les poids nets de toutes les denrées et marchandiſes, en y ajoutant un pour cent pour celles qui ſeront peſées ſur la grande balance, et un demi pour cent pour celles qui le ſeront à la petite.

cc. Les productions brutes de tout genre importées dans les villes maritimes ne ſont aſſujéties au triage (*Brake*) qu'une ſeule fois, et cette opération ne ſaurait être renouvelée dans une ville maritime de la même domination, que du conſentement mutuel du vendeur et de l'acheteur. Le rebut du triage (*Brakabgang*) reſte en tout cas au proprietaire.

dd. Pour écarter du commerce toute entrave, et faciliter les opérations qui accompagnent la réalisation des ventes, on eſt convenu d'abolir à jamais les appropriations vexatoires dont jouiſſaient les villes maritimes, et qui ſont connues ſous les dénominations de *Bürgerbeſt*, *Aufmaaſs*, *Krummaaſs*, *Brakabgang*, *Abfall*, et autres de pareille nature

nature, ainſi que les prérogatives appelées *Hand-* 1818
lungs-Uſanzen, et les *Lehnsämter*, qui conſti-
tuent une eſpèce de monopole.

6. Comme il eſt d'uſage de s'entendre préalable-
ment ſur le prix des marchandiſes à vendre et à
acheter, l'on ſera tenu déſormais de convenir
poſitivement, quant aux frais et charges qu'exige
la réaliſation des affaires de vente et d'achat. En
cas de litige, les ſtipulations des parties intéreſſées
ſerviront ſeules de baſe, et non les uſages de
commerce particuliers de chaque ville. Si toute-
fois l'acheteur et le vendeur n'étaient pas con-
venus poſitivement, comme eſt dit ci-deſſus, à
l'egard des frais et charges qu' exige la réaliſation
des affaires de vente et d'achat, ce point ſera
réglé d'après les lois du pays, et l'étranger ſera,
ſous ce rapport, traité parfaitement à l'égal de
l'indigène.

Vû, néanmoins, que pour réaliſer la vente d'une
marchandiſe, il peut entrer dans les ſtipulations
arrêtées entre le vendeur et l'acheteur, de la
porter au grenier de ce dernier pour y être peſée,
triée ou meſurée, ſans que l'acheteur ait conſenti
à en payer le prix convenu avant que cette opé-
ration (qui requiert ordinairement quelques jours),
ſoit achevée, comme il peut être ſtipulé égale-
ment que la propriété de la marchandiſe ne paſſera
du vendeur à l'acheteur, que lorsque ſon prix
aura été entièrement ſoldé au jour fixé, il eſt
entendu qu'une dépoſition ſemblable de la mar-
chandiſe du vendeur Polonais dans le grenier de
l'acheteur, ne lui en fera paſſer la propriété
que lors qu'il aura réellement effectué le ſolde
convenu, à moins que la marchandiſe n'ait été
vendue à crédit. Dans ce cas, ſi l'acheteur ſe
déclare inſolvable avant d'avoir rempli les enga-
gemens contractés avec le vendeur, et que le
concours des créanciers ſoit ouvert par l'autorité
compétente, la marchandiſe ſera reſtituée au
vendeur, qui, de ſon côté, reſtituera ou bonifiera
les arches ou à comptes (*Handgeld*), que lui
aurait avancés l'acheteur; de manière qu'aucune
des deux parties contractantes ne puiſſe mettre à
profit

1818 profit une circonſtance de ce genre au détrim… de l'autre.

Il eſt entendu que cette dernière ſtipulation … pourra être exécutée au préjudice des tiers, c'… à-dire: que le vendeur ne pourra obtenir la … tution en nature que de cette partie de la … chandiſe vendue à crédit, dont un tiers n'… par fait réellement et légalement acquiſition.

Dans les cas qui ne ſe trouveraient pas pré… par le préſent paragraphe ou par les contracta… vendeurs ou acheteurs, les vendeurs étra… jouiront à l'égal des vendeurs indigènes, de t… la protection des lois et de toutes les gar… qu'elles accordent.

Libre circulation des productions.

ART. IV. Par une ſuite des intentions li… et bienveillantes qui animent les hautes parties … tractantes en faveur du commerce et de l'induſtri… leurs Etats reſpectifs, Elles ſont convenues de re… comme un principe fondamental et inaltérable, … toutes les productions du ſol et de l'induſtrie des … Etats pourront circuler dans l'étendue déſignée à l'… ticle I., avec la liberté la plus illimitée.

Toutefois, le tabac et le ſel dans le Royaume … Pologne, et les cartes-à-jouer dans les deux E… ainſi que le ſel en Pruſſe, ſont exceptés, pour … moment, de la préſente ſtipulation.

Pour déterminer néanmoins l'application du p… cipe général énoncé ci-deſſus, les hautes parties c… tractantes ont arrêté, d'un accord mutuel, les dé… ſitions ſuivantes:

a. Les droits d'importation et d'exportation, do… produits du ſol et de l'induſtrie des Etats reſ… de Leurs Majeſtés l'Empereur de toutes les … et le Roi de Pruſſe, ſeront impoſés aux fron… de terre qui ſéparent les dits Etats, ſe trouv… indiqués dans les tarifs ſub litt. C et D., ſig… aujourd'hui par les Plénipotentiaires reſpectifs.

Ces droits ne pourront être hauſſés à l'ave… que du conſentement unanime des deux haut… parties contractantes. Quant aux droits perçus ju… qu'à préſent ſous les dénominations de tantième … viſa, *Uebertrag*, accidens, agio etc. etc., ils ſo… abolis à jamais dans toute l'étendue déſignée à l'a… ticle I. Tou…

retribution exigée contrairement à la pré- 1818
lation par les autorités civiles ou militai-
ıx pays, ſera enviſagée comme vexatoire.

ſes d'entrée et de ſortie à l'égard des pro-
es Etats ſusmentionnés, aux frontières
ıi les ſéparent, ne pourront dorénavant
que d'un commun accord entre les deux
ıens.

ignés aujourd'hui par les Plénipotentiai-
fs ſeront mis en vigueur le plutôt poſſi-
ıs aucun cas plus tard que le $\frac{1}{13}$ Janvier

ıent mutuel que prennent les deux hau-
:es de ne hauſſer les droits indiqués dans
ne d'un commun accord, ne portera néan-
atteinte à la faculté qu'elles ſe reconnais-
llement, d'impoſer à l'importation dans
, tels droits de conſommation qu'elles
ınvenables.

npereur de toutes les Ruſſies s'engage à
les diſpoſitions contenues dans le Ta-
aujourd'hui par les Plénipotentiaires re-
ı litt. E., comme le maximum des droits
de conſommation à percevoir des fabri-
ſſiennes en lin, laine et cuir, munies de
'origine, tant à leur entrée dans le Royau-
ogne qu'aux autres douanes de terre de
: Ruſſie, et promet de ne les faire hauſſer
ı un accord préalable avec S. M. le Roi

:ats d'origine mentionnés au paragraphe
ſeront délivrés d'après la formule ci-jointe
, par les Conſuls, s'il y en a dans les
édition, et à leur défaut, par le Magi-
ı l'un et l'autre cas, il ſera néceſſaire que
du Département, ou un Commiſſaire ſpé-
délégué par elle à cet effet, conſtate la
authenticité de ces certificats d'origine.

ıandiſes étrangères importées en tranſit
ıs de Danzig, Elbing, Königsberg et Mé-
être débitées dans les provinces de l'éten-
ée à l'article 1., ne payeront pas de droits
d'en-

1818 d'entrée et de conſommation plus élevés que ceu importées pour la même deſtination par les p Ruſſes de Libau, Windau et Riga.

Il eſt entendu, que les marchandiſes dé aux frontières du Royaume de Pologne pour en Ruſſie, n'auront aucun droit de tranſit à p ter, et qu'elles ne ſeront aſſujéties qu'au payem des droits d'entrée et de conſommation établi les tarifs de Ruſſie communs au Royaume de logne.

Le tabac et le ſel ne pouvant être intro dans le Royaume de Pologne comme objets de c merce, pourront néanmoins le traverſer pour p en Ruſſie, en ſe ſoumettant aux précautions l'adminiſtration du Royaume de Pologne ju dispenſables pour empêcher la contrebande.

h. Pour écarter tout ce qui pourrait porter atte la jouiſſance des avantages de commerce q par la préſente Convention, les Plénipoten reſpectifs ſont convenus d'arrêter les principes cés dans le Tableau ſub litt. G., ſur leſquels les r mens des Douanes reſpectives devront être fon

i. Dans l'étendue déſignée à l'article 1., il pourra accordé des brevets d'invention (*Patente*), co moyen d'encouragement, mais ces brevets ne raient impoſer de reſtrictions qu'aux ſujets du G vernement qui les aura accordés. Le princip la libre circulation de tout ce qui eſt produit cette étendue, reſte maintenu dans toute ſa vig ainſi que le porte l'article 4.

k. On cherchera les moyens d'activer entre la et le Royaume de Pologne le commerce de fr res ſous le rapport des objets de main-d'œ qui ſe débitent aux foires des villes-frontière l'ouvrier même, tels que bottes, poteries etc.

Commerce de tranſit.

ART. V. Dans la vue d'activer et de faci davantage le commerce de tranſit ſtipulé par l'article du Traité de Vienne, les deux hautes parties tractantes ſont convenues des diſpoſitions ſuiva qu'Elles ſe réſervent de compléter, ſuivant l'exig des cas.

uctions du ſol et de l'induſtrie des Etats 1818
de S. M. l'Empereur de toutes les
de S. M. le Roi de Pruſſe, et les marchan-
ıgères deſtinées à l'uſage des ſujets des
es parties contractantes comme objets de
de tranſit, ne pourront être frappées de
n que par ſuite d'un accord mutuel entre
uiſſances. L'importation et l'exportation,
de ces objets, ſera libre aux ſujets reſpec-
outes les villes et dans tous les ports de
léſignée à l'article 1., d'après les tarifs dé-
ı ce ſujet.

ı de tranſit à payer dans les ports de Dan-
gsberg, Elbing et Mémel, pour les pro-
exportées des provinces de la domination
l'Empereur de toutes les Ruſſies, ainſi
les marchandiſes étrangères deſtinées pour
s provinces, ſont déterminés d'après le
itt. H. ſigné ajourd'hui par les Plénipo-
reſpectifs, lequel ne pourra être hauſſé
commun accord.

d'exportation et d'importation qui auraient
ranſit, et qui, ſans être encore arrivés
nation, retourneraient par la même douane,
ıre, ſoit de mer, par laquelle ils étaient
leur identité eſt avérée, ne payeront pas
de fois les droits de tranſit, mais pour-
r librement.

es productions du ſol et de l'induſtrie de
déſignée à l'article 1., deſtinées pour une
Polonaiſe d'une autre domination, paſſe-
ranſit par le Royaume de Pologne, fran-
ıut impôt. Elles ſeront, toutefois, pour-
ı certificat de la première douane-frontière
elles auront touché. Ce certificat ſervira
r, à la ſortie des marchandiſes, l'endroit
xpédition, et indiquera en même tems
eur deſtination. Il ſera libre aux Gouver-
ſpectifs de prendre les meſures qu'ils juge-
nables pour prévenir tout abus à cet égard.

aux marchandiſes étrangères qui, des
Pruſſiennes de l'étendue déſignée à l'article
ıient en tranſit par le Royaume de Pologne

1818 pour ſe rendre dans les provinces Polonoiſes de domination Autrichienne, elles y payeront les de tranſit ſtipulés à cet égard avec l'Autriche.

e. Le propriétaire d'une marchandiſe importée en fit, dès qu'il ſera ſujet de l'une des deux d tions, aura le droit, dans l'étendue déſignée à cle 1., de changer la deſtination de tranſit en de circulation intérieure, et dans ce dernier ne payera que les droits d'entrée et de conſo tion; l'excédant des droits qu'il pourrait avoir pour la marchandiſe déclarée antérieurement le tranſit, lui ſera, le cas échéant, fidélement

Les Gouverneurs reſpectifs adopteront sures de précaution les plus propres à empêc des marchandiſes déclarées pour le tranſit n conſommées dans l'intérieur. Les douanes ves ſeront ſpécialement chargées de l'exécu ces meſures.

f. L'adminiſtration du Royaume de Pologne droit d'acheter le ſel d'outre-mer pour ſes partout où elle voudra, et de le faire paſſer en fit par les ports de Danzig, d'Elbing, de Königs et de Mémel, en acquittant un droit de deux gros de Pruſſe par quintal.

Quant au mode de tranſit et de transport, miniſtration du Royaume de Pologne eſt prête, la vue de prémunir la Pruſſe contre la contreb à conclure un arrangement particulier, pour un Commiſſaire ſpécial ſe rendra à Berlin, promeſſe toutefois, que la Pruſſe y apporte ſon côté, des facilités, et que les frais qu' le transport ſeront calculés ſur les principes miques de l'adminiſtration Pruſſienne des ſels

g. Pour donner un plus grand eſſor à l'indu Leurs ſujets reſpectifs, et pour favoriſer dav le genre de trafic qui fait l'objet des diſpoſitio cet article, les deux hautes parties contractantes convenues, que tous Leurs ſujets reſpectifs ront faire réciproquement le commerce de t des Etats Pruſſiens à l'étranger par Odeſſa, royaume de Pologne à l'étranger par les Etats ſiens, et vice-verſâ, d'après les règlemens que que Etat établira.

..es droits à percevoir dans le premier cas, ne 1818
..ſeront point, pour les ſujets Pruſſiens, qui
..t traités à l'égal des Autrichiens, celui arrêté
la Ruſſie et l'Autriche, en vertu de l'article 28.
..aité de Vienne.

..uant au ſecond cas, il eſt convenu, que le maxi-
des droits de tranſit ſera de trois écus de Pruſſe
..intal de marchandiſes (poids brut), d'après
..laration des voituriers ou propriétaires.

. VI. Dans la vue de garantir d'une manière Conſuls.
mediate encore à Leurs ſujets reſpectifs la pleine
ce des avantages ſtipulés ci-deſſus, les deux
parties contractantes ſe reconnoiſſent réciproc
t le droit de nommer et de faire réſider dans
rinces de l'étendue déſignée à l'article 1., des
ou Agens de commerce, dont la deſtination
..iſter leurs compatriotes dans les affaires d'in-
..'ils auraient à y régler, toutes les fois qu'ils
..ient obligés de recourir à leur appui, et de
.. l'exécution des préſentes transactions, en ſe
..ant aux règlemens tracés ci-après.

conſequence de ce principe, les deux hautes
es ſont convenues des points ſuivans:

a libre à chacune des deux hautes parties con-
ntes, de nommer dans l'étendue déſignée à
le 1. autant de Conſuls ou Agens de commerce
lle jugera convenables, de déterminer les
its où ils devront réſider, ainſi que l'étendue
aquelle ils devront exercer leurs fonctions.

..a libre à chaque Gouvernement de nommer
nent un Conſul-général qui, de droit, ſera
é de veiller ſur la conduite des Conſuls et de
donner des directions. Le Conſul-général
e droit de s'adreſſer, s'il le juge convenable,
ement aux Miniſtères des pays où il ſe trouvera,
écarter les difficultés ou entraves que le com-
pourrait éprouver. Cette démarche ne pourra
lieu, toutefois, que dans le cas où, contre
attente, les autorités locales ſe refuſeraient à
droit à de juſtes réclamations.

..u'une des Puiſſances contractantes aura an-
, dans les formes uſitées, la nomination d'un

1818 Conſul ou Agent de commerce, le Gouvernem auprès duquel il ſera deſtiné à réſider, lui ſer livrer ſon exéquateur en bonne et dûe forme, eſt mutuellement convenu qu'on y appor moins de retard poſſible.

d. Dans les villes ou autres places de frontiè même individu pourra être accrédité auprès de Gouvernemens, ainſi par exemple; le Conſul le Roi de Pruſſe à Brody pourra auſſi exerc fonctions à Radziwilow. Il en ſera de même ailleurs où il conviendra aux deux Gouverne nommer des Conſuls ou Agens de commer exercer les mêmes fonctions dans des ville domination différente.

e. Une des principales obligations du Conſul o de commerce, ſera de veiller à ce que la Convention ſoit maintenue et executée da ſes points et clauſes.

f. Dans tous les cas urgens relatifs aux affa commerce, il aura le droit d'adreſſer dire aux autorités de l'arrondiſſement de ſon C des réclamations verbales ou par écrit, conç la langue du pays de ſa réſidence, ou en françaiſe, en y joignant autant que poſſi traductions.

g. Il ſera autoriſé à intervenir dans tous les qui pourraient naître, ſoit entre ſes com commerçans, ſoit entre ceux-ci et des com ou habitans du pays où il réſidera, toutes que les parties intéreſſées voudront le pren arbitre. Les lois de ſon pays et les inſtructi il ſera muni, détermineront le degré de vali devra avoir ſa déciſion à l'égard de ſes com et en preſcriront les formes.

h. Il ſera également en droit d'aſſiſter ſes com commerçans, et il plaidera leur cauſe au autorités de l'arrondiſſement de ſon Conſul tous les différens et procès qu'ils pourraie avec les douaniers et les habitans du pays, des étrangers par ſuite de leurs affaires de co

i. Au cas qu'un compatriote commerçant d vînt à décéder dans l'arrondiſſement de ſ

et que les héretiers du défunt fuſſent abſens, 1818
voir de mandataire préſent ſur les lieux, le
l aura le droit de s'enquérir des biens et des
du décédé; de ſe les faire délivrer par les
tés locales; en tant que les lois du pays n'y
as contraires; enfin, de prendre toutes les
es néceſſaires pour la ſureté de la propriété du
, et de ſoigner ſes affaires, jusqu'à ce que les
rs ou leurs fondés de pouvoirs ſe préſentent.

Conſuls, en délivrant des paſſeports à leurs
triotes, ſeront tenus, ſous peine de reſpon-
perſonnelle, de veiller à ce que ces paſſe-
ne deviennent, pour des gens ſans aveu et
emment dangereux, un moyen de s'introduire
s Etats reſpectifs.

alité de Conſuls, ils jouiront des prérogatives
iléges dont jouiſſent les Conſuls des nations
favoriſées. Les armes de leur pays pourront
borées à leur maiſon, pour indiquer leur
re.

Conſuls des deux hautes parties contractantes
'étendue déſignée à l'art. I., dès qu'ils ne
pas ſujets du pays de leur réſidence, et qu'ils
èderont pas de maiſon, à eux appartenante,
es villes où ils exerceront leurs fonctions,
exempts de tout logement militaire. Cette
iſe, toutefois, eſt reſtreinte à leur logement
nel.

hautes parties contractantes étant convenues,
totalité de leurs ſujets et des productions de
ol et de leur induſtrie participeront, dans
ue déſignée à l'article I., aux avantages com-
ux ſtipulés par la préſente Convention, les
ats d'origine qui, en vertu du traité de Vienne
Avril / Mai 1815, devaient aſſurer ſpécialement la
nce des dits avantages aux provinces Polo-
de 1772, deviennent inutiles à l'exception de
lont les fabrications Pruſſiennes favoriſées en
ine et cuir devront être accompagnées, con-
nent aux paragraphes e. et f. de l'article IV.

Mais

1818 Mais ſi, par la ſuite, ces mêmes Puiſſances v
laient limiter, d'un commun accord, aux product
d'origine Polonaiſe, les avantages ſtipulés en f
des dites productions par le traité du
1815, les certificats d'origine redevenant alors
faires, il ſerait pris, du conſentement mut
préalable des deux hautes parties contractan
meſures que les adminiſtrations reſpectives jug
les plus convenables à cet égard.

Ville de Cracovie. ART. VII. En exécution de l'article X. du
de Vienne et relatif à la ville libre de Cracovi
hautes parties contractantes ſont convenues d'
aux habitans de cette ville et de ſon territoire
les ſtipulations de la préſente convention, en
que par leur nature elles ſont propres à leur êtr
quées. D'après ce principe, tous les habitans
ville de Cracovie et de ſon territoire jouiront de
mes avantages commerciaux et des mêmes exem
que la préſente Convention aſſure aux ſujets des
hautes parties contractantes. Ils ſeront traités,
le territoire de la domination Ruſſe, à l'égal des ſ
Pruſſiens; et dans les provinces de la domin
Pruſſienne, à l'égal des ſujets Ruſſes, bien ent
toutefois, que, de leur côté, ils ſe conformeront
obligations que le préſent acte impoſe aux ſ
reſpectifs.

Lois et privileges abolis. ART. VIII. En conſéquence des diſpoſitions ci-d
énoncées, toutes les lois et conceſſions, tous les uſage
glemens, tarifs, priviléges et droits particuliers de c
merce des villes et des ports de l'étendue déſig
l'article I., qui ſe trouvaient en oppoſition a
teneur de la préſente Convention, ſont abolis à
Seront nommément compris dans cette ſtipulati
droits qui peuvent avoir exiſté juſqu'à préſent
trairement à la liberté de la navigation des riv
et canaux, ainſi qu'à la circulation illimitée de to
les productions du ſol et de l'induſtrie entre les
vinces de l'étendue ſusmentionnée, tels que les d
d'entre-pôt, de rompre-charge, d'étape, de
allège et autres de pareille nature, ſpécifiés ou
ſpécifiés, leſquels ſeront cenſés abolis par la pré
Convention.

Les hautes parties contractantes s'engagent en même 1818
, à interdire aux négocians des villes commer-
de Leurs dominations reſpectives dans l'éten-
déterminée à l'article 1., toute aſſociation qu'ils
ient, dans le but, ſoit d'organiſer ou de réin-
, directement ou indirectement, les privilè-
roits excluſifs abolis par le préſent article et
te Convention, ſoit de s'approprier excluſi-
un genre de commerce quelconque.

rs Majeſtés l'Empereur de Toutes les Ruſſies,
Pologne, et le Roi de Pruſſe, garantiſſent en
tems aux bourgeois indigènes des dites villes,
ne leur ſera interdit dans aucun cas de ſe char-
toutes les expéditions d'importation et d'ex-
on pour le compte des ſujets reſpectifs de S. M.
reur de toutes les Ruſſies, Roi de Pologne, et
M. le Roi de Pruſſe.

RT. IX. La préſente Convention ſera ratifiée et Ratifica-
tifications en ſeront échangées à St. Pétersbourg, tions.
le terme de deux mois, ou plutôt, ſi faire ſe peut.

n foi de quoi, les Plénipotentiaires reſpectifs
ſignée et y ont appoſé les cachets de leurs armes.

it à St. Pétersbourg le $\frac{17}{7}$ Décembre 1818.

né: CHARLES SEMLER. PIERRE D'OUBRIL.
(L. S.) (L. S.)

Le traité ci-deſſus dreſſé en langue Françaiſe
ratifié de la part du Roi de Pruſſe le 18 *Fe-*
1819 *et les ratifications ont été échangées à Pé-*
urg le 30 *Mars* 1819.)

60.

1819 21 Mai *Traité entre S. M. le Roi de Pruſſe e Alteſſe royale le Grand-Duc de Mecklen Strelitz en execution du troiſième artic traité du* 18 *Sept.* 1816 *); ſigné à Be* 21 *Mai* 1819.

(*Geſetzſammlung für die Königl. Preuſſiſchen* 1819. N. 15. p. 154.)

Da die von Sr. Majeſtät dem Könige von Pr an Se. Königl. Hoheit den Groſsherzog von M burg-Strelitz, durch den Staatsvertrag vom 1 tember 1816. in Folge des 49ſten und 50ſten A der Wiener Congreſsacte, abgetretenen Land von den alten Landen Sr. K. H. entfernt und g liegen, auch von dem Gebiete Sr. Majeſtät g umſchloſſen ſind; ſo haben beide Hohe Par den Wunſch geäuſsert, ein anderes angeme und vortheilhafteres Abkommen zu treffen u dieſes durch den 3ten Artikel des vorgedachte vertrags ausdrücklich vorbehalten. Die ſeitd geſetzten Verhandlungen haben auch zu einer figen Vereinigung hierüber geführt, auf dere nunmehr Seine Maj. der König von Preuſsen d lichen Geheimen Legationsrath und Geſand Königl. Sächſiſchen Hofe, von Jordan, und d lichen Geheimen Ober-Regierungsrath Hoffm Se. K. H. der Groſsherzog von Mecklenburg den Miniſter-Reſidenten, Geheimen Lega Grenhm, bevollmächtigt und angewieſen ha erwähnte vorbehaltene Abkommen förmlic ſchlieſsen.

Dieſe beiderſeitigen Bevollmächtigten hal Auswechſelung ihrer in gehöriger Gültigkeit nen Vollmachten, nachſtehende Artikel mit verabredet und feſtgeſetzt:

*) Voyès plus haut. p. 259.

. I. S. K. H. der Grofsherzog von Mecklenburg- 1819
entſagen für Sich und Ihre Nachfolger allen
n und Anſprüchen, welche Sie aus dem Staats- Renonciations du G. D.
e vom 18ten September 1816 an das Ihnen durch
en abgetretene Gebiet in den ehemaligen Can-
Cronenburg, Reiferſcheid und Schleyden er-
aben, zu Gunſten Sr. M. des Königs von Preus-
Da die Uebergabe dieſes Gebiets an Sr. K. H.
e des gedachten Staatsvertrags und der fortge-
Unterhandlungen bisher ausgeſetzt geblieben iſt,
. Majeſtät der König Sich fortdauernd im voll-
en Beſitze deſſelben befunden haben; ſo iſt auch
, dafs dieſes Gebiet für Se. K. H. den Grofsher-
timmt geweſen, kein Anſpruch an Sie entſtanden.

r. II. Se. M. der König von Preufsen, nehmen Equivalent en argent.
Entſagung an, werden das gedachte Gebiet auch
wie unausgeſetzt bisher, mit allen den Rech-
l Verbindlichkeiten beſitzen, mit welchen Ihnen
e ohne alle Beziehung auf den Staatsvertrag vom
ieptbr. 1816 zuſtehet, und verpflichten Sich da-
eine Million Thaler Preufsiſchen Courants, nach
ünzfufse vom Jahre 1764. an Se. K. H. in zwan-
ichen vierteljährigen Raten, jede von funfzig-
l Thalern, aus Ihrer Haupt-Schatzcaſſe in Ber-
len zu laſſen.

ſe Zahlung hat bereits mit den erſten Januar
genwärtigen Jahres achtzehnhundert und neun-
hren Anfang genommen, und wird ferner mit
ſten Monatstage jedes folgenden Vierteljahrs erfol-
uch dergeſtalt ununterbrochen fortgeſetzt wer-
dafs mit dem Anfange des zwanzigſten Viertel-
welcher auf den erſten October des Jahres acht-
ndert drey und zwanzig fällt, die letzte Rate
nfzigtauſend Thalern abgetragen und die ganze
e von einer Million Thalern berichtiget ſeyn wird.

r. III. An die Stelle der Einkünfte von dem, Interêts
K. H. den Grofsherzog durch den Staatsvertrag
8ten Septbr. 1816, beſtimmt geweſenen Gebiete,
dieſelben von des Königs Majeſtät zu vergüten
ommen worden, treten die Zinſen der dafür
rorſtehendem Artikel zu zahlenden einen Mil-
Thaler nach dem Zinsfufse zu fünf vom hun-
ihrlich.

Dieſe

1819 Dieſe Zinſen ſind für den Zeitraum vom Mai 1816., von wo ab die gedachten Einkünfte Maſsgabe des Staatsvertrags vom 18ten Septbr. von Preuſsen zu gewähren waren, bis zum 31ſ cember 1818.; folglich für zwey Jahre und ach nate, mit einhundert drey und dreyſsig tauſend hundert drey und dreyſsig ein Drittel Thalern den Königl. Caſſen bereits an den Groſsherzo vollmächtigten gezahlt worden.

Vom erſten Jannar 1819. ab, werden ſie am Se jedes Vierteljahrs für daſſelbe, und zwar jedem denjenigen Theil des Entſchädigungs-Capitals, cher bis dahin noch nicht an Se. K. H. den Gr zog abgetragen war, aus der Königl. Haupt-S caſſe gezahlt. Hiernach werden am erſten April für während des Zeitraums vom erſten Jannar bis März zu verzinſende 950,000 Thaler die Zinſ 11,875 Thalern, am erſten Julius 1819. für w des Zeitraums vom erſten April bis 30ſten Jun verzinſende 900,000 Thaler die Zinſen mit 11,2 lern, und ſofort, in jedem Vierteljahre für d vorſtehendem Artikel vierteljährig abzuzahlende zigtauſend Thaler Capital mit ſechshundert fü zwanzig Thaler weniger, ſo lange fortbezah nach vollſtändiger Auszahlung des ganzen Capit der Anſpruch auf fernere Zinszahlung ganz er

Ceſſion de la ronte de Fürſtenberg à Strelitz.

Art. IV. Da Se. K. H. der Groſsherzog den geäuſsert haben, die Landſtraſse ganz zu beſitze che von ihrer Stadt Fürſtenberg nach Ihrer R Strelitz führt, und des Königs Majeſtät Sich ha neigt finden laſſen, dieſe Straſse, ſo weit diel Ihrem Gebiete liegt, nebſt demjenigen unbev Domanial-Forſtlande, welches ſich zwiſchen ter Straſse und der jetzigen Groſsherzogl. Lande eingeſchloſſen befindet, zu Befriedigung dieſe ſches abzutreten: ſo ſoll das gedachte Stück F nach den Grundſätzen, welche bey Veräuſseru Domanial-Forſten in den Königl. Staaten vorg ben ſind, ſofort abgeſchätzt, und ſodann ne Theile der Straſse zwiſchen Fürſtenberg und wodurch es begrenzt wird, mit voller Land und Eigenthum an Se. K. H. den Groſsherzo wieſen, der durch die Taxe ermittelte Wer

ächſten vierteljährigen Capitalzahlung ſtatt 1819
ldes in Abrechnung gebracht werden.

'. Se. K. H. der Groſsherzog, nehmen die Acceptation de la part du G. D.
ung für diejenige Entſagung, welche Sie
erſten Artikel des gegenwärtigen Staats-
eiſten, in derjenigen Art an, wie ſie Ihnen
vorſtehenden zweyten, dritten und vierten
geſichert wird, und werden Sich, nach voll-
rfüllung der darin angenommenen Beſtim-
für alle Ihnen aus dem Staatsvertrage vom
. 1816. an des Königs Majeſtät zuſtehende
en völlig befriedigt und abgefunden achten.

verden Sie den an der abgetretenen Straſse
nberg nach Strelitz wohnenden Königlich
n Unterthanen den Gebrauch der gedachten
ner ohne neue Beſchränkungen in derſel-
ſtatten, wie ihnen derſelbe bisher zuge-
t.

I. Dieſer Staatsvertrag ſoll zur Ratification Ratifications.
und die Ratifications-Urkunden binnen
en oder eher, wenn es ſeyn kann, ausge-
verden.

Urkund haben die unterzeichneten Bevoll-
dieſen Staatsvertrag eigenhändig unterſchrie-
it Ihrem Inſiegel verſehen.

den 21ſten May 1819.

(L. S.) von Jordan.
(L. S.) Hoffmann.
(L. S.) Greuhm.

ender Staatsvertrag iſt von des Königs Maje-
1 31ſten May d. J. ratificiret worden.

61.

1819 Récès-Général de la Commiſſion territo
• Juil. raſſemblée à Francfort; ſigné le 20 J
1819.

Au nom de la très-Sainte et indiviſible Tr

L'acte du Congrès de Vienne du 9 Juin 1815,
traité de Paris du 20 Novembre de la même
renfermant des dispoſitions, qui exigeoient des
ciations et des arrangemens ultérieurs et d
L. L. M. M. J. J. et R. R. le Roi de Pruſſe, l
reur d'Autriche Roi de Hongrie et de Bohême, l
du Royaume uni de la Grande-Brétagne et d'I
l'Empereur de toutes les Ruſſies Roi de Pologn
nommé des Plénipotentiaires, pour en remplir l
Voulant aujourd'hui comprendre dans une tran
commune, les réſultats des différentes négoci
qui ont eu lieu à cet égard, pour les revêtir de
fications néceſſaires, Elles ont autoriſé Leurs
potentiaires, à réunir dans un inſtrument généra
tes les ſtipulations particulières, et à joindre
acte, qui portera le titre de Récès-Général de l
miſſion terretoriale raſſemblée à Francfort, tou
conventions, qui s'y rapportent.

En conſéquence, les Plénipotentiaires ré
ſavoir: de la part de S. M. etc. etc. . . . .
. . . . . .
après avoir vérifié entre Eux, leurs Plénipo
trouvés en bonne et due forme, ſont convenus
cevoir dans le préſent inſtrument général et d
et de munir de leurs ſignatures, les articles ſu

Rétroceſſions de la Bavière à l'Autriche.

ART. I. S. M. I. et R. A. pour Elle, ſes h
et ſucceſſeurs poſſédera en toute propriété et
raineté les pays ſuivans, rétrocedés par S. M.
de Bavière en vertu du traité ſigné à Munich
Avril 1816. lequel eſt annexé au préſent traité
ſavoir:

L'Innviertel et les parties du Hausrukviertel, 1819
e ces pays ont été cédés par l'Autriche en 1809.

Le Duché de Salzbourg tel qu'il a été poſſédé
ıtriche en 1809 à l'exception des baillages de
;, Tittmaning, Teiſendorff et Lauffen, en tant
ont ſitués ſur la rive gauche de la Salzach et
ſaale; ces baillages tels qu'ils viennent d'être
s, reſteront à la Bavière.

Le baillage Tyrolien de Vils.

Pays dévolus à la Bavière. Ceſſion de l'Autriche à la Bavière.

:. II. En retour des rétroceſſions déſignées dans
du préſent traité général, S. M. le Roi de Ba-
our Lui, ſes héritiers et ſucceſſeurs poſſédera
te propriété et ſouveraineté les pays ſuivans
ar S. M. I. et R. A. ſavoir:

ur la rive droite du Rhin;

baillages ci-devant Fuldois de Hammelbourg, y
ris Culba et Saleck, de Bruckenau avec Mot-
celui de Weihers, à l'exception des villages de
ers et Hattenrodt, lequel baillage ayant appar-
d'après l'art. 40. de l'acte du Congrès de Vienne
Pruſſe, a été échangé contre celui de Saalmün-
Nerzel, Sannerz et le Huttenſche-Grund qui
paſſé à la Heſſe Electorale, ainſi que la partie
ailliage de Bieberſtein, qui renferme les villa-
le Batten, Brand, Dietges, Findlot, Liebhard,
ez, Oberbernhard avec les hameaux de Stein-
, Saiffert et Thaiden;

aillage de Redwitz enclavé dans les Etats Ba-
s, et cédé par S. M. I. et R. A.

artie du baillage de Wertheim ſitnée au Nord
route de Lengfurth à Wurzbourg telle qu'elle
cédée par S. A. R. le Grand-Duc de Bade en
du traité du 10 Juillet 1819 annexé au pré-
Récès.

A la rive gauche du Rhin:

idevant Département du Mont-Tonnerre:

s accordiſſemens de Deux-Ponts, de Kaiſers-
ıtern et de Spire, ce dernier à l'exception des
ntons de Worms et de Pfeddersheim;

Canton de Kirchheim-Poland dans l'arron-
ſement d'Alzey;

1819 b. du ci-devant Département de la Sarre les Cantons de Waldmohr et Bliescastel, celui du Kusel à l'exception de Schwarzerden, Reichweiler, Pfeffelbach, Ruthweiler, Burchlichtenberg et Thallichtenberg dans le Canton de St. Wendel, Saale, Nietkirchen, Bubach, Marth, Hoff et Osterbrücken, dans le Canton de Grumbach Eschenau et St. J...

c. Les Cantons de Landau, Bergzabern et La... del ainsi que toute la partie du Départemen... Rhin cédée par la France sur la rive gau... Lauter par le traité de Paris du 20 Nov. 1815.

Il est entendu que toutes les commu... nées ci-dessus sont censées être cédées ... banlieues.

Dispositions relatives à la forteresse de Landau.

ART. III. La ville de Landau est déc... le rapport militaire, une des fortereſſes de la ... dération Germanique, sans que cette disposition ... altérer en rien le droit de Souveraineté qui est ... à S. M. le Roi de Bavière sur la dite ville.

Cessions du G. D. de Hesse à la Bavière.

ART. IV. S. M. le Roi de Bavière réunira ... ment à Sa Monarchie les bailliages de Miltenberg, Amorbach, Heubach et Alzenau, tels qu'ils ont été cédés par suite des negociations de la Commission territoriale de Francfort par S. A. R. le G. D. de Hesse en vertu du traité du 30 Juin 1816 lequel est annexé au présent Récès.

Front. entre la France et les Etats Bavarois sur la rive gauche du Rhin

ART. V. La ligne de démarcation entre les Etats Bavarois sur la rive gauche du Rhin et la France ... les limites qui d'après le traité de Paris du 20 Nov. 1815 séparent l'Allemagne des Départemens de la Moselle et du Bas-Rhin, jusqu'à la Lauter qui sert ... suite de frontière jusqu'à son embouchure dans le Rhin. Toutefois la ville de Weissenbourg, traversée par cette rivière, reste toute entière à la France ... un rayon sur la rive gauche qui ne peut pas excéder mille toises.

Route militaire à travers d. état de Bade.

ART. VI. Il sera établi une route militaire dans la direction de Wurzbourg vers les provinces Bavaroises sur la rive gauche du Rhin à travers les Etats de S. A. R. le G. D. de Bade. Elle sera tracée de manière à être aussi peu onéreuse que possible au Grand Duché, et les arrangemens à faire à cet égard ...

à une Convention particulière entre S. M. le 1819
Bavière et S. A. R. le G. D. de Bade.

VII. Les ſtipulations, ceſſions, retroceſſions, Art. IV. du tr. de Munich
ns et clauſes portées au traité de Munich du
1816 ayant été ratifiées; et les ratifications
é confirmées par la priſe de poſſeſſion et la
jouiſſance des pays acquis ou échangés, à
n de la partie du bailliage de Wertheim dé-
ns l'art. II. du préſent Récès, qui dépendait
ociation commiſe à la Commiſſion de Franc-
articles qui compoſent ce traité ont été an-
préſent Récès. L'art. IV. du dit traité a dû
une détermination particulière. Il eſt de la
ivante:

contiguité des acquiſitions que fait la Bavière,
ge des rétroceſſions ſus mentionnées, étant
lation du traité de Ried, S. M. l'Empereur
e reconnait le droit de S. M. le Roi de Bavière
demnité pour le déſiſtement du principe de
é."

e indémnité ſera fixée à Francfort, en même
le la même manière que les autres arrange-
ritoriaux de l'Allemagne."

t effet S. M. l'Empereur d'Autriche s'engage
à S. M. le Roi de Baviere un dédommage-
a été réglé de gré-à-gré jusqu'à l'époque
it efficace de la negociation de Francfort, et
ıvière aît pû être miſe en poſſeſſion de l'in-
pour la rénonciation à la contiguité."

gociations de Francfort ont eu en conſéquence
t de réaliſer en faveur de la Bavière un dé-
ment pour ſon déſiſtement de la contiguité
ſſeſſions. Mais l'indemnité obtenue à la ſuite
gociations agant été réjettée par la Bavière,
le fût un juſte équivalent de l'objet donné;
Parties contractantes ſe conſidérent comme
nt libérées envers la Bavière, attendu que
emens pris envers cette Cour n'ont jamais
onditionnels, et qu'ils ont reçu de leur part
ompliſſement dont ils étoient ſuſceptibles.
uence l'art. IV. précité et par ſuite du même
les articles additionnels qui pourraient avoir
été

1819 été annexés au dit traité de Munich, ceſſent d'être obligatoires, et ne pourront plus l'être dans aucun cas, ni à aucune époque, dans aucune rélation ou corrélation pour ou contre une partie quelconque, l'Etat de poſſeſſion, tel qu'il reſſort du préſent Récès [illegible] formellement reconnu par les Parties contractantes.

S. M. I. et R. A. change toutefois en une rente perpétuelle en faveur de la Bavière, la rente conventionnelle et temporaire de 100,000 Fl. qu'Elle paye en ſuite des négociations qui ont eu lieu à Munich en 1816.

Ceſſion de l'Autriche au G. D. de Bade.

ART. VIII. S. M. I. et R. A. pour Elle, [illegible] tiers et ſucceſſeurs cède à S. A. R. le G. D. de [illegible] le Comté de Geroldſeck dévolû à l'Autriche en [illegible] de l'art. 51. de l'acte du Congrès de Vienne du [illegible] 1815. En échange de cette ceſſion S. A. R. le G. [illegible] de Bade met à la diſpoſition de S. M. I. et R. A. [illegible] partie du bailliage de Wertheim déſignée dans l'art. [illegible] du préſent Récès.

Libérat. du G. D. de Bade d. engagemens pris par le traité de Francf.

ART. IX. Les articles additionnels du traité de Francfort du 20 Nov. 1815 *) renfermant une clause onéreuſe à la charge du Grand-Duché de Bade, [illegible] revoqués. S. A. R. le G. D. ſes héritiers et ſucceſſeurs en ſont libérés à jamais, et l'état de poſſeſſion du Grand-Duché, tel qu'il exiſte aujourd'hui, eſt formellement reconnû.

Droits de ſucc. d. Comtes de Hochberg.

ART. X. Le droit de ſucceſſion établi dans le Grand-Duché de Bade en faveur des Comtes de Hochberg, fils de feu le G. D. Charles Frédéric, eſt reconnu pour et au nom des Puiſſances contractantes.

Le traité renfermant les deux articles ci-dessus 9. et 10. eſt annexé au préſent Récès.

Acquiſition de la Pruſſe en vertu d. la paix de Paris du 20 Nov. 1815.

ART. XI. S. M. le Roi de Pruſſe pour Lui, [illegible] héritiers et ſucceſſeurs poſſédera en toute ſouveraineté et propriété dans les Départemens de la Sane et de la Moſelle les diſtricts qui, en vertu du traité conclu à Paris le 20 Nov. 1815 ont été cédés par S. M. T. C. Chrétienne aux Puiſſancex ſignataires du dit traité.

Ceſſions de l'Autriche à la Pruſſe

ART. XII. S. M. l'Empereur d'Autriche ayant cédé à S. M. le Roi de Pruſſe les diſtricts que S. M. I. et R. A. poſſédait en vertu de l'art. 51. de l'acte

*) Suppl. T. V. p. 650.

de Vienne du 9 Juin 1815, dans le Département 1819
arre, y compris ſes parcelles ſur la rive droite
loſelle, qui appartenaient autrefois à Luxem-
ainſi que les diſtricts du Département de la
cédés par S. M. Très-Chrétienne par le traité
de Paris du 30 Mai 1814 à l'exception toute-
ceux de ces territoires qui ſuivant l'art. II. du
Récès paſſent ſous la domination de S. M. le
Bavière; S. M. Pruſſienne poſſèdera les dits
pour Elle, ſes héritiers et ſucceſſeurs en toute
é et ſouveraineté, en tant qu'Elle n'en a pas
ſuivant les articles 27, 28 et 29, du preſent
pour remplir les engagemens contractés par
et 50 de l'acte du Congrès de Vienne.

. XIII. Conformément à cette double diſpoſi Nouvelle frontière Pruſſienne.
par ſuite des ceſſions faites la frontière des
uſſiens ſera déſormais la ſuivante:

uittant le confluent de la Moſelle avec la Sarre
nait l'extremité des limites Pruſſiennes déſignées
t. 2. de l'acte du Congrès de Vienne, elle re-
a la Moſelle jusques près de Perle qui paſſera
ſſe, ſe dirigera de là ſur Lannsdorff, Wallwich,
rff, Niederweiling, Pellweiler, tous ces endroits
vec leurs banlieues à la France, jusqu'à Houvre,
a de cet endroit les anciennes limites du pays
ebrück, en laiſſant Sarrelouis et le cours de la
vec les endroits ſitués à la droite de la ligne
is déſignée, (c. à. d. ſitués du côté du ci-devant
ment de la Sarre,) et leurs banlieues à la Mo-
Pruſſienne. Des limites du pays de Sarre-
la ligne de démarcation continuera à être la
ue celle qui d'après l'art. I. de traité de paix
à Paris le 20 Nov. 1815, ſépare la France de
agne jusqu'à Blies-Rauſchbach de ſorte que
qui jusqu'à ce point fait d'après l'article cité
de l'Allemagne ſera poſſédé déſormais par ſa
Pruſſienne.

point, où, près de Blies-Rauſchbach appar-
à la Pruſſe, finit la frontière de la France,
u village de Braitenbach, qui ſe trouvera ſous
ination Bavaroiſe, la frontière qui ſepare les
s d'Arneval, d'Ottweiler et de St. Wendel ſur
e Pruſſienne, des Cantons de Bliescaſtel et

1819 été anne
obligatoi
cas, ni
rélation
de poſſeſſ
formellen

S. M.
perpetuell
tionnelle
paye en
Munich e

Ceſſion de l'Autriche au G. D. de Bade.

ART. V
tiers et ſu
le Comté d
de l'art. 51.
1815. En
de Bade m
partie du ba
du preſent

Libérat. du G. D. de Bade d. engagemens pris par le traité de Francf.

ART. IX.
Francfort du
onéreuſe à la
revoqués. S.
en ſont libér
Grand-Duche
mellement rec

Droits de Succ. d. Comte de Hochberg.

ART. X.
Grand-Duche
barg, fils de fe
pour et au no

Le traité r
9. et 10. eſt ann

Acquiſition de la Pruſſe en vertu d. la paix de Paris du 20 Nov. 1815.

ART. XI. S.
héritiers et ſucc
et propriété dans
Moſelle les diſtri
à Paris le 20 No
Chrétienne aux P

Ceſſions de l'Autriche à la Pruſſe

ART. XII. S.
à S. M. le Roi de
R. A. poſſédait en

*) Suppl. T. V. p.

la nouvelle limite aura ainſi atteint celle 1819
t à l'époque du 30 Mai 1814 le Départe-
Sarre du Département du Rhin et Moſ. lle,
:ette limite vers le confluent de la Glan
ıe, en ſéparant du territoire Pruſſien une
nton de Herrſtein laquelle, comme il vient
appartient au G. D. d'Oldenbourg, et le
Meiſenheim qui paſſe à S. A. S. le Land-
leſſe-Hombourg. Au confluent des deux
ieres la nouvelle frontière retombera dans
ixées par l'article 25 de l'acte du Congrès
et admiſes au préſent Récès.

Réunion du nouveau territoire Pruſſien avec le G. D. du Bas-Rhin.

'. S. M. le Roi de Pruſſe réunit à ſon
ıé du Bas-Rhin tous les diſtricts et terri-
ie dans les limites décrites dans l'article

Le droit de garniſon dans la fortereſſe
eſt commun à S. M. l'Empereur d'Autri-
M. le Roi de Pruſſe. La garniſon de cette
ompoſée d'un nombre égal de troupes
ı, et de troupes Pruſſiennes, S. A. R. le
ſſe participera au même droit pour un
fanterie.

Droit de garniſon dans la fortereſſe de Mayence

Par ſuite de l'article ci-deſſus L. L.
ereurs d'Autriche et le Roi de Pruſſe exer-
it de nommer le Gouverneur et le Com-
la place de Mayence alternativement de
ıq ans, et de manière que, lorsque le
erneur ſera occupé par un Général Au-
i de Commandant le ſera par un Général
ainſi réciproquement. Il eſt également
la direction de l'artillerie appartiendra
ici, à l'Autriche, et celle du génie à

Nomination du Gouverneur et du Commandant.

S. A. R. le G. D. de Heſſe cède à S. M.
le le Duché de Weſtphalie, tel qu'il
par S. A. R. à l'époque de la ſignature
du Congrès de Vienne du 9 Juin 1815
à S. M. ſes deſcendans et ſucceſſeurs en
et Souveraineté.

Ceſſion du Duché de Weſtphalie.

S. A. R. le G. D. de Heſſe renonce en
le Roi de Pruſſe, pour Lui, ſes des-

Ceſſion d. droits du G. D. de Heſſe

1819 cendans et ſucceſſeurs à tout droit de Souveraineté
ſur les de féodalité ſur les Comtés de Wittgenſtein-Witt-
Comtes de Wittgenſtein et Wittgenſtein-Berlebourg.
genſtein à la Ces poſſeſſions ſeront placées envers la Monarchie
Pruſſe. Pruſſienne dans les rélations établies par la Conſti-
tution fédérative de l'Allemagne pour les terri-
médiatiſés.

Ceſſion d. droits ſur les territoi- tes des Comtés d'Iſenb. dt les ſa- lines de Kreuzn au G D. de Heſſe. ART. XIX. En retour des ceſſions et renoncia-
faites par le G. D. de Heſſe, S. A. R. poſſédera
Elle, ſes héritiers et ſucceſſeurs.

1. *En toute ſouveraineté* les territoires d
et des Comtes d'Iſenbourg, y compris les vil
Heuſenſtamm et d'Eppertshauſen, à l'exceptio
fois des diſtricts cédés à S. A. R. l'Electeur d
en vertu de l'art. 25. du préſent Récès; de
toute ſouveraineté les poſſeſſions du Comte de
Rödelheim et du Comte d'Ingelheim, qui
partie du ci-dévant Département de Francfort,
quelles poſſeſſions et villages ſeront placés env
Grand-Duché de Heſſe dans les relations établ
la conſtitution fédérative de l'Allemagne pour l
ritoires médiatiſés.

Les rapports des Comtes d'Iſenbourg vis-à-
Prince d'Iſenbourg ſeront rétablies ſur le pied
lequel ils exiſtaient avant la Confédération Rh
bien entendu, que tous les droits de ſouveraine
partiendront uniquement à L. L. A. A. R. R. l'Ele
et le Grand-Duc de Heſſe, conformément à l'
25. ci-deſſus mentionné.

2. *En propriété* les ſalines ſituées dans l
lieue de Kreuznach, ainſi que les ſources ſal
y appartenaient à l'époque de la ſignature d
du Congrès de Vienne du 9 Juin 1815. La ſali
de Münſter qui eſt une propriété particulière,
preſſement exceptée. La ſouveraineté de tou
ſalines reſtera à S. M. le Roi de Pruſſe.

Ceſſions territo- rial. fai- tes au G. D. de Heſſe. ART. XX. S. A. R. le G. D. de Heſſe, ſes h
et ſucceſſeurs poſſéderont en toute propriété et
verainеté:

1. le cercle d'Alzei à l'exception du Canton
Kirchheim-Poland, et les Cantons de Pfedder
et de Worms dans le Cercle de Spire, tels qu

e trouvaient à l'époque du 3 Nov. 1815. ſous 1819
iſtration établie à Worms, et de façon que les
des Etats Pruſſiens, là où ceux-ci confinent
cle d'Alzei, reſtent telles qu'elles ſont fixées par
. de l'Acte du Congrès de Vienne du 9 Juin 1815.

La ville et le territoire de Mayence, y compris
Koſtheim, à l'exception de tout ce qui con-
la forteresſe, laquelle eſt déclarée forteresſe de
édération Germanique.

Dotation et appartenances de la forteresſe de Mayence.

. XXI. Tous les ouvrages, édifices, terrains
ns qui appartenaient à la forteresſe de Mayence
que de la remiſe faite aux troupes alliées, en
on de la Convention du 23 Avril 1814 ſoit que
enus fiſſent partie de ſa dotation, ſoit qu'ils
affectés à d'autres objets, reſteront excluſive-
la diſpoſition du Gouvernement de la forteresſe,
produit fera partie de la dotation.

Droits du G. D. de Heſſe ſur la ville de Mayence; attributions du Gouvernem. de la forteresſe.

. XXII. Le droit de ſouveraineté dans la ville
nce appartenant à S. A. R. le G. D. de Heſſe,
ſtration de la juſtice, la perception des impo-
t contributions de toute eſpèce, ainſi que toute
anche de l'adminiſtration civile reſtera exclu-
t entre les mains des Employés de S. A. R. et
rneur et le Commandant leur prêteront ſecours
nce en cas de beſoin. Toutefois le Gouver-
militaire de la forteresſe ſera nanti de tous les
néceſſaires pour lui aſſurer, conformement à
ſabilité qui repoſe ſur lui, l'exercice libre et
lant de ſes fonctions. Les autorités civiles et
ui ſeront ſubordonnées pour tout ce qui con-
défenſe de la place, et les rapports militaires.
à ce même égard, nommément la direction
lice, de manière cependant qu'un Employé
S. A. R. le G. D. prendra part aux conféren-
ouvernement, auſſi ſouvent qu'il s'agira d'ob-
cette nature. Les ordonnances et règlemens
e ſeront publiés par le Gouvernement, ſous
ition du préſident de la police de la ville. La
urgeoiſe de la ville ſera, ainſi que cela ſe pra-
à toutes les forteresſes, placée ſous les ordres
ernement militaire, et ne pourra ſe raſſem-
de ſon conſentement. Il ne ſera mis aucun
à la levée de la conſcription dans la ville. Le

Gou-

1819 Gouvernement militaire étant reſponſable de la défenſe de la place et du maintien de l'ordre intérieur, et jouiſſant du droit de prendre dans ce but toutes les meſures néceſſaires, il pourra auſſi placer des [illegible] poſtes au dehors de la forteresſe. En tems de guerre, ou lorsque l'Allemagne ſera menacée d'une guerre, la forteresſe déclarée en état de ſiège, les pouvoirs du Gouvernement militaire ſeront illimités, et n'auront d'autres bornes que la prudence, les uſages et le droit des gens.

Routes militaires par les Etats du G. D. de Heſſe.

ART. XXIII. S. A. R. le G. D. de Heſſe consent ce que la Pruſſe aît une route militaire par [illegible] pour les troupes qui paſſent d'Erfurt par Hersfeld, Gieſſen et Wetzlar à Coblence, et qui viennent de Mayence ou qui y ſont [illegible] prennent la route de Coblence par Bingen.

Le règlement d'une route d'étapes pour les troupes Autrichiennes deſtinées à faire partie de la garniſon de Mayence eſt reſervé à une Convention particulière entre les Gouvernemens reſpectifs.

S. A. R. le G. D. de Heſſe conſent également à ce que la Bavière aît une route militaire par ſes Etats pour les troupes, qui paſſent des provinces Bavaroises à la rive droite du Rhin dans celles nouvellement acquiſes ſur la rive gauche de ce fleuve. Quant aux places d'étapes, aux moyens d'entretien et de transport et autres objets d'adminiſtration, ces objets ſeront réglés par une Convention particulière entre S. M. le Roi de Bavière et S. A. R. le G. D. de Heſſe.

Libération du G. D. de Heſſe des engagemens pris par le traité de Frcft. du 23 Nov. 1815.

ART. XXIV. Les engagemens pris par S. A. R. le G. D. de Heſſe dans les articles additionnels du traité de Francfort du 23 Nov. 1813 *) ceſſent; et la charge onereuſe que ces articles renfermaient, ne pourra dans aucun cas, ni à aucune époque devenir obligatoire pour S. A. R. ſes héritiers et ſucceſſeurs.

Arrang. territoriaux entre la Maiſon Elect. et G. D. de Heſſe.

ART. XXV. S. A. R. le G. D. de Heſſe remet S. A. R. l'Electeur de Heſſe en poſſeſſion du bailliage de Dornheim et lui cède, en échange des bailliages de Rodheim, Ortenburg et Babenhauſen, de la moitié de Vilbel appartenante à S. A. R. l'Electeur, et des [illegible]

*) Ce traité ſe trouve Suppl. T. VII. p. 97. Les articles ſéparés qui y manquent ſont ſans doute (*mut. mut.*) les mêmes allegués plus haut à l'art. 9.

ées de Münzenberg, Traismünzenberg, Oſten- 1819
Heuchelheim et Burggräfenrode, les territoires
; ſavoir:

s endroits de Groſsanheim, Groſskrotzenbourg
rodenbach, et la moitié de Praunheim appar-
au Grand-Duché;

ne partie du pays d'Iſenbourg, compoſée des
s (*Gerichte*) de Diebach, Langenſelbold, Meer-
ieblos, Wächtersbach, Spielberg et Reichen-
t du village de Wolfenborn.

XXVI. S. A. R. le G. D. de Heſſe réintègre, Réintégration du Landgrave de Heſſe-Hombg.
ition de l'art. 48. de l'acte du Congrès de Vienne
n 1815. S. A. S. le Landgrave de Heſſe-Hom-
ans les poſſeſſions, revenus, droits et rapports
s dont il a été privé par la Confédération

a conclû entre S. A. R. le G. D. de Heſſe et
le Landgrave de Heſſe-Hombourg un arran-
de famille à l'effet de concilier les rapports
de la preſente ſtipulation avec les pactes et
famille exiſtans.

XXVII. L'art. 49. de l'acte du Congrès de Ceſſion en vertu de l'art. 49. de l'acte du Congrès de Vienne, au G. D. d'Oldenb.
yant réſervé dans le ci-devant Département
re un diſtrict pour L. L. A. A. R. R. les Grands
Oldenbourg, Prince de Lübeck, et de Meck-
-Strelitz, L. L. A. A. S. S. le Duc de Saxe-
, le Landgrave de Heſſe-Hombourg et le
e Pappenheim, lequel diſtrict a reçu plus tard
Pruſſienne une plus grande extenſion en faveur
S. le Duc de Saxe-Cobourg, et S. M. le Roi
s'étant engagé en conſidération des ceſſions
ont été faites à l'art. 12. du préſent Récès
f. l'Empereur d'Autriche à mettre les dits
inſi que le Comte de Pappenheim en poſſeſſion
oires qui doivent leur appartenir, S. M. Pruſ-
de concert avec S. M. I. et R. Apoſtolique,
Roi du Royaume uni de la Grande-Bretagne
de et S. M. l'Empereur de toutes les Ruſ-

S. A. R. le G. D. de Oldenbourg, Prince de
le Canton de Herrſtein à l'exception des com-
Hottenbach, Hellertshauſen, Asbach, Schau-
ren,

1819 ren, Kempfeld et Bruchweiler; le Canton de Bi
feld; du Canton de Hermeskeil les communes
Soetern, Boosen et Schwarzenbach; du Can
Wadern, les communes de Neunkirchen, S
Gonnesweiler et Eyweiler; du Canton de St.
les communes d'Asweiler, Eizweiler, Imsbac
stein, Reichweiler et Mosberg, Steinberg et
hard, Wallhausen et Schwarzhoff; du Canton
nen la commune de Bondenbach; et du C
Baumholder les communes de Nohen, No
Gimbweiler et Wolfersweiler.

Au Duc de Saxe Cobourg. ART. XXVIII. 2. A S. A. S. le Duc de Saxe-C
Canton de Grumbach à l'exception des commu
renbach, Becherbach, Otzweiler, Hoppstädten
et Ehrenau; le Canton de Baumholder à
de Nohen, Nohefelden, Gimbweiler et Wol
le Canton de St. Wendel à l'exception des
de Bubach, Saal, Niederkirchen, Marth,
brücken, Hasborn, Dautweiler, Theleg,
Eizweiler, Hirstein, Reichweiler et Mosberg,
berg et Deckenhard, Wallhausen et Schwarzbo
Imsbach; du Canton de Consel les communes de
Lichtenberg, Thallichtenberg, Ruthweiler, Pfeffel
Reichweiler et Schwarzerden; du Canton de T
les communes de Namborn, Gnidesweiler, G
Ossenbach avec Oberthal, Immweiler, Elmeren, Bl
Niederhofen, Winterbach, Alzweiler et Marpi
et du Canton d'Ottweiler les Communes de W
weiler et Doerrenbach, la métairie de Werthah
ainsi que les communes de Steinbach, Niederli
ler, Mainzweiler et Urexweiler.

Au Landgr. de Hesse-Hombourg. ART. XXIX. 3. A S. A. S. le Landgrave de
Hombourg le Canton de Meisenheim; et du
de Grumbach les communes de Baerenbach,
bach, Otzweiler et Hoppstädten.

Souveraineté des Princes sur leurs nouvelles acquisitions. ART. XXX. S. A. R. le G. D. d'Oldenbourg,
de Lübek, L. L. A. A. S. S. le Duc de Saxe-Cob
le Landgrave de Hesse-Hombourg posséderont
districts et territoires pour Eux, leurs héritiers
cesseurs en toute souveraineté et proprieté, et
les clauses et stipulations enoncées dans les actes
entre les parties interessées lors de la remise d
territoires.

l. S. le Landgrave de Heſſe-Hombourg pour 1819
s heritiers et ſucceſſeurs jouira également d'une
et entière ſouveraineté à l'égard des poſſeſſions
squelles il a été réintégré par l'art. 48. de l'acte
grès du Vienne; il prendra le titre de Land-
ouverain de Heſſe.

. XXXI. Il eſt entendu que les communes ren- Princip. de la dé-
s dans les diſtricts déſignés dans les articles 27, limitat.
9. du préſent Récès ſont cenſées être cédées avec
ahlieues qui ne feront nulle part coupées par
velles limites.

. XXXII. La Pruſſe jouira du droit d'une Route
ilitaire par la Principauté de Birkenfeld pour militaire par la Principauté de Birkenfeld.
er la communication néceſſaire avec le pays
rebrück et la forteresſe de Sarrelouis.
été fait à cet égard une Convention particu-
ntre S. M. le Roi de Pruſſe et S. A. R. le G. D.
bourg.

. XXXIII. S. A. R. le G. D. d'Oldenbourg, Libération de la Pruſſe des engagem. pris relativement à l'art. 49. de l'acte du Congrès de Vienne.
de Lübek, L. L. A. A. S. S. le Duc de Saxe-
g et le Landgrave Souverain de Heſſe ayant
s en poſſeſſion des territoires qui leurs étaient
s; S. A. R. le G. D. de Mecklenbourg-Strelitz
fait un arrangement particulier avec S. M. le
Pruſſe*), et le Comte de Pappenheim ayant
une indemnité en domaines dans la Monarchie
nne, et ces derniers arrangemens ayant été
s à la Commiſſion territoriale; S. M. Pruſſienne
èrement libérée des engagemens qu'Elle a voulu
e par l'art. 49. de l'acte du Congrès de Vienne.

. XXXIV. S. M. le Roi des Pays-Bas, G. D. Acquiſition des Pays-Bas en vertu de la paix de Paris du 20. Nov. 1815.
xembourg, poſſédera pour Lui, ſes héritiers et
eurs en pleine propriété et ſouveraineté tous les
ts qui, ayant fait partie en 1790 des provinces
ques, de l'Evêché de Liège et du Duché de
on, ont été cédés par la France aux Puiſſances
en vertu du traité conclû à Paris le 20 Nov.
ainſi que les territoires enclavés de Philippeville
rienbourg, avec les places de ce nom, cédés par
me traité. Par ſuite de cette diſpoſition les
s des Etats de S. M. le Roi des Pays Bas, G. D.
xembourg, reſteront telles qu'elles ont été fixées
entre

*) Vid. plus haut p. 600.

1819 entre la France et les pays cédés aux Puiſſanc par le traité de paix de Paris du 30 Mai 1814 mencer de la mer du Nord jusque vis-à Quiévrain. De Quiévrain la ligne de dém ſuivra les anciennes limites des provinces B du ci-devant Evêché de Liège et du Duché de jusqu'à Villers près d'Orval, comme elles ét 1790 conformément aux ſtipulations de l'art. traité de Paris du 20 Nov. 1815 de ſorte que pays qui ſe trouvent à la gauche de la dite démarcation, en y comprenant les territoires de Philippeville et Marienbourg, avec les p ce nom, le cidevant Evêché de Liège et tout de Bouillon appartiennent aux Pays-Bas.

Rapports de la forteresse de Luxembourg; droit de garnison.

ART. XXXV. L'article 3. du traité conclû le 31 Mai 1815 et l'art. 67. de l'acte du Co Vienne ayant ſtipulé que la forteresse de Lux ſerait conſidérée comme forteresse de la Conf Germanique, cette diſpoſition eſt maintenue ſément confirmée par le préſent Récès.

Cependant S. M. le Roi de Pruſſe et S. M des Pays-Bas agiſſant en ſa qualité de G. D. d bourg, voulant adapter le reſte des diſpoſitio articles aux changemens ſurvenus par le traité du 20 Nov. 1815 et pourvoir de la manière efficace à la défenſe combinée de leurs Etats L. L. M. M. ſont convenues de tenir garniſon dans la forteresse de Luxembourg, ſans que gement, fait uniquement ſous le rapport puiſſe altérer en rien le droit de Souveraineté le Roi des Pays-Bas, G. D. de Luxembour ville et la forteresse de Luxembourg.

Nomination du Gouverneur et du Command.

ART. XXXVI. S. M. le Roi des Pays-Ba de Luxembourg, cède à S. M. le Roi de Pruſ de nommer le Gouverneur et le Commandan place, et conſent à ce que tant la garniſon e que chaque arme en particulier ſoit compoſé trois-quarts de troupes Pruſſiennes et pour de troupes des Pays-Bas, renonçant ainſi de nomination que l'art. 67. de l'acte du Co Vienne aſſurait à S. M.

Les troupes ſeront ſoldées et equipées au leurs Gouvernemens reſpectifs. Il en ſera

ur nourriture, lorsque la forteresse ne sera pas 1819
e en état de siège. Dans ce cas la garnison se
a des magasins de la forteresse, et il sera suppléé
approvisionnement d'après les principes établis
traité conclû entre S. M. le Roi de Prusse et
le Roi des Pays-Bas, G. D. de Luxembourg à
et S. M. le 8 Nov. 1816*) annexé au présent Récès.

r. XXXVII. Le droit de souveraineté apparte- Exercice des droits de souveraineté; attributions du Gouvernement de la forteresse.
ma toute sa plénitude à S. M. le Roi des Pays-
. D. de Luxembourg, dans la ville et forteresse
embourg comme dans tout le reste du Grand-
, l'administration de la justice, la perception
positions et contributions de toute espèce, ainsi
ute autre branche de l'administration civile re-
clusivement entre les mains des Employés de
et le Gouverneur et le Commandant leur pré-
secours et assistance en cas de besoin.
l'autre côté le Gouverneur sera nanti de tous
voirs nécessaires pour lui assurer conformément
sponsabilité qui repose sur lui, l'exercice libre
pendant de ses fonctions, et les autorités civi-
locales lui seront subordonnées pour tout ce
cerne la défense de la place.
r éviter néanmoins tout conflit entre l'autorité
e et civile, S. M. le Roi des Pays-Bas, G. D.
xembourg, nommera un Commissaire spécial
vira d'intermédiaire entre le Gouverneur et les
és civiles, et recevra les directions du Gouver-
ans les affaires de police, en tant qu'elles se
ux rapports militaires et à la défense de la place.
Gouverneur pourra pour le même objet et tou-
lans les limites qui viennent d'être énoncées,
er de sa part une personne à son choix et ces
mployés formeront une Commission mixte.
is en cas de guerre, ou si l'une ou l'autre des
Monarchies de Prusse ou des Pays-Bas était mé-
d'une guerre, et que la forteresse fût déclarée
t de siège, les pouvoirs du Gouverneur seront
és, et n'auront d'autres bornes que la prudence,
ges et le droit des gens.
finalement la Diète de la Confédération Germa-
venait à décider que les Gouverneurs et Com-man-

*) plus haut p. 264.

1819 mandeurs des forteresses de la Ligue devront êt mentés, le Gouverneur et le Commandant de teresse de Luxembourg prêteront le serment la formule qui sera adoptée par la Diète.

Distribution des sommes destinées aux places fortes.

ART. XXXVIII. Une partie des indemnité niaires que S. M. Très-Chrétienne s'est eng payer par l'art. 4. du traité de Paris du 20 No étant destinée en vertu des arrangemens faits entre les Puissances alliées à renforcer la ligne fense des Etats limitrophes de la France, cet me est distribuée de la manière suivante.

S. M. le Roi de Prusse en recevra pour ê ployé aux ouvrages destinés à la défense du B vingt, S. M. le Roi de Bavière, S. M. le Roi d Bas soixante, et S. M. le Roi de Sardaigne t lions de Francs. Cinq millions de Francs so nés pour être employés à achever les fortifica la forteresse de Mayence, et vingt millions constructions d'une place fédérale sur le Haut-

L'emploi de ces différentes sommes sera fai mément au système qui a été adopté par les P ces signataires du traité de paix conclû à Paris Nov. 1815 et qui a été consigné au protocole conférence de leurs Ministres du 21 Nov. 1815 nexé au présent Récès.

Acquisitions territoriales de la Sardaigne.

ART. XXIX. La partie de la Savoye qui était à la France en vertu du traité de paix de P 30 Mai 1814 et qui a été rétrocédée par le traité Nov. 1815 est restituée à S. M. le Roi de Sard pour être possédée en toute souveraineté et pr par Lui, ses héritiers et successeurs; et les fro entre la Savoye et la France seront telles qu'el staient en 1790.

La commune de St. Julien reste exceptée de restitution. Elle a été donnée à la Confédération qui en a rétrocédé à S. M. Sarde la portion d quelle le chef-lieu est situé.

Acquisitions territor. de la Confed. Suisse.

ART. XL. Afin d'établir une communication entre le Canton de Genève et le reste de la Sui partie du pays de Gex bornée à l'Est par le l man, au midi par le territoire du Canton de G

*) Suppl. T. VII. p. 406.

celui du Canton de Vaud, à l'oueſt par 1819
la Verſoix et par une ligne qui renferme
es de Collex-Buſſy et Meyrin (laiſſant la
Ferney à la France) eſt réunie définiti-
Canton de Genève. La commune de St.
unie également à ce Canton à l'exception
la partie qui, conformément à l'article
n a été cédée à S. M. le Roi de Sardaigne.

I. En conſéquence des actes du Congrès ainſi que des diſpoſitions ultérieures des liées, et nommément en vertu du traité S. M le Roi de Sardaigne et la Confédé- le 16 Mars 1816 *), dont l'article premier nſcrit ci-deſſous, en tant qu'il s'agit de la es frontières, le territoire cédé par S. M. rdaigne pour être réuni au Canton de Ge- mité par le Rhône à partir de l'ancienne ès de St. Georges jusqu'aux confins de toire Genevois, à l'oueſt d'Aire la ville, ligne ſuivant ce même ancien territoire vière de la Loire, remontant cette rivière hemin, qui de la Terrière tend à Soral, emin jusqu'au dit Soral lequel reſtera ainſi in en entier ſur Genève, puis par une tirée ſur l'angle ſaillant de la commune l'oueſt de Norcier. De cet angle la limite ar la ligne la plus courte à l'angle méri- commune de Bernex ſur l'Aire, laiſſant urens ſur Savoye. De ce point elle pren- la plus courte pour atteindre la commune es, ſuivra le confin de cette commune à ſulien jusqu'au ruiſſeau de l'Arande qui ernier et Bardonek, remontera ce ruis- la grande route d'Annecy à Carouge, ſui- ıte jusqu'à l'embranchement du chemin, irectement à Collogne, à 155 toiſes de ıt d'arriver à la Croix de Roſon; attein- hemin le ruiſſeau qui deſcend du village ſuivra ce ruiſſeau jusqu'à ſon confluent ıi descend du hameau de la Combe, au les, en laiſſant néanmoins toutes les mai- vordes ſur Genève; puis du ruiſſeau de la

Arrangemens entre la Sardaigne et la Confédération Suiſſe.

*) VIII. p. 214.

1819 la Combe prendra la route, qui ſe dirige ſous Ro
ſous Crevin et au-deſſus de Veirier. De l'interſe
de cette route à l'Eſt et près de Veirier avec cel
de Carouge tend à Etrembières, la limite ſera m
par la ligne la plus courte pour arriver à l'Arve
toiſes au-deſſus de la priſe d'eau du biez du
de Sierne. De là elle ſuivra le Thalweg de cette
jusques vis-à-vis de l'embouchure du Foron, r
tera le Foron jusques au de là de Cormières au
qui ſera indiqué par la ligne la plus courte, tir
la jonction de la route de Carra avec le chem
du Nord de Publinge; tend au Nord de Ville la
ſuivra la dite ligne, et ce dernier chemin ver
en le donnant à Genève; puis la route qui
parallelement au Foron jusqu'à l'endroit, o
trouve en contact avec le territoire de Juſſy.
point la ligne reprendra l'ancienne limite j
rencontre avec le chemin tendant de Gy à F
et ſuivra le dit chemin vers le Nord jusqu'
du village de Gy, laiſſant le dit chemin ſur
La limite ſe dirigera enſuite en ligne droite
village de Veigi, de manière à laiſſer toutes les
du village ſur Savoye; puis en ligne droite au
ou l'Hermance coupe la grande route du Simp
Elle ſuivra enfin l'Hermance jusqu'au lac,
bornera le nouveau territoire au Nord-Oueſt;
entendu que la propriété du lac jusqu'au milieu
largeur, à partir d'Hermance jusqu'à Veſenaz eſt
au Canton de Genève, et qu'il en ſera de même
portions du cours du Rhône, qui, ayant fait jusqu
frontière entre les deux Etats, appartenaient à S.
que tous les chemins indiqués, comme formant
ligne frontière dans la délimitation ci-deſſus, a
tiendront à S. M. ſauf les exceptions indiquées;
tous les enclos fermés de murs ou de haïes atte
aux maiſons des villages et hameaux, qui ſe trou
raient placés près de la nouvelle frontière, app
tiendront à l'Etat, dans lequel eſt ſitué le village
hameau; la ligne marquant les confins des Etats
pourra être rapprochée à plus de deux toiſes
maiſons ou des enclos y attenans et fermés de m
ou de haïes. Quant aux rivières et ruiſſeaux
d'après les changemens de limite réſultans du traité
ce jour déterminent la nouvelle frontière, le mil

…s cours ſervira de limite, en exceptant le Foron, 1819
…appartiendra en entier à S. M. et dont le paſſage
…a aſſujetti à aucun droit.

…T. XLII. Les Souverains qui, en vertu du pré- Droits et obligations des nouveaux acquér. réſult. d. deux paix de Paris.
…cès, obtiennent des territoires qui ont été
…de la France par les traités de paix de Paris
…Mai 1814, et du 20 Nov. 1815 entrent dans
…droits, et prennent ſur eux toutes les charges
…gemens ſtipulés à cet égard dans les deux ſus-
…ités.

…T. XLIII. L'état de poſſeſſion actuel des Duchés Etat de poſſeſſ. des D. de Parme, plaiſance et Guaſtalla et Principauté de Lucques
…me, Plaiſance et Guaſtalla, ainſi que celui de
…cipauté de Lucques, étant déterminés par les
…tions de l'acte du Congrès de Vienne, les diſpo-
…des articles 99, 101 et 102 ſont et reſtent main-
…dans toute leur force et valeur.

…T. XLIV. La réverſibilité des Duchés de Parme, Reverſibilité d. Duc. d. Parme. Plais. et Guaſtalla
…ce et Guaſtalla prévue par l'art. 90 de l'acte final
…ngrès de Vienne eſt déterminée de la manière
…te:

…Duchés de Parme, Plaiſance et Guaſtalla, après
…ès de S. M. l'Archiducheſſe Marie Louiſe, paſſe-
…n toute ſouveraineté à S. M. l'Infante d'Eſpagne
Louiſe, l'Infant Don Charles Louis ſon fils et
…ſcendans mâles, en ligne directe et maſculine,
…eption des diſtricts enclavés dans les Etats de
I. et R. A. ſur la rive gauche du Po, lesquels
…nt en toute propriété à Sa dite Majeſté confor-
…nt à la reſtriction établie par l'art. 99. de l'acte
…ngrès de Vienne.

…T. XLV. A cette même époque, la réverſibilité Réverſibilité de la Principauté de Lucques.
Principauté de Lucques, prevûe par l'art. 102.
…cte du Congrès de Vienne, aura lieu, dans les
…et ſous les clauſes du même article, en faveur
A. I. et R. le G. D. de Toscane.

…T. XLVI. Quoique la frontière des Etats Au- Droit de garniſon de l'Autriche dans Plaiſance
…ns en Italie ſoit déterminée par la ligne du Pô,
toutefois convenû d'un commun accord, que la
…ſſe de Plaiſance offrant un intérêt plus particu-
…ſyſtème de défenſe de l'Italie, S. M. I. et R. A.
…vera dans cette ville, jusqu'à l'époque des ré-
…s, après l'extinction de la branche eſpagnole

des

1819 des Bourbons, le droit de garniſon pûr et ſimple; t
les droits régaliens et civils ſur cette ville etant ré
vés au Souverain futur de Parme. Les frais d'
tretien de la garniſon dans la ville de Plaiſ
ront à la charge de l'Autriche, et ſa force,
de paix, ſera déterminée à l'amiable entre les
Parties intéreſſées, en prenant toutefois pour
plus grand ſoulagement poſſible des habitans.

Réverſion des Duchés de Parme, Plaiſance et Guaſtalla en cas de l'extinction de la branche de l'Infant Don Charles Louis.

ART. XLVII. La réverſion des Duchés de Plaiſance et Guaſtalla, en cas d'extinction de la de l'Infant Don Charles Louis, eſt explicitement tenue dans les termes du traité d'Aix-la-C de 1748, et de l'article ſéparé du traité entre l'A et la Sardaigne du 20 Mai 1815 *a*).

ART. XLVIII. Les traités, conventions, et actes qui ſe trouvent annexés au préſent Ré nommément:

I. Le traité entre S. M. le Roi de Sardaigne, l dération Suiſſe et le Canton de Genève c Turin le 16 Mars 1816 *b*).

II. Le traité entre l'Autriche, la Pruſſe et le Duché de Heſſe, conclû à Francfort S. M., le 1816 *c*).

III. Le traité entre la Grande-Bretagne et le Duché de Heſſe, conclû à Francfort S. M. le 1816.

IV. Le traité entre la Pruſſe et les Pays-Bas à Francfort S. M., le 8 Nov. 1816 *d*).

V. Le traité entre la Grande-Bretagne et les Pa conclû à Francfort S. M. le 16 Nov. 1816.

VI. Le traité entre l'Autriche et les Pays-Bas, à Francfort S. M. le 12 Mars 1817 *e*).

VII. Le traité entre la Ruſſie et les Pays-Bas, à Francfort S. M. le $\frac{5}{17}$ Avril 1817.

VIII. Le traité entre l'Autriche, l'Eſpagne, la la Grande-Bretagne, la Pruſſe et la Ruſſie, à Paris le 10 Juin 1817 *f*).

a) Suppl. Tom. VI. p. 291.
b) Suppl. Tom. VIII. p. 214.
c) Suppl. Tom. VII. p. 73.
d) Suppl. Tom. VIII. p. 264.
e) Suppl. Tom. VII. p. 413.
f) Suppl. Tom. VIII. p. 416.

traité entre l'Autriche et le Grand-Duché de
, conclû à Francfort ſ. M. le 10. Juillet 1819.; 1819

ité entre l'Autriche, la Grande-Brétagne, la
, la Ruſſie et le Grand-Duché de Bade, con-
Francfort ſ. M. le 10 Juillet 1819;

nt conſidérés, comme parties intégrantes des
emens ſtipulés par le préſent acte et auront,
leur teneur reſpective, la même force et va-
que s'ils étaient inſérés mot à mot dans le
même.

nant au traité conclû à Munich le 14 Avril
) entre l'Autriche et la Bavière, également
u préſent acte, il y a été annexé dans le ſens
prit de l'article 7. du préſent Récès.

XLIX. La langue Françaiſe employée dans
t Récès, l'a été avec les mêmes réſerves énon-
art. 120. de l'acte du Congrès de Vienne.

L. Le préſent Récès ſera ratifié et les ratifi-
en ſeront échangées à Francfort ſ. M. dans
de trois mois ou plutôt ſi faire ſe peut. Un
re du même Acte ſera dépoſé à Vienne aux
de Cour et d'Etat de S. M. I. et R. A. pour
uni à l'enſemble des actes desquels il dérive
esquels il eſt fondé. Les hautes parties con-
s ſe reſervent d'ailleurs d'adopter une marche
e pour le communiquer et le propoſer à l'ad-
es autres Puiſſances et Etats intéreſſés.

oi de quoi les Plénipotentiaires reſpectifs ont
préſent Récès, et y ont appoſé le cachet de
ies.

à Francfort ſ. M., le 20 Juillet de l'an de grâce

Signé:

(L. S.) *Le Baron* DE WESSENBERG.
(L. S.) *Le Baron* DE HUMBOLDT.
(L. S.) CLANCARTY.
(L. S.) I. D'ANSTETT.

ppl. T. VII. p. 55.

Pièces annexées au précédent récès gé

Nr. I — VIII.

Ces pièces ſe trouvent déjà plus haut, v notes à l'art. 48. du récès général p. 6 N. III. V. et VII. étant mut. mut. les avec N. II. IV. et VI.

Nr. IX.

1819 20 Juill. *Traité entre l'Autriche et le G. Duché conclu à Francfort ſur Main le 10 Juill*

Au nom de la très-Sainte et indivisible T

L'arrangement des affaires territoriales en A ayant demandé dans leur application definitive échanges de territoire entre Sa Majeſté l'Empe triche et Son Alteſſe Royale le Grand-Duc de Plénipotentiaires ont été nommés à cet effet, ſ la part de Sa Majeſté Imperiale et Royale Ap le Sieur Jean Philippe, Baron de Weſſenberg, gr de l'ordre royal de St. Etienne etc. etc. et de Son Alteſſe Royale le Grand-Duc de Bade: Charles Chrétien, Baron de Berkheim, Miniſt de Son Alteſſe Royale etc. etc. Lesquels, ap échangé Leurs pleins-pouvoirs, trouvés en due forme, ſont convenus des articles ſuivan

Ceſſions de la part de Bade.

ART. I. Son Alteſſe Royale le Grand-Duc pour Elle, ſes héritiers et ſucceſſeurs cède à S Impériale et Royale Apoſtolique la partie du ſe liage de Wertheim, ſituée au nord de la route furth à Würzbourg et enclavée dans les Etats comprenant les communes et banlieues d'Anſp kenfeld, Erlach, Greuſenheim, Karbach, Mari Plochsbach, Roden, Sendelbach, Steinfeld, W Zimmern avec tous les droits appartenants à S Royale ſur ce diſtrict.

Ceſſions de la part d'Autriche.

ART. II. En échange du diſtrict deſigné ticle précédent, Sa Majeſté Imperiale et Roya

e à Son Alteſſe Royale le Grand-Duc de Bâde, 1819
poſſédé par Elle, Ses héritiers et ſucceſſeurs
de Geroldſeck, enclavé dans les Etats Bâdois,
été poſſédé par l'Autriche en vertu de l'article
unième du traité général du Congrès de Vienne.

III. La remiſe reciproque des territoires de- Epoque de la remiſe.
ıs les deux articles précédens aura lieu immé-
après l'échange des ratifications de la préſente
ɔn et les dits territoires paſſeront à leurs nou-
leſſeurs avec les revenus à dater du jour de
e poſſeſſion.

IV. Les archives, cartes, plans et documens Archives etc.
ıes appartenants aux pays reſpectivement cédés
és, ou concernant leur adminiſtration, ſeront
t remis en même tems que les territoires, ou
pouvait avoir lieu de ſuite, dans un terme,
ɔurra pas être de plus de trois mois après la
ɔoſſeſſion.

V. La préſente Convention ſera ratifiée, et Ratifications.
ations en ſeront échangées à Francfort ſur le
s le terme de ſix Semaines ou plutôt ſi faire

de quoi les Plénipotentiaires reſpectifs l'ont
y ont appoſé le cachet de Leurs armes.
Francfort ſur le Main le dix Juillet Mil-
:-dix-neuf.

Signé:

(L. S.) *Le Baron* DE WESSENBERG.

(L. S.) *Baron* DE BERKHEIM.

Pour Copie conforme à l'Original:

(L. S.) *Baron* DE WESSENBERG.

ratifications de ce traité ont été échangées à Franc-
et en conſéquence la remiſe du comté de Hohen-
ɔldseck au Grand-Duc de Bâde a été effectuée le
ctobre, celle de la partie Bâdoiſe du bailliage de
rtheim, cédée à l'Autriche le 27 Octobre, et la re-
e de celle-ci par l'Autriche à la Bavière le même
r 27 Octobre 1819, ſous les conditions énoncées dans
ſuivants procès-verbaux de remiſe, et les lettres
ntes y relatives ont été affichées aux mêmes jours.

1.

1819 *Procès-verbal de remise du comté de Hohenge*
au G. D. de Bâde le 4 Oct. 1819.

Nachdem in Folge des 2ten Art. des am 1
d. J. zu Frankfurt am Mayn zwischen dem K
Oesterreichischen, und Grosherzoglich Badisc
geschlossenen Staatsvertrags, die in dem Gros
thum Baden eingeschlossene Grafschaft Hohenge
an Seine Königliche Hoheit den Grosherzog
den übergeben werden soll; so haben sich
Uebergabe, und respect. Uebernahme bevollmä
Commissarien und zwar:

von Seiten Oesterreichs:
der Kaiserlich Königlich wirkliche Herr Hofr
Minister-Resident, Freyherr von Handel, un

von Seiten Badens:
der Grosherzogliche Herr Geheimerath un
Director v. Kirn sich hieher verfügt, und s
gegenseitig ausgewechselten Vollmachten zu
gabe, und Uebernahme der Grafschaft Hohenge
auf folgende Art geschritten:

Es übergiebt und überläst Kraft dieses d
Herr Bevollmächtigte an den Grosherzoglich B
Hrn. Bevollmächtigten die Grafschaft Hohenge
um von Seiner Königlichen Hoheit dem Gro
von Baden, Höchst Ihren Erben und Thronfol
allen den Rechten und Befugnissen besessen zu
wie solche durch den 5 1sten Artikel der Wie
gress-Acte an Seine Kaiserlich Königliche Maj
Oesterreich übergegangen ist.

Die Grosherzoglich Badische Regierung
dem Tage der Besitznahme an, in alle landesh
Rechte, Einkünfte und Lasten.

Der Grosherzoglich Badische Herr Bev
tigte erklärt seiner Seits, dass er die Grafschaf
Art, wie sie von dem Kaiserlich Königlich Oes
schen Herrn Bevollmächtigten übergeben wor
im Namen Seiner Königlichen Hoheit des G
zogs von Baden annehme.

1

ſichtlich der Detailgeſchäfte wegen Ausſcheidung 1819
ndesherrlichen von den Fürſtlich Layenſchen
ral-Einkünften, des Schulden-, Beſoldungs- und
s-Weſens, etc. etc. iſt man übereingekommen,
da Seine Kaiſerlich Königlich Apoſtoliſche
den Herrn Fürſten von der Layen bisher in
ter Verwaltung aller Einkünfte gelaſſen haben,
das Kaiſerl. Königliche Aerarium gar nichts
worden, die Ausgleichung nur zwiſchen
roſsherzoglich Badiſchen Landesherrlichen und
Fürſtlich Layenſchen Commiſſär zu bewirken
d zu dem Ende die beiden Deputirten längſtens
einem Monate ernannt werden ſollen.
Urkund deſſen iſt gegenwärtiges Protocoll drey-
gefertigt, und von beiden Herren Bevollmäch-
nterzeichnet und beſiegelt worden.
hehen Seelbach den 4. October 1819.

L. S.) PAUL ANTON *Freyherr* v. HANDEL,
als K. K. Uebergabs-Commiſſär.

L. S.) EMERICH WILHELM KIRN,
als Groſsherzogl. Badiſcher Uebernahms-Commiſſarius.

2.

Verbal de remiſe du bailliage de Wertheim à l'Autriche en date du 27 Oct. 1819.

lem, in Folge der, mit dem Groſsherzoglich Badi-
ſche gepflogenen Unterhandlungen, der Theil des
en Landamts Wertheim, — nördlich der Straſse
ngfurth nach Würzburg gelegen, nunmehr an
erlich Königlich Apoſtoliſche Majeſtät übergeben
ſoll, ſo haben die zur Uebergabe und resp.
ahme bevollmächtigten Commiſſarien und zwar:

von Seiten Oeſterreichs:

iſerlich Königliche wirkliche Hofrath und Mini-
ſident, Freyherr von Handel etc. als Ueber-
Commiſſär, und

von Seiten des Groſsherzogthums Baden:

roſsherzoglich Badiſche dirigirende Kreisrath
on Berg etc. als Uebergabs-Commiſſär, nach

gegen-

1819 gegenſeitig ausgewechſelten Vollmachten, die Uebergabe und Uebernahme des Eingangs bezeichneten Diſtricts auf folgende Art vollzogen:

1. Es übergiebt und überläſst nämlich, Kraft dieſer, der Groſsherzoglich Badiſche Herr Bevollmächtigte den Bezirk des Landamts Wertheim, welcher nördlich Straſse von Lengfurth nach Würzburg liegt, und Ortſchaften: *Anſpach*, *Birkenfeld*, *Erlach*, *Grünheim*, *Karbach*, *Mariabuchen*, *Plochsbach*, *Sendelbach*, *Steinfeld*, *Waldzell* und *Zimmer* in begreift, mit allen Rechten und Befugniſſen, wie Se. Königliche Hoheit der Groſsherzog von Baden ſelbe beſeſſen hat.

2. Se. Majeſtät der Kaiſer treten in den Genuſs ... licher landesherrlichen Erträgniſſe dieſes Bezirks, ... dem Tage der Uebergabe der Grafſchaft Hohenlo... eck, d. i. den 4ten October l. J. anzurechnen, ...

3. die Groſsherzoglich Badiſche Regierung macht ſich verbindlich, alle auf die Landeshoheitliche ... Juſtiz-Verwaltung dieſes Bezirks bezügliche Akten ... jene Behörde, welche hiezu benannt werden wird, längſtens binnen einem Monate, von dem Tage der Uebergabe an gerechnet, auszuliefern, und zwar mit den Juſtizacten, zur Vermeidung jeden Stillſtandes in der Verwaltung der Rechtspflege den Anfang zu machen.

4. die aus dieſem Diſtricte gebürtigen, im Groſsherzoglich Badiſchen Militär-Dienſte ſtehenden Individuen werden alsbald nach der Uebergabe deſſelben aus Groſsherzoglichen Dienſten entlaſſen, und an die Königlich Baieriſche Militär-Behörde, namentlich die Königliche Commandantſchaft zu Würzburg ... wieſen werden.

Der Kaiſerlich Oeſterreichiſche Herr Bevollmächtigte erklärt ſeiner Seite: daſs er den erwähnten Bezirk in der Art, wie er hier vom Groſsherzoglich Badiſchen Herrn Bevollmächtigten übergeben und überlaſſen worden ſey, im Namen Sr. Majeſtät des Kaiſers von Oeſterreich annehme, um ſolchen wieder an Se. Majeſtät den König von Baiern in der nämlichen Art zu übergeben.

Hinlichtlich aller Detailgeſchäfte, die auf die Uebernahme und weiters auf die nachfolgende Ueber...

Krone Baiern Bezug haben, oder unvorher- 1819
a in dieſer Beziehung entſtehen könnten, iſt
bereingekommen, daſs ſpäteſtens nach Verlauf
iem Monate von der Königlich Baieriſchen und
rzoglich Badiſchen Regierung Delegirte aufge-
erden ſollen, welchen die Erörterung und
rung über diejenigen Laſten und Verbindlich-
, welche die Krone Baiern mit dem Erwerbe
it über das Amt Steinfeld etwa zu übernehmen
öchte, vorbehalten wird.
eſtens vier Wochen nach der Uebergabe werden
ſts, nämlich auf Seiten der Krone Baiern
f Seiten des Groſsherzogthums Baden, Com-
n zuſammentreten, welche aus Vollmacht der
ſitigen Miniſterien reſp. Höfe die hierauf be-
Verhandlungen pflegen werden. Dieſelben
ſſarien werden auch die Erörterung und Feſt-
derjenigen Verbindlichkeiten übernehmen,
den Gemeinden des Diſtricts aus dem bisheri-
ıtsverbande obliegen könnten.
nit gegenwärtiges Protocoll geſchloſſen und
von beiden Bevollmächtigten unterzeichnet
iegelt worden iſt.
efertigt in triplo, Aſchaffenburg den 27. Octo-
9.

.. S.) Paul Anton *Freyherr* v. Handel
als K. K. Uebernahms-Commiſſär.

.. S.) Eberh. Friedr. v. Berg
als Groſsh. Bad. Uebergabs-Commiſſär.

3.

verbal de remiſe du bailliage de Wertheim par l'Autriche à la Bavière le 27 Oct. 1819.

em in Folge der, mit dem Groſsherzoglich
n Hofe gepflogenen Unterhandlungen der im
er Staatsvertrage vom 14. April 1816. bezeich-
eil des Badiſchen Landamts Wertheim — nörd-
Straſse von Lengfurth nach Würzburg — nun-
Se. Kaiſerlich Königliche Apoſtoliſche Maje-
gegangen iſt, und ſohin die Uebergabe des
gedach-

1819 gedachten Bezirks an die Krone Baiern möglich worden, so haben die zur Uebergabe und respect. bernahme bevollmächtigten Commissarien, und z

von Seiten Oesterreichs:

der Kaiserl. Königl. wirkliche Hofrath und Resident, Freyherr von Handel etc. als Commissär,

und von Seiten Baierns:

der Königliche Herr Regierungs-Director als Uebernahms-Commissär, nach gegenseitig wechselten Vollmachten, die Uebergabe und nahme des Eingangs bezeichneten Bezirks auf Art vollzogen:

1. Es übergiebt und überläßt nämlich, Kraft der Kaiserl. Königl. Oesterreichische Herr mächtigte an den Königl. Baierischen Herrn mächtigten, den Bezirk im Landamt Wü welcher nördlich der Straße von Lengfurth Würzburg gelegen, und die Ortschaften, *Birkenfeld*, *Erlach*, *Greusenheim*, *Karbach*, *buchen*, *Plochsbach*, *Roden*, *Sendelbach*, *St Waldzell* und *Zimmer*, in sich begreift, m Rechten und Befugnissen, in dem nämlichen und Zustande, wie gedachter Bezirk von Se Königlichen Hoheit des Grosherzogs von vermöge des hier angeschlossenen Uebergabs Uebernahms-Protocolls vom heutigen Tage an serl. Königl. Apostolische Majestät übergegang

2. Die Krone Baiern tritt in den Genuss trägnisse dieses Bezirks, vom Tage der vo Oesterreichs geschehenen Uebergabe der G Hohengeroldseck an das Grosherzogthum den 4. October l. J. anzufangen.

3. Da die Grosherzoglich Badische Regier verbindlich gemacht hat, alle auf die Landesh und Justizverwaltung dieses Districts Bezug h Acten an jene Behörde, welche hiezu benann binnen einem Monate, von dem Tage der gabe an gerechnet, auszuliefern, und zw Vermeidung jeden Stillstandes in Verwaltu Rechtspflege, mit den Justizacten den An machen, so wird Oesterreichischer Seits d sorgt werden, daß sohin die Auslieferun

hnverzüglich an die betreffenden Baierischen 1819
n geschehe.
ie aus dem vorbenannten Districte gebürtigen,
Isherzoglich Badischen Militärdienste stehenden,
uen werden alsbald, nach der Uebergabe die-
Itricts, aus dem Grosherzoglichen Dienste
n, und an die Königl. Baierische Militär-
e — die Commandantschaft zu Würzburg —
sen werden.

Königl. Baierische Herr Bevollmächtigte er-
einer Seite: dass er den erwähnten Bezirk in
:, wie er hier von dem Kaiserl. Königl. Oester-
hen Herrn Bevollmächtigten übergeben und
en worden, im Namen Sr. Majestät des Königs
iern annehme und übernehme.

ichtlich aller Detailgeschäfte, die auf die Be-
me Bezug haben, oder unvorgesehen in dieser
ung entstehen könnten, ist man übereingekom-
lass spätestens nach Verlauf von einem Monate
n beiderseitigen Regierungen Delegirte aufge-
verden sollen, welchen die Erörterung und
arung über diejenigen Lasten und Verbindlich-
, welche die Krone Baiern mit dem Erwerbe
heit über das Amt Steinfeld etwa zu übernehmen
ben möchte, vorbehalten wird.

testens vier Wochen nach der Uebergabe, werden
eite, nämlich auf Seiten der Krone Baiern und
ten des Grosherzogthums Baden, Commissarien
nentreten, welche aus Vollmacht der beider-
n Ministerien respect. Höfe die hierauf bezügli-
handlungen pflegen werden. Dieselben Com-
en werden auch die Erörterung und Festsetzung
gen Verbindlichkeiten übernehmen, welche
emeinden des Districts aus dem bisherigen
erbande obliegen könnten.

mit gegenwärtiges Uebergabs- und Uebernahms-
oll geschlossen und solches von beiden Herren
mächtigten unterzeichnet und besiegelt worden.
gefertigt in triplo, Aschaffenburg den 27. Octo-
19.

(L. S.) Paul Anton *Freyherr* v. Handel,
als K. K. Uebergabs-Commissär.

(L. S.) Andreas Seb. Stumpf,
Königl. Uebernahms-Commissär.

Nr. X.

Nr. X.

1819 10 Juill. *Traité entre l'Autriche, la Grande-Bretagne, la Pruſſe, la Ruſſie, et le Grand-Duché de Bade, conclû à Francfort ſ. M. le 10 Juillet 1819.*

Au nom de la très-Sainte et indiviſible Trinité!

Sa Majeſté l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohème, Sa Majeſté le Roi du Royaume uni de la Grande-Brétagne et d'Irlande, Sa Majeſté le Roi de Pruſſe et Sa Majeſté l'Empereur de toutes les Ruſſies, Roi de Pologne, après avoir repris en mûre délibération les propoſitions et les demarches ſuivies par Son Alteſſe Royale le Grand-Duc de Bade pour être libéré des clauſes onéreuſes du Traité de Francfort de l'année mil-huit-cent-treize, ainſi que les négociations, qui ont eu lieu à cet égard, et voulant mettre un terme aux incertitudes, qui ont pesé jusqu'à ce jour ſur l'état de poſſeſſion du Grand-Duché, ont arrêté d'un commun accord, que Leurs Plénipotentiaires reſpectifs à la Commiſſion territoriale de Francfort, ſavoir;

de la part de Sa Majeſté l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohème,

Le Sieur Jean Philippe *Baron* de Wessenberg, Grand' Croix de l'ordre Royal de St. Etienne, Chevalier Grand' Croix de l'ordre militaire et réligieux de St. Maurice et Lazare, de l'ordre de l'aigle rouge de Pruſſe, de celui de la Couronne de Bavière, de St. Joſeph de Toscane, de l'ordre Conſtantinien de Parme, de la fidélité de Bade, du Lion d'or de Hesse, Chambellan et Conſeiller intime actuel de Sa Majeſté Imperiale et Royale Apoſtolique;

de celle de Sa Majeſté le Roi du Royaume uni de la Grande-Brétagne et d'Irlande,

Le très-honorable Richard le Poer Trench *Comte* de Clancarty, Vicomte Dunlo, Baron Kilconnel, Baron Trench de Garbally du Royaume uni de la Grande-Brétagne et d'Irlande, Conſeiller de Sa Majeſ-

annique en Son Conſeil privé de la Grande- 1819
auſſi d'Irlande, membre du Comité du
ır les affaires de commerce et des Colonies,
Régiment de milice du Comte de Galway,
r extraordinaire et Miniſtre Plénipotentiaire
Majeſté auprès de Sa Majeſté le Roi des
et Chevalier Grand'Croix du très-honora-
u Bain;

de Sa Majeſté le Roi de Pruſſe,

r CHARLES GUILLAUME *Baron* DE HUM-
ın Miniſtre d'Etat, Chambellan, Envoyé
ire et Miniſtre Plénipotentiaire près Sa
tannique, Chevalier du Grand ordre de
e et de celui de la Croix de fer de Pruſſe
ière claſſe, Grand' Croix des ordres de Léo-
riche, de St. Anne de Ruſſie, de Danebrog
rc, du Lion belgique des Pays-Bas, de la
le Bavière, de la fidélité de Bâde et du fau-
de Saxe-Weimar;

de Sa Majeſté l'Empereur de toutes les
oi de Pologne,

r JEAN D'ANSTETT, Son Conſeiller privé,
raordinaire et Miniſtre Plénipotentiaire près
la Sérénilſime Confédération Germanique,
e l'ordre de St. Alexandre-Newsky, Grand'
elui de St. Wladimir de la ſeconde claſſe,
ière de ceux de St. Anne, de Léopold d'Au-
l'aigle rouge de Pruſſe, de l'Etoile polaire,
le la Couronne de Bavière, de la Couronne
ıberg, de la fidélité et du Lion de Zaeh-
Bâde, Chevalier de l'ordre de St. Jean de

u de Leurs pleinpouvoirs ſigneraient avec
eux qui ſeraient dûément autoriſés de la
n Alteſſe Royale un acte formel, qui ſervi-
ıdre toutes les obligations eventuelles, qui
être demeurées ouvertes,

ieur CHARLES CHRÉTIEN, *Baron* DE BERK-
niſtre d'Etat de Son Alteſſe Royale le Grand-
le, Son Envoyé à la Diète de la Sérénilſime
Confé-

1819 Confédération Germanique et Son Plénipotentiaire p... la Commiſſion territoriale, Chevalier-Grand'Croix ... l'ordre de la fidélité et du Lion de Zaehringen ... Bade, de celui de St. Louis de Heſſe, Chevalier ... l'ordre de l'Etoile polaire de Suède, ayant immédiatement produit Ses pleinpouvoirs, trouvés en bonne et due forme, on eſt convenû des articles ſuivans.

Articles add. du tr. de 1813 revoques.

ART. I. Les articles additionels du traité de Francfort du vingt Novembre Mil-huit-cent-treize reconnus forment une clauſe onéreuſe à la charge du Grand-Duché de Bade, ſont revoqués. Son Alteſſe Royale le Grand-Duc, Ses héritieres et ſucceſſeurs en ſont libérés à jamais, et l'état de poſſeſſion du Grand-Duché, tel qu'il exiſte aujourd'hui, eſt formellement reconnû.

Comtes de Hochberg.

ART. II. Le droit établi dans le Grand-Duché de Bade, en faveur des Comtes de Hochberg, par feu le Grand-Duc Charles Frédéric eſt reconnû par et au nom des Puiſſances contractantes.

Ratifications.

ART. III. Le préſent traité ſera ratifié, et les ratifications en ſeront échangées à Francfort dans le terme de trois mois ou plutôt ſi faire ſe peut. Un Exemplaire du dit Traité ſera annexé au Récès général de la Commiſſion territoriale de Francfort.

En foi de quoi les Plénipotentiaires reſpectifs l'ont ſigné et y ont appoſé le cachet de Leurs armes.

A Francfort ſur Mein, le dix Juillet, Mil-huit-cent-dix-neuf.

(L. S.) *Le Baron* DE WESSENBERG.

(L. S.) CLANCARTY.

(L. S.) *Le Baron* DE HUMBOLDT.

(L. S.) J. D'ANSTETT.

(L. S) *Baron* DE BERKHEIM.

*) Les ratifications des précédentes conventions ont été échangées à Francfort.

62.

ıtion entre la Pruſſe et la Ruſſie rela- 181
ıt aux liquidations entre la Pruſſe et la 22 Mai
ıe et aux affaires analogues; ſignée
à Berlin le 22 Mai 1819.

:ſammlung für die Königl. Preuſs. Staaten.
1819. N. 17. p. 197.)

ı de la très-Sainte et indiviſible Trinité!

eſté le Roi de Pruſſe, Grand-Duc de Poſen,
ajeſté l'Empereur de toutes les Ruſſies, Roi de
, déſirant lever ſimultanément par un arran-
en bloc, les difficultés, qui ſe ſont préſentées,
ntion de la Convention du 30 Mars 1815 et
ques Articles du Traité de Vienne du $\frac{3 \text{ Mai}}{21 \text{ Avril}}$
voulant faire ſervir cet arrangement, à fixer
venir d'une manière préciſe les intérêts réci-
des deux Gouvernemens et de leurs ſujets
s, et à conſolider de plus en plus les rélations
et d'union intime qui ſubſiſtent entre Elles,
lu de réunir dans cette vue une Commiſſion
inaire à Berlin, ſous la direction de Leurs
s reſpectifs; ſavoir:

ı part de S. M. Pruſſienne, le Sieur *Chrétien*
, Comte de Bernſtorff, Son Miniſtre d'Etat,
net et des affaires étrangères, Chevalier des
ordres de l'Aigle noire et de l'Aigle rouge de
de ceux de St. André, de St. Alexandre-Newsky
t. Anne de la 1. Claſſe de Ruſſie; Chevalier
re de l'Eléphant et Grand-Croix de celui de
Royal de St. Etienne de Hongrie; Grand-Cor-
la Légion d'honneur; Grand-Croix de l'ordre
ı d'or de Heſſe, et Chevalier des ordres de la
et du Lion de Zähringen de Bade;

e la part de S. M. Impériale et Royale, le
avid d'Alopeus, Son Conſeiller privé, Cham-
ctuel, Envoyé Extraordinaire et Miniſtre Plé-
nipo-

1819 nipotentiaire à la Cour de Berlin, Chevalier des ordres de St. Alexandre-Newsky et de St. Anne de la première Claſſe. Grand-Croix de la ſeconde Claſſe de l'ordre de St. Wolodimir, Chevalier de l'ordre de l'Aigle blanche de Pologne et Grand-Cordon de la Légion d'honneur.

En conſéquence ont été nommés Commissaires plénipotentiaires: par S. M. le Roi de Pruſſe, Grand Duc de Poſen, le Sieur *Jean Louis de Jordan*, Conſeiller intime et actuel d'ambaſſade, Envoyé Extraordinaire et Miniſtre plénipotentiaire près la Cour de Saxe, Chevalier de l'ordre de l'Aigle rouge de 2de claſſe, de la croix de fer 2de claſſe de l'ordre de Ste Anne de Ruſſie 1. Claſſe, de celui de St. Wolodimir 3me Claſſe, Grand-Croix de l'ordre du mérite de la couronne de Bavière, de l'Etoile polaire de Suède, Commandeur de celui de Léopold d'Autriche, de celui du Dannebrog de Danemarc, Chevalier de celui de Charles III. d'Eſpagne; et le Sieur *Chrétien*, Son Conſeiller intime et actuel des finances, Directeur dans le Miniſtère du Tréſor, Chevalier de l'Aigle rouge 2. Claſſe, de la croix de fer 2. Claſſe, de l'ordre de Ste Anne de Ruſſie, 2. Claſſe en diamans, Chevalier de celui de l'Etoile polaire de Suède; et par S. M. l'Empereur de toutes les Ruſſies, Roi de Pologne, le Sieur *François Xavier, Prince Drucki-Lubecki*, Son Conſeiller d'Etat actuel, Gouverneur civil du Gouvernement de Vilna, Chevalier des ordres de l'Aigle blanche de Pologne, Grand-Croix de St. Wolodimir de la 2. Claſſe et de St. Anne et de la 1. et de la 4.; et le Sieur *Dominique Cajetan de Kalinowsky*, maitre des requêtes au Conſeil d'Etat du Royaume de Pologne, Chevalier des Ordres de St. Anne de la 2. Claſſe en diamans, et de St. Stanislas de Pologne de la 1. Leſquels, après avoir échangé leurs pleinspouvoirs, trouvés en bonne et dûe forme, ſont convenus des Articles ſuivans:

Capitaux de la banque et caiſſe des invalides.

ART. I. La Convention de Bayonne ayant été déclarée nulle tant par les traités de Paris de 1814, que par la Convention de Vienne 1815 et les deux hautes parties contractantes conſentant par la préſente à annuller auſſi les engagemens qui ont été ſtipulés de Gouvernement à Gouvernement dans la dernière de ces

itions, la Banque et la Caiſſe des invalides 1819
entrent, dès à préſent, dans la jouiſſance
ntière, tant des capitaux qui appartenoient
établiſſemens, que de ceux qu'ils ont pu
usqu'à ce jour.

pitaux ſeront enviſagés comme propriété
: et les deux établiſſemens ci-deſſus nom-
ont en diſpoſer de la même manière que
s et particuliérs Pruſſiens déjà réintégrés,
ujourd'hui des leurs.

ivernement Polonois s'engage à rembourſer
Pruſſe et en argent comptant tout ce qui
perçu depuis le 1 Janvier 1815 ſur les Capi-
bien que ſur les intérêts des ſommes Prus-
ont fait l'objet de la Convention de Bayonne.

age de plus à remettre au Gouvernement
tous les documens, papiers et renſeigne-
conques ayant trait aux Capitaux appartenans
e ou à la Caiſſe des invalides, comme auſſi
documens dépoſés proviſoirement entre les
Commiſſaires Polonois le 14 Mai 1818 et
leau eſt inſéré au protocole qui a été ſigné

. Tout ce qui dans la Convention du 30 Conv. du 30 Mars 1815.
et dans les articles additionnels, concerne
ons réciproques et les rapports mutuels de
à débiteurs, eſt maintenu.

au délai de cinq mois, ſtatué en faveur des
par l'article 5. additionel, il eſt ſtipulé que
ier Pruſſien, qui a acquis une créance Polo-
is le 1 Mai 1808, ou a été réintégré dans ſes
: par la Convention de Vienne du 30 Mars
par la préſente, devra, pour aſſurer l'exer-
droits, remplir les formalités voulues par
o. du code civil du royaume de Pologne,
ſon coté le debiteur Polonois jouira de
lle de cinq mois à compter du jour, où
u l'inſinuation de ſon créancier, pour dé-
entiquement et en juſtice, qu'il veut pro-
énéfices que lui accordent les articles 1. 2
rticles additionnels de la Convention du 30

L'omis-

1819 L'omiſſion de cette formalité rendra le débiteur inhabile à profiter des bénéfices qui lui ſont accordés par les Articles ſuſmentionnés, et il ſera traité alors d'après les loix en vigueur dans le Royaume de Pologne.

Il eſt bien entendu au reſte que dans le cas où jugement définitif ſeroit déja intervenu ou bien arrangement particulier auroit eu lieu de gré entre le creancier et le débiteur, il ſera fait abſtraction de toute autre diſpoſition.

Renonciation de la Pruſſe. ART. III. La Pruſſe renonce tant au Capital arriéré de Vienne 18,573952$\frac{21}{30}$ Fl. Polonois, qu'aux intérêts cette ſomme, qui aux termes du Traité de 3 Mai — 21 Avril 1815, devoient lui être payés par le Duché de Varſovie.

Renonciations p. la Pologne. ART. IV. Le Gouvernement de Pologne renonce pour lui et ſes ſujets à toutes les réclamations quelconques (antérieures au Traité de Tilſit) qu'il pourroit faire valoir contre la Pruſſe à raiſon de depôts de tout genre, adminiſtratifs ou judiciaires, ſoit que ces dépôts ayent été transportés à Königsberg en 1806 et 1807 par meſure de ſûreté, ſoit qu'il en ait été diſpoſé autrement par le Gouvernement Pruſſien.

Il renonce de même à réclamer tant les ſommes quelconques verſées avant et pendant cette époque dans les caiſſes Pruſſiennes en général, ſoit adminiſtratives ou judiciaires, que les autres ſommes remiſes aux Commiſſaires Pruſſiens en 1811 et 1812 en papier Pruſſien.

Le Gouvernement de Pologne renonce auſſi à réclamer du Gouvernement Pruſſien le payement des fournitures, que les habitans du Royaume de Pologne ont faites aux troupes Françoiſes en 1812 à la place du Gouvernement de Pruſſe.

Il dégage ce Gouvernement de l'obligation qu'il avoit contractée par l'article 34 du traité de Vienne de payer aux habitans du Duché de Varſovie, aujourd'hui ſujets du Royaume de Pologne, les $\frac{3}{10}$ des ſommes que ces habitans ont à réclamer des divers Gouvernemens qui ont regi le dit Duché jusqu'au 1 Juin 18[illegible] comme il renonce auſſi aux réclamations élevées ou qui pourroient être élevées dans la ſuite du chef de fournitures quelconques, faites par les habitans du Duché

le Varſovie, aujourd'hui ſujets du royaume de 1819
, avant le traité de Tilſit, ſoit aux armées de
ſoit à celles de la Ruſſie.

n le Gouvernement Polonois abandonne au
nement de Pruſſe, la portion de l'actif du Duché
ovie qui pourroit revenir au Gouvernement du
ıe de Pologne, de la part des ſujets de S. M.
ıne.

. V. La Pruſſe de ſon côté renonce aux $\frac{1}{10}$ de Renonciation de la Pruſſe à l'actif intérieur.
ntérieur que l'art. 34 du Traité de Vienne lui
t droit de réclamer ſur les habitans du Royaume
)gne, jadis ſujets du Duché de Varſovie. Ces
t abandonnés au Gouvernement Polonois.

r. VI. La Pruſſe abandonne également en faveur Item à l'actif extérieur; remplacement, quant aux créances de la Saxe etc.
ologne les $\frac{1}{10}$ que le même article 34 du Traité
ıne aſſuroit au Gouvernement Pruſſien ſur l'actif
ur du Duché de Varſovie.

ſon côté la Pologne prend à ſa charge le ſoin
er au lieu de la Pruſſe les $\frac{1}{10}$ des ſommes que
it réclamer le Gouvernement Saxon du chef de
, du Traité de Vienne du 18 Mai 1815 de même
réclamations que les ſujets Saxons pourroient
loir contre le Duché de Varſovie.
outre la Pologne s'oblige à remplacer la Pruſſe
payement des $\frac{1}{10}$ des ſommes que les autres
nemens étrangers, ou leurs ſujets, ſe trouve-
en droit de réclamer ſur le paſſif du Duché
ovie.

r. VII. Le Gouvernement Pruſſien abandonne Créances de l'Autriche.
de Pologne la portion pour laquelle l'Autriche,
mes de l'article 33 du Traité de Vienne, s'eſt
e à contribuer à l'acquit du paſſif du Duché de
ie; paſſif que les ſujets Pruſſiens pouvoient faire
contre les divers Gouvernements qui ont régi
hé de Varſovie juſqu'au 1 Juin 1815.

contre le Gouvernement Polonois prend ſur lui
ıtion, de payer à l'Autriche le neuvième que le
nement du Duché pouvoit réclamer des ſujets
ns et il s'engage de plus à faire face aux récla-
s que les habitans de la ville libre de Cracovie
rayon, ſont en droit d'élever rélativement aux
paſſif que la Pruſſe devoit ſupporter.

1819 Papier monnoie billon ; bons.

ART. VIII. Quant au papier monnoie émis par le Gouvernement du Duché de Varſovie et reſté en circulation, au billon du même Duché dont la valeur nominale ſurpaſſe la valeur réelle; au billet au porteur (de tout genre) mis ſur la place par le Gouvernement du Duché, et enfin aux bons de 10,000 francs, créés en conſéquence de la Convention de Bayonne, la Pruſſe eſt dégagée de toute bonification à faire pour ces différens objets. La portion pour laquelle elle devoit y contribuer d'après les traités eſt miſe à la charge du Royaume de Pologne et ſera acquittée par lui.

Prétentions des particuliers.

ART. IX. Les deux Gouvernemens régleront de leur côté, les prétentions que leurs ſujets pourront collectivement ou individuellement, ſe trouveront en droit de former contre les divers Gouvernemens qui ont régi le Duché de Varſovie jusqu'au 1 Juin 1815.

Ces prétentions ſeront acquittées par chaque Gouvernement, ſans la concurrence de l'autre; et elles ſont dès aujourd'hui déclarées (en ce qui regarde les deux parties contractantes) charge excluſive de la portion territoriale qui a été détachée du ci-devant Duché de Varſovie, pour faire partie, ſoit des Etats de S. M. le Roi de Pruſſe, ſoit du Royaume actuel de Pologne.

Toutefois comme le Gouvernement de Pruſſe devra ſuivre le même mode que celui qui ſera adopté par le Gouvernement Polonois, pour ſatisfaire à ces genres de prétentions; il eſt convenu que ce dernier fera part, dans le tems, à celui de Pruſſe des meſures adminiſtratives qu'il aura crû devoir prendre à cet égard, afin que S. M. Pruſſienne puiſſe aviſer à des moyens analogues.

Clauſe contre les abus.

ART. X. Pour obvier à ce que les poſſeſſeurs de billets d'obligations, de récépiſſés, de billets paſſés à ordre, ou d'autres papiers quelconques, qui ſeront trouvés en bonne et dûe forme et ſouſcrits par les autorités du Duché de Varſovie, puiſſent au moyen de ces pièces particulières en faire refluer dans l'un des deux Etats un nombre plus grand que celui qu'il doit légalement acquitter; il eſt convenu que le porteur d'une des pièces ci-deſſus mentionnées, ne pourra, quel que ſoit ſon domicile actuel, reclamer ſon payement que

tion territoriale où étoit ſitué le domicile 1819
ır primitif.
lamations que pourroient élever les fo-
arpenteurs, les fermiers des Domaines
ceux de la couronne (*Krongüter*) et des
confiſquées, ne pourront être préſentées
ernement poſſeſſeur actuel de ces domaines
ıglées par ce même Gouvernement.
emens arriérés des ſommes dites: *Geiſt-
veltliche Competenz-Gelder* (jusqu'au pre-
815) ſeront acquittés par le Gouvernement
e la terre, ſur laquelle ces ſortes de paye-
ité primitivement aſſignés.

I. Toute pourſuite judiciaire contre les Pourſuite judiciaire abolie; cautionnemens.
ptables, les adminiſtrateurs des dépôts et
des biens domaniaux (*Domainen-Pächter*)
ar le Gouvernement Pruſſien jusqu'au traité
ans les provinces jadis Pruſſiennes et qui
nſuite partie du Duché de Varſovie, eſt
ne pourra plus être repriſe.
utionnemens qu'ils avoient fournis pour
e leur geſtion, ſeront rayés du livre des
es et remis en leur poſſeſſion, ainſi que les
piers quelconques qui ſeroient trouvés leur

II. Le Gouvernement Pruſſien, eû égard Payem. en argent comptant; fêtes
itions contenues dans la préſente Conven-
gage à payer au Gouvernement Polonois et
comptant, la ſomme de deux cent huit
cent vingt quatre écus de Pruſſe, déduction
fois du rembourſement à faire à la Pruſſe
ſtipulé à l'article prémier.
balance devra être complettement établie et
nt effectué trois mois après la ratification
ente Convention, ou plutôt ſi faire ſe peut.
ıs: le Gouvernement Pruſſien s'engage à
lui de Pologne et ſans aucun payement la
le trois cent mille quintaux de ſel à partir
ıe ou expirera le Contrat paſſé entre les deux
mens, c'eſt-à-dire à la fin de l'année 1820.
ode d'exécuter cette dernière ſtipulation eſt
rément dans le protocole.

XIII. Les droits des ſujets inſtituts et étab. Obligations ou papiers émis;
du Royaume de Pologne ſe fondant ſur la

1819 poſſeſſion d'obligations de la Banque de Berlin, de la ſociété maritime, ainſi que de celles dites: *Staats-Schuldſcheine* et de tout papier ſans exception, émis par des ſujets, inſtituts ou établiſſemens Pruſſiens, ſont maintenus. Il en eſt de même des droits des ſujets, inſtituts ou établiſſemens Pruſſiens, qui ſe fondent ſur la poſſeſſion d'obligations ou de tout papier, ſans exception, émis par des ſujets, inſtituts ou établiſſements Polonois.

Sont également maintenues toute créance et toute charge hypothéquée ſur des biens-fonds, ſitués dans les états de S. M. le Roi de Pruſſe, comme auſſi toute charge et toute créance hypothéquée ſur des biens-fonds, ſitués dans le Royaume de Pologne.

Les ſujets, inſtituts et établiſſemens des deux Puiſſances continueront à pouvoir intenter les uns contre les autres et ſelon les loix, toute action réelle ou perſonelle.

Quant à l'établiſſement particulier dit: Compagnie d'aſſurance contre les incendies; les deux Gouvernemens ſont convenus de nommer des commiſſaires qui ſeront chargés de régler à Varſovie les comptes relatifs à cet établiſſement entre le royaume de Pologne et le Grand-Duché de Poſen juſqu'au 1 Juin 1815.

Recipr. commiſſaires. ART. XIV. Les deux hautes Parties contractantes aſſurent à leurs ſujets reſpectifs, pour toutes les ſtipulations contenues dans la préſente Convention, la réciprocité la plus parfaite, et Elles nommeront chacune un commiſſaire qui ſe rendra à Varſovie, à l'effet d'exécuter les articles 1. 4. 11. 12. et 13. de la préſente.

Leur miſſion devra être entièrement terminée dans mois après l'échange des ratifications ou plutôt faire ſe peut.

Protocole ſéparé. ART. XV. Pour donner plus de développement à la préſente Convention, et pour établir le mode d'exécution des différentes ſtipulations arrêtées entre les deux Gouvernemens, il a été dreſſé un protocole ſéparé, qui aura la même force et valeur, que s'il étoit inſéré ici mot-à-mot. Il ſera ſigné par les plénipotentiaires reſpectifs et conſidéré comme partie intégrante de la Convention.

Ratifications. ART. XVI. Les préſente Convention ſera ratifiée et les ratifications en ſeront échangées dans l'eſpace de ſix ſemaines, ou plutôt ſi faire ſe peut.

foi de quoi les Miniſtres et Plénipotentiaires 1819
ifs l'ont ſignée et y ont appoſé le cachet de
rmes.

t à Berlin ce $\frac{\text{vingt deux}}{\text{dix}}$ Mai l'an de grace mil-
nt et dix neuf.

Signé:

CHRÉTIEN GÜNTHER *Comte* DE BERNSTORFF.
D'ALOPEUS,
DE JORDAN.
ROTHER.
XAVIER *Prinze Drucki-Lubecki.*
DE KALINOWSKY.

te Convention a été ratifiée et les ratifications échangees le 17 Juillet 1819.

63.

ntion entre S. A. le Duc d'Oldenbourg 25 Août
ville libre anſéatique de Bremen au ſujet ſuppreſſion du péage d'Elsfleth conclue a mediation et ſous la garantie de la con-ération Germanique, le 25 Août 1819.

coll der Bundesverſammlung 31ſte Sitzung vom 26. Auguſt 1819. p. 549.)

xtrait du Protocole du 26 Août 1819. §. 193.

idium. Es kann mir nur ausnehmend vergnüg-rn, einer hohen Bundesverſammlung die An-u machen, daſs der in der 22. Sitzung am 21. ieſes Jahrs geäuſserte einſtimmige Wunſch, die m dem Herzogthum Holſtein-Oldenburg und ien Hanſeſtadt Bremen, wegen Aufhören der ng des Weſerzolles zu Elsfleth, obwaltende ache baldmöglichſt auf gütlichem Wege erle-u ſehen, vollſtändig erfüllt worden ſey.

Nach

1819 *Nach der in der letzten vertraulichen Sitzung vom 19. dieſes Monats getroffenen Einleitung haben die zu dieſem Zwecke ernannten Commiſſarien, nämlich von Seiten der Betheiligten, der Königlich Preuſſiſche Herr Bundesgeſandte, Graf von der Goltz, und der Königlich Würtembergiſche Herr Bundesgeſandte, Freyherr von Wangenheim, mit mir, als durch einſtimmig ehrendes Vertrauen von der hohen Bundesverſammlung erwähltem Obmanne, ihre fruchtbringenden Bemühungen vereiniget, und unter unſerer Vermittelung iſt dieſe Streitſache von den Herren Geſandten der beiden betreffenden Bundesſtaaten, durch einen eben ſo freyen als edlen Vergleich, auf das erwünſchteſte beygelegt worden.*

Ich glaube Ihnen ſelbſt überlaſſen zu ſollen, die hohe Verſammlung in die nähere Kenntniſs davon zu ſetzen, und will nur noch den Ausdruck meiner dankvollen Anerkennung für das mir durch meine Wahl zu dieſer Commiſſion bewieſene gütige Vertrauen in der zuverſichtlichen Hoffnung wiederholen, daſſelbe wir durch mein pflichtiges Beſtreben nicht minder gerechtfertiget zu haben, als meine verehrten Herren Collegen ſich des in Sie geſetzten höchſt würdig bewieſen haben.

Der Oldenburgiſche *und der* Bremiſche *Herr Bundesgeſandte erklärten hierauf:*

Nachdem es durch fortgeſetzte gütliche Verhandlungen zuvörderſt dahin gekommen, daſs ſich die beiden obgedachten Bundesſtaaten in Betreff des definitiven Termins zum Aufhören jener Zollerhebung bis auf ein Jahr genähert hätten, habe endlich geſtern auch über eine Theilung dieſer Friſt ein Vergleich ſtatt gefunden, wodurch dieſe ganze Streitſache nunmehr völlig beſeitiget, und dadurch dem in der 68ſten jährigen 22. Sitzung geäuſserten einſtimmigen dringenden Wunſche der hohen Bundesverſammlung entſprochen worden.

Sie hätten daher das Vergnügen, im Namen ihrer Committenten und mit deren Autoriſation verſehen, der hohen Bundesverſammlung die Anzeige zu machen,

daſs die Streitſache wegen Aufhörens der Erhebung des Weſerzolles zu Elſfleth durch einen gütlichen Vergleich beendigt ſey, deſſen Inhalt in folgenden beiden Puncten vereinbart worden:

1.

:rhebung des Weſerzolles zu Elsfleth ſoll mit 1819
. Mai 1820 gänzlich aufhören, bis dahin aber auf
ung des Herzogthums Oldenburg fortdauern;

t ſollen alle aus dieſem Gegenſtande herrüh-
n Forderungen und Gegenforderungen gegen
ler aufgehoben ſeyn.

de Herren Geſandten erſuchten hierauf die
ndesverſammlung, dieſen, in Gemäſsheit das
rtikels der Bundesacte, abgeſchloſſenen Ver-
um Protocoll zu nehmen, und deſſen Vollzug
e Garantie des Bundes zu ſtellen.

i geſchehener Umfrage erfolgte hierauf der
ige Beſchluſs:

Vollziehung dieſes Vergleichs unter die Ga-
es deutſchen Bundes geſtellt ſey.

: *Graf* von Buol Schauenstein.
Golz.
Aretin.
Goerz.
Martens, *auch* ex subſt. *für die* 13. *Stimme.*
Wangenheim *a. f. F.* v. Berckheim.
Lepel.
Harnier.
Eyben, *auch für Mecklenburg.*
Grünne.
Berg, *a. f. d. G. u. H. Sächſ. Häuſer.*
Leonhardi.
Gütschow.

APPEN-

APPENDICE *).

*

1818 21 Nov. *Supplément à la page 566. du préſent volu*
Extrait d'un protocole ſigné à Aix la Cha
le 21 Nov. 1818.

Pour éviter les diſcuſſions désagréables q
roient avoir lieu à l'avenir ſur un point d
diplomatique que l'annexe du Recès de Vienn
quelle les queſtions de rang ont été réglées,
pas avoir prévu, il eſt arrêté entre les ci
que les Miniſtres reſidens accrédités auprès d'
meront par rapport à leur rang une Claſſe
diaire entre les Miniſtres du ſecond ordre et
gés d'affaires.

**

1819 1 Sept. *Convention entre Sa Majeſté le Roi de S*
de Norvège et le Royaume de Norvège d'u
et Sa Majeſté le Roi de Danemarc et le R
de Danemarc de l'autre, faite et conclue à Stock
holm le 1 Septembre; y ratifiée le 2, et au Châ
teau de Frédéricsberg le 13 Septembre 1819.

(Imprimé d'autorité à Chriſtiania fol.)

Nous Charles Jean, par la grâce de Dieu Roi de Suède, de Norvège, des Goths et des Vandales, ſavoir faiſons: Que Notre très Cher Frère et Couſin, le Séréniſſime et très Puiſſant Prince et Seigneur George, Prince Régent du Royaume Uni de la Grande-Bretagne, et d'Irlande, par ſuite de la demande, que Nous Lui avons adreſſée, ayant conſenti à vouloir, par Sa médiation, contribuer à la concluſion d'une Convention entre Nous, dans Notre qualité de Roi de Norvège, et Notre très Cher Frère et Couſin, le Séréniſſime et très Puiſſant Prince et Seigneur, Frédéric Six, Roi de Danemarc, des Vandales et des Goths, Duc de Schlesvig, Holſtein, de Stormarie, de Dithmarſen, de Lauenbourg, et d'Oldenbourg, afin de fixer

*) Cet appendice ayant été ajouté après que les tables chron. et alphab. étaient déjà imprimées l'allegation de ces deux pièces y manque à placer ſous 1818 et 1819 comme ſous Danem., Suède et ſous les 5 puiſſances.

manière définitive le montant de la quôte 1819
Norvège à la dette publique Danoise, d'après
posé par le sixième article du traité de
el du quatorze Janvier Mil Huit Cent Qua-
conformité au quatrevingt treizième para-
la constitution du Royaume de Norvège;
our convenir plus spécialement des termes
ut de la dite somme; et ayant à cet effet
deux côtés des Plénipotentiaires, lesquels,
le leurs pleinpouvoirs respectifs, ont été
autorisés à convenir, stipuler, arrêter et
e pareille convention; savoir: Nous de No-
Votre amé et féal le Sieur Paul Chrétien
tre Sécrétaire d'Etat dans le Royaume de
Chévalier de Notre Ordre de l'Etoile Po-
a Majesté le Roi de Danemarc le Sieur Hans
on Chambellan et Envoyé Extraordinaire
our, Commandeur de l'Ordre du Danne-
evalier de l'Ordre Impérial de Russie de
ne de la seconde Classe; les susdits Pléni-
s s'étant réunis dans Notre Ville de Ré-
Stockholm, après l'échange de leurs plein-
reconnus en bonne et dûe forme, et sous la
du Très-Honorable Percy Clinton, Sidny
Lord Vicomte et Baron de Strangford, Pair
Membre du Conseil Privé de S. M. Britan-
Envoyé Extraordinaire et Ministre Pléni-
à Notre Cour, Grand-Croix de l'Ordre
de l'Ordre Royal de Portugal de la Tour et
et de plusieurs autres, — comme Ministre
Jance Mediatrice, — ont convenû, conclû,
cellé le Premier jour du mois courant de
une Convention entre Nous et le Royaume
e d'une part, et S. M. le Roi de Danemarc
ume de Danemarc de l'autre, ainsi qu'elle
ci-après mot-à-mot insérée:

de la Très-Sainte et indivisible Trinité.

e Roi de Suède et de Norvège, et S. M. le
anemarc, également soigneux de cimenter
plus les liens d'amitié et de bonne intelli-
i subsistent déjà entre eux, et étant convenus
dre définitivement sur tous les points, qui
core à régler en conséquence du Traité de
paix,

1819 paix, ſigné à Kiel le Quatorze Janvier Mil Huit Quatorze, et nommément de Son Sixième Ar concernant la fixation et l'acquittement de la quôte du Royaume de Norvège, aux dettes commune l'ancienne Monarchie Danoiſe; les Deux Hautes ties Contractantes, après avoir accepté, pour faci cet arrangement, et parvenir plus promptement à conclusion définitive, les bons offices de Son Alte Royale le Prince Régent du Royaume-Uni de la Grand Brétagne et d'Irlande, en qualité de Mediateur, o reſpectivement choiſi et nommé, à cet effet, po Leurs Plénipotentiaires, ſavoir: S. M. le Roi de Suè et de Norvège: le Sieur Paul Chrétien Holſt, Son S crétaire d'Etat en Norvège, et Chevalier de Son Or de l'Etoile Polaire; et S. M. le Roi de Danemarc, Sieur Hans de Krabbe, Son Chambellan, Envoyé traordinaire à la Cour de Stockholm, Commandeur l'Ordre du Dannebrog, et Chevalier de celui de Sain Anne de Ruſſie de la ſeconde claſſe; — leſquels, ap avoir échangé Leurs Pleinspouvoirs reſpectifs, trouv en bonne et dûe forme, ſont convenùs (ſous l'in vention du Très-Honorable Percy Clinton Sidny Sm the, Lord Vicomte et Baron de Strangford, Pair laude, Membre du Conſeil Privé de S. M. Britann Son Envoyé Extraordinaire et Miniſtre Plénipotent à la Cour de Suède, Chevalier Grand-Croix de l du Bain, de celui de la Tour et de l'Epée, plusieurs autres, comme Miniſtre de la Puiſſan diatrice) des Articles ſuivans, ſavoir:

Quôte-part de la Norvege aux dettes communes.

ART. I. S. M. le Roi de Suède et de Norvè Sa qualité de Roi du Royaume de Norvège, re par la préſente Convention, au nom de ce Roy et en vertu de ſa Conſtitution, que la quôte-part d Norvège aux dettes communes de l'ancienne Monar Dano-Norvègienne, exigible maintenant après la ſe paration des deux pays, eſt et demeure fixée, par un arrangement en bloc, à une Somme de Trois Millions de Rixdalers de Banque de Hambourg (ou eſpèces à neuf et un quart pièces, par marc fin, poids de Co logne), S. M. le Roi de Danemarc, accédant de ſon côté, à la fixation ci-deſſus mentionnée de la quôte de la dette du Royaume de Norvège au Danemarc S. M. le Roi de Suède et de Norvège s'engage en con ſéquence, tant pour elle, que pour Ses Heritiers et Succe-

, de faire payer, par la Norvège, à S. M. 1819
anemarc, ou à Ses Heritiers et Succeſſeurs,
mme de Trois Millions de Rixdalers de
Hambourg, portant Quatre pour Cent
nnuels, et cela aux termes et conditions
ement ſtipulées ci-après.

Le Capital de Trois Millions de Rixdalers Termes du payement.
de Hambourg ſera payé par le Département
es du Royaume de Norvège, à l'autorité
, que S. M. le Roi de Danemarc déſignera
et, dans l'eſpace de Dix ans, par payemens
égaux, de Trois Cent Mille Rixdalers de
Hambourg, dont le premier ſera échû le
illet Mil Huit Cent Vingt, et enſuite ſuc-
le Premier Juillet tous les ans, jusqu'au
llet Mil Huit Cent Vingt Neuf inclusivement,
laquelle toute la ſomme ſusmentionnée ſe
tièrement acquittée. S. M. le Roi de Suède
ège reſerve toutefois à ce dernier Royaume,
l'accélérer les dits payemens annuels, par
s plus fortes, au cas que les finances de la
urraient, à l'avénir, le permettre.

I. Les Deux Hautes Parties Contractantes Interêts
es d'accord, que les intérêts commenceront
dater du Premier Janvier Mil Huit Cent
s que ceux des premiers Six mois, à compter
poque, jusqu'au Premier Juillet de la même
nant, à raiſon de Quatre pour Cent, pour
Capital de Trois Millions, une ſomme de
lille Rixdalers de Banque de Hambourg,
cquittés par le Département des finances du
le Norvège, que la moitié, ou Trente Mille
e Premier Juillet Mil Huit Cent Vingt, con-
avec le premier payement ſur le Capital,
oitié, ou les Trente Mille Rixdalers reſtans,
Juillet Mil Huit Cent Vingt Un; en même
le ſecond payement ſur le Capital cet ar-
particulier pour la ſomme ſusmentionnée
e Mille Rixdalers d'intérêts, n'apportera au-
ement aux diſpoſitions générales pour le
les intérêts par Trimeſtres, de la manière,
trouveront énoncées dans l'article ſuivant,
au ſpécial annexé à la préſente Convention.

Art.

1819 Quotité ſucceſſive du payement des intérêts.

ART. IV. Le premier payement annuel de Trois Cent Mille Rixdalers de Banque de Hambourg devant être, par ſuite de l'Article ſecond, effectué le Premier Juillet Mil Huit Cent Vingt, le reſtant du Capital réciproquement convenû de Trois Millions, s'élevant alors à Deux Millions Sept Cent Mille Rixdalers de Banque de Hambourg, portera auſſi Quatre pour Cent d'intérêts annuels, à compter du Premier Juillet Mil Huit Cent Vingt juſqu'à la même époque Mil Huit Cent Vingt Un, payables régulièrement tous les trois mois, et, à meſure des payemens annuels ſur le Capital, l'intérêt par quartier ne ſera calculé, que pour les ſommes ſucceſſivement reſtantes du Capital primitif.

Pour ne laiſſer aucune incertitude, ni ſur la *quotité* ſucceſſive, ni ſur les époques des payemens du Capital et des intérêts ſusmentionnés, il ſera dreſſé un Tableau ſpécial à cet effet, annexé à la préſente Convention, et qui ſera ratifié en même tems.

Obligations.

ART. V. S. M. le Roi de Suède et de Norvège, ayant jugé pouvoir allier les diſpoſitions ſuivantes, avec l'inviolabilité des droits de la repréſentation nationale, s'engage, par le préſent Article, à faire remettre, à l'échange des ratifications de cette Convention, à S. M. Danoiſe, ou à celui qu'Elle déſignera à cet effet, une obligation, émiſe et ſignée par le Département des Finances du Royaume de Norvège pour le montant du premier payement, ou Trois Cent Mille Rixdalers de Banque de Hambourg, échû le Premier Juillet Mil Huit Cent Vingt; après quoi S. M. le Roi de Suède et de Norvège s'engage, à propoſer au Storthing de Norvège, (qui s'aſſemblera, aux termes de la Conſtitution du Royaume, le Premier Février Mil Huit Cent Vingt Un) et enſuite de faire émettre, en vertu de la préſente Convention, et de la liquidation définitive entre la Norvège et le Danemarc qu'elle contient, les obligations requiſes pour les neuf payemens annuels, qui reſtent à acquitter, après le Premier Juillet Mil Huit Cent Vingt, pour l'extinction totale du Capital ſtipulé, leſquelles obligations, accompagnées de coupons, repréſentant les intérêts annuels de quatre pour Cent y appartenans, et conſtatant nominativement le terme de leur échéance ſucceſſive, d'année à année pour le Capital, et de quartier à quartier, pour les intérêts, ſeront

feront remiſes à S. M. le Roi de Danemarc, ou à celui, 1819
que ce Souverain déſignera à cet effet; celle, pour le payement à acquitter le Premier Juillet Mil Huit Cent Vingt Un, le Premier Avril, et les Huit autres, le Premier Juillet de la dite année Mil Huit Cent Vingt Un.

Il s'entend, que ces obligations, ainſi que les coupons, repréſentant les intérêts, devront aux époques de leur échéance reſpective, être régulièrement produites, devant celui, que le Département des finances du Royaume de Norvège aura délegué, pour effectuer, en Son nom, à Copenhague, les payemens, lesquels ne pourront jamais être exigés, ſans la reſtitution ſimultanée des Titres, qui les repréſentent reſpectivement.

Art. VI. Les Hautes Parties Contractantes ayant également à coeur de terminer toute autre eſpèce de liquidation, devenant une ſuite de l'article Six du Traité de Kiel, de manière, qu'elle n'entraine aucun débours ultérieur en argent, de part ni d'autre; et conſidérant auſſi, que Leurs Commiſſaires reſpectifs, qui ont traité enſemble à Copenhague, ſont tombés d'accord ſur la plupart des baſes pour un arrangement de cette nature, elles ſe ſont definitivement entendùes ſur les principes ci-après expoſés, ſavoir: Principes d'arrangement definitif.

a) Que la Norvège, ayant déjà pris à ſa charge la maſſe des billets de la Banque autrefois commune, circulant en Norvège, à l'époque de ſa ſéparation du Royaume de Danemarc, laquelle ſomme a été approximativement évaluée, entre les Commiſſaires reſpectifs, à Six Millions de Rixbank, valeur nominale, le Royaume de Norvège eſt cenſé avoir pleinement acquitté Sa quôte-part du paſſif de la Banque commune, de manière, qu'aucune prétention ne pourra plus être formée ſur lui à cet égard.

La Norvège garde, en révanche, tous les titres, ſans exception, des créances que cette Banque pourra voir en Norvège.

b) Que le Storthing du Royaume de Norvège, ayant déjà, par une déciſion en date du Quatre Juin Mille Huit Cent Dix Huit, et ſanctionnée par le Roi, pris à la charge du Royaume, et converti en dette fondée, la ſomme de Un Million Trente Deux Mil Six Cent Quarante Rixdalers et Trente Sept Schellings Spécies, formant une partie de la dette commune de l'ancien-

ne

1819 ne Monarchie Danoiſe, repréſentée par des obligations Royales; la répartition de cette partie de la dette en queſtion eſt regardée comme, par là, effectuée, de ſorte que la ſomme d'Un Million Trente Deux Mille Six Cent Quarante Rixdalers, Trente huit Schellings Spécies, ci-deſſus mentionnée, constituera de fait la ſeule et unique dette, de ce genre, dont la Norvège ſoit reſponſable.

Ce dernier Royaume garde, en révanche, toutes les créances directes en Norvège, du Gouvernement Royal, autrefois commun, ſans exception aucune. Les titres, pour cet effet, ſeront fournis ſans réſerve, en autant qu'il s'en trouve entre les mains du Gouvernement Danois.

c) Que la Norvège ſe charge des dettes en Comptes Courans de l'ancien Gouvernement à des Sujets Norvégiens. Le Gouvernement Danois lui cede en révanche, ſes créances en Norvège, d'après ces Comptes Courans, de maniere que la Caiſſe d'Etat de Norvège garde toutes les Creances pareilles ſur des habitans de ce Royaume; et reſte reſponſable de toutes dettes de ce genre, qui n'auraient pas eté acquittées; et qu'en révanche la Caiſſe d'Etat de Danemarc garde toutes les autres créances, et reſte reſponſable de toutes les autres dettes de cette eſpece, à recueillir ou à acquitter ailleurs qu'en Norvege.

d) Qu'au cas qu'un Bilan fut requis, pour regler les transactions entre la Banque à Copenhague et celle de Chriſtiania juſqu'à la fin de l'annee Mil Huit Cent Treize, la reſponſabilité, qui peut-être en réſulterait pour l'une ou l'autre des deux Parties, ſoit cenſée être annullée, et n'obligera point à des payemens en argent comptant. Sont exceptées toutefois les pretentions fondées ſur les Comptes Courans entre les deux Banques de Chriſtiania et de Copenhague, lorſque ces Comptes ſeront définitivement clos et arrêtés.

e) Que pour ce qui regarde les Fonds particulierement affectés à certaines caiſſes et inſtitutions publiques, tous ceux, qui ſe rapportent exclusivement à la Norvège, ſeront, ſans partage, alloués à ce Royaume, avec les charges et obligations y attachées, et de plus, la Norvège aura une part proportionnée, avec les

charges et obligations y relatives, dans les fonds, 1819
quels ceux de Ses habitans, qui l'étaient déjà en
Huit Cent Quatorze, auraient contribué.

ont considérés comme Fonds Particuliers, qui
iendront exclusivement à la Norvège:

Caisse de l'Hopital Militaire Norvègien.
Ile des impôts d'eau de vie en Finmarken.
Fonds pour les Pilôtes Norvègiens qui se trou-
ut en Norvège.
Fonds pour les églises et les écoles dans le Nordlan-
s (en autant que ce fonds soit particulier pour la
rvège).
Capital de Cent Mille Rixbankdalers, Valeur
rgent, en obligations d'Etat de Danemarc, qu'en
Huit Cent Onze S. M. Danoise a donné au Fonds
l'Université de Christiania, et qui sera acquitté
médiatement, après l'échange des ratifications de
présente Convention.

ont considérés comme fonds auxquels les habitans
orvège ont contribué, et qui, par conséquent,
t proportionnellement partagés, à la suite d'un
d ultérieur entre les Commissaires respectifs, selon
ture particulière de ces Fonds:

e Fonds pour les blessés et délaissés du Deux Avril
l Huit Cent Un.
e Fonds établi pour l'état militaire, par la publi-
tion du Huit Juin Mil Huit Cent Trois.
a Caisse commune de Veuves.
a Caisse de l'Hopital militaire de la Marine.
e Fonds *ad Usus publicos*.
e Fonds attaché à l'administration de la Justice,
r suite de la Fondation du Vingt Cinq Janvier
il Huit Cent Cinq.
.e Fonds de la Chancellerie.
.e Fonds général de rentes et de pensions, de l'an-
enne Armée Dano-Norvègienne.
.e Fonds extraordinaire de la Direction générale des
ouanes, pour subvenir, dans des cas particuliers,
1 secours de ses Employés.

Il s'entend, que le principe maintenant stipulé,
applicable à toute autre caisse ou Fonds quelcon-
que

1819 que du même genre, qui n'aurait pas été nommément compris dans l'énumération ci-deſſus.

f) Que les miſes dans les Tontines ne pouvant être partagées, par la nature même de ces inſtitutions, les avantages y attachés ſont réſervés, dans une juſte proportion, aux Norvègiens, qui y ont pris que part. En autant que le réſidu de ces Tontines, après l'extinction des Titulaires des rentes viagères, ſe trouve réſervé, par ſuite des réglemens de fondation, à la Caiſſe d'Etat en Danemarc, la Norvège jouira, dans une juſte proportion, de ſa quote-part du dit réſidu, qui reviendra, dans le cas ci-deſſus, à la Caiſſe d'Etat en Norvège.

Liquidation ſpéciale

ART. VII. Les points de liquidation, indiqués dans l'Article précédent, embraſſant une infinité de détails, dont l'arrangement complèt et définitif pourrait entrainer à des longueurs, qu'il eſt inſtant d'éviter, les Deux Hautes Parties Contractantes ſont convenues, qu'une liquidation ſpéciale et définitive, baſée ſur les principes généraux, poſés dans l'article précédent, ſera immédiatement après l'échange des Ratifications de cette Convention, entamée à Copenhague, entre des Commiſſaires Norvègiens et Danois, choiſis pour cet effet, et terminée, au plus tard dans Six Mois après la dite époque. Les Sommes et Titres à payer ou à rémettre, de part et d'autre, par ſuite de cette liquidation, devront être acquittés ou délivrés ſix Mois après ſa concluſion.

Archives etc.

ART. VIII. L'article Vingt Un du Traité de Kiel, ſtipulant la remiſe des Archives, Actes, Documens publics, Plans, Cartes etc., concernant, ſoit le Gouvernement Norvègien, ſoit des Corporations ou des individus dans ce pays, eſt, par la préſente Convention, rappelé en pleine et entière vigueur, de la manière la plus explicite que faire ſe peut.

Renonciation à des prétentions ultérieures.

ART. IX. Tout ce qui concerne le Traité de Kiel en général, et nommément ſon Sixième Article, étant ainſi enviſagé comme entièrement reglé, S. M. le Roi de Suède et de Norvège, et S. M. le Roi de Danemarc déclarent, qu'aucun payement ultérieur, hormis ce qui eſt ſtipulé actuellement, ne ſera, ſoit à titre du dit Traité, ſoit pour cauſe de l'ancienne Union entre la Norvège

ge et le Danemarc, exigé de part et d'autre; ni 1819
Gouvernement Norvègien du Gouvernement
, ou des Sujets Danois; ni par le Gouvernement
du Gouvernement Norvègien, ou des Sujets
giens; de même qu'aucune prétention, qui, à
, ou par cette cauſe, a pû être avancée jusqu'à
des deux côtés, ne ſera deſormais priſe en con-
ion, ou miſe en diſcuſſion, qu'en tant qu'elle
de avec les termes et les principes de cette Con-
n, qui annulle de fait et de droit toute rédé-
ultérieure de part et d'autre.

T. X. La préſente Convention ſera faite en qua- Ratifi-
, et l'un des Quatre Originaux, ainſi que la co- cations.
rtifiée de l'Acte de Ratification, ſeront reſpecti-
t délivrés, par chacune des Deux Hautes Parties
actantes au Lord Vicomte de Strangford, Envoyé
ordinaire et Miniſtre Plénipotentiaire de la Puis-
Médiatrice.

tte Convention ſera ratifiée, et les Ratifications
ront échangées à Stockholm, dans l'eſpace de
Jours, à compter du jour de la ſignature, ou
, ſi faire ſe peut.

foi de quoi, Nous Souſſignés, en vertu de Nos
pouvoirs Reſpectifs, avons ſigné la préſente Con-
n, et y avons appoſé les cachets de Nos Armes.

it à Stockholm le Premier Septembre l'An de
Mil Huit Cent Dix Neuf.

Signé: P. C. Holst. (L. S.) Hans Krabbe. (L. S.)

1819 *Tableau ſpécial et indicatif des Payemens ſucceſſifs à ef*
en vertu de la Convention ſignée aujourd'hui, et y
par ſuite de Son Quatrième Article.

Année	Dates des Payemens	Montant des interêts ſucceſſifs à acquitter.	Payemens ſucceſſifs ſur le Capital convenu.	Tot par a
1820	1 Juillet	30,000	300,000	33
	1 Octobre	27,000		
1821	1 Janvier	27,000		
	1 Avril	27,000	300,000	
	1 Juillet	27,000		
	1 Octobre	24,000		42
1822	1 Janvier	24 000		
	1 Avril	24,000	300,000	
	1 Juillet	24,000		
	1 Octobre	21,000		3
1823	1 Janvier	21,000		
	1 Avril	21,000	300,000	
	1 Juillet	21,000		
	1 Octobre	18,000		
1824	1 Janvier	18,000		
	1 Avril	18,000	300,000	
	1 Juillet	18,000		
	1 Octobre	15,000		3
1825	1 Janvier	15,000		
	1 Avril	15,000	300,000	
	1 Juillet	15,000		
	1 Octobre	12,000		32
1826	1 Janvier	12,000		
	1 Avril	12,000	300,000	
	1 Juillet	12,000		
	1 Octobre	9,000		3
1827	1 Janvier	9,000		
	1 Avril	9,000	300,000	
	1 Juillet	9,000		
	1 Octobre	6,000		33
1828	1 Janvier	6,000		
	1 Avril	6,000	300,000	
	1 Juillet	6,000		
	1 Octobre	3,000		3
1829	1 Janvier	3,000		
	1 Avril	3,000	300,000	3
	1 Juillet	3,000		
Rd. de Banque de Hambourg . .		600,000	3,000,000	3,6

Stockholm le 1 Septembre 1819.

Signé: P. C. Hoest. (L. S.)

Signé: Hans Ka (L. S.)

Article Séparé. 1815

Remiſes des obligations et coupons à la puiſſance médiatrice.

Arrticle Cinq de la Convention ſignée aujourd'hui
ıt, que les obligations et coupons à émettre, de
ıière y ſtipulée, tant à l'échange des Ratifications,
ı Premier Avril et Premier Juillet Mil Huit Cent
Un, devront être rémiſes à S. M. Danoiſe, ou
ā qu'Elle déſignera à cet effet; et Sadite Majeſté
fait connoitre, par Son Plénipotentiaire, le déſir
es mêmes obligations et coupons ſuſſent remiſes
niſtre où à l'organe diplomatique de la Puiſſance
trice, réſidant à la Cour de Stockholm, S. M.
de Suède et de Norvège accède d'autant plus
iers à cette diſpoſition, faite en conſéquence
ticle précité, qu'Elle trouve ainſi une nouvelle
ın de donner à Son Alteſſe Royale le Prince Ré-
lu Royaume-Uni de la Grande-Brétagne et d'Ir-
une preuve du prix qu'Elle attache à Son ami-
Son intervention et au déſir que S. A. R. en a
ié.

Article ſéparé aura la même force et valeur,
il était inſéré mot à mot dans la Convention
aujourd'hui; et ſera ratifié en même tems.

foi de quoi Nous Souſſignés, en vertu de Nos
ouvoirs Reſpectifs, avons ſigné le préſent Article
et y avons appoſé les cachets de Nos Armes.

ı à Stockholm le Premier Septembre l'An de
Mil Huit Cent Dix Neuf.

é: P. C. Holst. (L. S.) *Signé:* Hans Krabbe. (L. S.)

s cauſes Nous avons voulû ratifier, approuver et aa ſusdite Convention avec tous ſes articles, points et de même que la tableau y appartenant, et l'article i-deſſus inſéré, comme auſſi par les préſentes, Nous ıtons, approuvons et ratifions avec tous leurs artieles, clauſes; promettons et Nous engageons de la manière efficace, que faire ſe peut, de remplir et d'exécuter la ıvention avec ſon tableau et ſon artiele ſéparé dans ır teneur ſincèrement, fidélement et loyalement.

'oi de quoi Nous avons ſigné les préſentes de Notre nain et les avons fait munir de Notre grand Sçeau

Fait en Notre Ville de Réſidence de Stockholm le ı jour du mois de Septembre l'an de grâce Mille Huit ; Neuf.

(*L. S.*) *CHARLES JEAN.*

G. de Wetterstedt.

1819

Ratification Danoise de la convention.

Frédéric Six, par la Grâce de Dieu, Roi de Danemarc, des Vandales et des Goths, Duc de Slesvic, Holstein, Stormarn, des Dithmarses, de Lauenbourg et d'Oldenbourg, faisons savoir faisons: que comme, pour cimenter de plus en plus la bonne amitié, qui subsiste entre Nous et S. M. le Roi de Suède et de Norvège, et pour arranger définitivement les points encore non-réglés du traité de paix, conclû à Kiel le quatorze Janvier Mil Huit Cent Quatorze, et nommément ce qui se rapporte à Son Sixième Article; Nous sommes convenus avec S. M. le Roi de Suède et de Norvège, Sous la médiation de Son Altesse Royale, le Prince Régent du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, — de conclure une Convention, laquelle a été négociée, conclue et signée par les Plénipotentiaires respectifs, et portant mot pour mot ce qui suit.

(Suit la Convention.)

A ces causes Nous avons voulû agréer, confirmer et ratifier la Convention ci-dessus insérée dans tous ses points et ainsi que par les présentes Nous agréons, confirmons et ratifions la susdite Convention de la manière la plus efficace, que faire se peut, pour Nous et pour Nos Successeurs au trône de Danemarc, engageant Notre parole Royale et promettant, pour Nous et pour Eux de remplir, d'observer et d'exécuter la susdite Convention sincèrement, fidèlement et loyalement.

En foi de quoi Nous avons signé cette Ratification de Notre propre main, et y avons fait apposer Notre Sçeau Royal.

Fait à Notre Château de Frédériosberg le Treize Septembre l'an Mil Huit Cent Dix Neuf et de Notre Règne le Dixième.

(*Étoit signé:*)

FREDERIC R. (L. S. R.)

(*et contresigné*)

N. ROSENKRANTZ.

Ratification Danoise du tableau.

Frédéric Six, par la Grâce de Dieu, Roi de Danemarc, des Vandales et des Goths, Duc de Slesvic, Holstein, Stormarn, des Dithmarses, de Lauenbourg et d'Oldenbourg, faisons savoir faisons: que comme dans l'article quatre de la Convention conclue en date du Premier de ce mois entre Nous et S. M. le Roi de Suède et de Norvège il a été convenû par les Plénipotentiaires respectifs d'ajouter des déterminations exactes sur les époques des payemens et sur le montant des sommes, qui après la susdite convention séront à payer successivement par Danemarc tant à titre du compte du Capital que des intérêts; qu'à cet effet il a été dressé et signé, par les Plénipotentiaires respectifs un tableau spécial, qui se trouve inséré ici, parfaitement conforme à l'original.

(Suit le Tableau). 1819

auſes Nous avons voulû agréer, accepter et ratifier ſpécial ci-deſſus inſéré, ainſi que par les préſentes éons, acceptons et ratifions pour Nous et Nos Suc-

de quoi Nous avons ſigné cette Ratification de Notre in, et y avons fait appoſer Notre Sçeau Royal. Notre Château de Frédéricsberg le Treize Septembre Huit Cent Dix Neuf et de Notre Règne le Douzième.

toit ſigné:)

FREDERIC R. (*L. S. R.*)

(*et contreſigné*)

N. ROSENKRANTZ.

Ratification Danoiſe de l'art. ſéparé.

ic Six, par la Grâce de Dieu, Roi de Danemarc, ales et des Goths, Duc de Slesvic, Holſtein, Stor- Dithmarſes, de Lauenbourg et d'Oldenbourg, ſavoir que comme à l'occaſion de la convention, qui a été Stockholm le premier de ce mois entre Nous d'une M. le Roi de Suède et de Norvège de l'autre, il a re également arreté, conclu et ſigné un Article ſéparé, mot pour mot ce qui ſuit:

(Suit l'Article ſéparé.)

auſes Nous avons voulû accepter, approuver et ra- préſent Article ſéparé dans toute ſa teneur, comme les préſentes Nous l'acceptons, ratifions et confirmons nière la plus efficace que faire ſe peut. En foi de s avons ſigné cette Ratification de Notre propre main is fait appoſer Notre Sçeau Royal.

à Notre Château de Frédéricsberg le Treize Sep- an Mil Huit Cent Dix Neuf et de Notre Règne le

Etoit ſigné:)

FREDERIC R. (*L. S. R.*)

(*et contreſigné*)

N. ROSENKRANTZ.

Déclaration et Contre-Déclaration.

Déclaration Danoiſe.

rie Sixe, par la Grâce de Dieu, Roi de Danemarc, dales et des Goths, Duc de Slesvic, Holſtein, Stor- s Dithmarſes, de Lauenbourg et d'Oldenbourg, ſavoir faiſons:

1819 *faisons: que S. M. le Roi de Suède et de Norvège Nous ayant fait exprimer le désir que Nous fissions effacer de Nos Armoiries Royales l'écusson avec le Lion de Norvège, et que, pour donner aussi à cet égard à S. M. Suedoise et Norvégienne une nouvelle preuve de Notre amitié, Nous avons autorisé Notre Envoyé Extraordinaire actuel à Stockholm de donner à ce sujet une Déclaration, laquelle se trouve ci-après mot à mot insérée.*

Déclaration.

Le Plénipotentiaire de S. M. le Roi de Danemarc déclare par la présente, de la manière la plus formelle, ainsi qu'il y est expressément autorisé:

Que son Auguste Souverain s'engage à faire effacer des Armoiries Royales de Danemarc l'écusson avec le Lion de Norvège, de manière, que ni S. M., ni Ses Heritiers et Successeurs ne l'employeront ou le feront employer d'aucune manière, ni sur actes, documens, timbre, monnaye, édifices, emblêmes ou autres, de quelque nom et dénomination, que ce soit, après l'espace de tems nécessaire pour effectuer les changemens à apporter aux dites Armoiries Royales de Danemarc; — qu'à cet effet les mésures convenables seront prises immédiatement et devront être accomplies au plus tard jusqu'au premier Janvier de l'année prochaine Mil Huit Cent Vingt, pour la Monarchie Danoise en Europe; dans l'espace d'un An, à compter du jour de la signature de la présente Déclaration, pour les Agens et Fonctionnaires de S. M. Danoise en Europe; et de deux Ans, à compter de la même époque, pour les Colonies Danoises; mais qu'il est entendu que l'engagement actuel par rapport au non-usage futur de l'écusson du Royaume de Norvège, comme partie des Armoiries Royales de Danemarc, ne saurait avoir et n'aura aucun effet rétroactif quelconque, pour actes, documens, timbre, monnaye, édifices, qui existent dans ce moment.

La présente Déclaration sera ratifiée par S. M. le Roi de Danemarc et les Ratifications en seront échangées contre celles de S. M. le Roi de Suède et de Norvège de la Contre-Déclaration du Plénipotentiaire de Sa dite Majesté, conjointement avec les Ratifications de la Convention signée aujourd'hui.

En foi de quoi, le Plénipotentiaire de S. M. le Roi de Danemarc a signé la présente Déclaration, faite de la part et au nom de son Auguste Souverain, et y a apposé le cachet de ses Armes.

Donnée à Stockholm le Premier Septembre Mil Huit Cent Dix Neuf.

(L. S.) KRABBE.

Envoyé Extraordinaire près Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège.

A ces causes Nous avons voulu approuver, ratifier et confirmer la Déclaration ci-dessus insérée dans toute sa teneur, ainsi que par les présentes Nous l'approuvons, ratifions et confirmons

de la manière la plus efficace que faire ſe peut, engu- 1819
otre parole Royale et promettant pour Nous et pour
:ceſſeurs de remplir et d'obſerver fidèlement la dite
ion.

oi de quoi Nous avons ſigné cette ratification de Notre
nain, et y avons fait appoſer Notre Sçeau Royal.

à Notre Château de Frédériksberg le Treize Septembre
l Huit Cent Dix Neuf, et de Notre Règne le Douzième.

Étoit ſigné:)

FREDERIC R. (*L. S. R.*)

(*et contreſigné*)

N. ROSENKRANTZ.

Contre-Déclaration Suédoiſe.

Charles Jean, par la Grâce de Dieu, Roi de Suède,
ège, des Goths et des Vandales, ſavoir faiſons: Que,
la ſuite de la Convention conclue le Premier du Mois
mbre courant entre Nous et le Royaume de Norvège
té et S. M. Danoiſe et le Royaume de Danemarc de
Notre Plénipotentiaire, en acceptant ce qui ſe trouve
t reglé dans la déclaration donnée par le Miniſtre de
)anoiſe, a, de Notre part, délivré une Contre-Décla-
preciſement telle, qu'elle ſe trouve ci-après mot à
'ée:

Contre-Déclaration.

lénipotentiaire de S. M. le Roi de Suède et de Nor-
ilare par la préſente, de la manière la plus formelle,
il y eſt expreſſément autoriſé.

Son Auguſte Souverain conſent par la préſente, à ce
gagement pris par S. M. le Roi de Danemarc, de
ieer des armoiries Royales du Danemarc, l'écuſſon
Lion de Norvège, de manière que, ni Sa dite Ma-
i Ses Héritiers et Succeſſeurs ne l'employeront ou le
mployer d'aucune manière, ni ſur actes, documens,
monnaye, édifices, emblèmes ou autres, de quelque nom
ination, que ce ſoit, ne ſoit mis en accompliſſement
tion definitive que le Premier Janvier de l'année
e Mil Huit Cent Vingt pour la Monarchie Danoiſe
pe, dans l'eſpace d'un An, à compter du jour de la
de la préſente Contre-déclaration, pour les Agens
ionnaires Danois en Europe, et dans Deux Ans, à
de la même époque, pour les Colonies Danoiſes; et
entendu que cet engagement actuel par rapport au
;e futur de l'écuſſon du Royaume de Norvège, com-
e des Armoiries Royales du Danemarc, ne pourra

avoir

1819 avoir ni aura aucun effet rétroactif quelconque, pour ces documens, timbre, monnaye, édifices, qui existent en ce moment.

La présente Contre-Déclaration sera ratifiée par S. M. le Roi de Suède et de Norvège et les ratifications en seront échangées, contre celles de S. M. le Roi de Danemarc à la Déclaration du Plénipotentiaire de Sa dite Majesté, conjointement avec les ratifications de la Convention signée aujourd'hui.

En foi de quoi le Plénipotentiaire de S. M. le Roi de Suède et de Norvège a signé la présente Contre-Déclaration, faite de la part et au nom de Son Auguste Souverain, et y a apposé Son cachet.

Donnée à Stockholm le premier Septembre Mil Huit-Cent Dix Neuf.

(*Signé:*) P. C. Hexer. (L. S.)

A ces causes et dans Notre qualité de Roi de Norvège, Nous avons voulu ratifier, approuver et accepter la dite Contre-déclaration avec tous ces points et clauses, comme aussi par les présentes, Nous l'acceptons, l'approuvons et la ratifions avec tous ses points et clauses; promettons et Nous engageons de la manière la plus efficace que faire se peut, de remplir et d'exécuter la susdite Contre-déclaration dans toute sa teneur sincèrement, fidèlement et loyalement.

En foi de quoi, Nous l'avons signée de Notre propre main et l'avons fait munir de Notre Grand Sçeau Royal. Fait en Notre ville de Résidence de Stockholm le Deuxième jour du Mois de Septembre l'An de grâce Mil Huit Cent Dix Neuf.

(*L. S.*) *CHARLES JEAN.*

G. DE WETTERSTEDT.

Rectifications.

1) Il a été dit p. 626, en renvoyant pour les annexes N. I—VIII. du Recès général de Francfort, à d'autres endroits du présent recueil, que l'annexe III. convenait avec l'annexe II. insérée T. III. du nouveau recueil p. 73. et que les annexes N. V. et VII. convenaient avec les annexes N. IV. et VI. données plus haut T. IV. p. 264. et T. III. p. 415.

Cette assertion n'étant pas entièrement exacte, je m'empresse à la rectifier, après avoir été à même de collationner ces diverses pièces entre elles.

I. L'annexe N. III., savoir: *le traité de la Grande-Brétagne avec le Grand-Duc de Hesse* du 30 Juin 1816 n'a que 26 articles. Ceux-ci conviennent de mot à mot (*mutatis mutandis*) avec les articles 1—incl. 25 et 31 de l'annexe N. II. qui est le *traité entre l'Autriche, la Prusse et le Grand-Duché de Hesse* de la même date, en 31 articles, mais les articles 26—incl. 30 de ce traité sont omis dans l'annexa N. III.

II. Les traités annexés au Recès général sous N. V. et VII., savoir: *le traité entre la Grande-Brétagne et les Pays-Bas* du 16 Nov. 1816 et celui *entre la Russie et les Pays-Bas* du 5/17 Avril 1817 qui ont chacun 8 articles, conviennent (*mutatis mutandis*) entre eux de mot à mot, et aussi de mot à mot avec l'annexe VI. qui est le traité *entre l'Autriche et les Pays-Bas* du 12 Mars 1817 en 9 articles inséré T. III. pag. 415. mais avec cette différence *a*) que l'art. VII. de ce dernier traité qui concerne la forteresse de Luxembourg, y est omis, et c'est pourquoi le traité du 12 Mars a 9 articles et les deux autres n'en ont que 8, et *b*) qu'à l'art. VII. de ces deux traités (qui au reste répond à l'art. VIII. de celui avec l'Autriche) on trouve après l'allégation du traité du 31 Mai 1815, les mots suivans: „*ainsi que tous les articles de l'acte du Congrès de Vienne du 9 Juin 1815 qui concernent les intérêts de S. M. ou qui ont été stipulés avec Elle, sont confirmés dans tous les points et toutes les dispositions qui n'ont pas été expressement changées par la présente convention, ou par elle conclue entre S. M. le Roi des Pays-Bas Grand-Duc de Luxembourg le 8. Nov. 1816.*“ Ces mots manquent dans le traité avec l'Autriche.

Ces deux traités conviennent aussi dans leurs dispositions avec le traité annexé sous N. IV. qui est le traité *entre la Prusse et les Pays-Bas* du 8 Nov. 1816 inséré dans le N. R. T. IV. p. 264; mais ce der-

nier est beaucoup plus ample, et se compose de 21 articles.

Ce qui m'a conduit en erreur, c'est que dans la copie du traité entre l'Autriche et les Pays-Bas du 12 Mars 1817 imprimée à Vienne de l'Imprimerie Impériale et Royale de cour et d'état 4to (que j'ai suivie en donnant ce traité) il a été expressement observé que *ce même traité* a été conclu entre S. M. le Roi des Pays-Bas et les cours de Petersbourg, de Londres et de Berlin, ce qui, à une époque où je n'avais pas les annexes du Recès général en mains, m'a fait considérer comme indubitable que tous ces traités étaient de la même teneur, signés le même jour, et seulement redigés en instrumens séparés, ainsi que cela se pratique si souvent aujourd'hui; et c'est en conséquence qu'aussi aux pages 414 et suivantes du volume III., j'ai inscrit le traité du 12 Mars 1817 comme signé par chacune des 4 cours avec les Pays-Bas, et que je l'ai rangé aussi sous cette date dans la table alphabétique sous Grande Brétagne et Russie, tandis que la traité de la Grande-Brétagne, ainsi que le fait voir l'original du Recès de Francfort, est du 16 Nov. 1816, celui de la Russie est du $^{6}/_{17}$ Avril 1817 et celui avec la Prusse du 8 Nov. 1816.

2) Dans le recès général:

p. 620 art. 38 l. 10 après Bavière ajoutez *quinze.*

p. 621 art. 41 l. 13 au lieu de *Loire* lisez *Doire.*

3) Dans le traité du 10 Juillet 1819:

p. 635 ligne 24 rayez les mots: *la Diète de*

p. 636 art. II. après: *le droit* ajoutez: *de succession.*

4) Par suite de la transposition que les dernières feuilles du présent ouvrage ont éprouvées après que l'impression des tables chronologique et alphabétique était déjà presque achevée, pour y faire entrer encore complettement les actes rélatifs au traité du 10 Juillet avec Bade et celui du 1. Sept. 1819 entre le Danemarc et la Suède, les suivantes corrections sont à faire:

1. Le tr. du 22 Mai 1819 s. tr. non p. 631 mais 637.
2. Le tr. du 10 Juillet 1819 s. tr. non p. 629 mais 634.
3. La conv. d. 25 Août 1819 se tr. non p. 639 m. 645.
4. Voyez en outre les *addenda* marqués à la fin de la table alphabétique.

L'échange des ratifications du Recès général du 20 Juillet a eue lieu à Francfort, ainsi qu'il a déjà été dit des annexes N. IX et X p. 627 et 636.

Francfort s. M. le 15 Janvier 1820.

Martens.

1. Table

I.

TABLE CHRONOLOGIQUE

traités renfermés dans le T. IV. du nouveau Recueil ou Supplément à l'ancien T. VIII.

2 Janv.	Traité de commerce entre le royaume d'Italie et celui de Bavière, à Milan (non ratifié).	Pag. 1
18 Févr.	Acceſſion du Duc de Mecklenbourg Strelitz à la confédération du Rhin	10
22 Mars	Acceſſion du Duc de Mecklenbourg-Schwerin à la confédération du Rhin	11
26 Avr.	Cartel entre l'Autriche et la Ruſſie	282
10 Mai	Convention de Bayonne entre l'Emp. d. Français et le R. de Saxe ſur la légion de la Viſtule	17
10 Mai	Convention additionelle à celle du 24 Févr. 1808 entre l'Autriche et Wurzbourg	39
30 Mai	Subſtance d'un traité de ſubſide entre la Gr. Bretagne et Sicile à Palerme	15
17 Sept.	Conv. entre l'Autriche et Bade ſur le droit de détraction	41
17 Sept.	Conv. entre les mêmes ſur l'admiſſion aux fondations reciproques	21
14 Oct.	Acceſſion du Duc d'Oldenbourg à la confédération du Rhin	14
18 Mars	Convention entre l'Emp. d. Français et le R. de Saxe ſur l'augm. de l'armée de Varſovie	19
21 Avr.	Traité entre la Gr. Bretagne et le Portugal	22
23 Juin	Lettres patentes du R. de Bavière ſur les ceſſions de la Bavière dans le Tyrol, en execution du traité du 28 Févr. 1810	30
20 Nov.	Acte de démarcation des frontières entre la Ruſſie et la Suède à Tornéa	33

1811 Jusqu'en 1817. Conventions ſur l'abolition du D. de détraction entre la Pruſſe et divers Etats d'Allemagne, la France, les Pays-Bas et la Suiſſe P. 44-68 et Préf. p. IX.

9 Sept. Conv. entre le G. D. de Heſſe et celui de Mecklenbourg-Schwerin portant ceſſion de la rente ſur l'Octroi du Rhin 70

19 Nov. Conv. entre l'Autriche et la Saxe ſur l'adminiſtration des ſels de Wieliczka 74

20 Nov. Ord. Pruſſienne ſur l'exportation des biens vers les Etats d'Anhalt Cöthen 55

1812 9 Mars Convention pour l'extradition des vagabonds entre Wurzbourg et Bade 287

28 Mars Convention entre la France et la Suiſſe 88

1813 12 Oct. Traité de paix entre la Ruſſie et la Perſe à Guliſtan 89

2 Nov. Convention militaire entre l'Autriche et le G. D. de Heſſe 96

23 Nov. Acceſſion du G. D. de Heſſe à la Grande Alliance 97

23 Nov. Traité d'alliance entre l'Autriche et Naſſau 99

24 Nov. Acceſſion du Duc de Cobourg à la Grande Alliance 109

26 Nov. Traité préliminaire d'union entre la maiſon d'Orange et de Naſſau 111

1814 30 Mai Art. ſéparés et ſecrets ajoutés au traité général de Paris; voyez ſubſtance Préf. p. VI. VII. notes.

5 Juil Traité d'amitié et d'alliance entre S. M. le R. de la Gr. Bretagne et S. M. Catholique Ferdinand VII. à Madrit 113

8 Sept. Traité de confédération entre les 19 Cantons de la Suiſſe 161

1815 14 Jan. Pacte de famille entre le Roi Ferdinand VII. d'Eſpagne et ſon pére 125

7 Avril Acte de reception de Canton de Neufchatel à la confédération Suiſſe 168

7 Avril Acte de reception du Canton de Genève d. l. conféd. Suiſſe 170

4 Mai Acte d'acceſſion de l'Autriche au traité du 3 Mai entre la Ruſſie et la Pruſſe 28

15	28 Mai	Convention ſupplémentaire à celle de Kaliſch entre la Pruſſe et la Ruſſie	P. 129
	31 Mai	Article ſéparé ajouté au traité de Vienne entre le R. de Pruſſe et Naſſau	133
	2 Juin	Procès verbal entre les commiſſaires Autrichiens et Pruſſiens à Kreuznach	138
	7 Juin	Traité conclu à Vienne entre L. L. M. M. le Roi de Pruſſe et le Roi de Suède	149
	17 Juin	Acte de reception du Canton du Valais dans la confédération Suiſſe	171
	7 Août	Traité de confédération entre les 22 Cantons Suiſſes	173
	12 Août	Acceſſion de la confédération Suiſſe aux actes du congrès de Vienne du 29 Mars	184
	15 Oct.	Extrait du procès verbal des 5 puiſſances ſur les arrangemens pécuniaires avec la France	156
	16 Oct.	Traité entre la Pruſſe et le Prince de Heſſe Rotembourg	158
	14 Nov.	Acte de réunion de l'ancien évêché de Bâle avec le Canton de Berne	190
	21 Nov.	Déclarations des Puiſſances alliées portant réconnoiſſance de la neutralité Suiſſe	186
	Nov. Dec.	Acte de réunion du Diſtrict de Birſeck avec le Canton de Bâle	201
5	16 Mars	Traité entre S. M. le Roi de Sardaigne, la confédération Suiſſe et le Canton de Genève	214
	26 Mars	Sentence arbitrale de la commiſſion établie à Vienne pour régler les créances de rentes ſur l'octroi du Rhin	225
	18 Mai	Acte de ratification de la confédération Suiſſe au ſujet de la réunion de l'ancien évêché de Bâle aux Cantons de Bern et de Bâle	205
	25 Mai	Cartel entre la Pruſſe et la Ruſſie	293
	15 Juin	Traité entre la Pruſſe et Schwarzbourg-Sondershauſen	229
	19 Juin	Traité entre la Pruſſe et Schwarzbourg-Rudolſtadt	236
	1 Juillet	Convention entre les commiſſaires Autrichiens et Pruſſiens ſignée à Worms	241

1816	15 Août	Jugement compromiſſaire entre les Cantons de Uri et de Teſſin au ſujet des douanes	P. 207
	20 Août	Acte de remiſe des communes du Diſtrict de Gex au Canton de Genève	210
	4 Sept.	Traité de commerce entre la Suède et les Etats Unis d'Amérique	251
	18 Sept.	Traité entre la Pruſſe et Mecklenb. Strelitz	259
	16 Oct.	Sentence arbitrale d'une commiſſion entre le France et les Pays-Bas	263
	8 Nov.	Traité ſupplementaire entre S. M. le Roi de Pruſſe et le Roi de Pays-Bas	264
	6 Dec.	Convention d'Etappes entre la Pruſſe et le Hannovre	321
	16 Dec.	Acte de réunion des royaumes de Naples et de Sicile	315
	31 Déc.	Convention d'étappes entre la Pruſſe et Saxe Weimar	334
1817	17 Jan.	Convention d'Etappes entre la Pruſſe et le G. D. de Heſſe	344
	17 Jan.	Convention d'étappes entre la Pruſſe et le Duc de Naſſau	358
	3 Févr.	Convention d'étappes entre la Pruſſe et Saxe-Gotha	369
	12 Mars	Convention entre la Pruſſe et le G. Duc de Heſſe à Munſter avec un ſupplément du 6 Juillet	394
	22 Mars	Convention entre l'Autriche et la Pruſſe en exécution du traité du 3 Mai 1815.	537
	9 Avril	Arrangem. entre le Roi de Pruſſe et le D. d'Oldenbourg pour la ceſſion de Birkenfeld	405
	18 Avril	Cartel entre la Pruſſe et la Saxe R.	306
	9 Mai	Convention d'étappes entre la Pruſſe et la Heſſe electorale	379
	2 Juin	Convention entre la France et le R. des deux Siciles	578
	10 Juin	Traité entre les 4 puiſſances alliées et l'Eſpagne pour règler la reverſibilité de Parme, Plaiſance etc.	416
	17 Juin	Traité de commerce entre la Pruſſe et le Danemarc	527

17 6 Juil. Supplément à la convention du 12 Mars entre la Pruſſe et le G. D. de Heſſe P. 402
23 Juil. Conv. entre les commiſſaires Pruſſiens et Saxons ſur le partage des arriérés de caiſſe 421
28 Juil. Conv. entre la Gr. Brétagne et le Portugal ſur le commerce d'eſclaves 438
10 Août Convention militaire entre l'Autriche et la Pruſſe concernant Mayence, ſignée à Carlsbad 480
28 Août Traité entre la France et le Portugal ſur la délimitation de la Guyane 490
22 Sept. Traité entre la Gr. Brétagne et l'Eſpagne ſur le commerce d'eſclaves 498
31 Oct. Divers Cartels de la Pruſſe avec
8 3 Mai Lippe le G. D. de Heſſe, Mecklenb. et les villes libres 313-319
3 Mai Traité entre la Gr. Brétagne et les Pays-Bas ſur le commerce d'eſclaves 511
28 Mai Capitulation de Penſacola 523
17 Juin Traité de commerce entre la Pruſſe et le Danemarc 527
1 Août Cartel entre le Hannovre et la Pruſſe 319
17 Août Convention entre l'Autriche et la Ruſſie en execution du traité du 3 Mai 1815 540
Août Convention entre l'Eſpagne et les E. Unis d'Amérique ſur des indemnités 568
9 Oct. Convention entre les alliés et la France 549
20 Oct. Convention entre la Gr. Brétagne et les Etats-Unis d'Amérique 571
4 Nov. Note des alliés au D. de Richelieu et re-
22 ponſe 556
14 Nov. Extrait du procès verbal des 4 puiſſances concernant le péage d'Elsfleth 552
15 Nov. Extrait du procès verbal des conferences d'Aix la Chapelle 554
19 Nov. Extrait du procès verbal des conferences à Aix la Chapelle, et déclaration 562
19 Déc. Traité de commerce entre la Pruſſe et la Ruſſie 582
2 Févr. Arrangement pecuniaire entre les alliés et la France 566

1819 Févr. Substance du traité non encore ratifié entre l'Espagne et les E. Unis d'Amérique sur la cession des Florides Préf. P.I.
21 Mai Convention entre la Prusse et Mecklenbourg-Strelitz s. l. indemn. 600
22 Mai Convention entre la Prusse et la Russie sur divers objets de liquid. 611
10 Juil. Traité entre l'Autriche et le G.D. de Bade à Francfort 616
10 Juil. Traité entre les cours d'Autriche d'Angleterre de Prusse et de Russie d'une part et celle de Bade de l'autre à Francfort 621
20 Juil. Recès général signé à Francfort servant de complément à l'acte du congrès etc. 629
25 Août Convention entre le D. d'Oldenbourg et la ville libre de Breme sur le péage de Elsfleth 635

II.

TABLE ALPHABETIQUE.

Allemagne.

18 Févr.	Acceſſion du D. de Mecklenbourg-Strelitz à la confédération du Rhin	P. 10
22 Mars	Acceſſ. du D. de Mecklenbourg-Schwerin item	11
14 Oct.	Acceſſ. du D. d'Oldenbourg à la même	14
26 Mars	Sentence arbitrale de la commiſſion établie à Vienne pour les créances de rentes ſur l'Octroi du Rhin	225
26 Août	Garantie de la confédération germ. de la convention entre le D. d'Oldenb. et la ville libre de Breme ſur le péage d'Elsfleth	639

Amérique, Etats-Unis,

4 Sept.	Traité de commerce avec la Suède	251
28 Mai	Capitulation de Penſacola	523
Juil.	Conv. avec l'Eſpagne ſur les indemnités	558
20 Oct.	Convention avec la Gr. Bretagne	571
Févr.	Subſtance du traité non ratifié avec l'Eſpag. ſur la ceſſion des Florides.	Préf. X

Anhalt.

20 Nov.	Décl. Pruſſ. ſur l'exportation recipr. avec Anhalt Cöthen	55
23 Déc.	Décl. Pruſſ. ſur le D. de détraction avec Anhalt-Deſſau et Bernburg	54. 61
28 Sept.	Décl. Pruſſ. ſur l'abol. du D. de détraction avec Anhalt Cöthen	57

Autriche.

26 Avr.	Cartel avec la Pruſſe	282
10 Mai	Conv. additionelle avec Wurzbourg	39
17 Sept.	Conv. avec Bade ſ. l. D. de détraction	41

1808	17 Sept.	Conv. avec Bade ſur l'adm. aux fondat.	P. 21
1811	19 Nov.	Conv. avec le R. de Saxe ſur l'adminiſtration des ſels de Wieliczka	74
1813	2 Nov.	Conv. militaire avec le G. D de Heſſe	96
	23 Nov.	Acceſſ. du G. D. de Heſſe à la gr. alliance	97
	23 Nov.	Tr. d'alliance avec le D. de Naſſau	99
	24 Nov.	Acceſſion de Saxe-Coburg à la grande alliance	109
1814	30 Mai	Subſtance d'articles ſéparés jointe au tr. de Paris.	Préf. p. VI. VII.
1815	4 Mai	Acceſſion au tr. du 3 Mai entre la Ruſſie et la Pruſſe	127
	2 Juin	Procès verbal avec les commiſſ. Pruſſiens à Kreusnach	138
	12 Août	Acceſſion de la conféd. Suiſſe à la déc. de Vienne du 29 Mars	184
	15 Oct.	Procès verbal entre les Puiſſances ſur les arrangemens pécuniaires avec la France	156
1816	1 Juil.	Conv. avec les Commiſſ. Pruſſiens à Worms	241
1817	22 Mars	Conv. avec la Pruſſe en exécut. du tr. de 1815.	537
	10 Juin	Traité des 4 Puiſſ. alliés avec l'Eſpagne ſur la reverſibilité d. Parme, Plaicence etc.	416
	10 Août	Conv. militaire avec la Pruſſe à Carlsbad	480
	17 Août	Conv. avec la Ruſſie en exécution du tr. de 1815.	540
1818	9 Oct.	Conv. des alliés avec la France ſur l'évacuation	549
	4/16 Nov.	Note des alliés au D. de Richelieu et reponſe	556
	14 Nov.	Extrait du procès verbal des 4 Puiſſ. ſur le péage d'Elefleth	552
	15 Nov.	Procès verbal des conférences d'Aix-la-Chapelle	554
	19 Nov.	Procès verbal des conf. d'Aix-la-Chap. et déclarat.	562
1819	2 Févr.	Arrangement pécuniaire des alliés avec la France	566
	10 Juil.	Convention avec le G. D. de Bade	626
	20 Juil.	Recès général de la commiſſion territ. à Francfort	604

Bade.

1808 17 Sept. Conventions avec l'Autr. ſ. le D. de détract. etc. P. 21. 41.
1812 9 Mars Conv. avec Wurzbourg pour l'extr. de vagabonds 287
1819 10 Juil. Conv. avec l'Autriche et les alliés 626

Bavière.

1808 2 Jan. Traité de commerce (non ratifié) avec l'Italie 1
1810 23 Juin Lettres patentes ſur les ceſſions faites à la France d. le Tyrol 30
1811 11 Juin Conv. avec la Pruſſe ſ. le D. de détract. 44
1817 12 Févr. Déclarat. ſur le D. de détract. avec la Pruſſe 47
8 Juin Ord. Pruſſienne ſur la reſtit. des ſommes depoſées 48

Brême ville anſéat.

1819 25 Août Conv. avec le D. d'Oldenbourg ſur le péage d'Elsfleth 639

Danemarc.

1818 17 Juin Traité de commerce avec la Pruſſe 527

Eſpagne.

1814 30 Mai Subſtance d'articles ſéparés joints au tr. de Paris. Préf. p. VI. VII.
1815 14 Jan. Pacte de famille entre la Roi Ferd. VII. d'Eſpagne et ſon père 125
5 Juil. Traité d'amitié et d'all. avec la Gr. Brét. 113
12 Août Acceſſion de la conféd. Suiſſe à la décl. de Vienne 184
1817 10 Juin Traité avec les 4 Puiſſances alliées pour règler la reverſibilité de Parme etc. 416
22 Sept. Tr. avec la Gr. Brét. ſ. le commerce d'eſclaves 492
1818 Juil. Conv. avec les E. U. d'Amérique ſ. l. indemnités 568
1819 Févr. Subſtance du traité non encore ratifié avec les E. Unis d'Amér. p. la ceſſion des Florides. Préf. p. X.

France.

1808	10 Mai	Conv. de Bayonne avec le R. de Saxe ſur la légion de la Viſtule	P. 17
1809	18 Mars	Conv. avec le R. de Saxe ſur l'augment. de armée de Varſovie	19
1810	23 Juin	Lettres patentes ſur les ceſſions de Bav. en Tyrol	30
1812	28 Mars	Conv. avec la Suiſſe	88
1814	30 Mai	Subſt. d. art. ſepp. du tr. de Paris	Pref. VI. VII
1815	12 Août	Acceſſion de la Suiſſe à la déclar. de Vienne	184
	15 Oct.	Procès verbal entre les 5 puiſſances ſur les arrang. pecuniaires avec la France	156
1816	16 Oct.	Sentence arbitrale d'une commiſſion avec les Pays-Bas ſur les dettes	263
1817	1 Juin.	Conv. de commerce avec la Sicile	578
	28 Août	Traité avec le Portugal ſ. l. limites de la Guyane	490
	15 Sept.	Décl. Pruſſ. ſur l'abol. du D. de détract.	67
1818	6 Oct.	Convention avec les alliés pour l'évacuation	549
	4/16 Nov.	Note des alliés au D. de Richelieu et reponſe	556
	14 Nov.	Extrait du procès verbal ſ. l. péage d'Elsfleth	512
	15 Nov.	Procès verbal des conf. d'Aix-la-Chap.	514
	19 Nov.	Extrait du procès verbal de conf. d'Aix et declaration	560
1819	2 Févr.	Arrangemens pecuniaires avec les alliés	566

Genêve voyés Suiſſe.

Grande-Brétagne.

1808	30 Mai	Subſt. d'un tr. de ſubſide avec la Sicile	15
1809	21 Avril	Traité avec le Portugal	22
1813	23 Nov.	Acceſſion du G. D. de Heſſe à l'Alliance	97
	24 Nov.	Acceſſion du D. de Cobourg à l'Alliance	109
1814	30 Mai	Subſtance d'articles ſeparés joints au tr. de Paris.	Préf. VI. VII
	5 Juil.	Traité d'amitié et d'aſſ. avec le R. Ferd. VII. d'Eſpagne	113

1815	12 Août	Accef. de la Suiſſe à la décl. de Vienne P.	184
	15 Oct.	Procès verbal entre les 5 P. ſur les arrangemens pecuniaires avec la Fr.	156
1817	10 Juin	Traité de 4 puiſſ. avec l'Eſpagne ſur la reverſibilité de Parme, Plaiſance etc.	416
	28 Juil.	Conv. avec le Portugal ſ. l. commerce d'eſclaves	438
	22 Sept.	Tr. avec l'Eſp. ſur le comm. d'eſclaves	492
1818	4 Mai	Tr. avec le R. des Pays-Bas ſ. l. commerce d'eſclaves	511
	9 Oct.	Convention des alliés avec la France ſur l'évacuation	549
	20 Oct.	Convention avec les E. Unis d'Amérique	571
	4/12 Nov.	Note des M. d. alliés au D. de Richelieu et réponſe	556
	14 Nov.	Extr. du procès verbal des conf. ſ. l. péage d'Elsfleth	552
	15 Nov.	Procès verbal d. conf. d'Aix-la-Chap.	554
	19 Nov.	Procès verbal d. conf. d'Aix-la-Chap. et déclaration	560
1819	2 Févr.	Arrangemens pécuniaires des alliés avec la France	566
	20 Juil.	Recès général de la commiſſion territor. à Francfort	604

Hambourg.

1818	3 Mai	Cartel avec la Pruſſe	318

Hannovre.

1816	16 Sept.	Décl. ſur l'abol. du D. de détr. avec la Pruſſe	63
	6 Déc.	Conv. d'étappes avec la Pruſſe	321
1818	1 Août	Cartel avec la Pruſſe	319

Heſſe electorale.

1815	16 Oct.	Conv. entre la Pruſſe et Heſſe-Rotenbourg	158
1817	9 Mai	Conv. d'étappes avec la Pruſſe	379

Grand-Duc de Heſſe.

1811	9 Sept.	Conv. avec Mecklenb. Schwerin pour la ceſſion de rente ſur l'octroi du Rhin	70

1813	2 Nov.	Conv. militaire avec l'Autriche	P. 96
	23 Nov.	Acceſſion à la grande alliance	97
1817	17 Jan.	Conv. d'étappes avec la Pruſſe	344
	21 Mars	Convention avec la Pruſſe et ſupplé-	394.
	6 Juillet	ment du 6 Juil	402
1818	11 Févr.	Cartel avec la Pruſſe	314

Hollande.

1816	16 Oct.	Sentence arbitrale d'une commiſſion avec la France	263
	8 Nov.	Traité ſupplémentaire avec la Pruſſe	264
1817	3 Juin	Décl. Pruſſienne ſ. l. D. de détr. avec les Pais-Bas.	68
1818	4 Mai	Traité avec la Gr. Brét. ſ. l. commerce d'eſclaves	511

Italie.

1808	2 Jan.	Traité de commerce (non ratif.) avec la Bavière	1

Lippe.

1817	31 Oct.	Cartel de Lippe-Detmold avec la Pruſſe	313
1818	16 Févr.	Cartel de Schaumb. Lippe avec la Pruſſe	316

Lubec (ville anſéat).

1818	3 Mai	Cartel avec la Pruſſe	319

Mecklenbourg-Schwerin.

1808	22 Mars	Acceſſion à la conféd. du Rhin	11
1811	9 Sept.	Conv. avec le G. D. de Heſſe p. ceſſion de rente ſur l'octroi du Rhin	75
	16 Oct.	Conv. avec la Pruſſe ſ. l. D. de détraction	49
1818	3 Mai	Cartel avec la Pruſſe	316

Mecklenbourg-Strelitz.

1808	18 Févr.	Acceſſion à la conféd. du Rhin	10
1811	6 Août	Conv. avec la Pruſſe ſ. l. D. de détraction	51
1816	18 Sept.	Traité de ceſſion avec la Pruſſe	259
1817	17 Mai	Décl. ſ. l. D. de détraction avec la Pruſſe	53
1819	21 Mai	Conv. avec la Pruſſe ſ. les indemnités	600

Naſſau.

1813	23 Nov.	Traité d'alliance avec l'Autriche etc.	P. 99
	26 Nov.	Tr. preliminaire d'union entre la Maiſon d'Orange et de Naſſau	111
1815	31 Mai	Article ſéparé ajouté au traité de Vienne de même date avec la Pruſſe	133
1816	31 Oct.	Décl. ſur l'abol. du D. de détraction avec tous les états Pruſſiens	64
1817	17 Jan.	Conv. d'étappes avec la Pruſſe	358

Oldenbourg.

1808	14 Oct.	Acceſſion à la confédération du Rhin	14
1817	9 Avril	Conv. avec la Pruſſe p. la ceſſion de Birkenfeld	405
1819	25 Août	Conv. avec la ville de Bremen ſur le péage d'Elsfleth	639

Parme.

1817	10 Juin	Traité entre les alliés et l'Eſpagne ſur la reverſibilité de Parme	416

Perſe.

1813	12 Oct.	Traité de paix avec la Ruſſie à Guliſtan	89

Portugal.

1809	21 Avril	Traité avec la Gr. Brétagne	22
1814	30 Mai	Subſtance d'art. ſepp. du tr. de Paris.	Préf. VI. VII.
1815	12 Août	Acceſſion de la Suiſſe à la déclaration de Vienne	184
1817	28 Juil.	Conv. avec la Gr. Brétagne ſ. l. comm. d'eſclaves	438
	28 Août	Traité avec la France ſ. l. limites de la Guyane	490

Pruſſe.

1811 - 1817		Diverſes conv. de la Pruſſe ſur le d. de détraction	44 - 68
1813	23 Nov.	Acceſſion du G. D. de Heſſe à la grande alliance	97
	24 Nov.	Acceſſion du D. de Cobourg à la gr. all.	109

1814	30 Mai	Substance d'articles séparés joints au tr. de Paris. Préf. P. VI. VII	
1815	4 Mai	Accession de l'Autr. autr. du 3 Mai avec la Russie	127
	28 Mai	Convent. supplément. à celle de Kalisch avec la Russie	189
	31 Mai	Article séparé ajouté au traité de ce jour avec Nassau	133
	2 Juin	Procès verbal entre les commiss. Autr. et Prussiens à Kreuznach	138
	7 Juin	Traité avec la Suède conclu à Vienne	149
	12 Août	Accession de la confed. Suisse à la décl. de Vienne	184
	15 Oct.	Procès verbal des 5 Puissances sur les arrangemens pecuniaires avec la France	156
	16 Oct.	Traité de cession et d'échange avec Hesse-Rothenburg	158
1816	25 Mai	Cartel avec la Russie	293
	15 Juin	Traité avec le Pr. de Schwarzbourg-Sondershausen	229
	19 Juin	Traité avec le Pr. de Schwarzbourg-Rudolstadt	236
	1 Juil.	Conv. entre les commiss. Autr. et Prussiens à Worms	241
	18 Sept.	Traité avec Mecklenb. Strelitz sur les cessions	259
	8 Nov.	Traité supplémentaire avec le Roi des Pays-Bas	264
	6 Déc.	Conv. d'étappes avec le Hannovre	321
	31 Dec.	Conv. d'étappes avec le G. D. de Weimar	334
1817	17 Jan.	Conv. d'étappes avec le G. D. de Hesse	344
		Item avec le Duc de Nassau	358
	3 Févr.	Item avec Saxe Gotha	369
	12 Mars	Convention avec le G. D. de Hesse	394
	22 Mars	Conv. avec l'Autriche sur le tr. du 3 Mai 1815.	537
	9 Avril	Arrangement avec le D. d'Oldenbourg pour la cession de Birkenfeld	405
	18 Avril	Cartel avec le R. de Saxe	306
	9 Mai	Conv. d'étappes avec l'Elect. de Hesse	379
	10 Juin	Traité des 4 alliés avec l'Espagne sur la reversib. de Parme	416
	23 Juil.	Conv. avec les commiss. Saxons sur le partage des arrierés de Cassel	421

1817	10 Août	Conv. militaire avec l'Autr. concernant la fortereſſe de Mayence à Carlsbad P.	480
	31 Oct.	1818 3 Mai divers Cartels de la Pruſſe	313-317
1818	17 Juin	Traité de commerce avec le Danemarc	527
	1 Août	Cartel avec le royaume d'Hannovre	319
	9 Oct.	Conv. des alliés avec la France ſur l'évacuation	549
	4/12 Nov.	Note des alliés au D. de Richelieu et reponſe	556
	14 Nov.	Extrait du procès verbal concernant le péage d'Elſſleth	552
	15 et 19 Novbr.	Procès verbaux des conférences d'Aix-la-Chapelle et déclaration	554
1819	2 Févr.	Arrangement pécuniaire entre les alliés et la France	566
	22 Mai	Conv. avec la Ruſſie ſur les liquidations	631
	20 Juil.	Recès général de la commiſſion territ. à Francfort	604

Ruſſie.

1808	26 Avril	Cartel avec l'Autriche	282
1810	20 Nov.	Acte d. démarc. d. frontières avec l. Suède	33
1813	12 Oct.	Traité de paix avec la Perſe à Guliſtan	89
	23 Nov.	Acceſſ. du G. D. de Heſſe à la gr. alliance	97
	24 Non.	Acc. du D. de Saxe-Coburg à la gr. all.	109
1814	30 Mai	Subſtance d'articles ſéparés joints au tr. de Paris.	Préf. VI
1815	4 Mai	Acte d'acceſſion de l'Autriche au tr. du 3 Mai	127
	28 Mai	Convention ſupplem. à celle de Kaliſch avec la Pruſſe	129
	12 Août	Acceſſion de la conféd. Suiſſe à la décl. de Vienne	184
	15 Oct.	Procès verbal entre les 5 puiſſances ſur les arrangemens pécun. avec la France	156
1816	25 Mai	Cartel avec la Pruſſe	293
1817	10 Juin	Traité des 4 alliés avec l'Eſpagne ſur la reverſibilité de Parme etc.	416
1818	17 Août	Conv. avec l'Autriche en execution du traité du 3 Mai 1815	540
	9 Oct.	Conv. des alliés avec la France ſur l'évacuation	549

1818	$\frac{4}{12}$ Nov.	Note des min. des alliés au D. de Richelieu et reponſe	P. 556
	14 Nov.	Extr. du procès verbal des conf. ſur le péage d'Elsfleth	552
	15 et 19 Novbr.	Procès verbaux des conférences d'Aix-la-Chapelle et déclaration	558
1819	2 Févr.	Arrangement pecuniaire entre les alliés et la France	566
	22 Mai	Conv. avec la Pruſſe ſur les liquidations	631
	20 Juil.	Recès général de la comm. territ. de Francf.	604

Sardaigne.

1816	16 Mars	Traité avec la conféd. Suiſſe et le C. de Genève	214

Saxe royale.

1808	10 Mai	Convention avec la France ſur la légion de la Viſtule	17
1809	18 Mars	Conv. avec la France ſur l'augmentation de l'armée de Varſovie	19
1811	19 Nov.	Conv. avec l'Autriche ſur l'adminiſtration des ſalines de Wieliczka	74
1817	18 Avril	Cartel avec la Pruſſe	306
1817	17 Mai	Décl. ſur l'abol. du D. de détraction avec la Pruſſe	66
	23 Juil.	Conv. avec les Commiſſaires Pruſſiens ſur le partage des arriérés de caiſſe	421

Saxe branche Erneſtine.

1. *Saxe Weimar.*

1816	31 Déc.	Conv. d'Etappes avec la Pruſſe	334

2. *Saxe Gotha.*

1814	27 Nov.	Décl. ſur l'abol. du D. de détr. avec la Pruſſe	59
1817	3 Févr.	Conv. d'étappes avec la Pruſſe	369

3. *Saxe Coburg.*

6 Oct. Décl. ſur l'abol. du D. de détr. avec la Pruſſe P. 61

4. *Saxe Hildburghauſen.*

3 Mai Décl. ſur l'abol. du D. de détr. avec la Pruſſe 62

Schwarzburg.

15 Juin Traité du P. de Schwarzb. Sondershauſen avec la Pruſſe 229

29 Juin Traité du P. de Schwarzb. Rudolſtadt avec la Pruſſe 236

Sicile.

30 Mai Subſtance d'un tr. de ſubſide avec la Gr. Brétagne 15

16 Déc. Acte de réunion des royaumes de Naples et de Sicile 275

1 Juin Conv. de commerce avec la France 578

Suède.

20 Nov. Acte de démarcation des frontières avec la Ruſſie 31

30 Mai Subſtance d'article 5. ſéparés joints au tr. de Paris. Préf. p. VI.

7 Juin Traité avec la Pruſſe ſigné à Vienne 149

12 Août Acceſſion de la conféd. Suiſſe à la décl. de Vienne 184

4 Sept. Traité de commerce avec les E. Unis d'Amérique 251

1 Sept. Conv. de liquidation avec le Danemarc 648

Suiſſe.

28 Mars Convention avec la France 88

8 Sept. Traité de conféd. entre les 19 cantons Suiſſes 161

7 Avril Acte de reception du C. de Neufchatel 168

7 Avril Item de reception du C. de Genève 170

17 Juin Acte de reception du C. de Valais 171

7 Août Traité de confédération entre les 22 Cantons 173

1815 12 Août Accession de la conféd. aux actes du C. de Vienne du 29 Mars P. 184
14 Nov. Acte de réunion de l'ancien évêché de Bâle au Canton Bern 190
21 Nov. Décl. des puissances alliées portant reconnoissance de la neutr. Suisse Suppl. VI. 740 et mieux 18
Novbr. Acte de réunion du district de Birseck
Décbr. avec le Canton de Bâle 201
1816 16 Mars Traité de la conféd. et de Genêve avec le Roi de Sardaigne. 214
18 Mai Acte de ratification de la conféd. Suisse au sujet de la réunion de Bâle aux C. de Bern et de Bâle 205
15 Août Jugement compromissaire entre les C. Uri et Tessin 207
20 Août Acte de remise du District de Gex au C. de Genêve 210
1817 25 Oct. Abol. du D. de détr. avec la Prusse. Préf. IX.

Waldeck.

1816 22 Déc. Conv. avec la Prusse sur le D. de détr. 65

Wurzburg.

1808 10 Mai Conv. additionelle à celle du 24 Févr. 1808 avec l'Autriche 39

ADDENDA

1. à la table chronologique

1818 21 Nov. Procès-verbal des conférences d'Aix-la-Chapelle entre les 5 puissances sur le rang des ministres P. 648
1819 1 Sept. Convention de liquidation entre le Roi de Suède et de Norvège et le Roi de Danemarc 648

2. à la table alphabetique ces mêmes actes sont à ajouter savoir le premier sous *Autriche, Gr. Brétagne, France, Prusse* et *Russie* le second sous *Danemarc.*

ERRATA.

E R R A T A.

e P. X. ligne 13	au lieu de:	1818	liſés:	1819
rt. III. l. 5.	au lieu de:	durport	liſés:	du port
rt. XVIII. l. 6	—	en	—	ne
- XIX. l. 5	—	ou	—	au
- XX. l. 3	—	au	—	un
- I. l. 2	—	de	—	des
- IV. l. 2	—	aſſimilés	—	aſſimilé
- VI. l. 6	—	abondonner	—	abandonner
- II. l. antepénult	—	prépſoes	—	prépoſés
- VII. l. 7	—	nue	—	une
9	—	der	—	den
rt. I. l. 4	—	au	—	ou
- II. l. 1	—	éxécution	—	exemtion
- III. l. 1	—	éxécution	—	exemtion
6. d'embas	—	autre	—	outre
6	—	les	—	le
3	—	die	—	der
rt. VII. l. 4	—	proportions	—	propoſitions
ote l. 4	—	ma	—	la
- l. 5	—	évocuation	—	évacuation
13. d'embas	—	in die	—	die in
3	—	ſauveraine	—	ſouveraine
rt. XIV. l. 1	—	Vorkommiſſe	—	Verkommniſſe
ders.	—	ind	—	nid
19	—	ind	—	nid
3. d'embas	—	ind	—	nid
5. d'embas	—	ivenemens	—	évenemens
10. d'embas	—	obſtehen	—	obſtehende
16.	—	réuni	—	remis
17.	après:	commiſſaires ajoutés:		de

ans l'inſcription après Art. liſés XXVIII. des articles ſur la navigation du Rhin annexés à l'acte etc.

ans l. ſignatures	au lieu de:	Stademacher	liſés:	Rademacher
ſcript. l. 2	—	Prinze	—	Prince
3	—	rations	—	relations
7	—	ſalide	—	ſolide
3	—	dites	—	dits
rt. II. l. 4	—	au	—	ou
- — l. 10	—	au	—	ou
6	—	s'entendra	—	s'étendra
8	—	parts	—	ports
18	—	apparté	—	apporté
rt. V. l. 2	—	parts	—	ports

ERRATA.

P. 254.	Art. V. l. 11.	au lieu de:	uni	lisés:	mis
255.	l. 6	—	s'auroit	—	saurait
—	Art. 6. l. 7.	—	d'année	—	donnée
—	— — —	—	parts	—	ports
—	— — l. 16	—	d'année	—	donnés
—	Art. VIII. l. 5	—	décharges	—	décharge
—	l. 3. d'embas	—	au	—	ou
—	l. 8. d'embas	—	parts	—	ports
257.	Art. XI. l. 4	—	part	—	port
—	l. 4. d'embas	—	en	—	eu
258.	Art. XII. l. 12	—	préciſes	—	précités
—	Art. XIII l. antepén après:	même:	ajoutés:	port	
259.	note l. 5.	au lieu de:	les	lisés:	ces
261.	Art. II. l. 4.	—	dis	—	fis
—	Art. III. l. 8	—	bleibe	—	bliebe
265.	note l'antepénult.	—	Cicula	—	Cicula
268.	l. 2	—	der	—	den
273.	l. 12	—	Lazaratha	—	Lazaretha
275.	l. 11. d'embas	—	unſerer	—	unſere
278.	Art. I. l. 4	—	und	—	nur
279.	l. dernière	—	correſpondirenden	—	correſpondiren
280.	Art. IX. l. 1	—	Fundalismus	—	Feudalismus
409.	la note eſt à effacer, le procès verb. du 2 Juin 1815 ſe trouv. p. 138				
428.	§. 20. l. 23	—	einem	—	eigenem
447.	Art. VII. l. 3	—	illicites	—	illicite
479.	Art. ſép. l. 4.	—	adopter	—	adapter
482.	Art. VI. l. 8	—	der	—	des
484.	l. 7. d'embas	—	Kamna	—	Kamme
485.	l. 11. d'embas	—	Branche	—	Breſche
513.	Art. III. 4. l. 10.	—	command	—	commande
515.	Art. VIII. l. 5.	—	qu'il	—	qu'ils
517.	Brt. III. l. 13	—	eſclavres	—	eſclaves
519.	l. 5	—	et	—	en
—	Art. III. l. 10.	—	la	—	le
525.	l. 2.	—	perſoones	—	perſonnes
526	Art. XV. l. 2.	—	transpartés	—	transportés
—	Art. XX. l. 4	—	eſpagnols	—	eſpagnols
528.	Art. I. l. 5	—	le	—	de
541.	Art. I. l. 2	—	deſcendent	—	deſcendant
541.	Art. I. l. 8	—	toutes	—	tous
543.	Art. XII. l. 8	—	anne	—	année
548.	Art. XXVII. l. 8.	—	de	—	des
553.	annexe l. 6	—	aſſeré	—	aſſuré
—	— l. 8	—	reclament	—	reclamer
554.	l. 7. d'embas	—	établie	—	établi
563.	l. 19. d'embas	—	forte	—	forts
571.	la note eſt à effacer.				

Notice

Notice du libraire ſur les ouvrages de Mr. DE MARTENS.

Comme la plupart des ouvrages que Mr. DE MARTENS a publiés en outre du précedent recueil ont paru dans notre librairie nous nous permettons d'en donner ici la liſte par ordre chronologique à laquelle pour la completter nous joignons la mention de ceux qui ont paru dans d'autres librairies.

1 De foro S. R. I. principum cum ſubditis ſuis litigantium, diſſertatio inauguralis. Gottingae 1779. 4.

2 Eſſai ſur la legitimation des envoyés des comtes d'Empire à la diète. 1782. 8.

3 Primae lineae juris gentium Europaearum practici. 1785. 8.

4 Principes du droit des gens moderne de l'Europe première edition 1789. 2de edition 1801. 3e 1820. 8.

5 Sammlung der Reichsgrundgeſetze der vornehmſten Europäiſchen Staaten. Th. I. (Dänemark, Schweden, Großbritannien). 1794. 8.

6 Abriß des Staatsrechts der vornehmſten Europäiſchen Staaten. Th. I. (Dänemark, Schweden, Großbrit.) 1794. 8.

7 Eſſai concernant les armateurs, les priſes et les repriſes. 1794. 8. le même ouvrage traduit en allemand par l'Auteur. 1794. 8.

8 Einleitung in das poſitive Europäiſche Völkerrecht auf Verträge und Herkommen gegründet. 1796. 8.

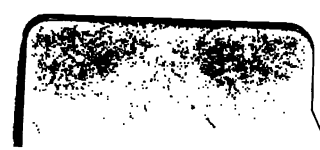
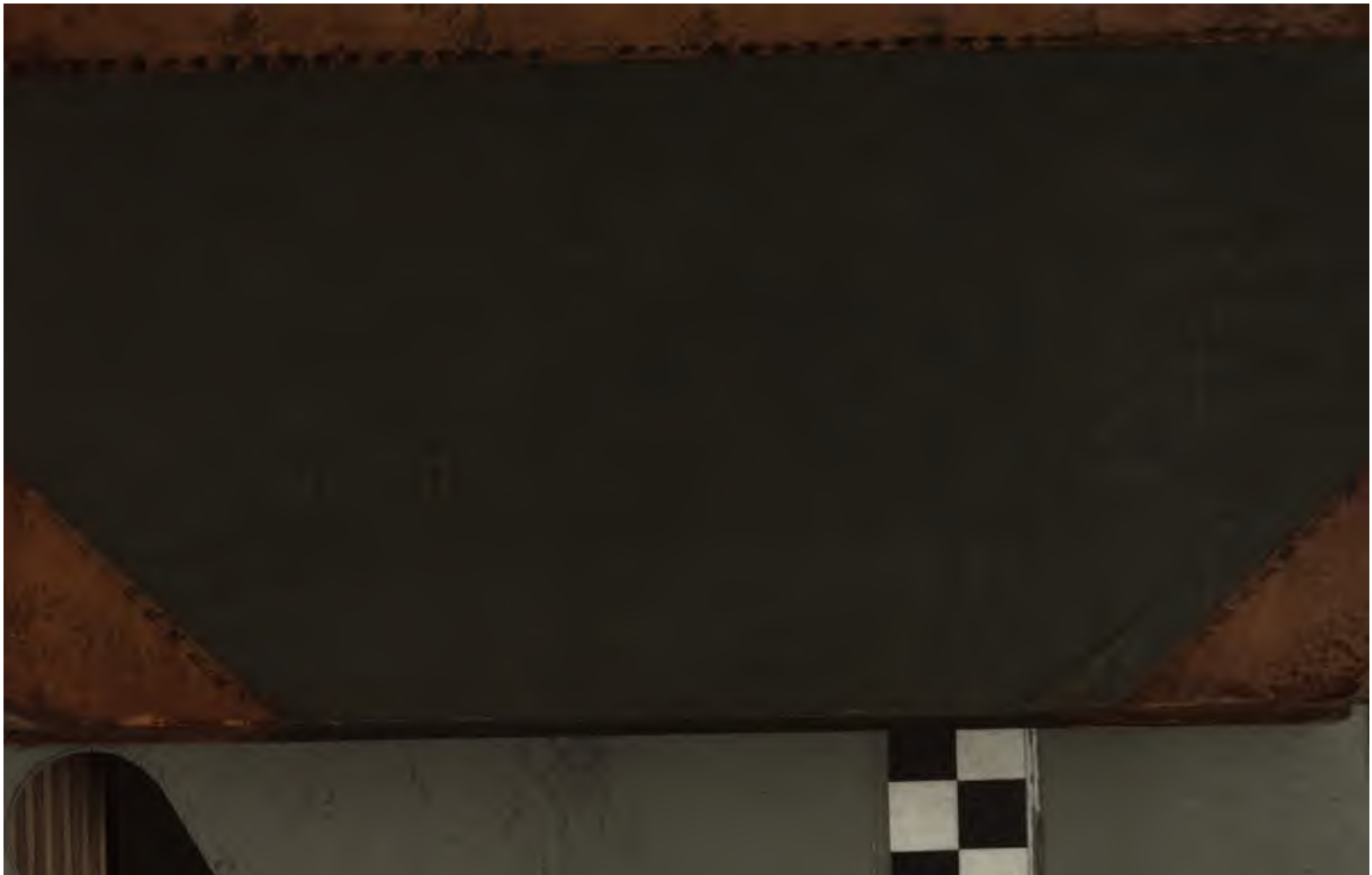
9 Verſuch einer hiſtoriſchen Entwickelung des wahren Urſprungs des Wechſelrechts nebſt einer Sammlung wenig bekannter fremder Wechſel-Geſetze. 1797. 8.

10 Grundriß des Handelsrechts, insbeſondre des Wechſel- und Seerechts. 1er Edition 1797. 2de 1805. 3e 1820. 8.

11 Ueber die Erneuerung voriger Verträge in den Friedensſchlüſſen der Europäiſchen Mächte. Programm. 1797. 8.

12 Erzählungen merkwürdiger Fälle des neueren Europäiſchen Völkerrechts. (Göttingen P. G. Schröder) Th. I. 1800. Th. II. nebſt einem Anhang von Geſetzen und Verordnungen über das Vorrecht auswärtiger Geſandte. 1802. 4.

13 Cours diplomatique ou tableau des relations exterieures des Puiſſances de l'Europe. T. I. II. renfermant le guide diplomatique. T. III. renfermant le tableau (à Berlin chés A. Mylius) 1801. 8.

14 Geſetze und Verordnungen der einzelnen Europäiſchen Mächte über Handel, Schifffahrt und Aſſecuranzen. Th. I. (Frankreich). Göttingen bey J. F. Röwer. 1802. 8.

15 Grundriß einer diplomatiſchen Geſchichte der Europäiſchen Staatshändel und Friedensſchlüſſe, ſeit dem Ende des 15ten Jahrhunderts bis zum Frieden von Amiens. (Berlin bey A. Mylius) 1807. 8.